
University of London

Propositions et Projets de Résolutions

avec rapports explicatifs

PRÉSENTÉS AU

Congrès Socialiste International de Stuttgart

(18-24 Août 1907)

Edition en 3 langues du Bureau Socialiste International

Anträge und Beschlussentwürfe

nebst Begründungen

AN DEN

Internationalen Sozialistischen Kongress zu Stuttgart

(18-24 August 1907)

Dreisprachige Ausgabe des Internationalen Sozialistischen Bureaus

---

Proposals and Drafts of Resolutions

with explanatory reports

SUBMITTED TO THE

International Socialist Congress of Stuttgart

(18-24 August 1907)

Published in three languages by the International Socialist Bureau

TABLE DES TEXTES FRANÇAIS

Inhaltsverzeichnis der deutschen Texte

INDEX OF THE ENGLISH TEXT

RAPPORT

du Secrétaire du Bureau Socialiste International

au Congrès de Stuttgart

—

I

Le secrétaire actuel du Bureau est entré en fonction le 1er février 1905, six mois après le Congrès d'Amsterdam. Il a été installé d'une manière permanente le 1er mars 1906. A partir de cette nomination, le bureau du secrétariat a été transporté à la Maison du Peuple de Bruxelles.

Pour apprécier le travail effectué, il importe que les délégués veuillent bien se rappeler la décision du Congrès de Paris 1900 qui a fixé les attributions du secrétaire. Celui-ci a pour mission :

1° De constituer les archives de l'Internationale socialiste ;

2° D'organiser les congrès internationaux et de préparer les débats par la publication de rapports nationaux et de rapports sur les projets de résolutions ;

3° D'assurer la publication de manifestes sur les questions d'actualité et de travaux sur les réformes ouvrières ;

4° De prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'action et l'organisation internationales du prolétariat, notamment par l'exécution des décisions des congrès internationaux.

A cette fonction est venue s'ajouter récemment celle du secrétariat de la Commission Interparlementaire. (1)

A la date du 1er février 1905, la bibliothèque du Bureau Socialiste International comptait à peine 200 à 300 livres et brochures. Ce fond a été immédiatement complété par l'achat, à la Coopérative de Jolimont, de la belle Bibliothèque de feu César De Paepe, comprenant plusieurs milliers de volumes et documents.

Cette bibliothèque, riche en raretés bibliographiques, en nombreux ouvrages d'économie politique, en travaux sur la Commune, en comptes rendus des congrès de l'Internationale, en collections de journaux devenus introuvables, contenait en outre des liasses de lettres adressées à De Paepe par Malon, par Varlin, par Eccarius, par la plupart des militants de l'époque. Les fonds, nécessaires à l'achat de cette bibliothèque (2,000 fr.), ont été trouvés grâce à la générosité de plusieurs organisations ouvrières belges. Le Parti Ouvrier, la Coopérative la Maison du Peuple, la Fédération Bruxelloise ont souscrit chacun 500 francs (soit 1,500 frs). Les meubles nécessaires pour abriter cette bibliothèque ont coûté plus de 2,000 fr., dont la Maison du Peuple a payé plus du tiers.

Des circulaires ont été lancées pour rappeler aux partis affiliés, aux organisitions ouvrières, aux éditeurs socialistes, qu'il existait au secrétariat une bibliothèque internationale, et en général, cet appel a été entendu. La plupart des partis

---

(1) Le secrétaire du Bureau n'a repris les fonctions de secrétaire de la C. I. que depuis quelques mois. La Commission Interparlementaire s'est réunie une seule fois depuis le Congrès d'Amsterdam. à Londres, du 16 19 juillet 1907, pendant le Secrétariat du citoyen Mannoury. La réunion de Stuttgart du 17 août aura pour tâche d'organiser définitivement le fonctionnement de la Commission Interparlementaire, et, pour préparer ce travail, le secrétaire a publié une brochure en trois langues contenant les statuts de la Commission ainsi qu'une liste de tous les parlementaires socialistes dont il lui a été possible de recueillir les noms.

affiliés nous envoient régulièrement leurs publications et, pour permettre aux délégués de se rendre compte du travail méthodique qui a été entrepris, il nous suffira de dire que nous recevons régulièrement 155 journaux politiques, 126 journaux syndicaux et 53 revues, qui sont reliés, classés et dépouillés (voir détail plus loin). Nous nous sommes également attachés à réunir les comptes-rendus de tous les congrès nationaux de tous les partis affiliés, afin de permettre aux hommes d'étude, qui voudraient se rendre compte de l'évolution des divers groupements socialistes, de trouver en notre bibliothèque les matériaux nécessaires. Nous avons en outre demandé aux partis de Russie spécialement de bien vouloir nous transmettre un exemplaire de chacune de leurs publications, ayant vu le jour pendant la révolution, et il nous plaît de dire que la social-démocratie Lettone notamment a mis un soin particulier à nous documenter. Nous avons voulu encore enrichir notre blibliothèque des publications syndicales et coopératives. C'est ce qui explique le nombre considérable de revues professionnelles que nous recevons.

Jusqu'à présent, il ne nous a pas été possible de faire un catalogue. Un premier classement a été effectué, mais les ressources très restreintes du Secrétariat ne nous ont pas permis d'engager le personnel nécessaire pour ce travail supplémentaire. Nous comptons néanmoins nous mettre à cette besogne après le Congrès de Stuttgart.

Nous nous sommes également préoccupés de savoir où se trouvent les archives de la Première Internationale, qui, en vertu d'une décision du Congrès international de Philadelphie (1876) ont été confiées à Sorge et Speyer pour être transmises à l'Internationale nouvelle. Dans son livre du Socialisme aux Etats-Unis, Morris Hillquit fait état de cette résolution et il a bien voulu se charger de rechercher dans son milieu quels sont les dépositaires actuels de ces documents. Nous caressons en outre divers autres projets, notamment :

1° La publication des intéressantes lettres à De Paepe. (Ce travail est presque achevé.)

2° La publication d'une édition critique des comptes rendus des congrès, tenus par la *Première Internationale.* (Ce travail est entamé.)

3° La publication d'un volume, contenant les *programmes* de tous les partis socialistes.

4° La publication d'un volume, contenant les *résolutions* votées par les congrès nationaux de tous les partis affiliés.

5° La publication d'une édition nouvelle et corrigée, en trois langues, des résolutions des congrès internationaux.

En résumé, en 1904, il n'existait pas de bibliothèque. En 1907, il en existe une, et elle compte déjà des milliers de numéros.



En ce qui concerne l'organisation et la préparation de l'unique congrès international, qui se réunisse pendant la présente période d'activité, les délégués pourront juger eux-mêmes du progrès réalisé.

Aux premiers congrès, les délégués faisaient un bref rapport oral sur l'état du mouvement dans leur milieu respectif. Cette procédure occasionnait des pertes de temps sérieuses, et, lorsque le secrétariat du Bureau a été créé, il fut décidé de publier ces rapports en volume. Malheureusement, au Congrès d'Amsterdam, le secrétariat était à peine entré en fonctions et les secrétaires nationaux ne se décidaient pas toujours à envoyer, dans le délai voulu, les rapports qui leur étaient demandés. C'est ce qui explique pourquoi « L'Organisation Ouvrière et Socialiste », publiée par mon prédécesseur, n'a pu paraître *avant* le Congrès.

Le Comité exécutif du Bureau a voulu à tout prix éviter cet inconvénient, et il aurait même désiré publier ces documents dans les trois langues parlées dans nos congrès internationaux: en français, en allemand et en anglais. Il importe de dire qu'il n'a réussi que partiellement dans sa tâche ambitieuse. Plusieurs partis ont négligé de nous envoyer des rapports sur leur activité depuis le congrès d'Amsterdam, notamment le Parti

Socialdémocrate de Pologne et Lithuanie, le Bound, la Socialdémocratie lettone. Mais à leur décharge, il convient de rappeler les conditions difficiles dans lesquelles ils vivent en ce moment. Plusieurs partis nous ont envoyé leur rapport si tardivement que le *Parteivorstand* du Parti Socialdémocrate allemand n'a pas eu le temps matériel de traduire ces documents pour l'édition allemande. Enfin, l'édition anglaise des rapports nationaux n'a pu paraître pour des raisons que nos camarades de Grande-Bretagne expliqueront peut-être eux-mêmes.

Bref, pour la première fois, le congrès possède une édition française (2 volumes contenant ensemble plus de 1,000 pages) de tous les rapports nationaux et une édition allemande de la plupart de ces rapports. Si les partis affiliés veulent y mettre un peu de bonne volonté, il nous sera facile à l'avenir de publier ces documents : *a)* en trois éditions ; *b)* au complet ; *c)* en temps utile.

Le Secrétariat a publié en outre un livre de 600 à 700 pages, en trois langues, contenant tous les *projets de résolutions* accompagnés des rapports que l'on a bien voulu nous faire parvenir en temps opportun. La besogne du Secrétariat pourrait être allégée dans l'avenir, si les partis affiliés voulaient lui transmettre ces documents en trois langues.

*
* *

Le Bureau a publié, pendant la période 1905-1907 :

a) Les manifestes suivants :

1° 30 juin 1905 : Appel à la solidarité internationale en faveur des camarades de Russie, massacrés par le gouvernement de Nicolas II ;

2° Décembre 1905 : Appel aux travailleurs de tous les pays pour commémorer la journée du 22 janvier;

3° Juillet 1906 : Protestation contre la dissolution de la première Douma ;

4° Octobre 1906 : Manifeste contre les projets d'emprunt du gouvernement de Russie ;

5° Juin 1907 : Protestation contre la dissolution de la deuxième Douma et contre la comédie pacifiste de La Haye.

b) Les circulaires suivantes :

1° Circulaire invitant les journaux à ouvrir des listes de souscription pour la révolution de Russie (février 1905);

2° Circulaire exposant la nécessité pour les partis socialistes de Russie de réaliser au moins l'unité d'action (mars 1905);

3° Circulaire dénonçant à la presse et aux partis affiliés les massacres organisés à Bakou (mars 1905);

4° Circulaire signalant aux socialistes de Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de Bulgarie, etc., l'unité socialiste réalisée en France (avril 1905);

5° Circulaire reproduisant une proposition du Parti Socialiste Italien en Suisse tendante à demander à chaque travailleur conscient d'abandonner, à la date du 22 janvier, son salaire ou une partie de son salaire au bénéfice de la révolution de Russie ;

6° Circulaire exposant le projet de règlement des congrès internationaux et du Bureau Socialiste International ;

7° Circulaire relative à l'organisation d'une campagne contre l'extradition des condamnés politiques à la Russie ;

8° Circulaire concernant une proposition de Plechanoff, demandant aux parlementaires socialistes de tous les pays de témoigner leur sympathie à la Douma ;

9° Circulaire relative aux massacres de Lettonie ;

10° Circulaire d'invitation au Congrès International de Stuttgart ;

11° Circulaire relative à une intervention éventuelle de l'Allemagne ou de l'Autriche en Russie ;

12° Circulaire sur la question du Maroc ;

13° Circulaires relatives au boycottage des navires argentins ;

14° Circulaires concernant l'affaire Kilackziki ;

15° Circulaire relative aux massacres de Macédoine ;

16° Circulaire relative à l'ordre du jour et aux mesures d'organisation du Congrès de Stuttgart ;

17° Série de circulaires concernant l'Exposition du Livre et des Journaux Socialistes, etc., à Stuttgart.

c) Les livres suivants :

1° *La manifestation internationale du 1er mai*, en trois langues (90 pages) ;

2° *Compte rendu officiel de la séance du Bureau* (4-5 mars 1906), en trois langues (24 pages);

3° *Compte rendu officiel de la séance du Bureau* (10 novembre 1906), en trois langues (96 pages);

4° *L'Internationale Ouvrière et Socialiste* (2 volumes, 420 et 500 pages);

5° *Les Propositions et Projets de résolutions, avec rapports explicatifs*, (1 volume de 700 pages en trois langues).

*
* *

Pour se rendre compte de l'action quotidienne du Secrétariat, il faudrait reproduire tous les rapports périodiques qui ont été envoyés aux partis affiliés. Nous y renvoyons les membres du Congrès, soucieux des détails.

Il faudrait, en outre, dépouiller toute la correspondance, parfois d'ordre confidentiel. Qu'il nous suffise d'attirer l'attention du Congrès sur l'activité exercée en faveur des camarades de Russie, la réunion et la distribution de fonds, l'intervention dans des affaires de nature diverse.

Depuis Amsterdam, le Secrétariat a négocié l'affiliation de nombreux partis au Bureau. La *Roumanie* s'est affiliée. Le *Canada* est favorable en principe à l'affiliation, mais sa situation pécuniaire ne lui permet pas de payer des cotisations en ce moment. L'*Afrique du Sud* a dû attendre la constitution de son unité socialiste. Le Parti socialiste de *Cuba* a sollicité son affiliation, mais nous lui avons demandé des renseignements

complémentaires sur ses forces numériques. Les renseignements publiés sur le *Chili* et la *Bolivie* dans le premier volume de rapports nationaux indiquent l'état de la question dans ces pays. Enfin, le Bureau a refusé l'affiliation *directe* de plusieurs organisations qui, d'après les statuts, doivent faire partie de leur section nationale.

La question de l'émigration ouvrière a également attiré l'attention du Secrétariat, qui a pu documenter copieusement les travailleurs qui s'étaient adressés à lui, grâce surtout pour ce qui concerne les Etats-Unis, à l'intervention des citoyens M. Hillquit, D. De Leon et d'autres militants.

A plusieurs reprises, le Comité exécutif a offert ses bons offices pour faciliter l'exécution de la résolution d'Amsterdam sur l'unité socialiste et réaliser en Grande-Bretagne, en Russie et ailleurs, ce qui avait si bien réussi en France. Si le problème n'est pas encore résolu pour tous les pays, la Constitution au sein de la Section Russe, de deux Sous-Sections comprenant presque tous les partis socialistes, semble un acheminement vers la cohésion, et tout au moins l'unité d'action. En outre, l'idée d'unification a prévalu en Australie et dans l'Afrique du Sud (voir l'Internationale Ouvrière et Socialiste, vol. I, p. 9, vol. II, note complémentaire).

Depuis le Congrès d'Amsterdam, le Bureau a tenu 4 séances; le 25 janvier 1905, — les 4-5 mars 1906, — le 10 novembre 1906 — le 9 juin 1907. Le compte rendu de la première (par mon prédécesseur) a été inséré dans l'*Avenir Social* (numéro de février 1905, p. 55) ; le compte rendu des deux séances suivantes a été publié à part (voir plus haut) ; le compte rendu de la 4e, consacrée tout entière à la préparation du congrès de Stuttgart, se trouve dans le présent volume.

En résumé, le secrétariat du Bureau est devenu un office administratif fonctionnant régulièrement. Les liens entre les partis et le Bureau se sont consolidés au courant des trois dernières années. La correspondance s'est au moins décuplée. Le paiement des cotisations est devenu chose normale.

Une bonne part des arriérés, grâce à nos appels incessants et impitoyables, a été soldée.

En ce moment, les retards de paiement ne s'élèvent plus qu'à 9,244 francs, cotisation de 1907 comprise (voir plus loin)

A la date du 1er août, les recettes et les dépenses depuis Amsterdam ont été de fr. 45,235.46 pour les *recettes* et de fr. 47,988.66 pour les *dépenses* (voir détails au compte financier).

On trouvera également plus loin la liste des délégués titulaires ainsi que celle des secrétaires des partis affiliés au Bureau Socialiste International.

*
* *

Les lignes qui précèdent démontrent que le travail du Secrétariat prend chaque jour plus d'extension. Le secrétaire n'a pas la prétention d'avoir fait œuvre impeccable. Il a été obligé de se mettre au courant de situations parfois compliquées et d'étudier la conjoncture socialiste dans des milieux fort différents. Néanmoins, il croit avoir, avec l'aide de ses collaborateurs, fait son possible pour justifier la confiance du Bureau et du Congrès. Les rapports entre le Bureau de Bruxelles et les Secrétariats nationaux deviennent de plus en plus fréquents. Les partis comprennent de mieux en mieux la nécessité d'entreprendre « internationalement » certaines actions collectives. La période de tâtonnement et, pour employer une expression de nos camarades italiens, de « défiance sympathique », semble passée. Le Bureau ne veut point se substituer aux initiatives nationales, mais il estime qu'il est parfois nécessaire de les coordonner. On a compris qu'il ne pouvait exister deux centres internationaux, ayant en somme une fonction identique, et c'est pourquoi le Secrétariat du Bureau et le Secrétariat de la Commission Interparlementaire ont été fusionnés. C'est pourquoi aussi le Bureau a admis comme délégués *adjoints* les secrétaires nationaux des groupes parlementaires socialistes. Les liens organiques existent donc déjà entre le *Bureau* et la *Commission*. Il en sera probable-

ment un jour de même des Centrales syndicales et coopératives, car à mesure que les associations professionnelles se rapprochent du socialisme, à mesure que l'idée socialiste imprègne le mouvement coopératif, toutes ces forces diverses tiendront à envoyer des délégués aux congrès internationaux. Puis, les relations, qui ne sont souvent qu'*accidentelles*, deviendront, par la force des choses, *permanentes*. Les organisations, qui ont pris contact avec les Congrès, voudront rester en relations avec le Bureau, qui continue les travaux des Congrès. L'action socialiste elle-même les poussera dans cette voie. Déjà les conclusions du rapport sur les relations entre les syndicats et les partis politiques et la résolution des Etats-Unis sur l'immigration ouvrière demandent au Secrétariat de nouveaux travaux. Celui-ci entrevoit donc le moment où le Bureau reliera toutes les organisations ouvrières et admettra pour chaque *section nationale* un délégué du parti politique, un délégué des syndicats, un délégué des coopératives, un délégué du groupe parlementaire, collège de quatre mandataires incorporant les aspects divers du mouvement socialiste. Il y a peut-être quelque témérité à tracer dès aujourd'hui la voie qui devra être suivie par le mouvement d'organisation internationale. Il était cependant du devoir du Secrétariat de l'indiquer dans un rapport consacré à son activité d'hier et aux projets de demain.

Le Secrétaire du B. S. I.,
CAMILLE HUYSMANS.

II. — Compte Financier

Au Congrès d'Amsterdam il y avait en caisse (31 juillet 1904) une somme de . . . . . fr.		10,161.77
depuis cette date jusqu'au 15 février 1905, les recettes se sont élevées à		3,207.70
Total . fr.		13.369.47
Dans ce même délai, les dépenses se sont élevées à . . . . fr.		10,228.31

———

En caisse an 15 février 1905, date de l'entrée en fonction du nouveau secrétaire. . . .		3,141.16

Dans ces dépenses était compris le déficit laissé par le congrès d'Amsterdam.

A mon entrée en fonction, le 15 février 1905, il y avait en caisse . . . . fr.		3,141.16
Depuis cette date les recettes se sont élevées à. . . . . fr.	42,027.76	
Les dépenses à	37,760.35	
Différence . . . . fr.	4,267.41	4,267.41
En caisse à ce jour . . . . fr.		7,408.57

Dans ce total est compris une somme de 1,000 francs, laissée en dépôt par une organisation affiliée, de sorte que l'encaisse du Bureau s'élève en réalité à . . . fr. 6,408.57

Dans les dépenses générales sont comprises :

Dépenses matérielles du Bureau :

A) Ameublements . . . . fr.	2,500.00
B) Publications	3,000.00
C) Reliures	800.00
D) Correspondance	4,000.00
E) (Administration, fournitures, achat de livres, abonnements, journaux, etc).	5,260.35
Appointements et salaires	21,000.00
Délégations	1,200,00
Total . fr.	37,760.35

Fonds Russe

Ce compte se balance au 31 juillet 1907 par une entrée et une sortie de fr. 141,996.64

Bureau Socialiste International

Réunion Plénière du 9 Juin 1907

—

Les délégués au *Bureau Socialiste International* se sont réunis en assemblée plénière le 9 juin 1907, à 9 heures du matin, à la Maison du Peuple de Bruxelles.

Etaients présents :

Aug. BEBEL et P. SINGER, pour le Parti Socialdémocrate allemand.

H. HYNDMAN et Bruce GLASIER, pour la Section Britannique.

O. OLSEN, pour le Parti Socialiste danois.

Jean JAURÈS, Ed. VAILLANT et J. LONGUET (suppl.), pour le Parti Socialiste (Section française).

P. TROELSTRA et H. VAN KOL, pour le Parti Ouvrier Socialdémocrate de Hollande.

Dr. H. DIAMAND, pour le Parti Socialiste Polonais.

E. ROUBANOVITCH, pour le Parti Socialiste révolutionnaire de Russie.

MARTOW et BALABANOFF (suppl.), pour le Parti Ouvrier Socialdémocrate de Russie.

Victor ADLER, pour le Parti Socialdémocrate d'Autriche.

NEMEC et SOUKUP, pour le Parti Socialiste Tchéco-Slave.

WELTER, pour le Parti Socialiste Luxembourgeois.

ANSEELE et VANDERVELDE, membres du Comité Exécutif, pour le Parti Ouvrier Belge.

Cam. HUYSMANS, secrétaire du Bureau, assisté des employés du secrétariat DARTOIS et KANTOR.

A titre consultatif, les citoyens BRAUN, au nom de la Social-

démocratie lettone, KURSKI et BERGMAN, au nom du Bound.

Le citoyen VANDERVELDE préside.

Le secrétaire donne lecture de plusieurs *lettres d'excuse*.

La citoyenne Rosa Luxembourg écrit qu'elle est empêchée d'assister à la séance, parce que la prison allemande doit lui ouvrir ses portes hospitalières, et elle exprime l'espoir que le Bureau ne touchera pas aux relations intérieures de la représentation polonaise.

LE PRÉSIDENT. — La citoyenne Luxembourg peut avoir tous ses apaisements à ce point de vue. La question est d'ailleurs prévue par le projet de règlement. Je propose au Bureau de charger le secrétaire d'envoyer à notre camarade l'expression de nos unanimes sympathies au moment où elle franchit le seuil de la prison. (Adhésion.)

PLECHANOFF écrit qu'il est tombé malade à Paris et annonce qu'il s'est fait remplacer par le citoyen Martow.

CAMBIER et UGARTE sont également empêchés de venir et ils ajoutent : « *En ce qui a trait aux diverses sections nationales, nous nous contenterons pour le moment des 4 voix auxquelles nous donnent droit le nombre de nos militants, notre représentation parlementaire de début et notre cotisation au Bureau, sans essayer de faire valoir nos grandes organisations syndicales qui n'adhèrent pas officiellement au parti, mais qui sont de cœur avec lui.* »

FERRI est empêché de venir parce qu'il est retenu à l'Université par ses leçons.

ROUBANOVITCH dépose sur le bureau deux documents. Le premier est une adresse, libellée ainsi :

« *Au Bureau Socialiste International,*

» *Nous, le Conseil de l'Union militaire russe de la garnison de Sébastopol, au nom de tous les soldats et matelots révolutionnaires de Sébastopol, adressons le jour du 1er Mai notre salut aux travailleurs du monde entier et nous faisons des*

vœux ardents pour la victoire dans la marche si difficile vers le règne de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

» *L'Union militaire russe de la garnison de Sébastopol,*

» *Sébastopol 1907.* »

(Sceau.)

Le Bureau salue la lecture de ce document par des applaudissements.

Le deuxième document reproduit les résolutions votées au commencement du mois de mai dernier, à la conférence des organisations et partis socialistes de Russie suivants : 1° Le Parti Socialiste révolutionnaire russe ; 2° Le Parti Socialiste Polonais (Section révolutionnaire) ; 3° La fraction révolutionnaire Arménienne « Dachniakzioutioune » ; 4° Le Parti Géorgien fédéraliste socialiste ; 5° Le Parti de la Russie Blanche « Gromada » ; 6° L'Union Socialdémocrate Lettone ; 7° Le Parti Ouvrier Socialiste juif (dit Serp). N'avaient pu venir à la dite conférence, pour des raisons indépendantes de leur volonté, les organisations suivantes : 1° L'Union Mahométane socialiste révolutionnaire de la Volga ; 2° L'Union Socialiste révolutionnaire Esthonienne ; 3° L'Organisation Ossétinienne socialiste révolutionnaire ; 4° L'Organisation Chouvachienne socialiste révolutionnaire ; 5° L'Organisation Grecque socialiste révolutionnaire ; 6° L'Union Socialiste révolutionnaire des Iakoutsk ; 7° L'Union socialiste révolutionnaire des Bouriates.

Les diverses résolutions votées concernent notamment la défense des minorités, — l'autonomie nationale et territoriale, — la création d'un secrétariat permanent des nationalités, — la création d'un secrétariat d'information composé de tous les partis socialistes et révolutionnaires.

(Le texte de ces résolutions sera reproduit dans un des rapports périodiques du Secrétariat.)

LE PRÉSIDENT. — Nous abordons maintenant la discussion de la rédaction de l'*ordre du jour,* que nous proposerons de discuter au Congrès de Stuttgart. La parole est au secrétaire.

Le Secrétaire analyse les divers rapports et projets de résolutions qui ont été envoyés au Secrétariat (lire le texte de ces documents aux pages 1 et suivantes de la présente brochure). Il propose, au nom du Comité Exécutif, d'écarter les amendements au règlement des Congrès et du Bureau, proposés par l'*Independent Labour Party* et le *Parti Socialiste Italien en Suisse*, et de demander au Congrès de voter en bloc le règlement des *Congrès* et du *Bureau*, les statuts de la *Commission Interparlementaire*, ainsi que les résolutions diverses, adoptées par le Bureau et ayant encore quelque actualité. Il propose de renvoyer à la *Commission Interparlementaire* la résolution de la *Social democratic Federation* de Grande-Bretagne, concernant la législation ouvrière. Il annonce que le Secrétariat publiera en langue française deux volumes de plus de 400 pages contenant les rapports des partis affiliés sur leur activité depuis 1904 ; que la publication de ces mêmes documents en langue allemande sera faite par les soins du *Parteivorstand* de la Socialdémocratie Allemande; qu'un exemplaire de chacun de ces rapports a été transmis dans les mêmes conditions à la *Section Britannique* pour édition en langue anglaise. Le Secrétariat publiera en outre, en 3 langues, le texte des projets de résolutions et des rapports afférents, constituant une base de discussion pour les congressistes de Stuttgart. Au point de vue de l'organisation matérielle du congrès, il propose que l'on envoie dans chaque section du congrès un ou deux camarades, connaissant les langues française et anglaise, et chargés de résumer brièvement, pour publication dans le journal socialiste local de Stuttgart, un compte rendu des débats de section. Le service du compte rendu *allemand* étant organisé par les rédacteurs ordinaires du parti socialdémocrate allemand, ce système permettra à tous les congressistes de savoir exactement ce qui s'est passé dans les diverses sections. Pour le service de traduction des discours en séance plénière, le Secrétariat se mettra en relation avec les divers partis intéressés. En outre, le Secrétariat demandera aux partis affiliés

d'Allemagne, de France et d'Angleterre de désigner un ou deux camarades, chargés de veiller à la bonne traduction des amendements déposés en cours de séance plénière. D'accord avec les camarades allemands, le *Bureau* sera convoqué pour le vendredi 16 août, à 3 heures, — la *Commission Interparlementaire* pour le samedi 17 août, à 11 heures, — le *Congrès* pour le dimanche 18 août, à 11 heures (séance d'ouverture et fixation de l'ordre du jour), — les *Sections nationales* (validation de mandats) pour le lundi, 19, à 9 heures, -- les sections du congrès pour le lundi, 19, à 11 heures. Les séances plénières commenceront le mardi 20 août, à 9 heures. Enfin, à la demande des camarades italiens d'Autriche, les journalistes socialistes, désireux d'améliorer les relations de correspondance entre les organes socialistes et éventuellement de discuter la création d'une agence internationale de renseignements, se réuniront le lundi *soir* 19 août, à 9 heures.

En vue de la réunion de la *Commission Interparlementaire*, le secrétaire publiera une invitation en trois langues, complétée par une liste de tous les parlementaires des partis affiliés.

Les détails d'organisation seront d'ailleurs complétés et définitivement fixés dans une circulaire à adresser aux congressistes. Les camarades de Stuttgart ont accepté d'organiser une exposition du livre et de la brochure socialistes. Tous les partis affiliés seront invités à y envoyer leurs publications, reliées si possible. Le Comité local a accepté également d'exposer les journaux et revues socialistes. Tous les partis affiliés seront invités à relier en deux volumes identiques deux exemplaires de chacun de leurs journaux et revues et de les envoyer à Stuttgart. Au point de vue des logements, le comité local fera également le nécessaire, et, dès maintenant, nous pouvons être certains que les camarades allemands accompliront leur tâche avec la minutie et le dévouement auxquels ils nous ont habitués.

SINGER combat l'inscription de la langue internationale à l'ordre du jour. Cette question n'est pas encore mûre et s'il importe de chercher une solution, il faudrait s'arrêter non

pas à une langue artificielle, mais à une langue vivante, la langue anglaise, par exemple.

NEMEC défend l'inscription du *droit de suffrage des femmes* comme point spécial de l'ordre du jour.

BEBEL appuie l'opinion de Singer quant à la langue internationale. Il est d'avis qu'il faut limiter le nombre de questions pour obtenir un débat approfondi, et il accepte l'inscription du vote des femmes comme point spécial.

BRUCE GLASIER n'est pas de l'avis des orateurs précédents et voudrait même que l'on ait recours à un plébiscite pour le choix d'une langue internationale.

VAILLANT prie les camarades de l'*Independent Labour Party* de retirer leur amendement au règlement, parce que cette question a été vidée antérieurement. Au sujet de l'admission des groupes non encore affiliés, la section nationale doit rester maîtresse en première instance, conformément au projet de règlement. Il accepte l'inscription du suffrage des femmes, et, conformément au mandat de son parti, il voudrait que l'on maintienne à l'ordre du jour la question de la langue internationale, avec cette réserve toutefois que l'on voterait une résolution sans débat. Personnellement, il est d'avis également que la langue auxiliaire devrait être l'anglais.

BALABANOFF préfère la proposition des femmes allemandes à celle des femmes autrichiennes, celle-ci (le vote des femmes) étant renfermée dans l'autre (démocratisation du suffrage.)

ADLER estime qu'une discussion sur la langue internationale serait un débat sans issue, car déjà Bruce Glasier veut en arriver à un plébiscite. Il se prononce en faveur de la proposition autrichienne, parce que la motion des femmes allemandes est également de nature à ouvrir un débat sans fin sur les diverses conjonctures nationales.

BRUCE GLASIER défend l'amendement de l'*Independent Labour Party* au règlement qui a pour but de faciliter l'adhésion de plusieurs centaines de milliers de mineurs au Labour Party. Nos trade-unions désirent savoir nettement dans quelle

situation ils se trouvent à l'égard du Bureau et des Congrès. La formule *lutte des classes* n'est pas toujours bien comprise. On comprend beaucoup mieux la formule : « lutte indépendante de la classe ouvrière contre le capitalisme. »

JAURÈS. — Les trade-unions n'ont-elles pas été admises au Congrès de Londres dans les conditions indiquées par Bruce Glasier ?

HYNDMAN. — Bruce Glasier et Jaurès oublient la conférence de Bruxelles dont la résolution a été ratifiée par le Congrès de Paris.

SINGER. — Nous maintenons formellement la formule : *lutte des classes.*

NEMEC. — Nous aussi, nous ne voulons ouvrir le Congrès aux jaunes.

OLSEN. — Je me borne à conseiller la prudence.

LE PRÉSIDENT. — Je demande que l'on n'aborde plus le fond. L'unique objet à examiner ici, c'est de savoir si le *Bureau* propose ou repousse l'amendement de l'I. L. P. Je mets la question aux voix. (L'amendement de l' I. L. P. est rejeté à l'unanimité moins la voix du citoyen Bruce Glasier.)

Le Bureau se prononce-t-il pour ou contre l'amendement du *Parti Socialiste Italien en Suisse* ? (Rejeté à l'unanimité.)

Le Bureau se prononce-t-il pour la motion des femmes social-démocrates *autrichiennes* ou pour celle des femmes social-démocrates *allemandes*. (La première est adoptée à l'unanimité) Le Bureau se prononce-t-il en faveur de la motion du Transvaal relative à la *langue internationale*? (La majorité rejette la motion). Le Bureau est-il partisan d'inscrire à l'ordre du jour le Militarisme et les conflits internationaux ? (Admis à l'unanimité.) Le Bureau inscrit-il dans les mêmes conditions la question coloniale. (Admis à l'unanimité.) Le Bureau maintient-il l'inscription de la question des rapports entre les partis socialistes et les organisations professionnelles ?

TROELSTRA. — Je voudrais savoir d'abord qui fera rapport sur cette question et, ensuite, si le Secrétariat ne pourrait obtenir sur cette question des rapports réels entre syndicats

et partis, des réponses officielles émanant des partis affiliés.

Le Secrétaire. — Le citoyen De Brouckère a bien voulu nous promettre un rapport et rien ne s'oppose à ce qu'un questionnaire détaillé soit envoyé aux partis affiliés. (Admis à l'unanimité)

Le Président. — Reste la question de l'émigration et de l'immigration ouvrière.

Vaillant. — Je voudrais savoir d'abord si nous avons des documents. Je propose ensuite que l'on examine en même temps l'émigration temporaire.

Le Secrétaire. — Nous avons reçu une résolution du *Socialist Party* et un rapport déjà ancien du Parti Socialiste Argentin. D'autre part, le citoyen Schippel avait annoncé la publication d'un volume relatif à cet objet.

Singer. — Un résumé du travail de Schippel sera publié par la *Neue Zeit* et pourra être soumis aux congressistes. L'Allemagne accepte l'extension du débat à l'émigration temporaire Mais j'ose affirmer dès maintenant qu'elle repousse toute mesure limitant l'émigration et l'immigration.

Le Président. — Je mets aux voix l'inscription de cette question,envisagée dans son ensemble.(Adopté à l'unanimité.)

Il nous reste à trancher une question importante : l'exécution de l'article 3b relatif à l'attribution des voix aux diverses sections nationales du congrès.

Après un bref échange de vues, la répartition provisoire des voix est renvoyée à une commission de cinq membres, composée des citoyens Bebel, Adler, Van Kol, Vaillant et Huysmans.

La séance est suspendue à midi et demi et reprise à 3 h.

Le secrétaire donne lecture du projet de la Commission :

20 voix à l'Allemagne, l'Autriche-Bohême, à la France, à la Grande-Bretagne et à la Russie ; 14 voix aux États-Unis ; 12 voix à l'Italie et à la Belgique ; 10 voix au Danemark, à la Pologne et à la Suisse ; 8 voix à l'Australie unifiée, à la Finlande, à la Hollande et à la Suède ; 6 voix à l'Espagne, à la Hongrie et à la Norvège ; 4 voix à l'Afrique du Sud, à l'Argentine, à l'Aus-

tralie non unifiée, à la Bulgarie, au Japon, à la Roumanie, à la Serbie; 2 voix au Luxembourg.

HYNDMAN n'admet pas l'attribution du maximum à la Russie, alors que l'on accorde encore 8 voix à la Finlande et 10 voix à la Pologne. Le fractionnement renforce ainsi artificiellement la puissance de ces peuples, alors que nous devrions favoriser l'unification.

JAURÈS appuie. Avec le système de la Commission, l'Italie et l'Allemagne auraient eu plus de voix avant leur unification qu'aujourd'hui.

SINGER. — Soyons avant tout pratiques. La puissance de votation que nous attribuons à chaque section nationale n'est évidemment qu'approximative et les statuts disent que l'on peut reviser cet article. J'ajoute que les grandes majorités seules ont, dans nos congrès, l'influence morale nécessaire pour faire modifier les situations diverses. Si des sections ont à se plaindre de notre répartition, qu'elles en appellent devant la séance du Bureau qui siègera le 16 août, à la veille du Congrès.

BEBEL. — On trouvera toujours, si l'on veut, des nations lésées. L'Allemagne a 20 voix, la Bulgarie en a 4. Croyez-vous que nous ne soyons pas plus de 5 fois plus forts et plus nombreux que nos amis Bulgares ? La vérité est que l'on ne verra plus, par la répartition des voix qui vous est proposée, les votes se diviser en grandes et petites nations. L'on ne verra plus, comme à Amsterdam, les adversaires et partisans de la résolution de Dresde, semblables aux Grecs s'arrachant le corps de Patrocle, se disputer le vote du Japon. Ce qui prouve que nous favorisons l'unification, c'est que nous attribuons 8 voix à l'Australie unifiée et 4 seulement à cette même section, dans le cas où elle n'est pas unifiée. Quant à l'Italie, on a tort de la comparer à l'Allemagne. L'Allemagne a un parti pour 25 États. L'Italie est à la veille d'avoir des fractions diverses dans un seul Etat.

VAILLANT.— Nous avons tenu compte des situations acquises dans un but de conciliation et nous n'entendons surtout pas créer de nouvelles sections nationales par fractionnement.

Pour apprécier la liste de la Commission, il faut tenir compte de ces deux idées.

LE PRÉSIDENT. — Je me permets néanmoins de trouver exagérée l'attribution de 38 voix au groupe Russie-Pologne-Finlande et de 26 voix à l'Autriche-Hongrie.

ADLER. — L'Autriche et la Hongrie forment deux pays entièrement séparés. L'Union de ces deux Etats, c'est le système de la Maison de Habsbourg, mais non celui du socialisme. La comparaison du président ne tient donc pas. Nous voulons autant que possible l'autonomie pour chaque nationalité. Si l'on veut critiquer le détail, comparez notre situation à celle de la Belgique, de la Hollande et du Danemark qui ont ensemble 30 voix ! La Commission a envisagé non seulement le nombre, mais aussi la solidité de l'organisation. Nous ne pouvons établir une répartition mathématique. Quant aux voix attribuées à l'Autriche-Bohême, nous vous laissons libres d'apprécier si nous les méritons.

NEMEC appuie. Le nouveau système aura l'avantage d'éviter des surprises de votation.

LE PRÉSIDENT. — Procédons par ordre. Je mettrai successivement aux voix les divers chiffres.

(Les chiffres de 20 voix sont adoptés à l'unanimité pour la Russie, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne.)

HYNDMAN. — Je propose d'attribuer 20 voix à l'Autriche-Bohême-Hongrie. (Cet amendement est rejeté.)

LE PRÉSIDENT. — L'Autriche-Bohême aura donc 20 voix.

JAURÈS. — Je demande qu'on attribue 15 voix à l'Italie, où l'activité socialiste offre le spectacle d'une diversité remarquable, allant du réformisme jusqu'au syndicalisme en passant par l'intégralisme.

LE SECRÉTAIRE. — Cette proposition sourira à tous les membres, si l'Italie peut faire face aux engagements pécuniaires qui sont la conséquence naturelle et nécessaire de cette augmentation de force de votation.

(On adopte la proposition Jaurès, de même que les chiffres de 14 voix pour les États-Unis, 12 voix pour la Belgique et 10 voix pour la Pologne.)

LE PRÉSIDENT. — La Commission propose 10 voix pour la Suisse.

OLSEN. — Je voterai affirmativement, bien que je considère le chiffre comme quelque peu forcé.

LE PRÉSIDENT. — Je propose 6 voix pour la Suisse qui n'a que deux députés au Conseil National et dont l'organisation politique et économique n'est pas encore comparable à celle du Danemark.

BEBEL. — Je propose le maintien des dix voix. On ne tient pas assez compte de la force des organisations socialistes locales.

SINGER. — Et de leur esprit de solidarité, pour lequel nous avons contracté une vieille dette de reconnaissance.

(Le chiffre de 10 voix pour la Suisse est maintenu. On vote successivement 8 voix pour l'Australie unifiée, la Finlande, la Hollande.)

ROUBANOVITCH propose 10 voix pour la Suède, dont le développement syndical est remarquable.

LE SECRÉTAIRE appuie. (L'assemblée maintient le chiffre de la Commission et attribue 6 voix à la Hongrie et à la Norvège.)

VAILLANT propose d'attribuer 6 voix à l'Espagne. (Adhésion.)

(Les autres chiffres de la Commission sont adoptés.)

LONGUET. — Et l'Arménie ?

ROUBANOVITCH. — Les Arméniens, dépendant de la Russie, font partie de la Section russe. Pour les autres, on avisera. (Adhésion.)

LE SECRÉTAIRE. — La liste de répartition des voix est donc rédigée comme suit :

Voix	Pays	Voix	Pays
20 voix	L'Allemagne L'Autriche-Bohême La France La Grande-Bretagne La Russie	8 voix	L'Australie unifiée La Finlande La Hollande La Suède
15 voix	L'Italie	6 voix	L'Espagne La Hongrie La Norvège
14 voix	Les Etats-Unis	4 voix	L'Afrique du Sud L'Argentine L'Australie non unif. La Bulgarie Le Japon La Roumanie La Serbie
12 voix	La Belgique	2 voix	Le Luxembourg
10 voix	Le Danemark La Pologne La Suisse		

ROUBANOVITCH.— En ce qui concerne les affaires intérieures de la Section Russe, celle-ci est to mbée d'accord sur la représentation suivante :

1° Pour l'admission des partis aux congrès internationaux, la section russe est constituée en deux sous-sections ayant en cette question égalité de voix.

a) La sous-section socialdémocrate dans laquelle entrent les partis suivants : le Parti Ouvrier Socialdémocrate russe, le Bound, le Parti Ouvrier Socialdémocrate letton et l'Organisation socialdémocrate ouvrière arménienne.

b) La sous-section socialiste révolutionnaire dans laquelle entrent les partis suivants : le Parti Socialiste révolutionnaire russe, le parti arménien Dachnaktzioutioun,e le Parti socialiste fédéraliste Géorgien et l'Union socialdémocrate lettone.

Dans le cas où les deux sous-sections seront d'accord pour admettre ou ne pas admettre un nouveau parti de Russie, la décision de la section russe sera définitive. En cas de désaccord

c'est le Bureau Socialiste International qui tranchera la question en dernière instance.

2° Pour la répartition des voix de la section russe, la décision sera prise à une séance ultérieure de la fraction russe ; ces voix seront réparties entre les deux sous-sections ; en cas de désaccord, le Bureau Socialiste International tranchera la question en dernière instance.

LE SECRÉTAIRE. — La rédaction du « Lavoratore » de Trieste, demande que le Bureau convoque à Stuttgart une réunion de journalistes et éditeurs de journaux socialistes, dans le but d'améliorer les rapports de correspondance entre nos quotidiens et éventuellement examiner la possibilité de créer une agence nationale.

SINGER. — Je suis favorable à la première idée, mais le Bureau ne peut adhérer à la deuxième, pareille entreprise nécessite de grands capitaux.

BRAUN. — Commençons par la première.

Bruce GLASIER. — Qu'on n'exclue pas les hebdomadaires, très répandus en Angleterre.

Après un échange de vues entre Bebel, Nemec et Braun, la réunion sera convoquée dans les conditions indiquées par le secrétaire.

LE SECRÉTAIRE. — Nous avons reçu plusieurs demandes d'affiliation e. a. du *Parti Socialiste de Roumanie*, du Parti Social démocrate de Croatie, de groupes Sionistes, etc. Le Comité Exécutif vous propose, conformément au règlement, de renvoyer toutes ces demandes, exception faite pour la demande des camarades roumains appelés à constituer eux-mêmes une section nationale, aux sections dont relèvent les organisations signataires de ces demandes. (Adhésion.) Les camarades de France ont demandé que le Bureau publie un manifeste à l'occasion de la réunion de la conférence de La Haye. Le Comité Exécutif se chargera de la rédaction de ce document, si le Bureau veut bien l'y autoriser. (Adhésion.) Le Comité Exécutif a appris également, par une lettre du Parti Socialiste du Japon, que celui-ci adélégué au Congrès de Stuttgart le

citoyen Tokijiro Kato et que les camarades de ce pays sont continuellement victimes de la persécution et des condamnations arbitraires du gouvernement nippon. Il vous propose de transmettre au dit gouvernement un ordre du jour de protestation. (Adhésion.) Le Comité Exécutif vous propose, enfin, d'envoyer aux deux partis des Etats-Unis un ordre du jour exprimant la sympathie du Bureau à nos camarades de la «Western Federation of Miners», victimes d'un complot capitaliste contre les organisations ouvrières. (Adhésion.)

La citoyenne Balabanoff, appuyée par le citoyen Roubanovicht d'accord avec les citoyens Jaurès, Hyndman, Adler et Vandervelde, dépose l'ordre du jour suivant :

« Le Bureau élève une protestation énergique contre l'extradition de révolutionnaires russes au gouvernement du tzar et invite les socialistes de tous les pays de mettre en action toute leur influence politique pour empêcher qu'on ne viole le droit d'asile et maintienne le principe de neutralité de l'Europe devant la révolution russe. »

VAILLANT. — Pour finir, une proposition. N'estimez-vous pas qu'il serait utile, pour relier organiquement la Commission Interparlementaire au Bureau, d'admettre au milieu de nous, *comme délégués-adjoints*, les secrétaires de chaque groupe parlementaire affilié à la Commission Interparlementaire ? (Adhésion.) Je vous propose donc de compléter comme suit l'article 4 du règlement du Bureau :

« Les secrétaires nationaux de la Commission Interparle-
» mentaire auront qualité de délégué-adjoint au Bureau
» Socialiste International et pourront, en cette qualité, assis-
» ter aux réunions du Bureau Socialiste International. » (Adhésion.)

SINGER. — Une question à mon tour. Qui désignera le bureau du Congrès International? Je pense que cette désignation doit être faite par le Congrès lui-même.

LE SECRÉTAIRE. — Je crois qu'il vaudrait mieux de laisser faire cette désignation par l'organisme permanent des partis affiliés, le Bureau Socialiste International.

Vaillant. — Laissez le Congrès en décider librement. Ce système n'a jamais eu d'inconvénient.

Le Président. — Il en sera donc ainsi. Nous sommes arrivés au terme de nos travaux. Je vous dis tous : Au revoir, à Stuttgart !

La séance est levée à 6 heures.

BERICHT

des Sekretärs des Internationales Sozialistischen Bureaus

AN DEN

KONGRESS ZU STUTTGART

Der gegenwärtige Secretär hat sein Amt am 1. Februar 1905, 6 Monate nach dem Amsterdamer Kongresse angetreten. Am 1. März 1906 wurde er dauernd eingesetzt. Zugleich mit dieser Ernennung wurde das Secretariat in das Volkshaus von Brüssel verlegt.

Um die getanene Arbeit richtig würdigen zu können, mögen die Delegierten sich den Beschluss des Pariser Kongresses von 1900 gegenwärtig halten, welcher die Verpflichtungen des Sekretärs festgesetzt hat :

1.) Das Archiv der socialistischen Internationale zu begründen ;

2.) Die internationalen Kongresse zu veranstalten und die Beratungen durch die Veröffentlichung nationaler Berichte, sowie durch Referate über die Resolutionsentwürfe vorzubereiten.

3.) Manifeste und Zirkulare über wichtige Tagesfragen, sowie von Abfassungen über Arbeiterreformen zu veröffentlichen.

4.) Die nötigen Massnahmen zur Förderung der Aktion

sowie der Internationalen Organisation der Proletariates zu treffen dies insbesondere durch die Ausführung der Beschlüsse der Internationalen Kongresse.

Zu diesen Tätigkeiten ist letzthin noch die des Sekretariats der Interparlamentarischen Kommission gekommen. (1)

Am 1. Februar 1905 zählte die Bibliothek des Internationalen Sozialistischen Bureaus kaum 2 bis 300 Bücher und Brochüren. Dieser Grundstock wurde sofort durch den Ankauf der schönen, der Kooperative von Jolimont gehörigen Bibliothek des verstorbenen Cæsar De Paepe ergänzt, welche mehrere Tausend Bände und Hefte umfasst. Diese Bibliothek ist reich an bibliographischen Seltenheiten, an zahlreichen Arbeiten über die Volkswirtschaft, an Aufsätzen über die Commune, an Berichten der Kongresse der ersten Internationale, an heute unfindbaren Sammlungen von Zeitschriften, und sie enthielt überdiess ganze Stösse von Briefen, welche an De Paepe, von Malon, Varlin, Eccarius und vielen Kämpfern dieser Epoche zugegangen waren. Die für den Ankauf dieser Bibllothek erforderlichen Geldmittel (2000 francs) fanden sich dank der Freigiebigkeit mehrerer belgischer Arbeiterverbände. Die Arbeiterpartei, die Kooperative des Brüsseler Volkshauses, die politische Brüsseler Föderation haben jede 500 franken (zusammen 1,500 francs) gespendet. Die zur

---

(1) Der Sekretär des Bureaus hat seine Wirksamkeit als Sekretär der I. C. erst seit einigen Monaten angetreten. Die Interparlamentarische Kommission ist seit dem Amsterdamer Kongresse nur ein einziges Mal zu London, von 16-19 Juli 1907, unter dem Sekretariate des Genossen Mannoury, zusammengetreten. Die Versammlung zu Stuttgart am 17. August wird die Aufgabe haben, die Wirksamkeit der Interparlamentarischen Kommission definitif in 's Werk zu setzen, und um diese Arbeit vorzubereiten, hat der Sekretär eine Broschüre in drei Sprachen veröffentlicht, welche die Statuten der Kommission, sowie eine Liste aller sozialistischen Parlamentsmitglieder enthält, deren Namen wir in Erfahrung bringen konnten.

Unterbringung dieser Büchersammlung erforderlichen Einrichtungsstücke kosteten mehr als 2,000 francs, von denen dabei die Brüsseler Kooperative, das Volkshaus, mehr als ein Drittel bestritten hat. Es wurden Rundschreiben ausgesandt, welche den angeschlossenen Parteien, den Arbeiterverbänden und den Sozialistischen Herausgebern zur Kenntnis brachten, dass beim Sekretariate eine Internationale Bibliothek bestehe, und dieser Aufruf fand im allgemeinen Gehör. Die meisten angeschlossenen Parteien schicken uns regelmässig ihre Veröffentlichungen Um den Deligierten zu zeigen wie methodisch zu Werke gegangen wurde, wird es genügen, wenn wir anführen, dass wir regelmässig 155 politische Blätter, 126 gewerkschaftliche Zeitungen und 53 Zeitschriften erhalten, welche alle gebunden, geordnet und ausgezogen worden sind. (Siehe unten). Wir haben es auch unternommen, die Berichte der Nationalen Kongresse aller angeschlossenen Parteien zu sammeln, um denjenigen, welche sich über die Entwickelung der verschiedenen sozialistischen Organisationen orientiren wollen, die Möglichkeit zu bieten, in unserer Bibliothek die erforderlichen Materialen zu finden. Ausserdem haben wir besonders die Parteien Russlands ersucht, uns ein Exemplar ihrer Veröffentlichungen zukommen zu lassen, welche während der Revolution erschienen sind, und wir können mit Befriedigung sagen, dass namentlich die Lettische Sozialdemokratie uns mit besonderer Sorgfalt engegengekommen ist. Wir wollen unsere Sammlung auch mit den gewerkschaftlichen und kooperativen Veröffentlichungen bereichern. Hierdurch erklärt sich die grosse Anzahl der gewerkschaftlichen Zeitschriften, welche wir erhalten.

Bisher war es uns noch nicht möglich gewesen ein Verzeichnis anzulegen. Eine erste Sichtung wurde wohl vollzogen, aber die beschränkten Mittel des Sekretariates gestatteten nicht, das für diese weitere Arbeit das nötige Personal anzustellen. Wir gedenken aber diese Arbeit nach dem Stuttgarter Kongresse in Angriff zu nehmen.

Wir haben uns auch mit der Frage beschäftigt, wo das Ar

chiv der ersten Internationale sich befindet, welches nach einem Beschlusse des Kongresses von Philadelphia (1876) der neuen Internationale überwiesen werden soll. In seinem Buche über den Socialismus in den Vereinigten Staaten führt Hillquit diesen Beschluss an und er hat uns geschrieben, er wolle in seiner Umgebung erheben, in wessen Händen dieses Archiv sich jetzt befindet.

Wir haben auch noch andere Arbeiten vor, u. zw.

1. Die Veröffentlichen der interessanten, an De Paepe gerichteten Briefe (Diese Arbeit ist nahezu vollendet);

2. Die Veröffentlichung einer kritischen Ausgabe der Berichte über die von der ersten Internationale abgehaltenen Kongresse (bereits in Angriff genommen);

3. Die Veroffentlichung eines Bandes, enthaltend die *Programme* aller Sozialistischen Parteien;

4. Die Veröffentlichung eines Bandes enthaltend die *Resolutionen*, welch auf den nationalen Kongressen aller angeschlossenen Parteien angenommen worden sind;

5. Die Veröffentlichung in drei Sprachen einer neuen und verbesserten Ausgabe der *Resolutionen der Internationalen Kongresse.*

Kurz, 1904 gab es noch keine Bibliothek; 1907 ist eine solche vorhanden, und zählt bereits mehrere tausend Nummern.

***

Was die Veranstaltung und Vorbereitung des einzigen Internationalen Kongresses betrifft, welcher sich während der gegenwärtigen Periode der Wirksamkeit vereinigt, so werden die Delegirten selbst urteilen können, ob und welche Fortschritte gemacht worden sind.

Bei den ersten Kongressen erstatteten die Delegierten selbst einen kurzen mündlichen Bericht über die Bewegung in ihren Kreisen. Dieser Vorgang hatte bedenklichen Zeitverlust zur Folge; und als das Sekretariat des Bureaus geschaffen wurde, fasstte man den Beschluss diese Berichte in Buchform

herauszugeben. Leider war das Sekretariat zur Zeit des Amsterdamer Kongresses kaum noch in Wirksamkeit getreten und die nationalen Sekretäre entschlossen sich nicht immer die Berichte, welche ihnen abverlangt worden waren, zur gewünschten Zeit einzusenden. So erklärt es sich, dass die « Organisation Socialiste et Ouvrière », welche von meinem Amtsvorgänger veröffentlicht worden war, nicht vor dem Kongresse hat erscheinen können.

Das Executivkomitee des Bureaus hat nun diese Unzukömmlichkeit durchaus vermeiden wollen, und es hätte sogar gewünscht, dass diese Schriften in den 3 Sprachen unserer Internationalen Kongresse, auf Französisch, Deutsch und Englisch veröffentlicht werden. Wir müssen erklären, dass es seine ehrgeizige Bestrebung nur zum Teile verwirklichen konnte. Mehrere Parteien unterliessen es, uns die Berichte über ihre Tätigkeit seit dem Amsterdamer Kongress zugehen zu lassen, so die Sozialdemokratische Partei von Polen und Lithauen, der Bund, die Lettische Socialdemokratische Arbeiterpartei in Rusland. Zu ihrer Entschuldiging müssen wir allerdings auf die schwierige Lage verweisen, in welcher sie sich derzeit befinden. Mehrere Parteien sandten uns ihre Berichte so spät (der Bericht der Lettischen Sozialdemokratie wurde uns am 8en August ubermittelt, dass es uns unmöglich war einige dieser Dokumente zu drucken und dass der PARTEIVORSTAND der Deutschen Sozialdemokratischen Partei materiell nicht Zeit fand, diese Berichte für die deutsche Ausgabe zu übersetzen. Die englische Ausgabe konnte endlich infolge von Umständen nicht erscheinen, welche unsere Genossen aus Grossbritannien vielleicht selbst erklären werden. Kurz zum ersten Male besitzt der Kongress eine französische Ausgabe (2 Bände von zusammen mehr als 1000 Seiten), sowie eine deutsche Ausgabe der Mehrzahl der nationalen Referate. Bei einigem guten Willen seitens der angeschlossen Parteien wird es uns in Hinkunft möglich sein, diese Schriften a) in drei Ausgaben, b) vollständig und c) rechtzeitig zu veröffentlichen.

Das Sekretariat hat ausserdem vorliegendes Buch von 600 bis 700 Seiten in 3 Sprachen veröffentlicht, welche alle Resolutionsentwürfe nebst zugehörigen Referaten enthält, welche man uns rechtzeitg hat zugehen lassen. In Hinkunft könnte unsere Ausgabe dadurch leichter gemacht werden, dass uns die angeschlossenen Partein diese Urkunden in den 3 Sprachen zukommen lassen.

* * *

Während des Zeitraumes von 1905 bis 1907 hat das Bureau die nachstehenden Kundgebungen verlautbart :

a) folgende *Manifeste* :

1° Am 30. Juni 1905, einen Aufruf zur Internationalen Solidarität zu Gunsten der durch die Regierung Nikolaus II ermordeten Männern, Frauen und Kinder.

2° Im Dezember 1905, einen Aufruf an die Arbeiter aller Länder, des 22 Januar angedenk zu sein.

3° Im Juli 1905 eine Protestkundgebung gegen die Auflösung der ersten Duma.

4° Im Oktober 1906 eine Kundgebung gegen die projektirte Anleihe der russischen Regierung.

5° Im Juni 1907 einen Protest gegen die Auflösung der zweiten Duma und gegen der Friedenskomödie in Haag.

b) *Rundschreiben* :

1° Ein Rundshreiben an die Zeitungen mit der Aufforderung, Subskriptionslisten für die russische Revolution zu eröffnen (3 juin 1905).

2° Ein Rundschreiben, welches den Sozialistischen Parteien Russlands die Notwendigkeit auseinandersetzt, wenigstens die gemeinschaft des Handelns herbeizuführen (März 1905.)

3° Ein Rundschreiben, welches die zu Baku veranstalteten Metzeleien den Zeitungen und angeschlossenen Parteien zur Kenntnis bringt (März 1905)

4° Ein Rundschreiben, welches die Sozialisten Grossbritan-

niens, der Vereinigten Staaten, Bulgariens u.s w. von der herbeigeführten Einigung der Sozialisten in Frankreich verständigt (April 1905).

5° Ein Rundschreiben mit Wiedergabe eines Vorschlages der Italienischen Socialistischen Partei der Schweiz, dahin gehend, dass jeder denkende Arbeiter am 22. Junuar seinen Lohn ganz oder zum Teile zum Nutzen der russischen Revolution ergeben möge (Januar. 1906).

6° Verschiedene Rundschreiben mit Auseinandersetzungen des Entwurfes der Statuten für die Internationalen Kongresse und für das Internationale Sozialistische Bureau (August 1905, Oktober 1905, Jan. 1906).

7° Verschiedene Rundschreiben zur Veranstaltung einer Aktion gegen die Auslieferung politischer Verurteilter an Russland (April 1906, — März 1907).

8° Ein Rundschreiben betreffs eines Vorschlages Plechanoffs, welcher von den sozialistischen Angeordneten aller Länder verlangt, das sie der Duma ihre Sympathie bezeugen mögen (Juni 1906).

9° Ein Rundschreiben betreffs der Metzeleien in Lettland (Jun. 1906).

10° Ein Einladungsschreiben für den Internationalen Kongress zu Stuttgart (November 1906).

11° Ein Rundschreiben bezüglich einer eventuellen Intervention Deutschlands oder Oesterreichs in Russland (Juli 1906).

12° Ein Rundschreiben über die Marokkofrage.

13° Ein solches über die Boykottierung der argentinischen Schiffe (Okt. 1905).

14° Ein solches über die Angelegenheit Kilackziki (April 1907).

15° Ein solches betreffs der Mordbrennereien in Macedonien (April 1907).

16° Ein solches über die Tagesordnung und die Veranstaltungs-Massregeln für den Stuttgarter Kongress (Juni 1907).

17° Eine Reihe von Rundschreiben w egen dAusstnureglel

sozialistischer Bücher, Zeitungen u. s. w. in Stuttgart. (Juni 1906).

e) Die folgenden *Bücher :*

1° *Die Internationale Kundgebung des 1. Mai* (dreisprachig 90 Seiten .

2° *Offizieller Bericht über die Sitzung des Bureaus* (4-5 März 1906) in drei Sprachen (24 Seiten .

3° *Offizieller Bericht über die Sitzung des Bureaus* (10 November) in drei Sprachen (96 Seiten).

4° *L'Internationale Ouvrière et Socialiste* (2 Bände-1000 S.)

5° *Anträge und Beschlussentwürfe nebst Begründungen* in drei Sprachen ungefähr 700 Seiten ;

* * *

Um über die Tätigkeit des Sekretariates urteilen zu können, müsste man auch die periodischen Berichte wiedergeben, welche den angeschlossen Parteien zugeschickt worden sind. Jene Delegierten, welche deren Einzelnheiten zu erfahren wünschen, werden hiemit auf dieselben verwiesen. Ausserdem müsste man die gesamte Korespondenz durchsehen, welche bisweilen vertraulicher Natur ist. Es möge genügen, wenn wir die Aufmerksamkeit des Kongresses auf die Tätigkeit lenken, welche wir zu Gunsten der russischen Genossen, bei der Verteilung der Geldständen und bei der Interventionen in verschiedenen Fällen bewiesen haben.

Seit den Tagen Amsterdams hat das Sekretariat den Beitritt zahlreicher Parteien an das Bureau vermittelt. Roumänien ist beigetreten. Kanada ist zum Beitritte im Prinzipe geneigt, aber seine pekuniäre Lage gestattet ihm für den Augenblick nicht Beiträge zu bezahlen. Südafrika müsste die Einigung der Sozialisten abwarten. Die neue Sozialistische Partei von Kuba hat bei uns um ihre Aufnahme angesucht, doch haben wir vorerst vor ihr Aufschlüsse über ihre numerische Stärke verlangt. Die Angaben, welche in dem Buche der Nationalen Berichte über Chili und Bolivia veröffentlicht worden sind,

tun den Stand der Frage in diesen Ländern dar. Endlich hat das Bureau die direkte Aufnahme mehrerer Organisationen abgeschlagen, welche, nach den Statuten, ihren nationalen Sektionen angehören müssten.

Auch die Frage der Arbeiter-Auswanderung hat die Aufmerksamkeit des Sekretariates wachgerufen, welches besonders, was die Vereinigten Staaten betrifft, dank der Mithilfe der Genossen M. Hillquit, Daniel de Leon und anderer Genossen, den Arbeitern, welche sich an dasselbe gewandt hatten, reichliche Aufschlüsse zu erteilen in der Lage war.

Zu wiederholten Malen hat das Komitee seine Vermittelung zur Beschleunigung der Ausführung der Amsterdamer Resolution über die sozialistische Einigung, sowie dazu angeboten, dasjenige in Grossbritannien und in Russland zur Durchführung zu bringen, was in Frankreich so gutgelungen ist. Wenn diese Aufgabe auch noch nicht für alle Länder gelöst ist, so scheint doch die Begründung von zwei alle sozialistischen Parteien umfassenden Untersektionen im Schosse der russischen Sektion immerhin ein Fortschritt zur Zusammengliederung mindestens aber zur Aktionseinheit. Ueberdiess hat die Idee der Einigung so wohl in Australien, als auch in Süd-Afrika vorgewogen. (Siehe l' « Internationale Ouvrière et Socialiste », 1 Band, Seite 9; II Band Seite 498-491).

Seit dem Amsterdamer Kongresse hat das Bureau vier Sitzungen gehalten : am 25. Januar 1905, -- 4 bis 5. März,-- 1906, 10 November 1906 und am 9. Juni 1907. Der von meinem Vorgänger erstattete Bericht über die erste erschien im « Avenir Social » (Februar-Nummer 1905, Seite 55 . Der Bericht über die folgende 2 Sitzungen wurde abgesondert veröffentlicht Siehe oben Der Bericht der 4. Sitzung, welche ganz der Vorbereitung des Stuttgarter Kongresses gewidmet war, befindet sich in diesem Bande.

Kurz, das Sekretariat des Bureau is ein regelmässig fungierendes Verwaltungsamt geworden. Während der letzten 3 Jahre sind die Bande zwischen den Parteien und dem Bureau

stärker geworden. Der Briefwechsel ist zum Mindensten auf das Zehnfache angewachsen. Die Zahlung der Beiträge ist zu Regel geworden; eine grosse Zahl von Rückständen wurde infolge unserer beständigen und unerbittlichen Mahnungen beglichen. Gegenwärtig erheben sich die Rückstände nur mehr auf 9,244 franken worin die Beiträge pro 1907 inbegriffen sind (Siehe die Einzelnheiten auf einer folgenden Seite).

Am 1. August beliefen sich die Einnahmen und Ausgaben seit Amsterdam wie folgt :

EINNAHMEN 45.235.46 Francs.
AUSGABEN 47.988.66 Francs.

(Siehe die Einzelnheiten auf seite).

Auf Seite LXXXVI findet man auchdie Liste der Delegierten sowie diejenige der Sekretäre der dem Internationalen Sozialistischen Bureau angeschlossenen Parteien.

* * *

Die vorstehenden Zeilen tun dar, dass die Arbeit des Sekretariates täglich ausgedehnter wird. Das Sekretariat glaubt durchaus nicht fehlerfrei zu sein. Es musste sich oft über wahrhaft komplizierte Situationen orientieren und die sozialistischen Verhältnisse in sehr verschiedenen Kreisen studieren. Nichtdestoweniger glaubt es, mit Hilfe seiner Mitarbeiter, sein Möglichstes getan zu haben, um das Vertrauen des Bureaus des Kongresses zu rechtfertigen.

Die Beziehungen zwischen dem Bureau in Brüssel und den nationalen Sekretariaten werden immer lebhafter. Die Parteien erkennen selbst immer mehr und mehr die Notwendigkeit, gewisse gemeinsame Aktionen kollektiv zu unternehmen. Die Zeit des Zauderns und, um mit unseren Italienischen Genossen zu sprechen, des « sympathischen Mistrauens » scheint verüber zu sein. Das Bureau will sich nicht an die Stelle der nationalen Initiativen setzen, aber es glaubt es sei nötig dieselben bisweilen zu kombinieren. Man hat erkannt, dass es nicht zwei Internationale Centren geben können,, welche im Ganzen und Grossen diesselbe Aufgabe

haben, und aus diesem Grunde wurden die Sekretariate des Bureaus und der Interpalamentarischen Kommission miteinander verbunden und vom Bureau die nationalen Sekretäre der Parlamentarischen Sozialistischen Organisation als Bei-Abgeordnete zugelassen. Die organischen Bande zwischen dem Bureau und der Kommission bestehen demnacht bereits. Dasselbe wird auch eines Tages mit den Gewerkschaftlichen Centralen der Fall sein, denn jemehr die gewerkschaftlichen Verbände dem Sozialismus näher treten und der sozialistische Gedanke die kooperative Bewegung durchdringt, werden alle diese verschiedenen Kräfte danach trachten, Delegierte zu den Internationalen Kongressen zu entsenden. Ausserdem werden die Beziehungen, welche oft nur *zufällige* gewesen, durch die Macht der Ereignissen zu *ständigen*. Die Verbände, welche mit den Kongresse in Berührung getreten sind, werden mit dem Bureau, welche dessen Arbeit fortsetzt, die Beziehungen fortsetzen wollen. Die sozialistische Wirksamkeit selbst wird uns auf diesem Wege vorwärts bringen. Lesen Sie hierüber die Schlussfolgerung des Berichts über die Beziehungen zwischen den Gewerkschaften und den politischen Parteien, und auch die Resolution der Vereinigten Staaten über die Arbeitereinwanderung welche beide vom Sekretariate neue Arbeiten fordern. Man sieht bereits den Augenblick voraus, dass das Bureau alle Arbeiterorganisationen vereinigen und für jede nationale Sektion einen Delegierte der politischen Partei, der Gewerkschaften, der Genossenschaften und der parlamentarischen Gruppe in ein Kollegium von vier Mandatsträgern zulassen wird, welche die verschiedenen Gesichtspunkte der sozialistichen Bewegung verköpern werden. Es mag vielleicht kühn erscheinen, wenn wir schon heute die Bahn skizzieren, welcher die Bewegung der Internationalen Organisation folgen soll. Es war diese aber die Pflicht des Sekretariates, diese Bahn in einem Berichte über seine vergangene Tätigkeit und künftige Absichten anzudeuten.

Der Sekretär des Internationalen Sozialistischen Bureaus :

CAMILLE HUYSMANS.

Rechnung

Am Kongress in Amsterdam war in der Kasse (31 Juli 1904) eine Summe von . . . . . . fr.	10.161.77
seitdem bis 15-2-95 (Februar 1905 empfing das Sekretariat.	3,207.70
Zusammen fr.	13,369.27
Während dieser Periode, wurden ausgegeben	10,228 31
In Kasse am 15-2-05 (Eintrit des neuen Sekretärs)	3,141.16

In gemeldeten Ausgaben war inbegriffen das Defizit vom Amsterdamer Kongress 1904.

In Kasse am 15 Februar 1905 . . . . fr.		3,141 16
Seit dem hat das Sekretariat empfangen	42,027.76	
Ausgegeben	37,760.35	
	4,267,41	4,267.41
In der kasse am 1 August 1907 . . . . fr.		7,408.57

In dieser Summe sind mitgerechnet 1,000 fr., in verwahrung gegeben von einer angeschlossenen Partei. Das richtige Kassenbestand ist also . . . . fr. 6,408.58

1) Die Materiellen Ausgaben :

Die Materiellen Ausgaben

A) Möbel, Bibliothek, etc., für	2.500.00
B) Publikationen	3,000.00
C) Einbinden	800.00
D) Briefwechsel	4,000.00
E) Verwaltungskosten, Materialien, Bücherkauf, Abonnemente, etc., ...	5,260.35
Gehälter und Löhne	21,000.00
Delegationen	1,200.00
Zusamen .	37,760.35

Russischer Fond

Am 31 Juli 1907 wurden empfangen und ausgegeben fr. 141.996.64.

III

Sitzung des Internationalen Socialistischen Bureaus

vom 9. Juni

Verhandelungen über die Tagesordnung des Kongresses zu Stuttgart

Die Delegierten des Internationalen Sozialistischen Bureaus haben sich am 9 Juni 1907, um 9 Uhr morgens, im Volkshause zu Brüssel zur Vollversammlung eingefunden.

Anwesend waren :

August Bebel und P. Singer, für die Socialdemokratische Partei Deutschlands.

H. Hyndman und Bruce Glasier, (an Stelle von Keir Hardie) für die Englische Sektion.

O. Olsen, für die dänische Soctaldemokratische Partei.

Jean Jaurès, Edouard Vaillant und J. Longuet (Ersatzmann) fur die Sozialisten Partei (Eränzosische Sektion).

P. Troelstra und H. Van Kol für die holländische Social-Demokratische Arbeiterpartei

Dr. H. Diamand, für die Polnische Sozialistische Partei.

E. Roubangvitch, für die Russische Socialistisch Revolutionäre Partei.

Martow und Balabanoff (Ersatzdelegiertin) für die Socialdemokratische Arbeiter Partei Russlands.

Victor Adler, für die Oestrreichische Sozialdemokratische Partei.

Nemec und Soukup, für die Czecho-Slavische Socialdemokratische Partei.

Welter, für die Socialistische Partei Luxemburgs.

Anseele und Vandervelde, (Mitglieder des Exekutiv-Komitees) für die Belgische Arbeiter-Partei.

Camille Huysmans, Secretär, unterstützt von den Gehilfen des Sekretariates d'Artois und Kantor.

Mit beratenden Stimmen die Genossen BRAUN, im Namen der Lettischen Socialdemokratie, KURSKI und BERGMANN für den BUND.

Genosse Vandervelde führte den Vorsitz.

Der Secretär brachte mehrere *Entschuldigingsschreiben* zur Verlesung.

ROSA LUXEMBURG schreibt, dass sie verhindert ist, der Sitzung beizuwohnen, da sie im Begriffe steht, die gastfreunlichen Pforten des deutschen Strafhauses vor sich aufgetan zu sehen; sie gibt der Hoffnung Ausdruck, dass das Bureau nichts an den innerlichen Beziehungen der polnischen Vertretung ändern werde

Der Vorsitzende : Die Genossin Luxemburg kann in dieser Hinsicht vollauf beruhigt sein. Die Frage ist über dies in dem Reglementsentwurf vorgesehen. Ich stelle vor, dass das Bureau den Sekretär beauftragen möge, unserer Genossin in dem Augenblicke da sie die Kerkerschwelle übertritt, den Ausdruck unserer einmütigen Sympathie zu erbieten. (Zustimmung.)

PLECHANOFF schreibt, dass er in Paris erkrankt ist und sich durch den Genossen MARTOW hat vertreten lassen.

CAMBIER nnd UGARTE sind gleichfalls verhindert zu kommen und fügen bei :

Im bezug auf die nationale Sektion werden wir uns für den Augenblick mit den 4 Stimmen im Bureau begnügen, zu denen uns die grosse Anzahl unserer Mitkämpfer, unsere junge parlamentarische Vertretung und unsere Beiträge berechtigen, ohne unsere grosse gewerkschaftlichen Verbände geltend zu machen, welche der Partei nicht offiziell anhängen, aber doch ihr mit dem Herzen zugeeignet sind.

FERRI ist durch seine Universitäts-Vorlesungen am Kommen verhindert.

RUBANOVITCH überreicht zwei Schriftstücke. Das erste ist eine Adresse folgenden Inhalts :

An das Internaiionale Sozialistische Bureau !

« Wir, der Rat der russischen Militär-Union der Garnison von Sebastopol, senden im Namen aller revolutionären-Soldaten und Matrosen, am 1. Mai, den Arbeitern der ganzen Welt unsern Gruss und wünschen sehnlichst den Sieg für die so schwierige Bewegung zum Reiche der Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit.

Die Russische Militär-Union der Garnison von Sebastopol.

Sebastopol 1907.

(Siegel)

Die Versammlung nimmt die Verlesung dieser Urkunde mit Beifall auf.

Das zweite Schriftstück enthält die Anfangs Mai auf der Konferenz der folgenden Russischen Socialistischen Verbände und Parteien votierten Beschüsse, 1. Von der Russischen Sozialistisch revolutionären Partei, 2. Der Polnischen Sozialistischen Partei (Revolutionäre Sektion). 3. Der Armenischen Revolutionären-Fraktion (Dachniakzutün). 4. Der Sozialistisch-Föderalistischen Partei Georgiens, 5. Der Partei « Gromada », Weissrusslands. 6° Des Lettischen Sozialdemokratischen Verbandes, 7° Der Jüdischen Sozialistischen Arbeiter Partei (genannt SERP.) Folgende Verbände waren durch ausserhalb ihres Wollens gelegene Gründe verhindert, an der genannten Konferenz teilzunehmen : 1° Der Revolutionär-Sozialistische Mohamedanische Volga Verband, 2° Der Estländische Revolutionär-Sozialistische Verband, 3° der Osetische Revolutionär-Sozialistische Verband, 4° Der Tchuwaschische Revolutionär-Sozialistische Verband, 5° Der Griechische Revolutionär-Sozialistisch Verband, 6° Der Yakutische Revolutionär-Socialistische Verband, 7. Der Burriatische Revolutionär Sozialistische Verband.

Diese verschiedenen Beschlüsse betreffen insbesondere das Recht der Minderheiten, die nationale und territoriale Selbsständigkeit. die Schaffung eines ständigen Secretariates der

Nationalitäten, endlich dies Errichtung eines Auskunftsbureaus, welches aus allen Revolutionären Sozialistischen Parteien zusammengesetzt werden soll.

(Der Wortlaut dieser Beschlüsse wird in einem der nächsten Berichte veröffentlich werden.)

Der Vorsitzende : Wir gelangen nun zur Besprechung der Tagesordnung, welche wir dem Stuttgarter Kongresse in Vorschlag bringen wollen. Der Sekretär hat das Wort.

DER SEKRETAER untersucht die verschiedenen Berichte und Resolutionsentwürfe, welche an ihn gelangt sind (Siehe den Wortlaut dieser Urkunden auf Seite I. und ff. dieses Buches)

Er beantragt namens des Exekutivkomitees, die von der *Independent Labour Party* und *Italienischen Sozialistischen Partei in der Schweiz* vorgeschlagenen Amendements zur Regelung der Kongresse und des Bureaus abzulehnen und vom Kongresse die sofortige Annahme der Regelung der Kongresse, des Bureau und der Interparlamentarischen Kommission, so wie endlich der verschiedenen vom Bureau angenommenen Resolutionen zu verlangen, welche noch von irgend welcher Bedeutung seien. Er beantragt weiter die Verweisung der Resolution der Social-Democratic-Federation Gross-Britaniens betreffs der Arbeitsgezetzgebung an die Interparlamentarische Kommission. Er kündigt an, dass das Secretariat 2 Bände von zusammen 1000 Seiten in französischer Sprache veröffentlichen wird, welche die nationalen Berichte aller angeschlossenen und befreundeten Organisationen über deren Tätigkeit seit 1904 wiedergeben ; dass durch die Sorge des Parteivorstandes der Deutschen Sozial-Demokratie diese Berichte auch in deutscher Sprache veröffentlicht werden ; dass ein Exemplar von jedem dieser Berichte in gleicher Weise behufs Veröffentlichung in englischer Sprache an die Englische Sektion abgegeben worden ist Weiters wird die Schriftsführung- in 3 Sprachen- den Wortlaut der Beschlüsse und einzelnen Berichte veröffentlichen, welche den Beratungen der Kongressmitglieder für Stuttgart zu Grunde gelegt werden sollen. Anlangend die materielle Organisation des Kongresses

beantragt der Sekretär die Abordnung von einen oder 2 Genossen in jede Sektion des Kongresses, welche der fränzösichen und englischen Sprache mächtig sind, mit dem Auftrage, einen kurzgefassten der Sektionsberatugen zu verfassen, welcher in dem Stuttgarter sozialistischen Lokalblatte veröffentlicht werden soll. Nachdem die deutsche Berichtersttatung durch die ordentlichen Redakteure der Deutschen Sozialdemokratischen Partei besorgt wird, so gestattet dieses System allen Kongresseteilnehmern sich von den Vorfällen in den verschiedenen Sektionen zu unterrichten. Wegen der Uebersetzungen der in der Vollversammlung gehaltenen Reden, wird sich die Schriftführung mit den verschiedenen beteiligten Parteien ins Einvernehmen setzen. Ueberdies wird sie die angeschlossenen deutschen, französischen und englischen Parteien um Ernennung von einem oder 2 Genossen ersuchen, welche über die getreue Uebersetzung der im Laufe der Vollversammlungen vorgelegten Zuzatzanträge zu wachen haben werden.

Im Einverständniss mit den deutschen Genossen wird das Bureau für Freitag,dem 16 August um 3 Uhr, — die Interparlamentarischen Kommission, für Samstag den 17. August um 11 Uhr einberufen. Der Kongress für Sonntag den 18. August um 11 Uhr (Eröffnungssitzung und Feststellung der Tagesordnung); die nationalen Sektionen (Prüfung der Mandate) für Montag den 19. um 9 Uhr, — die Kongressektionen für Montag den 19. um 11 Uhr Die Vollsitzungen werden Dienstag den 20. August um 9 Uhr beginnen. Endlich werden sich auf Verlangen der italienischen Genossen Oesterreichs jene Sozialistischen Journalisten und Verleger, welche die Verbesserung der Korrespondenz-Verhältnisse unter den Sozialistischen Blättern anstreben, und eventuell ein Internationales Auskünftsbureau gründen wollen, Montag um 9 Uhr Abends versammeln.

Mit Rücksicht auf die Vereinigung der *Interparlamentarischen Kommission* wird der Sekretär eine Einladung, in drei Sprachen nebst einer Liste aller Parlamentarier der angeschlossenen Parteien herausgeben.

Uebrigens werden die Einzelnheiten der Organisation in einem Rundschreiben ergänzt und definitiv festgestellt werden, welches den Kongressteilnehmern zugehen wird.

Die Stuttgarter Genossen haben die Veranstaltung einer Ausstellung der sozialistischer Bücher und Broschüren angenommen. Alle angeschlossenen Parteien werden eingeladen werden, dorthin ihre Veröffentlichung — wenn möglich gebunden — zu senden. Das Komitee hat gleichfalls beschlossen, die sozialistischen Blätter und Zeitschriften auszustellen. Alle angeschlossenen Parteien sollen ersucht werden, 2 Exemplare jeder ihrer Blätter und Zeitschriften in zwei gleichen Bänden binden zu lassen, und dieselben nach Stuttgart zu schicken. Auch für die Unterkunft wird das Komitee das Erforderliche veranlassen, und wir können sicher sein, dass unsere deutschen Genossen ihre Aufgabe mit jener Sorgfalt und Hingabe erfüllen werden, an welche wir bei ihnen gewöhnt sind.

SINGER bekämpft die Einfügung der Internationalen Sprache in die Tagesordnung. Diese Frage ist noch nicht reif und erheischt erst ihre Lösung. Man müsste nicht zu einer künstlichen, sondern zu einer lebenden Sprache, z. B. zur englischen greifen.

NEMEC verteidigt die Aufnahme des Stimmrechtes der Frauen als besonderen Punkt der Tagesordnung.

BEBEL tritt der Meinung Singers betreffs der Internationalen Sprache bei. Er meint, man müsse die Zahl der Fragen vermindern um eine tiefgehende Debatte zu erzielen und nimmt die Einfügung des Stimmrechtes der Frauen als besonderen Punkt an.

BRUCE GLASIER ist nicht der Ansicht der Vorredner und möchte sogar über die Wahl einer Internationalen Sprache ein Plebiszit abhalten.

VAILLANT bittet die Genossen der *Independent Labour Party*, ihren Amendement zur Regelung der Kongresse zurückzuziehen, da diese Frage bereits früher erledigt worden ist. Bezüglich der Zulassung der noch nicht angeschossenen Grup-

pen, muss gemäss dem Entwurfe zur Geschäftsordnung die nationale Sektion zu entscheiden haben. Er nimmt die Einschreibung des Stimmrechtes für Frauen an, und möchte in Gemässheit des von seiner Partei erhaltenen Auftrages, dass die Frage der Internationalen Sprache auf der Tagesordnung bleibe, allenfalls mit dem Vorbehalte, dass man einen Beschluss ohne Debatte fassen solle. Persönlich glaube auch er, dass die Hülfsprache die englische sein müsse.

BALABANOFF zieht den Antrag der deutschen demjenigen der österreichischen Frauen vor, da diese (Frauenstimmrecht) in der anderen (Demokratisierung des Stimmrechtes) enthalten sei.

ADLER meint, dass eine Diskussion über die internationale Sprache ein Wortkampf ohne Ende wäre, denn schon Bruce Glasier möchte eine Volksabstimmung haben. Er spricht sich für den oesterreichischen Vorschlag aus, weil der deutsche Vorschlag ebenfalls geeignet ist, einen Wortkampf ohne Ende über die verschiedenen nationalen Konjunkturen herbeizuführen.

BRUCE GLASIER verteidigt das Amendement der *Independent Labour Party*, welcher den Zweck hat die Anschliessung mehrerer 100.000 Grubenarbeiter an die Labour-Party zu erleichtern. Unsere Trade-Unions wünschen genau zu wissen, in welcher Lage sie sich in Ansehung des Bureaus und der Kongresse befinden. Die Formel *Klassenkampf* wird nicht immer gut verstanden. Man versteht viel besser die Formel *Unabhängiger Kampf der Arbeiterklasse gegen den Kapitalismus*.

JAURÈS — Wurden die Trade-Unions nicht auf dem Londoner Kongresse unter den von Bruce Glaiser angegebenen Bedingungen zugelassen ?

HYDMAN. — Bruce Glasier und Jaurès vergessen die Brüsseler Konferenz, deren Beschluss durch den Pariser Kongress genehmigt worden ist.

SINGER. — Wir halten formell an der Bezeichnung *Klassen-Kampf* fest.

NEMEC. — Auch wir, wir wollen nicht den « Gelben » die Thore öffnen.

OLSEN. — Ich will nur zur Vorsicht mahnen.

DER VORZITZENDE. — Ich ersuche, dieser Sache nicht auf den Grund zu gehen. Der einzige Gegenstand, der hier zu untersuchen kommt, ist die Frage ob das Bureau den Zuzatz der I. L. P. vorschlägt oder zurückweist. Ich bringe hiermit diese Frage zur Abstimmung. (Der Zusatz der I L.B. wird mit allen, gegen die Stimme des Genossen Bruce Glasier abgelehnt.) Erklärt sich das Bureau für oder gegen den Zusatz der *Italienischen Sozialistischen Partei der Schweiz?* (einstimmig abgelehnt). Erklärt sich das Bureau für die Fassung der *österreichichen* oder der *deutschen* Sozialdemokratischen Frauen? (Die erste wird einstimmig angenommen). Erklärt sich das Bureau für die Transvaalische Fassung bezüglich der *Internationalen Sprache?* (Die Mehrheit lehnt die Fassung ab.) Ist das Bureau für das Einschreiben von « Militarismus und die Internationalen Konflikte » auf die Tagesordnung? (Wird einstimmig angenommen.) Schreibt das Bureau auch die Kolonialfrage auf die Tagesordnung? (einstimmig angenommen.) Hält das Bureau an der Einschreibung der Frage der Beziehungen zwischen den Sozialistischen Parteien und den gewerkschaftlichen Verbänden fest?

TROELSTRA.— Ich möchte zunächt wissen, wer über diese Frage Bericht erstattet, sowie, ob das Secretariat über die Frage der Beziehungen zwischen Gewerkschaften und Parteien nicht offizielle, von den angeschosseneu Parteien ausgehende Antwortschreiben zu erhalten in der Lage wäre?

DER SEKRETAER.— Genosse De Brouckère war so gütig mir einger Bericht zuzusagen, und es steht auch der Zusendung eines eingehenden Fragen an die angeschlossenen Parteien Nichtsim We ;_ (einstimmig angenommen).

DE VORZITZENDE. — Es bleibt nun noch die Frage der Aus- und-Einwanderung übrig.

VAILLANT. — Ich wünschte zunächst zu wissen, ob wir Beweisstücke besitzen. Sodann schlage ich vor, dass man zugleich auch die Frage der zeitweiligen Auswanderung untersuche.

DER SEKRETAR. — Es ist uns eine Resolution der *Socialist Party* (U. S.) und ein schon älterer Bericht der Argentinischen Sozialistischen Partei zugegangen. Andererseits hat Genosse Schippel die Veröffentlichung eines Buches über den Gegenstand angekündigt.

SINGER. — Ein Auszug aus dem Werke Schippels wird in der *Neuen Zeit* veröffentlicht werden und kann den Kongressmitgliedern unterbreitet werden. Deutschland nimmf die Ausdehnung der Debatte auf die Frage der zeitweiligen Auswanderung an. Doch ich kann schon jetzt behaupten, dass es jede Massregel ablehnen würde, welche die Aus-oder-Einwanderung beschränken sollte.

DER VORSITZENDE. — Ich bringe die Einschreibung dieser Frage im Ganzen betrachtet zur Abstimmung (einstimmig angenommen).

Es bleibt uns noch eine wichtige Frage zn entscheiden übrig : die Ausführeng des Artikels 3*b*, hinsichtlich der Beimesssung von Stimmen für die verschiedenen nationalen Sektionen des Kongresses.

Nach einer kurzen Auseinandersetzung wird die Abfassung einer provisorischen Stimmenverteilung einem Ausschusse von 5 Mitgliedern, u. z. den Genosse Bebel, Adler, Van Kol, Vaillant und Huysmans zugewiesen.

Die Sitzung wird um 12 1/2 Uhr unterbrochen und um 3 Uhr wieder aufgenommen.

Der Sekretär verliest den Vorschlag des Ausschusses :

« 20 Stimmen für Deutschland, Oesterreich mit Böhmen, Frankreich, Grossbritanien und Russland ; 14 Stimmen für die Vereinigten Staaten ; 12 für Italien und Belgien, 10 für Dänemark, Polen und die Schweiz ; 8 Stimmen für das geeinigte Australien, für Finland, Holland und Schweden, 6 Stimmen für Spanien, Ungarn und Norwegen ; 4 Stimmen

für Südafrika, Argentinien, das nicht geeinigte Australien, Bulgarien, Rumänien, Serbien und Japan ; 2 Stimmen für Luxemburg.

HYNDMAN findet es unzulässlich, Russland das Höchst-Ausmaass zuzuerkennen und dabei noch für Finland 8 und für Polen 10 Stimmen zuzuwilligen. Die Zersplitterung verstärkt auf diese Weise künstlich die Macht dieser Völker, während wir noch deren Einigung begünstigen sollten.

JAURÈS stimmt bei. Nach dem Masstabe des Ausschusses hätten Italien und Deutschland vor deren Einigung mehr Stimmen als heute gehabt.

SINGER. — Wir wollen vor allem praktisch sein. Das Stimmengewicht, welches wir den einzelnen Sektionen zubilligen ist offenbar nur ein annährendes, und die Statuten erklären, dass man diesen Artikel einer Revision unterziehen könne. Dazu kommt, dass auf unseren Kongressen lediglich die grossen Mehrheiten den moralischen Einfluss besitzen, welcher nötig ist, um die verschiedenen Situationen zu modifizieren. Wenn einzelne Sektionen glauben, sich über unsere Zuteilung beschweren zu sollen, so mögen sie diese Beschwerden bei der Bureau-Sitzung am 16. August vor dem Kongress-Tage vorbringen.

BEBEL. — Man wird — wenn man will — immer Sektionen finden, welche sich beeinträchtigt glauben. Deutschland hat 20 Stimmen, Bulgarien hat deren vier. Glauben Sie etwa, wir seien nicht mehr als 5 mal so stark und zahlreich als unsere bulgarischen Freunde ? Es ist wahr, dass man nach der Ihnen in Vorschlag gebrachen Stimmen-Verteilung nicht mehr sehen wird, dass sich die Abstimmungen nach grossen und kleinen Nationen zerteilen werden. Man wird nicht mehr wie in Amsterdam die Gegner und Anhänger der Dresdener Resolution (gleich den Griechen, welche den Leichnam der Patrokles umstritten) sich um die Abstimmung Japans zanken sehen. Es beweist auch, dass wir die Einigung begünstigen, wenn wir dem geeinigten Australien 8, dem ungeeinigten hingegen nur 4 Stimmen zusprechen. Man hat Unrecht Italien

mil Deutschland in Vergleich zu bringen. Deutschland hat *eine* Partei für 25 Staaten, Italien hingehen scheint schon in einem einzigen Staate verschiedene Fraktionen zu haben.

VAILLANT. — Wir haben des lieben Friedens willen der bereits erworbenen Stimmen Rechnung getragen und wir wollen insbesondere keine neuen Sektionen durch Zersplitterung schaffen. Um die Liste der Kommission richtig zu beurteilen, muss man beiden Gedanken Rechnung tragen.

DER VORSITZENDEN. — Ich erlaube mir nichts desto weniger es für übertrieben zu finden, wenn man der Gruppe Russland-Polen-Finland 38 Stimmen und Oesterreich-Ungarn 26 zuweist.

ADLER. — Oesterreich und Ungarn bilden zwei vollständig abgesonderte Länder. Die Einheit dieser beiden Staaten ist das System des Hauses Habsburg, aber nicht dasjenige des Sozialismus. Der Vergleich des Vorsitzenden trifft demgemäss nicht zu. Wir wollen für jede Nation so viele Selbständigkeit als möglich. Wenn man über die Einzelheiten absprechen will, denken Sie nach, dass Belgien, Holland und Dänemark zusammen 30 Stimmen haben. Der Ausschuss hat nicht allein die Zahl, sondern auch die Festigkeit der Organisation in Betracht gezogen. Wir können keine mathematische Berechnungen aufstellen. Bezüglich der Stimmen für Oesterreich und Böhmen überlassen wir es Ihnen zu beurteilen, ob wir darauf Anspruch haben.

NEMEC unterstützt den Vorredner. Das neue System wird den Vorteil bieten, dass es Ueberraschungen bei der Abstimmung vermeiden wird.

DER VORSITZENDE. — Wir wollen der Reihe nach vorgehen. Ich werde nacheinander die verschiedenen Stimmen-Zahlen zur Abstimmung bringen.

(Die Ziffern von 20 Stimmen werden einstimmig für Russland, Deutschland, Frankreich und Grossbritanien angenommen.)

HYNDMAN. — Ich beantrage Oesterreich mit Böhmen und

Ungarn 20 Stimmen zuzuweisen. (Dieser Zuzatz wird verworfen.)

DER VORSITZENDE. — Oesterreich und Böhmen wird demgemäss 20 Stimmen haben.

JAURES. — Ich fordere 15 Stimmen für Italien, wo die Sozialistische Tätigkeit das Schauspiel einer merkwürdigen Verschiedenartigkeit darbietet und vom Reformismus durch den Integralismus hindurch bis zum Syndikalismus geht.

DER SEKRETAER.— Dieser Vorschlag wird allen Mitgliedern angenehm sein, wenn Italien für die Geldopfer aufzukommen in der Lage ist, welche die natürliche und notwendige Folge dieser Vermehrung dur Stimmenzahl ist. (Der Vorschlag Jaurès wird angenommen, ebenso die Ziffern von 14 Stimmen für Polen.)

DER VORSITZENDE. — Der Ausschuss schlägt für die Schweiz 10 Stimmen vor.

OLSEN. — Ich werde zustimmen, finde aber die Ziffer ein wenig übertrieben.

DER VORSITZENDE. — Ich schlage 6 Stimmen für die Schweiz vor, welche im Nationalrat nur 2 Abgeordnete hat, und deren politische und wirtschaftliche Organisation noch nicht mit derjenigen Dänemarks verglichen werden kann.

BEBEL. — Ich bin für die Aufrechthaltung der 10 Stimmen. Man berüksichtigt die Macht der lokalen sozialistischen Organisationen nicht genügend.

SINGER. — Auch ihren Geist der Solidarität für den wir eine alte Dankesschuld auf uns genommen haben.

(Die Ziffer von 10 Stimmen für die Schweiz wird beibehalten. Man stimmt der Reihe nach 8 Stimmen für das geeinigte Australien, Finland und Holland)

ROUBANOVITCH schlägt 10 Stimmen für Schweden vor, dessen gewerkschaftliche Entwickelung bemerkenswert ist.

DER SEKRETAER stimmt bei (Die Versammlung behält die Ziffer des Ausschusses bei und gibt 6 Stimmen an Ungarn and an Norwegen).

VAILLANT schlägt 6 Stimmen für Spanien vor (angenommen).

Die anderen Ziffern des Ausschusses werden angenommen.

LONGUET. Und Armenien ?

ROUBANOVITCH.—Die Russischen Armenier gehören zu der russischen Sektion. Für die anderen wird man noch sehen. (Zustimmung.)

DER SEKRETAER. — Die liste der Stimmenzuteilung stellt sich nunmehr folgendermassen :

20 Stimmen	Deutschland Oesterreich-Böhmen Frankreich Grossbritannien Russland
15 Stimmen	Italien
14 Stimmen	Die Vereinigten Staaten
12 Stimmen	Belgien
10 Stimmen	Dänemark Polen Schweiz
8 Stimmen	Das geeinigte Australien Finland Holland Schweden
6 Stimmen	Spanien Ungarn Norwegen
4 Stimmen	Südafrika Argentinien Das nicht geeinigte Australien Bulgarien Japan Rumänien Serbien
2 Stimmen	Luxemburg

ROUBANOVITCH. — Bezüglich ihrer inneren Angelegenheiten hat die russische Sektion den folgenden Beschluss gefasst :

« *1° Um den Parteien Zutritt zu den Internationalen Kongressen zu gewähren, wird die russische Sektion in zwei stimmengleichen Unter-Sektionen errichtet.*

a) *Die sozialdemokratische Unter-Sektion mit den folgenden Parteien: die Russische Sozialdemokratische Arbeiterpariei, der Bund, die Lettische Sozialdemokratie und die Armenische Social-Demokratische Arbeiter-organisation.*

b) *Die Socialistisch-Revolutionäre Partei, die Armenische Partei Dachnakziutün, die Georgische Föderalistisch-socialistische Partei und der lettische Sozialdemokratische Verband.*

Falls diese beiden Unter-Sektionen über die Zulassung oder Nichtzulassung einer neuen russischen Partei einig sind, so ist die Entscheidung der russischen Sektion entscheidend. Im Falle der Uneinigkeit entscheidet hierüber das Internationale Sozialistische Bureau in letzter Instanz.

2° *Ueber die Aufteilung der russischen Sektion wird in einer späteren Sitzung der russischen Abteilung Beschluss gefasst werden. Die Stimmen werden unter die beiden Untersektionen aufgeteilt werden. Im Falle der Uneinnigkeit soll das Internationale Sozialistische Bureau in letzter Instanz entscheiden.* »

DER SEKRETAER.— Die Schriftleitung des LAVORATORE von Triest ersucht das Bureau, in Stuttgart eine Versammlung von sozialistischen Journalisten und Zeitungsherausgebern einzuberufen, um so die laufenden Korrespondenzbeziehungen unter der sozialistischen Blättern zu verbessern und eventuell die Möglichkeit der Gründung einer Internationalen Agentur ins Auge zu fassen.

SINGER. — Ich stimme dem ersten Gedanken zu doch das Bureau kann den zweiten nicht annehmen, da eine solche Unternehmung grosse Kapitalien erfordert.

BRAUN. — Wir wollen immerhin mit dem ersten beginnen.

BRUCE GLASIER — Man darf die in England so verbreiteten Wochenblätter nicht ausschliessen.

(Nach einem Meinungsaustausche zwischen Bebel, Nemec und Braun wird beschlossen, die Versammlung unter den vom Sekretär angedeuteten Bedingungen einzuberufen.)

DER SEKRETAER. —Es sind uns mehrere Aüfnahmsgesuche, u. a. von den Rumänischen Sozialisten, von den Kroatischen Sozialisten, von Zionistischen Verbänden u. s. w. zugekommen Der Komitee beantragt gemäss den Statuten, alle diese Gesuche,

mit Ausahme derjenigen der rumänischen Genossen, welche berufen sind selbst eine nationale Sektion zu bilden, den Sektionen zu überweisen, welchen diese Verbände angehören. (Zustimmung).

Dis französischen Genossen haben ersucht, das Bureau möge anlässlich der Tagung der Haager Friedenskonferenz eine Kundgebung veröffentlichen. Das Komitee wird sich — wenn das Bureau damit einverstanden ist — mit der Verfassung dieser Kundgebung beschäftigen. (Zustimmung)

Das Komitee hat weiters durch einen Brief der Sozialistischen Partei Japans davon Kenntnis erhalten, dass die letztere den Genossen TOKIJIRO KATO zum Kongresse in Stuttgart abgeordnet hat, sowie dass die Genossen dieses Landes beständig der Verfolgung und willkürlichen Verurteilungen der öffentlichen Behörde zum Opfer fallen. Er schlägt Ihnen daher vor, der genannten Regierung eine Protestresolution zuzusenden. (Zustimmung)

Des Komitee bringt endlich die Zusendung einer Resolution an beide Parteien der Vereinigten Staaten in Vorschlag, mit den Ausdrucke der Sympathie des Bureaus für unsere Genossen von der WESTERN FEDERATION OF MINERS, welche einer kapitalistischen Verschwörung gegen die Arbeiterverbände zum Opfer gefallen sind. (Zustimmung)

Die Genossin BALABANOFF legt, unterstützt durch den Genossen ROUBANOVITCH und im Einverständnisse mit den Genossen Jaurès Hyndman, Adler und Vandervelde, die folgende Resolution vor :

« *Das Bureau erhebt energischen Protest gegen die Auslieferung russischer Revolutionären an die zarische Regierung und fordert die Sozialisten aller Länder auf, ihren ganzen politischen Einfluss einzusetzen um solche Fälle des Bruches des Asylrechts und der Neutralität Europas gegenüber der russischen Revolution zu verhindren.* »

VAILLANT. — Zum Schlusse, einen Vorschlag. Halten sie es nicht für zweckmässig, dass man um die Interparlamenta-

rische Kommission mit dem Bureau organisch zu verbinden, die Schriftführer jeder mit der Interparlamentarischen Kommission verbundenen Parlamentsgruppe in unsere Mitte zulasse ? (Zustimmung) Ich beantrage demnach den Artikel 4 der Statuten folgendermassen zu ergänzen :

« *Die Nationalen Sekretäre der Interparlamentarischen Kommission werden die Befugnis eines beigeordneten Delegierten des Internationalen Sozialistischen Bureau haben und können in dieser Eigenschaft den Versammlungn desselben beiwohnen.* » *(Angenommen)*

SINGER. — Auch ich möchte eine Frage stellen. Wer wird das Bureau des Internationalen Kongresses bestellen ? Ich denke, dass diese Bestellung durch den Kongress selbst erfolgen muss.

DER SEKRETAER. — Ich glaube, es ist besser ; diese Bestellung dem ständigen Organe der verbündeten Parteien, nämlich den Internationalen Socialistische Bureau zu überlassen.

VAILLANT. — Wir wollen däruber den Kongress frei entscheiden lasse. Dieser Vorgang hat noch nie einen Nachteil gebracht.

DER VORSITZENDE. — Es wird so geschehen. Wir haben somit unsere Arbeiten beendet. Ich sage Allen ein Wiedersehen in Stuttgart !

Die Sitzung wird um 5 Uhr aufgehoben.

REPORT

of the Secretary of the International Socialist Bureau

TO THE

CONGRESS OF STUTTGART

The present secretary of the Bureau entered upon his duties on the first of February 1905, six months after the Amsterdam Congress. He was permanently enstalled on the 1st of March 1906. From the date of this nomination the Secretarial Bureau was moved to the *Maison du Peuple* of Brussels.

In order to appreciate the work done the delegates should remeber the decision of the Paris Congress in 1900, which fixed the powers of the Secretary His duties are :

1. *To constitute the archives of the Socialist International.*

2. *To organise the International Congresses and to prepare the debates by the publication of national reports, and reports on the drafts of Resolutions.*

3. *To assure the publication of manifestos on present questions and of works on Labour Reforms.*

4. *To take the necessary steps to assist the acting and international organisation of the Proletariat specially by the execution of the decisions of the International Congresses.*

To this duty has recently been added that of the secretaryship of the interparliamentary commission. (1)

At the date 1st of Fehruary 1905 the Library of the International Socialist Bureau had scarcely from two to three hundred books and Broshures. This was immediately augmented by the purchase, from the Cooperative of Jolimont, a fine library of the late Cesar de Paepe, comprising several thoussands of volumes and documents. This library is rich with bibliographic rarities, with numerous works on political economy, with works on the Commune, with accounts of the Congress of the first International, with collections of newspapers not to be found now, contained besides all this,bundles of letters adressed to De Paepe from Malon, Varlin, Eccurius, and from many comrades of that epoch.

The funds necessary for the purchase of this library, 2000 Frs., were raised thanks to the generosity of several Belgian Labour organisations. The Labour Party, the cooperative, the *Maison du Peuple*, the Brussels political Federation each subscribed 500 fcs. (Total 1500 frs). The necessary furniture for the housing of this library cost more than 2000 frs., of which the *Maison du Peuple* paid more that a third.

Circulars were sent out to remind the affiliated parties, Labour Organisations, Socialist Editors of the existance of an Interna-

---

(1) The Secretary of the Bureau has taken over the duties of the Secretary of the I. C. only for some months. The Interparliamentary Commission has only once met since the Amsterdam Congress, in London from the 16 to the 19 th. of July 1906 during the Secretaryship of comrade Mannoury. The meeting at Stuttgart on the 17th of August will have the task of definitely organising the duties of the Interparlia mentary Commission, and in preparation for this work the Secretary has published a broshure in three languages containing the Statutes of the Commission and a list of all the parliamentary socialists whose names he has been able to get.

tional library, the Secretary's office, aud in general this appeal was heard. The majority of the affiliated parties send us regularly their publications, and to show the delegates the methodical work which has been undertaken, it will suffice for us to say that we receive 155 political papers, 126 trades-union papers 53 reviews, which are bound, classified and abstracted (vide Appendixes).

We are also going to put together the resolutions voted on all the national Congresses of the affiliated parties in order to allow men of study, who would like to know the evolution of the different Socialist groups, to find in our library the necessary material. We have, besides, asked the Russian parties especialcy, to transmit to us a copy of each of their publications that has seen the light during the Revolution and we are pleasced to say that the *Lettish Social-democracy* especially has taken care to comply. We have also wished to enrich our library with trades-union and cooperative publications. That explains the considerable number of professional reviews we recieve.

Up to the present it has been impossible for us to make a catalogue A first classification has been made but the very limited resourses of the Secretariat have not allowed us to engage the necessary persons for this supplementary work. We expect, however to devote ourselves to this work after the Stuttgart Congress.

We have been equally preoccupied to know where archives of the first International are to be found, wich according to the decision of the Internation Congress of Philadelphina (1875) had to be transmitted to the new Internationale. In his book on Socialism in the United States Hillquit quotes this Resolution and he has charged himself to look in his own district for the depositories of these archives.

We cherish besides different other project specially :

1. The publication of the interesting letters of De Paepe (This work is begun);

2. The publication of a critical edition of the resolutions of

the Congresses held by the first International (this work is begun);

3. The publication of a volume containing the programmes of all socialist parties ;

4. The publication of a volume containing the resolutions carried by the national Congresses of all the affiliated parties;

5. The publication of a new and corrected edition, in three languages of the Resolutions of the International Congresses.

To sum up in 1904 there existed no Library. But in 1907 one exists and counts some thousands of publications.

* * *

So far as organisation and the preparation for the unique International Congress is concerned, which is meeting during the present period of activity, the delegates will be able to judge for themselves of the progress realised.

At the first Congress the delegates made a brief, and oral report on the condition of the movement in their own respective districts. This procedure caused serious loss of time and when the Secretariat of the Bureau was created it was decided to publish these reports in a volume. Unfortunately at the time of the Amsterdam Congress, the Secretariat had scarcely entered upon its duties, and the National Secretaries did not always decide to send within the time desired the reports that were asked from them. This explains why «L'organisation ouvrière et Socialiste » published by my predecessor could not appear before the Congress.

The executive Committee of the Bureau wished then at any cost to avoid this inconvenience and would have liked to publish these documents in the three languages spoken in our International Congresses, in French, German, and English.

It must be said that he has only partially succeded in this ambitious task. Many parties have neglected to send their

Reports on work since the Amsterdam Congress, especially the Social democratic parties of Poland, and Lithuania, and Bound the Lettish Social Democracy. But to discharge them it should be recalled that they live under difficult conditions at this moment. Several parties have sent their Reports so slowly that the *Parteivorstand* of the German Social Democratic party has not had the necessary time to translate these documents for the German edition. Lastly, the English edition of the national reports could not appear for reasons that our comrades in Great Britain will perhaps explain themselves.

In short, for the first time the Congress possesses a French edition (two volumes containg together more than a thousand pages) of all the National Reports and a German edition of the majority of these Reports. If the affiliated parties would put a little goodwill into it, it would be easy for us to publish these documents afterwards *(a)*, in three editions *(b)*, complete, *(c)* in the necessary time. Besides The Secretariat has published a book of six hunred pages in three languages containing all the proposals and resolutions accompanied by Reports that have been sent to us opportunely. The task of the Secretariat would be made easier in the future if the affiliated parties would transmit to it these documents in three languages.

* * *

The Bureau has published during the period 1905 to 1907 :

a) The follwing manifestos :

1. The 13th of June 1905 ; Appeal tor the International united action in favour of Russian comrades massacred by the government of Nicolas II ;

2. December 1905 : Appeal to the workers of all countries to commemorate the day of the 22nd January ;

3. July 1905 : Protest against the dissolution of the Duma ;

4. October 1907 : Manifesto against the loan proposals of the Russian Government ;

***

5. June 1907 : Protest against the dissolution of the second Duma and against the Hague Peace comedy.

b) The following *circulars* :

1. Circular inviting the papers to open subscription lists for the Russian Revolution (February 1905);

2. Circular showing the necessary for the Socialist parties of Russia to realise at least unity of action (March 1907);

3. Circular denouncing to the press and the affiliated parties the massacres organised at Bakou (March 1907) ;

4. Circular signalising to the socialists of Great Britain, of the United States, of Bulgaria, etc., the socialist unity realised in France (April 1905);

2. Circular reproducing a proposal of the Italian Socialist party in Switzerland tending to ask each consciencious worker to give up on the date of the 22nd of January, his wages or a part of his wages, for the benefit of the Russian Revolution ;

6. Circular setting out the proposal for regulation of International Congresses and of the International Socialist Bureau;

7. Circular relative to the organisation of a campaign against the extradition of political refuguees to Russia;

8. Circular concerning a proposal of PLECHANOFF asking the Socialists in Parliament in all countries to give evidence of their sympathy with the Duma ;

9. Circular relative to the massacres of Lettonia ;

10. Circular of invitation to the International Congress of Stuttgart ;

11. Circular relative to a possible intervention of Germany or Austria in Russia ;

12. Circular on the question of Marocco ;

13. Circular about the Boycotttng of Argentine vessels ;

14. Circular about the Kilackziki matter ;

15. Circular about the Macedonian massacres ;

16. Circular about the order of the day and organisation measures for the Stuttgart Congress ;

17. Series of circulars about the exhibition of Socialist books and journals, etc., at Stuttgart

c) The following books :

1. *The international manifestation of the Ist May* (three languages) (90 pages);

2. *Official report of the sitting of the Bureau* (4-5 March 1906) in three languages (24 pages);

3. *Official report of the sitting of the Bureau* (10 November 1906) in three languages (96 pages);

4. *L'Internationale ouvrière et socialiste* (2 volumes);

5 *The proposals and Resolutions with reports* (1 volume), in three languages (700 pages).

In order to give an account of the action of the Secretariat it would be necessary to reproduce the periodic reports which have been sent to the affiliated parties. We request those members of the Congress in need of details to refer to them. It would besides be necessary to go through all the correspondenece sometimes of a confidential nature. Let it suffice to draw the attention of the Congress to the activity exercised in favour of comrades in Russia, to the collection and the distribution of funds and to intervention in different matters.

Since Amsterdam the Secretariat has negociated with the affiliation of numerous parties to the Bureau. Roumania is affiliated. Canada is favourable to the principle of affiliation, but its pecuniary position does not allow it to pay the subscriptions to the moment. South Africa is obliged to wait for the constitution of its socialist unity. The Socialist Party of Cuba has solicited us with its application, but we have asked them for complementary information its about numerical force The informations published on Chili and Bolivia in the first volume of the national reports show the state of the question in these countries. Lastly the Bureau has refused the « direct » affiliaion of several organisations which, according to the statutes, most form a part of their national section.

The section of labour emigration has also attracted the attention of the Secretariat which has been able to list the workers who had applied to it, so far as the United States are

concerned thanks to the intervention of Hillquit, de Leon and other comrades.

Several times the executive Committee has offered its good services to hasten the execution of the Amsterdam resolution on Socialist unity and to realise in Great Britain, in Russia and elsewhere what had so well succeeded in France. If the problem is not yet solved for every country, the constitution of the Russian section, of two sub-sections comprising almost all the Socialist parties appears a way towards cohesion, and at least unity of action. Besides the idea of unification has prevailed in Australia and South Africa.

Since the Amsterdam-Congress the Bureau has held 4 sittings : the 25. January 1905, the 4-5 March 1906, the 10th November 1906, the 9th June 1907. The account rendered of the first (by my predecessor) was inserted in the « Avenir Social » (February Number 1905, p. 55.) ; the report of the two following sittings was published separetely (see before); the account of the 4th, consecrated entirely to the preparation for the Stuttgart-Congress is in the present volume.

* * *

To sum up, the Secretariat of the Bureau has become an administration office regularly at work. The bonds between the parties and the Bureau have been strengthened in the course of the last 3 years. The correspondence has increased to at least ten times its former size. The payment of dues has become a normal matter. A great part of the arrears thanks to our incessant and pitiless appeals, have been settled.

At this moment the payments in arrear only amount to 9244 francs the dues of 1907 inclused (see detail on following pages.

At the date of the 1st of August, the receipts have been 45,235,46 fr. and 4,798,866 fr. for the expenses (see detail p. LXXI.). On page LXXXVI, will be found the list of th e titu-

lary delegates and that of the Secretaries of parties affiliated to the International Socialist Bureau.

* * *

The preceeding lines show that the work of the Secretariat is daily extending. The Secretary makes no claim to have done perfect work. He has been obliged to place himself *au courant* with situations some times complicated and to study the socialist conjuncture in very differend places. Nevertheless he believes that he has done, with the half of his collaborators, his almost to justify the confidence of the Bureau and the Congress.

The relations between the Brussels Bureau and the national Secretariats become more and more frequent. The parties themselves understand better and better the necessity of undertaking internationally certain collective actions. The grouping period, and, to use an expression of our Italian comrades, of « sympathetic defience », seemes past. The Bureau does not wish to substitute itself for national initiatives but it is sometimes necessary to coordinate them. It was understood that two international centers cannot exist having in fact an identical work and it is for this reason that the secretariat of the Bureau and the secretariat of the Interparliamentary Commission have been fused. It is for this reason too that the Bureau has admitted as joint delegates the national secretaries of the socialist parliamentary groups Organic bonds then already exist between the Bureau and the Commission. The same will be possible one day between the Central Trade-Unions and the cooperatives. For in proportion as the Trade-unions agree with socialism, in proportion as the socialist idea impregnates the cooperative movement, all the different forces will like to send delegates to the International Congresses. Then, the relations, which are often only accidental, will become by the force of things, permanent. The organisations, which are in contact with the congresses will like to

remain in relation with the Bureau, which continues the work of the congresses. Socialist action itself will push us in this direction. Read the conclusions of the report on the relations between the Trades-Unions and the political parties, and the resolution of the United States, on labour emigration, which requires new work for the secretariat!

The secretariat sees then the moment when the Bureau will bind together all the labour organisations and will admit for each national section, a delegate of the political party, a delegate of the Trades-Unions, a delegate of the cooperatives, a delegate of the parliamentary group, a college of 4 proxies incorporating the different aspects of the socialist movement. There is perhaps a little temerity in tracing, from to-day, the way which will be followed by movement of international organisation. It was however the duty of the secretariat to indicate it in a report consecrated to ist activity of yesterday and the projects for to-morrow.

The Secretary of the B. S. I.

CAMILLE HUYSMANS.

Financial account

At the Congress of Amsterdam, there was in Cash (31th July 1904) the sum of	fr.	10,161.77
Since that date till 15th February 1905 the receipts have come to.		3,207.70
	Total	13,369.47
During the same period the expenditure has come to.	fr.	10,228.31
There was in cash at about the 15th February on the date, the new Secretary began his office	fr.	3,141.16

In these expences is included the deficit of the Amsterdam Congress.

On my taking over the office on 15 th February 1905, there was in cash . . . . . . fr.		3,141.16
Since that date the receipts have come to	42,027.76	
The expenditure.	37,760.35	
fr.	4,267.41	4,267.41
Balance and cash in hand to this date . . .		7,408,57

In this total is included a sum of 1,000 francs left in deposit by an affiliated organisation, so that in the cash of the Bureau in reality is . . . . fr. 6.408,57

In the general amount of expenditure are included :

Expenses for materials :

A) Furnishing	fr.	2,500.00
B) Publication		3,000.00
C) Bookbinding expenses , ...		8000.00
D) Correspondence		4,000.00
E) Administration, stationary, books bought, subscriptions of papers etc.		5 260.35
Salaries and Wages		21,000 00
Delegations . . . . , ...		1,200.00
	Total. . .	37,760.35

Russian Fund

This account has balanced itself on 31th of Joly 1907 with the receipts and expenditure of 141,996.64 fr.

ASSEMBLY OF THE I. S. B.

June 9th 1907

(*The agenda of the Stuttgart Congress*)

The delegates of the International Socialist Bureau held a plenary assembly on the 9th of June 1907, at 9 o'clock in the morning at the « People's Palace » of Brussels.

There were present.

AUG. BEBEL and P. SINGER for the German Socialist Party.

HYNDMAN and BRUCE GLASIER replacing KEIR HARDIE for the British section.

O. OLSEN for the Danish Socialist Party.

JEAN JAURÈS and ED. VAILLANT and J. LONGUET for the Socialist Party (French section).

P. TROELSTRA and H. VAN KOL for the Dutch *Social-democratic Labour Party*.

Dr H. DIAMAND for the Polish Socialist Party.

E. ROUBANOVITCH for the Socialist Revolutionnary Party of Russia.

MARTOFF and BALABANOFF (subst. del.) for the Russian *Social-democratic Labour Party*

VICTOR ADLER for the Austrian social-democratic Party.

NEMEC and SOUKUP for the Tcheco-Slavish Party.

Dr WELTER for the Luxemburg Socialist Party.

ANSEELE and VANDERVELDE (members of the Executive comittee) for the Belgian Labour Party.

CAM. HUYSMANS, secretary of the Bureau.

By consultative right the comrade BRAUN representing the

Lettish social-democracy and comrades KURSKI and BERGMAN in the name of the « Bound ».

VANDERVELDE presided.

The secretary read several letters of excuse.

Rosa Luxembourg wrote that she was prevented from attending the meeting because the German prison is going to open for her its hospitable doors, she expressed her hope that the Bureau will not touch the interior relations of the Polish representation.

The CHAIRMAN. — Rosa Luxemburg can make her mind quite easy on that point. The question is moreover forseen by the project of regulations. I propose that the Bureau charges the secretary to send to our comrade the expression of our unanimous sympathies, at the moment she passes over the treshold of the german prison. *(agreed)*.

PLECHANOFF wrote that he had fallen ill at Paris, and that Martoff would replace him.

CAMBIER and UGARTE wrote that they are equally prevented from coming, and they add: « *In that which concerns the » divers national sections, we content ourselves with the 4 votes » to which give us right the number of our militants our begi- » ning parliamentary representation our subscription to the » Bureau, without trying to make the most of our great trade- » union organisations, which do not adhere officially to the Party, but which are heartely with it* ».

FERRI was prevented from coming because he is retained by his lessons at the University.

ROUBANOVITCH disposes two documents at the Bureau. The first is an address drawn up thus :

TO THE INTERNATIONAL SOCIALIST BUREAU !

« *We, the Council of the Russian military Union of the » garrison of Sevastopol, in the name of all the soldiers and » sailors of Sevastopool, adress, on the 1st of May our » salutations to the workers of the whole world and we make*

» *ardent prayers for victory in the difficult marche towards*
» *the reign of liberty, egality and fraternity.*

» *The Russian military union of the garrison of*
» *Sevastopol.*

Sevastopol 1907.

(Seal).

The Bureau saluted the reading of this document with applause.

The second document reproduces a resolution, voted at the beginning of last May, at the conference of the socialist revolutionary organisations and Parties of Russia *by*: 1 *The Socialist Revolutionary Party of Russia, 2nd The Polish socialist Party* (revolutionary group), *3 The Armenian Revolutionary Fraction «Drachniak ziouutioue», 4 The Georgian Socialist federalist Party. 5 The Party « Gromada » of white Russia,* 6 The Lethish socialdemocrat Union, 7th The Jewish Socialist Labour Party (called-Serp). The following organisations were unable to attend the forementioned conference, for reasons beyond their controle. 1st the Mahometan socialist revolutionary union of the Volga, 2nd the Esthonian socialist revolntionary union, 3nd the Osetian socialist revolutionary organisation, 5th the Greek socialist revolutionary organisation, 6th the socialist revolutionary union of the Jakoutes, 7th the socialist revolutionary union of the Burriates. The different resolutions which were noted concerned principally the defense of minoriti — the national and territorial antonomy — and the creation of a permanent secretary's information office, composed of all the revolutionary socialist parties.

(The text of these resolutions will be reproduced in one of the reports).

THE PRESIDENT. — We shall abord the discussion of the drawing up of the order of the day, which we propose to discuss at the congress of Stuttgart. The secretary has the permission to speak.

THE SECRETARY analyzed the different reports and projects of resolutions, which had been sent to his office (read the text of these documents) at the 1st and following pages of the present book). He proposed in the name of the Executive Commitee to wave the amendement to the regulations of the Congress and of the Bureau proposed by the *Independent Labour Party*, and the *Italian Socialist Party* in Switzerland—and to request the Congress to vote all together the regulasions of the *Congress* and of the *Bureau*, the statutes of the *Interparliamentary Commission*, as well as the divers resolutions adopted by the Bureau and which are still effective. He proposed to place before the Interparliamentary Commission the resolution of the *Socialdemocratie Federation* of Great Britain, concerning the Labour Legislation. He announced that the secretary's office will publish two volumes in French of more than 400 pages, concerning the reports of the affiliated parties, as to their activity since 1904; the publication of these same documents in the german language will be undertaken by the «*Parteivorstand*» of the German social democracy; that a copy of each of these reports has been transmitted under the same conditions to the *British Section* to be published in the english language. The secretary's office will publish, moreover, in three languages the text of the projects of resolutions, and the reports relating to the share of each interested party these being a basis of discussion for the congressists of Stuttgart. From the point of view material organisation of the congress, he proposed that there should be sent to each section one or two comrades, understanding French and English, commissioned to resume briefly, for publication in the local socialist news paper of Stuttgart, a report of the debates of the section. The service of the *German* report being organised by the ordinary editors of the German Socialdemocratic Party, this system would permit all the congressists to know exactly what has passed in the different sections. For service of translations of speeches made in plenary assemblies, the secretary's office would put itself in relation with

the different parties interested. The secretary's office would, moreover ask the German, French, and English parties affiliated to designate one or two comrades, commissioned to keep a watch on the correct translation of the amendements disposed in the course of a plenary assembly. By agreement wilh the German comrades, the Bureau shall be convoked for Friday the 16th of August at 3 o'clock p. m., the *Interparliamentary Commission* for Saturdy the 17th of August at 11 o'clock a. m., the *Congress* for Sunday 18th of August at 11 oclock a. m. (opening meeting and the fixing of the order of the day) the national sections (verification of mandates) for Monday the 19th at 9 o'clock a. m. The sections of the Congress (order of the day) for monday the 19th at 11 o'clock a. m. The plenary assembly will commence on Tuesday the 20th of August at 9 oclock a. m. At the request of the Italien comrades of Austria, the sociatist journalists and editors desirous of ameliorating the relations of correspondence between socialist organs, and eventually to discuss the creation of an international information office, will assemble Monday evening at 9 o'clock.

In view of the meeting of the Interparliamentary Commission, the secretary will publish an invitation in three languages, completed by a list of all the parliamentary members of the affiliated parties. The details of organisation will be moreover completed and definitively fixed in a circular to be adressed to the congressists. The comrades of Stuttgart have accepted the organisation of an exhibition of socialist books and pamphlets. All the affiliated parties will be invited to send their publications, bound if possible, the committee has also accepted to exhibit the socialist newspapers and books. All the affiliated parties will be invited to bind in two identical volumes, two copies of each of their newspapers and books and to send them to Stuttgart. In the matter of lodgings the local committee will also do what is necessary, and henceforward we can be certain that the german comrades

will accomplish their task with the tact, the minuteness, and the devotedness to which they have accustomed us.

SINGER contested the inscription of the « international language » in the order of the day. This question is not yet ripe, and as it is necessary to seek a solution it would be better to adopt, not an artificial language but a living language, English for exemple.

NEMEC defended the inscription *of women's suffrage* as a special point in the order of the day.

BEBEL supported the opinion of SINGER as to the international language. He is of opinion that we must limit the number of questions in order to obtain a thorough debate; he accepted the inscriptiou of women's suffrage as a special point.

BRUCE GLASIER was not of the opnion of the proceeding orators; he even wished that one could have recourse to a plebicite for the choise of an international language.

VAILLANT prayed the comrades of the *Independent Labour Party* to withdrew their amendment to the regulations, because this question has been settled before. As to the admission of the groups not yet affiliated, the national section must remain the mistress, according to the project of regulations. He accepted the inscription of women's suffrage, and in conformity with the mandate of his party he desired that the question of the international language should be maintained on the order of the day, with the reservation, however, that a resolution should be voted without debate. Personally, he was of opinion that the auxiliary language ought to be English.

BALABANOFF prefered the proposition of the german women to that of the austrian women, this act (women's vote) being included in that other (the democratisation of suffrage).

ADLER estimated that the discussion on the international language would be a debate without issue, for already Bruce Glasier wishes to arrive at a plebicite. He pronounced in favor of the Austrian proposition, because the motion of the German

women is equally of a nature to open a debate without end on the divers national conjectures.

BRUCE GLASIER defended the amendement of the *Independent Labour Party* to the regulations which had in view the facilitating of the adheresion of several hundred of thousands of miners to the *Labour Party*. On trade unions wish to know clearly in what situation they find themselves with regard to the Bureau and the Congress. The formule « *struggle of classes* » is not always well understood. That of « independent struggle of the working classes against capital » is much better understood.

JAURÈS. — Have not the trade-unions been admitted into London Congress under the conditions indicatect by *Bruce Glasier?*

HYNDEMAN. — Bruce Glasier and Jaurès forget the conference of Brussels whose resolution has been ratified by the Paris Congress.

SINGER. — We maintain formally the formule *struggle of classes*.

NEMEC. — We also ; we will not open the door to the scabs.

OLSEN. — I limit myself to advising prudence.

THE CHAIRMAN. — I ask that the basis shall not be again aborded. The unique subject matter for examination here, is to know if the *Bureau* proposes or rejects the amendement of the I. L. P. I put the question to the vote. (The amendment of the I. L. P. is unanimous rejected excepting the vote of Bruce Glasier). Does the Bureau pronounce for, or against, the amendment of the*Italian socialist Party in Switzerland* (rejected unanimously). Does the Bureau pronounce for the motion of the Austrian social-democratic women, or for that of the German social-democratic women ? (The first is adopted unanimously). Does the Bureau pronounce in favour of the motion of the Transvaal relative to the international language? (The majority rejects the motion). Is the Bureau partisan of inscribing on the order of the day Militarism and international

conflicts ? (Admitted unanimously). Does the Bureau inscribe in the same conditions, the colonial question ? (admitted unanimously). Does the Bureau maintain the inscription of the question of the relations between the socialist parties and the Trade-unions?

TROELSTRA. — I should like to know beforehand who will make a report on this question and afterwards, if the secretary could not obtain official replies on the relations existing between parties and unions.

THE SECRETARY. — Comrade De Brouckère has kindly promised me a report, and nothing prevents a detailed book of questions being sent to the affiliated parties. (Agreed -

THE PRESIDENT. — The question of emigration and of immigration of workmen remains.

VAILLANT — I should like to know if we have the documents. I propose that the question of temporary emigration be examined afterwards.

THE SECRETARY. — We have recieved a resolution from the Socialist Party and a report, already old, from the Argentine Socialist Party. On the other hand, comrade Schippel has announced the publication of a book relative to this subject.

SINGER. — A summary of Schippel's book will be published by the *Neue Zeit* and could be submitted to tbe congressists. Germany accepts the extension of the debate to the temporary emigration ? But I venture to affirm that from this moment, we reject all measures that limit emigration and immigration.

THE CHAIRMAN. — I put the inscription of this question to the vote, regarded in its total. (Adopted unanimously.) There remains an important question to solve, the execution of the article IIIB relative to the attribution of votes to the different national sections of the Congress.

After a brief interchange of views, the redaction of a temporary distribution of votes, was entrusted to a commission of

composed of five members Bebel, van Kol, Vaillant, Adler, and Huysmans.

The assembly was suspended at midday and resumed at 30 o'clock.

The Secretary read the project of the commission :

« *Germany, Austria-Bohemia, France, Great Britain, Russia* 20 votes ; *the United States* 14 votes ; *Italy Belgium* 12 votes ; *Denmark, Poland, Switzerland* 10 votes ; *Unified Australia, Finland, Holland, Sweden,* 8 votes ; *Spain, Hungary, and Norway,* 6 votes ; *South Africa, Argentine nonunified, Australia, Rumania, Serbia, Japan*, 4 votes; *Luxemburg*, 2 votes.

HYNDMAN did not admit the attributes of the maximum to Russia, whilst 8 votes are accorded to Finland and 10 votes to Poland. The fractioning of these people strengthens artificially their power, whilst we onght to encourage their unification.

JAURÈS supported this motion. With the system of the commission Italy, and Germany would have had more votes before their unification than to day.

SINGER.— Let us be practical before every-thing. The voting force which we attribute to each national section is evidently approximative and the statutes admit that this article can be revised. I must add that the great majorities only have, in our congresses, the moral influence necessary for modifying diverses situations. If the sections have anything to complain of in our repartition, they must appeal before the Bureau at the assembly which will be held on the 15th of August, the eve of the Congress.

BEBEL. — If one wishes to do so, it is always possible to imagine that some nations are wronged. Germany has 20 votes, Bulgaria has 4 votes Do you think that we are not more than five time stronger and more mumberous than our friends the Bulgarians ? The truth is that one will never see again, by the distribution of suffrage such as we propose, the votes devide themselves into large and small nations. One

will never see again, as at Amsterdam, just like the Greeks, disputing over the body of Patrocle, adversaries and partisans of the resolutions of Dresden, disputing the vote of Japan. That which proves how much we are favourable to the unification, is that we give 8 votes to unified Australia and only 4 to the same section if it is not unified. As to Italy, it is a mistae to compare it to Germany. Germany has one party for 25 states. Italy has many different fractions in a single state.

VAILLANT. — We have taken into account the votes acquired for the purpose of conciliation and more especially, we dot not intend to create new national sections by fractioning. In order to appreciate the list of the commission, account must be kept of these two ideas.

THE CHAIRMAN. — Nevertheless I venture to say that I think the atttribution of 38 votes to the Russian, Polish and Finish group, is exagerated, as also 26 votes to Austria and Hungary.

ADLER. — Austria and Hungary form two countries entirely separated. The union of these two states is the system of the House of Habsbourg but not that of socialism. We wish, as far as it is possible, the autonomy for each nation. The comparison of the President does not therefore hold good. If you wish to criticize the details, will you explain to us how it is that Belgium, Holland and Danemark, have all together 30 votes The commission has taken into account, not only the numbers, but also the solidity of organisation the votes assigned to Austria-Bohemia, we will leave you free to judge if we have deserved them.

NEMEC seconded the motion. The new system will have the advantage of preventing surprises at voting.

THE CHAIRMAN. — Let us proceed with order.

I shall put the different numbers successively to the vote

(The numbers of 20 votes are adopted unanimously for Russia, France and Great Britain.)

HYNDMAN proposes thas 20 votes be assigned to Austria-Hungary (this amendement is rejected).

THE PRESIDENT. — Austria-Bohemia will have consequently 20 votes.

JAURES. — I ask that 15 votes shall be assigned to Italy where the socialist activity offers a spectacle of remarkable diversity, going from reformism just to syndicalism in passing by integralism.

THE SECRETARY. — The proposition will delight all the members, if Italy can support the pecuniary engagements, which are the natural and necessary consequences of this increase of voting power.

The proposition of JAURES is adopted, also the number of 14 votes for the United-States, 12 votes for Belgium and 10 votes for Poland.

THE CHAIRMAN. — The Commission propose 10 votes for Switzerland.

OLSEN. — I shall vote affirmatively, though I consider the number a little forced.

THE PRESIDENT. — I propose 6 votes for Switzerland where there are only two deputies in the national council, and where the practical and economical organisation is not yet to be compared with that of Denmark.

BEBEL. — I propose to maintain the 10 votes. Sufficient account is not generally taken of the force of the social organisation of the localities.

SINGER. — Neither of their spirit of solidarity for which we have contracted an old debt of gratitude.

(The number of 10 votes was maintained), 8 votes are successively voted for unified Austria, Finland and Holland).

ROUBANOVITCH proposed 10 votes for Sweden whose trade-union development is remarkable.

THE SECRETARY seconded the motion (The assembly maintained the sum named by the commission and attributed 6 votes to Hungary and Norway).

VAILLANT proposed to assign 6 votes to Spain (agreed).

LONGUET. — And Armenia?

ROUBANOVITCH. — The Armenians, depending on Russia form a part of the Russian section. For the others we shall see. (Agreed).

THE SECRETARY. — The list of distribution of votes is therefore composed as follows :

Votes	Countries
20 votes	Germany, Austrla-Bohemia, France, Great-Britain, Russia
15 votes	Italy
14 votes	The United-States
12 votes	Belgium
10 votes	Denmark, Poland, Zwitzerland
8 votes	Unified Australia, Finland, Holland, Sweden
6 votes	Spain, Hungaria, Norway
4 votes	South Africa, Argentine, Non-unif. Australia, Bulgaria, Japan, Roumania, Serbia
2 votes	Luxemburg

ROUBANOVITCH. — As to what concerns the internal affaires of the Russian section, its opinion is unanimous on the following resolution.

« 1st For the admission of the parties to the international
» congress, the Russian section is constituted of two sub-
» sections having equality of vote on this question. »

(A) « The « social-democrat » sub-section, into which enter
» the following parties :

» The *Russian Social-Democrat Labour party*, the *Bound*,
» the *Lettish Social-Democracy* and the *Armenian Organi-*
» *sation.*

» The « Socialist revolutionary » sub-section into which » enters the following parties : *The Socialist revolutionary* » *Party of Russia*, the *Armenian Dachnakzutiun Party*, » the Gregorian Socialist Federative Party and the *Lettish* » *socialist democratic Union*. If the two sections should agree, » to admit, a new Russian Party the resolution of the Russian » section shall be definitive. In case of disaccord it is the » *Internatiöonal Socialist Bureau* who shall decide the question » in final instance. »

» 2nd For the distribution of the Russian section votes, the » decision shall be taken at a later sitting of the Russian » fraction ; these votes shall be devided between the two » subsections, in case of disaccord the international socialist » Bureau shall decide the question in final instance. »

THE SECRETARY. — The editor of the LAVORATORE of Triest askes that the Bureau shall convoke at Stuttgart a reunion of journalists and editors for the purpose of ameliorating the intercourse between our daily newspapers and eventually to examine the possibility of creating an international agency.

SINGER. — I am favourable to the first idea, but the Bureau cannot adhere to the second, a like enterprise necessitating a very large capital.

BRAUN. — Let us begin by the first one.

BRUCE GLASIER. — Do not let the weekly newspapers, so largely propagated in England, be excluded.

After an exchange of views between Bebel, Nemec and Braun, the reunion will be convoked with the reserve indicated by the secretary.

THE SECRETARY. — We have recieved several requests for affiliation from the Roumanian Socialist Party, the Sionist Group, the Social-democratic Party of Croaty, etc. The executive-Committee proposes, according to the regulations, to return all these requests, with the exception of that of the Roumanian comrades, destined to constitute themselves in a

national section, to the sections on whom depend the organisations signers of these requests (Agreed.)

The comrades of France have requested that the Bureau should publish a manifest on the occasion of the réunion of the Conference of the Hague. The Executive Committee will undertake the edition of this document, if the Bureau will be good enough to authorize it to do so. (Agreed.)

The Executive Committee has also learned by a letter from the socialist Party of Japan that this Party has delegated comrade Tohijiro Kato to the Stuttgart Congress, and that the comrades of that country are continually victimised by the arbitary persecution and by un just condemnations of the Japanese government.

He proposes to forward to the government resolution of protestation. (Agreed.)

The Executive Committee proposes moreover to send to the two parties of the United-States an order of the day, expressing the sympathy of the Bureau to our comrades of the *Western Federation of Miners*, victims of a capitalist conspiracy against the working men's organisations. (Agreed.)

Balabanoff seconded by the comrade Roubanovitch, and in accordance with Hyndman, Jaurès, Adler, and Vandervelde, carried the following order of the day :

« The Bureau raises an energetic protestation against the
» extraditions of Russian revolutionists, ist to the govern-
» ment of the Tzar and invites the socialists of all countries
» to bring into action all their political influence in order to
» prevent the violation of the right of asylum and to maintain
» the principles of the neutrality of Europe in face of the Rus-
» sian revolution. »

VAILLANT. — A proposition, to terminate. Do you not considere that it would be useful to attach organically the Interparlamentary Commission to the Bureau, to admit amongst us *es delegates adjoint* the secretary of each parlamentary group affiliated to the Interparliamentary Commission (agreed),

I propose therefore to complete the 4th article of the reglements of the Bureau as follows.

The national secretaries of the Interparliamentary Commission shall have quality of delegates-adjoint to the Socialist International Bureau, and can, in that quality assist at the assembly of the International Socialist Bureau (Agreed.)

SINGER. — A question in my turn. Who shall design the Bureau of the International Congress ? I think that this designation ought to be made by the congress it self.

THE SECRETARY. — I think it would be better to base this designation on the permanent organism of the affiliated parties, to let it be made by the International Socialist Bureau.

VAILLANT. — Let the Congress decide freely this system has never occasioned any inconvenience.

THE CHAIRMAN. — Let it be thus. We have come to the end of our labours. I say to you all « au revoir » at Stuttgart.

The assembly closed at six o'clock p. m.

Délégués au Bureau — Delegierte im Bureau Delegates to the Bureau

Angleterre. — H. Hyndman, 9, Queen Anne's Gate, Westminster. London, S. W :

J. Keir-Hardie, 14, Nevill's Court, London E. C.

Allemagne — A. Bebel, 84. Hauptstrasse, Schöneberg, Berlin ;

Paul Singer, 26, Brucken Allee, 26, Berlin S. W., 23.

Australie. — O' Meara 274, Pitt street, Sydney N. S. W.

Autriche. — Dr Victor Adler, 89 Mariahilferstrasse, Vienne.

Ferdinand Skaret, 89, Mariahilferstrasse, Vienne.

Belgique. Edouard Anseele, Ham, 78, Gand ;

Emile Vandervelde, La Hulpe.

Bohême. — Anton Nemec, 1959, Myslikovagasse, Prague.
Franz Soucup, » » »
Bulgarie. — Yanko Sakasoff, Parti Ouvrier Socialistedémocrate, Sofia ;
Georges Kirkow, Parti Socialistedémocrate, Sofia.
Danemark. — P. Knudsen, 22, Romersgade, Copenhague ;
C. M. Olsen, 47[1], Norre Farimagsgade, »
Etats-Unis. — Morris Hillquit, 320, Broadway New-York,
Daniel De Leon, 2-6, New Reade Street, New York.
Espagne. — Pablo Iglesias, 18, Espiritu Santo 2°, Madrid ;
Francisco Mora, » » »
France. — Jean Jaurès, avenue des Chalets, 7, Paris ;
Edouard Vaillant, 15, Villa du Bel-Air, Paris.
Finlande. — E. Walpas, Helsingfors (Finlande) ;
Yrjo Syrola, Helsingfors.
Hollande. — Pierre Troelstra, Scheveningue ;
H. Van Kol, Voorschoten, lez-La Haye.
Hongrie. — Jacob Weltner, VII, Nuyär utca, 1, Budapest,
Desideer Bokäny, » » »
Italie. — Enrico Ferri, 2, via Montebello, Rome.
Philippo Turati, 23, Portici Galleria, Milan.
Japon. — Sen Katayama, 1-3, Chome, Misakicho, Kanda, Tokio.
Luxembourg. — Dr Welter, Luxembourg ;
J. P. Probst, » » »
Norvège. — S. Gardler, 46, Industrigaden Kristiana.
F. Wolf, M A. Bergen.
Pologne. — Rosa Luxemburg, 58, Cranachstrasse, Friedenau, Berlin ;
Dr Herman Diamand, 11, Milkowskiego, Lemberg (Autriche).
Roumanie. — Dr Racovsky, Strada Blanari, 20, Bucarest ;
Russie — E. Roubanovitch, 50, rue Lhomond, Paris ;
G. Plechanoff, 6, rue de Candolle, Genève.
République Argentine. — Achille Cambier, 21, rue du Val-de-Grâce, Paris ;
Manuel Ugarte, 27, rue de la Pépinière, Paris.

Roumanie. — Bujor : Strada Blanari, Bucarest.
Suisse. — Oscar Rapin, avocat, Lausanne;
G. Reimann Bienne.
Serbie. — Dr Nedeljiko Köschanin. Botanisches Institut, Belgrade.
Suède. — Hjalmar Branting, 14, Barnhusgatan, Folkets Hus, Stockholm;
C. G. T. Wickman, id.

Siège social : MAISON DU PEUPLE, SALLE 6, BRUXELLES
Comité Exécutif : ED. ANSEELE, EM. VANDERVELDE. CAMILLE HUYSMANS, *secrétaire.*

Les Secrétaires des partis affiliés
Die Sekretäre des angeschlossenen Parteien
The Secretaries of affiliated parties.

Afrique du Sud. — W. Sutherland-Johannesburg.
Angleterre. — Section Anglaise de l'Internationale: J. F. Green, 40, Outer Temple Strand, London W.
Allemagne. — Parti Socialdémocrate Allemand : W. Pfannkuck 69, Lindenstrasse, Berlin S. W. 68.
Australie. — The Socialist Federation of Australia ; H. E. Holland, 274, Pitt Street Sydney, N.S.W.
Autriche. — Parti Socialiste Autrichien : F. Skaret, 89, Mariahilfersstrasse, Vienne VI.
Belgique. — Parti Ouvrier Belge : G. Maes, Maison du Peuple, Bruxelles.
Bohême. — Parti Socialiste Tchéco-Slave : Anton Bruha Kolar Myslikovagasse, 1959, Prague.
Bulgarie. — Parti Ouvrier Socialdémocrate : C. Bozvelieff, Sofia. Parti Ouvrier Socialiste Démocrate : G. Hirkouw, Sofia.

Danemark. — Parti Socialdémocrate Danois : P. Knudsen 22, Romersgade, Copenhague.

Etats-Unis. — Socialist Party : J. Mahlon Barnès, 269, Dearborn street, Chicago, Ill.

Socialist Labor Party : Frank Bohn, 2-6, New Reade Street, New-York.

Espagne. — Parti Socialiste Espagnol : Marino Garcia Cortès, 18, Espiritu Santo 2e, Madrid.

France. Parti Socialiste (Section Française de l'Internationale Ouvrière) Louis Dubreuilh, 16, rue de la Corderie, Paris.

Finlande. — Parti Ouvrier Finnois : Yrjo Syrola, Helsingfors.

Hollande. — Parti Ouvrier Socialdémocrate : J. G. Van Kuykhof, 16, Degenestetstraat, Amsterdam.

Hongrie. — Parti Socialdémocrate Hongrois : E. N. Buchinger et Eug. Horovitz, VII, Kerepesi-ut, 32, I em 7, Budapest.

Italie. — Parti Socialiste Italien : Oddino Morgari, 57 via S. Claudio, Rome.

Japon. — Parti Socialiste Japonais : Morichika, 1. 3 Chome, Misakicho, Kanda, Tokio.

Luxembourg. — Parti Socialiste Luxembourgeois : J. P. Probst, Luxembourg.

Norwège. — Parti Ouvrier Norwégien : M. Nilsen, 7, Brogaden, Kristiania.

Pologne. — Parti Socialiste Polonais (P. P. S.) : H. Dia mand, 11, Milkowskiego, Lemberg.

Parti Socialiste Polonais (P. P. S.) (seconde fraction), Dr Sigismond Marek, avocat, Cracovie.

Parti Socialdémocrate de Pologne et Lithuanie : Rosa Luxemburg, 58, Cranachstrasse, Friedenau, Berlin.

Russie. — Parti Socialiste Révolutionnaire : E. Roubanovitch, 50, rue Lhomond, Paris.

Parti Ouvrier Socialdémocrate : G. Plekhanoff, 6, r. de Candolle, Genève.

République Argentine. — Parti Socialiste Argentin : Dr Angel, M. Gimenez, 888, Calle Defensa, Buenos-Ayres.

Suisse. — Parti Socialiste Suisse : Reimann, président, Bienne.

Suède. — Parti Socialiste Suédois : C. G. T. Wickman, 14, Barnhusgatan, Folkets Hus, Stockholm.

Serbie. — Parti Ouvrier Socialdémocrate Serbe : Milan J. Stoyanovitch, Belgrade.

ANNEXE II

Le B. S. I. reçoit les périodiques suivants :
Der I. S. B. erhält folgende periodische Schriften :
The I. S. B. receives following periodical papers :

A) Allemagne. — Deutschland. — Germany

Vorwärtz, Leipziger Volkszeitung, Volkswille, Volksstimme (Frankfurt), Münchener Post, Volkswacht, Hamburger Echo, Bremer Bürgerzeitung, Volksstimme (Chemnitz) Sächsische Arbeiterzeitung, Altenburger Volkszeitung, Volksblatt(Cassel), Volksblatt (Halle), Volksblatt(Bochum), Arbeiter Zeitung Fränkische Tagespost, Schwäbische Tagwacht, Arme Teufel, Socialdemokratische-Partei Correspondenz, Oswiaka, Die Ameise, Buchbinder-Zeitung, Bergarbeiter-Zeitung, Brauereiarbeiter-Zeitung, Bäcker-Zeitung, Bildhauer-Zeitung, Der Bureauangestelte, Correspondenzblatt, Courier, Correspondent, Friseurgehülfen-Zeitung, Der Grundstein, Die Gewerkschaft, Der Gastwirtsgehilfe, Gärtner-Zeitung, Zeitschrift für Graveurs & Ciseleurs, Die Glaser-Zeitung, Der Kürschner, Korrespondent, Graphfsche-Presse, Handlungsgehülfen-Blatt, Bau-Hülfsarbeiter, Holzarbeiter-Zeitung, Der Hafenarbeiter, Der Hoteldiener. Deutsche Maschinist und Heizer, Lederarbeiter-Zeitung, Mühlenarbeiter-Zeitung, Metallarbeiter-Zei-

tung, Der Organisator der Zigarrensortierer, Mitarbeiter, Portefeuilleur-Zeitung, Allgemeine-Steinsetzer-Zeitung, Der Stuckateur, Der Steinarbeiter, Die Sauitätswarte, Rundschau, Der Seemann, Schmiede-Zeitung, Sattler-Zetung, Schuhmacherfachblatt, Der Tabak-Arbeiter, Der Textil-Arbeiter. Der Töpfer, Vereins-Anzeiger, Der Wäsche-Bote, Solidarität, Der Zimmerer, Internationale Metallarbeiter Rundschau, Korrespondenz-Blatt-Transportarbeiter, Konsumgenossenschaftliche Rundschau, Die Gleichheit, Der Abstinente Arbeiter, Genossenschafts-Pionier,Die Neue Zeit,Sozialistische Monats Hefte, Kritische Blätter für die gesamten Socialwissenschaften, Reichs-Arbeitsblatt, Der Wahre Jacob, Postillon, Die Neue Welt, Die Neue Gesellschaft, Kommunale Praxis, Bulletin Int. de la Jeunesse Socialiste.

Afrique du Sud — Südafrika — South Africa

The Cape Socialist.

Angleterre — England — England

Justice, Labour Leader, The Clarion, The Socialist Standard, Fabian News, Dockers Record, The Scottish Cooperator, The Cooperative News, The Board of Trade Labour Gazette, The Humane Review, The New International Review, The Social-Democrat, Progress Civic Social Industrial, The West African Mail, The Anglo-Russian.

Argentine

La Vanguardia, La Accion Socialista.

Arménie — Armenien — Armenia

Droschak, Pro Armenia.

Australie — Australie — Australasia

The Worker, The People, The Socialist, The International Socialist Review.

Autriche — Oesterreich — Austria

Arbeiterzeitung, Delnicke Listy, Volkstribüne, Il Lavoratore, Die Gewerkschaft, Schuhmacher-Fachblatt, Organ der Friseur und Raseur-Gehilfen.

Belgique — Belgien — Belgium

Le Peuple, L'Avenir du Borinage, Journal de Charleroi, Le Travail, Vooruit, En Avant, Le Travailleur, Le Mouvement Communal, L'Avenir Social, La Bonne Graine, Le Laboureur, Le Carrier, Le Chempostel, La Fédération Typographique, Le Métallurgiste, L'Ouvrier Mineur, Le Moniteur des Employés, La Revanche des Verriers, Le Relieur, Le Ralliement, Le Travailleur du Bois, Le Trait d'Union, Journal des Instituteurs, Le Tram, Le Travailleur du Tabac, Le Réveil Métallurgiste, Le Réveil des Verriers, L'Employé, De Dokwerker, De Metser, De Metaalbewerker, De Samenwerker, Journal des Correspondances.

Bulgarie — Bulgarien — Bulgary

Rabotnitchesky Vestnick, Rabotnitchesky Borba, Jelesnitchar, Novo Vrjeme (Nouveau temps).

Bohême — Bohemen — Bohemia

Pravo Lidu, Organ, Novy Obuvnik, Akadmie.

Brésil — Brasilien — Brazil

Avanti.

Canada

The Voice, Western Clarion, La Gazette du Travail.

Danemark — Dänemark — Denmark

Socialdemokraten, Fremad, Arbejderen.

Espagne — Spanien — Spain

El Socialista, El Obrero Ballear, La Union Obrera, La Revista Socialista, La Illustracion Obrera.

Etats-Unis — Vereinigte-Staaten — United States

Daily People, Chicago Daily Socialist, The Worker, Appeal to Reason, The Socialist, Labor, The Common Sense, Socialist Review, The Cleveland Citizen, St-Louis Labor, The Christian Socialist, Social Democratic Herald, Montana News, Arbeiterzeitung, Vorwärts, Socialistische Arbeiter Zeitung,

Neues Leben, Spravedenost, Wahrheit, L'Union des Travailleurs, Työmies, (Finlandais) Strahdnecks (letton)Vorwärts (Juif),Freie Arbeiter Stimme (Juif), Der Arbeiter (Juif), Robotnik (Polonais) Glas Swobode, Nepakarat, Arbetaren, Ragione Nuova, The Industrial Union Bulletin, The Tailor, Industria Worker, The International Socialist Review, Wilshires Magazine, Progress, Weekly Bulletin of the Socialist Party.

Finlande — Finland — Finland

Arbetaren, Työmies, Kurikka, Socialistinen Aikakauslehti, Folktribunen.

France — Frankreich — France

L'Humanité, Combat Social, Cri du Var, Droit du Peuple, Eclaireur, Lutte Sociale, Le Progrès, Le Prolétaire, Socialiste Ardennais,Socialiste de l'Ouest,Socialiste des Pyrénées Orientales, Le Travailleur, le Travailleur de l'Oise, Le Socialiste (Oise), Le Socialiste (Algérie), Le Travailleur Socialiste, La Guerre Sociale, L'Ouvrier Métallurgiste, Le Gantier, L'Union Coopérative, Bulletin de la Fédération des Ouvriers, Bijouterie, Orfèvrerie, L'Ouvrier Syndiqué, Le Moniteur des Syndicats Ouvriers, La Voix du Peuple, L'Ouvrier Textile, Le Mouvement Socialiste, Bulletin de l'Office du Travail, Le Musée Social, Revue de l'Enseignement, La Revue Socialiste, La Revue Syndicaliste, Le Courrier Européen.

Hollande — Holland — Holland

Het Volk, De Notenkraker, De Nieuwe Tijd, De Vakbeweging, De Textielarbeider, Weekblad (Diamantbewerkersbond), De Arbeid, De Metaalbewerker.

Hongrie — Ungarn — Hungary

Volksstimme.

Italie — Italien — Italy

Avanti, L'Azione Sindacalista. L'Avvenire, La Battaglia, Brescia Nuova, La Brianza, La Campana, Il Cuneo, Il Diritto, Il Domani, L'Eco del Popolo,L'Eco del Lavoratore, Germinal,

Giovane Umbria, L'Idea, L'Idea Nuova, Il Lavoratore Friulano, Il Lavoratore, Libera Parola, La Lotta, La Martinella, Il Nuovo Ideale, La Parola dei Socialisti, Il Progresso, La Nuova Terra, La Rivendicazione, Sempre Avanti. La Scintilla, Il Socialista,Il Seme, Terra Libera, L'Uomo che Ride,L'Unione popolare, La Voce del Popolo, La Pace, Il Divenire Sociale, Pagine libere, La Critica Sociale, L'Asino, Il Bollettino dell'Ufficio del Lavoro, Germinal,La Confederazione del Lavoro, L'Argante, L'Alleanza Cooperativa, Le Arti tessili, Il Cappellaio, L'Edilizia, Il Lavoratore delle Pelli, Il Lavoratore del Mare, Il Lavoratore del Libro, L'Orchestra,L'operaio Italiano, Il nostro Giornale, Il Sarto, Il Litografo, L'Unione, L'Unione Popolare, La Voce Proletaria, La Tribuna del Ferroviere.

Luxembourg — Luxemburg — Luxemburg

Neues Journal.

Norvège — Norwegen — Norway

Socialdemokraten, Ung Socialisten, Meddelelsesblad.

Roumanie — Rumänien — Rumania

Romenia Municitoari, Dezrobirea.

Russie — Russland — Russia

Robotnik (P. P. S.), Volkszeitung (Bund), Socialdemocrat, Prolétaire, La Tribune Russe, Russisches Bulletin, Mysl (polonais).

Serbie — Serbien — Serbia

Radnitchke Novine.

Suède — Schweden — Sweden

Socialdemokraten, Fram.

Suisse — Schweiz — Switserland

Basler Vorwärts, Le Peuple, Le Grütli, Grütlianer, Das Volksrecht, Arbeiterstimme, Steinarbeiter, Mitteilungen des Int. Buchdrucker Sekretariates.

PAYS - LAENDER COUNTRIES	J. politiques Politische Bl, Political P.	Jour Synd. Coop. Gewerk. Genoss. B. Trade U. Coop. D.	Revues Zeitschriften Reviews
Afrique du Sud	1	—	
Allemagne	20	54	10
Autriche	4	3	—
Angleterre	5	3	7
Argentine	1	1	—
Arménie	—	—	2
Australie	3	—	1
Brésil	1	—	—
Belgique	6	23	3
Bulgarie	2	1	1
Bohème	2	1	1
Canada	2	—	1
Danemark	1	1	1
Etats-Unis	31	3	4
Espagne	3	—	2
Finlande	3	—	2
France	17	9	7
Luxembourg	1	—	—
Hollande	1	5	2
Hongrie	1	—	—
Italie	36	18	6
Norvège	2	1	—
Roumanie	1	1	—
Russie	4	—	2
Suède	1	—	1
Serbie	1	—	—
Suisse	5	3	—
	155	126	53

Les Arriérés — Die Rückstände — The Arrears

	1906	1907	
Autriche — Oesterreich — Austria	1,290	—	1,290.00 fr.
Grande Bretagne — Grossbritanien. — Great Britain.	—	1250	1,250.00 »
Socialdemocratic Federation, England	100	—	100 00 »
Australie — Australien — Australia	—	200	200.00 »
Bulgarie — Bulgarien — Bulgaria (Tesny)	—	100	100 00 »
États-Unis — Vereinigte-Staaten — United States (S.P.).	—	625	625.00 »
États-Unis — Vereinigte-Staaten — United States (S.L.P.)	—	625	625.00 »
Danemark — Dänemark — Denmark	—	800	800.00 »
Espagne — Spanien — Spain . . .	—	200	200.00 »
Finlande — Finland — Finland . .	—	300	300.00 »
Hollande — Holland — Holland. .	654	400	1.054.00 »
Hongrie — Ungarn — Hungary . .	—	400	400.00 »
Italie — Italien — Italy	—	400	400.00 »
Japon — Japan — Japan.	275	100	375.00 »
Luxembourg — Luxemburg — Luxemburg	25	25	50.00 »
Norwège — Norwegen — Norway	—	200	200.00 »
Suisse — Schweiz — Switserland .	800	200	1.000.00 »
Serbie — Serbien — Serbia. . . .	200	100	300.00 »
Argentine—Argentinen—Argentine	400	200	600.00 »
TOTAL. . . .	3,119	6,125	9.244.00 fr.

I

L'approbation des Résolutions diverses votées par le B. S. I.

Le *Bureau* a voté, depuis sa création, les résolutions suivantes qui sont encore d'actualité :

1° *Résolution votée à la 1re séance du Bureau*
(29 déc. 1901)

Contre l'oppression des Polonais par la Prusse

« Le Bureau Socialiste International, réuni en conférence à
» Bruxelles, le 30 décembre 1901, exprime, au nom de tout
» le prolétariat socialiste de tous les pays, sa plus énergique
» protestation contre la politique de germanisation de la Prusse
» en Pologne, qui n'hésite pas à recourir contre la population aux procédés les plus barbares pour lui imposer par la
» force l'abandon de sa langue maternelle.

» Le Bureau signale en même temps l'hypocrisie et la duplicité des classes dirigeantes, qui ne peuvent assez manifester leur indignation contre la barbarie anglaise au Transvaal, et qui, d'autre part, approuvent et encouragent la plus
» scandaleuse oppression politique de leur gouvernement
» contre les Polonais en Allemagne.

» Le Bureau International engage la classe ouvrière polonaise à chercher protection contre l'oppression de sa culture
» nationale et intellectuelle, aussi bien que contre sa dépendance économique, dans la socialdémocratie et à consacrer
» tous ses efforts au triomphe du socialisme, qui, seul, lui
» apportera sa pleine liberté, et l'égalité matérielle et intellectuelle ».

2° *Résolution votée à la 3e séance du Bureau*

(20 Juillet 1903)

La protection des ouvriers étrangers

« Le Bureau, considérant que la question soulevée par la
» délégation belge est à l'ordre du jour du Congrès d'Amster-
» dam, qu'il appartient à ce dernier de la trancher par voie de
» résolution générale ;

» Considérant d'autre part, que les délégués sont unanimes
» à condamner le principe des propositions de lois déposées
» par certains députés nationalistes et tendant à proscrire les
» ouvriers des pays voisins, invite les mandataires socialistes
» des pays intéressés — pour le cas où ces propositions
» viendraient à l'ordre du jour avant le congrès d'Amsterdam
» — à chercher, de commun accord, les moyens les plus
» efficaces pour amener le rejet de ces mesures de proscrip-
» tion ».

3° *Résolution votée à la 4e séance du Bureau*

(7 février 1904)

L'expulsion des ouvriers étrangers travaillant en Argentine

« Le Bureau Socialiste International proteste énergiquement
» contre l'expulsion pour délit d'opinion du territoire d'un
» pays quelconque, dénonce, en particulier, à l'opinion
» publique la conduite du gouvernement argentin qui use
» d'une loi de circonstance pour expulser en masse les socia-
» listes étrangers. »

4° *Résolution votée à la 4e séance du Bureau*

(7 février 1904)

La persécution des socialistes russes en Allemagne

« Le Bureau Socialiste International proteste énergiquement » contre les persécutions dont les socialistes russes sont » victimes en Allemagne de la part de la police et du gouver- » nement ;

» Condamne sévèrement la politique de services humiliants qui dégrade l'Allemagne au rôle d'instrument du despotisme russe ;

» Félicite les socialistes allemands et italiens pour leur » efficace intervention en faveur des militants russes pour- » suivis par le tzarisme ;

» Engage les partis socialistes de tous les pays à saisir » toute occasion de combattre l'influence du tzarisme, essayant » de se répandre de plus en plus sur le pays de l'Occident et » qui constitue un danger permanent pour la démocratie et la » civilisation. »

5° *Résolution votée à la 4e séance du Bureau*

(7 février 1904)

En faveur de l'indépendance des nationalités balkaniques et contre les massacres.

« Le Bureau exprime sa sympathie pour tous les peuples » qui luttent pour leur indépendance dans les Balkans :

» Proteste énergiquement contre les massacres en Macé- » doine.

» Et demande, dans le but de rétablir et de maintenir la » paix, l'autonomie complète de la Macédoine, ainsi que l'oc-

» troi des droits à l'existence et au développement pour tous
» les groupements nationaux de ce pays ».

6° Résolution votée à la 5e séance du Bureau

(15 janvier 1905)

L'unité socialiste dans tous les pays

« Le Bureau félicite les partis socialistes des divers pays
» qui ont pris des mesures tendantes à la réalisation de
» l'unité socialiste, et attire, sur l'importance des résultats
» obtenus, l'attention des pays qui n'ont pas encore pris les
» mesures nécessaires pour l'exécution de la résolution
» d'Amsterdam ».

7° *Résolution votée à la 7me séance du Bureau* (4-5 mars 1906) *et complétée par la résolution de Londres, votée les 16-19 juillet 1906, par la Commission Interparlementaire.*

B. S. I. « Dès que, secrets ou publics, des événements
» pourront faire craindre un conflit entre gouvernements,
» rendre une guerre possible ou probable, les partis socia-
» listes des pays concernés devront, de suite, spontanément
» et à l'invitation du Bureau Socialiste International, entrer
» en rapports directs, à l'effet de déterminer et concerter les
» moyens d'action ouvrière et socialiste, commune et combi-
» née, pour prévenir et empêcher la guerre.
» En même temps, les partis des autres pays seront avisés
» par le secrétariat du Bureau et une réunion du Bureau
» Socialiste International aura lieu, aussitôt que possible, à
» l'effet d'arrêter, pour tout le Parti socialiste international
» et la classe ouvrière organisée, l'action la plus propre à
» prévenir et empêcher la guerre. »

C. I. « Dans les conditions et circonstances ainsi prévues
» de danger pour la paix internationale, la Commission Inter-

» parlementaire se réunit aussitôt, en même temps et au
» même moment que le Bureau Socialiste International».

*
* *

Il ne nous est parvenu aucun amendement sur cette question.

*
* *

Proposition du **Bureau :**

Le Bureau propose au Congrès de voter les résolutions en bloc, sans discussion, d'une part, parce qu'elles sont l'œuvre des délégués mandatés par les partis affiliés, d'autre part, pour gagner du temps.

II

Le règlement des Congrès et du Bureau, et les statuts de la Commission Interparlementaire.

A) Le Règlement des Congrès et du Bureau

« I. — Sont admises aux congrès internationaux socialistes :

» A. Toutes les associations qui adhèrent aux principes
» essentiels du socialisme : socialisation des moyens de
» production et d'échange ; union et action internationales des
» travailleurs : conquête socialiste des pouvoirs publics par
» le prolétariat organisé en parti de classe ;

» B. Toutes les organisations corporatives qui, se plaçant
» sur le terrain de la lutte de classes et déclarant reconnaître
» la nécessité de l'action politique, donc législative et parle-

» mentaire, ne participent pas d'une manière directe au mou-
» vement politique (Congrès de Paris 1900) ».

« II.— A. Les partis et les organisations de chaque pays ou
» nation forment une section qui se prononce sur l'admission
» de tous les partis et organisations des pays ou nations
» concernés.

» Les partis et organisations non admis par la section
» compétente ont le droit d'appel au Bureau Socialiste Inter-
» national, qui décide en dernier lieu ;

» B. Le Comité National de chaque section ou à son défaut
» le secrétariat de chaque parti affilié transmettront aux
» groupements socialistes et autres organisations affiliées les
» invitations à assister au Congrès International et les réso-
» lutions prises par le Bureau Socialiste International ;

» C. Les textes de toutes les propositions doivent se trou-
» ver en possession du Bureau quatre mois entiers avant la
» date fixée pour la réunion du Congrès International et être
» distribués un mois après réception.

» Aucune nouvelle résolution ne sera acceptée, distribuée
» ou discutée, si elle n'a pas été soumise à cette procédure,
» les affaires urgentes exceptées. Le Bureau Socialiste Interna-
» tional est seul compétent pour prononcer l'urgence, mais
» les amendements ou résolutions doivent être inscrits et
» soumis au Bureau International qui décidera si les amen-
» dements sont acceptables ou non et ne constituent pas une
» tentative de formuler des résolutions nouvelles sous forme
» d'amendements.

« III.— Le mode de votation aux congrès internationaux est
» déterminé par les règles suivantes :

» A. La votation se fait par tête. Elle se fait par section
» nationale, chaque fois que *trois* sections représentées en
» expriment le désir ;

» B. Chaque section aura un nombre de voix variant de
» deux à vingt suivant une liste qui sera dressée pour la
» première fois par le Bureau Socialiste International en
» fonctions en 1906-1907. Cette liste sera revisée périodi-

» quement ou selon que les circonstances l'exigeront ;

» C. La répartition des voix, pour chaque section, sera » fixée :

» a) D'après le nombre des cotisants en tenant compte du » nombre des habitants ;

» b) D'après l'importance de la nationalité ;

» c) D'après la force de l'organisation syndicale et coopé- » rative socialiste ;

» d) D'après la puissance politique du ou des partis so- » cialistes.

» L'affiliation des cotisants sera prouvée par tous docu- » ments ou pièces que pourra demander le Bureau.

» D. La section répartit les voix qui lui ont été attribuées. » Dans le cas où l'ensemble des partis ou organisations, » formant la section, n'ont pu s'entendre sur la répartition » des voix, celle-ci sera effectuée par le Bureau Socialiste » International.

« IV. — Un Bureau Socialiste International, constitué sur » la base de la représentation des sections nationales aux » Congrès internationaux, continuera les fonctions de ceux-ci. » Chaque section pourra envoyer au Bureau *deux* délégués » mandatés. Les délégués peuvent se faire remplacer par des » suppléants, mandatés par les partis affiliés. Les secrétaires » nationaux de la Commission Interparlementaire auront » qualité de *délégué adjoint* au B.S.I. et pourront, en cette » qualité, assister aux réunions du Bureau Socialiste Inter- » national.

« V. — Le Bureau a un secrétaire permanent dont les » fonctions ont été déterminées par le Congrès de Paris de » 1900. Le siège du secrétariat est fixé à Bruxelles et la délé- » gation belge fait fonction de comité exécutif.

« VI. — La cotisation de chaque parti affilié sera perçue au » mois de janvier de chaque année sur la base d'un barême à » dresser périodiquement par le Bureau. »

A) Amendement proposé par l'**Independent Labour Party** (Great Britain)

« *Que le règlement du Congrès International soit amendé de telle façon qu'une association professionnelle* Bona Fide, *ou une fédération de syndicats puisse participer au Congrès, avec tous les droits et privilèges attachés à cette admission, comme une section du mouvement international de la classe ouvrière, à condition que cette association ou fédération se déclarent favorables à l'action politique d'accord avec des partis socialistes, avec lesquels elles ont contracté alliance* ».

Proposition du **Bureau :**

Le Bureau propose au Congrès d'écarter cet amendement qui est en contradiction formelle avec la décision de la Conférence de Bruxelles ratifiée par le congrès de Paris de 1900.

B) Amendement du **Parti Socialiste Italien** en Suisse.

« Le Congrès du Parti Socialiste Italien en Suisse — parti » qui adhère au *Parti socialiste* d'Italie et, par cela même, au » B.S.I., — a décidé de demander au Congrès de Stuttgart de » discuter l'adoption d'une *carte de membre* ou *carte d'identité,* » égale pour tous les partis adhérant au B. S. I., émise par le » Bureau lui-même et valable au même degré dans tous » les pays. »

Proposition du **Bureau** :

Le Bureau propose au Congrès d'écarter cet amendement qui présuppose une organisation internationale centralisée inexistante.

B) Les Statuts de la Commission Interparlementaire

ARTICLE 1. — La commission interparlementaire (C. I.) a été constituée le 20 août 1904 par le congrès socialiste international d'Amsterdam en exécution des résolutions suivantes, arrêtées par les congrès socialistes internationaux de Londres et de Paris :

> Le comité socialiste international devra exiger des groupes socialistes parlementaires nationaux l'organisation d'une commission spéciale interparlementaire pour faciliter une action commune sur les grandes questions politiques et économiques internationales. Cette commission sera adjointe au Comité socialiste international.
>
> Congrès de Paris 1900.
>
> Une conférence interparlementaire a été créée. Elle se compose d'un délégué par nation. Elle a pour but d'uniformiser le travail parlementaire dans tous les pays. (Les communications doivent être adressées au citoyen Edouard Vaillant.)
>
> Congrès de Londres 1896.

ART. 2. — L'année d'association commence le 1er septembre et se termine le 31 août.

ART. 3. — Membres de la C. I. sont :

Les groupes parlementaires des partis affiliés au Bureau socialiste international et qui se sont présentés pour devenir membres de la C. I. En cas de présentation, le groupe parlementaire délègue un de ses membres comme correspondant. Chaque groupe parlementaire est censé représenter le parti auquel il appartient.

ART. 4. — Les fonctions de Secrétaire de la C. I. seront remplies par le Secrétaire du B. S. I.

ART. 5. — Chaque groupe parlementaire se considère comme un Bureau d'Information qui fournit selon ses moyens,

tous les renseignements demandés par les membres de la C. I., aussi bien en ce qui concerne l'action parlementaire et la législation des différents pays, qu'au point de vue de la situation économique de ces derniers.

ART. 6. — Les finances de la C. I. se composent des contributions et des dons volontaires de ses membres. La contribution de chaque parti dépend du nombre des députés qu'il envoie au parlement et s'élève à 5 francs pour chaque député.

ART. 7. — Tous les ans aura lieu, à la suite de la réunion du Bureau, une assemblée à laquelle seront admis tous les membres des groupes parlementaires qui se sont affiliés à la C. I.

Cette assemblée désignera l'endroit où se tiendra l'assemblée suivante.

ART. 8. — Il y aura aussi des assemblées extraordinaires, dans lesquelles chaque groupe parlementaire pourra se faire représenter par deux ou plusieurs députés.

ART. 9. — Une telle assemblée extraordinaire sera toujours convoquée dans le cas où 5 groupes parlementaires en exprimeront le désir.

Une telle assemblée extraordinaire sera encore convoquée en même temps et au même lieu que la réunion du Bureau Socialiste International dès que, secrets ou publics, des événements pourraient faire craindre un conflit entre gouvernements, rendre une guerre possible ou probable, à l'effet de déterminer et concerter les moyens d'action ouvrière et socialiste, commune et combinée, pour prévenir et empêcher la guerre.

ART. 10. — Le Bureau Socialiste International a le droit de se faire représenter dans chaque assemblée de la C. I., d'y prendre part aux discussions, d'y proposer des résolutions et d'y émettre une voix consultative.

ART. 11. — Le système de suffrage sera conforme à celui qui est appliqué par le Bureau Socialiste International.

ART. 12. — Ces statuts, ainsi que leurs modifications ultérieures, n'entreront en vigueur qu'après être approuvés par le Bureau Socialiste International.

Proposition du **Bureau :**

Le Bureau propose de voter *en bloc* et *sans discussion* le règlement du *Congrès* et du *Bureau*, ainsi que les statuts de la *Commission Interparlementaire*, parce que ce règlement et ces statuts sont l'œuvre des délégués mandatés par les partis affiliés.

III

Le Militarisme et les Conflits Internationaux

—

A) Résolution proposée au nom du **Parti Social-démocrate allemand**, par A. BEBEL.

Les guerres entre Etats, basés sur l'ordre économique capitaliste, sont généralement des conséquences de leur concurrence rivale sur le marché mondial, car chaque Etat ne tend pas seulement à s'assurer l'usage de ses débouchés, mais encore à en acquérir de nouveaux, politique dans laquelle l'asservissement de peuples étrangers et la confiscation de leurs terres jouent un rôle principal.

Les guerres sont favorisées par les préjugés d'un peuple contre un autre, préjugés que l'on cultive systématiquement chez les nations civilisées dans l'intérêt des classes dominantes.

Les guerres sont donc de l'essence du capitalisme ; elles ne cesseront que lorsque l'ordre capitaliste sera supprimé ou lorsque la grandeur des sacrifices en hommes et en argent, exigés par le développement de la technique militaire, et la

révolte provoquée par les armements, auront poussé les peuples à renoncer à ce système.

La classe ouvrière particulièrement, chez laquelle on recrute de préférence les combattants et qui principalement doit en faire les sacrifices matériels, est l'adversaire naturel des guerres, parce que celles-ci sont en contradiction avec le but qu'elle poursuit : la création d'un nouvel ordre économique, basé sur la conception socialiste et destiné à traduire en réalité la solidarité des peuples.

C'est pourquoi le congrès considère qu'il est du devoir de tous les travailleurs et spécialement de leurs représentants dans les parlements, de combattre de toutes leurs forces les armements de terre et de mer en signalant le caractère de classe de la société bourgeoise et les mobiles qui poussent au maintien des antagonismes nationaux, et de refuser tout soutien pécuniaire à cette politique.

Le Congrès voit dans l'organisation démocratique du système de défense, comprenant tous les citoyens en état de porter les armes, une garantie réelle rendant impossibles les guerres agressives et facilitant la disparition des antagonismes nationaux.

Quand une guerre menace d'éclater, les travailleurs et leurs représentants parlementaires des pays concernés sont obligés de faire tout leur possible pour éviter que la guerre n'éclate en recourant aux moyens qui leur semblent les plus efficaces, et dans le cas où elle éclaterait quand même, de faire en sorte qu'elle prenne fin rapidement.

B) Résolution du **Parti Socialiste** (Section française de l'Internationale ouvrière).

1. — Le Congrès confirme à nouveau les résolutions des Congrès internationaux antérieurs :

1° Pour l'action contre le militarisme et l'impérialisme qui ne sont autre chose que l'armement organisé de l'Etat pour le maintien de la classe ouvrière sous le joug économique et politique de la classe capitaliste ;

2° *Pour rappeler à la classe ouvrière de tous les pays qu'un gouvernement ne peut menacer l'indépendance d'une nation étrangère sans atttentat contre cette nation, sa classe ouvrière, et aussi contre la classe ouvrière internationale ; que la nation et sa classe ouvrière menacées ont le devoir impérieux de sauvegarder leur indépendance et autonomie, contre cet attentat, et le droit de compter sur le concours de la classe ouvrière de tous les autres pays ; que la politique antimilitariste et uniquement défensive du Parti socialiste lui commande de poursuivre, à cet effet, le désarmement militaire de la bourgeoisie et l'armement de la classe ouvrière par l'armement général du peuple.*

II. — Le *Congrès, confirmant les décisions des précédents Congrès internationaux et du Bureau international ;*

Considère la solidarité internationale des prolétaires et des socialistes de toutes les nations comme leur premier devoir ;

Lεur rappelle qu'au 1er mai, ils manifestent chaque année pour elle et sa première conséquence nécessaire, le maintien de la paix internationale ;

Et les invite, au moment où, en présence de la révolution russe naissante, du tzarisme aux abois et des impérialismes voisins songeant à le secourir ; où, devant les entreprises et pirateries capitalistes et coloniales incessantes, le Bureau international et la Conférence interparlementaire ont dû, avec l'assentiment des partis socialistes de tous les pays, prendre les dispositions nécessaires pour réunir leurs délégués et les mettre à même, en cas de conflit international menaçant, de décider les mesures pour le prévenir et l'empêcher ;

Les invite à rendre possible l'effet de ces décisions au moyen de l'organisation ouvrière socialiste nationale et internationale d'une action préparée, ordonnée et combinée, qui mette en chaque pays, tout d'abord dans les pays concernés, et suivant les circonstances en activité, toute l'énergie et tout l'effort de la classe ouvrière et du parti socialiste pour la prévention et l'empêchement de la guerre par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les

manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et à l'insurrection.

c) Rapport avec amendement présentés par Léon TROCLET, au nom du **Parti Ouvrier Belge.**

Pour bien poser la question, il importe de se rappeler les résolutions sur les conflits internationaux et votées par le *Bureau* et la *Commission Interparlementaire*, mais ces résolutions n'indiquent pas de moyens préventifs.

Certes, l'accord socialiste sera unanime quand il s'agira de combattre les dangers de l'encasernement, diminuer les charges personnelles et financières du militarisme, repousser les budgets de la guerre des gouvernements actuels, protester contre l'emploi de soldats dans les grèves.

Mais où surgiront les divergences de vue très profondes, c'est lorsqu'il faudra fixer les moyens préventifs de la guerre.

En 1891, une proposition se fit jour au congrès international de Bruxelles, une proposition ainsi conçue :

« Le Congrès international du Parti Ouvrier socialiste » déclare que les socialistes de tous les pays répondront à la » proposition d'une guerre par un appel au peuple pour » proclamer la grève générale. »

Treize nationalités votèrent contre cette proposition. Trois seulement l'appuyèrent.

Deux ans après,au Congrès international de Zurich,l'auteur de la proposition de 1891 parlait bien encore de la grève générale, mais ce moyen n'apparaissait plus que comme accessoire.

Ce qui était le principal, c'était la « *grève militaire* ».

Voici en effet le texte exact de sa proposition :

« Le Congrès invite le Parti Ouvrier international à se tenir » prêt à répondre immédiatement à la déclaration de guerre » de la part des gouvernements, par une grève générale, » partout où les ouvriers peuvent exercer une influence sur la » guerre, et dans les pays en question, par la grève militaire ».

Cette proposition eut le même sort que la première au Congrès de Bruxelles.

Le Congrès de Zurich accepta à une grande majorité une proposition de la Socialdémocratie allemande amendée, disant que les mandataires socialistes doivent repousser tous les crédits militaires, protester contre les armées permanentes, réclamer le désarmement, appuyer les associations qui ont pour but la Paix Universelle, et faire à l'armée de la propagande en faveur de nos conceptions.

L'idée de 1893 a été reprise par Hervé dans deux formes différentes. Aux pages 170 et 171 de son livre : *Leur Patrie,* il dit :

« Il y a deux tactiques qui s'imposent à l'attention du Parti » internationaliste :

» La première est la plus simple, la plus simpliste même : » lors de la mobilisation, les réservistes rejoindraient leur » régiment, se laisseraient armer, et une fois armés, non seule- » ment refuseraient de marcher, mais s'empareraient des » pouvoirs publics et des instruments de travail, dont ils » remettraient la gestion à la Bourse du travail du lieu. »

Comme Hervé veut bien faire prompte justice de cette première tactique parce qu'elle se heurte à des difficultés presque insurmontables, nous nous contenterons de la signaler et nous arrivons de suite à la seconde :

« Une autre tactique s'offre heureusement aux socialistes » internationalistes, qui présente moins de difficultés ; elle » peut se résumer en deux mots : Désertion des camarades » sous les drapeaux et grève des réservistes. »

Pour Hervé, il appartient au Parti Socialiste de faire le choix, dans un Congrès, entre les deux tactiques qu'il vient d'indiquer. (1).

Il importe de faire remarquer que cette seconde tactique est aussi simple et même plus simpliste que sa première, et que la façon subtile et prompte avec laquelle son auteur a démoli

---

(1) *Leur Patrie*, par G. HERVÉ, page 172.

la première n'est pas de nature à nous tranquilliser sur la possibilité de mettre à exécution la seconde. S'il était vrai que nous devrions absolument faire un choix, nous pencherions plutôt pour la première,qui nous laisserait au moins l'espoir d'avoir les armes dans nos mains.

En lisant le développement de la première proposition, on est d'abord étonné de la grandiose naïveté qui s'en dégage, mais peu à peu, à la réflexion, on est saisi d'épouvante à la pensée que pareille tactique pourrait trouver des adeptes nombreux.

Si l'on fait le recensement de votes socialistes dans tous les pays, on arrive à cette conclusion que dans l'Europe centrale et occidentale, nous disposons peut-être du cinquième des électeurs. Si nous avons avec nous le cinquième ou même le quart des citoyens valides, si le quart des soldats ne se rendent point aux ordres de la mobilisation, les voilà « disséminés », cachés, « sans armes » chez des camarades.La société bourgeoise dispose encore des forces de police dans tous les pays; dans certains autres, de la garde-civique ou autre armée nettement bourgeoise, plus les trois quarts de l'armée. Les uns après les autres, on viendra cueillir les déserteurs, tout simplement. Ceux qui ne voudront pas marcher, on les fusillera sans plus et, pour les autres, on se souviendra de la tactique prêtée à Pierre-le-Grand, qui faisait toujours marcher les soldats rebelles au premier rang. La grève militaire ne sera possible que le jour où la majorité des citoyens d'un pays sera conquise au socialisme d'une manière consciente. Mais ce jour-là, nous disposerons probablement de la majorité dans les pouvoirs publics et il sera beaucoup plus facile de ne point déclarer la guerre. En outre, comme on l'a déjà dit à Zurich, après le système de la grève militaire, le pays le plus socialiste serait livré sans défense au pays le plus retardataire.

Domela Nieuwenhuis lui-même s'élevait avec véhémence contre cette thèse en s'écriant : « Quand nous parlons de la grève militaire, nous ne parlons pas des hommes en service actif, qui seraient immédiatement écrasés, mais des *soldats de la réserve*, qui resteraient paisiblement chez eux ».

Cette contradiction sur un point essentiel de la mise à exécution de cette tactique montre bien le flottement considérable qui existe dans la pensée de ceux qui se réclament de ce moyen.

On sait que l'excuse à la désertion est celle-ci : « Que m'importe à moi d'être français, anglais, allemand, autrichien, italien, belge, etc. Prolétaire, je n'ai rien à gagner ni à perdre ».

Or, chose bizarre, Hervé rassure surtout les petits boutiquiers et les paysans propriétaires de son milieu. On ne les massacrerait pas, on ne leur enlèverait pas leur fonds de commerce, on leur laisserait leur lopin de terre, « parce qu'au XXe siècle une guerre entre européens est réglée par le droit des gens, on ne massacre plus les vaincus et on laisse la propriété aux propriétaires. »

Evidemment, pour le petit propriétaire de l'Yonne, être citoyen anglais, belge ou français, c'est la même chose. Il n'y a que de légères différences. La question est de savoir si les prolétaires, qui, d'après le génie de chaque pays, sont parvenus, après des années d'efforts et d'organisation syndicale, coopérative et politique, à conquérir quelques minces avantages, les retrouveraient encore au lendemain de l'annexion. Ou, s'ils en retrouvaient d'autres en compensation, y attacheraient-ils le même prix qu'à ceux qui lui ont conquis de haute lutte ?

La vérité est qu' « internationalisme » ne signifie pas, à notre avis, suppression radicale des nationalités telles que les circonstances politiques et historiques les ont constituées.

Internationalisme signifie d'après nous entente, fédération, immédiate des peuples autonomes. De même que chaque individu a besoin d'une certaine autonomie pour donner libre cours au plein développement de son individualité, les agglomérats de population réclament aussi une certaine indépendance pour donner toute la puissance de leur originalité et de leur génie particulier à l'œuvre commune de réalisation du régime socialiste.

Vouloir s'y opposer, ne serait-ce pas faire œuvre de réaction ?

Certes, pour la petite bourgeoisie paysanne propriétaire, trouvant sur sa terre ce dont elle a besoin pour vivre, être belge, français, etc., cela lui est indifférent. La législation strictement ouvrière ne l'intéresse guère non plus. La seule chose qui ne lui irait pas autant, serait pourtant d'être envahie par une nation asiatique comme la Turquie.

Aussi le théoricien de ces sentiments sur la question de patrie ne supprime pas totalement l'idée patriotique, et à différentes reprises il préconise de changer les patries actuelles pour une autre plus vaste : « l'Europe », dont il retrancherait évidemment la Turquie. Quant à la Russie, cela dépendrait beaucoup de la tournure que prendra la présente révolution. La patrie européenne prendrait ainsi la place des patries actuelles. La patrie serait différente, mais il y aurait tout de même encore des patries. Ce qui prouve, une fois de plus, que la recherche de l'absolu oblige toujours les « rechercheurs » à s'arrêter en route.

Nous ne pouvons terminer ce rapport sans donner l'avis que les Jeunes Gardes Socialistes Belges ont émis à l'unanimité dans leur dernier congrès de la Pentecôte. Un des délégués proposait le texte suivant : « Les partis socialistes et les » syndicats de tous les pays doivent dans tous les cas s'op- » poser à la guerre. Les moyens les plus décisifs de cette » opposition sont la grève générale et le *refus de mobilisa-* » *tion.* »

Mais le congrès des Jeunes Gardes ne voulut point adopter cette thèse sans un correctif important que contient l'amendement suivant : « Il est donc urgent de voir les différentes orga- » nisations socialistes du monde étudier la tactique à suivre » en cas de conflit, afin que l'on sache *s'il est possible* d'orga- » niser cette résistance à la guerre simultanément dans les » pays en conflits ». Cet amendement était donc une sorte de question préalable !

Le Parti Ouvrier Belge, à la presque unanimité, a donc

voté la résolution Bebel du *Parti Socialdémocrate allemand*, complétée par la *résolution française*, auxquelles l'on pourrait ajouter l'*amendement* suivant :

« Par là, le congrès de Stuttgart n'entend pas limiter le choix de tous les moyens à employer éventuellement. Les circonstances de temps et de lieu, et surtout la puissance positive du prolétariat au moment décisif peuvent seuls trancher la question de la possibilité d'une intervention et donner des indications sérieuses sur le choix des moyens à employer. »

D) Résolution proposée par la **Social Democratic Federation** (Great Britain)

RÉSOLUTION

Le congrès rédigera, sur la base des principes généraux, une déclaration relative à la politique socialiste internationale, et donnera mandat au Bureau de publier des recommandations indiquant les lignes particulières à suivre, dans le cas où surviendrait une crise, menaçant de compromettre la paix internationale.

Proposition du **Bureau :**

Le Bureau propose au Congrès de mettre cette question à l'ordre du jour.

IV

Les Rapports entre les partis politiques socialistes et les organisations syndicales

A) A la suite d'une décision du Bureau (9 juin 1907), le secrétaire s'est adressé à tous les partis affiliés pour obtenir une note officielle sur les rapports existant entre les syndi-

cats et les partis politiques. Sa lettre détaillait le questionnaire suivant :

1° Quels rapports votre parti politique a-t-il avec les organisations professionnelles (syndicats)?

2° Les syndicats professionnels sont-ils affiliés à votre parti politique en tant que groupes? Lui paient-ils une cotisation?

3° Si les syndicats ne sont pas affiliés directement, les syndiqués sont-ils tenus d'être membres de votre parti politique?

4° Les Comités directeurs des organisations politiques et des syndicats ont-ils des assemblées communes pour s'entendre sur les questions qui les concernent tous deux?

5° Les syndicats font-ils de la propagande socialiste auprès de leurs membres?

A la date du 15 juillet, les réponses suivantes étaient parvenues au Bureau.

RÉPONSE DU PARTI SOCIALDÉMOCRATE ALLEMAND.

1° Les rapports entre le parti et les syndicats sont des meilleurs. Les leaders de syndicats sont presque tous sans exception, des compagnons connus ;

2° Les syndicats sont autonomes. Ils ne sont pas affiliés au parti et ne lui paient pas de cotisations;

3° Les membres des syndicats ne doivent pas être membres du parti;

4° Les Comités des deux organisations ont des assemblées communes, avec les comités des unions nationales comme avec les comités des organismes locaux ;

5° Les syndicats ne font pas officiellement de propagande socialiste, mais bien dans les assemblées publiques et dans la presse syndicale.

PFANNKUCH, secrétaire.

RÉPONSE DU PARTI SOCIALDÉMOCRATE DE HONGRIE

Nous pourrions répondre *oui* à toutes vos questions, mais nous devons expliquer la situation. En Hongrie, tout le parti politique se compose en réalité des organisations syndicales. Les unions politiques et ouvrières ne peuvent, d'après l'arrêté ministériel 1508 de l'année 1875 fonder de filiales. Les unions ne peuvent exercer une action que lorsque leurs statuts sont approuvés par le ministre de l'intérieur. Lorsque les ouvriers veulent fonder une union, ils doivent envoyer leurs statuts au ministre de l'intérieur Mais celui-ci a l'habitude de repousser les statuts avec la remarque que les unions n'ont pas été créées pour atteindre le but indiqué dans les statuts, mais qu'elles ont l'intention de se livrer à des menées dangereuses pour l'Etat. Comme nous n'avons pas de loi sur le droit de coalition, nous sommes livrés à l'arbitraire ministériel et nous n'avons pas encore réussi à fonder une union politique.

Le parti, lui, existe sur la base des statuts d'organisation adoptés au congrès de 1906. D'après ces statuts, qui n'ont pas été soumis au ministre, le parti se compose d'organisations locales, qui constituent, dans chaque comitat (département) une organisation de comitat, et la réunion de ces dernières forme alors une organisation de dictrict.

Les organisations locales se composent d'hommes de confiance de chacune des organisations professionnelles dites libres, existant dans la ville concernée.

Il est encore à remarquer également, qu'avant l'année 1902, les unions syndicales n'avaient pas le droit de créer des filiales (groupes locaux, bureaux de paiement), de telle manière qu'il n'existait en Hongrie que des unions professionnelles isolées et locales.

Les unions professionnelles et les unions nationales qui travaillent avec des statuts, admis par le ministre, de même que les groupes locaux des unions, ne peuvent s'occuper de

politique. De ce fait, les ouvriers organisés se virent obligés de créer des organisations libres qui travaillent sans statuts autorisés et pour ainsi dire en secret. Ces organisations libres constituent ainsi la base du parti et du mouvement politique.

Les membres de ces organisations sont les membres du parti et paient une cotisation hebdomadaire, » cotisation de parti, » de 2 Heller.

Comme les organisations précitées existent sans autorisation des autorités, on ne peut pas forcer la totalité des membres des syndicats de payer des cotisations au parti. Cette cotisation est payée, la plupart du temps, par ceux-là des ouvriers qui sont des socialdémocrates convaincus et veulent soutenir le parti. Il arrive bien souvent que des organisations libres encaissent la cotisation due au parti et que des indifférents en politique ou des ennemis des ouvriers dénoncent l'Union ou les groupes locaux aux autorités. A la suite de ces dénonciations, les unions ou les groupes locaux sont très souvent dissous. C'est ainsi que les cinq derniers mois, plus de 200 groupes locaux ont été ou bien dissous, ou bien, leur demande de reconnaissance n'a pas même été prise en considération.

A la tête du mouvement politique se trouve la « Direction » du Parti Socialdémocrate Hongrois, et à la tête du mouvement syndical, le *Conseil syndical Hongrois*. Il arrive très souvent que la direction du Parti et le Conseil syndical ont une réunion commune, pour s'entendre sur une question commune, pour mener une action commune.

Les organisations libres s'occupent de la propagande socialiste auprès de leurs membres. Les syndicats n'osent pas la mettre en pratique pour les raisons indiquées — qu'ils ne peuvent s'occuper de politique.

Pour éclairer les indifférents à la politique, et éveiller en eux de la sympathie pour le mouvement politique du Parti Socialdémocrate, nous donnons dans les syndicats des conférences sur les sciences sociales.

HOROWITZ, secrétaire.

RÉPONSE DU PARTI SOCIALISTE POLONAIS (P. P. S.)

Remarques générales. — Le mouvement syndical en Pologne est de date très récente. Il a commencé après la grande grève d'Octobre 1905. Il comprend trois types d'organisations professionnelles : 1) les *syndicats neutres*, dont l'action est basée sur la lutte des classes et qui sont propagés par le P.P.S.; 2°) les *syndicats affiliés* au parti « Social-démocrate de Pologne et de Lithuanie » ou au « Bound » ; 3°) les *syndicats jaunes* (nationalistes et de la « Démocratie chrétienne »).

Les réponses, qui suivent, concernent donc les rapports entre notre parti et les syndicats du type n° 1.

1° Le *Parti Socialiste Polonais* a formé une « Commission d'organisation des syndicats ». Elle est affiliée au parti et se compose de membres du parti. Son but est d'organiser les syndicats, de les relier entre eux et en général, de les aider en leur adjoignant des conseillers compétents Ces syndicats forment des organisations démocratiques et autonomes. Les influences du parti sont donc d'un ordre exclusivement moral. Au moment où les syndicats se seront développés et pourront se suffire à eux-mêmes, la Commission aura terminé sa tâche.

2° Les syndicats sont neutres en tant qu'ils groupent tous les ouvriers, acceptant le principe de la lutte de classe. Les membres des syndicats ne sont donc pas tenus d'être membres de notre parti ou d'un autre parti quelconque.

4° Des assemblées communes entre les partis politiques et les syndicats ont lieu chaque fois qu'une entente sur des questions concernant les deux organismes est nécessaire.

5° Les syndicats ont accepté une question de principe qui vise la nécessité d'une action parallèle des ouvriers dans les partis politiques et qui indique comme but final de ces deux efforts, l'émancipation intégrale de la classe ouvrière.

RÉPONSE DE LA "SOCIAL DEMOCRATIC FEDERATION" D'ANGLETERRE

1° Depuis sa constitution en mars 1881, la S.D.F. s'est toujours opposée à l'abstention de la politique, attitude défendue par les anciennes Trade-Unions, et elle a encore plus combattu l'alliance très intime de certains membres directeurs des syndicats avec le Parti libéral, parti capitaliste, ce qui a eu pour conséquence de permettre à ceux qui ont ainsi trahi les intérêts de leurs camarades et les soutiens de la classe ouvrière d'accepter des postes élevés et même d'entrer dans le cabinet. Néanmoins, nous n'avons jamais manqué d'aider en toute manière, personnellement et pécuniairement, chaque grève qui a eu lieu depuis 1881, même quand nous doutions de la valeur d'une simple grève comme arme contre le capitalisme organisé, et notre groupement a invariablement fait de la propagande en faveur de chaque mesure parlementaire, acceptée par les trade-unions et qui pouvait être de quelque utilité aux trade-unions et ouvriers en général. Tout ceci a été gentiment reconnu par George Barnès, M. P., à un grand meeting public tenu à Hanley pendant le congrès syndical d'il y a deux ans. Nos relations avec les trade-unions peuvent être regardées comme amicales, lorsque les syndicats marchent contre les capitalistes, et nous les estimons pour leur tendance croissante a se rapprocher du socialisme. Nous recommandons toujours aux ouvriers de faire partie du syndicat de leur métier.

2° Non.

3° Non.

4° Des comités mixtes de la S. D. F. et des Trade-Unions sont formés fréquemment pour organiser une action concertée pour des questions comme le chômage, la démonstration du 1r Mai, l'entretien des enfants par l'État, et les relations ainsi établies sont devenues, depuis des années, de plus en plus cordiales. Les membres de la S. D. F. ont contribué à former

les trade-unions nouvelles qui jouissent du plus grand succès et de la plus grande influence, et à leur tour, les délégués de celles-ci ont défendu en grande majorité et fait passer aux congrès annuels suivants des Trade-Unions des résolutions socialistes. Les résolutions dépasseront bientôt la phase des vœux platoniques et produisent déjà des effets pratiques.

5° Les trade-unions ne font pas officiellement de propagande socialiste, mais 75 p. c. des membres de la S. D. F. sont membres de leurs trade-unions, et, par leur intermédiaire, l'idée socialiste pénètre constamment dans les rangs du trade-unionisme. Lorsque les anciens leaders, entièrement élevés dans l'école bourgeoise de la pensée et de l'action, auront disparu ou seront mis à la retraite, il n'y a pas de doute qu'ils auront des socialistes comme successeurs, et en fait, en ce moment déjà, le remplacement se fait ainsi. Les leaders socialistes des syndicats répandront le socialisme par l'intermédiaire de leurs syndicats. Ils le font déjà maintenant quand ils font partie du Comité Exécutif.

LEE, secrétaire.

RÉPONSE DU PARTI OUVRIER BELGE

1° Les syndicats, basés sur la lutte des classes, feront bientôt, en immense majorité, partie de la *Commission Syndicale du Parti Ouvrier et des Syndicats Indépendants*, et les 9/10 de ces syndicats constituent en fait, avec les groupes coopératifs et politiques, le *Parti Ouvrier Belge* Dans ces derniers temps, le syndicat des diamantaires s'est détaché de la dite Centrale et, pour des motifs futiles, a constitué une Centrale syndicale nouvelle dont, heureusement, ne font partie que quelques petits syndicats sans importance qui se trouvent sous la coupe des diamantaires et quelques vagues groupes anarchistes du même calibre. Les syndicats qui constituent le Parti Ouvrier sont représentés au *Conseil Général du Parti* par les délégués de leur Fédération nationale.

2° Les syndicats professionnels affiliés paient des cotisations comme groupes, par tête de membre.

3° Nous ne comprenons pas en Belgique l'affiliation personnelle qui ne serait pas l'affiliation collective.

4° Comme je l'ai dit plus haut, les 9/10 des syndicats basés sur la lutte des classes font partie intégrante du parti et délibèrent donc au sein du Conseil Général avec les délégués des Fédérations politiques. D'autre part, 2 délégués du Parti siègent au sein du Bureau de la Commission Syndicale et 2 délégués de la Commission Syndicale siègent au sein du Conseil Général du Parti. Les relations sont donc organiques.

5° Les syndicats affiliés font évidemment de la politique socialiste et un grand nombre de syndicats non affiliés, mais basés sur le principe de la lutte des classes, prétendent même faire plus de propagande socialiste que leurs collègues affiliés.

G. MAES, secrétaire.

RÉPONSE DU PARTI SOCIALDÉMOCRATE TCHÉCO-SLAVE DE BOHÊME.

1° Le Parti Socialdémocrate Tchéco-Slave se trouve dans les relations les plus intimes avec les syndicats. Ceux-ci sont pénétrés de l'idée socialiste et constituent la colonne vertébrale du Parti.

Tout socialdémocrate doit être membre de son syndicat.

2° Les membres ne sont pas formellement membres du Parti et ne paient pas de cotisations.

3° Mais les syndiqués doivent être membres du Parti. Cette stipulation se trouve dans les statuts d'organisation du Parti et l'on veille à leur application.

4° Les comités syndicaux et politiques se réunissent. L'organisation de tous les grands mouvements politiques et syndicaux est discutée et décidée en commun, et en commun l'on essaie de réaliser ce qui a été résolu.

5° Oui, les syndicats s'occupent de propagande politique.

Les organisations syndicales ne sont considérées, chez nous, que comme des moyens pour atteindre le but, pour intensifier le sens de la lutte du prolétariat qui a pour devoir de s'emparer de la puissance politique et réaliser, après la démocratisation, la socialisation des moyens de production et de toute la société.

NEMEC.

RÉPONSE

DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER D'ESPAGNE.

Première question. Sur les rapports de notre parti avec les organisations syndicales, il est à remarquer que, en exceptant les syndicats qui se trouvent sous l'influence des républicains ou des anarchistes, nous avons, avec tous les autres, d'excellentes relations d'amitié. Notre ami Iglesias, qui est le président du Comité National du Parti Ouvrier, préside aussi le *Comité National* de *l'Union Générale des Travailleurs* (Confédération des syndicats).

Deuxième question. Quoiqu'en petit nombre, il y a des syndicats adhérant au *Parti Socialiste Ouvrier* (la plupart d'eux sont formés d'ouvriers des champs), lesquels paient des cotisations au Comité Central et jouissent des mêmes droits et ont les mêmes devoirs que les groupes politiques socialistes.

Troisième question. Nos syndicats, hors ceux qui adhèrent au parti, ne forcent pas leurs syndiqués de s'affilier au parti. Par leurs règlements, les syndiqués restent libres de s'affilier au parti politique qui leur plaît.

Quatrième question. Il y a beaucoup de mouvements — tels que la Manifestation du 1r Mai, les protestations contre les violences du gouvernement en cas de grève ou en d'autres conjonctures, les demandes d'améliorations législatives et toutes les questions qui intéressent la classe ouvrière en général, — où les Comités du Parti Socialiste et des syndicats, tant nationaux que locaux, agissent d'accord.

Cinquième question. Nos associations professionnelles se bornent, en général, à faire la propagande syndicale ; cependant, quelquefois, dans certains cas, leurs membres unissent cette propagande à celle du *Parti Ouvrier Socialiste*. Presque dans tous les règlements de groupes socialistes, l'on stipule l'obligation pour les membres d'adhérer à leur syndicat de métier. Il ne faut pas oublier que la plupart des syndicats ont été fondés grâce à l'initiative et au travail des socialistes.

PABLO IGLESIAS MARIANO GRACIA CORTÈS,
Secrétaire.

RÉPONSE DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

1. Le Parti, soit dans ses sections, soit dans son comité central, a été parfois le créateur et parfois a aidé à la création de syndicats. Il n'existe pour ainsi dire pas de syndicats, de Chambres du travail ou des fédérations professionnelles qui ne soient dirigés et soutenus par des membres du Parti socialiste. Néanmoins, il n'existe aucun lien *officiel* entre parti et syndicats.

Jusqu'en l'année 1894, les syndicats (et les coopératives) adhéraient au Parti comme *sections* de celui-ci. La dissolution de 1904 (dissolution de toutes les sections du Parti à cause d'une forte réaction) nous a obligés à cette époque de constituer le Parti de sections telles qu'en cas de dissolution, le prolétariat n'aurait pas encouru de graves dangers. C'est pourquoi les sections sont composées exclusivement d'*adhérents individuels*. Les syndicats et les coopératives n'ont donc plus adhéré officiellement au Parti.

Depuis deux ou trois ans, il se développe un mouvement contraire, ayant également pour cause la répercussion du « syndicalisme ». Dans plusieurs provinces, lorsqu'il y a des congrès socialistes, les organisations économiques (syndicats et coopératives) sont invitées. Dans la province de Mantoue, on a fait plus encore. On y a constitué un « Parti Socialiste

de la province de Mantoue » composé d'une fédération provinciale et de groupes *socialistes* (politiques, inscrits au Parti) et de plusieurs fédérations provinciales : celle des syndicats, celle des coopératives et celle des sociétés de secours mutuels.

La direction du Parti, au lieu de s'opposer à cette nouvelle orientation, l'a saluée avec plaisir en l'appelant une expérience qu'il fallait suivre avec intérêt.

2. A cette question, j'ai déjà répondu au § 1.

3. Les ouvriers syndiqués ne sont pas obligés de s'inscrire au Parti, parce que jusque maintenant, les syndicats ne se sont pas déclarés *officiellement socialistes.*

Au contraire, les socialistes inscrits au Parti sont obligés d'appartenir à leurs syndicats respectifs. Cette règle de conduite a été fixée dans un congrès national et, généralement, elle est observée.

4. La direction du Parti a établi que chaque fois qu'elle sera convoquée (2 fois par an), on convoquera aussi à la réunion le comité central de la *Confédération du Travail,* organisation à laquelle sont affiliés tous les syndicats d'Italie. Plusieurs réunions en commun ont déjà eu lieu.

5. Les syndicats font souvent, et l'on peut même dire *toujours,* de la propagande socialiste parmi leurs membres, car la plus grande partie des syndicats sont dirigés par des socialistes. En outre, dans les meetings et dans les grèves, on appelle des orateurs socialistes et l'on se sert des journaux socialistes.

MORGARI, secrétaire.

RÉPONSE DU PARTI OUVRIER NORVÉGIEN

1. Les syndicats vont toujours au scrutin d'accord avec le parti.

2. Oui. — Les syndicats sont presque tous socialistes. La plupart sont affiliés à notre parti et lui paient des cotisations. Ils paient même très souvent des contributions pour la propagande électorale du parti.

3. Non.

4. Mais les comités des syndicats ont des délégués au sein des comités du parti, comme le parti a des délégués au sein de l'organisation centrale des syndicats.

5. Oui. — Les membres des syndicats font une propagande constante parmi leurs camarades de travail. Aux élections et au travail de diffusion de notre presse, les membres des syndicats sont les agitateurs les plus dévoués.

Magnus NILLSEN, secrétaire.

Rapport sur les rapports entre les partis politiques socialistes et les associations professionnelles, présenté au nom du **Parti Ouvrier Belge,** par Louis DE BROUCKÈRE.

Dix-neuf résolutions de nos congrès s'occupent des syndicats et impliquent dans une certaine mesure leur collaboration à l'œuvre de l'Internationale. La question des rapports entre l'organisation professionnelle et les partis prolétariens n'a cependant jamais été mise explicitement à l'ordre du jour. Il semble que l'on songeait toujours à ce grave problème sans vouloir jamais l'aborder de front.

Cette contradiction apparente peut s'expliquer sans peine. D'une part les mille détails de la lutte quotidienne nécessitaient à tout moment, et chaque jour davantage, l'action combinée de tous les groupements ouvriers. Mais le faible développement d'autre part, l'état encore rudimentaire des unions de métier ne permettait pas de discerner avec précision et certitude le rôle qui leur était dévolu dans une organisation d'ensemble du prolétariat. L'on ne résolvait pas le problème parce que les éléments d'une solution positive n'étaient pas réunis.

En 89, en effet, la puissance syndicale était encore à naître partout, sauf en Angleterre. Mais depuis elle s'est victorieusement affirmée dans toute l'étendue du monde industriel. On ne comptait alors que quelques rares groupements isolés et

sans force réelle en dehors d'un très petit nombre de métiers privilégiés. Aujourd'hui, de véritables armées sont rangées sous la bannière de Centrales puissantes englobant les travailleurs de tout un pays et de tous les métiers. La croissance a été rapide au cours de la dernière décade du XIXe siècle et prodigieuse pendant le premier lustre du XXe. Ce n'est qu'en 1890 que se crée la commission générale des syndicats d'Allemagne; elle groupait l'année suivante 277 mille adhérents, 680 mille en 1900, 1,344 mille en 1905. De 46 mille en 92, les affiliés à la Commission autrichienne sont devenus 119 mille en 1900 et 323 mille en 1905. En 5 ans l'effectif syndical a doublé pour le moins en France, quadruplé aux Etats-Unis. Près de 9 millions d'hommes sont maintenant enrôlés dans les unions professionnelles de toute espèce (1), alors qu'il y a quinze ans

---

(1) Le 3e rapport international sur le mouvement syndical (Berlin 1907) donne comme ci-dessous l'effectif syndical total de divers pays :

Angleterre	1,866,755
Belgique	148,483
Danemark	92,091
Suède	114.935
Norvège	18,600
Allemagne	1,822,343
Autriche	322,049
Hongrie	71,173
Suède	5,074
Bulgarie	8,300
	4,469,803
Il faut y ajouter :	
Italie (dans les Chambres de travail)	347,839
Espagne (Union general de Trobajadores)	36,557
Hollande (environ)	30,000
Suisse	59,200
France (environ)	800,000
Etats-Unis (environ)	2,500,000
Autres pays (au moins)	500,000
Soit au total, environ	8,742,949

il n'y en avait pas 3 million, dont plus de la moitié étaient concentrés dans les royaumes unis. Les progrès de l'organisation et de la tactique ont été plus marqués encore que ceux des effectifs. Partout le localisme est en recul, les fortes unions nationales ont établi entre elles des rəlations internationales régulières et dans la plupart des pays une Centrale bien organisée coordonne les efforts de toutes les professions vers un but commun. L'on a partout aussi augmenté les cotisations, créé des états-majors réguliers et compétents, renouvelé les méthodes de combat. Le patronat a maintenant devant lui une force ouvrière disciplinée et aguerrie avec laquelle il est obligé de compter.

Une organisation aussi formidable ne pouvait se mettre en ligne sans exercer une influence profonde sur tous les autres groupements ouvriers. Les contacts se sont multipliés, d'accidentels ils sont devenus permanents. Des interpénétrations profondes se sont produites ensuite. Si bien que partis et syndicats se rencontent maintenant sur tous les points du champ de la bataille prolétarienne. Il ne leur est donc pas possible de poursuivre plus longtemps leur action indépendamment l'un de l'autre. Ils doivent combiner leurs efforts, s'entendre, sous peine de se contrarier constamment et de se combattre. L'heure est enfin venue où l'unité ouvrière, réalisée déjà avec succès dans quelques pays, deviendra partout possible et nécessaire.

* * *

Beaucoup de camarades, cependant, ne voient pas sans appréhensions l'évolution qui s'accomplit dans ce sens. Ils s'y opposent de tout leur pouvoir et n'y cèdent que dans la mesure de ce qu'ils ne peuvent éviter. Ils craignent que l'unité n'affaiblisse à la fin les syndicats et le parti. Ils préféreraient voir chaque organisation se cantonner dans un domaine particulier. On diviserait en somme le terrain des luttes ouvrières et l'on s'efforcerait de part et d'autre à respecter les

limites. Malheureusement pour le succès de cette conception, les luttes ouvrières se transforment de plus en plus en une lutte unique, la lutte de classe, indivisible par sa nature même. Aussi toutes les frontières que l'on a voulu tracer se sont-elles trouvées conventionnelles, factices et, dans la pratique,il n'en a jamais été tenu compte.

L'on a dit tout d'abord : l'action économique appartient aux syndicats, l'action politique au parti. La formule se répète encore par une vieille habitude, mais personne n'entreprendrait plus de la défendre sérieusement, car le rôle politique des syndicats saute aux yeux de tous ceux qui veulent se donner la peine de regarder.L'on a dit ensuite : aux unions de mener la lutte quotidienne sur le terrain professionnel et une certaine politique ouvrière pratique, aux groupes socialistes la politique générale du prolétariat, mais on n'a jamais proposé de règle un peu sûre pour distinguer l'une de l'autre ces deux politiques là. La division des tâches telle qu'on l'a conçoit aujourd'hui est encore différente.Le citoyen Molkenbuhr la précisait en ces termes au congrès de Mannheim : «A mon avis,disait-il, le parti et les syndicats ont des départements entièrement distincts dans le mouvement ouvrier. Les syndicats se sont donnés pour tâche d'améliorer la condition de la classe ouvrière dans la société actuelle. Le parti a, dans le domaine politique, à conquérir tout ce qui peut être conquis par la législation et en même temps à poursuivre la socialisation de la société. Le champ de travail est divisé et il est d'impérieuse nécessité que les organisations s'y adaptent » (1). Mais il ressort du texte lui-même que les deux domaines empiètent l'un sur l'autre, car ce qui peut être conquis par la législation améliore, j'imagine, la condition de la classe ouvrière dans la société actuelle et il est universellement admis maintenant que les syndicats doivent s'occuper de la législation au moins ouvrière.

---

(1) *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands,* abgehalten zu Mannheim, Berlin, 1906, p. 311.

Chacune de ces tentatives de classification accorde en vain à l'action des groupements professionnels un domaine plus étendu que ne le faisait la précédente. Aucune d'elles ne parvient à la circonscrire, aucune ne tient un compte suffisant de l'histoire récente du prolétariat et ne veut voir à quel point les méthodes syndicales se sont transformées et étendues. Observons cette transformation de plus près, rapprochée de l'évolution de la tactique socialiste elle-même, elle éclaire d'une vive lumière le problème posé devant nous.

I

La tactique syndicale moderne ne ressemble pas plus à celle d'autrefois que les vastes fédérations, groupant des centaines de milliers d'adhérents, étroitement alliés aux industries les plus diverses, ne ressemblent aux vieilles « chambres » dont les préoccupations ne dépassaient ni l'horizon de leur village ni les limites de leur métier. L'égoïsme corporatif est aujourd'hui dépassé. Je n'entends pas par là qu'il ne se manifeste plus nulle part, ni même qu'il soit un seul pays où il n'ait laissé aucune trace. Je veux dire simplement qu'à côté de ses nombreuses survivances, au-dessus d'elles, il s'affirme maintenant une pratique syndicale de classe d'une portée bien plus haute et d'une plus grande efficacité. Les vieux procédés particularistes ont fait partout faillite. Ils n'ont conduit le prolétariat qu'à des déceptions. Aussi ne les rencontre-t-on plus nulle part dans leur pureté préventive. Mais il est digne de remarque que c'est justement là où les travailleurs s'en sont le moins affranchis qu'ils obtiennent le moins de résultats positifs. L'exemple des Etats-Unis est singulièrement caractéristique à cet égard.

***

La plupart des unions s'y sont associées dans la puissante American Federation of Labor, mais n'ont fait par là qu'un sacrifice formel à la solidarité ouvrière. Le principe de la

grève de sympathie y est très froidement accueilli. Le principal écrivain syndical, Mitchell, n'est même pas très sûr qu'il soit moralement justifiable (!?); et l'entre-aide financière de métier à métier y a bien rarement été pratiquée sur une grande échelle. La pratique du *boycott* et du *label*, qui paraît à première vue plus inspirée par conscience de classe, a d'autre part été souvent faussée et détournée de son but. En somme, malgré d'heureuses exceptions et les efforts d'une minorité socialiste grandissante, les leaders apprécient justement leur mouvement quand ils répètent comme ils aiment à le faire que les unions sont des entreprises d'affaires où le sentiment n'est pour rien. Par une conséquence nécessaire, la préoccupation exclusive d'obtenir des avantages pour leur seule profession a conduit les travailleurs vers les pratiques de la paix sociale et de l'accord des classes. Beaucoup d'entre eux considèrent le patron comme un associé avec lequel on se dispute parfois pour le règlement des comptes, mais auquel il faut s'efforcer de faire gagner beaucoup d'argent pour qu'il paie plus volontiers de bons salaires. Et l'on peut voir les chefs unionistes siéger avec les grands milliardaires, avec les Carnegie et les Hanna, dans la *National Civil Federation*, dont le but est de faire fraterniser tous les « bons citoyens ».

Quels ont été les résultats de ces errements déplorables ? Les hauts salaires américains font parfois illusion à cet égard et bien des gens affirment que pour avoir délaissé les « chimères » et s'être attachés aux réalités pratiques, les travailleurs sont de l'autre côté de l'eau plus riches et plus heureux. Un petit nombre de chiffres suffiront à nous éclairer à cet égard.

*
* *

J'ai réuni dans le tableau suivant quelques renseignements empruntés à la statistique des manufactures. Par produit brut, il faut y entendre la valeur des marchandises fabriquées, à leur sortie de l'usine. Par produit net, cette valeur diminuée

de celle des matières premières, des matières accessoires usées pendant la fabrication, de l'usure des machines, etc.

	Produit brut	Produit net	nombre d'ouvriers	Produit net par ouvrier	Salaire total	Salaire par ouvrier	Rapp. du salaire au prod. net
1850	1,019,106,616	447,385,423	957,059	467	236,755,464	247	53 °/o
1860	1,885,861,676	823,960,913	1,311,246	628	378,878,966	289	46 °/o
1870	4,232,325,442	1,720,351,937	2,053,996	837	775,584,343	378	45 °/o
1880	5,369,579,191	1,889,047,464	2,732,595	691	947,953,795	502	50 °/o
1890	9,372,378,843	4,014,734,442	4,251,535	940	1,891,209,696	444	47 °/o
1900	13,010,036,514	5,368,732,940	5,314,539	1,012	2,327,295,545	433	43 °/o

(Toutes les sommes sont exprimées en dollars.)

Le rapport du salaire ou produit suit donc une marche décroissante. En outre, il ne faut pas oublier que l'ouvrier se fournit au comptoir du détaillant et non à la sortie de l'usine, il paie une lourde dîme à l'innombrable armée des intermédiaires. Or, les documents officiels montrent que cette dîme augmente toujours; les prix de détail des objets de consommation populaire exprimés en fraction des prix de gros, ont augmenté de 7 1/2 °/₀ de 1890 à 1900. Si l'on tient compte de ce fait, on arrive à la conclusion que *l'aptitude de l'ouvrier de manufacture américain à racheter son propre produit a diminué d'un sixième dans l'intervalle des deux derniers recensements.*

*
* *

Du moins, dira-t-on, les salaires sont plus élevés aux Etats-Unis qu'ailleurs, même si l'on tient compte des prix plus considérables. La paie est en réalité plus forte, mais il n'en résulte pas que la situation de l'ouvrier soit meilleure. On s'en rendra compte en comparant l'emploi des ressources de la famille ouvrière en Amérique et en Allemagne d'après un tableau que j'emprunte à un ouvrage récent de Werner Sombart (1).

---

(1) Warum gibt er in den Vereinigten Staaten keinen Sozialismus (Tübingen 1906, p. 122).

ENQUÊTES	Sur 100 de dépenses, les familles ouvrières en consacrent à la nourriture	au logement (y compr. le chauffage et l'éclairage)	à l'habillement	Restait pour les autres dépenses
Enquête américaine de 1902 11,156 familles normales	43.13	24.81	12.95	20.11
idem (2,567 familles spécialement étudiées)	42.54	19.98	14.04	23.44
Enquête du Massachusetts en 1902	49.01	18.11	12.81	20.07
Enquête aux environs de Karlsruhe, Tuchs 1904	47.1	11.0	12.5	29.4
Enquête à Berlin, Hirschberger 1904	47.34	20.31	8.11	23.95
Enquête May (1897 pour l'ensemble de l'Allemagne)	48.44	14.50	13.00	24.06
Enquête à Nuremberg (Adolf Braun 1901)	42.82	18.73	8.50	29.95

Non compris les boissons alcooliques consommées à domicile.

Pour bien interpréter ces chiffres, il faut se rappeler que tout salaire peut se décomposer en deux parts. La première, de beaucoup la plus forte, comprend ce qui est indispensable au travailleur pour refaire sa force de travail : ce sera si l'on veut le coût de production de la main-d'œuvre. La seconde est formée de ce qui reste lorsque le prolétaire a assuré son entretien en tant que machine à peiner : ce sera le bénéfice de l'existence prolétarienne, ce qui pourra être employé à vivre, et non pas simplement à maintenir la vie. La condition meilleure au moins bonne du travailleur peut s'apprécier d'après la valeur de cette seconde part. Il va de soi aussi que

plus elle sera forte, plus forte aussi sera le pour cent du salaire non absorbé par les dépenses de nourriture, de logement et d'habillement. Ces deux quantités ne se confondent pas, mais ont entre eux une corrélation évidente. Engel donnait déjà, voilà plus d'un demi-siècle, le pour cent disponible comme la mesure certaine de la prospérité d'une classe ouvrière. Il a montré qu'il croissait régulièrement en même temps que le salaire et ses travaux ont donné à cette règle toute la valeur d'une loi (1).

Or la loi de Engel subit ici une exception remarquable. Avec un salaire réel environ deux fois plus fort que celui de l'ouvrier allemand, le travailleur américain ne dispose que d'un excédent relativement moindre et trahit ainsi une situation moins favorable. Tout ce qu'il reçoit en plus que son camarade d'Allemagne, il doit le consacrer à se tenir en état de poursuivre sa tâche. C'est qu'une technique plus parfaite permet aux employeurs d'intensifier la besogne, d'exprimer plus complètement d'un homme tout ce qu'il a d'attention, d'énergie et de force et que l'ouvrier des Etats-Unis ne peut soutenir cet effort plus intense qu'à la condition impérieuse de vivre autrement, avec plus d'abondance que son frère d'Europe. S'il obtient meilleure paie, ce n'est que dans la mesure précise où elle assure meilleur profit à son maître. Le patron lui concède en somme le genre d'avantage qu'un fermier intelligent et avisé accorde à son cheval ou à sa vache, rien au-delà. Il lui reste moins qu'au prolétaire de ce côté de l'eau pour vivre d'une vie humaine. Il a — et j'ajoute que mon impression personnelle est en ceci d'accord avec la statistique — moins de force et d'argent pour se distraire et se récréer, moins de repos, moins de loisir et moins de joie. Il a seulement plus de nourriture et de confort à transformer en

---

(1) Voyez notamment *Die Lebenskosten Belgischer Arbeiter-Familien* (*Bull. de l'Institut international de Statistique*, Tome IX. Rome 1895). Il convient de noter qu'il donnait de cet excédent une définition légèrement différente.

labeur au service du capitalisme. Ce serait un triste prolétariat que celui qui envierait un tel sort, qui se ferait un idéal de cochon à l'engrais.

*
* *

Il est d'ailleurs consolant de constater qu'il tente de moins en moins l'ouvrier du vieux monde. La statistique de l'émigration vers la grande république est hautement instructive. Autrefois, c'étaient les meilleurs qui partaient, anglais, allemands ayant un bon métier dans la main, attirés là-bas par la grosse paie et la vie plus large. Mais depuis que le régime social des Etats-Unis s'est complètement développé dans toutes ses conséquences, le mirage des salaires américains est beaucoup moins puissant. Ceux qui s'en vont aujourd'hui sont les plus misérables de notre vieille Europe, paysans italiens chassés par la famine, juifs de Pologne ou de Lithuanie chassés par la tyrannie de Tzar, Hongrois, Roumains misérables; et d'autres encore, venus des confins du monde civilisé, mal dégagés encore de la barbarie primitive. Ceux-là seuls consentent à changer leur sort contre celui des sujets de M. Rockefeller et de M. Morgan.

Les hauts salaires eux-mêmes sont d'ailleurs compromis. Depuis 1890 ils baissent, on n'accorde plus même au travailleur son bon entretien comme machine à produire. Cette diminution est en contraste marqué avec la hausse notable que l'action syndicale a provoquée presque partout ailleurs.

L'histoire des salaires aux Etats-Unis montre qu'ils ont augmenté notablement chaque fois que le prolétariat s'est, d'un grand élan, jeté dans la lutte de classe : vers 48, lors de la première poussée d'organisation; après 66, quand la *National Labor Union* n'avait pas encore sombré dans le réformisme petit bourgeois et que l'esprit de l'Internationale surexcitait les énergies; vers 86, quand se poursuivait l'admirable mouvement pour la journée de huit heures avec ses grèves innombrables. Mais depuis 1890, depuis que règne le conservatisme

de l'*American Federation of Labor*, les salaires n'ont plus haussé qu'en apparence. Les patrons ont encore accordé de temps à autre à leurs ouvriers les augmentations qu'ils demandaient, mais ils ont en même temps profité de leur domination politique et morale pour hausser bien davantage le prix des produits au moyen du protectionnisme, des trusts, du monopole des communications et même du *label* trop souvent mis au service du capitalisme. De sorte qu'avec plus d'argent, l'ouvrier ne peut en fin de compte acheter autant de denrées. Voici d'après une publication officielle la marche comparative des salaires et des prix depuis 15 ans (1).

	Nombre relatif d'ouvriers occupés	Heures de travail par semaine	Gain par heure	Gain par semaine	Salaire hebdo. de tous les ouvriers	Prix de la nourriture au détail	Puissance d'achat du salaire	
							Horaire	hebdomadaire
1890. . . .	94,8	100,7	100,3	101,0	95,7	102,4	97,9	98,6
1891. . . .	97,3	100,5	100,3	100,8	98,1	103,8	96,6	97,1
1892. . . .	99,2	100,5	100,8	101,3	100,5	101,9	98,9	99,4
1893. . . .	99,4	100,3	100,9	101,2	100,6	104,4	96,6	96,9
1894. . . .	94,1	99,8	97,9	97,7	91,9	99,7	98,2	98,0
1895. . . .	96,4	100,1	98,3	98,4	94,9	97,8	100,5	100,6
1896. . . .	98,6	99,8	99,7	99.5	98,1	95,5	104,4	104,2
1897. . . .	100,9	99,6	99,6	99,2	100,1	96,3	103,4	103,0
1898. . . .	106,4	99,7	100,2	99,9	106,3	98,7	101,5	101,2
1999. . . .	112,1	99,2	102,0	101,2	113,4	99,5	102,5	101,7
1900. . . .	115,6	98,7	105,5	104,1	120,3	101,1	104,4	103,0
1901. . . .	119,1	98,1	108,0	105,9	126,1	105,2	102,7	100,7
1902. . . .	123,6	97,3	112,2	109,2	135,0	110,9	101,2	98,5
1903. . . .	126,5	96,6	116,3	112,3	142,1	110,3	105,4	101,8
1904. . . .	125,7	95,9	117,0	112,2	141,0	111,7	104,7	100,4
1905. . . .	133,6	95,9	118,9	114,0	152,3	112,4	105,8	101,4

Toutes les quantités sont exprimées en pour cent de leur valeur moyenne pendant la période 1890-1900.

(1) *Bulletin of the Bureau of Labor*, Washington. 1906.

Le salaire hebdomadaire réel paraît donc être demeuré à peu près constant pendant cette période. Il avait été en 1905 très légèrement en-dessous (de 0,2 °/₀) de sa valeur moyenne pendant la décade précédente.

Mais la statistique officielle est optimiste par nature. L'on a calculé le prix de la vie ouvrière d'après le cours des vivres, alors que le coût des vêtements, des logements, etc., a haussé bien davantage. On n'a pas tenu compte de la fréquence toujours plus grande du chômage. En y regardant de près, et grâce à des calculs sur le détail duquel je ne veux pas insister, on constate un abaissement réel de 5 °/₀ au moins et plus probablement de 8 °/₀. Pendant ce temps, la richesse du pays doublait et le produit industriel augmentait de plus de la moitié (1). Tel est le fruit de 15 années de syndicalisme étroit et de collaboration des classes !

*
* *

Et qu'on ne croie pas que si l'ensemble du prolétariat industriel des Etats-Unis a vu sa condition devenir plus mauvaise, les syndiqués au moins, l'élite, l'aristocratie du travail a amélioré son sort. Il ne paraît pas en avoir été ainsi, sauf dans l'industrie du bâtiment favorisée par le développement prodigieux des constructions. En fait et contrairement à une opinion répandue, l'écart des salaires est moindre aux Etats-Unis qu'en Europe. Pour ne pas alourdir ce travail par un trop grand étalage de chiffres, je me contenterai de citer à l'appui de mes affirmations un seul fait caractéristique :

En Belgique, où un peu plus du quart de la population ouvrière gagnait moins de 2 francs par jour, il s'en trouvait un peu plus d'un sixième gagnant au moins le double, soit plus de 4 francs. (Recensement industriel de 1896.)

Sur 176,418 ouvriers américains compris dans la grande enquête de 1901, un neuvième environ gagnent moins de

(1) Louis De Brouckère : « Les Salaires Américains », *Journal des Correspondances*, Bruxelles, janvier 1907.

1 dollar et demi par jour, moins d'un septième gagnent le double ou davantage. En dehors de l'industrie du bâtiment, il n'y en avait même qu'un douzième.

Tant il est vrai qu'en s'isolant dans leur égoïsme, les ouvriers perdent la seule force dont ils disposent contre le patronat et que l'accord des classes se tourne toujours en fin de compte contre le prolétariat.

II

J'espère que l'on me pardonnera la longueur de cette digression en considération de son importance. Il était nécessaire de montrer par des chiffres que lorsque la classe ouvrière s'attarde aux pratiques d'un syndicalisme conservateur et troit, elle est en fin de compte punie de son erreur, frappée dans son salaire même, dans ses conditions de vie. Nous apprécierons mieux ensuite le caractère du progrès qu'apporte les méthodes nouvelles. Elles ne se bornent pas, en accroissant la conscience de classe, à mieux préparer le prolétariat en vue de son émancipation finale, mais elles fondent aussi sa puissance d'action dans la société moderne et lui fait conquérir des réformes partielles. Il faut toujours se rappeler que c'est le même effort qui assure le présent et prépare l'avenir. En matière syndicale comme en toute autre, la vraie manière d'être « pratique » est de n'être pas terre à terre et de savoir, comme dit le dicton populaire, regarder plus loin que le bout de son nez.

Quelles sont ces méthodes dont l'adoption a fait des associations professionnelles un des facteurs essentiels de l'organisation industrielle contemporaine. J'en ferai deux grandes catégories dont la distinction est fondée d'ailleurs sur les nécessités de l'exposition bien plus que sur la nature des choses. Je rangerai dans la première celles qui ne sont que le développement, ou si l'on préfère la mise au point des méthodes anciennes. La seconde comprendra tous les procédés de lutte presque entièrement nouveaux. Je ne m'occu-

perai dans ce paragraphe que des tactiques rajeunies. Leur étude nous montrera comment le socialisme intervient maintenant comme un élément nécessaire à la victoire même dans les luttes livrées sur le vieux terrain professionnel.

*
* *

Nous ne sommes plus au temps où quelques travailleurs, mécontents de leur paie ou de la façon dont ils étaient traités, déposaient leurs outils sans consulter personne et ne comptaient que sur eux-mêmes pour faire triompher leurs revendications. De tels efforts spasmodiques iraient se briser misérablement contre la puissance des grandes firmes actuelles. Les mutins seraient bien vite remplacés par des sarrazins, fallut-il les recruter au loin, et ils seraient privés pour toujours de besogne par une application systématique et savante du *black-listing*.

Aussi nos grandes luttes ouvrières ne rappellent-elles presque plus en rien ces premiers mouvements spontanés de la révolte ouvrière. Ce n'est plus par lui seul que le gréviste agit, toute l'action ne se concentre plus dans un cercle restreint. La classe entière entre en jeu.

Tous les syndicats sérieux ont maintenant une indemnité réglementaire de grève. Cela entraîne nécessairement cette conséquence nécessaire que le syndicat seul et non tel ou tel groupe de membres a le droit de décréter la cessation ou la reprise du travail, car les ressources de tous se trouveraient sans cela à la merci de l'étourderie ou du caprice de quelques-uns. Et comme d'autre part les unions ont une tendance croissante à devenir nationales, c'est en fin de compte à la profession entière qu'appartient le droit de la décision. Des raisons plus profondes que de simples considérations financières imposent d'ailleurs cette subordination des volontés individuelles à l'intérêt général. Un groupement étendu et qui a à faire à de nombreux employeurs, ne peut exercer quelqu'influence durable que s'il maintient une conduite stable et régu-

lière. Un patron ne consentira guère à payer le salaire réclamé, s'il constate que chez son concurrent l'on se contente d'un tarif moins élevé. Et comment s'obstinerait-on à lutter chez X, quand, dans le même conflit et les circonstances étant pareilles, on a déjà cédé chez Y? L'association doit donc, par une nécessité impérieuse, interdire à ses membres de quitter le travail, même s'ils le désirent, partout où les règles syndicales sont observées. Elle doit de même leur imposer l'obligation de déposer leurs outils partout où cette règle est méconnue, même s'ils préféraient personnellement ne pas courir les chances d'une bataille. La terminaison du conflit ne saurait davantage être laissée à la discrétion des intéressés directs. C'est le syndicat qui traitera pour eux, fera la paix ou décidera la prolongation de la guerre.

Aussi, par son extension même, en resserrant les liens qui unissent tous les travailleurs d'un même métier, le syndicat crée, pour ses adhérents, des obligations de discipline et de dévouement à la cause commune dont l'accomplissement peut exiger parfois un véritable héroïsme. La pratique de la grève de sympathie et la généralisation du lock-out, si caractéristique l'un et l'autre des grandes luttes modernes, les rendent encore bien plus impérieusement nécessaires et étendent souvent les devoirs de solidarité bien au-delà des bornes du métier. De nombreux travailleurs sont maintenant entraînés dans la bataille, courent les risques les plus graves, s'exposent à la faim, à la revanche patronale, parfois à la sentence d'un juge ou à la balle d'un gendarme, sans que leur paie puisse s'en trouver grossie d'un seul sou. D'après la statistique des syndicats allemands, 25 °/₀ de ceux qui sont entrés en ligne contre les employeurs de 1899 à 1905 sont des lock-outés. On peut juger par là combien doit être considérable la proportion totale de ceux dont je parle ici.

Le gréviste devient donc en somme le défenseur de la règle syndicale, ou pour dire la même chose en termes plus généraux et plus justes, le défenseur du droit professionnel tel qu'il est formulé par l'organisation ouvrière. C'est un *soldat*

du droit qui doit savoir faire au besoin litière de son intérêt strictement personnel et marcher au feu chaque fois qu'il en est requis. Il combat pour ce qui peut le mieux exalter l'enthousiasme des hommes : pour faire triompher sa conception de la justice.

Certes son *droit professionnel* n'est pas toujours le *droit ouvrier*. Il est parfois le champion de son métier plutôt que de sa classe. Mais c'est cependant de sa classe entière qu'il se réclame de plus en plus souvent. L'une des caractéristiques de l'évolution gréviste, c'est que de corporative elle devient industrielle, englobant tous les corps d'état, souvent très divers, employés dans les mêmes établissements : c'est même l'une des formules les plus heureuses de son extension sympathique. L'organisation ouvrière s'étend forcément dans la même mesure que la grève, elle tend à réunir des groupes toujours plus vastes de métiers apparentés. Et le droit revendiqué s'élargit à mesure.

* * *

Mais la solidarité dans la grève ne s'arrête plus aux frontières de métier, ni même de l'industrie. On pourrait citer bien des cas de grèves de sympathie entreprises dans l'intérêt de camarades appartenant à une profession entièrement différente,ou encore de grandes batailles industrielles en vue desquelles des industries fort diverses s'étaient coalisées.

L'aide de classe en temps de grève peut d'ailleurs s'exercer sans entraîner nécessairement la cessation du travail et sous mille formes diverses qu'il est à peine nécessaire de rappeler. On avertit partout de ne pas s'embaucher dans la localité en lutte. Les ouvriers des usines similaires refusent de produire pour l'établissement gréviste ou de combler les vides que son arrêt produit sur le marché. Les produits du patron récalcitrant sont mis en interdit, ils ne sont plus ni transportés, ni mis en œuvre, ni consommés. L'aide se manifeste encore, par les secours pécuniaires, les contributions volon-

taires des travailleurs de tous les métiers. J'ai calculé que ces dernières s'étaient élevées en Belgique à près de cent mille francs par mois pendant la période qui va du 1r septembre 1906 au 1r juin 1907; leur total atteint donc pour le moins celui des versements opérés dans les caisses professionnelles de résistance, avec l'espoir d'un profit direct et personnel. Il faut citer aussi l'exode des enfants, tenté avec succès en plusieures occasions récentes et ne pas oublier l'appui moral, l'opinion publique intéressée par les meetings, les manifestations, par les journaux prolétariens;la pression gouvernementale surveillée, dénoncée, rendue plus difficile, le gouvernement interpellé aux Chambres, sommé de respecter les droits des travailleurs. Tous ces actes de la solidarité prolétarienne n'étaient naguère encore que les accessoires et l'accompagnement de la grève; ils tendent chaque jour davantage à en devenir l'essentiel.

Soutenus par toute leur classe, ne pouvant guère espérer triompher en bataille rangée que par cet appui même, les grévistes ne peuvent plus lutter que pour des revendications qui obtiennent l'assentiment de tout le prolétariat, qui sont conformes à sa justice et les aspirations particulières doivent par cela même tendre à se fondre en une grande aspiration d'ensemble.

D'autre part, nous voyons se préciser chaque jour l'idée de la grève générale. Elle ne rencontre plus guère d'adversaires de principe, tout le monde reconnaît sa nécessité dans certains cas. Or, elle n'est concevable que pour la défense de la classe tout entière. La grève, le moyen syndical par excellence, devient ainsi au terme de son évolution l'acte qui combine l'effort de tous les travailleurs pour faire triompher leur pensée commune, le droit nouveau par lequel ils sont portés.

*
* *

C'est un fait d'observation courante que les revendications syndicales prennent un caractère croissant de généralité,

deviennent des revendications de classe. Sidney et Béatrice Webb, qui en ont minutieusement étudié l'évolution en Angleterre, montrent que les *règles restrictives* des unions sont toujours en recul et les *règles générales* toujours en progrès. Parmi les premières se rangent la limitation du nombre des apprentis, l'exclusion de certaines catégories de travailleurs, l'interdiction d'employer certaines machines ou certains procédés, la restriction de la production, cette forme larvée du sabotage. Elles présentent deux caractères communs. L'un est de prétendre assurer à une corporation restreinte de travailleurs la possession paisible et le monopole d'un travail particulièrement fructueux ou agréable. L'autre d'être préjudiciable à l'ensemble du prolétariat, lésé par le rétrécissement du marché du travail ou par l'élévation du prix des produits. Elles entraînent donc nécessairement une lutte sourde ou ouverte entre les prolétaires, résultat d'une opposition évidente d'intérêts.

Or, la tactique restrictive est condamnée par l'expérience autant que par la solidarité ouvrière. Tous les métiers qui ont voulu maintenir par ces moyens leurs vieux privilèges ont été vaincus ou sont sur le point de l'être. Leurs unions sont presque toujours sorties affaiblies de la bataille, parfois désorganisées, voire entièrement détruites. L'on ne s'oppose pas en vain à la transformation nécessaire du mode de production, et l'on ne prend pas en vain non plus une attitude d'isolement ou d'hostilité envers sa classe. Il est d'ailleurs intéressant de constater en passant que ces pratiques égoïstes n'ont pas été imaginées par la classe ouvrière et que les unions rétrogrades n'ont fait que suivre les traditions qui leur étaient léguées par les corporations bourgeoises du moyen-âge.

En contraste absolu avec ces survivances, avec ces procédés hérités de la classe maîtresse, se trouvent les *règles générales* à l'établissement desquelles les syndicats consacrent une part toujours plus grande de leur activité. Les Webb placent dans cette dernière catégorie le minimum de salaire, la journée

normale de travail, certaines mesures de précaution ou d'hygiène. L'on pourrait y ajouter la suppression des amendes et le droit du syndicat d'intervenir dans la discipline de l'atelier. La revendication de ces règles générales ne crée jamais entre les professions de dissentiments irréductibles ni même durables. Quand un métier parvient à en établir une, il n'en résulte aucun préjudice pour les autres; ils ont au contraire une chance de plus de pouvoir l'établir à leur tour. Tous les travailleurs peuvent donc s'unir ici dans une action combinée. La communauté du but crée la communauté de l'effort.

Ces règles générales ont du reste une tendance à devenir les mêmes pour toutes les catégories d'ouvriers. C'est ainsi que la journée de huit heures est devenue le mot de ralliement des prolétaires de partout. Toutes les associations ne la réclament pas immédiatement aux patrons,beaucoup en sont encore à obtenir celle de 9, de 10, voire de 11, mais presque toutes la considèrent comme la journée normale et sont bien décidées à l'obtenir un jour. Le minimum de salaire qu'on réclame varie considérablement d'une spécialité à l'autre, mais ici encore se manifeste la tendance vers une revendication commune, celle d'un minimum national calculé d'après le prix des marchandises et l'étalon de vie auquel le prolétariat dans son ensemble juge qu'il a droit.

Le syndicalisme esquisse donc aujourd'hui les grandes lignes d'un programme de classe et c'est dans la mesure où il s'attache à le réaliser que son action est fructueuse; quand il s'enferme dans des préoccupations égoïstes,il devient impuissant.

La lutte syndicale doit être une lutte de classe, sous peine de stérilité.

III

Au point où j'en suis arrivé de ma démonstration, une chose apparaît clairement : le syndicat moderne n'a de raison d'être, ne peut accomplir son œuvre que s'il se place sur le terrain

de la lutte des classes. N'est-ce pas dire, en d'autres termes, qu'il doit avoir une action socialiste.

On soutiendrait en vain que ces deux expressions ne sont pas synonymes. Y aurait-il par hasard deux luttes de classes, voudrait-on prétendre que l'action socialiste se différencie de la lutte des classes tout court en ce qu'elle est politique ? Cette distinction eut bien surpris les auteurs du Manifeste des communistes, eux qui considéraient avec raison, comme d'une lumineuse évidence, que toute lutte de classe est nécessairement politique. On étriquerait misérablement le socialisme si l'on voulait n'y voir qu'une école ou une chapelle. Il est l'effort conscient du prolétariat pour organiser sa puissance de classe. Et du moment que les syndicats travaillent dans ce sens, ils sont socialistes de toute nécessité.

Au fond, c'est bien l'avis de ceux de nos camarades qui prêchent la neutralité syndicale.

Mais ils préfèrent que les syndicats soient socialistes sans le savoir. L'action quotidienne éclairera les membres, disent-ils, mieux que ne le ferait aucune prédication ou aucune déclaration de principes et en croyant ne poursuivre que la conquête de quelques avantages immédiats, ils ouvriront, par degré, leurs esprits à des conceptions plus vastes. De sorte que, sans se prononcer pour ou contre aucune doctrine et par la vertu même de l'expérience qu'elle donne, l'association professionnelle deviendra le grand centre de recrutement du parti socialiste.

Soit, l'école de l'expérience est assurément la meilleure de toutes et c'est toujours à celle-là qu'en fin de compte le prolétariat se forme. Mais encore convient-il que l'on aide les gens à tirer des faits les enseignements qu'ils comportent. Ce serait une déplorable manière d'enseigner le physique que d'abandonner l'élève dans un laboratoire sans maître et sans livres. Et pour apprendre, même expérimentalement, les lois de la gravitation, il n'est pas absolument inutile d'être initié aux théories de Galilée et de Newton.

Si chaque prolétaire devait apprendre par lui-même et sans

qu'on l'y aide, au moyen d'une propagande méthodique, les vertus de la lutte de classe, il risquerait fort de n'acquérir que trop tard,et à ses dépens, cette connaissance précieuse. Il faut bien mal connaître le fonctionnement d'une usine moderne pour croire que l'intérêt de tous ceux qui y travaillent apparaisse toujours et à première vue comme solidaire. Les Webb énumèrent les diverses catégories de travailleurs employés dans une grande manufacture de coton, analysent leurs conditions économiques diverses, les situations différentes dans lesquelles ils se trouvent vis-à-vis des employeurs et concluent à l'impossibilité de les réunir tous dans une organisation unitaire en vue d'un but commun. Leur raisonnement serait tout aussi fort s'ils prenaient comme exemple un autre genre d'usine. Si leurs prémices sont justes, leur conclusion cependant est fausse, puisqu'en divers pays, et notamment en Allemagne, des organisations unitaires de cette espèce, des organisations industrielles existent.

Mais pourquoi ? Parce qu'en Allemagne, la propagande socialiste a précédé le mouvement syndical, qu'elle a habitué les travailleurs à apercevoir leurs intérêts communs, même quand ils sont dissimulés sous des oppositions de détail.Alors qu'en Angleterre, après un siècle et plus de pur syndicalisme, on n'avait pu fondre en une les cinq ou six fédérations cotonnières et que l' « Amalgamated Society of Engineers » rencontrait encore des unions concurrentes dans presque toutes les branches de la métallurgie, l'Allemagne a une fédération unique de l'industrie textile.C' est au socialisme allemand, en définitive, que l'union des syndicats doit sa forte cohésion et ses brillantes victoires.

Si l'éducation des membres n'avait pas ainsi été faite, aurait-on pu refouler si aisément le particularisme corporatif et restreindre, à un minimum, ces mesures restrictives dont nous avons constaté tout à l'heure les résultats funestes. L'intérêt brutal, les préjugés, l'égoïsme à courte vue, exercent toujours un grand empire sur les hommes de toutes les classes,et toutes ces forces obscures tendent sans cesse à ramener les syndicats

vers les vieux errements. Quand l'ouvrage ne va guère, on voit avec chagrin un nouveau venu, un étranger partager le peu de travail offert et la tentative de l'écarter, par tous les moyens, est bien forte. Quand la machine coupe des bras, le premier mouvement, le plus naturel, est de s'opposer à son emploi et il faut une forte dose de raison, de sang-froid, de solidarité, une vue bien claire du problème social pour ne recourir qu'aux moyens efficaces, mais indirects et à longue échéance que conseille la tactique moderne.

Où donc le prolétaire puiserait-il cette force d'âme, si ce n'est dans une foi profonde aux destins de sa classe, dans une forte conviction socialiste ?

Et le gréviste, que nous avons vu tout à l'heure s'engageant dans une rude bataille dont sa classe, non lui-même tirera tout le fruit, est-ce le souci de ces petits profits quotidiens qui en fera un héros, qui lui donnera la force de vivre une semaine sur la paie d'un jour, d'accepter toutes les besognes, de s'expatrier au besoin plutôt que de céder ?

Le travailleur demeurerait-il même un membre fidèle de l'union si la conscience de l'unité de sa classe n'avait déjà surgi en lui ? Pour la grande majorité des prolétaires, la lutte contre le patron est difficile et périlleuse. Il faut qu'il y sacrifie son argent et souvent aussi sa sécurité, qu'il s'expose au renvoi, à mille périls. Obtiendra-t-on de lui la discipline et l'esprit de sacrifice nécessaires si on ne lui présente que la chance incertaine d'augmenter son humble paie de quelques sous ? Cet appât suffira pour quelques métiers ou quelques régions spéciales, où la lutte se présente dans des conditions particulièrement favorables, où l'on est assuré d'une victoire aisée. Peut-être suffira-t-il encore pendant les périodes de prospérité exceptionnelle, quand les mauvaises chances à courir sont un peu moins nombreuses et les sous à gagner un peu plus abondants. Mais les périodes de prospérité ne durent guère, hélas, la conjoncture est sujette à changer et tel métier, privilégié aujourd'hui, cesse de l'être demain. Les associations conserveront-elles alors les cher-

cheurs de « petits profits » ? Ceux qui joignent l'armée ouvrière pour gagner deux sous l'abandonneront sans doute quand il y aura trois sous à perdre. Ceux qui luttent pour émanciper leur classe resteront fidèles au drapeau dans les temps difficiles.

On travaille depuis longtemps dans les milieux corporatifs, avec une ténacité inlassable à augmenter les cotisations, à remplir les caisses. On a mille fois raison, car l'argent est le nerf de toute guerre. Mais la valeur des hommes en est l'âme. Il faut à une armée de bonnes armes et d'abondantes munitions, mais il lui faut bien plus encore de soldats déterminés et enthousiastes. L'organisation la plus savante, les machines les plus perfectionnées ne suppléeront jamais ni au courage, ni à l'esprit de sacrifice.

Ces vérités se vérifient par toutes les luttes dans lesquelles s'engagent les hommes, mais elles valent plus particulièrement pour les batailles syndicales. Nulle association, si puissante fut-elle, ne peut vaincre le patronat par la seule force de sa richesse, car eut-elle des millions, il sera toujours possible aux maîtres de lui opposer des dizaines de millions. La plus grande force est dans la volonté des membres de souffrir au besoin la misère pour la cause de tous, dans l'enthousiasme que leur inspire l'idéal élevé pour lequel ils luttent.

Des convictions socialistes ne sont point pour le travailleur un luxe, comme des habits de fête qu'il revêt aux jours de repos pour flâner et faire le brave. Elles sont comme les vêtements de travail dont il ne se sépare guère, qui lui sont indispensables pour accomplir la dure besogne de chaque jour.



Je dois m'occuper ici d'une formule fort à la mode depuis quelques années. Les syndicats, prononce-t-elle, doivent être des groupements d'intérêts et non pas des groupements d'opinion.

Si l'on entend par là que pour pouvoir y entrer, il suffit

d'être un travailleur, qu'il ne faut souscrire à aucun crédo, nous sommes pleinement d'accord. L'on comprendrait très mal la position prise par ceux qui défendent le syndicalisme socialiste si l'on s'imaginait qu'ils veulent établir un examen d'entrée aux unions professionnelles et n'y admettre que ceux qui auront fait preuve d'un socialisme suffisamment orthodoxe. Ils ne veulent pas davantage qu'une minorité consciente se séparer des grandes organisations ouvrières encore engagées confusément dans la lutte sans conceptions d'ensemble. Cette minorité doit savoir se soumettre à la discipline de classe qu'elle prêche et c'est au sein même des unions qu'elle travaillera à éclairer les individus et à diriger l'action commune dans la voie de la lutte des classes. Mais ce résultat atteint, pourquoi le dissimulerait-on, pourquoi les associations ne déclareraient-elles pas hautement ce qui est devenu une réalité, quelles sont des œuvres socialistes, d'inspiration, de tactique et de pensée ?

Cette déclaration ne met naturellement aucun obstacle à l'entrée de tous. Nous demandons que l'on admette tous ceux qui feront acte de bonne volonté en demandant à lutter côte à côte avec leurs frères de classe, que l'on n'écarte que les brouillons et les traîtres. Il ne s'agit pas d'exiger que l'éducation socialiste des membres soit faite d'avance, mais de travailler à la faire, ouvertement et franchement, par la parole et par le fait. C'est ainsi que l'entendent tous ceux qui défendent le syndicalisme socialiste. Voici ce qu'écrit à ce sujet Kautsky, qui depuis si longtemps mène campagne pour que les syndicats allemands n'aillent pas vers la neutralité. « Si les défenseurs de la neutralisation des syndicats demandaient seulement qu'ils fussent ouverts à tous les ouvriers du métier, quelles que soient leurs croyances politiques ou religieuses, on tomberait immédiatement d'accord avec eux. Mais alors on n'aurait pas introduit de principes nouveaux dans ces syndicats socialistes qui, de tout temps, se sont distingués des organisations chrétiennes et libérales, en ce qu'ils n'exigeaient de leurs membres aucune profession de foi religieuse

ou politique. » (1) C'est la position qu'ont aussi toujours tenue les syndicats socialistes des autres pays à ma connaissance. Un exemple tout récent, pris en Belgique, le montre clairement. Il y avait récemment à Bruxelles une élection provinciale. Au candidat radical s'opposait un ouvrier luttant sous l'étiquette du Christene Volkspartij (parti populaire chrétien), habituellement appelé parti des démocrates-chrétiens non domestiqués. Or, ce candidat était membre du syndicat socialiste des lithographes. Personne ne lui fit reproche de son attitude et ne prétendit le contraindre à changer ses convictions. Nous espérons seulement que quelques années de vie ouvrière militante arriveront à le convertir.

Le syndicat socialiste est donc essentiellement un groupement d'intérêt, faisant appel à tous ceux qui ont comme producteurs des intérêts semblables, ouvrant toutes larges ses portes. Mais c'est aussi un groupement d'opinions, en ce sens que, comme corps, il a une opinion, sans en imposer le respect servile à chacun de ses membres. Il agit selon des principes dont l'expérience prolétarienne lui a démontré la valeur, et qui sont les principes socialistes. Il met sa puissance au service de ces principes et s'efforce de les propager, non comme des dogmes intangibles, une fois encore, mais comme le produit perfectible de la pensée du prolétariat. Tout syndiqué conserve le droit de discuter l'opinion de la majorité et de la modifier, s'il le faut.

Le syndicat socialiste est donc tolérant sans être neutre. Il est ouvert à l'examen, mais ne veut pas se désintéresser de toutes les doctrines, parce qu'il estime que pour agir, il faut penser et que lorsqu'on poursuit une fin importante et élevée, comme l'émancipation de la classe ouvrière, il faut se diriger d'après des principes généraux. L'antinomie que l'on veut établir entre le groupement d'intérêt et le groupement d'opinion est au fond aussi vaine que l'antinomie démodée de la pensée et de l'action.

(1) Karl Kautsky. *Politique et Syndicat*, traduit de l'Allemand par Camille Polak. Paris, Giard et Brière, 1903. p. 19.

L'union de tous les travailleurs en dehors de toute pensée ne pourrait être qu'une union dans la torpeur et l'immobilisme. Dominée, au contraire, par un haut idéal, l'union devient active, féconde et durable. C'est pour *mieux* unir les travailleurs que les syndicats doivent être socialistes. »

*
* *

J'ai déjà eu l'occasion d'observer que le « neutralisme » de beaucoup de nos amis est purement apparent. Ils admettent fort bien que le syndicat fasse l'éducation socialiste de ses membres et seraient même désolés qu'il ne la fît pas. Je n'en veux pour preuve que ce passage d'un amendement de Kautsky, voté par tous les neutralistes allemands au dernier congrès de Mannheim : « Pour assurer cette unité de pensée et d'action entre le parti et les syndicats, qui constitue une impérieuse nécessité pour le progrès triomphal de la lutte de classe prolétarienne, il est absolument nécessaire *que le mouvement syndical soit animé de l'esprit de la social-démocratie.* »

Mais ils voudraient qu'en parlant de la chose, on s'abstint de la désigner par son nom. Je me méfie beaucoup de ce genre de propagande par trop habile. Les mots ont leur valeur et en embrouillant l'expression, on aboutit facilement à obscurcir l'idée. J'aime que l'on nomme un chat un chat et la franchise a d'indéniables vertus dans le domaine de la propagande plus encore qu'en tout autre. Par l'omission du mot socialisme, on s'abstient du reste forcément de montrer cette nécessité de l'unité de pensée et d'action entre le parti et le syndicat dont on est cependant convaincu. Cela reste en quelque sorte le secret des dirigeants, la masse est menée vers un but qu'on ne lui révèle pas clairement. Il serait déplorable que ces habitudes ésotériques s'introduisissent dans notre mouvement. N'oublions pas que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et non d'une petite franc-maçonnerie d'initiés.

Et quand on ne désignerait le socialisme que par des circonlocutions comme les bonnes gens font pour le diable, quel profit espère-t-on en retirer ? On veut, dit-on, ne pas effrayer les travailleurs mal dégagés encore des préjugés bourgeois et ne pas donner aux patrons un motif de plus de combattre des associations qu'ils voient déjà d'assez mauvais œil.

Ceux qui pensent qu'il suffira d'enlever aux syndicats l'étiquette socialiste pour diminuer l'hostilité capitaliste, attribuent à leurs adversaires une naïveté dont ils n'ont jamais fait preuve. Ce n'est pas le mot seulement que le patronat a en horreur, c'est avant tout la classe.

Si l'union veut s'attirer ses faveurs ou tout au moins son indifférence, il faudra qu'elle soit neutre *en réalité*, c'est-à-dire qu'elle se borne exclusivement à la défense des intérêts de sa profession, qu'elle ne demande que des améliorations immédiates et *raisonnables*, qu'elle n'ait par contre des employeurs d'hostilité de classe, ce qui l'entraînera bientôt à devenir leur alliée plus ou moins consciente. A ce prix seulement, on le laissera en paix. Mais elle sera devenue impuissante.

Si au contraire elle veut conserver une force réelle, il faudra bien qu'elle se tienne sur le terrain de la lutte des classes, pratique la solidarité avec les camarades des autres professions, participe à tous les grands mouvements d'ensemble du prolétariat, qu'au lieu de se laisser leurrer par le patron, le curé ou le philanthrope, elle demeure une organisation de combat et imprègne fortement ses membres de l'esprit de lutte contre le système capitaliste tout entier. Et quand elle sera vraiment ainsi un syndicat socialiste, moins le nom, pense-t-on vraiment que le patron, le curé et le philanthrope renonceront à la combattre parce qu'elle se sera affublé d'un faux titre? Le renard revêtu d'une peau de brebis pouvait tromper la bonne foi de candides agneaux, mais l'ouvrier émancipé, fut-il affublé d'un froc de capucin, ne mettra jamais en défaut la malice du fin renard patronal.

Or donc, la simple déclaration de neutralité a-t-elle suffi

pour apaiser l'hostilité des employeurs? En Allemagne, où les syndicats sont officiellement neutres, ils voient se dresser contre eux la plus formidable organisation patronale qui soit au monde; en Belgique, c'est une organisation n'adhérant pas au Parti Ouvrier qui a été victime du lock-out le plus considérable que ce pays ait connu. L'expérience est d'accord avec le bon sens pour proclamer la vanité de cette politique d'autruche : le syndicat de combat n'est pas plus caché derrière son étiquette neutraliste que l'autruche derrière son aile.

Ceux qui pensent qu'en affirmant fièrement leur socialisme les syndicats diminueraient le nombre de leurs adhérents ne produisent qu'une affirmation non vérifiée par les faits. Voici d'après le dernier rapport international sur le mouvement syndical quel était la proportion d'ouvriers organisés de l'industrie, du commerce et des transports dans les pays sur lesquels des renseignements précis ont pu être obtenus :

Danemark	49.11 °/o
Angleterre	26 °/o
Suède	24 °/o
Allemagne	23.93 °/o
Hongrie	15.9 °/o
Autriche	13 °/o
Belgique	9.51 °/o
Bulgarie	6 °/o
Norvège	4.8 °/o

Le Danemark, où le caractère socialiste des organisations est si nettement marqué, prend la tête; la Suède, où le syndicalisme affirme tout aussi ouvertement ses tendances, se maintient au niveau de l'Allemagne; l'Autriche et la Belgique figurent il est vrai en assez mauvais rang, mais cela prouve seulement qu'il ne suffit pas aux syndicats d'être socialistes pour être prospères et que dans les contrées pauvres l'organisation professionnelle est plus particulièrement difficile. L'Autriche a du reste fait depuis quelques années des progrès

encore plus marqués que ceux de l'Allemagne. Le district de Vienne, avec ses 321 mille travailleurs compte 30 p. c. de syndiqués. Et en Belgique même l'armée du travail organisée a accru ses effectifs de 47 p. c. depuis 3 ans. On conçoit d'ailleurs que les prolétaires assez courageux pour s'engager dans la bataille contre le patron ne reculent pas devant une appellation qui excite surtout de la sympathie dans la classe ouvrière.

***

Les neutralistes craignent plus encore que l'abstention des timides leur organisation séparée sous la houlette capitaliste. Parmi les armes employées par les patrons contre les organisations militantes, la création des syndicats chrétiens, jaunes, antisocialistes, domestiqués de toute dénomination est en effet particulièrement redoutable.

Mais on ne l'évitera pas non plus par un simple sacrifice de forme. On ne l'a du reste évité nulle part et l'on ne conçoit guère du reste qu'on puisse l'éviter de sitôt.

Le principe même de toute la politique du capitalisme contre le prolétariat est de le maintenir sous sa tutelle intellectuelle et de lui imprégner le cerveau de toute la vieille idéologie bourgeoise. Aujourd'hui, surtout que les circonstances de l'évolution sociale n'ont plus permis aux maîtres de tenir la classe ouvrière absolument à l'écart de toute activité sociale, cette tactique devient impérieusement nécessaire au maintien de l'ordre établi. Si les travailleurs usaient unanimement à leur profit commun du droit de coalition et du droit de suffrage, le règne de la bourgeoisie serait bien compromis. Elle ne laissera se produire un évènement aussi désastreux pour elle que lorsqu'il lui sera devenu entièrement impossible de l'éviter. Voilà pourquoi nous sommes condamnés à avoir des partis de travailleurs, asservis aussi longtemps que le capitalisme conservera quelqu'ascendant moral et à connaitre tout aussi longtemps les syndicats domestiqués.

Qu'on ne m'oppose pas l'exemple de l'Angleterre, qui n'aurait ni jaunes, ni chrétiens, ni antisocialistes. D'abord, des syndicats de ce genre existent dans les îles britanniques. Ils forment les « National free labor association ». J'admets que leur force est des plus restreinte. Mais c'est uniquement parce que le capitalisme a trouvé jusqu'ici assez d'appui pour la défense de ses principes essentiels, dans les vieux états-majors des trade-unions elles-mêmes, tout imprégnés de libéralisme conservateur. Que le courant qui porte aujourd'hui ces puissantes associations à accentuer leur allure, pour rendre leur action plus efficace, persiste, et l'on verra bien si l'organisation des jaunes et des «briseurs de grève » ou quelqu'autre corporation semblable ne se développe pas.

Au moins, répliquent les neutralistes, notre tactique nous permet d'agir sur les syndicats chrétiens et de les soustraire peu à peu à l'influence des maîtres. En n'effarouchant pas les travailleurs qui s'y sont laissé enfermer, nous réussirons à former avec eux des cartels, à les englober dans une action commune de classe et nous en ferons en fin de compte des bons soldats de la cause prolétarienne. Personne n'ignore que c'est en vue de ces alliances surtout que les organisations allemandes ont accentué leur neutralité.

Je ne veux pas nier que les cartels peuvent être utiles. Dans certains cas spéciaux, lorsque la conscience ouvrière se trouve surexcitée par quelque grand événement, il peut se faire que l'instinct de classe s'éveille brusquement chez les embrigadés des organisations jaunes et les range à nos côtés. De telles alliances qui ne sont achetées par aucun sacrifice de principe ou de tactique, se produisent aussi d'ailleurs, dans les pays de syndicalisme socialiste. Mais en dehors de ces courts instants, une action commune sera bien difficile. Il sera, en général, bien plus facile de convaincre les camarades sous le joug en leur montrant les résultats qu'on obtient par la lutte que de les amener à changer de système en sacrifient un peu du leur.

Depuis qu'on a suivi en Allemagne cette tactique de conci-

liation quand même et qu'on s'est déclaré neutre pour complaire à des chrétiens qui donnaient à leurs groupements un caractère étroitement sectaire, à quels résultats a-t-on abouti ? La croissance des organisations chrétiennes a été énorme. De 139,770 en 1902, le nombre de leurs membres est passé à 179,779 en 1903 et à 265,032 en 1905. En Suisse, où la politique d'alliance a été poussée plus loin encore, ses résultats ont été déplorables. On en pourra juger par les extraits suivants du travail inséré par le citoyen F. Thies, secrétaire de la fédération des syndicats professionnels, dans le rapport international sur le mouvement syndical pour 1904. Je les cite de préférence à tout autre document, à cause de leur caractère officiel :

« Une vive propagande pour la neutralité des syndicats, faite par le secrétaire ouvrier Greulich, cherche à amener les ouvriers de toute profession à l'organisation syndicale.

Pour favoriser ce but, le secrétaire ouvrier proposa au congrès ouvrier de Lucerne, en 1899, certaines thèses qui furent adoptées et qui déclarent nettement que le mouvement syndicaliste en Suisse est nécessairement neutre en rapport à la politique et à la religion, tout membre d'un syndicat pouvant satisfaire à ses besoins politiques et religieux dans des sociétés spéciales.

Au congrès de Wintertur en 1906, la fédération syndicale revisa aussi ses statuts en ce sens.

Dans l'article premier de ses nouveaux statuts, la F. S.S.P. (Fédération suisse des syndicats professionnels) déclare que son but est : de conquérir pour ses membres le droit de coopérer au contrat de travail et d'en influencer les conditions, d'améliorer la situation matérielle des membres et de défendre leurs biens moraux et leur droit de l'homme, de les mettre à même de participer dûment aux richesses croissantes de la société et de travailler en membre indépendant pour son progrès et son développement.

Les moyens (art. 2) pour arriver à ce but sont : les organisations professionnelles et syndicales de tous les travailleurs

de la Suisse et surtout la centralisation de toutes les sociétés et fédérations locales, pour la réalisation d'une solidarité efficace pour toute la classe ouvrière.

Mais les espoirs qu'on avait eu en créant ce programme de neutralité ne furent point réalisés. Les chefs des sociétés ouvrières chrétiennes (ou plutôt catholiques) au lieu d'inviter leurs membres, ouvriers professionnels, à adhérer à la fédération syndicale, entrèrent dans une vive propagande pour la création de syndicats chrétiens, surtout dans toutes les localités où nos syndicats commencèrent à s'étendre. Aussi la question de la neutralité des syndicats excite-t-elle de grandes controverses parmi les ouvriers suisses. » (1)

Pour bien comprendre la portée de ce dernier paragraphe, il convient de rappeler que la fondation de nouveaux syndicats démocrates-chrétiens s'accomplissait en violation de la promesse faite.

« ... On reconnaît de plus en plus qu'en Suisse aussi, les organisations ouvrières politique et syndicale devraient s'entr'aider et on a déjà commencé d'agir pratiquement ensemble ; les syndicats en commun avec le parti politique s'efforcent de réaliser une politique sociale efficace, surtout une législation protectrice des ouvriers par le moyen d'une représentation de la classe ouvrière dans les corps législatifs. » (2)

Citons enfin ces quelques lignes du rapport pour 1905 :

« Suivant les renseignements que nous avons reçus, mais dont nous ne pouvons pas garantir la justesse, elle (la Fédération d'organisations chrétiennes sociales) a environ vingt mille membres dans les syndicats de 7 professions.

Ces chiffres devraient prouver leur erreur à ceux qui, il y a

---

(1) Deuxième rapport international sur le mouvement syndical 1904 Berlin 1906, p. 106. C'est nous qui soulignons les dernières lignes.

(2) Idem., p. 111.

6 à 8 ans, mettaient tout leur espoir dans la neutralité des syndicats (1).

Espérons qu'ils feront réfléchir aussi ceux qui, en dehors de la Suisse, prêchent cette neutralité-là.

IV

Les avantages que les syndicats prétendraient obtenir en dissimulant leurs vraies couleurs sont donc bien fragiles et même à y regarder de près tout à fait illusoires. Restent les inconvénients certains : le but moins clairement aperçu, le principe d'action hésitant et confus, le risque de voir s'implanter une indifférence réelle à toutes les doctrines, aveulissante et paralysante.

Mais une objection plus décisive s'élève contre cette tactique. C'est qu'elle est incompatible avec les fonctions les plus récentes des unions professionnelles qui ne sont pas les moins importantes. Elles font craquer de partout le masque neutraliste, comme l'examen que nous allons en faire va nous le montrer.

*
* *

Il n'est plus guère aujourd'hui de grandes organisations professionnelles qui ne s'intéressent au vote de certaines lois. Les Trade-Unions avaient, bien avant la création du *Labour Representation Committee*, un organe : « le comité parlementaire » par lequel s'exerçaient leur influence sur la législation. Les syndicats français, malgré tout le dédain que la Confédération du Travail affiche pour tout ce qui touche au parlementarisme, agissent continuellement en vue de déterminer le vote de certaines mesures ou d'empêcher celui de certaines autres. Après le grand mouvement du 1er mai 1906,

(1) Troisième rapport international sur le mouvement syndical 1905, p. 107.

la *Voix du Peuple*, leur journal officiel, écrivait que le plus grand résultat de cette action vigoureuse avait été le vote du repos dominical. Les syndicats allemands font de l'amélioration de la législation ouvrière l'un des objets officiels de leur activité et l'American Federation of Labor de son côté a son programme parlementaire. Je n'ai pas besoin de dire que les associations qui se réclament du socialisme attachent, elles aussi, une importance extrême à la transformation de nos codes.

Une telle unanimité, malgré des différences profondes de doctrines et de méthodes, montre que nous nous trouvons ici devant l'un des caractères vraiment généreux et essentiels de l'action syndicale contemporaine. Il était du reste évident que, du moment où les groupements de métier en sont venus à défendre des revendications communes à tout le prolétariat — et nous savons que c'est leur tendance de plus en plus marquée, — elles ont dû songer à leur assurer la consécration et la stabilité qu'une loi seule peut donner dans la société moderne.

Mais on se tromperait fort si l'on imaginait que les aspirations des syndicats en cette matière se bornent au domaine, d'ailleurs vague et mal défini, de la législation du travail. La défense du droit de coalition, notamment, les a mis en contact avec presque tous les chapitres de nos recueils légaux et l'on sait combien cette lutte s'est faite âpre depuis quelques années. Maintenant que la classe ouvrière apprend à faire de l'association et de la grève un usage rationnel, le capitalisme défend sa vie en essayant par mille mesures indirectes et hypocrites d'en contrarier l'exercice et en affaiblir la vertu.

Aux États-Unis, c'est le scandaleux abus de l'injonction auquel on ne pourrait vraiment remédier que par une réforme profonde de l'organisation judiciaire et de la procédure criminelle. En Angleterre, c'est la Jurisprudence nouvelle de la Chambre des Lords à laquelle une loi récente ne paraît avoir apporté qu'un remède provisoire et qui intéresse

quelques-unes des parties les plus embrouillées du droit britannique, si confus dans toutes ses parties.

En France, c'est tout le troupeau bourgeois, conduit par M. Briand, opposant le statut des fonctionnaires au droit des travailleurs à s'associer librement. C'est la loi hollandaise, interdisant la grève des chemins des fer en vertu de principes encore tout différents. C'est l'article 310 aggravé en Belgique par une série de jugements scandaleux, de vieilles ordonnances de police de l'Empire détournées de leur sens pour contraindre les ouvriers à demeurer à la besogne malgré leur volonté. C'est la *muselière dorée* en Allemagne. La liste pourrait s'allonger longtemps encore sans être complète pour cela. Il faudrait y joindre tous les projets soi-disant avancés qui offrent à l'ouvrier l'arbitrage obligatoire à la place du droit de grève, l'embrigadement légal au lieu de la faculté de se syndiquer en toute indépendance.

Les plus ardents adversaires de la politique dans les unions n'imagineront même pas que l'on puisse déserter la lutte contre ces mesures qui, par mille voies diverses, tendent toutes au même but perfide. C'est la loi, cette fois, qui a pris l'offensive. Les syndiqués entendaient peut-être la laisser en repos, mais elle n'a pas voulu leur rendre la pareille. Il a bien fallu qu'ils entreprennent de nettoyer le code de tant d'ennemis divers qui s'y tenaient tapis.



Bien d'autres considérations ont déterminé récemment les unions à élargir encore le cercle de leurs préoccupations législatives. Elles s'intéressent à l'exploitation des services publics au régime des impôts, payés par les prolétaires et dépensés dans l'intérêt des dirigeants. Aux tarifs douaniers qui peuvent bouleverser le marché de travail et changer profondément l'étalon de vie. A l'enseignement technique et par un enchaînement naturel, à tout le système de l'enseignement public, à l'organisation militaire dont les travailleurs portent tout le

poids et qui est utilisée surtout contre eux. A la politique coloniale qui retentit sur le marché, sur la circulation de capitaux, sur la localisation de l'industrie et l'abondance de la main-d'œuvre, à la politique étrangère qui a mille répercussions économiques.

Des préoccupations de l'espèce eussent parues ridicules aux petites assemblées syndicales d'autrefois, à quelque pauvre chambre de tailleurs ou de maçons. Elles avaient devant elles une tâche parfaitement limitée et restreinte. Pour hausser les salaires, elles avaient à agir sur des personnes déterminées et connues et si, d'aventure, elles devaient s'adresser au parlement, comme en avaient coutume les premières unions anglaises, c'était pour obtenir le vote d'un règlement tout particulier, spécial à leur profession et même parfois à leur région. Mais les mêmes causes qui ont fait remplacer l'union locale par le syndicat national et l'action professionnelle exclusive par l'alliance des métiers, ont amené les travailleurs à regarder par dessus les murailles qui clôturent les usines. La production prend un caractère de plus en plus social, chaque entreprise particulière est enserrée chaque jour davantage dans un réseau d'institutions et de services dont elle dépend pour son existence et qui toutes ont un caractère plus ou moins public, sont tributaires en une certaine mesure de l'État et de la loi : chemins de fer, canaux, ports, services de navigation, postes, télégraphes, marchés, change, crédit, banques, renseignements commerciaux, techniques, statistiques, enseignement professionnel, assurances de tous genres, distribution de lumière, de force motrice. Dans chaque conflit du travail, tout cela intervient à quelque degré. Une grève qui eût pu triompher du patron sera vaincue par la banque qui ouvrira aux employeurs un crédit illimité. Une école professionnelle pourra devenir une pourvoyeuse de sarrazins. L'accident survenu à l'usine sera indemnisé par une compagnie étrangère à l'établissement et c'est contre sa rapacité à elle que le syndicat devra s'élever. Or, dans chacune de ces circonstances, et

dans mille autres analogues, l'action législative s'imposera comme le prolongement nécessaire de la lutte directe pour les salaires.

Il n'est pas une des réformes législatives inscrites aux programmes socialistes qui ne soit par là d'intérêt syndical. Le congrès trade-unioniste anglais s'est occupé des home-rule et l'American Federation of Labor réclame le droit de suffrage pour les femmes. C'est en vain qu'on a voulu délimiter une politique d'affaires prolétarienne dont les unions ne pouvaient pas sortir. Elles en sortent toujours, en fait, entraînées par l'évidente liaison de toutes les formes de la vie sociale. Que voudrait-on exclure de cette politique d'affaires, qu'est-ce qui ne retentit pas sur les conditions du travail? Sera-ce ce qui concerne la culture de l'esprit, le progrès des sciences, l'épanouissement des arts? Mais tout cela influe immensément sur la production et les salaires. Les plus neutralistes des associations belges le reconnaissent si bien qu'elles manifestaient naguère en faveur de l'enseignement obligatoire. Et qu'on ne dise pas que c'est la défense ou la conquête du droit de suffrage, de toutes les libertés modernes, pour lesquelles tant d'organisations déjà ont consenti à de lourds sacrifices, car elles sont pour les ouvriers d'une importance vitale; sans liberté, sans dignité humaine, pas d'association véritable, pas de syndicalisme. On se ferait une conception bien mesquine de l'action professionnelle si on la voyait compatible avec l'abêtissement ou la servilité.

Et ceci nous mène à une constatation plus importante encore. Si l'organisation professionnelle se donne à elle-même un programme législatif s'étendant aussi loin que celui du socialisme lui-même, identique, si les codes la blessent aux mêmes endroits, c'est donc que tout l'ordre capitaliste lui est au même degré hostile et qu'elle est entraînée à le combattre dans la même mesure. *La lutte syndicale qui n'était d'abord dirigée que contre les patrons, l'est maintenant contre l'état bourgeois et toute l'organisation sociale actuelle.*

*
* *

Que devient dans tout cela la neutralité? Les unions appuient sur tous les points la politique du parti socialiste et combattent par conséquent celle des partis opposés. Soutenir un parti et lutter contre ses adversaires, ce n'est point, que je sache, être neutre.

L'on essaie cependant de sauver les apparences par un artifice dont l'ingéniosité dissimule mal la fragilité extrême. Certes, concède-t on, les revendications syndicales se confondent souvent avec celles du socialisme, mais les groupes professionnels peuvent cependant rester neutres, en s'abstenant de faire de la *politique de parti*. Il semble bien que l'on entende par là de la politique électorale. Cela encore, cependant, les unions ne peuvent le faire, sous peine de se mutiler elles-mêmes et de renoncer à la mission qui leur est dévolue.

N'est-il pas hautement instructif de constater que toutes celles qui ne se rattachent pas de façon avouée ou occulte à un parti socialiste ont été amenées, à leur corps défendant et en contradiction avec leurs traditions les plus chères, mais poussées invinciblement par la logique des choses, à créer une organisation électorale plus ou moins parfaite ?

Ce sont les syndicats britanniques, dont le mot d'ordre fut si longtemps, si obstinément « no politics in the unions » et qui fondent cependant en 1900, avec des groupements socialistes, le « Labour representation committee » dont elles sont des éléments constituants. Le but de ce « committee » est ainsi défini par les statuts : « Assurer, par une action d'ensemble, l'élection au parlement des candidats choisis par l'un des groupes affiliés de leurs circonscriptions, et décidés à constituer un groupe parlementaire distinct, ayant sa politique propre sur les questions ouvrières, à refuser de s'identifier avec aucune fraction du parti libéral ou du parti conservateur, et à ne jamais combattre un candidat désigné par le comité. Tous les candidats du comité s'engagent à accepter les statuts, à

se conformer aux décisions des groupes en ce qui concerne l'application du but poursuivi par les dits statuts, et à se présenter aux suffrages des électeurs exclusivement sous la dénomination de candidats ouvriers ». Ce comité, devenu, depuis les dernières élections qui lui ont valu de si brillants succès, un véritable parti du travail, compte même beaucoup plus d'unions adhérentes que la « *General federation of Trade-Unions* » (1) qui constitue le centre syndical proprement dit. Ce qui tendrait à faire croire que l'action électorale leur tient maintenant plus aux cœur que l'action interprofessionnelle.

Les syndicats américains de la grande « Fédération « ont eux aussi leurs machines électorales puisqu'ils posent aux candidats des questions précises et font une propagande active pour que les ouvriers n'accordent leurs suffrages qu'à ceux qui y répondent favorablement. Voici, à titre d'indication, les questions posées en 1904 au candidats pour les législatures d'Etat :

Question 1. — Si vous êtes élu, voterez vous pour les candidats au Sénat fédéral qui auraient promis par écrit de voter l'abolition du gouvernement par injonction (2), la journée de huit heures dans les travaux exécutés pour compte du gouvernement fédéral, ainsi que l'initiative et le referendum fédéral

---

(1) Elles ont au total environ 900,000 adhérents (en 1905) contre 501,299 pour les unions adhérentes à la « General Federation of Trade-Unions». Le Trade-Unions Congress, où l'on discute les questions politiques et où l'on nomme une commission parlementaire pour faire avancer et aboutir la législation ouvrière, mais sans participer aux élections, comprend 1,400,000 unionistes. Beaucoup d'unions, les plus importantes et les plus progressives, adhèrent aux 3 organisations.

(2) On sait que l'injonction est le procédé par lequel les juges américains ont imaginé de briser les grèves.

consultatif, les détails étant conformes aux règles que nous formulons ci-joint, sauf les changements de détail qui pourraient être approuvés par le Comité législatif de l'American Federation of Labor et la National Grange ?

Question 2. — Si vous êtes élu, voterez-vous pour qu'on donne un mandat aux sénateurs que vous élirez — le mandat de voter pour les mesures ci-dessus ?

Question 3. — Si vous êtes élu, aiderez-vous à établir une loi en vertu de laquelle cinq pour cent des électeurs de l'Etat, calculés d'après la dernière élection, pour le gouverneur, pourront provoquer une élection spéciale pour un referendum sur la proposition de donner un mandat aux représentants de l'Etat au Sénat des Etat-Unis, dans le cas où l'un deux ou tous les deux ne se conformeraient pas au mandat donné par la législature ?

Question 4. — Promettez-vous que, si vous êtes élu, vous aiderez à faire passer une loi établissant l'organisation nécessaire pour vérifier les signatures des pétitions nationales et pour que l'on puisse procéder à un referendum quand le congrès l'aura décidé, les détails en étant réglés conformément aux mesures ci-jointes, sous réserve de modification de détail qui seraient approuvées par le Comité législatif de l'A. F. of L. et la Nationale Gange ?

On remarquera que presque toutes les questions ont trait au referendum, donc à l'organisation politique plutôt qu'à la législation ouvrière. Ce procédé de l'interrogatoire électoral semble d'ailleurs, comme il fallait s'y attendre, n'avoir donné que des désillusions. Il était assez naïf de charger les candidats des partis bourgeois de défendre les intérêts des ouvriers. Aussi discute-t-on maintenant la participation directe aux élections et il est fort probable que les syndicats américains, comme ceux d'Angleterre, auront bientôt leurs candidats du travail.

Et l'on peut enfin soutenir sans paradoxe que la *Confédération*

du Travail de France s'engage dans une voie analogue. Elle n'envoie pas encore auprès des pouvoirs publics de mandataires officiels, mais déjà des délégués officieux. C'est un fait bien connu que nombre de ses militants sont obligés, pour faire triompher les mesures qui intéressent leurs membres, de passer une bonne part de leur temps dans les couloirs de la Chambre et dans les bureaux ministériels. Les syndicats finiront bien par reconnaître qu'ils auraient plus de garanties si leurs hommes de confiance agissaient dans la salle même des séances, sous le contrôle de tous, assurés par la publicité. Ils s'apercevront qu'à tout prendre, la politique des parloirs est très inférieure à celle des parlements. Espérons que ce jour-là ils assureront l'unité ouvrière en associant leurs efforts électoraux à ceux du parti.

* * *

Il semble bien en somme, que partout où les syndicats ne rencontrent pas un parti prolétarien qui ait leur confiance, ils finissent par en créer un, tant une action électorale autonome des ouvriers leur est indispensable pour la défense de leur programme législatif. Quand, d'autre part, les associations professionnelles sont socialistes, elles travaillent avec les groupes politiques au triomphe des candidats de classe. Et en Allemagne il n'en est pas autrement, malgré les déclarations de neutralité. Kautsky révèle à ce sujet un détail savoureux et bien caractéristique. Le syndicat des mineurs est un des premiers qui ait levé la bannière neutraliste ; or, dans le numéro même de son organe officiel, où l'on s'efforce de justifier cette attitude, l'article de tête est consacré à défendre la candidature de Sachse, porté au Reichstag par le parti. Ce n'est point bien entendu le socialiste Sachse que l'on y recommande aux suffrages des travailleurs, c'est le mineur Sachse, le défenseur des ouvriers ! On avouera que la nuance est délicate.

L'appui électoral que les unions socialistes et pseudo-neutres accordent au parti ne peut l'être sans condition d'aucune

sorte, par simple sympathie et comme un don gratuit. Nos groupes se trouveraient sans cela dans une situation très inférieure à celle des syndicats intervenant directement dans les luttes électorales et qui sont représentés par des hommes ayant à leur égard des engagements définis. L'association professionnelle doit donc être assurée que les élus qu'elle contribue à faire défendront un programme qu'elle agrée et suivront une tactique qu'elle approuve, qu'ils seront ses alliés dans les luttes quotidiennes, aideront au succès de ses revendications, auront une conduite conforme à ses désirs. En Allemagne, elle trouve aujourd'hui suffisante les garanties que lui donne la grande influence morale qu'elle exerce sur le parti et l'*union personnelle* par laquelle ses principaux militants siègent à la fraction du Reichstag. Ailleurs, les garanties résultent des statuts mêmes de l'organisation ouvrière qui donne aux syndicats le droit d'intervenir dans la désignation des candidats, dans le contrôle des représentants comme dans tous les actes du Parti. Partout donc, de façon officielle ou officieuse, il y a collaboration véritable entre les deux grands ordres de groupements prolétariens.

Et, en définitive, c'est donc bien une *politique de parti* que suivent *toutes* les organisations professionnelles de la classe ouvrière, qu'elles soient socialistes de façon avouée, qu'elles soient socialistes sans vouloir le dire, qu'elles soient même indifférentes ou hostiles au socialisme.

*
* *

Vouloir séparer la politique syndicale de la politique électorale,ce serait d'ailleurs comme vouloir rendre la représentation de la puissance indépendante, de la puissance représentée, ou pour être plus exact, d'une notable partie de cette dernière.

Le parlement n'est pas l'endroit où se livre le combat politique, c'est le prolétariat qui poursuit lui-même la vraie

bataille chaque jour,dans toute l'étendue du pays,par les mille formes diverses de son activité de classe. Il a pour cela l'organisation qui augmente sa puissance civique et oblige les dirigeants à compter davantage avec lui. Il a la grève, toujours politique dans une certaine mesure, quand elle met en avant des revendications de classe. Il a encore ces grands mouvements d'opinion, meetings, démonstrations, pétitionnements de tous genres qui exercent une si incontestable influence dans nos démocraties et même ailleurs. Il a, enfin, les émeutes et les insurrections dont le rôle, quoi qu'on en pense, est bien loin d'être terminé. Au parlement, on ne fait que constater les résultats obtenus, les traduire en lois qui marquent à chaque instant l'équilibre changeant des forces sociales en présence. Elles sont un peu comme ces traités protocoles, conventions de tout genre qui se concluent à tout moment au cours d'une guerre. C'est par là d'ailleurs que l'action parlementaire est indispensable, car, à y bien regarder, on ne conçoit pas de guerre sans traité, ni de lutte sans négociations. Et le rôle de celles-ci devient toujours de plus en plus important à mesure que les hostilités se font plus savantes et plus prolongées.

Si l'on se rappelle la vraie fonction du parlementarisme, la distinction entre la politique pratique de la classe ouvrière et la politique de parti apparaîtra comme aussi fausse et aussi dangereuse du point de vue de ce dernier que de celui des syndicats. Elle ne tend à rien moins qu'à faire du parti un pur organisme électoral, quelque chose qui négocierait sans disposer des forces sur lesquelles les négociations s'appuient. Or, c'est là verbiage vain, exercice de rétheur en mal d'éloquence, dispute byzantine de sectes et de coteries, crétinisme parlementaire, aurait dit Marx.

Le parti, heureusement, ne se résoud nulle part à tomber dans cette pure logomachie. Il entend être une force politique réelle, non un simple symbole et en même temps que la lutte électorale, il mène, dans le pays cette vraie bataille politique dont je parlais tout à l'heure. Et je n'en veux pour preuve que

l'attention croissante avec laquelle il étudie cette grève générale dont la menace ou la mise en pratique ont plus d'une fois déjà arraché aux classes possédantes d'importantes concessions et dans laquelle on s'habitue de plus en plus à voir la garantie suprême du droit prolétarien et le moyen révolutionnaire par excellence du prolétariat. Les naïvetés anarchisantes de quelques-uns ont longtemps maintenu à ce sujet des malentendus qui se dissipent lentement. On comprend mieux que loin de s'opposer : grève générale et suffrage universel; action directe et action parlementaire se complètent et s'impliquent en quelque sorte l'un l'autre. Sans le droit de vote, la grève politique, c'est-à-dire la grève à visées générales, ne serait qu'une agitation sans cesse renouvelée qui énerverait et lasserait à la fin la force prolétarienne sans lui assurer jamais de résultat stable. Sans la grève toujours pénible, bien préparée et soigneusement tenue en réserve comme un dernier recours, le droit de suffrage ne serait qu'un hochet que la bourgeoisie nous ôterait d'un seul geste le jour où il la gênerait réellement. Appuyés l'un sur l'autre,ces deux instruments de lutte donnent au prolétariat une puissance énergique et tranquille qui peut le mener avec un minimum de secousses à l'accomplissement de ses destinées.

Cette étroite corrélation qui apparaît au terme de notre analyse entre la grève et l'action électorale, entre ce que l'on considérait comme le moyen par excellence des syndicats et l'arme essentielle du parti, montre enfin dans toute son importance l'union nécessaire de l'organisation professionnelle et de l'organisation socialiste. Le parti a besoin des syndicats pour mener sa politique d'action comme les syndicats du parti pour leur lutte parlementaire. Dans tous les domaines, c'est par l'ensemble des groupements ouvriers, non par l'un d'eux, que s'exprime la puissance prolétarienne.

Que reste-t-il encore des frontières que l'on prétendait tracer entre eux. Qu'est-ce qui appartiendrait en propre au parti ? La préoccupation du but final ? Je ne parviens pas à le concevoir comme indépendant de l'action quotidienne,

comme une chose dont on attendrait patiemment la venue en se bornant à en parler jusque-là. J'ai montré que les unions de métier avaient autant que le parti le besoin d'un haut idéal, d'une vue sûre et claire du but lointain vers lequel convergent tous les efforts du prolétariat. Si les deux organisations doivent marcher d'accord tout le long de la route, si leur union s'accroît à mesure qu'elles avancent, on ne voit pas pourquoi elles auraient à se séparer pour le dernier effort au terme du voyage. Méditons ces paroles de Liebknecht, prononcées en 1893 :

« Comment la transformation de la société — ou bien, employons le terrible mot français : *la révolution sociale* — comment est-elle concevable sans l'organisation syndicale des ouvriers ? En Angleterre, grâce au développement des Trade-Unions, il suffit d'un décret du gouvernement ouvrier et, sans interruption de l'activité économique, chaque exploitation peut immédiatement passer aux mains des ouvriers organisés, parce que la masse des ouvriers est syndicalement organisée. En Allemagne, où une petite fraction seulement des ouvriers est syndicalement organisée — l'organisation politique ne peut pas ici être un équivalent — un gouvernement prolétarien se heurterait à des difficultés et à des obstacles extraordinaires.

» C'est pourquoi nous avons besoin de syndicats et si nous n'en avions pas, nous devrions en créer, dans l'intérêt du mouvement ouvrier, dans l'intérêt du mouvement politique socialiste.

» Le mouvement ouvrier avec des organisations purement syndicales ne peut pas conduire au but. Un mouvement ouvrier avec des organisations purement politiques ne peut pas conduire au but. Les deux formes d'organisations sont indispensables l'une à l'autre. Si les Anglais avaient notre organisation politique et si nous avions l'organisation syndicale des Anglais — en Angleterre et en Allemagne nous

aurions remporté la victoire et nous aurions le pouvoir en mains (1). »

Peut-on supposer d'ailleurs que les syndicats n'auraient aucune part à la « lutte finale » quand on y accorde un rôle à la grève générale ?

V

Si les syndicats et le parti avaient à s'occuper de choses différentes, ils pourraient se développer paisiblement côte à côte, entretenant à l'occasion des rapports d'amitié ou de bon voisinage sans que chacun ait à s'occuper davantage de ce que l'autre peut faire. Mais j'ai montré longuement que le développement même de la lutte des classes les pousse de plus en plus à s'occuper des mêmes choses et, dans une large mesure, par les mêmes moyens. Si bien qu'à tout moment ils se rencontrent, attelés à la même tâche et doivent de toute nécessité concerter leurs efforts.

A qui incombera la direction des grèves? A l'organisation professionnelle, dira-t-on, directement autorisée. Sans doute, mais il faudra peut-être interpeller aux Chambres, empêcher l'envoi intempestif de troupes, dénoncer les condamnations scandaleuses, la pression administrative. Peut-être le vote d'une loi serait-il une solution du conflit, comme il est advenu pour la grève de la Ruhr. Pour toutes ces choses, le parti est plus spécialement outillé. Il interviendra donc et il faudra bien qu'ayant sa part d'action, il ait son mot à dire. En fait, cette collaboration se produit presque toujours sous une forme ou sous une autre.

Les démonstrations du Premier mai, qui marquent de façon si saisissante l'unité politique du prolétariat mondial, seront-elles organisées par le parti? Il en a pris l'initiative dans ses

---

(1) Rede gehalten zu Bielefeld am 29 Oktober 1893, cité par Edgard Milhaud. « La démocratie socialiste allemande », Paris 1903, p 401.

congrès internationaux et il ne peut, sans le plus grand dommage, abandonner un moyen aussi puissant de lutter pour deux choses qui lui tiennent le plus à cœur : la journée légale de huit heures et la paix mondiale. Mais les syndicats,d'autre part, veulent de toute leur énergie conquérir les huit heures et assurer la paix. Les dispositions à prendre en vue du chômage leur incombent d'ailleurs et les renvois, grèves, lock-outs qu'il pourra entraîner, engagent leurs ressources. Le Premier mai serait somme toute absurde, sans le concours du parti et impossible sans celui des syndicats. Ici encore, la collaboration est la seule solution rationnelle et celle qui prévaut dans l'immense majorité des cas.

Qui conduira la lutte électorale pour les conseils des prud'hommes, conseils de l'industrie et autres organisations analogues? Ils traitent de questions qui sont de la compétence immédiate de l'organisation professionnelle et celle-ci ne peut s'en désintéresser. Mais le parti ne le peut davantage, car ces élections ont souvent une corrélation directe avec celles qui sont plus proprement politiques. Il faut une fois de plus se mettre d'accord dans l'action.

Et les grandes manifestations de l'opinion publique dont la direction est une des principales raisons d'être du parti ! Nulle part les unions professionnelles ne s'en sont désintéressées et ce sont elles bien souvent qui contribuent le plus à en assurer le succès. J'ai montré déjà leur rôle électoral. Ai-je besoin de rappeler la part qu'elles prennent à la propagande antimilitariste partout où celle-ci est sérieusement organisée? Et quand viennent les jours de la grève générale, c'est encore le concours concerté de toutes les organisations prolétariennes qui peut seul la mener à bien.

En tout donc, entente nécessaire, collaboration entraînant la nécessité de se concerter avant d'agir, d'avoir des rapports réguliers et de régler la façon dont on tranchera les différends qui viendraient à se produire. Rien de plus facile là où les syndicats et parti sont unis, constituant deux portions d'un même ensemble. Mais là où ils se déclarent indépendants l'un

de l'autre, il est intéressant de voir comment les relations s'établissent quand même, par la force des événements et comment un lien organique finit par se créer. Il faut en revenir encore à l'exemple de l'Allemagne, si intéressant. Cette grande nation industrielle présente ce triple caractère d'avoir une organisation professionnelle puissante, un parti fort et d'avoir proclamé longtemps, par la voix de ses militants, à peu près unanimes, la nécessité d'une stricte séparation. Nous allons voir ce que la vie, plus forte que les théories faites d'avance, a laissé subsister de cette conception.

*
* *

C'est, on le sait, en 1890 que l'organisation dualiste fut établie. Et il ne faut jamais perdre de vue dans l'appréciation de son caractère, que le principal argument invoqué en sa faveur fut la *nécessité légale* d'enlever aux unions tout but politique sous peine de les condamner à un localisme impuissant. Cette nécessité légale existe d'ailleurs encore partiellement aujourd'hui.

Au début, l'on maintenait le principe de la séparation absolue avec une vigueur inflexible. C'est ainsi qu'au congrès du parti, à Cologne, en 1892, Legien, citant une correspondance, d'allure aigre-douce, échangée entre lui, alors, comme aujourd'hui, président de la « Commission générale des Syndicats » et Auer, secrétaire du « Comité directeur socialiste démocrate » déclare : « Cette correspondance porte en elle un caractère personnel, parce que le Comité directeur et la Commission générale *ne peuvent entretenir des relations entre eux !* »

En 1900, cette situation paraissait devoir s'accentuer encore par le développement d'un mouvement nouveau soutenu par Bebel et qui prétendait neutraliser les syndicats de plus en plus, autant qu'en Suisse, au point que les ouvriers démocrates-chrétiens et conservateurs s'y trouveraient aussi à l'aise que les travailleurs socialistes. En 1901, au Congrès de

Hambourg, le parti, confirmant plus que jamais la thèse de a séparation absolue, refusait d'exclure des briseurs de grève et votait, à l'unanimité moins trois voix, la résolution très caractéristique dont nous reproduisons les parties essentielles :

« Le congrès, représentant de la classe ouvrière allemande organisée par sa conscience de classe en démocratie socialiste, est complètement d'accord avec les syndicats se plaçant sur le terrain de la lutte de classe, en tant qu'organisation économique de la classe ouvrière, pour condamner sans réserve la rupture de grève.

» Le congrès reconnaît également que les syndicats, dans l'intérêt de leur conservation et de l'accomplissement de leurs devoirs, doivent combattre et réprouver avec toute l'énergie possible la rupture de grève, mais que le soin de mener cette lutte et de choisir ces moyens de combat doit être avant tout laissé aux syndicats eux-mêmes.

» Mais le congrès se refuse à prendre position dans tous les cas de conflit sur les décisions des syndicats concernant leur organisation et leur tactique, ainsi qu'à faire dépendre le droit d'appartenir au parti dans son ensemble de ces décisions ou de l'attitude prise envers elles par les membres du parti organisés syndicalement. »

* * *

Mais dès l'année suivante le courant qui devait pousser les deux organisations vers une collaboration de plus en plus étroite commençait à se manifester, Le congrès syndical, réuni à Stuttgart en 1902, votait par 463,109 voix contre 200,276 le transfert de la commission générale de Hambourg à Berlin. Le discours de Sassenbach à l'appui de la proposition invoquait d'abord ce fait que 23 syndicats avaient leur siège à Berlin, alors que 22 seulement étaient localisés à Hambourg et quelques autres assez minces arguments d'opportunité. Puis venait la raison essentielle. Et il ajoutait :

« Un motif bien plus grave est que Berlin est le centre de toute la vie politique de l'Allemagne, et que les corps législatifs de l'empire et les corps veillant à l'exécution des lois votées

qui en dépendent y ont leur siège. Il serait plaisant que je voulusse vous démontrer que nous, comme syndiqués, devons chercher à exercer une influence sur la législation. L'on doit en parler ici comme d'une chose évidente. Il n'est pas plus contestable que nous avons à veiller à l'exécution des lois, et il va de soi que l'on peut accomplir au mieux cette tâche au siège même de l'administration. Parce que Berlin est le siège du pouvoir législatif, il est aussi celui des partis politiques, aussi le siège du parti des travailleurs, de la Social-démocratie. Pour faire présenter les divers vœux que nous avons à présenter au pouvoir législatif impérial, et pour pouvoir faire parvenir nos réclamations aux pouvoirs, il nous faut l'aide du parti et l'aide de ses représentants. Pour pouvoir travailler la main dans la main, il serait désirable qu'entre les personnalités dirigeantes du mouvement syndical et les personnalités dirigeantes du mouvement politique, c'est-à-dire les représentants, il s'établisse des relations personnelles plus intimes. Jusqu'ici, cela n'était pas possible. Tout devait se traiter par écrit, ou par l'envoi d'un délégué, donc d'un seul homme, à Berlin. *Des délibérations communes qui auraient été souvent* de la plus haute importance ne pouvaient pas avoir lieu. Si, à l'occasion des projets de loi qui intéressent les syndicats des délibérations communes pouvaient avoir lieu entre la commission générale, le comité syndical et les représentants, les syndicats n'en retireraient que des avantages. Il peut arriver aussi qu'au cours des délibérations du Reichstag la situation se trouve entièrement modifiée, qu'un projet s'est remanié au point que nos représentants doivent se demander à la fin s'ils peuvent encore lui accorder leurs voix. Dans ces cas là, il serait infiniment désirable que les syndicats fussent en mesure de donner dans une conversation commune leur avis sur ce point. »

Le temps est loin déjà où l'on estimait que la Commission Générale et le Comité directeur « ne pouvaient entretenir de relations entre eux ». La Commission Générale abandonne maintenant la ville où la retenaient toutes les attaches du

passé, le centre le plus intense du mouvement syndical pour être plus près de la fraction parlementaire.

Les évènements devaient ensuite se précipiter. Ceux de ces dernières années sont trop connus pour que j'aie à en retracer ici l'histoire. On sait comment éclata le conflit sur la question du 1er mai, puis le conflit plus grave sur la grève générale politique. Comment, après s'être en quelque sorte défiés aux congrès de Cologne et de Iéna, les deux branches du pouvoir ouvrier reconnurent l'absurdité qu'il y aurait à entrer en lutte ouverte et l'impossibilité d'agir plus longtemps en désaccord. C'est le même prolétariat conscient, militant qui compose l'un et l'autre. Pouvait-on placer les travailleurs devant ce dilemme, ou manquer à la discipline syndicale en suivant la décision du parti, ou manquer à la discipline du parti en obéissant au mot d'ordre syndical ? C'eût été le désarroi fatal et les travailleurs eussent fini par briser les vieux cadres devenus l'obstacle au mouvement d'ensemble au lieu d'être les moyens de l'action.

C'est alors qu'eurent lieu les fameuses délibérations communes des deux comités supérieurs, que Von Elm hésitait encore à proposer au lendemain du congrès de Cologne, tant elles paraissaient à cette date, cependant si rapprochée, une nouveauté dangereuse. Puis vient le congrès de Mannheim qui doit sa haute importance à ce qu'on y signe la paix entre les deux organisations. L'ordre du jour de Bebel, tel qu'il y fut finalement voté après avoir été amendé, sous-amendé par Legien-Kautsky et d'autres, disputé mot à mot, est d'un grand intérêt. Nous voulons encore reproduire ici ce dernier document :

I

« Le congrès confirme les résolutions de Iéna,au sujet de la grève générale politique, et considère, après la déclaration qu'il n'est pas en contradiction avec la résolution du congrès des syndicats à Cologne, tout débat sur la signification de la résolution de Cologne comme terminé.

Le congrès considère une fois de plus comme particulièrement digne d'attention, la résolution qui invite à renforcer et à étendre l'organisation du parti, à propager la presse ouvrière, qui réclame l'entrée des membres du parti dans les syndicats et des syndiqués dans l'organisation du parti.

Aussitôt que le comité directeur croira à la nécessité d'une grève de masse politique, il se mettra en rapport avec la commission générale des syndicats, afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour mener l'action à bonne fin.

II

Les syndicats sont impérieusement nécessaires pour élever la situation des travailleurs dans la société bourgeoise. Ils ne sont pas moins nécessaires que le parti social-démocratique, qui a à poursuivre sur le terrain politique la lutte pour élever la classe ouvrière et la mettre au niveau des autres classes sociales et qui poursuit ensuite, au-dessus de ce but immédiat, l'affranchissement de la classe ouvrière de toute domination et de toute exploitation par l'abolition du système du salariat et l'organisation d'un système de production et d'échange basé sur l'égalité de tous les intéressés, donc d'une société socialiste. C'est là un but que doit aussi nécessairement poursuivre le travailleur syndiqué, animé de la conscience de classe. Les deux organisations sont ainsi amenées dans leurs combats à une entente et à une coopération réciproque.

Pour conduire les mouvements qui mettent également en jeu les intérêts des syndicats et du parti, les directions centrales des deux organisations doivent chercher à se mettre d'accord.

Pour assurer cette unité de pensée et d'action entre le parti et les syndicats qui constitue une impérieuse nécessité pour le progrès triomphal de la lutte de classe prolétarienne, il est absolument nécessaire que le mouvement syndical soit

animé de l'esprit de la social-démocratie. C'est donc le devoir des membres du parti de travailler dans ce sens. »

*
* *

Unité de pensée et d'action ! Peut-on rêver une association plus parfaite que celle que le dernier paragraphe (amendement Kautsky) déclare nécessaire, indispensable, au progrès et au succès de la lutte de classe prolétarienne ! Tout ce que les tenants du syndicalisme socialiste affirment est par là confirmé. De 1892 à 1906, de Cologne à Mannheim, on a franchi toute la distance qu'il y a de la séparation absolue à la coopération parfaite.

Je sais bien que l'impression que laissent les débats est un peu différente de celle qui se dégage de la résolution par laquelle il se termine. On a beaucoup parlé encore de domaines séparés, d'indépendance, voire de neutralité. Mais il semble bien que ce soit plutôt pour adoucir, en les interprétant, de vieilles déclarations tranchantes, que pour les confirmer en les rappelant. Quand sous la contrainte des faits, toujours impitoyables, on est obligé de changer d'avis, il est humain de chercher à donner aux idées nouvelles que l'on prend les apparences de celles que l'on quitte en les habillant des mêmes mots.

Si la résolution affirme la volonté d'une coopération étroite des syndicats et du parti, elle ne l'organise pas, cependant, ou ne prévoit qu'un moyen de l'assurer tout à fait rudimentaire.

La « commission » et le « comité » devront, chaque fois qu'un intérêt commun est en jeu, essayer de se mettre d'accord. Mais qu'arrivera-t-il quand ils n'y parviendront pas ? Qui décidera entre eux et qu'adviendra-t-il ? Cette façon de procéder est possible quand deux puissances, que rien ne lie nécessairement, négocient. Si elles ne peuvent s'entendre, elles reprennent simplement leur liberté d'action. Mais ici les organisations en présence ne peuvent reprendre cette liberté, puisqu'elles ne forment en somme que les deux têtes

d'un seul et même corps prolétarien, et que ce corps ne peut être mis à la fois dans deux sens différents.

Il y a là une difficulté évidente et il faudra bien qu'on avise tôt ou tard aux moyens de la résoudre. On a proposé de divers côtés d'adjoindre des représentants des syndicats au comité directeur du parti et des délégués du parti à la commission générale des syndicats. Le vaste district électoral de Potsdam-Spandau-Osthavelland, l'un des plus actifs, le plus grand de Berlin et de toute l'Allemagne, a formulé à Mannheim même une résolution défendue par Karl Liebknecht, mais sur laquelle on n'a pas voté, la jugeant prématurée sans doute, qui propose outre des séances communes régulières des deux directions et la représentation croisée suivant le système danois, un comité d'action composé d'élus des deux organisations et enfin, la réunion chaque fois que ce sera nécessaire du congrès commun des syndicats et du parti sur le modèle des congrès internationaux.

Et l'on peut sérieusement espérer que cette solution, tenue aujourd'hui pour utopique, deviendra la réalité de demain. assurant enfin l'unité organique après l'unité morale.

VI

Me voici enfin parvenu au bout de ma tâche. J'ai montré l'inéluctable nécessité de l'unité prolétarienne au triple point de vue de la *doctrine*, de l'*action* et de l'*organisation*. Je demande au congrès de la proclamer et de faire un devoir à tous ses adhérents de travailler à la réaliser.

Je ne vais pas au-delà. Je ne lui demande pas de dire sous quelle forme cette unité doit se réaliser. Il convient à cet égard de laisser l'autonomie la plus large. En matière d'organisation ouvrière surtout, il faut tenir le plus grand compte des circonstances du développement historique de chaque peuple, de ses traditions, des incidents de sa lutte de classe. Les cadres établis abstraitement à l'avance ont toujours éclaté sur la pression de la vie. Le jour viendra sans doute où l'on

pourra tracer en matière d'organisation unitaire quelques règles générales, mais il n'est pas venu encore. Cela tient surtout à ce qu'il n'a pas été possible jusqu'à présent d'étudier de façon suffisamment systématique l'ensemble des *faits*.

Quelles sont dans les diverses contrées du monde industriel les relations entre les syndicats et les partis, comment organisent-ils leur collaboration nécessaire, quelle influence ont-ils les uns sur les autres? Le Bureau International présente à ce congrès un premier recueil d'indications à ce sujet. Mais ces indications sommaires ne peuvent suffir.

Quelques textes de règlements, quelques indications d'ordre général sur ce qui se passe aux grands centres d'organisations ne peuvent nous éclairer grandement. Ce qu'il faudrait, c'est la connaissance précise de la manière dont syndicats et groupes politiques proprement dits se comportent vis-à-vis les uns des autres dans la vie quotidienne, ce sont des liens qui se resserrent par l'intermédiaire des assemblées locales, des cartels, bourses du travail, trade-councils, etc. dont, en fait, le rôle politique paraît avoir été partout très considérable et qui en maint endroit se sont plus ou moins unifiés avec les groupes de parti bien avant qu'au centre l'organisation corporative et l'organisation socialiste ne soient entrées en contact. Les renseignements si précieux relatifs à cet aspect de la lutte ouvrière sont aujourd'hui dispersés, perdus dans mille publications locales, pratiquement inaccessibles. Il faudrait pour les rassembler une vaste enquête poursuivie systématiquement partout où s'étend l'influence de l'Internationale Le Bureau ne peut l'entreprendre que si un vote du congrès l'arme du pouvoir nécessaire. La documentation que l'on pourrait rassembler d'ici à nos prochaines assises permettrait de reprendre fructueusement l'examen du problème et d'en pousser plus loin la solution.

*
* *

Il faut enfin que le congrès travaille pratiquement à établir l'unité ouvrière sur le terrain international. Les syndi-

cats ont toujours été admis aux congrès internationaux. Je demande qu'ils soient plus que jamais appelés à y participer et qu'ils accroissent l'efficacité du concours qu'ils nous prêtent en demeurant en rapport avec le Bureau International dans l'intervalle des congrès. L'Internationale syndicale établie à Berlin ne peut non plus rester écartée du mouvement général de la classe ouvrière. Je demande que des relations régulières s'établissent entre elles et le Bureau de Bruxelles pour amener en toute circonstance la coopération efficace des deux grandes organisations.

* * *

Je propose en conséquence la résolution suivante approuvée par le congrès extraordinaire du Parti ouvrier belge, le 30 juin de cette année :

RÉSOLUTION

« Le congrès rappelle les décisions des congrès internationaux antérieurs qui, unanimement, ont considéré l'organisation syndicale comme absolument indispensable et ont imposé à tous les travailleurs conscients l'impérieux devoir d'y adhérer et de n'épargner aucun effort pour la développer.

I

Il affirme que le progrès même du régime capitaliste, la concentration croissante des forces productives, la forte organisation de classe des patrons, la dépendance croissante de chaque entreprise vis-à-vis de l'ensemble de l'ordre bourgeois, condamnent à l'impuissance une action syndicale qui serait basée sur la préoccupation exclusive des intérêts de métier et sur l'entente avec le patronat, sur les princfpes de l'égoïsme corporatif et de la paix sociale. Il affirme que l'organisation syndicale ne peut plus assurer à ses membres une amélioration véritable de leur sort qu'à la condition de conformer son action et sa propagande au principe de la lutte des classes, donc au principe du socialisme international.

Il engage donc les travailleurs à pénétrer les associations professionnelles des principes du socialisme international. Il leur demande de travailler dans ce sens au sein même des unions existantes, à moins qu'elles ne soient des instruments d'asservissement aux mains de quelque fraction de la bourgeoisie et d'éviter la création toujours regrettable d'organisations concurrentes. Il considère comme le but à atteindre de convertir les groupements encore réfractaires à la lutte des classes et de les amener dans la mesure du possible à un socialisme conscient et déclaré.

II

Le congrès estime que la conjoncture sociale oblige les syndicats à étendre toujours davantage leur action politique sous peine de stériliser leurs efforts. Il estime qu'il est en conséquence de plus en plus impérieusement nécessaire qu'entre le parti socialiste et les syndicats, il y ait unité absolue de pensée et d'action. Il en résulte qu'ils doivent concerter leurs efforts, ce qui n'est vraiment possible que par l'établissement de liens organiques entre toutes les formes de groupements ouvriers.

III

Le congrès invite tous les syndicats se trouvant dans les conditions prévues par la conférence de Bruxelles 1899, ratifiée par le congrès de Paris 1900, à se faire représenter aux congrès internationaux et à se tenir en relation avec le Bureau International. Il charge ce dernier de se mettre en rapport avec le secrétariat international des syndicats à Berlin pour l'échange de tous les renseignements relatifs à l'organisation ouvrière et au mouvement ouvrier.

IV

Le congrès charge le Bureau International de réunir tous les documents qui peuvent faciliter l'étude des rapports entre les

organisations professionnelles et les partis socialistes dans tous les pays et de représenter un rapport à ce sujet au prochain congrès.»

LOUIS DE BROUCKÈRE.

V

La Question coloniale

A) Rapport du citoyen VAN KOL au nom du

Parti Ouvrier Socialdémocrate de Hollande.

La politique coloniale de la Hollande

Le Congrès Socialiste International de Paris (1900) a prié les divers partis socialistes de mettre à l'étude la *question coloniale,* partout où les conditions économiques le permettraient. Au congrès *d'Amsterdam* (1904), deux rapports ont été présentés sur la politique coloniale en générale, tandis que le Bureau Socialiste International a décidé dans sa réunion plénière du 10 novembre 1906 de demander pour le congrès de Stuttgart, et aux sections nationales dont le pays a des colonies, *un rapport sur l'exploitation coloniale perpétrée par les classes dominantes de leur milieu.*

Me tenant exactement au sujet spécial qu'il s'agit de traiter, je laisserai de côté tous les aperçus généraux, déjà traités ultérieurement, pour ne parler que de la politique coloniale *de la Hollande,* si riche en renseignements. Une expérience de plus de trois siècles en a fait la plus ancienne des colonies modernes (l'Espagne et le Portugal ayant vu crouler leur empire colonial). Elle peut donc très bien servir de base pour cette étude nécessairement sommaire. Après un exposé historique succinct, montrant les bénéfices que les classes dominantes

ont tirés de leurs possessions d'outre-mer, je décrirai ce que le gouvernement Hollandais a fait pour le développement économique de ses colonies, et inversement l'influence que les colonies ont eue sur l'évolution économique de la Hollande. Je tâcherai de mettre en chiffres les bénéfices et les désavantages de la possession coloniale pour les classes régnantes et pour les classes ouvrières. L'influence des colonies hollandaises dans l'Amérique Centrale (la Guyane et les Antilles) se faisant moins sentir, je ne parlerai que des possessions dans les *Indes Orientales* en Insulinde.

I. Exposé sommaire de notre histoire coloniale

En décrivant les grandes périodes de l'histoire coloniale, plusieurs auteurs parlent de « la période hollandaise », du temps que ce petit pays dominait les mers, avait conquis un empire immense et était le plus grand commerçant et navigateur du monde entier. Cette période glorieuse de la Hollande pendant le XVIme siècle ne dura pas longtemps. Battue par l'Angleterre dans les guerres et sur le terrain de l'industrie, son domaine s'amoindrit rapidement pour diminuer encore après l'invasion française du temps de Napoléon 1er. A l'heure actuelle, la possession de ses colonies, comptant 40 millions d'habitants, ne dépend que du bon vouloir des grandes puissances ou plutôt de leur jalousie mutuelle. Mais jusque dans les dernières années, les classes dominantes de la Hollande ont sû tirer des bénéfices énormes de leurs possessions lointaines, exemple unique dans l'histoire de la politique coloniale.

A. — La période de la Compagnie des Indes Orientales

Durant près de deux siècles (1602-1795), la Hollande a été une puissance coloniale uniquement dans l'intérêt de cette *Compagnie* de marchands « qui n'avaient que le gain pour

mobile et la cupidité comme boussole ». Leur pouvoir presque souverain ne servit qu'à maintenir par la force, souvent avec une cruauté sans bornes, leur monopole absolu de commerce et de navigation. En exigeant des indigènes les « contingents », c. a. d. la livraison gratuite de riz, café, poivre, fil, bois de djati, indigo, etc., en les obligeant à des « livraisons forcées » pour des prix dérisoires, la Compagnie sut remplir ses magasins et ses bâteaux, augmenter ses dividendes et enrichir ses fonctionnaires par le vol et la contrebande. Victime d'extorsions de toutes sortes, privée des fruits de son labeur, ce système légalisé de rapines et de vols appauvrit la population, détruisit son industrie et étouffa dans le germe l'évolution économique des pays conquis.

Heureusement, vers la fin du XVIIIme siècle, cette Compagnie privilégiée tomba en pleine décadence. Les guerres perpétuelles pour le maintien de son monopole, la gestion malhonnête de ses finances, une spéculation effrénée dans ses actions, la firent succomber sous le poids de ses dettes et l'État dut prendre en mains son héritage pitoyable.

L'opinion commune exagère souvent son influence sur l'industrie, le commerce et la navigation de la Hollande. L'importation de produits nationaux était minime; l'exportation des produits coloniaux n'était, de 1597 à 1795, que de 640 millions de francs, soit en moyenne fr. 3,2 millions par an, ne dépassant jamais 42 millions. Même durant les années les plus prospères, le nombre des navires allant aux Indes ne dépassa 30 à 40 et cela dans un temps où la marine marchande de la Hollande comptait au moins 10,000 bateaux. Les avantages pour la nation n'étaient donc nullement en rapport avec les dividendes des actionnaires et les gains des spéculateurs. A la Hollande, elle ne porta pas de bonheur, et pour les colonies, elle était une malédiction. En 1795, le gouvernement Hollandais prit les rênes en main pour la sauver de la banqueroute.

B. — Sous la domination de l'État

Après une courte lutte entre le régime de liberté et le système d'exploitation, ce dernier eut gain de cause. Une commission fut nommée pour chercher une organisation « donnant le plus d'avantages aux marchands de la Hollande et de bénéfices aux finances de la patrie »; l'intérêt des indigènes fut simplement foulé aux pieds Le Javanais n'avait pas la libre disposition de sa force de travail, et ne jouissait pas des fruits de son labeur. On lui fit subir des corvées écrasantes, et on l'obligea à enrichir son souverain par des cultures forcées. La constitution en 1824 de la « Société Commerciale Néerlandaise » *(Nederlandsche Handels Maatschappij)*, dont le roi Guillaume I fut le principal actionnaire et le « système de Consignation » (1830) empêchaient toute liberté de commerce et de navigation au profit d'une clique privilégiée. Le « *système de cultures* » de van den Bosch (1834), « cette tentative impétueuse de presser autant de butin que possible de l'agriculteur Javanais », le força à cultiver du sucre, indigo, café, thé, tabac, etc. pour des salaires dérisoires de quelques centimes par jour. En moins de 35 ans, on lui extorqua ainsi pour plus de 1,620 millions de francs de produits coloniaux, millions qui ont sauvé la Hollande de la faillite menaçante et agrandi le trésor personnel du roi, tout en livrant les indigènes à des famines terribles.

Ce régime colonial ne profita qu'au roi et à ses satellites, donna à Guillaume les moyens de s'enhardir dans son entêtement ridicule en s'opposant après la révolution de 1830 à l'indépendance de la Belgique, mais il ne procura guère de bénéfices au peuple Néerlandais vivant sous le régime de l'autocratie La révolution de 1848 était nécessaire pour transporter l'administration des finances coloniales du bon-vouloir du roi aux mains du nouveau législateur, le Parlement bourgeois.

C. — Les Colonies au pouvoir de la bourgeoisie.

La bourgeoisie, à son tour en possession de la clé du trésor colonial, ne perdit pas son temps. L'exploitation continua aussi féroce que jamais. Durant les années 1848 à 1877, elle réussit à soutirer aux colonies sous le nom de « bijdragen » (contributions) aux revenus de l'Etat l'énorme somme de fr. 1,290 millions et, non contente de ce butin immense, elle sut encore s'approprier plus de 100 millions en laissant payer aux indigènes les rentes de dettes fictives, quand les soldes des budgets coloniaux eurent fait place à des déficits. En dehors de la culture du café, les cultures forcées ont maintenant disparu de Java.

Mais grâce à ce régime impitoyable, le gouvernement a pu faire vendre en Hollande, rien que durant les années 1851 à 1905, par l'intermédiaire de la «Société Commerciale Néerlandaise» (mentionnée ci-dessus) des produits pour une valeur de 4,500 millions de francs. Seulement, la valeur annuelle allait en diminuant de 137 dans la décade 1851/60, à 116 de 1871/80, et de 52 dans les années 1901/05. Le déclin des cultures, la diminution des bénéfices du « système van den Bosch » ont fait abandonner la plupart des cultures gouvernementales. La concurrence du Brésil a fait fondre la production du café (de fr. 75 à 99 et 9 millions dans les mêmes périodes), d'une telle manière qu'ils ne forment plus qu'une petite partie des revenus coloniaux et que les « bijdragen » ont dû disparaître faute d'argent pour les payer. La guerre coûteuse au nord de Sumatra, pour l'annexion d'Atjeh, guerre durant déjà un tiers de siècle et qui coûta des centaines de millions, finit par ruiner les finances, et l'on devint partisan de la « *politique éthique* » (c'est-à-dire honnête), quand il n'y avait plus rien à prendre. Malgré un serrement toujours plus fort de l'étau

des impôts, malgré une économisation à outrance sur le budjet des dépenses, les soldes créditeurs ont disparu. Ils sont passés, les jours de délices d'Aranjuez. Avec les millions tirés des cultures forcées, la bourgeoisie a amorti une partie (fr. 318 millions) de la dette nationale ; elle a bâti des fortifications; en construisant des canaux, des chemins de fer (495 millions) et des ports de mer, elle a amélioré son outillage économique. Cet argent-là n'est du moins pas entièrement perdu.

Une autre cause de l'abandon de ce système de culture, — qui permit que Java fut durant de longues années « la vache à traire » pour le gouvernement hollandais — fut l'influence grandissante des grands capitalistes sur la gestion des colonies. Jaloux des gains énormes que l'Etat tirait des colonies, sentant le besoin de mieux faire fructifier leurs capitaux par l'exploitation directe de ces riches contrées, ils exigèrent la main libre pour leur exploitation. Ils eurent bientôt gain de cause. Les cultures du gouvernement cédèrent la place aux entreprises particulières ; les lois agraires de 1870 rendirent possibles leur accaparement des terrains vierges ; des contrées immenses riches en minéraux leur furent données; des sociétés de navigation subsidiées et des concessions pour la construction de chemins de fer et de tramways donnaient libre essor à leur activité. Le flot d'or continuerait à couler, mais il creuserait son lit dans une autre direction.

Pour les Indes Orientales Néerlandaises, la *période industrielle* reposant sur des bases purement capitalistes,ferait son entrée dans ces pays encore agraires. La bourgeoisie hollandaise trouverait un nouveau terrain pour faire valoir son argent; après l'exploitation gouvernementale viendrait l'exploitation capitaliste des colonies. L'épuisement prendrait d'autres formes, se ferait d'une manière moins rude et brutale, mais n'en serait pas moins efficace. Elle serait plus fatale

encore pour l'indigène, car le développement de *l'exploitation capitaliste* se fit avec une rapidité inouie.

II. — L'évolution capitaliste des Colonies

Je l'esquisserai successivement sur le terrain de l'agriculture et de l'industrie, du commerce, des mines et des moyens de transport, pour démontrer ensuite la tendance capitaliste de la politique coloniale actuelle.

A. — L'Agriculture et l'Industrie

Déjà, aux temps jadis, le gouvernement des Indes avait vendu de 1,100,000 hectares de terrains (une superficie égale au 1/3 de celle de la Hollande et 1/12 de celle de Java) à des particuliers en leur donnant même quelques droits souverains. Par les lois agraires de *1870* et plus tard, il avait obtenu le droit de donner des terres appartenant au domaine de l'État en bail emphytéotique pour 75 ans; en *1881* on avait cédé ainsi 97 mille, en *1903* pas moins de 437 mille hectares. Pour les plantations de la *canne à sucre* (laissée libre entre *1882* et *1891*) les industriels étrangers avaient pris en location en *1886* = 11,600,— en *1906*= 113,600 soit presque 10 fois de terres en plus. La production par hectare se doubla dans ces 20 ans, tandis que chacune des 133 fabriques produit maintenant annuellement 3,5 fois plus de sucre qu'il y a 10 ans, ce qui démontre la concentration des capitaux et le perfectionnement des machines. La valeur de la récolte est au moins de 170 millions de francs et le bénéfice pour eux, rien que pour l'année *1904*, peut être calculé à fr. 62 millions.

L'essor de la culture du *café* fut entravé par la concurrence du Brésil, celle de l'*indigo* par les produits chimiques de l'Europe ; mais la production du *quinquina* augmenta dans la

relation de 100 à 992 en 20 ans, l'exportation du *thé* se quadrupla durant les 10 dernières années. Les récoltes du *tabac*, sur les plantations Européennes à Java et à Sumatra, augmenta en 20 ans de 17 à 50 millions de kilogr., représentant en *1905* une valeur de pas moins de 164 millions de francs. La valeur moyenne des cultures de sucre, tabac, café, indigo, quinquina, thé et riz des entreprises dans les mains des étrangers se chiffre dans les dernières années à environ 354 millions de fr., une valeur beaucoup plus grande que du temps du système des cultures gouvernementales. Pour en arriver là, l'appui du gouvernement n'a jamais manqué aux capitalistes étrangers, mais pour rendre possible la création d'une grande industrie dirigée par et pour les indigènes, encore rien n'a été fait, quoiqu'elle soit indispensable pour l'évolution économique d'un pays ayant une population dense vivant d'une agriculture primitive et privée de presque toute production industrielle.

B. — Le commerce des Colonies

La force d'achat, donc le commerce, doit être minime dans un pays dont les habitants ont été livrés sans défense durant des siècles d'abord à l'avidité de marchands sans remords, puis à la convoitise d'un gouvernement rapace, et après cela à la soif de gain de capitalistes insatiables. Le commerce, quand il consiste à obtenir par crainte les produits pour des prix dérisoires ou les prendre par force doit appauvrir un peuple, et à Java surtout le commerce prit la forme la plus nuisible pour les indigènes. Comme règle générale, chaque pays doit recevoir comme importations (en marchandises ou monnaies), à peu près la valeur de ses exportations. Dans les colonies hollandaises, ce ne fut jamais le cas, une grande partie ne revint jamais, formant le tribut payé aux dominateurs de l'autre côté du monde.

Aussi bien durant la suprématie de la Compagnie des Indes que durant le régime gouvernemental, les importations étaient minimes comparées à la grande exportation des produits coloniaux. De nos jours, la somme des *importations* de Java (monnaies comprises) était de 258 en *1904,* contre une *exportation* d'une valeur totale de 358, laissant un *déficit* annuel de 100 millions de fr. Pour les Indes Orientales entières, ces chiffres étaient de 433 et 616 millions, donnant un déficit de pas moins de 183 millions ; durant les années *1890* jusqu'à *1905* ce drainage a atteint la somme de 1,440 millions, soit un milliard et demi.

Des *importations* pour le compte des particuliers les manufactures forment l'article le plus important (23 °/₀ du total), et quand on y ajoute les poteries, merceries et allumettes, le pétrole, le riz et poisson sec, etc., on arrive à un total d'environ fr. 210 millions, servant aux besoins des indigènes. Le reste, surtout des machines pour les fabriques de sucre, des comestibles, boissons, papiers, engrais, matériel pour les chemins de fer et les travaux publics, ainsi que les ustensiles de guerre servent surtout pour les intérêts des Européens et forment déjà une grande partie (environ 1/3) des importations. Pour subvenir à ses propres besoins, le Javanais ne produit pas beaucoup plus que du riz, du maïs et d'autres aliments de minime importance. La récolte du riz est la principale source de revenus des 29 millions d'habitants de Java, mais ne donne que 11/12 de ce qu'il lui faut pour sa sobre nourriture et ne vaut en moyenne pas plus de 360 millions de fr., à peine la valeur du tabac, sucre, café, etc. exportés des colonies par une poignée d'industriels Européens. Divisant le total des produits importés à Java par le nombre des habitants, on trouve comme moyenne des années *1881/85* = 10,60 ; *1891/95* = 9,90 et *1904* = 7,90 francs par tête d'habitant, chiffre risible qui deviendrait encore plus petit en tenant compte de la partie des importations servant uniquement aux besoins de quelques milliers d'Européens.

Un peuple civilisé n'ayant pour ainsi dire pas d'industrie textile, qui ne peut disposer que de fr. 2.10 par habitant pour ses manufactures, est vraiment pauvre et ne peut être un bon débouché, ni pour le commerce ni pour l'industrie.

Tandis que l'importation diminua, l'exportation augmenta de 42 °/₀ en dix années (1893 à 1903), grâce à l'industrie Européenne. Après des calculs détaillés, j'ai pu faire une évaluation globale de la part du commerce d'exportation fait pour le compte des indigènes et celui des envahisseurs, — ces derniers formant une minorité de tout au plus 1 °/₀ des habitants, exportaient 3,3 fois plus que les 99 °/₀ restant.

Une administration coloniale plus judicieuse aurait favorisé l'agriculture et l'industrie des indigènes, et en fortifiant par là leur pouvoir d'achat, aurait indirectement fait plus pour favoriser le commerce et l'industrie hollandaise en lui donnant une clientèle moins appauvrie que celle qui vit là-bas maintenant. Le *commerce total de Java* n'est actuellement (1900/04) que de fr. 21 par habitant, à peine 1/80 de celui de la Hollande elle-même, 1/30 de la Belgique, 1/4 de l'Espagne, 1/3 du Japon, ou pour comparer avec d'autres colonies, 4/5 seulement du commerce de l'Indo-Chine, 2/5 des îles Philippines et 1/30 de celui de Cuba.

L'importation est trop petite pour satisfaire même aux besoins les plus minimes et la production indigène insuffisante pour acheter plus. Java est pauvre et restera pauvre tant qu'on n'aura pas mis fin à ces saignées perpétuelles, à ce pillage de ses richesses qu'on peut constater aussi pour :

C. — L'exploitation des Mines.

Ce fut un bonheur pour la colonie qu'au moins l'exploitation des mines *d'étain* resta en grande partie aux mains du gouvernement. Durant l'année *1907* le bénéfice pour l'État peut être

calculé à fr. 46 millions qui sans cela seraient allés aux capitalistes et auraient émigré du pays. Les mines de *charbon*, n'ayant pas grande importance, sont aussi en majeure partie exploitées pour la communauté, mais l'exploitation des *mines d'or, d'argent* et de *diamant* a été laissée à l'initiative des particuliers. En dehors de 2 ou 3, le rendement de ces dernières n'est pas grand ; les espérances n'ont pas été réalisées, seulement des tripoteurs et des spéculateurs de toutes sortes y ont trouvé tout de même une source de bénéfices interlopes.

Tout autres ont été les résultats obtenus par la production du pétrole, pour lequel on connaissait déjà depuis de longues années la richesse énorme du sous-sol de Java et de Sumatra. La production augmenta,de *1895* à *1904*,de 67 à 1,033 millions de litres, d'une valeur annuelle de plus de fr. 200 millions. Nulle industrie aux Indes n'a pris en peu de temps un caractère si franchement capitaliste que celle du pétrole : deux grandes sociétés possèdent un monopole en écartant les autres ; une alliance a été conclue avec la puissante « Shell Company » ; on veut former un capital de 600 millions, et un accord va intervenir avec la Standard Oil Company pour dominer ensemble une grande partie du monde. Les bénéfices sont énormes (15,8 mill. en *1905*), et un gouvernement plus perspicace n'aurait pas cédé pour rien ces immenses terrains oléagineux, qu'on laissera en ruines quand les richesses en seront épuisées. Il n'aurait pas dû laisser partir ces millions vers des pays lointains, presque sans profit pour la communauté.

D. — Moyens de transport

Déjà dans un passé bien lointain, l'Archipel des Indes était le théâtre d'un vif trafic parmi les indigènes, dans lequel surtout les Javanais se montraient de hardis navigateurs.

Tout cela a disparu maintenant; la grande course est entièrement et la navigation côtière en majeure partie dans les mains d'étrangers. Les voiliers ont dû céder la place aux bateaux à vapeur, et la capacité totale des *navires* s'est doublée en 20 ans. Des sociétés de navigation hollandaises ont été subsidiées, avec 1,700,000 fr. par an, aux frais des indigènes ; des ports de mer ont été construits; des câbles sous-marins placés, non pas tant dans l'intérêt des habitants de la colonie que pour mieux faire fructifier les capitaux étrangers.

Il est même douteux si la construction des *routes ferrées* n'a pas en beaucoup de cas plutôt servi à favoriser la grande industrie et à créer des dividendes et des fonctions lucratives aux Européens, qu'à sauvegarder les intérêts des indigènes qui n'ont guère des produits à transporter en masse. La longueur des chemins de fer augmenta de *150* °/₀ en 20 ans et elle est maintenant (les tramways compris) de 5,000 kilom.; 1/7 des chemins de fer et tous les tramways (excepté la ligne militaire à Atjeh) sont laissés aux particuliers, qui ont les meilleures lignes en mains, le revenu net par kilom. étant de 5,500 fr., pour les chemins de fer de l'Etat et de 18,300 fr. pour les autres.

La plus grande partie de l'argent nécessaire pour la construction et l'outillage de ces voies ferrées va en Europe. Les prix des produits indigènes n'ont guère monté, les salaires sont restés bas et c'est pourquoi un moyen pouvant favoriser l'évolution économique de ces pays n'y a guère réussi, montrant trop sa tendance capitaliste.

E. — Tendance capitaliste

Malgré les plus belles devises rédondantes, ce n'est nullement « l'amour pour les indigènes » qui est le mobile des classes régnantes aux colonies. La soif de gain est le seul mobile, gain

fait n'importe comment, obtenu dans n'importe quel pays. Quand les mines d'or de la Sibérie, les couches de guano du Pérou, les mines d'Alaska ou les chemins de fer en Arabie, ou bien la spéculation en Yankees, Djungles ou Kangourous promettent plus de bénéfices obtenus avec moins de labeur, le capital hollandais aurait laissé là le commerce et l'industrie de Java. « *Le capital n'a pas de patrie* ! »

Les capitalistes hollandais n'envoyèrent qu'une partie de leur abondance aux colonies, mais cette partie est assez importante. La grande signification des colonies pour eux n'est pas tant la vente des produits de leur industrie, n'est pas non plus le commerce ou le transport; leur but principal est de placer favorablement leurs capitaux aux colonies. Rien que le capital des sociétés anonymes pour les mines, l'agriculture, l'industrie, les moyens de transport et les banques se chiffre déjà à fr. 1,860 millions. En y ajoutant les entreprises gérées individuellement, cette somme ne restera pas au-dessous de *2 milliards de francs*. Avec les actions des chemins de fer américains et les fonds d'État russes, ces placements forment une grande partie de la fortune nationale.

La récompense ne s'est pas fait attendre. En *1905* les *bénéfices* ont été chiffrés comme suit : pour les plantations de sucre = 52,0 ; celles du tabac = 62,4 ; les chemins de fer = 18,3; les banques = 15,0; les sociétés de navigation = 6,9; les entreprises de pétrole = 18,0; les mines d'or = 13,5, etc. Ce qui fait que la rançon payée dans cette seule année par les colonies aux capitalistes Européens ne se monte pas à moins de *186 millions de francs*. Et tous ces accapareurs maudissent avec un geste pieux les « bijdragen » (contributions au trésor Néerlandais) d'autrefois, qui exigeaient à peine 1/8 de ce tribut; ils exècrent du fond de leur cœur le système des cultures qui jamais, même dans sa période la plus impitoyable, ne prit en moyenne plus de 1/5 de ce que maintenant le capital

étranger, sans presque être remarqué, enlève silencieusement à l'indigène livré à leur bon vouloir, sous la devise hypocrite de « politique éthique », c. a. d. morale et libre de tout égoïsme.

Ce sont eux qui poussent à l'expansion des colonies. Toute réduction de la tâche coloniale, déjà trop lourde pour nos épaules, leur semble un crime, diminuant pour eux les occasions d'exploitation capitaliste. A Java, le régime colonial de la Hollande a semé la misère ; les autres îles ont été négligées tant qu'il n'y avait pas des mines à exploiter ou du tabac à récolter ; mais ce régime, néfaste pour les Indes, aurait-il été avantageux pour la mère-patrie ? Quelle influence a eu la possession de ces colonies sur le développement économique de la Hollande, sur son bien-être dans le passé et le présent ?

III. — L'influence des colonies sur l'évolution économique de la Hollande.

Près des bouches du Rhin et de la Meuse, sur un sol conquis sur les vagues de l'Océan vivait jadis un peuple énergique, élevant du bétail sur des prairies fertiles, menant par mer un commerce actif nourri par des nombreuses manufactures, le fournisseur et le transporteur de l'Europe, longtemps avant d'avoir possédé un pouce de colonie. Pendant le XVIIme siècle, la République des Provinces Unies, la Hollande actuelle, avait atteint rapidement une prospérité inouïe, pour déjà tomber en décadence vers le milieu du XVIIIme, malgré l'étendue énorme de son Empire colonial. Ce n'est que dans la seconde moitié du XIXme siècle qu'elle semblait revivre, dans un temps où la possession coloniale avait pour chaque peuple le moins d'avantages. Cet aperçu sommaire suffit déjà pour prouver que les bénéfices des colonies pour la mère-patrie sont souvent exagérés. Pour *l'agriculture*, pour l'élevage du bétail et pour

la pêche, les principaux moyens d'existence de la Hollande, l'influence des colonies ne peut-être que minime. Nous verrons ce qu'elle a été pour le commerce, la navigation et l'industrie.

A. — *Le commerce de la Hollande*

La Hollande a toujours été et est encore à présent un des principaux pays commerciaux du monde. Avec une population de 0,37 °/₀ de celle du monde, son trafic monte à 0,63 °/₀ du commerce mondial tenant (calculé par habitant) le premier rang sur la liste. Immédiatement après elle viennent la *Belgique* et la *Suisse*, qui n'ont pas de colonies, puis (au 4me rang) l'*Angleterre* avec ses grandes colonies, mais aussi une industrie fortement développée. Surtout après *1870*, quand l'industrie de l'Allemagne prit son élan, le commerce total de la Hollande prit un vol énorme, augmentant de *375* °/₀ en 35 ans, tandis que sa population ne progressait que de 55 °/₀. Tandis que le trafic total de ces années s'agrandit de 7,700 millions, soit 210 millions par an, celui des colonies n'augmenta que de 14 à 15 millions, ce qui prouve suffisamment que c'était bien moins la possession des Indes que la situation géographique et l'évolution historique qui faisait marcher son commerce.

Déjà du temps des Romains, les Bataves et Frisons menaient un commerce actif. Sous Charlemagne, le tissage se développa, et durant le règne des comtes de Hollande, plusieurs marchés florissants furent créés. Après les Croisades, beaucoup d'affaires se traitaient entre la mer Baltique, la Russie, l'Espagne et le Levant, contrées pour lesquelles les Pays-Bas livraient les bateaux et les marchands. L'Angleterre y troquait sa laine contre des grains, et les 2/3 du commerce français passaient par nos mains. Le long du Rhin se faisait le négoce le plus ancien et encore le plus vivant avec l'Allemagne, et le grand commerce y

existait déjà du temps des comtes de Bourgogne (XVme siècle), le germe d'un commerce mondial appuyé par une industrie mondiale.

Le déclin de la Belgique vers la fin du XVme siècle favorisa le commerce hollandais, qui prit surtout un grand essor grâce aux guerres civiles qui ravagaient les pays environnants, tandis que la lutte tenace avec l'Espagne réveilla l'énergie et fit ouvrir de force le chemin de l'Amérique et des Indes. Déjà avant *1600* on écrivait : « Les Hollandais sont comme des abeilles; comme celles-ci, ils tirent leur miel de toutes sortes de fleurs , ils tirent leurs richesses de tous pays ». Amsterdam était « le grenier » de l'Europe. Plus de 160,000 matelots voguaient dans toutes les mers sur 15 à 20,000 vaisseaux de la marine marchande, et transportaient annuellement pour une valeur de un milliard de marchandises.

Mais la Hollande ne pouvait se maintenir sur ce sommet de prospérité ; déjà dans la seconde moitié du XVIIme siècle, on remarquait les germes d'une décadence qui s'accéléra toujours. La guerre de tarifs avec Colbert (1664), l'acte de navigation de Cromwell (1667), le déclin du commerce dans la mer Baltique et de la Méditerranée en furent la cause. En vain elle lutta héroïquement durant plus de 60 ans avec l'Angleterre et la France pour la souveraineté des mers. La Hollande dût courber la tête et céder la place à ses rivaux plus puissants. Tandis que le commerce total de la Hollande était dans le rapport de 5 : 1 avec l'Angleterre en *1650*, il n'était que de 6 : 7 en *1750* et de 2 : 5 en *1792*, pour rester à peu près à ce niveau jusqu'à nos jours avec 7 : 17 en *1904*. Déjà avant la paix d'Utrecht (1713), l'argent se retira du commerce pour se placer sur rentes et spéculer. Les pertes subies par des guerres incessantes, le recul de l'industrie faisaient dépérir la Hollande de plus en plus, et le système continental de Napoléon Ier lui donna le coup de grâce. Elle ne se releva que dans les dernières

30 années, malgré la rentrée en possession des colonies en 1814.

Ni la Compagnie des Indes, ni le système des cultures n'ont été un facteur important dans le commerce hollandais, et encore de nos jours, le trafic avec les colonies n'y joue qu'un rôle secondaire.

Une partie seulement de *l'exportation des colonies* est envoyée en Hollande : plus de la moitié de la quantité exportée de quinquina, tabac, thé, riz, café et fleurs de muscade va vers la mère-patrie, pour une somme moyenne de 115 millions de francs par an. Seulement, pour plus de 220 millions doivent être achetés ailleurs. Et de ces produits importés en Hollande, *le tabac* forme la plus grande valeur, trouvant sur le marché séculaire d'Amsterdam un meilleur débit qu'ailleurs, tant que la régie Japonaise n'aura pas jeté les yeux sur lui pour l'acheter. Le marché du café aussi semble être menacé dans les dernières années.

Des autres produits coloniaux, p. ex. indigo, arac, noix de muscade, bois de djatie, maïs, cacao, poivre, etc., etc., on envoie entre 15 °/₀ et 50 °/₀ vers les marchés étrangers, pour 50 millions de francs à peine, 1/7 du total de ces importations en Hollande. Mais du sucre (175 millions) et du pétrole (38 millions) de francs, presque rien n'arrive dans les Pays-Bas pour aviver le marché. Du total des importations en Hollande en *1905*, évalué à 5,370 millions, il ne vint des colonies que 830 m. et cela tant qu'on n'aura trouvé ailleurs un débouché plus avantageux, car il n'est nullement vrai que le commerce suit le drapeau. C'est le cas de tous les pays trop faibles pour pouvoir avoir recours à la protection, laquelle, d'autre part, ruinerait tout le commerce de la Néerlande.

Du total des *exportations de la Hollande*, il va à peine 1/30 aux Indes Orientales, 146 millions sur 4,150 exportés. L'acier,

le fer et les machineries y comptent pour 30 et les manufactures pour 46 millions ou *32* °/₀ des produits importés là-bas. L'exportation vers les colonies a une forte tendance à baisser. Elle formait en *1857/66*=11,4°/₀,— en *1877/86*=6,1 et en *1897/1905* =3,7 °/₀ du total des marchandises exportées. Le commerce hollandais ne pourvoit plus que pour 31 °/₀ dans les besoins de Java, à cause de la concurrence toujours plus forte des autres pays, surtout de l'Angleterre et du Japon. Comme débit ou écoulement de leurs marchandises, les Pays-Bas ont un intérêt bien plus grand dans la vente aux Etat-Unis, à la Russie, la Belgique et l'Angleterre, et tandis que les Indes Orientales ne prenaient que 3, 5 °/₀ en *1905*, la Prusse prit 50,6 °/₀ des exportations, soit presque 15 fois de plus.

Une augmentation du trafic avec les trois derniers pays nommés de 10 p. c. seulement représenterait plus de la moitié de tout le commerce colonial, et, en six ans (de *1898* à *1904*), l'augmentation du commerce total hollandais fut de 7,250 à 9,520 millions, soit 2,270 millions en plus, ce qui fait déjà bien plus que le double que tout le commerce (988 en *1905*) entre la Hollande et ses colonies. Pour bien remémorer le rôle subalterne que joue dans le commerce mondial celui des colonies hollandaises, quelques chiffres suffiront. Si nous représentons la somme du commerce de toutes les colonies du monde par 100, la part des colonies *anglaises* revient à 89,0; des colonies *françaises* = 8,6 ; *américaines* = 5,7 et *hollandaises* = 5,2 °/₀.

Mais le commerce colonial ne formant que 15 °/₀ du commerce mondial, les colonies hollandaises, tant vantées, n'y interviennent que pour 0,78 °/₀, soit 1/128 du tout. En dehors de ses colonies un large terrain reste donc ouvert à l'esprit d'initiative et de commerce de mes compatriotes.

B. — La marine marchande de la Hollande.

L'histoire de la *navigation*, qui n'a d'autre but que de transporter les marchandises et les voyageurs sur l'eau, est en général étroitement liée au commerce. Par sa longue ligne côtière, ses bouches de fleuves profondes, sa position géographique et un important « hinterland » presque privé de toute communication avec les mers, la Hollande serait désignée par la nature de son pays et de son peuple à la navigation marine et fluviale. Et tout de même la Hollande est loin de tenir encore le haut rang qu'elle occupait au XVIIe siècle, quand on la nommait : « la navigatrice de l'Europe ».

En *1830* elle était encore la *2*^e^ puissance maritime, surpassée seulement par l'Angleterre ; de nos jours elle n'occupe plus que le 12e rang, malgré le trafic important de ses ports surpassé seulement par ceux de l'Angleterre et des Etats-Unis. Des 32 millions de tonnes entrées dans les ports hollandais en *1905* (dont 2/3 à Rotterdam où le commerce colonial est sans importance, mais celui du transit énorme), seulement 1/50 voguaient sous le drapeau tricolore. Dans les 10 dernières années une amélioration est à constater, la *flotte marchande* augmentant de *835 mille* mètres cubes en *1896* à 1,218 mille en *1906* soit de 46 %, tandis que la capacité par bateau à vapeur augmenta en 30 ans de 2,167 à 3,726 m. c., soit de 71 %.

La navigation, déjà florissante en Hollande depuis les temps les plus reculés, se développa fortement après avoir vaincu la concurrence des villes de la Hanza au Nord, de l'Espagne au Sud ; dans le XVIIe siècle la plus forte du monde elle dût céder le pas à l'Angleterre, qui depuis domina les mers. Après la chute de Napoléon I, la protection du roi Guillaume I ne put la faire revivre, et quand la vapeur faisait son entrée

dans la marine, la Hollande ne sût s'adapter aux exigences nouvelles ; ce n'est qu'après 1890 qu'elle prit un nouvel élan. Les colonies y sont étrangères, car des vaisseaux entrés et sortis des ports hollandais en *1905*, seulement 0,9 °/₀ venaient ou allaient aux Indes. Où est donc l'influence des colonies sur la navigation de la Hollande ?

Devant concourir sur un pied de parfaite égalité avec les autres pays, sur tous les bateaux entrés aux colonies, il n'en était pas plus de 15,6 °/₀ et sur le nombre de ceux qui sont sortis de là 29,4 °/₀ seulement portaient le drapeau national, tandis que le drapeau anglais était arboré sur 49,0 °/₀. La navigation aux colonies n'occupe que la 1/30 partie de la marine hollandaise déjà loin d'être prospère, ce qui prouve assez que la signification des colonies de ce point de vue aussi n'a qu'une faible importance.

C.— L'influence des colonies sur l'industrie de la Hollande.

Bien que de chaque millier de personnes qui ont un emploi ou exercent un métier, *l'industrie* en Hollande en occupe 338 (contre 374 en Allemagne, 382 en Belgique, 407 en Suisse et 560 en Angleterre), la Hollande n'est pas un pays industriel ; la petite industrie y étant dominante, et les capitaux employés peu importants.

Dans les siècles passés, la Hollande jouait un plus grand rôle sur le domaine industriel. L'histoire mentionne la construction de bateaux par les Bataves, l'industrie laitière du temps des Romains, les tisseranderies de drap depuis le XIe siècle, avec la fabrication de bière, de poteries, etc. Chassés par les armées espagnoles de la Belgique, par la révocation de l'Edit de Nantes de la France, des industriels y portaient leurs fabriques et leurs capitaux, et déjà au XVIIe siècle les conditions pour une grande industrie y furent créées.

Surtout l'industrie textile y atteint une hauteur admirable ; celle du cuir, des cordes et des voiles, de même que les raffineries de sucre, ainsi que les moulins à huile et la fabrication de faïence, d'objets d'art et de papier y trouvèrent un sol favorable. Vers *1700* la Hollande atteint le zénith de sa gloire industrielle, mais le déclin était proche.

La concurrence des autres pays, où la paix était revenue, faisait peu à peu disparaitre toutes ces industries autrefois si florissantes, et les entraves aux frontières préparaient leur ruine, accélérée encore par les troubles politiques, la jalousie des provinces, les charges des guerres et des impôts écrasants. Quand éclata la révolution française, la Hollande était déjà en pleine décadence économique et Napoléon I détruisit ce qui restait encore de l'industrie, du commerce et de la navigation autrefois si heureusement entreliés et se soutenant mutuellement pour créer la richesse de la Hollande. Celle-ci était devenue, dit *H. Roland Holst* dans son livre « *Kapitaal en Arbeid in Nederland* », « une nation de monopolistes, rentiers et mendiants, un pays de contrastes sociaux sans mouvement de classes, de capital sans travail et de misère sans révolte ».

Et tout cela à la veille de la révolution industrielle causée par la machine à vapeur et les merveilleuses inventions techniques. Quand l'Angleterre et la France s'étaient déjà adaptés à la forme de production nouvelle, la Hollande resta en arrière, une proie sans défense de concurrents mieux armés. Bientôt l'Angleterre dominait le marché du monde et le commerce devint le vassal de l'industrie. La réunion du Nord et du Sud des Pays-Bas eût une mauvaise influence sur le développement de l'industrie en Hollande, et ce n'est qu'après la séparation en 1830 que bien lentement elle reprit le chemin du progrès. Il fallut la Constitution de 1848 enlevant le pouvoir au roi pour le donner à la bourgeoisie, qui en usa pour améliorer par la construction de chemins de fer, de canaux et

de ports, son outillage économique ; la crise agricole était nécessaire pour tirer par la création d'industries nouvelles plus de profits des produits du sol, pour former les conditions d'existence pour la grande industrie capitaliste. Mais tout cela se fit sans l'intervention des colonies.

Les principales industries qui travaillent actuellement pour l'exportation, celle de la farine de pommes de terre, du beurre, de la bière, du chocolat, de levure, alcool, margarine, carton, fromage, lait condensé, etc., n'ont rien ou presque rien à voir avec la possession coloniale ; pour l'exportation de machines et de manufactures on doit faire une exception. Si les capitaux industriels augmentèrent, ainsi que les machines à vapeur, si le nombre des ouvriers par fabrique augmentait, ce n'est pas aux colonies qu'il faut en chercher la cause.

L'industrie hollandaise a connu des périodes de prospérité avant la possession de colonies, elle a passé par des temps de déclin malgré la possession d'un large domaine colonial, et surtout dans nos jours où les portes des colonies restent ouvertes pour tous les fabricants du monde entier leur influence ne peut être grande ; l'a t-elle jamais été ? La *France* et l'*Espagne* avaient des colonies immenses durant des siècles, mais une industrie peu importante ; ce n'est qu'après la perte de ces colonies que l'Espagne industrielle se réveilla. La *Belgique* et la *Suisse* n'ont jamais eu des colonies et devinrent des pays industriels par excellence, tandis que ni l'*Allemagne*, ni les *Etats-Unis d'Amérique* doivent leur essor vertigineux sur le terrain industriel à leur possession coloniale. De même en *Angleterre* et en *Hollande* d'autres causes furent dominantes.

Même pour la *vente* de produits industriels dans ses colonies l'intérêt pour la Hollande est souvent exagéré. Elle y envoie du matériel de guerre et pour les chemins de fer, souvent fabriqué en Allemagne ou en Angleterre ; puis quelques boissons et comestibles, des habits, de la faïence, des engrais

chimiques, des machines, des manufactures, etc., mais sur chaque terrain elle doit entamer une concurrence à outrance avec l'industrie des autres pays. La valeur totale de tous ces produits de l'industrie néerlandaise vendus aux Indes ne peut pas être taxée plus haut qu'une bonne soixantaine de millions de francs, étant à peine 1/10 de l'exportation totale de ces mêmes articles, et pas même 1/50 de l'exportation totale de la Hollande. De nos principaux articles d'exportation seulement une petite partie va donc aux Indes avec la seule exception des produits de l'industrie textile.

Jusqu'en 1886 encore la Hollande achetait plus de *manufactures* qu'elle n'en vendait; depuis cette année, cette situation a changé et elle forme maintenant, avec *137* millions en *1905*, une des principales valeurs d'exportation. Quel est en cela le rôle des colonies? Pendant l'année *1904* la Hollande envoya aux Indes en fils et tissus de coton, de laine et de soie, pour une valeur de 40, tandis que plus de 97 millions allèrent vers d'autres pays. Des manufactures importées aux colonies, pour une valeur totale de 88 millions, il n'y avait donc tout au plus que 46 °/₀ de provenance néerlandaise, car une partie d'elles ne fit peut-être que traverser la Hollande, cas dont la statistique officielle ne tient pas compte. *L'Angleterre* importa 44 °/₀ du total donc presque autant, et surtout pour les cotons elle gagne durant les dernières années rapidement du terrain, en attendant que le Japon s'en mêle et écarte les deux compétiteurs.

Il est donc à espérer que l'industrie textile en Hollande saura se rendre de plus en plus indépendante des colonies, ce qui est déjà le cas ; sa production augmenta rapidement bien que l'expédition aux Indes restait à peine stationnaire ; l'écoulement à l'intérieur des Pays-Bas même est déjà monté à la moitié de la fabrication et on cherche et trouve dans d'autres pays des clients nouveaux. Et bien plus grande que l'influence du débouché colonial est pour ces industriels énergiques le

prix du coton brut en Amérique, celui des charbons en Allemagne ou le prix des manufactures sur le marché mondial. Donc même sur ce terrain-ci, il ne faudra pas trop se fier à la possession de colonies.

Sur d'autres branches importantes de l'industrie nationale, les colonies ne peuvent avoir aucune influence dans n'importe quel sens ; pour ne pas parler de l'agriculture, faisant vivre le 1/3 de la population, je ne veux mentionner que les *mines de charbon* et la *pêche maritime*. Le produit brut des mines du Limbourg donna en *1905* une valeur de 3,1 et la pêche rien que sur la Mer du Nord et du Sud 25,2 millions, donc ensemble 28,3 millions tout en donnant du travail et du pain à plus de *24,000* ouvriers, presqu'autant que le nombre de ceux (je le prouverai plus tard) qui travaillent dans les fabriques pour l'exportation aux colonies. Regardé de ce point de vue, la mer qui nous environne et les trésors du sous-sol sous nos pieds feront donc plus pour la prospérité de notre peuple que toutes les colonies dont la conquête a coûté tant de sang et de larmes, et dont les bénéfices vont presque exclusivement à un petit nombre de capitalistes hollandais et étrangers.

Il ne reste donc plus qu'à parler des bénéfices et des désavantages de la possession coloniale pour les classes possédantes et les classes ouvrières, pour en tirer ensuite une courte conclusion, sans parler cette fois des droits et des intérêts des indigènes, dont traitait le Rapport d'Amsterdam.

IV. Les bénéfices et les désavantages des colonies

A. — Pour les classes dominantes

Celles-ci tirent avantage des colonies en percevant des traitements et des pensions, en touchant des rentes et des dividendes, et par l'accumulation de capitaux.

Il y a à peine un quart de siècle que le capital industriel hollandais fit son entrée aux colonies, d'abord dans l'agriculture puis dans l'industrie minière. On créa bientôt des sociétés anonymes permettant la participation d'un plus grand nombre et ainsi le capital colonial devint une part prépondérante du capital hollandais. De la fortune nationale calculée à 30 milliards au moins, 1/14 est placé dans des entreprises coloniales, bien qu'une partie vienne de l'étranger. Nos financiers sont attirés aux colonies par la facilité avec laquelle le gouvernement donne à ses favoris des concessions pour des mines, par l'appui donné aux planteurs de tabac et de sucre, par la chance de gains énormes obtenus presque sans peine ni travail. Des bénéfices nets chiffrés à 130 millions dans les dernières années obtenus par le sucre, le tabac et le pétrole, il n'entre qu'une somme minime au trésor ; le gouvernement n'avait des yeux que pour les intérêts des grands capitalistes.

Il serait intéressant de savoir combien de milliards la Hollande a déjà tiré en tout de ses colonies. Une partie (durant le XIXme siècle) fut versé dans la caisse nationale ; une autre partie (pas grande) fut placée dans l'industrie néerlandaise ; quelques miettes furent données pour des buts philanthropiques ; beaucoup dépensé en luxe, mais surtout dilapidé par le jeu de la Bourse, par *la spéculation*. Celle-ci fut forcément provoquée pas les richesses énormes aux Indes, si facilement accumulées.

A peine née, la Compagnie des Indes Orientales fit surgir un agiotage effréné dans ses actions, subissant des nombreuses fluctuations selon le hasard du butin ; les valeurs de l'Inde occidentale suivirent, ainsi que les obligations des Etats de Hollande. On joua des fortunes en oignons de tulipe, on créa sur le papier des Compagnies de Moscovie et d'Abyssinie ; la fièvre de jeu excitée par John Law, en France, trouva un terrain

favorable en Hollande où Amsterdam était la plus grande Bourse du siècle. L'érection de la « Handel-Maatschappij » donna, ainsi que le système de consignation, des nouvelles occasions de jeu, et le marché du café, avec des prix si variables, un terrain propice pour une spéculation à outrance, qui fit des richards et des mendiants d'après le flux ou le reflux des cours. En vendant des quantités fictives à la Bourse, le commerce réel a fait place pour un troc de papiers, et même les industries paient leur tribut aux financiers, qui laissent chèrement payer leur « droit d'apport » avant de céder l'or versé dans leurs caisses par l'épargne des petits. Le producteur entreprend, travaille et perd ; le spéculateur consomme et gagne sans quitter son bureau ; l'araignée reste au centre de sa toile qui enlace le globe entier, elle attend les mouches malheureuses qui se laissent prendre au piège pour leur sucer jusqu'à la dernière goutte de sang. Et dans peu de pays le jeu de Bourse est un défaut aussi commun que dans la brumeuse Hollande, où la spéculation fit toujours et fait encore tant de victimes. Il est difficile de savoir l'influence que les fortunes coloniales ont eu sur ce vice national, mais nul ne pourra nier que la spéculation devait naître forcément dans ce pays de rentiers.

La Hollande fut déjà depuis longtemps, l'Angleterre est en route pour le devenir de plus en plus, un pays où les capitalistes vivent de leurs rentes, et plus il entre des dividendes ou des rentes par les frontières, moins grand devient l'esprit d'initiative, le goût pour les entreprises industrielles demandant du travail et de l'énergie. Le capital colonial, si facilement accumulé aux Indes,ne coula pas vers les forces productives du pays, mais chercha un placement plus fructueux dans les chemins de fer de l'Amérique du Sud ou du Nord, dans les mines du Transvaal, les fonds Russes ou du Pérou. On prêta autrefois même souvent, attirés par des rentes plus hautes,

de l'argent aux concurrents anglais qui voulaient tuer l'industrie nationale. On donnait du crédit aux sociétés de navigation étrangères qui allaient écraser celles de la patrie.

Et voilà pourquoi le bilan commercial de la Hollande, — juste le contraire de celui des Indes, — représentait en 1905 une valeur d'importation (commerce spécial) de 1,250 millions de plus que celui des exportations. Cette différence de 30 % sera soldée en partie par des frais de transport et d'assurance, mais en majeure partie en espèces formant les rentes et dividendes des placements de capitaux aux colonies et à l'étranger. Mais ce qui est pis, tous ces millions envoyés vers des pays lointains ont été retirés au ménage national et ralentissent l'évolution économique de la Hollande. Celle-ci est devenue un pays de spéculateurs par excellence, et sa classe possédante, pour autant qu'elle vit d'agiotage, suit avec plus d'intérêt les cours de la Bourse d'Amsterdam que le bien-être des colonies.

Une part de la classe dominante a un intérêt plus direct dans la possession coloniale, ce sont ceux qui — en dehors des entrepreneurs capitalistes déjà nommés — y remplissent un emploi soit pour le compte des gouvernements, soit pour des particuliers.

B. — Postes et emplois

Le *service civil* des Indes Orientales, y compris les notaires, médecins, etc., comptait en 1900 environ 7,500 européens touchant un revenu annuel d'environ 63 millions. Seulement, plusieurs d'eux, surtout parmi les métis, y trouveraient tout aussi bien une sphère d'activité quand le drapeau hollandais serait remplacé par d'autres couleurs. Dans l'*armée et la flotte*, on trouve à peu près 1,650 officiers touchant environ 13 millions de traitements, tandis que la solde des 16,000 soldats et matelots européens n'est pas d'un taux qui doit leur faire désirer des

colonies. Parmi les soldats, il y a toujours 15 à 20 °/₀ d'étrangers, et tous étant des volontaires, pourraient, s'ils le voulaient, se présenter au recrutement de n'importe quelle puissance coloniale. Les traitements des hauts fonctionnaires sont exorbitants dans un pays si pauvre. Dans le gouvernement civil, les gages des blancs sont en moyenne 5 fois plus élevés que ceux des fonctionnaires indigènes. Et tous ces Hollandais viennent aux colonies pour les quitter après avoir bien puisé à la source, et ne plus s'en souvenir que pour toucher les *pensions* ; celles-ci montent déjà à 23 millions et sont dépensées en grande partie en Europe. Eux aussi contribuent donc au drainage qui ruine la colonie et l'empêche de se faire un avenir meilleur, en se créant le capital indispensable pour son évolution économique. La même chose arrive avec ceux qui sont au service de l'*industrie particulière*.

Leur nombre total se chiffre en 1900 à environ 13,000 personnes dont la majorité se compose de métis mal payés ou d'ouvriers qui gagneraient facilement le même salaire. Dans tous les cas, un calcul du revenu total de ces employés de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, etc., est difficile à faire, parce que le gouvernement a encore toujours omis de lever un impôt sur les revenus, mais le chiffre global de 27 à 30 millions ne sera pas loin de la vérité. Mais combien de ces quelques milliers d'Européens sus-nommés auraient réellement un intérêt vital dans la Souveraineté Néerlandaise?

Nullement les Allemands, Suisses, Anglais, etc., ni les Arméniens, encore moins les métis nés aux Indes d'un croisement de races diverses, tout au plus les Hollandais pur sang ne formant que 1/10 du nombre total. Et parmi ceux-ci, encore uniquement les fonctionnaires richement rétribués, les administrateurs de mines ou de plantations, les directeurs de banques et de sociétés commerciales. Tous les autres trouve-

raient en différents pays du monde pour un travail égal un salaire égal, sinon supérieur.

La bourgeoisie n'est que trop enclin, en parlant de l'intérêt du commerce, de l'industrie ou des colonies, de n'avoir en vue que les bénéfices et l'intérêt de *sa* classe, ne formant en somme qu'un cercle restreint. Au-dessus des intérêts des classes dominantes et possédantes, vont ceux du peuple Néerlandais en général et de la classe ouvrière en particulier. Et celle-ci est toujours condamnée à porter les charges, à subir les dangers de la politique coloniale, dont les honneurs et les gains vont à la classe capitaliste.

C. — *Bénéfices et préjudices pour la classe ouvrière*

Quelques bénéfices pour la classe ouvrière de la Hollande sont naturellement connexes à la possession des colonies, aussi bien qu'aux dépenses révoltantes pour le militarisme, en donnant ainsi du travail à quelques ouvriers. Bien que la tâche soit difficile, j'ai tâché de mettre en chiffres l'utilité des colonies pour les salariés, calculs dont je ne puis mentionner ici les détails pour ne donner que le résultat global.

Durant le XVIIe et le XVIIIe siècles, du temps dé *la Compagnie*, les millions soustraits aux colonies remplissaient les poches des actionnaires, des spéculateurs et de fonctionnaires malhonnêtes ; de cette pluie d'or, quelques gouttes seulement tombaient sur une petite partie de la masse populaire.

Durant le XIXe siècle, le fleuve d'or du système de culture, bien que partiellement dilapidé, entrait au Trésor national; de cet argent on bâtit des chemins de fer, construisit des ports, amortit la dette nationale, ce qui soulagea en Hollande le poids des impôts pour tous. Mais en revanche, le pays a le devoir moral de restituer au moins en partie ces millions extorqués. En 1905, le législateur dut venir en aide au

Javanais appauvri par notre faute avec une somme de 84 millions, qui devront bientôt être suivis de beaucoup d'autres. Alors notre mauvais système d'impôts fera peser les plus lourds fardeaux sur le dos de ceux qui ont profité le moins des vols perpétrés, il y a un demi-siècle, sur la classe travailleuse.

Pour savoir quels sont, au temps actuel, les bénéfices que les colonies apportent à la *classe ouvrière*, je suis arrivé au résultat suivant :

48 °/₀ des ouvriers travaillent dans l'agriculture, la pêche, le bâtiment, l'enseignement, au service de l'Etat ou dans les emplois libéraux, et ne tirent guère un avantage de nos possessions coloniales. Dans la navigation, les chemins de fer, les banques, le commerce et l'industrie, le nombre total d'ouvriers pouvant être sensés de travailler pour l'exportation aux Indes ne monte pas à plus de 25,700, disons 30,000 avec un salaire moyen de 1,080 fr. par an, ce qui est haut chiffré.

En face des millions retirés des colonies par les capitalistes et les fils de la bourgeoisie, les ouvriers hollandais ne reçoivent pas plus que 31 à 35 millions de salaires en échange de leur travail ; un salaire qu'ils gagneraient tout aussi bien, sinon mieux, si jamais le drapeau tricolore n'avait été planté en Insulinde comme signe de Souveraineté.

Comme producteur, l'intérêt des ouvriers est donc minime, comme consommateur, les colonies leur portent tout aussi peu de bénéfices, car le prix des produits coloniaux n'est nullement fixé par les Indes, qui n'est pas de grande importance sur le marché mondial. Tant que la liberté de commerce sera maintenue, la possession des colonies, si chère au cœur des capitalistes, peut laisser indifférente la classe ouvrière et à l'encontre de ces avantages minimes surgissent pour elle des grands *désavantages*, même des dangers menaçants.

Alléchés par les bénéfices énormes dans les colonies, on retira dans le passé de la Hollande des capitaux, qui restés là auraient donné une vie plus intense à l'agriculture et à l'industrie. Dans l'avenir, il est probable que les bas salaires des indigènes feront se déplacer quelques industries vers là-bas, enlevant ainsi du pain et du travail aux ouvriers ici. Les déficits du budget des Indes, l'appauvrissement graduel de ses habitants forcera la législation à puiser de plus en plus dans la Caisse nationale, ce qui augmentera les impôts. L'expansion continuelle de nos colonies rend leur défense toujours plus difficile et par la flotte agrandie, les ouvriers subiront la conséquence de cet impérialisme bourgeois. Et quand nos colonies, un butin ardemment convoité par les grandes puissances, entraîneraient la Hollande dans une guerre, ce sera encore le prolétaire qui devra verser son sang, parce que les classes dominantes voulaient y faire fructifier leurs capitaux.

Leur exploitation sans trève du pays et des peuples de l'Insulinde sema la misère là-bas, ne donna que des faveurs et des bénéfices aux capitalistes, mais pour les classes ouvrières, les colonies n'avaient guère des avantages, et elles ne leur donneront, dans un avenir bien prochain peut-être, que des tristesses et des soucis Et regardé de ce point de vue, la question suivante doit être sérieusement méditée :

« *Le prolétariat hollandais, mettant le pour et le contre dans la balance, songeant aux dangers qu'elles comportent, doit-il désirer — oui ou non — le maintien des colonies?* »

V. — Conclusion

Arrivé à la fin de ces études, et me basant principalement sur des faits et des chiffres, il me sera possible de tirer une conclusion sur l'utilité économique de colonies pour un petit peuple comme la *Hollande*. Cette conclusion, la voici :

La Hollande s'est rendue coupable d'une spoliation plus que séculaire des pays soumis à son pouvoir, comme des peuples qui l'habitent ; aussi bien du temps de la Compagnie et des cultures forcées, que durant la période capitaliste moderne, elle y a commis des vols et des pillages sans pareils dans l'histoire coloniale. Cette exploitation à outrance, ce drainage de millions a empêché dans ces pays conquis le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce indigènes et créé dans ce pays, si riche et si fertile, un peuple vivant dans la détresse. Poussée par une soif insatiable de l'or, des richesses immenses ont été amenées en Hollande, sans pour cela être avantageux pour l'évolution économique de la mère-patrie.

C'est une erreur flagrante que la Hollande ne tiendrait son haut rang dans le *commerce* du monde, que grâce à ses colonies ; le produit colonial par excellence, le sucre, a déjà quitté ses marchés et sans la vente du tabac à Amsterdam, le commerce colonial n'y serait pas grand'chose, même insignifiant quand on le compare avec le trafic total. Pour la lutte des nations sur le terrain commercial, la victoire ne sera pas à celui qui possède le plus de colonies, mais au peuple qui prendra les devants sur le terrain industriel. Tant qu'on maintiendra « la porte ouverte », la possession de colonies sera pour le marchand hollandais à peu près sans valeur.

Malgré des colonies étendues, dispersées dans différentes parties du monde, la *navigation* hollandaise a perdu sa prépondérance par la concurrence de plus forts et le manque d'élasticité et d'énergie. Les anciens « expéditeurs du monde » laissent entrer dans leurs propres ports une majorité écrasante de vaisseaux étrangers, et le nombre des bateaux à vapeur hollandais voguant vers les Indes est minime.

Quant à *l'industrie* de la Hollande, l'Insulinde n'a pas de grande signification ni pour la livraison des matières premières.

ni comme débouché pour ses produits. Il n'y a que les fabriques de manufactures qui y trouvent un client assez important, mais pour les autres industries d'exportation les colonies ne jouent qu'un rôle secondaire, menacé de diminuer de plus en plus par la concurrence de l'Angleterre, du Japon, de l'Allemagne et des Etats-Unis. Depuis 1850, la Hollande a dû admettre sur le pied d'égalité complète les commerçants, les navigateurs, les industriels de tous les Etats ; nul privilège n'est et ne peut être donné, dans l'intérêt des indigènes, aux produits nationaux. Un nouveau recul est donc probable depuis que l'industrie du Japon se développe avec une vitesse vertigineuse, et que l'Allemagne, sans les secours de ses colonies, se lance avec vigueur vers des marchés nouveaux. Et dès que le gouvernement remplira sa promesse et favorisera l'établissement d'une grande *industrie indigène*, le débouché dans les colonies va disparaître lentement mais sûrement.

Dans quel degré les millions retirés des Indes ont procuré des *capitaux pour l'évolution économique* de la Hollande est difficile à constater, mais probablement il y a eu plus de capitaux encore retirés à la Hollande, séduits par les bénéfices plus grands aux colonies,bénéfices dépensés soit dans le luxe, soit par des spécutations.

La communauté nationale a donc bien peu profité de la possession séculaire des colonies, mais il est évident qu'elle a donné des larges gains à une minorité des classes dominantes et possédantes, comme je l'ai pû prouver par des chiffres.

Mais de *ces capitaux coloniaux* aussi,les dividendes vont de plus en plus vers d'autres pays, le nombre et l'influence des sociétés d'exploitation étrangères augmentant tous les jours.

Avec plus de certitude la Hollande pourra compter sur les revenus des *fonctionnaires civils et militaires*, ainsi que des *employés* dans les entreprises différentes ; de cet argent au moins une part importante est dépensée dans notre pays. Mais

aujourd'hui que le monde entier est ouvert à l'énergie de jeunes gens capables, on n'a plus besoin de conquérir des colonies pour trouver ces emplois, et il n'est pas à nier que toutes ces situations lucratives sont fermées à la classe ouvrière, parce qu'elles vont aux fils des bourgeois.

Pour le *prolétariat hollandais*, qui doit vivre du travail de ses mains, les colonies donnent certainement quelques avantages, mais bien minimes et ne revenant qu'à un petit nombre d'ouvriers, à peine 1/50 du total. Pour la grande masse de la classe ouvrière les colonies ne sont d'aucune valeur. Elles sont au contraire un danger dans l'avenir, une charge grandissante chaque jour dans le présent. L'expansion coloniale — si ardemment désirée par la bourgeoisie — les travailleurs la condamnent dans leur propre intérêt et dans celui de leurs frères indigènes; de leur point de vue, pesant le pour et le contre, la question du maintien des colonies recevra difficilement une réponse affirmative. Les intérêts de la classe capitaliste et de la classe ouvrière forment donc un conflit flagrant et, sur ce terrain de politique coloniale aussi, la lutte des classes devra être combattue.

Des colonies peuvent être utiles, indispensables même dans l'avenir, pour des grands Etats devenus trop petits pour leurs habitants, leur production industrielle ou leurs capitaux, quand la pléthore éclate. Mais la petite Néerlande n'en est nullement là ! Même pour l'Allemagne, si grande et se développant si rapidement, des colonies ne sont pas encore nécessaires, si jamais elles le deviendront. En s'accaparant de territoires immenses, le gouvernement allemand n'avait nullement en vue l'évolution industrielle du pays, mais tous autres intérêts politiques, militaires, impérialistes et capitalistes étaient en cause. Et ce qui est plus fort, même en Angleterre, — l'empire colonial par excellence — un empire comme l'histoire n'en vit jamais, englobant le 1/5 de la terre entière

— les 95 p. c. du revenu national ne viennent *pas* des colonies, mais du travail de ses ouvriers dans les fabriques, ses ports et ses mines.

Il n'est donc nullement vrai,comme beaucoup le prétendent, que la Hollande vit et meurt avec ses colonies, et que les intérêts de quelques capitalistes coloniaux sont d'un intérêt national. Le peuple néerlandais est dupe de son histoire,qui a posé un fardeau de devoirs trop lourds sur ses épaules ; même pour la classe gouvernante de la possession coloniale, le temps des délices est passé, celui des charges et des peines commence. La Hollande peut vivre et vivra aussi sans ses colonies, et il est même douteux si elle ne serait pas en meilleure condition maintenant, si jamais elle n'avait tiré le glaive pour la conquête de colonies.

Le passé nous lie et se vengera peut-être; mais dans le présent, la classe ouvrière n'aurait nulle raison de désirer des colonies si on ne les avait pas, car le maintien de notre empire colonial n'est pas un intérêt national, encore moins ouvrier, mais uniquement et purement un *intérêt capitaliste.*

H. VAN KOL.

La Haye, 27 mai 1907.

B) Rapport de la «Social Democratic Federation» de Grande Bretagne

(La Ruine de l'Inde par l'Administration Britannique)

L'Empire britannique aux Indes est, dans l'histoire mondiale, l'exemple le plus frappant de la domination d'un vaste territoire et d'une nombreuse population par une petite minorité de race étrangère. La conquête et l'administration de ce pays ont été exceptionnelles et, quoique l'œuvre ait, sauf sous un petit nombre de rapports, été menée dans l'unique intérêt des conquérants, nous autres, Anglais, avons constamment prétendu n'avoir agi en réalité, que dans l'intérêt des peuples conquis. Ce qui est certain, c'est que l'Inde est et restera, sans doute, l'exemple classique des conséquences ruineuses du capitalisme effrené dans les affaires coloniales. C'est pour cela qu'il est de la plus haute importance que le Parti de la Démocratie Socialiste Internationale comprenne de façon complète ce qui a été fait et combien funeste a été, pour une population d'au moins 300 millions d'êtres humains, le succès temporaire du despotisme étranger, imposé par une poignée d'insulaires dont le miniscule lieu d'origine et les quartiers généraux se trouvent à des milliers de milles des terres conquises.

Au début, l'Inde fut soumise à l'Empire non par les Anglais eux-mêmes, mais par les Hindous, sous la conduite des Anglais qui surent tirer parti des luttes intestines des indigènes. Quand les Anglais, après les Portugais, abordèrent la première fois aux Indes dans le but d'y faire commerce, ils furent éblouis par la richesse et la magnificence des potentats dont ils sollicitèrent l'amitié et implorèrent la protection. A l'époque où commencèrent leurs relations avec cette partie de

l'Asie, l'Inde était un pays riche et étendu, avec lequel les peuples d'Occident désiraient depuis des siècles établir des transactions commerciales. Si le degré de civilisation doit se mesurer d'après le degré de perfection atteint par la science(*) l'art, l'architecture, l'agriculture, l'industrie, la médecine, la législation, la philosophie et la religion, alors les grands états de l'Inde de cette époque étaient bien dignes d'entrer en comparaison avec les parties les plus éclairées et les plus cultivées de l'Europe, et pas un monarque européen ne pouvait se targuer de supériorité sur Akber, Aurungzib, Shah-Jehan ou Sivaji, et il serait difficile de citer un ministre des finances européen qui fut l'égal des rajahs Hindous Toder Mul et Nana Furvana. C'est à peine si maintenant encore nous nous rendons compte de la grande influence qu'ont eue sur nous, à beaucoup de points de vue, les idées scientifiques et autres qui, de la grande péninsule indienne, se sont répandues en Occident. Si l'on étudie à fond ce qu'était cette anarchie qui, d'après les bureaucrates Anglo-Indiens de nos jours, a régné partout avant la domination anglaise, l'on s'aperçoit bientôt que l'unique base sur laquelle repose cette opinion pessimiste

---

(*) Ceux qui voudraient de plus amples informations au sujet des travaux des Hindous dans les diverses branches, peuvent consulter un admirable précis, largement exquissé d'après des documents et des constatations d'européens dans « *Hindu Superiority* », par Har Bilas Sarda, et publié en anglais à Ajmere en novembre 1906. Dans son louable désir de soutenir la réputation de sa race et de son pays, l'auteur a pu, peut-être, considérer d'un œil trop optimiste les capacités de ses compatriotes; mais les citations produites et les faits énoncés dans cet ouvrage de plus de 450 pages, réduisent pour jamais au silence les sots et les ignorants qui se moquent de l'infériorité des Hindous. Je me souviens qu'il ne s'est pas écoulé encore un grand nombre d'années depuis l'époque où j'entendais des négociants et des voyageurs anglais parler des Japonais avec la même supériorité méprisante.

du passé est le désir d'exalter malhonnêtement la supériorité des méthodes européennes.

L'on peut franchement dire que jamais la situation de l'Inde ne fut plus anarchique que celle de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Italie pendant une grande partie du moyen-âge. Les Thugs et les Dacoïts ne furent, à aucune époque, plus dangereux ni plus cruels que les bandes de pillards et d'aventuriers qui, dans ce temps-là, rôdaient librement à travers les plus belles parties de l'Europe. Les exactions des barons et seigneurs féodaux furent en bien des cas plus excessives que les plus lourdes levées d'impôts des Rajahs et des Nababs. Les contributions dues à l'église ne furent certes pas moins onéreuses que les dîmes perçues par Brahmines. Le sac de Delhi par Nadir fut horrible, mais pas plus horrible que le sac de Rome par le Connétable de Bourbon. Et il serait bien audacieux celui qui oserait prétendre que le fameux régime de la *Pax Romana* avec cette honte de grands Etats réduits à l'esclavage et le drainage constant de leurs richesses vers la *Métropole,* valait mieux, pour la masse de la population, que la turbulence et l'oppression de l'époque des Croisades. Le progrès a marché toujours et nous voyons maintenant que ce qui a souvent été appelé anarchie, n'était que le prélude d'une vie nouvelle et plus vigoureuse.

Il se peut fort bien que l'intervention européenne aux Indes soit cause de l'échec d'un développement semblable qui aurait suivi l'émiettement graduel de l'Empire Mongol de Delhi.

En tout cas, l'Europe n'a pas le droit de proclamer que son intervention a profité à ce pays, aussi longtemps qu'il ne sera pas prouvé que l'ensemble du peuple se trouve réellement dans une situation meilleure qu'il ne l'était ou qu'il ne l'est sous le gouvernement indigène. Là est la pierre de touche du mérite d'un gouvernement quelconque, qu'il soit national ou étranger. Assure-t-il ou n'assure-t-il pas un accroissement de bien-être pour l'ensemble du peuple gouverné ?

De tous les peuples occidentaux, les Anglais sont peut-être les moins capables de s'assimiler et de comprendre nettemen

la vie nationale et le développement d'une quantité de nations asiatiques réunies depuis un temps comparativement court sous un gouvernement étranger, mais dont la croissance s'est, depuis des milliers d'années, développée dans des conditions tellement dissemblables, qu'il faut un effort d'esprit considérable pour pouvoir remonter à l'époque du point de départ commun des deux civilisations.

Mountstuart-Elphinstone, écrivant, il y a une cinquantaine d'années, alors que les relations entre Européens et Hindous étaient plus étroites qu'elles ne le sont de nos jours, s'exprimait comme suit : « Les Anglais, aux Indes, ont moins l'occasion » qu'on ne pourrait le croire, de se former une opinion sur le » caractère indigène. Il en est peu, en Angleterre même, qui » connaissent grand'chose du caractère de leurs propres com- » patriotes n'appartenant pas à leur classe et ce qu'ils en con- » naissent, ils l'ont appris par les descriptions données par les » journaux et les publications, choses qui n'existent pas aux » Indes. Il faut considérer aussi que dans ces contrées, la religion » et les mœurs s'opposent à notre pénétration dans l'intimité des » indigènes et limitent le nombre des transactions ainsi que le » libre échange des opinions. Nous ne connaissons que par » ouï-dire les conditions intérieures de la vie de famille et ne » pouvons participer à ces nombreuses coutumes de la vie » dans lesquelles les caractères se montrent sous leurs aspects » les plus aimables. »

Missionnaires d'une religion différente, juges, magistrats de police, agents des contributions et des douanes et même diplomates ne voient pas l'indigène sous son aspect le plus vertueux; ils ne peuvent même le voir que sous un seul aspect, c'est-à-dire quand il est sous l'influence de la passion ou de la préoccupation de quelque intérêt personnel. Ce que nous voyons, nous le jugeons d'après notre étalon. A maint témoignage défavorable, on peut opposer que ceux qui ont le plus longtemps connu les Hindous, en ont toujours eu la meilleure opinion; mais ceci constitue plutôt un éloge de la nature humaine que des Hindous eux-mêmes, car cela est

également vrai lorsqu'il s'agit de n'importe quel peuple. Il est plus exact de dire que toutes les personnes qui sont revenues de l'Inde, ont meilleure idée du peuple qu'ils ont quitté, après l'avoir comparé avec d'autres nations, même les plus et les plus justement admirées.

Il en est peu qui oseraient contester à Mountstuart-Elphinstone la connaissance parfaite de son sujet ou l'exactitude de son appréciation.

Ce qui était vrai alors, est encore plus vrai aujourd'hui. Les pernicieuses sottises communiquées à la presse, aux Indes et en Angleterre, par des pensionnaires anglo-indiens et autres, concernant la lâcheté, l'ignorance, la servilité et l'incapacité des Hindous, ont pour seul et unique but d'exalter un despotisme néfaste, qui, s'il est moins ouvertement brutal que celui dont souffre la Russie, n'en est pas moins perfidement malfaisant. Les nombreuses races et nations de l'Inde sont encore toujours capables d'accomplir de grandes œuvres dans n'importe quelle sphère de l'activité humaine.

Partout où ils ont le champ libre, ils déploient les plus hautes facultés; et il serait absurde de prétendre que de grands états, qui ont su gérer pendant des milliers d'années leurs propres affaires et ont pu non seulement survivre à des invasions et à des désastres sous lesquels des nations moins fortes auraient succombé mais encore se relever, seraient incapables de se gouverner eux-mêmes, si une poignée d'étrangers antipathiques était écartée ou chassée de leur sein.

Les envahisseurs et conquérants antérieurs de l'Hindoustan s'établissaient pour la plupart dans le pays conquis et confiaient les postes civils et militaires les plus élevés à des indigènes, utilisant leur capacité dans toutes les branches de l'administration. Les hommes de valeur, quelqu'humble que fût leur naissance, pouvaient aspirer et arrivaient à occuper les plus hautes fonctions auprès d'un monarque mahométan ou même s'étaient placés à la tête de considérables empires Hindous. La population n'était donc pas submergée par des flots successifs d'intrus ne songeant jamais à se créer un foyer

dans le pays et drainant sans cesse vers des contrées étrangères le produit de son travail. Mais sous la domination anglaise, l'ancien système a été complètement changé. Le résultat des grandes batailles de Plassey, Assaye, Wandiwash, Seringapatam et Gujerat a été de priver 225 millions d'Hindous de tout contrôle sur la police et l'administration de leur propre pays et de placer de plus en plus les grands états indigènes à la merci d'un pouvoir despotique, malgré l'indépendance nominale qu'ils ont toujours conservée. A l'époque de la révolte des Cypaies et même encore il y a cinquante ans, ce système d'entière domination n'était pas aussi complètement mis en pratique qu'il l'a été depuis lors, et la domination de la fameuse Compagnie des Indes Orientales qui dura jusqu'en 1857, fut de loin plus légère et plus attentive aux intérêts de la population que ne l'a été le Gouvernement de la Couronne. Pas une seule des solennelles garanties octroyées par la feue reine d'Angleterre, Impératrice des Indes, en faveur des droits des Hindous, n'a jamais été même un peu observée et, sous le rapport du contrôle qu'ils peuvent avoir sur leurs propres affaires, les Indigènes se trouvent aujourd'hui, après 150 ans de domination britannique, dans une situation pire qu'ils ne l'ont jamais été. Par-ci par-là, un Hindou parvient par tolérance à se glisser dans le service civil, ou quelques personnes obtiennent du gouvernement, comme récompense d'une attitude particulièrement servile, un siège au Conseil législatif, où elles ne jouissent, d'ailleurs, d'aucune autorité ; mais ce ne sont que des exceptions venant confirmer la règle.

Il résulte d'un rapport officiel adressé à la Chambre des Communes et obtenu à grand'peine, il y a plusieurs années, par feu Mr John Bright, — les conditions matérielles n'ayant d'ailleurs pas changé dans l'intervalle — que sur 39,000 fonctionnaires touchant un traitement annuel supérieur à 1,000 roupies, il y avait 28,000 Anglais et seulement 11,000 Indigènes, soit donc une proportion de plus de 5 pour 2. Quant aux traitements, les Anglais touchaient au-delà de cinq fois plus que les Indigènes. Sur les 960 emplois civils exerçant le con-

trôle réel de l'administration des Indes, 900 sont occupés par des Anglais et 60 seulement par des Indigènes. Les Hindous n'ont aucun contrôle quelconque sur les taxes dont ils sont frappés et n'ont pas voix au chapitre quand il s'agit de l'emploi de leurs propres finances. Tout le gouvernement civil est actuellement confié à des hommes qui vivent complètement à l'écart du peuple qu'ils gouvernent, n'ont aucun intérêt permanent à son bien-être et qui, à l'âge de 45 ou 55 ans, retournent avec de plantureuses pensions dans leur mère-patrie qu'ils ont souvent visitée dans l'intervalle. En fait, l'Inde est actuellement gouvernée par des relais successifs de valets d'antichambre qui, partis de chez eux avec un simple sac de nuit, y rentrent avec des coffres pleins, et ayant ordinairement aussi peu de sympathie pour les indigènes qu'ils ont peu de connaissance sérieuse de leurs coutumes et habitudes.

Ces officiers de Districts, comme on les appelle, sont les gouverneurs réels de l'Inde. Ils disposent du bien-être de millions et de millions d'habitants. Ils arrivent de nos jours aux Indes, jeunes gens presque déjà complètement formés, ayant reçu leur éducation dans une société entièrement différente, connaissant à peine les langues indigènes, convaincus de leur propre supériorité et, sous plusieurs rapports, imbus de préjugés tels que même le moindre d'entre eux ne parvient pas à s'en débarrasser après de longues années.

Voici la liste des devoirs incombant à un officier de district, dans une contrée tropicale, au milieu d'une population étrangère. Il est à la fois :

Percepteur des impôts ;
Gardien de la propriété foncière dans le district ;
Juge entre propriétaire et tenancier ;
Officier ministériel auprès des Cours de Justice ;
Trésorier et comptable du district ;
Administrateur des accises du district ;
Président d'office des comités locaux de répartition des taxes ;

Arbitre pour toutes les questions d'indemnités en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Agent du gouvernement dans tous les procès locaux où celui-ci est partie ;

Arbitre en fait de travaux publics ;

Administrateur des biens des mineurs ;

Juge, magistrat de police et juge au criminel ;

Chef de la police ;

Président d'office des municipalités.

Que signifie tout cela? Pas un être humain, eut-il les multiples talents d'un admirable Crichton ou la force d'endurance d'un Hadrien, ne saurait, d'aucune façon, faire ce travail par lui-même. Il s'ensuit que la besogne tombe entre les mains de la pire classe des indigènes, avides de jouer le rôle de chacals à la suite de la minorité des gouvernants de race blanche.

Il s'est rencontré parfois des administrateurs de talent hors ligne qui, arrivés jeunes aux Indes, ont pu se rendre compte des habitudes de la population et exercer un contrôle efficace sur leurs subordonnés. Mais ces cas furent exceptionnels, même sous le Raja de l'ancienne Compagnie des Indes Orientales; de nos jours, ils sont tout à fait inconnus. D'après les témoignages unanimes, les fonctionnaires européens sont de moins en moins capables de comprendre le peuple qu'ils sont appelés à gouverner. Le travail le plus important est donc forcément fait à la hâte et pareil travail est, fatalement, un mauvais travail.

Telle est l'administration civile étrangère. L'administration militaire est analogue. En dernier ressort, nous autres Anglais, nous tenons les Indes sous le poids du glaive. Un officier supérieur anglais bien connu, se promenant, il y a plusieurs années, avec un grand chef Afghan sur les remparts de Peychaver, exaltait devant lui l'importance du pouvoir anglais aux Indes et les forces considérables qu'il pouvait mettre sur pied. « Votre puissance aux Indes, répliqua froidement le Khan, consiste en 70,000 hommes bien armés ». De nos jours,

les forces européennes dans l'Inde sont un peu plus considérables ; et l'armée indigène, dont les cadres supérieurs sont composés d'Européens, compte, réserves comprises, 180,000 hommes, sans artillerie depuis la révolte.

La dépense exigée par cette armée et prélevée entièrement sur les revenus des Indes, se monte annuellement à plus de 19 millions de livres sterlings, taxe épouvantablement lourde pour une population très pauvre, et d'autant plus lourde que la plus grande part sert à payer des traitements à des étrangers.

Les partisans de la domination européenne prétendent que cette armée, malgré les lourdes charges qu'elle entraîne, est encore obtenue économiquement, attendu que sa présence assure la paix d'une extrémité à l'autre de l'Hindoustan.

Mais les horreurs de la paix, même dans le monde occidental, sont souvent pires que les horreurs de la guerre, et cette vérité apparaît encore malheureusement plus clairement aux Indes. La vigueur et l'intelligence d'un cinquième de la race humaine ont été comprimées par cette paix despotique; les beaux-arts sont tombés en décadence ; la culture indigène a été détruite; l'agriculture va sans cesse en dégénérant.

Tout ce qui a l'apparence du patriotisme ou du sentiment national est persécuté et ses défenseurs sont poursuivis et emprisonnés. La dénonciation des abus de la domination britannique est qualifiée de trahison et l'entente légitime pour résister à la tyrannie est considérée comme complot pernicieux.

La paix ne vaut pas d'être achetée à pareil prix, même si elle est accompagnée d'une prospérité croissante. Mais quand pareille paix marche de pair avec un appauvrissement grandissant de la masse de la population, il est clair qu'elle ne constitue plus qu'un système absolument ruineux et haïssable.

Il est vrai que l'Inde est habitée par plusieurs races et plusieurs peuples ; il est vrai que les différences de races et de religions constituent bien des causes de querelles ; il est vrai encore que la minorité de quelque 60 millions de musulmans

répandus au travers des territoires britanniques et indigènes s'imagine parfois avoir de graves torts à reprocher à la grande majorité de 240 ou 250 millions d'Hindous.

Une guerre meurtrière serait donc, par ces motifs, très possible si nous nous retirions. Mais, en fut-il ainsi, il est dans le monde des destins plus terribles que celui de mourir en combattant, et la mort lente par la famine de dizaines de millions d'êtres humains est bien pire que le plus épouvantable carnage dont on ait jamais entendu parler sur un champ de bataille.

Ce qu'il y a de merveilleux,c'est que l'Inde,écrasée de toutes parts par une administration excessive,coûteuse et antipathique, est capable, malgré tout, de se maintenir, et que les Hindous, dans leurs conditions actuelles, montrent toujours cette haute distinction qu'ils déploient sans conteste dans un si grand nombre de branches de la pensée et de la science humaine.

Mais on pourrait nous dire : voyez les résultats de l'application de l'administration européenne aux Indes. Les grandes cités anglo-indiennes : Calcutta, Bombay, Madras, Agra, Delhi, donnent une impression de richesse et de magnificence qui les rend dignes d'être rangées parmi tout ce que l'Occident peut offrir de plus beau. De superbes chemins de fer, admirablement construits et splendidement équipés, conduisent le voyageur d'un bout de l'empire à l'autre et présentent non seulement les plus grands avantages aux passagers, mais permettent de transporter les marchandises avec facilité, rapidité et bon marché ; ils permettent ainsi aux districts où les récoltes sont surabondantes, d'approvisionner ceux où les vivres manquent ou dont la sécheresse a détruit les moissons.

Des travaux d'irrigation sur une grande échelle, mais n'arrivant toutefois pas à égaler le système complet d'approvisionnement d'eau qui existait sous les meilleurs des dominateurs indigènes, ont été poussés aussi rapidement que faire se pouvait, rendant la famine par suite de sécheresse pratiquement impossible dans les parties du territoire où leur influence se fait directement sentir. Les boisements sont con-

duits d'une façon soigneuse et systématique,de sorte que l'on évite constamment le danger de grands districts dénudés comme l'on peut en voir dans des contrées supposées plus avancées, comme les Etats-Unis par exemple. Des mesures ont été prises pour qu'en période de famine des travaux de soulagement soient immédiatement commencés et les populations frappées sont employées à des entreprises utiles aux environs de leur propre résidence. Les maladies tant épidémiques qu'endémiques sont combattues avec une perfection et une science inconnues auparavant et les meilleurs principes que l'on connaisse en fait d'hygiène des contrées tropicales sont appliqués partout où c'est possible.

En outre, bien des choses néfastes qui existaient dans l'ancienne société indigène ont été balayées. Les Thugs ont été supprimés depuis trois générations. La « Suttie » a disparu depuis longtemps; l'on entend rarement parler de Dacoïts. La justice est rendue sans corruption et la torture est actuellement à peu près inconnue. Les Hindous, s'ils ne sont pas admis aux postes élevés du gouvernement, ont toutefois toutes les facilités d'acquérir une éducation européenne supérieure, ce qui ne leur était pas donné auparavant. On a accordé en général la liberté de la presse, de la parole et le droit d'association, ce que certes aucun prince étranger n'eut toléré jadis.

La plupart de ces assertions, si pas toutes,sont exactes.Les Anglais ont introduit aux Indes une paix continue et nombre des bienfaits de la civilisation occidentale. Si leur influence s'était bornée à réaliser de pareilles œuvres, comme ce fut le cas pour quelques agents de l'ancienne Compagnie des Indes Orientales qui connaissaient la population et en étaient connus et aimés; s'ils avaient restreints leurs efforts à apporter remède aux mauvais côtés de l'administration hindoue, comme cela fut fait avec beaucoup de succès dans plus d'un des grands Etats indépendants; s'ils avaient reconnu que le progrès demandait non pas une européanisation complète, mais la coopération sympathique de blancs réellement

capables, complètement au courant des us et coutumes indigènes et ayant cessé de vivre uniquement dans un milieu européen et des Hindous eux-mêmes; en un mot, s'ils avaient toujours considéré l'Inde sous le point de vue hindou, il est indéniable que le pays en eut retiré un grand bénéfice. Mais, malgré tout cela, si les relations économiques étaient restées les mêmes, l'Inde eut toujours été aussi désespérément appauvrie qu'elle l'est aujourd'hui. La valeur globale de toute la production de l'Inde anglaise pour 225 millions d'êtres humains ne peut pas être estimée à plus d'une livre sterling par tête. Feu M. William Digby ne l'estimait qu'à 12 schellings 6 pence. Jamais ici-bas on n'a connue auparavant une aussi affreuse pauvreté régnant sur une superficie aussi grande. Et l'appauvrissement augmente sans cesse. M. Digby, qui était fonctionnaire de l'une des grandes agences de Famine, et se trouvait dans des conditions spéciales pour être bien informé, a calculé que les ryots (1) des districts, placés en dehors des établissements permanents, n'ont pour une année que la moitié de la nourriture de leurs grands parents et le tiers de celle de leurs bisaïeux. Et pourtant, malgré tout cela, l'impôt foncier est perçu avec la plus grande exigence et doit être payé en argent au gouvernement avant que les récoltes ne soient engrangées ! Donc, en dehors des autres abus, notre système livre toute la population agricole aux mains des prêteurs indigènes de qui seuls peut être obtenu l'argent nécessaire à acquitter la taxe et alors, hypocritement, nous gémissons sur les exigences usuraires des hommes qui prêtent sur les récoltes !

Si l'on tient compte de ce que toute amélioration apportée par le ryot à son exploitation donne lieu à une taxe nouvelle; de ce qu'en territoire britannique les terres en friches sont aussi lourdement imposées que les champs cultivés et de la

(1) Ryot est le nom donné aux Indes aux paysans cultivant la terre.

faible remise faite en période de famine, il est facile de com prendre l'action destructive de notre ruineux système sur les malheureux agriculteurs qui constituent les 4/5 de la population hindoue. En ce qui concerne les prêteurs d'argent, il est certain que si les usuriers indigènes refusaient de faire des avances sur les moissons, le gouvernement des Indes ferait faillite du coup.

L'on prétend,cependant,que l'idée d'un appauvrissement sur une grande échelle est absurde là où l'on constate un accroissement de la population, et un démocrate-socialiste allemand, M. Edouard Bernstein, qui s'est fait l'avocat en chef du département des Indes Anglaises en Europe après que M. Paul Leroy-Beaulieu eut abandonné le champ de bataille, soutient, sur ce terrain et sur d'autres, que l'administration britannique a été profitable aux Indes. Le même argument fut, avant 1847, invoqué en ce qui concerne l'Irlande. La population de cette île augmentait rapidement, donc la population irlandaise devait devenir de plus en plus riche, en dépit de tous les propriétaires absents et de tout ce que l'on racontait du drainage des richesses vers la Grande-Bretagne. Cette année-là, pourtant, survint le cataclysme au cours duquel des millions d'habitants périrent ou s'expatrièrent, et l'on découvrit alors qu'Adam Smith lui-même avait dit que : « la pauvreté paraît favorable à la reproduction ». Non seulement elle le paraît, mais elle l'est; la Russie peut en témoigner aussi bien que l'Irlande et que l'Inde. La population est plus nombreuse dans l'Inde anglaise que partout ailleurs, mais l'échelle de ses moyens de subsistance va sans cesse en décroissant. Combien de temps devrons-nous encore attendre avant que le cataclysme ne se produise dans ce pays, c'est difficile à dire. Mais il est certain que l'époque n'en est plus très lointaine.

La preuve de la croissante pauvreté est absolument concluante. D'après tous les rapports officiels, il est clairement établi qu'une proportion de plus en plus grande de la population a, chaque année, de moins en moins à manger, et la

prévision de M. Digby, sous ce rapport, se vérifie complètement. Ne considérant que la période écoulée depuis le gouvernement direct par l'Angleterre, c'est-à-dire depuis la révolte de 1857, des témoignages concluents, depuis celui du vice-roi Lord Lawrence jusqu'à ceux de MM. C. I. O'Donnell, Smeaton et Thornburn démontrent l'insuccès complet de notre administration sous le rapport économique. Nul n'a démontré l'appauvrissement d'une façon plus claire que Sire William Hunter qui, plusieurs années avant sa mort, occupa le poste d'avocat-général littéraire de la domination britannique et qui reconnaissait que, déjà en 1880, au moins 40 millions d'individus de notre population hindoue vivaient dans un état de famine permanent ; la situation s'est bien empirée depuis lors.

Il ne faut pas chercher loin pour trouver le motif de cette continuelle diminution de richesse et de cette destruction du bien-être, et ce motif peut s'appliquer à toute la population placée sous la domination britannique. Race, couleur, religion ne font, sous ce rapport, rien à l'affaire. Tous sont victimes des conséquences terribles du drainage des produits au bénéfice de l'Angleterre, sans aucune compensation commerciale. Ce drainage, ce tribut économique dont souffrent presque toutes les contrées que nous avons conquises, est particulièrement sensible dans le cas de l'Inde. En faisant toutes les concessions possibles, il est clairement établi que, si l'on compare l'exportation des Indes avec les importations, la valeur, de l'excès des exportations pour lesquelles il n'y a aucune compensation commerciale, s'élève annuellement à plus de 35 millions de livres sterlings, somme qui dépasse de plus de 50 p.c. le total du revenu que le gouvernement tire de toute l'Inde anglaise. (*) Ce drainage va sans cesse en augmentant et par

(*) Le lecteur ordinaire suit rarement les calculs intercalés dans le texte. C'est pourquoi je préfère donner en note les chiffres relatifs au commerce des Indes. On doit bien se mettre en tête qu'aucune analogie n'existe entre ce pays et les Etats-Unis. L'excédent des exportations des Etats-

conséquent en approfondissant sans cesse l'abîme depuis l'origine de l'occupation britannique. Cela veut dire que l'Inde, favorisée par la nature des plus grandes facilités pour produire les richesses dans toutes les branches, a été constamment saignée à mort, afin de pouvoir payer des pensions, des rentes, des frais de maison, des dividendes et des remises à la classe des capitalistes et des propriétaires terriens et à leurs parasites en Angleterre. On met sans cesse tout ce qui est possible à charge des revenus de l'Inde et les Hindous, qui sont complètement privés de représentation, tant aux Indes que dans la Grande-Bretagne, n'ont absolument aucun moyen de faire entendre leurs doléances. Il est plus que douteux que les Espagnols, même aux beaux jours de leurs plus impitoyables exactions, aient jamais exigé de leurs possessions Américaines quelque chose d'approchant de cet épouvantable tribut. Si,à cette saignée de 35 millions de livres sterlings par an, l'on ajoute les sommes payées pour rétribuer les services des Européens aux Indes en y comprenant les 75,000 soldats de race blanche, somme qui se monte à plusieurs millions de

---

Unis peut-être et est, en fait, représenté par l'importation non apparente d'engagements et autres créances sur l'extérieur ou de placements à l'étranger qui, dans ce cas, ne sauraient apparaître comme retours commerciaux. Il est certain que les dettes de l'Inde ne sont pas remboursées mais s'accumulent, et il est certain aussi qu'elle n'a fait ni ne fait de placements au dehors. Par conséquent, la valeur nette de l'excédent des exportations sur les importations, représente bien la valeur totale de la production qui est drainée hors de l'Inde sans aucune compensation commerciale. Cette valeur totale de l'excédent des exportations pour les trois dernières années, telle qu'elle résulte des rapports officiels corrigés,a été : pour 1902-3, 18,570,811 livres sterlings; pour 1903-4, 24,961.773 livres sterlings et pour 1904-5, 20,144,132 livres sterlings, soit une moyenne de 21,500,000 livres sterlings. Mais cela est loin de représenter le montant du drainage. Pour obtenir des chiffres réels et arriver à une balance exacte, nous devons, en

livres, il est clair que l'on ne doit pas aller plus loin pour trouver la cause réelle de l'effroyable appauvrissement du pays et de la famine qui sévit continuellement sur l'un ou l'autre point du territoire.

Quoique la famine sur une plus grande échelle soit le résultat de ce terrible drainage des richesses vers l'Angleterre, les classes possédantes anglaises qui prélèvent ce tribut immense et placent leurs créatures dans tous les emplois de la péninsule, s'imaginent qu'elles commettent un acte de munificence merveilleuse en retournant chaque année aux Indes quelque 500,000 livres sterlings sur les 25 milliards de francs ou plus qu'ils en ont extrait en produits impayés pendant le demi-siècle écoulé. Rien d'étonnant que, dans de pareilles circonstances, la population agricole soit réduite à la position désespérée dont nous avons déjà parlé. Les pauvres ryots écrasés de taxes et lourdement endettés, « sauf dans les terres plus riches à cause de l'irrigation, consomment ou vendent toutes les choses vendables que la terre produit,

---

tenant compte de la façon dont les estimations sont faites aux ports d'embarquement dans l'Inde, ajouter au moins 15 p. c. à la valeur des exportations et diminuer d'une somme égale la valeur des importations aux points de déchargement, pour bénéfices et coût de l'assurance et du frêt. Etablissant ce calcul pour les 3 années précitées, on trouve qu'une somme de 14 millions de livres doit être ajoutée à la moyenne de 21,000,000 d'excédent d'exportation. Le drainage réel de richesses hors de l'Inde représente donc au moins une somme annuelle de 35 millions de livres sterlings. En fait, il se monte à beaucoup plus.

Il ne peut y avoir aucun doute qu'une grande partie de l'or et de l'argent retenue aux Indes, va dans une proportion plus forte que leur commerce d'importation comparativement aux richesses importées, aux états indigènes et limitrophes, qui ne sont pas sous le contrôle direct de l'Angleterre, quoique le montant de leurs importations et de leurs exportations soit compté dans les chiffres qui se rapportent au territoire purement britannique.

utilisent la fiente des bestiaux comme combustible, et ne rendent au sol rien de ce qu'ils lui enlèvent. Toute augmentation de la population augmente aussi le danger. Les moissons se succèdent sans interruption,de telle façon que l'agriculture aux Indes est devenue un simple procédé d'épuisement de la terre. Même dans quelques parties des contrées irriguées artificiellement et où l'on emploie l'eau avec prodigalité et sans engrais, les moissons ont cessé de pousser. Un système d'agriculture épuisant et une population croissante doivent fatalement amener l'anéantissement. Une réduction des impôts ne pourrait plus, à l'heure actuelle, que retarder quelque peu l'inévitable catastrophe ». Voilà ce qu'écrivait il y a 30 ans environs le célèbre agronome Sir James Caird dans le rapport qu'il fut chargé de faire comme commissaire spécial de Famine. Ses prédictions vont se réalisant sous nos yeux. La « catastrophe » qu'il a prévue n'est plus éloignée.

Emprunter à intérêt de l'argent en Angleterre pour construire plus de chemins de fer n'est plus, dans ces conditions, qu'un moyen de rendre le drainage plus intense et de multiplier le nombre de syphons par lesquels la richesse est aspirée au profit de l'étranger.

Entreprendre de nouveaux travaux d'irrigation, toujours au moyen d'emprunts, ne peut même avoir aucun bon résultat permanent aussi longtemps que le drainage des produits, sans compensation, se pratique sur une échelle de plus en plus étendue. Ce drainage, ainsi que le nombre excessif d'employés européens jouissant de traitements considérables ou de hautes payes, rendent la ruine certaine,quoi qu'on puisse faire. Il existe deux Indes distinctes : l'Inde anglaise avec ses superbes quartiers européens et son luxe insolent s'engraissant de l'appauvrissement général du pays, et l'Inde proprement dite accablée par une misère telle qu'on n'en a jamais vu de pareille même sous le régime capitaliste du XXe siècle.

Mais actuellement la situation est devenue tellement insoutenable que les laborieux, sobres et patients Hindous eux-mêmes commencent à sentir qu'un changement doit être

apporté à leur sort. Les classes instruites commencent à comprendre quel destin réserve la tyrannie économique et sociale des Européens à ceux qui sont appelés à la subir et à savoir que leur appauvrissement est causé par la domination britannique et non par le jeu des forces naturelles. Certes, il y eut des famines aux Indes avant notre conquête ; mais une famine perpétuelle,comme on en voit maintenant sévir chaque année dans l'une ou l'autre région du pays, était totalement inconnue sous la domination Hindoue ou Musulmane. La peste noire est connue depuis des siècles comme maladie épidémique ; mais comme fléau endémique semant journellement la mort, on n'en a jamais entendu parler jusqu'au jour où, sous la génération passée, nous apportâmes à l'Hindoustan tous les bienfaits de la civilisation européenne.

Cette horrible maladie et ses ravages feront probablement plus que n'importe quelle autre cause pour dissoudre la société indigène et tourner la masse des Hindous contre nous. Au moment où j'écris,la peste seule occasionne aux Indes plus de 90,000 décès par semaine. Il est à remarquer que,de toutes les maladies dangereuses, la peste surtout est celle de la pauvreté. C'est dans les pays chauds où la pauvreté est grande que la peste trouve le terrain le plus propre à son extension. Il ne faut pas d'autre preuve de la pauvreté croissante de l'Inde que la persistance fatale de ce fléau. Les indigènes sont frappés de panique et même les mesures prophylactiques prises par les médecins européens et leurs subordonnés pour empêcher la propagation du mal, par le fait qu'elles portent atteinte aux coutumes les plus chères au peuple et les plus sacrées pour lui, rendent encore le despote étranger plus haïssable qu'il ne l'était auparavant Telle est l'ironie des événements, une fois qu'un Empire est entré dans la voie de la décadence. Tous les efforts déployés par une presse sans scrupules, aux Indes et en Angleterre, pour aviver les dissentiments entre Musulmans et Hindous, auront peu d'influence en présence du mécontentement et de la haine engendrés par la peste et les méthodes employées pour la supprimer.

Entretemps, un esprit nouveau commence à régner dans les villes : les meetings et les protestations contre les erreurs britanniques deviennent plutôt la règle que l'exception, partout où le mécontentement se fait sentir, même au Bengale, connu pour sa patience. Il se produit au Bengale un mouvement et une agitation sur le terrain politique ; il en est de même au Punjab et au pays de Mahratta ; et pendant ce temps, dans l'Inde entière, la propagande pour le boycottage des produits européens — ce qui signifie évidemment produits anglais — au profit des produits hindous et asiatiques gagne du terrain de jour en jour.

Lentement mais sûrement la situation économique de l'Inde ommence à être appréciée à sa juste valeur, et le cri : «L'Inde aux Hindous » commence à se faire entendre d'une façon systématique. Même au « Congrès National Hindou », qui se tient chaque année et qui affirme bien haut son attachement au gouvernement britannique, il s'est formé un parti avancé qui, sans aucun doute, considère l'indépendance absolue de l'Inde comme le seul espoir pour l'avenir. Ce parti gagne journellement en force et les plus déterminés de ses membres ont pris l'engagement de ne jamais servir ou aider en aucune circonstance les « rajahs » étrangers. Les Hindous qui visitent l'Angleterre poussent même plus loin encore leurs visions de l'avenir. L'exemple du Japon les encourage ; si le petit empire japonais, disent-ils, a pu, avec très peu d'assistance de la part de l'Europe, se placer en quarante ans à la tête des nations, il est absolument certain que l'Inde, avec ses 300 millions d'habitants et ses races belliqueuses dont le nombre est plus que le triple de la population entière du Japon, saura, même sans armes, par un effort vigoureux et simultané, chasser ces 200,000 Européens et Eurasiens (*) qui, actuellement, gouvernent despotiquement leurs fortunes et ruinent leur avenir.

(*) Métis d'Européens et d'Asiatiques.

Il ne faut pas espérer plus longtemps de pouvoir amener des améliorations par des moyens pacifiques ou constitutionnels. Il y a trente et peut être vingt ans, il eut été encore possible d'ouvrir, pour les Indes, la voie vers une ère nouvelle et prospère en substituant à l'administration anglaise un gouvernement indigène sous une direction britannique et en arrêtant le drainage. Mais, récemment encore, les deux partis capitalistes d'Angleterre ont montré leur ferme détermination de continuer leurs agissements néfastes et tyranniques. M. John Morley, le fonctionnaire prétendument radical, agit, comme secrétaire d'État envers les Hindous avec aussi peu de sympathie réelle et de tact politique que feu le Vice-Roi tory Lord Curzon qui, de l'avis unanime des Européens et des Indigènes de tous grades, fut le plus mauvais gouverneur-général que l'Hindoustan ait jamais connu. On essaie, à l'heure actuelle, en présence du mécontentement croissant et des démonstrations hostiles, d'utiliser le même moyen pour maintenir notre domination que celui qui fut, à l'origine, employé pour l'établir, c'est-à-dire d'exciter les animosités intestines. Les organes officiels eux-mêmes n'ont pas honte de faire appel au fanatisme musulman contre les Hindous, afin d'affaiblir l'agitation croissante contre l'insupportable oppression économique et sociale d'une race. Mais cette politique honteuse sera impuissante et, ni la bigoterie musulmane, ni les rifles et les canons européens, ne pourront maintenir en permanence un despotisme étranger qui a démontré être funeste sous tous les rapports. La domination capitaliste blanche, condamnée dès à présent à une ruine prochaine, n'apparaîtra bientôt plus que comme un court et hideux cauchemar dans la longue et glorieuse existence de l'Inde. Après la retraite des Anglais, les Hindous commenceront à nouveau leur carrière de développement international, côte à côte avec les autres nations du monde qui marchent dans la voie du progrès.

Mais l'Inde n'offre que l'exemple le plus frappant de l'effet ruineux du capitalisme européen sur les races asservies. D'autres nations, pour autant que les circonstances le leur aient

permis, ont été aussi nuisibles que l'Angleterre dans leurs procédés à l'égard des peuples moins développés. La France, l'Italie, le Portugal, la Belgique et actuellement les Etats-Unis et l'Allemagne, ont, quoique sur une échelle moindre, mis le même système en pratique. C'est au Parti Socialiste International Universel, qui représente les classes qui n'ont jamais retiré aucun bénéfice de la tyrannie que, quoi qu'en en souffrant, elles ont aidé à établir, qu'il appartient d'organiser et d'aider tous les efforts qui se feront pour détruire à jamais la pernicieuse domination du Capitalisme sous toutes ses formes, et de mener à bien l'émancipation de l'humanité entière, sans distinction de race, de couleur ou de croyance.

1[er] Mai 1907. H.-M. HYNDMAN.

P. S. — Depuis que les pages précédentes ont été remises à l'impression, les affaires, aux Indes, ont pris une tournure plus critique encore. Non seulement la peste noire étend ses ravages, mais, d'après les rapports officiels qui, naturellement, tendent toujours à présenter les choses sous l'aspect le moins défavorable possible, la mortalité s'est élevée actuellement au chiffre de 400,000 décès par mois! Ceci se rapporte principalement au Punjab. L'arrestation et la déportation de M. Lala Lajpat Raï, sans aucune forme de procès et sans aucune tentative de justification de pareille mesure, a soulevé un amère sentiment d'indignation parmi les classes Hindoues instruites, d'un bout à l'autre de la Péninsule. M. Lajpat Raï est un homme qui a consacré sa vie et sa fortune à ses compatriotes pauvres éprouvés par les désastres causés par la famine et les tremblements de terre. A l'époque de son arrestation il s'occupait, comme l'a clairement démontré M. O' Donnell, M.P., ancien fonctionnaire du service civil Anglo-Indien de ce district même, d'une protestation parfaitement légitime, sobre et raisonnable contre les procédés du gouvernement faisant monter la taxe foncière jusqu'à provoquer la famine et exigeant le paiement pour des terres revendiquées par les

paysans du Punjab et qui avaient expressément été exemptées d'impôts au moment de leur revendication. Tout cela a été absolument démontré. Mais, M. John Morley, le philosophe radical, parlant au nom du gouvernement libéral comme secrétaire d'Etat pour les Indes, a, à la Chambre des Communes, justifié ces infâmes procédés moscovites, et M. Lajpat Raï se meurt lentement dans sa geôle. Donc, en Angleterre comme dans les autres pays, les libéraux et les radicaux montrent encore une fois quels lâches tyrans ils sont au fond. Le gouvernement de l'Inde n'a fait aucune tentative pour se défendre contre l'accusation accablante portée contre lui par moi-même et par d'autres qui connaissent les faits à fond, de vouloir, de propos délibéré, saigner l'Inde à mort. Il a été clairement démontré par des membres même du gouvernement Anglo- Indien que le terrible drainage des produits de l'Inde sans compensation ; le taux excessif des taxes foncières et la manière dont elles sont perçues avant même que la moisson ne soit mûre et l'impôt sur le sel qui, quoique réduit, est la cause directe des maladies du bétail qui consomme trop peu de ce produit nécessaire à la vie ; il est prouvé, dis-je, non par les adversaires de l'administration britannique, mais par ses défenseurs, que ces extorsions sont les causes directes de l'effroyable appauvrissement du peuple Hindou et de la mortalité par la peste.

En attendant, ce qu'on appelle « l'inquiétude » va s'étendant à travers tout le pays et des gens haut placés, qui ont acquis une expérience de 40 années parmi les Hindous, ont prévenu le gouvernement de la fin prochaine de notre domination dans l'Inde si un changement complet n'est pas apporté au système actuel. Il est inutile que je décrive longuement ici quelle serait, pour les classes moyennes de notre île, la répercussion économique de cette ruine de notre pouvoir dans l'Inde. Il me suffira de dire qu'elle constituerait pour les non-producteurs de l'Angleterre une diminution immédiate de revenus de plus de 35 millions de livres sterlings par an.

H. M. H.

c) La Question Coloniale en Belgique

Le Parti Ouvrier Belge a chargé quatre de ses membres de présenter à son congrès extraordinaire du 30 juin, préparatoire au congrès international de Stuttgart, la question fort complexe du Congo.

La reprise de l'Etat Indépendant du Congo étant à l'ordre du jour de la politique belge, c'est surtout cet aspect du problème qui a dominé le débat.

Hector Denis était chargé d'exposer le principe de la colonisation capitaliste ainsi que l'aspect économique, commercial et financier du problème.

Henri La Fontaine avait pour mission de retracer la situation du Congo au point de vue du droit international.

Léon Furnémont a fait le rapport sur le projet de charte coloniale belge déposé par le gouvernement clérical.

Et enfin Vandervelde a traité la question d'actualité : Quelle attitude le parti socialiste doit-il avoir, dans l'intérêt de Belgique et dans l'intérêt des indigènes, dans la question de la reprise du Congo ?

Le principe de la Colonisation

Le rapport d'Hector Denis sur le principe de la colonisation est en conformité absolue avec les résolutions déjà votées par les congrès internationaux. Il n'envisage pas le problème colonial au point de vue spécifiquement belge et il conclut à la résolution suivante qui a été adoptée à l'unanimité :

« *Le congrès réprouve le principe de la colonisation capitaliste qui subordonne les droits indéfectibles de l'Humanité à l'intérêt et à la raison d'État, aboutit dans les colonies intertropicales de plantations à faire des indigènes, par la contrainte et le*

travail forcé, des moyens, des instruments de lucre, trop souvent à les décimer, et, toujours à méconnaître, dans la hâte de jouir des richesses coloniales, les conditions normales et humaines de l'évolution des peuples primitifs vers la civilisation.

Le congrès,

Affirme comme un devoir de solidarité et de justice supérieur à tous les intérêts et à toutes les revendications des nations civilisées leur obligation commune et collective de concourir à cette élévation des peuplades primitives, avec tous les éléments, et à tous les avantages que leur propre développement historique leur a fait acquérir, et à faire converger toutes les énergies vers l'Humanité. »

Le Congo au point de vue international

Le rapport de La Fontaine était libellé comme suit :

« Au point de vue du droit international, la formation de l'Etat Indépendant du Congo est un cas unique dans l'histoire du monde

En effet, le territoire qui constitue actuellement cet Etat, n'a été occupé ni par un souverain, ni par des mandataires directement préposés d'un Etat souverain, ni par des populations émigrées, mais par une association d'exploration et de civilisation, l'Association internationale africaine.

Cette association fut créée à la suite de la Conférence géographique qui se réunit à Bruxelles, en 1876. En 1878, elle fut remplacée par le Comité d'études du Haut-Congo, et enfin, en 1882, par l'Association internationale du Congo.

La question se présenta dès lors de savoir si une telle association pouvait posséder des droits souverains ; divers auteurs consultés et notamment sir Travers Twis et M. Egide Arntz se prononcèrent pour l'affirmative.

Le 22 avril 1884, le gouvernement des Etats-Unis de l'Amérique du Nord reconnaissait le drapeau de l'Association internationale à l'égal de celui d'un gouvernement ami. L'em-

pire d'Allemagne fit de même, le 8 novembre 1884, et successivement la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, les Pays-Bas, l'Espagne, la France, la Russie, la Suède-Norvège, le Portugal, le Danemark, la Belgique imitèrent leur exemple.

Pendant que ces reconnaissances se poursuivaient, une conférence internationale siégeait à Berlin sur l'invitation de l'Allemagne et de la France, du 15 novembre 1884 au 26 février 1885. Elle avait pour objet de régler le régime commercial de l'Afrique centrale et d'établir un accord sur les points suivants : 1° Liberté du commerce dans le bassin et les embouchures du Congo ; 2° Application au Congo et au Niger des principes adoptés par le Congrès de Vienne, en vue de consacrer la liberté de la navigation sur plusieurs fleuves internationaux, principes appliqués plus tard au Danube ; 3° Définition des formalités à observer pour que des occupations nouvelles sur les côtes d'Afrique soient considérées comme effectives.

Comme on le voit, la Conférence internationale de Berlin ne s'est pas occupée spécialement de l'Association internationale du Congo. La seule intervention officielle de cette association consista à adhérer à l'Acte général de Berlin, à titre de puissance, sans que cette adhésion soulevât la moindre protestation de la part des autres puissances représentées.

Le 21 avril 1885, le gouvernement belge sollicita des Chambres l'autorisation pour le roi de devenir « le chef de l'Etat fondé en Afrique, par l'Association internationale du Congo ». Cette autorisation fut accordée par les votes des 28 et 30 avril suivants.

Le 1er août et ultérieurement, le roi Léopold II notifia aux puissances que les possessions de l'Association internationale du Congo formeront désormais l'Etat Indépendant du Congo, et que, d'accord avec cette association, il prenait le titre de souverain de cet Etat.

Malgré les controverses qui ont surgi à ce sujet, il est certain que l'assentiment unanime des grandes puissances a

sanctionné le mode qui a été inauguré pour la formation de l'Etat Indépendant du Congo. Il n'existe pas en droit international de règles strictes : aucun code international n'a été promulgué et le consentement unanime des Etats suffit pour créer le droit.

* * *

L'État Indépendant du Congo est une monarchie absolue : il semble difficile qu'il en soit autrement, car il n'est pas possible actuellement d'accorder aux nègres africains des droits politiques, et la population blanche, sur le territoire du Congo, est composée de personnes dont aucune n'est citoyen du nouvel Etat. Cette situation bizarre est due à ce fait de superposer une civilisation européenne à une population incapable de se l'assimiler sur-le-champ.

Quoi qu'il en soit, tous les pouvoirs, dans l'Etat Indépendant du Congo, émanent du souverain. Mais, à certains points de vue, il ne peut les exercer d'une manière absolue, à raison précisément de restrictions internationales.

L'Acte général de Berlin stipule tout d'abord que « le commerce de toutes les nations jouira d'une complète liberté ». Il en résulte que le monarque congolais ne peut établir ni droits d'entrée, ni droits de transit, que tout traitement différentiel est interdit, ainsi que toute concession de monopole ou de privilège en matière commerciale, que seules des taxes pourraient être perçues comme une équitable compensation de dépenses utiles pour le commerce.

Il est stipulé d'autre part que « les étrangers jouiront pour la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition et la transmission de leurs propriétés mobilières et immobilières, et pour l'exercice des professions, du même traitement et des mêmes droits que les nationaux. »

Enfin, la réglementation et la surveillance de la navigation du Congo peuvent être confiées à une commission internationale qui se constituera dès que cinq puissances signataires

de l'Acte général auront nommé leurs délégués. En fait, cette commission n'a pas été constituée.

Il est à remarquer que les dispositions qui précèdent s'appliquent non seulement à l'Etat Indépendant du Congo, mais à tous les territoires qui forment ce que l'on a appelé le bassin conventionnel du Congo.

*
* *

Les traités de reconnaissance, au bénéfice de l'Association internationale du Congo, ont tous stipulé le droit, pour chacun des Etats, d'établir sur le territoire congolais une justice consulaire pour leurs nationaux, pour le cas où la justice congolaise ne serait pas « suffisamment » organisée.

C'est pourquoi le premier soin de l'Etat Indépendant du Congo a été d'organiser la justice criminelle par un décret du 7 janvier 1886 et la justice civile et commerciale par une ordonnance du 14 mai suivant.

La question la plus importante qui se rattache à cette matière est de savoir qui sera juge de la suffisance ou de l'insuffisance de la justice congolaise. Il n'est pas douteux que l'Etat Indépendant du Congo pourra refuser l'exequatur aux consuls nommés par les autres Etats. Seulement, ceux-ci auraient le droit, aux termes de l'article 12 de l'Acte général de Berlin, de soumettre le différend qui résulterait de cette situation à la médiation d'une ou de plusieurs puissances amies ou à un tribunal arbitral.

*
* *

L'Acte général de Berlin contient en outre des dispositions relatives à la protection des indigènes et à la traite des esclaves.

Toutes les puissances intéressées « s'engagent à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence, et à

concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs. »

En conséquence, « elles protègeront et favoriseront, sans distinction de nationalités et de cultes, toutes les institutions et entreprises religieuses, scientifiques et charitables, créées et organisées à ces fins ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation. »

En outre, les puissances veilleront à ce que leurs territoires ne servent ni de marché, ni de voie de transit pour la traite des esclaves de quelque race que ce soit,et employeront « tous les moyens en leur pouvoir pour mettre fin à ce commerce et pour punir ceux qui s'en occupent. »

*
* *

Telles sont les obligations imposées à l'Etat Indépendant du Congo par des traités internationaux. Leur inobservation ne pourrait donner lieu qu'à une intervention collective des puissances qui ont signé ces traités ou y ont adhéré. Quant à la nature des mesures coërcitives qui pourraient être prises, il n'existe aucune règle internationale pour les déterminer. On sait celles qui ont été employées à diverses reprises contre la Turquie et contre la Chine.

Seulement, qui est dans le vrai ?

Ce qui est certain, c'est que toutes ces obligations passeront, avec la transmission de la souveraineté, à l'Etat qui sera le cessionnaire, le donataire ou l'héritier de l'Etat Indépendant du Congo.

*
* *

En présence du projet de reprise du Congo par la Belgique, la question se pose de savoir quelle sera désormais, au point de vue du droit international, la situation de cette contrée.

D'autres contrées déjà ont passé de la situation d'Etat Indé-

pendant à celle de colonie rattachée à un Etat souverain : tel fut le cas du Transvaal et de l'Orange. Désormais ces deux pays ne peuvent plus conclure de traité avec aucune puissance étrangère. La Grande-Bretagne seule peut agir pour eux. Il en sera de même pour le Congo.

Seulement, il y a lieu de distinguer entre les colonies peuplées de citoyens d'origine européenne, comme celle de l'Australie, le Canada, les colonies du Sud-Afrique, et les colonies administrées par des mandataires de la mère-patrie comme l'Inde anglaise, le Tonkin, l'Annam. On peut comparer la situation des premières à celle d'un mineur émancipé, et celle des secondes à la situation d'un mineur non émancipé.

La fondation de l'Etat Indépendant du Congo devait avoir pour but la tutelle éducatrice et civilisatrice des populations inférieures de l'Afrique centrale. C'est ce qu'a indiqué la Conférence géographique de 1876 qui a donné pour objet à l'association qu'elle a créée l'exploration et la civilisation du continent noir, et non pas l'exploitation de ce continent.

Qui dit tutelle, dit conseil de famille.

La famille internationale, c'est la société des nations : c'est dans son sein qu'un tel conseil devrait être désigné.

Il faut dès lors donner à la colonisation, poursuivie dans des contrées à populations sauvages, un caractère tout à fait spécial, un caractère international.

Il en résulte que la Belgique devrait établir au Congo un régime colonial, différent de tous ceux qui ont été instaurés ailleurs et c'est ce régime que l'Etat Indépendant du Congo aurait dû organiser.

Le fait que la mission de la Belgique au pays noir sera une mission tutélaire, aura surtout de graves conséquences au point de vue financier. Les capitaux et les hommes qui se rendent en ces contrées, ont droit évidemment à une juste rémunération, comme un gérant ou un prêteur aurait le droit de toucher une rémunération pour les services rendus à un mineur. Mais l'Etat qui assume la tutelle des races inférieures

n'a droit à aucune rémunération, la tutelle est éminemment gratuite : les finances d'une telle colonie doivent exclusivement être administrées au profit de la colonie seule. L'avantage de la mère-patrie sera d'assurer dans la colonie des situations à beaucoup de ses enfants et de créer entre la colonie et elle des relations commerciales. C'est tout le bénéfice auquel elle a droit.

De ce que le pays colonisateur exerce une charge publique internationale, il résulte encore que la situation financière du pays colonisé sera sous la surveillance constante du conseil désigné par les nations, et que l'affectation des bénéfices éventuels réalisés par la colonie sera soumise à l'appréciation de ce conseil.

Il va de soi aussi que la mission tutélaire pourrait être retirée au pays colonisateur qui aurait démérité, sauf à ce pays à exiger que le différend soulevé à cette occasion soit soumis à l'appréciation d'un médiateur ou d'un tribunal arbitral.

La conception nouvelle que nous donnons de la colonisation de civilisation, opposée à la colonisation de peuplement et à la colonisation d'exploitation est, selon nous, l'élément essentiel qui justifie l'intervention des nations auprès des peuplades inférieures ou sauvages. Cette conception doit être à la base de toute politique coloniale vraiment humaine. Elle seule tend à mettre en valeur un maximum sur toute la surface de la planète, à la fois les aptitudes intellectuelles des hommes et les richesses matérielles du sol pour le bien collectif de l'espèce humaine ».

La Législation coloniale

Voici comment le rapport de Furnémont caractérise la *législation coloniale,* rêvée par les capitalistes belges :

« Le projet de loi sur le gouvernement des possessions coloniales de la Belgique a été déposé le 7 août 1901 sur le bureau de la Chambre. Il devait constituer la préface d'une annexion future de la colonie africaine, mais il se présentait

sous une forme générale et vague qui permettrait un examen très long, pendant lequel les bénéficiaires de l'œuvre africaine continueraient à réaliser les énormes profits qui les ont enrichis scandaleusement en quelques années.

L'indifférence de l'opinion publique, mal éclairée d'ailleurs, permit de renvoyer le projet de loi à une section centrale qui mit le plus grand soin à ne jamais se réunir.

Le 3 juin 1906, le roi-souverain publia une mémorable et incroyable lettre, par laquelle il faisait connaître au pays ses rêves insensés d'absolutisme despotique, et il provoqua l'interpellation qui fit faire un pas rapide à la question de la reprise.

Cependant les amis de l'Etat Indépendant, qui siègent à la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, continuèrent leur politique d'obstructionnisme.

L'examen de la législation coloniale était, à leur avis, indépendant de tout projet de reprise. Pourquoi ne parler que du seul Congo ? L'avenir colonial de notre pays était ouvert sans limites, et ce n'était pas de trop qu'une étude consciencieuse, approfondie, minutieuse de toutes les lois coloniales pour préparer le régime futur de nos possessions d'outremer.

Aujourd'hui, tout est changé. Le gouvernement annonce qu'avant la fin de la session actuelle, il déposera le projet d'annexion du Congo, et la Commission spéciale sera chargée d'en examiner les clauses, en même temps qu'elle poursuivra l'examen de la charte coloniale. Celle-ci se rapporte donc bien au Congo, et au Congo seulement, puisque le monde est dès à présent partagé, sans qu'il reste à notre pays le moindre espoir de s'annexer la plus petite parcelle.

* * *

Ce projet de loi peut être apprécié rapidement. Il constitue, au vingtième siècle, la plus invraisemblable proposition d'abdication, faite par un gouvernement de valets à un peuple qui se vante d'être fier de ses droits.

Il aurait pour résultat d'instaurer le régime le plus autocratique dont l'histoire ait fait mention.

Chose incroyable, et dont l'examen des textes justifie cependant la réalité, il renforce les droits que possède aujourd'hui Léopold II sur l'Etat du Congo.

Il attribue au roi — au ROI DES BELGES, — chef d'un Etat constitutionnel et représentatif :

Le pouvoir exécutif (art. 1) ;
Le pouvoir législatif (art. 1 et 2) ;
Le pouvoir administratif (art. 7) ;
Le pouvoir judiciaire (art. 6 et 9) ;
Le pouvoir militaire (art. 6 et 8) ;
Le pouvoir financier (art 3, 4 et 5).

Ce que l'on veut, c'est un système de séparation semblable à celui que notre Constitution établit entre l'Etat et l'Eglise.

Le Congo sera séparé de la Belgique, pour que le souverain puisse en disposer presque totalement en maître absolu ; mais afin de reconnaître l'apparence de souveraineté de la Belgique, celle-ci pourra payer généreusement.

* * *

Nous avons dit que le projet de loi renforçait encore les pouvoirs absolus du souverain.

En effet, sous le régime actuel, l'Etat du Congo ne peut emprunter sans l'autorisation de la Belgique. On sait comment cette difficulté fut maintes fois tournée, mais il n'en est pas moins vrai que la restriction existe. Elle disparaît avec le nouveau projet de loi.

L'Etat du Congo pourra désormais contracter des emprunts, comme il lui plaira, quitte à se tourner vers nous pour remplir ses engagements. De telle sorte que le droit d'emprunter sans notre autorisation, le Congo ne le possédait pas quand il constituait pour nous un Etat étranger, mais ses lettres de naturalisation belge le lui apporteront comme cadeau de baptême.

*
* *

Ces prétentions inouïes ont fini par soulever la conscience de certains cléricaux eux-mêmes. Elles ne sont cependant que la conséquence logique de l'état d'esprit qui règne dans les milieux dirigeants congolais.

Léopold II ne disait-il pas cyniquement : « *D'aucuns voudraient ce qu'ils appellent un gouvernement responsable, spécialement pour couvrir la personne du chef de l'Etat. Le vœu, pour louable qu'il soit, est-il réalisable ? Mon expérience ne me permet pas de l'affirmer....*

On ne conçoit pas encore un Parlement d'indigènes et l'on ne voit guère mieux ce que le Congo aurait à gagner actuellement à être mis sous des institutions belges, même spéciales? (Lettre du 3 juin 1906.)

Et M. Delbeke, aujourd'hui ministre, se faisant l'écho de la platitude courtisanesque où se prélassent les gens de la camarilla congolaise, faisait cette stupéfiante déclaration : *Il faut éviter de faire administrer le Congo par le Parlement belge. Sinon il vaudrait mieux le donner tout de suite à l'Angleterre!*

Donc, pas de gouvernement responsable; pas d'institutions belges, même spéciales, pas de contrôle du Parlement! Ce sont les beaux principes que tend à mettre en pratique le projet de loi du gouvernement.

L'article 10 du projet de loi va plus loin encore : Ces droits exorbitants, ces prérogatives de satrape, le roi peut les déléguer au gouverneur général de la colonie qui peut *suspendre momentanément l'exécution des décrets et porter lui-même des dispositions ayant force de loi.*

*
* *

Les articles 110 à 117 de la Constitution belge règlent les pouvoirs financiers du Parlement.

Le vote de l'impôt est une des prérogatives auxquelles les peuples libres attachent le plus d'importance.

Sous prétexte d'accorder à la colonie son autonomie financière, le gouvernement clérical veut enlever aux Chambres belges la fixation du budget de la colonie.

L'autonomie financière consiste en ce que la colonie doit vivre de ses ressources. Mais, en cas de déficit, la Belgique interviendra.

On a dit qu'il faudrait un milliard pour outiller le Congo. La Belgique le fournira. Ce serait bien le moins, qu'en échange, elle pût en surveiller l'emploi.

Non, répondent nos coloniaux. « Le budget des recettes et dépenses des possessions coloniales est arrêté chaque année par le roi. »

Le roi fera les emprunts, accordera — dans les conditions que l'on sait — les concessions de terres, mines, forêts de caoutchouc, etc.

La Belgique chantera... et paiera.

*
* *

Et les garanties?

Le projet de loi en institue prétendûment trois :

1° Un ministre des colonies;

2° Un Conseil colonial;

3° Un rapport annuel aux Chambres.

Le ministre des colonies est nommé par le roi. Il aurait pour unique fonction de contresigner les actes du roi. *Il ne possèderait aucune des attributions d'un ministre constitutionnel,* mais en toucherait les appointements. Il serait, dit l'exposé des motifs (p. 6), avec une candeur désarmante, « l'agent du souverain ».

Un journal clérical se demandait en quoi la situation du futur ministre des colonies diffèrerait de celle du « secrétaire d'Etat du Congo » qui présentement « est dans un état de dépendance absolue vis-à-vis du souverain. »

Nous nous le demandons aussi.

Le conseil colonial (art. 15) se compose de quatre membres nommés par le roi.

Ses attributions, d'après l'exposé des motifs, consistent à donner des « avis » sur les questions « que lui soumet le roi. »

Le rapport annuel est présenté aux Chambres, sur l'administration des possessions coloniales. Le budget est communiqué « en annexe ». On peut le discuter théoriquement, mais on n'y peut rien changer.

Et ceci est le bouquet : « En d'autres temps, les questions et les interpellations relatives aux possessions coloniales ne seront portées à l'ordre du jour des Chambres que si le ministre des colonies y donne son adhésion. »

Et voilà tout le contrôle réservé au Parlement belge.

Nous ignorons à quel degré de servilité sont descendus les parlementaires. Mais le peuple belge et son organe conscient, le Parti ouvrier, se doivent à eux-mêmes de combattre ces folies.

Des hommes d'Etat conservateurs sont effrayés comme nous de la mentalité qui règne dans les hautes sphères congolaises : ils demandent avec nous que, tout au moins, le Parlement belge garde la haute main sur les emprunts et les concessions importantes.

* * *

La situation des indigènes au Congo soulève l'indignation de toutes les nations et de tous les hommes de cœur. Le R. P. Vermeersch est d'accord sur ce point avec M. Félicien Cattier et avec la « Congo Reform Association. »

La législation coloniale proposée ne tient aucun compte de la population autochtone.

On ne voit pas encore un Parlement d'indigènes, dit ironiquement Léopold II. J'en connais qui perdraient à la comparaison, mais les nègres sont accessibles à notre civilisation. Il y a des nègres au Parlement français. Au Brésil et dans la

république de Libéria, les noirs ont prouvé leurs aptitudes parlementaires.

Les Congolais n'en sont pas encore là, c'est certain. Est-ce une raison de les écarter systématiquement de l'administration de leur pays ?

Il est vrai que les Belges résidant au Congo sont tenus dans la même suspicion.

*
* *

Et cependant, la plupart de ceux qui se sont dévoués là-bas pour enrichir davantage encore quelques gros capitalistes n'ont-ils pas mérité que la mère-patrie s'occupe un peu de leur sort au Continent noir ?

Le projet de loi ne parle en aucune façon d'assurer aux Belges résidant au Congo les garanties constitutionnelles inhérentes à cette qualité de Belges, qu'ils n'ont point perdue, j'imagine, en allant là-bas.

C'est le roi au son délégué qui organise par décret — sans contrôle — la justice civile et la justice militaire répressive.

L'inviolabilité du domicile, la liberté individuelle, l' «habeas corpus», peuvent être supprimés d'un trait de plume.

Je ne parle pas des autres libertés constitutionnelles qui se rattachent à la vie politique. On sait qu'elles furent toujours lettre morte en ce mystérieux pays, et l'on connaît la destinée de ceux qui ont osé parler.

Le silence des tombeaux règne dans les monarchies, a dit De Robaulx : il règne aussi dans les colonies, et l'on demande à la Belgique de s'en rendre complice.

La réponse du peuple belge sera :

Jamais !

J'ai donc l'honneur de proposer au Congrès la résolution suivante :

« *Le congrès du Parti ouvrier belge proteste avec énergie contre le projet de loi relatif au gouvernement du Congo, qui proclame l'absolutisme royal sans réserve et sans limite ;*

» *Donne mandat aux députés socialistes de poursuivre le vote d'une législation conforme aux idées modernes, et qui consacre notamment :*

» *1° Le respect des droits financiers du Parlement belge ;*

» *2° L'amélioration du sort des indigènes et leur participation, dans une mesure à déterminer, à l'administration de la colonie ;*

» *3° L'intégrité des droits constitutionnels des Belges résidant au Congo.* »

Cette résolution a été votée à l'unanimité.

L'attitude des Socialistes belges

Le rapport de Vandervelde examinait les trois solutions qui peuvent intervenir demain : la rupture de tous les liens qui existent entre la Belgique et l'Etat du Congo. — Le maintien du « statu quo ». — La reprise du Congo par la Belgique.

La majorité du Congrès s'est prononcée en faveur de l'internationalisation du Congo et,par voie d'extension,de toutes les colonies,parce que la conception de l'action collective,de la tutelle des peuples attardés, est supérieure à la conception de l'action séparée avec ses antagonismes inévitables et diminue dans une large mesure les cas de conflits. En outre, au point de vue du sort des indigènes, cette solution a apparu comme une garantie meilleure d'humanité, et le Congrès a adopté l'ordre du jour suivant :

« *Le congrès,*

Considérant que les socialistes ne pourraient s'associer aux entreprises coloniales des gouvernements bourgeois qu'en acceptant une part de responsabilité dans l'exploitation dont, inévitablement, les populations indigènes sont victimes dans les colonies capitalistes ;

Considérant, d'autre part, que la déclaration des principes du Parti ouvrier fait un devoir aux socialistes de prendre la défense de tous les opprimés, sans distinction de races ;

Déclare que les mandataires socialistes, en ne votant pas contre le projet d'annexion du Congo, iraient à l'encontre des

principes affirmés, en maintes circonstances, par les congrès socialistes nationaux et internationaux ;

Dénonce aux travailleurs l'abominable régime de spoliation et de servage qui sévit actuellement au Congo ;

Et — dans l'hypothèse de la reprise — invite les mandataires socialistes à lutter pied à pied pour assurer la reconnaissance des droits du Parlement belge, l'abolition de l'absolutisme et du travail forcé, l'établissement d'un régime de protection efficace pour les populations indigènes.

Le Congrès charge le Conseil général de provoquer dans le pays une agitation intense pour soulever l'opinion publique contre la reprise du Congo ».

Rapport du citoyen Paul LOUIS, au nom du **Parti Socialiste** (section française de l'I. O.).

Le Colonialisme français

Le rapporteur désigné par la France n'a pas l'intention, ici, d'exposer, dans tous ses détails, la politique coloniale pratiquée depuis un tiers de siècle par les gouvernants successifs de la République. Ce n'est pas non plus un aperçu doctrinal qu'on attend de lui, ni une discussion de l'attitude que le prolétariat a prise ou devrait prendre au regard de l'expansion exotique. Cette tâche appartiendra plutôt au rapporteur du Congrès International.

On se propose ici de traiter brièvement les points suivants, à titre de données historiques, ces données historiques et les leçons à en tirer concourant, à coup sûr, avec celles qui lui seront fournies ou suggérées par les rapports des autres pays:

1° Importance du domaine colonial français ;

2° Causes du colonialisme français ;

3° Attitude du parlement et de la classe dirigeante à l'endroit des conquêtes asiatiques, africaines, etc. ;

4° Coût du colonialisme français ;

5° Bénéfices du colonialisme ;

6° Le colonialisme et la politique extérieure de la France ;

7° Comment l'exploitation des colons concourt à entretenir et à aggraver l'anarchie économique.

I

L'expansion coloniale n'est pas, de nos jours, un phénomène particulier à tel ou tel Etat. Elle est devenue, en quelque sorte, l'une des caractéristiques de l'histoire contemporaine et apparaît, par contre,comme l'une des manifestations organiques du monde capitaliste.

Dans le développement des possessions exotiques qui a marqué la fin du XIXe siècle, la France a tenu une large place. Après avoir perdu son premier empire lointain, au milieu du XVIIIe siècle, elle en a reconstitué un second sous la troisième République.

En 1880, elle gardait, de son ancienne domination : les établissements de l'Inde, la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe, St-Pierre-de-Miquelon, la Guyanne, soit 850,000 personnes. De la période de la Monarchie de Juillet et de l'Empire, elle tenait l'Algérie, Mayotte, les établissements de la Guinée et de la Côte-d'Ivoire, plus ou moins inoccupés, il est vrai, le protectorat de la côte des Somalis, la Nouvelle-Calédonie, quelques îles d'Océanie, le Cambodge et la Cochinchine, le Sénégal, soit un peu plus de 9 millions d'individus.

A l'heure actuelle, on évalue à près de 52 millions le total de ses ressortissants exotiques.

Elle s'est façonnée un vaste domaine en Afrique, de la Tunisie au Fouta Djallon, au Congo et au lac Tchad. L'occupation de la Tunisie remonte à 1880, celle du Soudan à 1880-1893, celle du Congo à 1884, celle du Dahomey à 1893 ; mais en réalité, la conquête a été de chaque jour. Madagascar a été définitivement subjugée en 1896, sa population étant estimée à deux millions et demi d'habitants.

L'empire Indo-Chinois, dont le noyau fut la Cochinchine, s'est étendu sur le Tonkin, l'Annam et le Laos, de 1884 à 1885 principalement, mais des conventions récentes avec le Siam — la dernière est de 1907 — l'ont encore élargi. L'effectif de sa population est de 18 millions d'individus.

Les coloniaux français ne sont pas encore satisfaits; ils avaient, jadis, convoité l'Egypte, la Tripolitaine, le Yunnam. Hier, ils essayaient d'entraîner le pays à la pénétration du Maroc..

Tel est, dans ses grandes lignes, l'historique de la colonisation française contemporaine. Le nombre des sujets coloniaux de la République excède celui des nationaux proprement dits.

II

Avec certaines différences, les causes de la colonisation française sont identiques à celles de la colonisation britannique, allemande, etc. Les hommes d'Etat et les publicistes de la classe dirigeante n'ont cessé, depuis un quart de siècle, de développer son impérialisme plus ou moins marqué. Ferry, à l'heure où sa politique était combattue au Parlement par une fraction nombreuse, disait à ses adversaires : « Voulez-vous que la France devienne une Suisse ! » mesurant ainsi le rôle mondial d'un pays à l'étendue de ses domaines lointains. Avec M. Leroy-Beaulieu, nous trouvons une autre thèse, mais dérivant du même principe. Il faut en donner la formule puisqu'elle a été refusée par tous les gouvernements de la République : « La conscience nationale sait que seule la colonisation peut maintenir ouverte cette vaste carrière d'activité et d'exposition, ce champ nécessaire de l'idéal, dont ne peut se passer complètement un peuple qui n'est pas caduc. » Ajoutez la doctrine qui évoque les devoirs de la civilisation, les obligations des peuples policés vis-à-vis de ceux qui le sont moins, la supériorité des Européens et des Français en particulier, et la phraséologie qui, à chaque expédition nou-

velle, fait sonner l'honneur du drapeau engagé et, le plus souvent, mal engagé. Voilà les raisons avouées, proclamées de la colonisation française. La seule vraie, celle qu'on annonce du bout des lèvres, c'est la raison capitaliste, celle qui trahit le lien nécessaire qui existe entre le régime individualiste et le colonialisme. La France n'a pas de surpopulation à écouler ; on n'émigre pas de notre pays ; on y immigre. Mais la France a des produits à vendre au dehors, pour parer à la surproduction chronique qui résulte de l'anarchie économique. La classe possédante, chez elle comme ailleurs, a dû coloniser sous peine de mort. Au risque de périr, avant l'heure, sous l'entassement de ses produits manufacturés, elle a été entraînée à chercher, sabre au poing, des clients, des acheteurs.

III

Toute cette colonisation française a été opérée par la guerre, et maintenue par la guerre.

La pénétration pacifique n'est qu'un mythe. On ne la retrouve pas plus dans l'histoire exotique de la France que dans celle de l'Angleterre ou de l'Allemagne. Et les répressions de révolte n'y sont pas moins rares qu'ailleurs. La Tunisie fut confisquée par un débarquement de troupes. Le Soudan n'a été acquis qu'après de multiples campagnes, des épisodes tragiques, comme celui de la colonne Bonnier, à Tombouctou, des massacres réitérés, qu'on s'efforça vainement de dissimuler. La conquête du Tonkin, qui coûta cent millions de 1881 à 1885, a creusé de larges sillons dans l'armée. Le Dahomey imposa de dures sacrifices ; Madagascar valut trois mille morts, etc.

Et, malgré tout, les majorités qui accordaient les budgets d'expédition, demeuraient d'une admirable stabilité. 370 voix en 1883, pour les dotations du Tonkin, 354 en 1884, 374 en 1885.—Pour celles de Madagascar,372 voix en 1885 et 377 en 1894; pour celles du Dahomey, 314 voix en 1892; pour celles du Soudan, 387 en 1892.

IV

Combien coûtent les colonies françaises ?

Leurs dépenses, celles du moins qui ont été mises à la charge de la nation, se sont accrues, d'année en année, avec une rapidité vertigineuse.

En 1820, il ne s'agissait que de pourvoir à d'anciennes colonies, le devis était de 5 millions. Si on laisse à part l'Algérie, il montait à 20 millions en 1850, 26 1/2 en 1870, 31 1/2 en 1880. Il a presque quadruplé depuis lors, se consolidant dans les dernières années, autour de 115 millions. Mais ce ne sont là que les provisions auxquelles il convient d'ajouter 40 millions, à chaque exercice, pour les crédits supplémentaires. Il faut mettre à part, encore, les frais spéciaux de chaque expédition coloniale, qui se sont élevés à des dizaines et à des centaines de millions et qui, s'incorporant à la dette publique, continuent à peser sur les générations.

Dans le total de 115 millions, ce sont, au surplus, les dépenses improductives, celles de l'entretien des troupes, qui prennent la plus large part. Elles atteignent à 89 millions. (Afrique occidentale, 6 1/2; Congo, 2/2; Indo-Chine, 10; Madagascar, 8 1/2, pour la seule solde des effectifs). Le coût militaire de l'Empire Indo-Chinois n'est pas inférieur, tout compris, à 40 millions; mais, à ce compte, la France entretient 34,000 hommes.

Toutes proportions gardées, la bureaucratie civile n'est pas moins onéreuse que le militarisme. Le fonctionnarisme s'est développé, dans les possessions françaises, avec une merveilleuse célérité. La Guadeloupe exige, à elle seule, 1,152 employés de toute grandeur ; la Martinique, 975; la Réunion, 904; les Travaux publics, par contre, sont réduits à la partie congrue. Malgré tout, la colonisation française est la plus dispendieuse qu'il soit dans le monde.

V

L'Etat moderne, en créant des annexes coloniales, se préoccupe, avant tout, de se doter de débouchés nouveaux Mais il s'est lourdement trompé. Pendant longtemps. on a cru que le commerce devait suivre le pavillon, qu'il suffisait de conquérir une contrée pour obtenir ensuite le monopole de son marché. Il a fallu, à la lumière des faits, reconnaître l'illégitimité de cette thèse. Les statistiques de la France nous en démontreront une fois de plus la fausseté. Les profits commerciaux qu'elle tire de ses dépendances sont hors de proportion avec les dépenses que celles-ci exigent.

La France est loin d'accaparer tout le profit de ses colonies. Sur une moyenne de 750 millions qui représentent les échanges totaux de ses possessions pour la période 1900-1905, la France n'intervient pas pour la moitié. L'étranger lui fait une concurrence ruineuse, en tout cas victorieuse. En 1903, les Anglais, les Allemands, les Belges, les Suisses, les Américains, les Japonais achetaient et vendaient pour 407 millions à l'empire colonial français ; la France pour 386 ; ils y écoulaient pour 220 millions de denrées ; la France pour 226.

Prenons quelques cas particuliers. L'importation étrangère est de 7 millions dans la Côte-d'Ivoire, contre 5 millions à l'importation française ; en Guinée, elle est double de l'importation française ; au Dahomey, elle est quadruple. L'Indo-Chine est surtout tributaire de la Chine, du Japon, du Royaume-Uni. On peut donc dire que le colonialisme ne constitue pas pour la France une bonne opération. Tout au plus, certains capitalistes le font-ils fructifier à leur profit. La masse de la Nation paie et ne reçoit rien.

VI

Mais l'augmentation des taxes fiscales et de la dette publique n'est pas le seul préjudice que la colonisation inflige au peuple français. Il a le grand tort de contribuer au maintien

du militarisme et des sentiments déplorables et barbares que le militarisme engendre nécessairement. Il complique les difficultés extérieures de la France en lui imposant des frontières démesurées sur les autres continents, en lui donnant des voisinages dangereux, en multipliant les chances de conflit armé dans le monde. Pendant des années, jusqu'au lendemain de la crise de Fachoda, la France et l'Angleterre se sont mesurées du regard. La crise du Maroc a réveillé des deux côtés le flux des querelles qui semblent assoupies. La Tripolitaine et la Tunisie ont jadis brouillé la France et l'Italie. Si une guerre éclate demain, c'est en Europe qu'elle se déroulera, mais c'est ailleurs qu'elle aura pris naissance. Les convoitises coloniales ont pris le pas sur les vieilles convoitises européennes.

Aussi ne sied-il point de s'étonner que le colonialisme ait fourni — en France, comme partout — avec la thèse récente des points d'appuis, un argument ou un prétexte aux armements nouveaux.

VII

L'attitude des socialistes français, au regard de la question coloniale, a été immuable. Le socialisme est forcément hostile au colonialisme, qui repose sur la conquête violente et qui organise l'assujetissement des peuples asiatiques et africains.

Il ne lui appartient pas, il est vrai, de s'opposer avec succès à l'expansion exotique qui découle, avec une inflexible fatalité, du régime économique lui-même. Car s'il pouvait, dès à présent, l'enrayer, il serait déjà le maître de l'Etat. Mais il se doit d'en décrire les causes. les méthodes, les effets. Le socialisme français n'a jamais manqué à cette tâche, de même qu'il n'a jamais hésité à tirer parti des scandales qui s'attachent partout aux entreprises lointaines. Il lui reste aujourd'hui à signaler les aggravations de crises que la mise en valeur des dépendances engendre dans la métropole, la contradiction qui existe entre la thèse colonialiste de la création de débouchés et la réalité des événements quotidiens, certaines colonies françaises faisant, dès à présent, une concurrence

écrasante à l'agriculture, à la viticulture, à l'élevage métropolitain.

Et c'est ainsi que le colonialisme contribue à précipiter la Révolution mondiale, en exaspérant les antagonismes qui sont au fond du système capitaliste : la France est là pour illustrer merveilleusement cette assertion.

Paul LOUIS.

Proposition du **Bureau :**

Le Bureau propose au Congrès de mettre cette question à l'ordre du jour.

VI

L'Immigration et l'Emigration des Ouvriers étrangers

A) Rapport et résolution du « **Socialist Party** » des Etats-Unis.

Sous un système de capitalisme fortement développé, la migration des ouvriers de pays en pays est inévitable : le mécanisme international de la production et de l'échange présuppose un marché international du travail.

Le courant de la migration ouvrière, ainsi engendré par les forces inhérentes au système moderne de production, augmente avec la croissance des institutions capitalistes et avec l'intensité grandissante de la lutte des classes internationale. Il se compose dans la plupart des cas de travailleurs obligés de s'expatrier par suite de l'oppression économique, ou de l'intolérance et de la persécution politique ou de race.

Mais dans de nombreux cas, la migration des ouvriers est stimulée artificiellement par les compagnies de navigation ou

de chemins de fer, par des spéculateurs fonciers et d'autres promoteurs capitalistes, qui, au moyen de renseignements faux et de promesses fallacieuses, attirent de nombreux ouvriers dans ces pays neufs.

Les victimes de ces escroqueries abandonnent fréquemment leur travail, leurs demeures et leurs amis, et épuisent déjà leurs maigres épargnes en voyages pour trouver dans la contrée nouvelle des misères, des privations et des souffrances indicibles, et parfois même, pour mourir littéralement de faim.

Ces deux formes de migration doivent cependant être soigneusement distinguées de l'importation volontaire du travail étranger par la classe capitaliste dans le but d'augmenter la concurrence entre les ouvriers du pays importateur, de diminuer leurs salaires et de briser la puissance de leurs organisations.

De pareils ouvriers importés, soit engagés individuellement dans d'autres contrées capitalistes ou importés en masse de contrées jusqu'à présent à peine touchées par le mode capitaliste de production et la lutte des classes, qui en résulte, livrent une armée de sarrazins toujours prête, et sont généralement inaccessibles à la propagande socialiste et syndicale. La justice et la sagesse dictent à la fois aux ouvriers de chaque pays de traiter les immigrants involontaires et infortunés de leur classe avec le même esprit de solidarité et de fraternité qu'ils traitent leurs collègues et concitoyens, parce que le sentiment de la défense personnelle les incite à résister à l'importation de travail étranger inorganisé et inorganisable.

Reconnaissant pleinement les considérations susmentionnées, le Congrès, pour ce motif, déclare qu'il est du devoir des socialistes et des ouvriers organisés de tout pays :

RÉSOLUTION

1° d'avertir et d'assister les ouvriers immigrants « bona fide » dans leurs premières luttes sur le sol nouveau ; de les éduquer

dans les principes du socialisme et du syndicalisme ; de les recevoir dans leurs organisations respectives et de les enrôler le plus tôt possible dans le mouvement ouvrier de leur pays d'adoption ;

2° De déjouer les efforts des entrepreneurs capitalistes dans leurs informations fallacieuses par la publication et une large distribution de rapports exacts sur les conditions de leurs pays respectifs, spécialement par l'intermédiaire du Bureau Socialiste International ;

3° De combattre par tous les moyens en leur pouvoir l'importation préméditée de travail étranger à bon marché, destiné à détruire les organisations ouvrières, de diminuer le « Standard of life » de la classe ouvrière et de retarder la réalisation finale du socialisme.

Le Congrès fait un appel aux mandataires socialistes siégeant dans les Parlements des différents pays pour qu'ils introduisent une législation basée sur les lignes générales de la présente résolution, de même qu'une législation tendante à assurer le plus tôt possible aux ouvriers immigrés l'entièreté de leurs droits civils et politiques dans leurs pays d'adoption. Le Congrès laisse aux diverses organisations nationales le soin d'appliquer les principes énoncés ici, aux besoins et conditions spécifiques de leurs pays respectifs.

B) Résolution complétant la précédente, formulée par le citoyen A. Lee et adoptée par le **Comité National du Socialist Party** des Etats-Unis.

« Attendu qu'il est aux Etats-Unis de grandes quantités de travailleurs qui, dans une certaine mesure, sont séparés de la masse des ouvriers blancs indigènes par des différences de langue, de coutumes et d'habitudes, ou par des antipathies de race, de religion ou autres ;

Attendu que l'on peut s'attendre à ce que de pareils élé-

ments étrangers continueront à exister en nombre considérable et peut être croissant, malgré toutes les lois d'immigration qu'il peut paraître juste, prudent et pratique de décréter et de mettre en vigueur ;

Attendu que l'existence d'antipathies mutuelles entre les diverses parties de la classe ouvrière du pays est préjudiciable aux intérêts de toute la classe ouvrière et à ceux de chacune de ses parties, qu'elle tend à les affaiblir tous dans leur lutte nécessaire contre les capitalistes pour l'amélioration présente de leur condition et pour leur libération finale de la domination de classe qu'ils subissent ;

Le Comité national du Parti Socialiste (Etats-Unis) décide qu'il est du devoir de tous les membres et amis du parti, dans leur activité comme socialistes, comme membres des organisations ouvrières et comme citoyens :

1° De chercher à procurer et garantir à tous ceux qui résident aux Etats-Unis, sans égard à leur race ou leur origine, égalité et intégralité de droits civils et politiques, y compris le droit de naturalisation pour tous et l'admission à la jouissance des écoles et d'autres institutions publiques à conditions égales.

2° D'aider à l'affiliation des ouvriers de race ou de provenance étrangères aux organisations politiques et économiques de la classe ouvrière et à la culture d'une bonne entente mutuelle et de relations fraternelles entre eux et la masse des ouvriers blancs indigènes ;

3° De favoriser par tous les moyens l'association de tous ces éléments étrangers sur la base de leurs intérêts communs comme ouvriers salariés, et de repousser tous les appels aux préjugés de race, de nationalité et de religion qui auraient été faits contre eux ou parmi eux. »

c) Rapport du citoyen Lux, au nom du **Parti Ouvrier Belge**, avec un amendement.

Il ne peut être question d'opposer une barrière rigide et infranchissable au mouvement migrateur des catégories de travailleurs, dont les besoins, sous l'influence d'un milieu physique donné et de conditions sociales déterminées, n'ont pas pris le même essor que les besoins d'autres catégories, considérées comme de civilisation plus avancée. Agir de la sorte, ce serait entraver l'œuvre de la civilisation, ce serait contrarier de parti pris l'émancipation économique, intellectuelle et morale de populations dont le développement devrait être, au contraire, activé.

Mais si le socialisme a pour obligation, comme le disait l'ordre du jour de la Commission d'Amsterdam, de condamner toute mesure législative ayant pour effet d'empêcher l'émigration, il a aussi pour devoir de rechercher les moyens d'éviter que des travailleurs entraînés à une vie moins coûteuse et moins préoccupés du respect dû à la dignité de l'homme, ne puissent exercer une influence désastreuse sur la situation de ceux qui ont su conquérir des conditions d'existence plus élevées.

Toutes les mesures législatives ayant pour effet de refréner l'exploitation du travail par le capital, toutes les institutions ayant pour l'objet d'organiser et de rendre obligatoire la prévoyance,contribueront à la réalisation de ce but. La limitation par la loi de la journée de travail des adolescents, la réglementation du travail à domicile, l'assurance obligatoire contre la maladie, les accidents, l'invalidité et la vieillesse, l'assurance contre le chômage, la création par l'État de caisses de pensions pour les veuves et les orphelins auront nécessairement pour conséquence d'enrayer la concurrence que des travailleurs disposés à gaspiller leur force de travail et inconscients du lendemain pourraient faire à ceux ayant des préoccupations plus élevées. De même, l'application de plus en plus étendue du contrat collectif de travail, acheminement vers le syndicat

obligatoire, sera l'arme à mettre en œuvre pour combattre la dépréciation de la main-d'œuvre.

A côté de l'effort à déployer dans cette direction viendraient les mesures déjà préconisées au congrès d'Amsterdam : L'intervention des représentants socialistes dans les Parlements, afin que les gouvernements combattent, par un contrôle sévère et efficace, les nombreux abus auxquelles l'émigration donne lieu ; l'introduction de propositions de loi demandant que les ouvriers émigrés acquièrent aussitôt que possible les droits politiques et civils dans les pays d'émigration et qu'ils reprennent leurs droits aussitôt qu'ils retournent dans leurs pays ; l'action sur les syndicats afin qu'ils rendent l'acceptation d'étrangers le plus facile possible ; l'organisation d'un service d'informations par l'intermédiaire du Bureau International, afin de donner des renseignements précis sur les conditions économiques des pays vers lesquels les capitalistes s'efforcent de canaliser l'émigration.

*
* *

Le Congrès du Parti Ouvrier Belge s'est rallié à l'ordre du jour du *Socialist Party* des États-Unis, complété par l'amendement suivant :

Condamne comme inefficaces et dangereuses toutes les mesures tendantes à écarter les ouvriers immigrants bona fide*;*

Invite les députés socialistes de tous les pays d'exiger pour les ouvriers immigrants l'égalité de droits en matière de législation sociale ; invite les organisations syndicales à multiplier les cartes de transfert donnant aux ouvriers immigrants égalité de droits dans les organisations professionnelles dans lesquelles ils ont pour devoir d'entrer.

D) Rapport du **Parti Socialiste Argentin**

La classe gouvernante argentine, formée par les grands propriétaires ruraux, a réalisé, dans l'Argentine, ce que Marx

appelle la colonisation systématique, c'est-à-dire celle qui met obstacle à l'occupation directe de la terre par les travailleurs, en permettant que celle-ci soit accaparée par les spéculateurs à un prix dérisoire et factice, etc., etc., fomentant l'émigration des prolétaires au moyen des fonds publics.

Dans ce but, le gouvernement dispose d'un bureau d'émigration, chargé de faire entrevoir à l'étranger une perspective brillante de l'avenir qui l'attend dans ce pays et de payer à des compagnies les émigrants à tant par tête Ce système possède actuellement de chaleureux défenseurs dans le monde officiel.

D'un autre côté, certains gouvernements européens, obéissant à des plans plus ou moins fantastiques d'impérialisme, fomentent l'émigration vers des points déterminés, sans tenir compte de ce que le travailleur y trouvera.

S'il est désirable de recevoir un contingent étranger qui élève réellement la situation de la classe ouvrière, on doit condamner les menées ayant pour but d'établir des courants artificiels provoqués par l'exploitation capitaliste et politique.

Il est donc nécessaire que le prolétaire international crée un mouvement, tendant à contrarier l'action des gouvernements de la bourgeoisie en matière d'émigration et d'immigration. Dans les jeunes pays, le parti ouvrier doit s'opposer systématiquement à toute dépense publique destinée à favoriser artificiellement l'immigration, et dans les états européens, on doit exiger que les agences de propagande étrangère soient soumises à un contrôle sévère, quant à l'honnêteté de leurs procédés et à l'exactitude de leurs informations. En général, il faut opposer l'information ouvrière, impartiale et exacte, à l'information gouvernementale, toujours à tendance systématique et souvent fausse.

Nous commençons cette tâche en vous communiquant les renseignements suivants, qui concernent la classe ouvrière de la République Argentine :

Le salaire moyen des travailleurs manuels est de 3 nacionales par jour, c'est-à-dire 6 fr. 60 (le cours de l'or fixé par le gouvernement étant de 127. 27 p. c.). Le salaire moyen des

ouvriers ordinaires est 2 nacionales, soit 4 fr. 40. Les premiers travaillent de 9 heures et demie à 10 heures par jour ; les autres n'ont guère de limites fixes.

Les impôts levés sur les articles de consommation rendent la vie plus chère qu'en Europe. Le kilogr. de pain vaut de 0.30 à 0.35 ; le kilogr. de viande 0 50 et au dessus. Les conditions de l'habitation en ville sont généralement très mauvaises, les travailleurs les mieux rémunérés ne louent qu'une pièce pour eux et leur famille, dont le prix varie de 12 à 20 nacionales par mois, soit de 26 à 40 francs. A la campagne, c'est pis encore. On n'y est pas préparé à recevoir l'armée de travailleurs que réclame la récolte chaque année.

Souvent il s'est produit de cette manière une « désoccupation », un chômage en masse de milliers d'ouvriers.

Voyons maintenant quelle est la situation légale du travailleur dans la République Argentine.

Les doctrines modernes ont établi, comme une vérité incontestable, que l'organisation juridique d'un peuple dépend de ses conditions économiques, bases de l'organisation sociale. Notre situation juridique cependant n'est pas encore d'accord avec le développement économique, et l'on observe entre eux un manque complet d'harmonie. Le Code de notre pays, régissant les relations civiles, est immobilisé en jugements et appréciations très anciennes. Il suit les préceptes du droit romain presqu'au pied de la lettre, et se trouve par conséquent en désaccord avec nos conditions économiques actuelles. Les professeurs de l'Université, admirateurs des vieux régimes, soutiennent que les fondements du droit civil sont immuables et glorifient cette immobilité des préceptes. La situation du travailleur et du pauvre est, dans notre Code, peu avantageuse Elle ressort surtout dans le chapitre intitulé : « Du louage ». L'action exécutive accordée aux bailleurs de biens, comme garantie de l'accomplissement du contrat, contraste d'une manière frappante avec les difficultés de tous genres, que les mêmes lois opposent en général aux bailleurs de service, aux travailleurs. Aux premiers, pour la

sécurité du paiement, le Code accorde le droit de retenir tous les produits résultant de la chose louée et tous les objets qui,se trouvant dans les appartements loués,appartiennent au bailleur, étant sous-entendu que les objets qui s'y trouvaient appartiennent au preneur. Le même Code garantit le crédit accordé au preneur en transformant le bailleur en propriétaire de tous les meubles se trouvant dans la maison ou servant à l'exploitation de la propriété rurale, lors même qu'ils n'appartiennent pas au locataire, et qu'ils ont été introduits pour une durée déterminée ou pour un usage passager. Pour défendre les capitalistes, le Code assujettit même au privilège du bailleur les choses n'appartenant pas au locataire.

Maintenant, voyons comment on légifère quand il ne s'agit plus du capital, mais du travail : « Celui qui exécute un travail, dit le Code, peut en demander le prix, lors même que celui-ci n'aurait pas été convenu d'avance, pourvu que ce travail soit celui de sa profession ou réponde à son industrie habituelle. Dans ce cas, on taxe au prix accoutumé,comme il a été indiqué par les arbitres. » On comprend toutes les conséquences dilatoires que cet état de choses comporte. L'ouvrier doit prouver premièrement l'existence du contrat, mais il ne peut faire saisir les biens du bailleur qu'après que le prix de son travail a été déterminé par des experts.

Quant aux lois spéciales qui améliorent la condition de la classe ouvrière, on peut affirmer que jusqu'à présent aucune n'a été votée par le Parlement en faveur du prolétariat. Les améliorations apportées peu à peu par les nations européennes sont encore inconnues dans la République Argentine Nous n'avons pas de réglementation du travail industriel; c'est pour ce motif que nous avons inclus, dans le programme minimum du parti : la prohibition du travail des enfants âgés de moins de 14 ans ; la journée de 6 heures pour les jeunes gens de 14 à 18 ans, de 8 pour les adultes des deux sexes ; la prohibition du travail des femmes dans les industries qui peuvent porter atteinte à leur santé et leur moralité ; du travail nocturne dans es ndustries où il n'est pas absolument nécessaire ; le repos

hebdomadaire de 36 heures, la suppression du travail payé à la pièce ; la responsabilité du patron dans les accidents du travail. Il n'y a pas non plus de lois pour l'hygiène et la sécurité du travail ; c'est pour cela que nous avons demandé la réglementation hygiénique des ateliers, usines, etc....

En un mot, les institutions juridiques ont besoin d'une complète transformation, exigée par la modification rapide des conditions économiques de ces dernières années.

Une autre question, ayant trait à la naturalisation des étrangers, intéresse beaucoup le parti socialiste Les lois argentines favorisent la naturalisation. Le temps exigé, pour être en droit de l'acquérir, est relativement court, la procédure brève et rapide. Malgré cela, les étrangers n'en profitent pas en grand nombre. Les causes qui y contribuent sont diverses. D'un côté, beaucoup d'étrangers éprouvent quelque répugnance à abandonner leur nationalité ; d'un autre, ils ne peuvent obtenir la nationalisation aussi facilement qu'autrefois, depuis la promulgation de la loi d'expulsion des étrangers La police oppose des entraves, et jouit au sujet de cette loi de plus d'attributions que n'en ont les juges. Ces derniers ne délivrent pas la carte de naturalisation si l'intéressé ne présente pas un certificat de bonne conduite, émané d'un commissaire de police. Pour mériter ce certificat, il ne faut professer aucune doctrine contraire au régime économique politique spécial de toutes les sociétés capitalistes.

Le parti socialiste argentin a fait une active et énergique propagande, afin d'aplanir ces difficultés. Il a combattu pour la restriction des mesures prises par le gouvernement, il y a peu de temps, mesures qui sont en flagrant désaccord avec la Constitution.

Cette propagande n'a pas donné, du reste, un résultat favorable. Bon nombre de prolétaires étrangers estiment que l'acquisition des droits politiques, dans l'Argentine, ne les intéresse pas autant que la conservation des prérogatives, que leur donne le maintien de celles de leur pays d'origine.

Nous pensons donc qu'il est nécessaire de provoquer une

agitation dans les États européens qui nous envoient les plus grandes quantités d'émigrants, afin d'obtenir une réforme de la législation actuelle sur la matière. Nous croyons que le socialisme ne peut accepter que la citoyenneté obligatoire, conforme au type communal admis par la législation autrichienne. Avant que ce projet devienne une réalité, dans le monde civilisé, il convient d'obtenir légalement que l'acquêt volontaire de la naturalisation dans un pays ne prive pas des droits naturels de celui d'origine, lorsque le citoyen y retournera.

Quelques législations disposent que le droit de cité acquis à l'étranger disparaît après l'abandon du territoire. D'autres placent le citoyen naturalisé en égalité de condition civique que le natif. En certains cas, les citoyens sont tenus de remplir un service militaire et autres charges publiques, malgré qu'ils aient obtenu la naturalisation dans un autre pays. Chez nous, la perte de droits politiques commence avec la naturalisation en d'autres États. Presque toutes les nations admettent l'acquisition de la citoyenneté en cas spéciaux, lorsqu'elle a été perdue par l'absence ou le mariage, par exemple ; mais aucune législation n'admet la citoyenneté lorsqu'elle a été acquise volontairement.

Que peut-on faire pour aplanir de futurs conflits entre différentes législations ? Rien de mieux, à notre avis, que d'obtenir des gouvernements respectifs la réforme de ce droit public ; une fois que l'intéressé aura acquis, dans un État, la citoyenneté, obligatoire ou volontaire, il aura le droit, quand il sera de retour dans son pays d'origine, d'opter entre la conservation de son nouvel état civil, ou la récupération de l'ancien, et il restera par conséquent soumis aux lois de la nation pour laquelle il aura opté.

La demande d'option se fera par acte écrit, ou autrement. Par une semblable législation, la situation juridique des sujets sans nationalité, ou de ceux qui en ont deux ou plus, changerait ; et ce qui pourrait être cause de conflits entre nations et préju-

diciable aux individus en raison du retrait de leurs droits politiques et civiques, disparaîtrait à jamais.

Nous avons donc l'honneur de proposer au Congrès le vote des *RÉSOLUTIONS SUIVANTES :*

1° Le Congrès déclare qu'une propagande tendant à limiter l'émigration fomentée artificiellement par les gouvernements au bénéfice de la classe capitaliste et au préjudice de la classe ouvrière, abusée par des renseignements faux, donnés sur une prospérité qui n'existe pas, est absolument nécessaire.

2° Le Congrès déclare qu'il est utile que les représentants du Parti dans les parlements travaillent à réformer la législation, afin que les citoyens naturalisés dans les pays d'immigration puissent opter, en retournant dans leur pays d'origine, pour la citoyenneté qui leur convient.

Pour le Parti Socialiste Argentin :

A.-S. LORENZO,
Secrétaire Général.

Proposition du **Bureau** :

Le Bureau propose au congrès de porter cette question à l'ordre du jour.

VII

La Législation ouvrière

—

Socialdemocratic Federation

(Great Britain)

—

RÉSOLUTION

« *Le congrès donnera mandat au Bureau de faire les démarches nécessaires pour coordonner les propositions législatives ouvrières, à l'effet de renforcer les projets en les présentant simultanément dans toutes les assemblées législatives* ».

Proposition du **Bureau :**

Renvoyé à la Commission Interparlementaire.

VIII

La démocratisation du suffrage électoral et le droit de vote des Femmes

—

A) Rapport et proposition des « **Femmes Socialistes** » d'Allemagne.

La lutte pour l'entière démocratisation du droit électoral en faveur des partis socialistes et ouvriers de la plupart des pays est actuellement une des préoccupations dominantes de leur

activité politique et pratique actuelle. A la suite du développement et de la plus grande acuité de la lutte des classes, le prolétariat de toute une série de pays ressent plus vivement que jamais le besoin d'obtenir, par la démocratisation la plus complète du droit électoral, l'abrogation de toutes les stipulations qui privent du droit électoral une partie importante de ses membres majeurs ou qui empêchent les voix prolétariennes dans leur intégralité d'exercer leur influence immédiate et complète. Dans d'autres états, le développement, l'aggravation de la lutte des classes entraîne pour le prolétariat la nécessité de devoir se défendre contre la sophistication du droit électoral. En vue de cette situation, les citoyennes allemandes croient opportun que le Congrès socialiste International de Stuttgart s'occupe de la question de la lutte prolétarienne pour le droit électoral comme d'une des questions pratiques des plus importantes du moment pour le prolétariat socialiste de tous les pays, excepté la Finlande. Par là, cette lutte ne recevrait pas seulement une impulsion nouvelle et efficace, mais si l'on prend en considération la situation historique dans les divers pays relativement aux réformes de principe en cause, on obtiendrait une unité de mouvement qui en augmenterait l'intensité.

Les femmes socialistes d'Allemagne citent comme première revendication de principe le suffrage universel, égal, secret et direct pour tous les citoyens et citoyennes majeurs, *sans distinction de sexe*, ainsi que l'application du système proportionnel. Quand elles insistent particulièrement sur le suffrage des femmes, elles invoquent les considérations suivantes :

Les femmes prolétariennes entrent de plus en plus à l'usine et la lutte des classes devient de plus en plus aiguë. Il en résulte que le prolétariat a le devoir de donner à ses compagnes du sexe féminin des armes de valeur égale à celles qui servent aux hommes, pour les conduire contre l'ennemi commun. Le manque de droits entrave l'action politique des femmes, de la moitié du prolétariat, et diminue par sa conséquence naturelle, qui est l'esprit politique arriéré, l'entrain à la lutte. Pis encore. On

chasse ou l'on abandonne ainsi dans le camp de nos et de leurs ennemis de nombreuses femmes appartenant au prolétariat. L'acuité grandissante de la lutte des classes augmente aussi dans tous les pays la tendance des classes possédantes et dominantes à introduire un droit électoral restreint pour les femmes, et à détruire ou du moins à arrêter par ses effets réactionnaires les heureux résultats du droit électoral utilisé avec intelligence par les hommes. Que l'on veuille se rappeler l'introduction en Norvège du suffrage limité des femmes pour les organisations administratives communales, — les déclarations de politiciens conservateurs en Belgique et en Allemagne, — la discussion du droit de vote des femmes à la Chambre italienne, — le fort mouvement des suffragettes de Grande-Bretagne qui se base en réalité sur l'introduction du suffrage féministe restreint et s'en contenterait certainement. L'introduction d'un droit de suffrage des femmes, basé sur le sens, ne signifie pas l'égalité des propriétaires hommes et femmes. Il constitue un renforcement de la puissance des classes possédantes et il aurait pour conséquence de retarder encore beaucoup plus la démocratisation ultérieure du suffrage en faveur des prolétaires des deux sexes. Une agitation puissante pour le suffrage universel des majeurs sans distinction de sexe peut seule écarter le danger qu'auraient pour la lutte des classes prolétariennes l'introduction d'un suffrage féminin restreint. Dans l'état actuel de l'évolution sociale, caractérisée par l'augmentation constante du travail des femmes dans tous les domaines, l'attribution de droits civils complets aux femmes serait un acte de clairvoyance historique et de justice fort logique, un acte de considération sociale à l'égard de millions de femmes occupées à la production. Le mouvement des femmes bourgeoises, qui augmente sans cesse en étendue et en importance, le démontre dans tous les pays civilisés. Nous pourrions même négliger la considération précipitée, — mais de l'avis des citoyennes allemandes, des considérations de principe et de tactique commandent aux socialistes de tous pays de ne pas se laisser devancer par les partis bourgeois

dans la lutte pour l'égalité du sexe féminin, et de même que pour la défense des autres intérêts politiques et sociaux. Ils ne peuvent se laisser devancer non plus par le mouvement féministe bourgeois qui en dernière instance lutte beaucoup moins pour le Suffrage Universel des femmes que pour « les droits des dames ».

Il est extrêmement important en outre que le prolétariat lutte surtout pour la fixation du droit électoral à 21 ans. Deux raisons limitent en faveur de cette thèse. Les prolétaires sont contraints de travailler de très bonne heure. Ils sont soumis plus tôt que les rejetons de la bourgeoisie, comme producteurs individuels, à tous les effets de la vie politique et, par là, ils s'intéressent plus vite à la politique et leur maturité politique est plus rapide. D'autre part, la durée moyenne de la vie des prolétaires diminue d'une manière effrayante à la suite de l'intensité croissante de l'exploitation. Les rapports des inspecteurs du travail, les documents statistiques, etc. ne laissent aucun doute à cet égard. La précocité de la majorité économique des prolétaires, de même que la fin prématurée de leur participation à la politique, démontrent la nécessité urgente de lutter avec énergie pour que l'on avance leur majorité politique.

L'introduction de la Représentation proportionnelle devient de plus en plus importante pour le prolétariat. Plus l'industrie se déplace de ses centres urbains à la campagne, et plus les prolétaires conscients doivent l'y suivre et abandonner les milieux actuels de la vie économique et du mouvement socialiste. Il en résulte que les voix socialistes utiles se dispersent et perdent leur force immédiate pour maintenir l'attribution des mandats si la représentation proportionnelle n'est pas introduite. Il en est de même des voix que le Parti Socialiste gagne dans les nouveaux et récents centres industriels et les prolétaires agricoles.

Les citoyennes allemandes renoncent à analyser les autres raisons connues qui limitent en faveur de l'introduction de la R. P., de même qu'à examiner et développer d'autres réformes

que les partis socialistes doivent réclamer pour démocratiser complètement le droit électoral : une nouvelle géométrie électorale, — la fixation des élections au dimanche, — la suppression de la proscription des électeurs secourus par la bienfaisance, etc.

A leur avis, le Congrès International de Stuttgart ne doit pas poser des principes sur la démocratisation du suffrage, principes sur lesquels il n'y aurait aucune divergence d'idées dans le monde socialiste tout entier. Elles estiment au contraire que le Congrès conformément à la situation historique contemporaine et à l'intérêt du prolétariat, doit faire son possible pour transporter les principes du domaine de la théorie dans celui de la pratique, grâce à la lutte consciente et unitaire qui est soutenue et dirigée par notre conception fondamentale.

Proposition :

A la demande des citoyennes allemandes, la soussignée propose donc de mettre à l'ordre du jour du Congrès International *des partis socialistes et des organisations syndicales de Stuttgart la question suivante :*

« La lutte du prolétariat pour la démocratisation complète du droit électoral. »

Ottilie Baader,
représentant les Femmes Socialistes d'Allemagne.

b) Rapport et Proposition des **Femmes Socialistes** d'Autriche.

Le développement toujours grandissant de la grande industrie et du travail industriel des femmes qui l'accompagne, de même que la démocratisation croissante du droit de suffrage dans tous les pays civilisés, transforme de plus en plus en une

question importante d'actualité l'extension de ce droit aux femmes. Il ne suffit pas que la social-démocratie internationale se déclare constamment favorable en principe à l'obtention du vote des femmes, mais il est de la plus grande urgence que partout, et particulièrement dans les pays les plus avancés, on fasse une propagande aussi vigoureuse qu'incessante pour l'égalité politique des femmes, propagande qui a été menée partout par la social-démocratie en faveur du droit de suffrage des hommes, une propagande qui est encore menée là où ce droit fait encore défaut.

Etant donné le fait que pour les parlements de quelques états européens le droit électoral pour tous les hommes est chose acquise depuis plusieurs décades, sans que la social-démocratie ait entrepris la lutte pour étendre également ce droit aux femmes, et vu que des partis bourgeois de plusieurs pays commencent à accepter cette réforme et cherchent à introduire le vote des femmes, que nous considérons comme le complément nécessaire du suffrage universel, sous forme de privilège des classes possédantes, ce qui détruirait de nouveau l'égalité politique acquise aux prix de tant d'efforts, nous estimons qu'une propagande intensifiée en faveur de l'égalité politique des sexes dans les milieux ouvriers est devenue inéluctable.

Nous sommes convaincues que si le Congrès International Socialiste de Stuttgart veut s'occuper de cette question d'une manière explicite et donner aux camarades de tous les pays l'occasion d'échanger leurs opinions et le résultat de leur expérience en cette matière, nous aurions là un moyen excellent pour renforcer et approfondir partout la propagande en faveur du droit de vote des femmes. C'est pourquoi l'organisation des femmes soussignée propose :

PROPOSITION :

Que le Bureau Socialiste International place à l'ordre du jour du Congrès International de Stuttgart, comme point spécial, la question du droit de suffrage des femmes.

Pour les Femmes socialistes d'Autriche :
ADELHEID POPP,
Vienne, XIX, Hofzeile 14.

Proposition du **Bureau :**

Le Bureau propose de mettre à l'ordre du jour la question du droit de suffrage des femmes.

IX

L'Adoption d'une Langue auxiliaire universelle

—

A) Proposition de l'**Union Socialiste, Vorwaerts** (Johannesburg)

L'Union Socialdémocrate Ouvrière « Vorwaerts », de Johannesbourg, fondée en 1896, l'organisation socialdémocrate la plus ancienne de l'Afrique du Sud, comptant 300 membres, vous salue cordialement par la présente et vous prie de transmettre ses salutations et ses bons souhaits au prochain congrès de Stuttgart.

Notre groupe sera, selon toute prévision, représenté au congrès par un ou deux délégués, que nous devons encore désigner.

Nous sommes convaincus que nos délégués pourront dire une parole de poids dans deux questions de grande importance que le prochain congrès se propose de discuter : la question des hommes de couleur et celle des émigrants. Nous vivons en effet, dans l'Afrique méridionale, dans un pays où ces questions sont d'une importance considérable et d'une actualité quotidienne.

Nous proposons au Bureau de faire discuter au congrès de Sttuttgart la question d'une *langue internationale*, et nous appuyons notre proposition par les considérations suivantes :

Nous autres, socialdémocrates d'expression allemande, qui vivons à l'étranger, dans une ville qui est un conglomérat de langues, nous ressentons l'extrême embarras de ne pas posséder une langue facilement compréhensible. Si nous avions pareil idiome, nous pourrions nous entendre facilement avec les camarades parlant d'autres langues et la propagande pour l'idée socialiste deviendrait également beaucoup plus facile. Le progrès de la solidarité internationale aurait, par cette langue mondiale commune, une aide puissante et les travaux des congrès internationaux n'en seraient pas peu allégés.

Si nous demandons pareille langue, nous laissons aux soins du congrès de choisir la langue internationale. Nous pensons néanmoins que la diffusion de l'*Espéranto* permet à cette langue de devenir, pour les socialistes du monde entier, le moyen de communication spirituelle.

Sur ordre de l'Union « Vorwaerts » :

O. BLANCK, *vice président*,

E. KOCH, *secrétaire*.

Résolution formulée par le Prof[r] MONSEUR et votée par le **Parti Ouvrier Belge** :

« Attendu que l'extension et la complication croissantes des rapports de toute nature entre les divers peuples exigent l'emploi d'une langue auxiliaire dans l'usage international ;

Attendu qu'aucune langue naturelle ne peut jouer ce rôle, soit à cause de ses difficultés grammaticales ou graphiques, soit en raison du privilège énorme qui serait donné au peuple dont la langue serait choisie ;

Attendu que les progrès successivement réalisés dans l'élaboration des langues artificielles permettent de croire, soit que la solution est déjà trouvée, soit qu'elle ne tardera pas à l'être ;

Le Congrès estime que, dans un de ses prochains congrès internationaux, le parti socialiste doit adhérer à la délégation pour l'adoption d'une langue internationale. »

Proposition du **Bureau :**

Le Bureau, estimant que cette question n'est pas suffisamment mûre, propose de ne pas la mettre à l'ordre du jour du Congrès.

X

Les Écoles socialistes

Résolution proposée par les Unions des « **Socialist Sunday Schools** » de Grande-Bretagne.

Le Congrès recommande la création d'écoles socialistes du dimanche comme un moyen de favoriser le mouvement socialiste international.

I

Die Bestaetigung der verschiedenen Resolutionen des I. S. B.

— —

Seit dessen Einsetzung hat *das Bureau* die folgenden Beschlüsse, die noch von aktueller Bedeutung sind, angenommen :

1. *Beschluss der ersten Sitzung des Bureaus*
(29 Dezember 1901).

Gegen die Verfolgung der Polen in Preussen

« Die am 30 Dezember 1901 zu Brüssel tagende Konferenz
» des Internationalen Sozialistischen Bureaus erhebt im
» Namen des Proletariats aller Länder den entschiedensten
» Protest gegen die preussiche Politik der Germanisierung
» Polens, welche ohne Bedenken gegen die polnische Bevöl-
» kerung mit den grausamsten Unterdrückungsmitteln vor-
» zugehen sucht, um ihr durch Gewalt die Lossagung von
» ihrer Muttersprache aufzuzwingen.

» Zu gleicher Zeit zeigt das Bureau auf die Doppelzüg-
» gigkeit und Heuchelei der herrschenden Klasse hin, die
» von der Grausamkeit Englands im Tranvaal fortwährend
» spricht, während sie andererseits die skandalöseste Unter-
» drückungspolitik ihrer Regierung gegen die Polen in
» Deutschland gutheisst und ermutigt.

» Das Internationale Bureau ersucht die polnische Arbei-
» terklasse gegen die Unterdrückung deren nationaler und
» geistiger Kultur ebenso wie gegen die ökonomische Unter-
» werfung in der Sozialdemokratie Zuflucht zu nehmen, um

» alle ihre Kräfte für den Triumpf des Sozialismus aufzuwen-
» den, der allein ihnen die volle materielle und geistige
» Freiheit bringen wird. »

2. *Beschluss der dritten Sitzung des Bureaus*
(20. Juli 1903).

Der Schutz der auslaendischen Arbeiter

« Das Bureau, in Erwägung, dass die von der belgischen
» Delegation eingebrachte Frage auf der Tagesordnung des
» Kongresses zu Amsterdam steht und dass es letzterem
» zusteht, durch allgemeinen Beschluss diese zu erledigen;
» in fernerer Erwägung, dass die Delegierten einstimmig
» sind, um die von gewissen nationalistischen Abgeordneten
» eingebrachten Gesetzesvorlagen, welche auf die Ausweisung
» der Arbeiter der benachbarten Länder hinzielen, zu verdam-
» men, fordert das Bureau die sozialistischen Bevollmäch-
» tigten der betreffenden Länder auf, — im Falle, dass diese
» Vorlagen auf die Tagesordnung kommen, — in Uebereins-
» timmung die wirksamsten Mittel nachzusuchen, um die
» Verwerfung dieser Ausweisungsmassnahmen herbeizu-
» führen. »

3. *Beschluss der vierten Sitzung des Bureaus*
(7. Februar 1904)

Die Ausweisung fremder Arbeiter aus Argentinien

« Das Internationale Sozialistische Bureau protestiert ent-
» schieden gegen die Ausweisung aus irgend einem Landes-
» gebiet für politische Meinungsäusserungen, zeigt nament-
» lich der öffentlichen Meinung das Verhalten der argenti-
» nischen Regierung an, welche ein Umstandsgesetz benutzt,
» um die ausländischen Sozialisten massenweise auszuweisen. »

4. *Beschluss der vierten Sitzung des Bureaus*
(7. Februar 1904)

Die Verfolgung der russischen Sozialisten in Deutschland

« Das Internationale sozialistische Bureau protestiert ent-
» schieden gegen die Verfolgung der russischen Sozialisten
» in Deutschland seitens der Polizei und der Regierung.
» Verdammt entschieden die Politik der demütigenden
» Dienstwilligkeit, die Deutschland zur Rolle eines Werkzeu-
» ges des russischen Despotismus herabwürdigt ;
» Begrüsst das tatkräftige Eingreifen der deutschen und
» italienischen Sozialisten zu Gunsten der russischen Kämp-
» fer, die vom Zarismus verfolgt werden.
» Fordert die sozialistischen Parteien aller Länden auf, jede
» Gelegenheit zu benutzen, um den Einfluss des Zarismus zu
» bekämpfen, der nun droht, sich immermehr in den westli-
» chen Ländern auszubreiten, und eine fortwährende Gefahr
» bildet für die Demokratie und Zivilisation. »

5. *Beschluss der vierten Sitzung des Bureaus*
(7. Februar 1904)

Zu Gunsten der Unabhaengigkeit der balkanischen Voelker und gegen die Metzeleien

« Das Bureau drückt seine Sympathie allen balkanischen
» Völkern aus, die für ihre Unabhängigkeit kämpfen ;
» Protestiert entschieden gegen die Metzeleien in Mazedo-
» nien, und fordert, in der Absicht den Frieden einzustellen
» und anzuhalten, die vollständige Unabhänhigkeit Mazedo-
» niens und ebenso die Bewilligung der Rechte auf die Exis-
» tenz und Entwicklung für alle nationalen Organisationen in
» diesem Lande. »

6. *Beschluss der fünften Sitzung des Bureaus*
(15. Januar 1905)

Die Sozialistische Einheit in allen Laendern

« Das Bureau begrüsst die sozialistischen Parteien der
» verschiedenen Länder, die Massnahmen getroffen haben
» für die Verwirklichung der sozialistischen Einheit und zieht
» hieraus die Aufmerksamkeit der einzelnen Länder, wo die
» nötigen Massnahmen noch nicht angewandt worden sind,
» um den Amsterdammer Beschluss zu verwirklichen. »

7. *Beschluss der siebenten Sitzung des Bureaus* (4-5 März 1906) *und vervollständigt durch die Londoner Resolution der Interparlamentarischen Kommission* (17-19 Juli 1906).

I. S. B. « Sobald die Ereignisse — oeffentliche oder geheime — einen Konflikt zwischen den Regierungen befürchten lassen, einen Krieg möglich oder wahrscheinlich machen, werden sogleich die sozialistischen Parteien der betroffenen Länder, selbsttätig und auf Einladung des Internationalen Sozialistischen Bureaus, miteinander in direkte Verbindung treten, um ein gemeinsames und übereinstimmendes, proletarisches und sozialistisches Vorgehen zur Verhütung des Krieges festzusetzen und zu vereinbaren. »

« Zur selben Zeit werden die Parteien der anderen Länder durch das Sekretariat des Bureaus verständigt, und eine Zusammenkunft des Internationalen Sozialistischen Bureaus wird sobald als möglich stattfinden, zwecks der Bestimmung der geeignetsten Aktion für die ganze Internationale Sozialistische Partei und organisierte Arbeiterklasse, um den Krieg zu verhüten und zu verhindern. »

I. K. « Bei Bedingungen und Umständen, wo eine Gefahr für den internationalen Frieden vorhanden wäre, wird

die Interparlamentarische Kommission sogleich einberufen, um zur selben Zeit und am gleichen Ort mit der Versammlung des Internationalen Sozialistischen Bureaus zu tagen.»

*
* *

Bezüglich dieser Frage wurde uns kein Amendement eingeschickt.

*
* *

Vorschlag des **Bureaus** :

Das Bureau legt dem Kongress vor diese Resolutionen ohne Debatten en bloc *anzunehmen, einmal weil es das Werk der Bevollmächtigten der angeschlossenen Parteien ist und zweitens um Zeit zu gewinnen.*

II

Die Regelung der Internationalen Kongresse, des Bureaus und der Interparlamentarischen Kommission.

A) Die Regelung der Kongresse und des Bureau.

« I. — Zu den Internationalen Sozialistischen Kongressen
» werden zugelassen :

» A. Alle Vereinigungen, die den wesentlichen Grundsätzen
» des Sozialismus zustimmen : Sozialisierung der Produk-
» tions- und Austauschmittel ; Internationale Vereinigung und
» Aktion des Arbeiterklasse ; Eroberung der öffentlichen

» Gewalt durch das in einer Klassenpartei organisierte Prole-
» tariat ;

» B. Alle gewerkschaftlichen Organisationen, die sich auf
» den Boden des Klassenkampfes stellen und die Notwendig-
» keit der politischen also legislativen und parlamentarischen
» Aktion anerkennen, jedoch nicht in direkter Weise an der
» politischen Bewegung teilnehmen. (Pariser Kongress 1900);

« II. — A. Die Parteien und Organisationen eines jeden
» Landes bilden eine Sektion, die über die Zulassung aller
» Vereinigungen und Organisationen der betreffenden Nationa-
» litäten zu bestimmen hat.

» Die Parteien und Organisationen, die nicht von der zu-
» ständigen Sektion zugelassen werden, haben das Recht
» der Berufung an das Internationale Sozialistische Bureau,
» welches als letzte Instanz darüber entscheidet ;

» B. Das Nationalkomitee einer jeden Sektion oder in deren
» Ermangelung das Sekretariat einer jeden angeschlossenen
» Partei wird die Aufforderungen zum Anteilnehmen an dem
» Kongresse und die durch das Internationale Sozialistische
» Bureau gefassten Beschlüsse an die sozialistischen Körper-
» schaften und die anderen angeschlossenen Organisationen
» versenden ;

» C. Der Wortlaut aller Vorschläge ist dem Bureau vier
» Monate vor der festgesetzten Zeitbestimmung für die Ver-
» sammlung des Internationalen Kongresses zu übermitteln
» und muss ein Monat nach dem Empfang verteilt werden ;

» Neue Anträge, die nicht nach vorgeschriebenen Verfahren
» eingebracht waren, werden nicht angenommen, verteilt und
» zur Diskussion gebracht, bei Ausnahme nur dringender
» Angelegenheiten. Das Internationale Sozialistische Bureau
» ist allein befugt über dringende Anträge zu bestimmen,
» aber die Amendements und Resolutionen dürfen schriftlich
» dem Internationalen Sozialistischen Bureau unterbreitet
» werden, welches bestimmen wird, ob die Amendements
» annehmbar sind oder nicht, und ob es sich nicht um Versu-

» che handelt, in der Form von Amendements neue Resolu-
» tionen einzubringen.

» III. — Der Abstimmungsmodus auf den Internationalen
» Kongressen wird in folgender Weise geregelt :

» A. Die Abstimmung wird durch Handaufheben vorgenom-
» men. Sie wird nach Nationalitäten abgelegt, jedesmal wenn
» drei der vertretenen Sektionen diesen Wunsch äussern.

» B. Jede Sektion erhält eine Stimmenzahl, die von 2 bis
» 20 variiert, nach einer Liste, die zuerst von dem 1906/07
» tätigen Bureau aufgestellt werden soll. Diese Liste darf
» periodisch oder je nachdem es die Umstände fordern, revi-
» diert werden.

» C. Für jede Sektion wird die ihr zukommende Stimmen-
» zahl festgesetzt :

» a) Nach der Zahl ihrer zahlenden Mitglieder, indem man
» die Zahl der Einwohner in Betracht zieht :

» b) Nach der Wichtigkeit der Nationalität ;

» c) Nach der Stärke der sozialistischen Gewerkschaften
» und Genossenschaften ;

» d) Nach der politischen Macht der sozialistischen Partei
» oder Parteien.

» Die Angehörigheit der Beiträgezahler wird durch alle
» Dokumente und Schriftstücke, die das Bureau verlangen
» könnte, bezeugt werden müssen.

» D. Die Sektion hat die Verteilung der jeder Sektion zukom-
» menden Stimmen vorzunehmen. Im Falle, wo die Gesamt-
» heit der Parteien und Organisationen, die eine Sektion
» bilden, über die Verteilung der Stimmen nicht überein-
» kommt, wird diese Verteilung vom Internationalen Sozia-
» listischen Bureau ausgeführt.

« IV.— Ein Internationales Sozialistisches Bureau, gebildet
» auf der Basis der Vertretung der nationalen Sektionen in
» den Internationalen Kongressen, wird die Aufgaben der
» letztern weiterführen. Jede Sektion wird zwei bevollmäch-
» tigte Delegierten in das Bureau senden können. Die Dele-

» gierten können sich von Stellvertretern, die von den ange-
» schlossenen Parteien bevollmächtigt sind, ersetzen lassen.
» Die nationalen Sekretäre der Interparlamentarischen Kom-
» mission werden die Befugnis eines beigeordneten Delegierten
» des I. S. B. haben und werden in dieser Eigenschaft den
» Versammlungen des I. S. B. beiwohnen können.

« V. — Das Bureau hat einen ständigen Schriftführer, des-
» sen Amtstätigkeit in dem Pariser Kongress 1900 festgestellt
» worden ist. Das Sekretariat hat seinen Sitz in Brüssel und
» die Belgische Delegation vertritt die Aemter des Exekutiv-
» komitees ;

« VI. — Der Beitrag jeder angeschlossenen Partei wird im
» Januar jedes Jahres nach einer Liste erhoben, die das
» Bureau von Zeit zu Zeit aufzustellen hat. »

A) Antrag der **Independent Labour Party** (Great Britain)

« *Dass das Reglement der Internationalen Kongresse in der Weise amendiert werde, dass eine gewerkschaftliche Vereinigung* bona fide *oder eine Gewerkschaftsföderation als eine Sektion der Internationalen Arbeiterbewegung mit den einer solchen Zulassung entsprechenden Anrechten und Vorzügen zur Teilnahme am Kongresse zugelassen werde, mit der Bedingung aber, dass dieser Verband oder Föderation sich für eine politische Aktion in Verbindung mit den Sozialistischen Parteien günstig erkläre* ».

Verschlag des **Bureaus** :

Das Bureau legt dem Kongress vor diesen Antrag, der in formellem Widerspruch zu dem vom Pariser Kongress 1900 bestätigten Beschluss der Brüsseler Konferenz steht, abzulehnen.

B) Antrag der **Italienischen Sozialistischen Partei** der Schweiz

« Der Kongress der Italienischen Sozialistischen Partei der
» Schweiz, die der sozialistischen Partei Italiens und
» somit auch dem Internationalen Sozialistischen Bureau
» angeschlossen ist, beschloss dem Stuttgarter Kongress
» den Antrag zu unterbreiten, die Annahme einer gleichar-
» tigen Mitglieder- oder Identitätskarte für alle dem Interna-
» tionalen Sozialistischen Bureau angehörenden Parteien zu
» bestimmen.Diese Karte würde vom Bureau selbst zu erlas-
» sen und in allen Ländern von gleicher Gültigkeit sein ».

Vorschlag des **Bureaus :**

Das Bureau legt dem Kongress vor diesen Antrag, der eine nicht vorhandene zentralisierte Organisation voraussetzt, abzulehnen.

B) Die Statuten der Interparlamentarischen Kommission

ARTIKEL 1. — Die Interparlamentarische Kommission (I. K.) wurde am 20 August 1904 durch den Internationalen Sozialistischen Kongress in Amsterdam zur Ausführung der nachfolgenden auf den Internationalen Sozialistischen Kongressen in London und Paris angenommenen Resolutionen eingesetzt :

Das Internationale Sozialistische Bureau fordere die verschiedenen sozialistischen parlamentarischen Fraktionen dazu auf,eine spezielle interparlamentarische Kommission einzusetzen, welche den Zweck hat, ein gemeinschaftliches Auftreten in Bezug auf alle grossen politischen und wirtschaftlichen internationalen Streit-

fragen vorzubereiten. Diese Kommission wird mit den Internationalen Sozialistischen Bureau verbunden sein.

(Pariser Kongress, 1900.)

Eine interparlamentarische Konferenz ist eingesetzt. Sie besteht aus einem Delegierten für jede Nation. Sie hat den Zweck die parlamentarische Tätigkeit in den verschiedenen Ländern zu vereinheitlichen. [Die Berichte sind an die Adresse des Genossen Eduard Vaillant zu richten.]

(Kongress in London, 1896.)

ART. 2. — Das Vereinsjahr beginnt mit dem 1. September und schliesst mit dem 31 August.

ART. 3. — Mitglieder der I. K. sind :

Die parlamentarischen Fraktionen der Parteien, die dem Internationalen Sozialistischen Bureau beigetreten sind und die sich Mitglieder der I. K. angemeldet haben.

Bei ihrem Zutritt weist die parlamentarische Fraktion einen ihrer Mitglieder als Sekretär-Korrespondent an. Es wird angenommen, dass jede parlamentarische Fraktion die zugehörige Partei vertritt.

ART. 4. — Die Stellen eines Sekretärs der I. K. ist von dem Sekretär des I. S. B. zü besetzen.

ART. 5. — Jede parlamentarische Fraktion bildet ein Auskunftsbureau welches nach Masgabe seiner Kräfte alle von den Mitgliedern der I. K. verlangten Auskünfte erteilt, sowohl in Bezug auf die parlamentarische Tätigkeit und die Gesetzgebung der verschiedenen Länder, wie in Bezug auf die wirtschaftlichen Verhältnisse derselben.

ART. 6 — Die Einnahmen der I. K. bestehen aus verplichteten und freiwilligen Beiträgen ihrer Mitglieder. Der Beitrag einer jeden Partei ist abhängig von der Anzahl ihrer Abgeordneten im Parlament und beträgt 5 Franks für jeden Abgeordnete.

ART, 7. — Jedes Jahr wird, der Versammlung des Bureaus nachfolgend, eine ordentliche Versammlung stattfinden, abge-

halten werden,zu der alle Mitglieder der Parlamentsgruppen zugelassen werden, die der I. K. angeschlossen sind.

Diese Versammlung wird den Ort der nächstfolgenden Versammlung bestimmen.

ART. 8. — Es werden auch ausserordentliche Versammlungen abgehalten werden, wobei jede parlamentarische Fraktion sich von zwei oder mehr Delegierten vertreten lassen kann.

ART. 9.— Eine solche ausserordentliche Versammlung wird immer einberufen werden, wenn 5 parlamentarischen Fraktionen den Wunsch dazu äussern.

Es wird noch eine ausserordentliche Versammlung dieser Kommission einberufen zur selben Zeit und am gleichen Orte mit der Versammlung des Internationalen Sozialistischen Bureau, zu jeder Zeit als die öffentlichen oder geheimen Ereignisse einen Konflikt zwischen den Regierungen befürchten lassen, einen Krieg möglich oder wahrscheinlich machen, um die allgemeinen und kombinierten Aktionsmittel der Sozialisten und Arbeiterklasse zur Verhütung des Krieges zu bestimmen.

ART. 10. — Das Int. Soz. Bureau hat das Recht sich in jeder Versammlung der I. K. vertreten zu lassen, an den Beratungen teilzunehmen, Anträge und Resolutionen einzubringen, und eine beratende Stimme abzugeben.

ART. 11. — Das Wahlsystem wird dem vom Int.Soz Bureau angewandten entsprechen.

ART. 12. — Diese Statuten, und deren spätere Abänderungen werden nicht in Kraft tretten bevor dieselben vom Int. Soz. Bureau genehmigt worden sind.

Vorschlag des **Bureaus** :

Das Bureau beantragt das Reglement der Kongresse und des Bureaus *und ebenso die Statuten der* Interparlamentarischen Kommission en bloc und ohne Debatte *abzustimmen*,

weil dieses Reglement und diese Statuten das Werk der bevollmächtigten Delegierten der angeschlossenen Parteien sind.

III

Der Militarismus und die Internationalen Konflikte

A) Resolution, eingebracht im Namen der **Deutschen Sozialdemokratischen Partei**, von August Bebel.

Kriege zwischen Staaten, die auf der kapitalistischen Wirtschaftsordnung beruhen, sind in der Regel Folgen ihres Konkurrenzkampfes auf dem Weltmarkt, denn jeder Staat ist bestrebt seine Absatzgebiete sich nicht nur zu sichern, sondern auch neue zu erobern, wobei Unterjochung fremder Völker und Länderraub eine Hauptrolle spielen.

Begünstigt werden die Kriege durch die bei den Kulturvölkern im Interesse der herrschenden Klassen systematisch genährten Vorurteile des einen Volkes gegen das andere.

Kriege liegen also im Wesen des Kapitalismus ; sie werden erst aufhören wenn die kapitalistische Wirtschaftsordnung beseitigt ist oder wenn die Grösse der durch die militärtechnische Entwickelung erforderlichen Opfer an Menschen und Geld und die durch die Rüstungen hervorgerufene Empörung, die Völker zur Beseitigung dieses Systems treibt.

Insbesondere ist die Arbeiterklasse, die vorzugsweise die Kämpfer stellt und hauptsächlich die materiellen Opfer zu bringen hat, die natürliche Gegnerin der Kriege, weil diese im Widerspruch stehen zu ihrem Ziel : Schaffung einer auf

sozialistischer Grundlage ruhenden Wirtschaftsordnung, die die Solidarität der Völker verwirklicht.

Der Kongress betrachtet es deshalb als Pflicht aller Arbeiter und insbesondere ihrer Vertreter in den Parlamenten, unter Kennzeichnung des Klassencharakters der bürgerlichen Gesellschaft und der Triebfedern für die Aufrechterhaltung der nationalen Gegensätze, mit allen Kräften die Rüstungen zu Wasser und zu Lande zu bekämpfen und die Mittel hierfür zu verweigern.

Der Kongress sieht in der demokratischen Organisation des Wehrwesens, das alle Waffenfähigen umfasst, eine wesentliche Garantie, dass Angriffskriege unmöglich werden und die Ueberwindung nationaler Gegensätze erleichtert wird.

Droht der Ausbruch eines Krieges, so sind in den beteiligten Ländern die Arbeiter und ihre parlamentarischen Vertreter verpflichtet, alles aufzubieten um durch Anwendung der ihnen am wirksamsten erscheinenden Mittel den Ausbruch des Krieges zu verhindern, und falls er dennoch ausbrechen sollte, für dessen rasche Beendigung einzutreten.

A. BEBEL.

B) Vorschlag der **Sozialistischen Partei** (Französische Section der Arbeiter-Internationale).

I. — Der Kongress bestätigt vom neuen die Resolutionen der früheren internationalen Kongresse : 1. Betreffend eine Aktion gegen den Militarismus und Imperialismus, welche nur als die vom Staate organisierte Rüstung anzusehen ist, um die Arbeiterklasse unter dem ökonomischen und politischen Joch der kapitalistischen Klasse zu erhalten ;

2° Um die Arbeiterklasse aller Länder zu erinnern, dass eine Regierung nicht die Unabhängigkeit einer fremden Nation bedrohen kann, ohne sich gegen diese Nation, gegen deren Arbeiterklasse und ebenso gegen die internationale Arbeiterklasse zu vergreifen; dass die bedrohte Nation und ihre

Arbeiterklasse die gebieterische Pflicht haben, ihre Unabhängigkeit und Selbstständigkeit gegen diesen Angriff zu bewahren und Anrecht haben auf den Beistand der Arbeiterklasse der ganzen Welt zu rechnen; dass die antimilitaristische und einzig und allein Verteidigungspolitik der sozialistischen Partei sie ermahnt, zu diesem Zwecke die militärische Entwaffnung der Bourgeoisie und die Ausrüstung der Arbeiterklasse durch Einführung der allgemeinen Wehrpflicht des Volkes zu fordern.

II. — Der Kongress, die Bestimmungen der früheren internationalen Kongresse und des internationalen sozialistischen Bureaus bestätigend, betrachtet die internationale Solidarität der Proletarier und Sozialisten aller Nationen als deren erste Pflicht.

Erwähnt, dass sie jedes Jahr am 1 Mai eine Kundgebung veranstalten, um diese Solidarität und die unbedingte Folge daraus die Beibehaltung des internationalen Friedens zu fördern.

Und fordert sie auf, im Augenblicke, da in Gegenwart der anbrechenden russischen Revolution, der äussersten Bedrängnis des Tzarismus und der benachbarten Kaiserreiche, die ihm Hülfe leisten wollen; im Augenblicke, da in Gegenwart der unaufhörlichen kapitalistischen und kolonialen Unternehmungen und Plünderungen, das Internationale Bureau und die Interparlamentarische Konferenz mit Einwilligung der sozialistischen Parteien aller Länder die nötigen Anstalte haben treffen müssen, um ihre Delegierten zu versammeln und sie in den Stand zu setzen, im Falle eines drohenden internationalen Konfliktes, die Massnahmen zu bestimmen, die geeignet sind, ihn zu verhüten und zu verhindern;

Fordert sie auf, die Ausführung dieser Bestimmungen zu ermöglichen mittels Veranstaltung einer nationalen und internationalen sozialistischen Aktion der Arbeiter, die vorbereitet, geordnet und vereinbart werde, die in jedem Lande, zuerst in den betreffenden Ländern und je nach Umständen alle Energie und alle Anstrengung der Arbeiterklasse und der sozialistischen Partei in Tätigkeit zu setzen, um die Verhütung und Verhinderung des Krieges mil allen Mitteln, von

der parlamentarischen Intervention, der öffentlichen Agitation bis zum Massenstreik und zum Aufstand.

c) Bericht nebst Antrag, von Leon Troclet im Namen der **Belgischen Arbeiter-Partei.**

Um die Frage richtig zu formulieren, muss man sich die vom Bureau und von der Interparlamentarischen Kommission beschlossenen Resolutionen gegenwärtig halten; diese Resolutionen geben aber keinerlei Vorbeuge-Mittel an.

Allerdings wird der Sozialismus dort einstimmig sein, ob es sich darum handeln wird, die Gefahren des Kasernenlebens zu bekämpfen, die Menschen-und Geldopfer des Militarismus zu vermindern, die Kriegs-Budgets der gegenwärtigen Regierungen zu verweigern und gegen die Verwendung von Soldaten bei den Streiken zu protestieren.

Allein dann, wenn es sich darum handeln wird, die Mittel festzustellen, welche dem Kriege vorbeugen sollen, werden sehr tiefgehende Meinungsverschiedenheiten zu Tage treten.

1891 erschien auf dem internationalen Kongresse zu Brüssel der folgende Vorschlag:

Der Internationale Kongress der sozialistischen Arbeiter-Partei erklärt, dass die Sozialisten aller Länder auf den Vorschlag eines Krieges mit einem Volksaufrufe zum Generalstreik antworten werden.

Dreizehn Nationalitäten stimmten gegen diesen Vorschlag; nur drei unterstützten denselben.

Auf dem Internationalen Kongresse in Zürich, zwei Jahre später, sprach der Urheber des Vorschlages von 1891 wol noch vom Generalstreik, doch erschien dieses Mittel nur mehr als nebensächlich.

Die Hauptsache war der « Militärstreik ».

Der Wortlaut seines Vorschlages war folgender:

« *Der Kongress fordert die internationale Arbeiterpartei auf, sich bereit zu halten, um auf die Kriegserklärung von Seite der Regierungen, überall dort, wo die Arbeiter einen Einfluss auf den Krieg ausüben können, mit einem Generalstreik ; in den betroffenen Ländern aber durch den Militärstreik zu antworten.* »

Dieser Vorschlag hatte dasselbe Schicksal wie der erste, auf dem Kongresse zu Brüssel.

Der Züricher Kongress nahm mit grosser Majorität einen verbesserten Vorschlag der deutschen Sozialdemokratie an, welcher dahin ging, dass die Sozialisten alle Militärkredite verweigern, gegen die stehenden Heere protestieren, die Abrüstung verlangen und diejenigen Vereine unterstützen sollen, welche sich den algemeinen Frieden zur Aufgabe stellen, und dass sie endlich in der Armee Propaganda machen sollten.

Der Gedanke von 1893 wurde von Hervé in zwei verschiedenen Formen aufgenommen. Auf Seite 170 und 171 seines Buches *Leur Patrie,* sagt er :

« *Zwei Kampfesweisen bieten sich der Aufmerksamkeit der internationalistischen Partei dar :*

Die erstere ist die einfachere, ja die simpelste : im Falle der Mobilisierung werden die Reservisten zu ihren Regimentern stossen, sich bewaffnen lassen, und einmal bewaffnet, nicht allein sich weigern in den Kampf zu gehen, sondern sich der öffentlichen Gewalt und der Produktionsmittel zu bemächtigen, deren Verwaltung sie der Arbeitsbörse des Ortes übertragen würden. »

Da Hervé diese erstere Kampfweise schnell abtut, weil sie auf fast unüberwindliche Schwierigkeiten stösst, so begnügen wir uns damit, dieselbe zu erwähnen und gehen sogleich zur zweiten über.

« *Glücklicherweise bietet sich den internationalistischen Sozialisten eine andere, weniger schwierige Taktik dar! Sie lässt sich in zwei Worten erklären : « Fahnenflucht der konskribierten Genossen und Streik der Reservisten* ».

Für Hervé ist es nun Sache der Sozialisten-Partei, sich auf ihren Kongressen für eine dieser Kampfweisen zu entscheiden.

Man muss bemerken, dass die letztere Taktik ebenso einfach und sogar noch simpler ist, als die erstere. und dass die spitzfindige und schnelle Abtuung derselben durch den Schriftsteller uns über die Möglichkeit die zweite Taktik zu üben, nicht zu beruhigen vermag. Wenn wir wirklich wählen müssen, so würden wir eher der ersten zuneigen, die und wenigstens hoffen lässt, die Waffen in unsere Hand zu bekommen

Wenn wir die Ausführungen dieses Vorschlages lasen, sind wir zunächst erstaunt, über die grossartige Naivität, die er bekundet; allmälig aber, wenn wir darüber nachdenken, ergreift uns Furcht bei dem Gedanken, dass eine solche Kampfweise zahlreiche Anhänger finden könnte.

Wenn man die sozialistischen Wahl-Abstimmungen aller Länder überschaut, so sieht man, dass wir in Mittel-und Westeuropa etwa über den fünften Teil der Wäler verfügen. Wir hätten auch den fünften, ja selbst den vierten Teil aller wehrhaften Bürger für uns, und dieser vierte Teil würde dem Mobilmachungsbefehle nicht Folge leisten, so wäre er doch in kleine Bruchstücke verteilt, versteckt « ohne Waffen » bei den Genossen. Die bürgerliche Gesellschaft verfügt in allen Ländern noch über eine Polizeimacht, in einigen über eine Bürgerwehr oder eine andere rein bürgerliche Armee. Hierzu würden noch die andern 3/4 der Armee kommen. Man würde dann die Deserteure ganz einfach einen nach dem andern abfangen. Die Widersetzlichen würden erschossen und für die andern die Prozedur Peters des Grossen zur Anwendung gebracht werden, der die aufständischen Soldaten immer in in das erste Glied steckte. Der Militärsstreik wird erst dann möglich sein, wenn die Mehrheit der Bürger eines Landes mit vollem Bewusstsein dem Sozialismus anhängen wird. Dann aber werden wir wahrscheinlich auch über die Mehrheit in der Staatsgewalt verfügen und es wird viel leichter sein, den Krieg gar nicht zu erklären. Ausserdem wäre, wie

bereits in Zürich gesagt wurde, durch den Militärstreik das sozialistischeste Land wehrlos dem rückschrittlichen ausgeliefert.

Nieuwenhuis selbst erhebt sich mit Heftigkeit gegen diese Theorie, indem er ausruft : « *Wenn wir vom Militästtreik sprechen, so meinen wir damit nicht die wirklich dienenden Soldaten, welche sofort niedergeworfen würden ; sondern die Soldaten der Reserve, welche ruhig zu Hause verbleiben würden* ».

Dieser Widerspruch über einen wesentlichen Punkt der Realisierung dieser Taktik zeigt zur Genüge, wie sehr die Ideen derjenigen schwanken, die dieses Mittel wollen.

Die Entschuldigung für die Fahnenflucht ist die folgende :

« *Was nützt es mir, dass ich Franzose, Engländer, Deutscher, Oesterreicher, Italiener oder Belgier, u.s.w., bin? Als Proletarier habe ich weder zu gewinnen noch zu verlieren?* ».

Seltsamer Weise beruhigt Hervé besonders die kleinen Kaufleute und die grundbesitzenden Bauern. Man werde sie nicht abschlachten, man werde ihnen weder ihren Laden, noch ihr bischen Land wegnehmen ; denn im XX Jahrhundert ist der Krieg zwischen Europäern durch das Völkerrecht geregelt und man schlachtet nicht mehr die Besiegten hin, sondern belässt den Besitzern ihr Eigentum.

Offenbar bedeutet es für den kleinen Grundbesitzer an der Yonne gleich, englischer, belgischer oder französischer Staatsbürger zu sein. Die Unterschiede sind ohne Bedeutung. Die Frage ist die, zu wissen, ob die Proletarier, welche je nach dem Geiste, der in jedem Lande herrscht, nach jahrelangen Anstrengungen und jahrelanger gewerkschaftlicher, genossenschaftlicher und politischer Schaffenstätigkeit einige unbedeutende Vorteile zu erringen in der Lage waren, dieselben nach der Annexion wiederfinden werden? Und wenn sie dafür andere Vorteile finden, würden sie ihnen ebenso kostbar erscheinen, als diejenigen, welche sie selbst in hartem Ringen erkämpften ?

In Wahrheit bedeutet der « Internationalismus » durchaus

nicht das völlige Verschwinden der Nationalitäten, wie dieselben durch die politischen und geschichtlichen Verhältnisse gegründet worden sind.

Nach uns ist « Internationalismus » gleichbedeutend mit Verständigung, unmittelbarer Verbrüderung der unabhängigen Völker. Sowie dem Einzelnen ein gewisses Mass von Unabhängigkeit nötig ist, um seine Eigenart frei zur Entwickelungung zu bringen,so bedürfen auch die Völkerschaften einer gewissen Selbständigkeit, um die ganze Kraft ihrer Ursprünglichkeit und ihren individuellen Geist in den Dienst der Verwirklichung des sozialistischen Regimes stellen zu können.

Heisst es nicht, dem Rückschritte huldigen, indem man sich dem widersetzt ?

Allerdings ist es für die Kleinbauern, welche auf ihren Grundstücke alles finden, was sie zum Leben brauchen, gleichbedeutend, ob sie Belgier, Franzose oder etwas anderes sind. Auch für die eigentliche Arbeitergesetzgebung haben sie keinerlei Interesse. Die einzige Sache, die ihnen weniger passen würde, wäre das Eindringen einer asiatischen Nation, wie das der Türkei.

Aus diesem Grunde unterbricht der Theoretiker dieser Empfindungen über die Frage des Vaterlandes die patriotische Idee nicht völlig, und empfiehlt wiederholt die gegenwärtige Heimat mit einer anderen, weiteren, zu vertauschen : « Europa », von dem er offenbar die Türkei ausnehmen möchte. Ob auch Russland, wird viel von der Wendung abhängen, welche die gegenwärtige Revolution nehmen wird. So würde das europäische Vaterland an die Stelle der gegenwärtigen Heimat treten. Das Vaterland wäre ein anderes, aber es gäbe doch immer noch ein solches. So sieht man wieder, dass die Suche nach dem Absoluten den Sucher nötigt, auf seinem Wege still zu halten.

Zum Schlusse dieses Berichtes wollen wir noch dem von den Jeunes Gardes Socialistes auf vorletztem Pfingsten-Kongresse einstimmig abgegebenen Urteil Raum geben.

Ein Delegirter beantragte den folgenden Text: « *Die sozialistischen Parteien und die Gewerkschaften aller Länder müssen sich in jedem Falle dem Kriege widersetzen; die wirksamsten Mittel dieses Widerstandes sind der Massenstreik und die Verweigerung der Mobilisierung.* »

Aber der Kongress der Jeunes Gardes wollte diese Lehre nicht ohne die wesentliche Berücksichtigung durch den folgenden Zusatz annehmen: « *Er ist demnach dringend nötig, dass die verschiedenen sozialistischen Organisationen untersuchen, welche Kampfweise im Falle eines Konfliktes befolgt werden müsste, um zu beurteilen, ob es möglich wäre, diesen Widerstand gegenüber dem Kriege gleichzeitig in beiden feindlichen Ländern ins Werk zu setzen* ». Dieser Zusatz war demnach eine Art von Vorfrage.

Die Belgische Arbeiterpartei hat demnach einstimmig die durch die französische ergänzte Resosution der deutschen Sozialdemokratischen Partei angenommen, welcher man die folgende Ergänzung beifügen könnte:

« *Des Stuttgarter Kongress will damit nicht die Wahl der etwa*
» *in Anwendung zu bringenden Mittel beschränken. Die Um-*
» *stände von Zeit und Ort und besonders die wirkliche Macht*
» *des Proletariats im entscheidenden Momente können allein*
» *für die Frage der Möglichkeit einer Intervention entscheidend*
» *sein und für die Wahl der anzuwendenden Mittel richtigen*
» *Aufschluss geben.* »

) Resolution, eigebracht von der **Social Democratic Federation** (Grossbritanien).

« *Der Kongress wird, auf der Basis der Grundprincipien, eine Erklärung abfassen in Bezug auf die Internationale Sozialistische Politik und wird das Bureau bevollmächtigen, Anempfehlungen zu veröffentlichen betreffend das hauptsächliche Verhalten im Falle einer eintretenden Krise, die den internationalen Frieden zu kompromittieren droht.* »

Vorschlag des **Bureaus :**

Das Bureau legt dem Kongress vor, diese Frage auf die Tagesordnung zu sezen.

IV

Die Beziehungen zwischen den politischen sozialistischen Parteien und den gewerkschaftlichen Organisationen.

Im Zusammenhang mit dem Beschluss des Bureaus (9 Juni 1907) wendete sich der Sekretär an alle angeschlossenen Parteien behufs Erhaltung einer offiziellen Notiz über die Beziehungen zwischen den Gewerkschaften und der politischen Partei. In diesem Rundschreiben waren folgende Fragen aufgeworfen :

1. In welchen Beziehungen steht ihre politische Partei zu den Gewerkschaften?

2. Sind die Gewerkschaften als Vereine Ihrer politischen Partei angeschlossen? Zahlen sie der Partei Beiträge?

3. Wenn die Gewerkschaften nicht direkt Ihrer politischen Partei angeschlossen sind, müssen die Gewerkschaftsmitglieder Parteimitglieder sein?

4. Haben die Vorstände der politischen und gewerkschaftlichen Organisationen gemeinschaftliche Beratungen, um sich über gemeinsame Fragen zu verständigen?

5. Befassen sich die Gewerkschaften mit sozialistischer Propaganda in Kreisen ihrer Mitglieder?

Bis zum 15. Juli sind dem Bureau folgende Autworte eingeschickt worden :

ANTWORT DER SOCIALDEMOCRATISCHEN PARTEI DEUTSCHLANDS.

Frage 1° Die Beziehungen zwischen der Partei und den Gewerkschaften sind die besten. Fast ausnahmslos sind alle Gewerkschaftsführer patente Genossen.

Frage 2° Die Gewerkschaften sind selbständige Verbände. Sie sind nicht der Partei angeschlossen. Sie zahlen an die Partei keine Beiträge.

Frage 3° Die Mitglieder der Gewerkschaften müssen nicht Mitglieder der Partei sein.

Frage 4° Ja. Sowohl die Vorstände der Verbände, wie auch der örtlichen Leitungen.

Frage 5° Nicht offiziell, aber in öffentlichen Versammlungen und in der Gewerkschaftspresse.

PFANNKUCH, *Sekretär*

ANTWORT DER SOZIALDEMOKRATISCHEN PARTEI UNGARNS

Alle Fragen, welche Sie in Ihrem werten Briefe vom 19. d. M. betreffs Beziehungen zwischen der Politischen Partei und den Gewerkschaften an uns richteten, könnten wir einfach bejahend beantworten. Jedoch müssen wir verschiedene Tatsachen Ihnen höflichst zur Kenntniss bringen.

In Ungarn besteht die ganze politische Partei eigentlich aus den gewerkschaftlichen Organisationen. Die politischen und Arbeitervereine dürfen nämlich laut ministerieller Verordnung 1508 (vom Jahre 1865) keine Filialen gründen. Die Vereine dürfen nur in diesem Falle eine Wirkung ausüben, wenn ihre Statuten durch den Minister der Innern genehmigt wurden. Wenn also die Arbeiter einen Verein gründen wollen, so müssen sie die Statuten behufs Bestätigung zum Minister

des Innern einsenden. Der Minister pflegt aber die Statuten mit dem Bemerken abzuweisen, dass diese Vereine nicht zu den in den Statuten festgetzten Zwecken errichtet wurden, sondern dem Staate gefährliche Umtriebe in Absicht haben. Da wir kein Koalitionsgesetz haben, sind wir der Willkür des Ministers ausgesetzt und es ist uns noch nicht gelungen einen politischen Verein zu gründen. Die Partei besteht auf Grund der auf dem im Jahre 1906. abgehaltenen Kongresse angenommenen Parteiorganisationsstatuten.

Laut diesen Statuten, welche der Kongress festgesetzt, dem Ministerium aber nicht vorgelegt wurden, besteht die Partei aus den Lokalparteiorganisationen, welche in einem jeden Comitate (Departement) eine Comitatsorganisation, die letzteren aber eine Kreis — (Distrikts) Organisation bilden.

Die Lokalorganisationen bestehen aus den Vertrauensmännern der einzelnen, in der betreffenden Stadt bestehenden, sogenannten freien Fachorganisationen.

Da muss noch bemerkt werden, dass vor dem Jahre 1902. auch den Fachvereinen nicht erlaubt wurde, Filialen (Ortsgruppen, Zahlstellen) aufzustellen, so dass in Ungarn bloss vereinzelt dastehende, lokale Fachvereine existierten.

Die Fachvereine und Landesverbände, welche mit durch ministerielle Genehmigung versehenen Statuten wirken, wie auch die Ortsgruppen der Verbände, dürfen sich mit Politik nicht befassen. Deswegen sahen sich die organisierten Arbeiter veranlasst, sogenannte freie Organisationen, welche ohne genehmigte Statuten unter behördlicher Aufsicht, sozusagen in Geheimen arbeiten, zu gründen. Diese freie Organisationen bilden auch den Grund der Partei, der politischen Bewegung.

Die Mitglieder dieser Organisationen sind die Mitglieder der Partei und zahlen einen wöchentlichen Beitrag (Parteisteuer) von 2 Heller.

Da die erwähnten Organisationen ohne Bewilligung der Behörde bestehen, können nicht sämtliche Mitglieder der Gewerkschaften verplichtet werden, die Parteibeiträge zu

bezahlen. Diese Beiträge bezahlen nur meistens diejenigen Arbeiter, welche überzeugte Sozialdemokraten sind und der Partei behilflich sein wollen. Es kommt sehr oft vor, dass freie Organisationen die Parteibeiträge einkassieren und die politisch Indifferenten oder Arbeiterfeinde, den Verein oder die Ortsgruppe bei der Behörde denunzieren. Wegen dieser Denunciation werden die Vereine, die Ortsgruppen sehr oft aufgelöst. So wurden in den letzteren fünf Monaten mehr als 200 Ortsgruppen aufgelöst, oder sogar die Gründung derselben nicht zur Kenntniss genommen.

An der Spitze der politischen Bewegung steht die Leitung der sozialdemokratischen Partei Ungarns, an der Spitze der gewerkschaflichen Bewegung aber der ungarländische Gewerkschaftrat. Es kommt sehr oft vor, dass die Parteileitung und der Gewerkschaftsrat eine gemeinschaftliche Beratung veranstalten, um sich über gemeinsame Fragen zu verständigen, um einheitliche Aktionen einzuleiten.

Die freie Organisationen befassen sich in den Kreisen ihrer Mitglieder mit der sozialdemokratischen Propaganda. Die Gewerkschaften dürfen dieselbe wegen den schon erwähnten Motiven — da sie nämlich sich mit Politik nicht befassen dürfen — nicht ausüben.

Um die politisch Indifferenten aufzuklären und in ihnen das Interesse für die politische Bewegung der sozialdemokratischen Partei zu erwecken, halten wir in den Gewerkschaften sozialwissenschaftliche Vorträge.

HOROWITZ, Sekretär.

ANTWORT DER POLNISCHEN SOZIALISTISCHEN PARTEI (P. P. S).

Allgemeine Bemerkungen. — Die Gewerkschaftsbewegung in Polen ist in letzter Zeit erstanden. Sie begann nach dem grossen Oktoberstreik. Sie umfasst drei Typus der Gewerkschaftlichen Organisationen 1.) Die neutralen Gewerkschaften

auf der Basis des Klassenkampfes : sie sind von der P. P. S. gegründet ; 2.) Die *Parteigewerkschaften* der Sozialdemokratie Polen und Lithauens und des «Bundes» 3.) Die *gelben Gewerkschaften* (nationalistisch und christlich-sozial).

Die folgenden Antworte betreffen die Beziehungen zwischen unserer Partei und den Gewerkschaften des Typus N. 1.

1. — Die *Polnische Sozialistische Partei* gründete eine « Kommission der Gewerkschaftsorganisationen ». Sie ist der Partei angeschlossen und besteht aus Parteimitgliedern. Ihre Aufgabe ist die Gewerkschaften zu organisieren, sie einander und allgemein zu verbinden, ihnen zuständige Räte beizuordnen. Die Gewerkschaften bilden demokratische und selbststätige Organisationen. Der Einfluss der Partei ist nur von moralem Wert. Wenn zukünftighin die Gewerkschaften sich entwickelt haben und ihren Bedürfnissen genügen werden, wird die Kommission ihre Aufgabe beendet haben.

2. — Die Gewerkschaften sind insofern neutral als sie um sich alle Arbeiter gruppieren, die den Grundsatz des Klassenkampfes annehmen. Die Gewerkschaftsmitglieder sind nicht angehalten, Mitlieder unserer Partei oder irgend einer anderen Partei zu sein.

3. — Gemeinsame Versammlungen der politischen Partei und der Gewerkschaften finden statt jedesmal wenn eine Notwendigkeit zu Verständigung über Fragen vom Interesse der beiden Organisationen vorhanden ist.

4. — Die Gewerkschaften haben eine Prinzipienerklärung angenommen, welche auf die Notwendigkeit einer gleichlaufenden Aktion der Arbeiter und der politischen Parteien absieht, und als Endziel beider Aktionen wird die vollständige Befreiung der Arbeiterklasse festgesetzt.

ANTWORT DER « SOCIALDEMOKRATIC FEDERATION » ENGLANDS.

1. — Seit der Gründung in März 1881 war die S. D. F. Gegnerin einer Enthaltung von der Politik,— ein in den alten

Trade-Unions verbotenes Vorgehen. Um somehr hat sie gegen die intime Allianz mancher leitender Mitglieder der Gewerkschaften mit der kapitalistischen liberalen Partei, was zur Folge hatte die Einnahme von hohen Posten und zwar das Eintreten in das Kabinet diesen Verrätern der Interessen ihrer Genossen zu ermöglichen, gekämpft. Jedoch haben wir niemals unterlassen in jeder Weise, persönlich und pekuniär, jeden Streik, der seit 1881 stattfand, zu stützen, selbst wenn wir über den Wert eines manchen Streiks als Waffe gegen den organisierten Kapitalismus Zweifel hegten, und unsere Föderation machte unveränderlich Propaganda zu Gunsten jeder parlamentarischen Massnahme, welche von den Trade-Unions angenommen wurde und von einigem Nutzen waren für die Trade-Unions und für die Arbeiter im allgemeinen. Dies alles wurde vom Abgeordneten George Barnes in einer grossen öffentlichen Versammlung während des vorzweijährigen Gewerkschaftskongresses hübsch zugestanden. Unsere Beziehungen sind als freundschaftliche anzusehen, inwiefern die Gewerkschaften gegen den Kapitalismus vorgehen und wir legen viel Wert au deren wachsende Tendenz, sich dem Sozialismus zu nähern. Wir empfehlen den Arbeitern in die Gewerkschaft ihres Fachs einzutreten.

2. — Nein.

3. — Nein.

4. — Gemeinsame Kommissionen der S. D. F. und der Trade-Unions werden häufig gebildet zur vereinbarten Aktion angelegentlich der Fragen wie die Arbeitslosigkeit, die Kundgebung am 1. Mai,die Staatsverpflegung der Kinder,und die so erstandenen Beziehungen nahmen von Jahr zu Jahr ein mehr freundschaftliches Gepräge. Die Vorsteher der S. D. F. trugen viel bei zur Bildung von neuen Trade-Unions, die sich des grössten Erfolges und des grössten Einflusses erfreuen und ihrerseits verteidigten deren Delegierte in grosser Mehrheit auf den jährlichen Kongressen der Trade-Unions sozialistische Anträge und brachten sie zur Abstimmung.

Die Resolutionen werden bald aus der Phase platonischer Wünsche austreten und praktische Resultate bringen.

5.— Die Trade-Unions machen offiziell keine sozialistische Propaganda, aber 75 % der Mitglieder der S. D. F. sind gleichzeitig Gewerkschaftsmitglieder und durch ihre Vermittelung dringt der Sozialismus fortwährend in die trade-unionistischen Reihen ein Wenn die alten ganz in dem Geiste und der Aktion zur Schule der Bourgeoisie gehörenden Leader verschwinden oder in Ruhezustand versetzt werden, so ist es ausser Zweifel, dass sie Sozialisten als Nachfolger haben werden und tatsächlich geschieht gegenwärtig der Beamtenwechsel in dieser Weise. Die sozialistischen Gewerkschaftsvorsteher werden durch Vermittellung ihrer Gewerkschaften den Sozialismus fortpflanzen. Sie tun es schon bereits jetzt, wenn sie Mitglieder des Vorstandes sind. LEE, Sekretär.

ANTWORT DER BELGISCHEN ARBEITERPARTEI

Die auf dem Boden des Klassenkampfes stehenden Gewerkschaften werden bald in überwiegender Mehrheit der *Gewerkschaftskommission der Arbeiterpartei und der Unabhängigen Verbände* angeschlossen sein und 9/10 dieser Gewerkschaften bilden tatsächlich mit den genossenschaftlichen und politischen Vereinen die *Belgische Arbeiterpartei*. In der letzten Zeit hat der Verband der Diamantarbeiter über kleinliche Motive sich von der erwähnten Zentralorganisation losgelöst und gründete eine Zentrale, der nur, glücklicherweise, einige kleine bedeutungslose Gewerkschaften unter dem Einfluss der Diamantarbeiter und einige unbestimmte anarchistische Vereine gleichen Gelichters beigetreten sind. Die die Arbeiterpartei bildende Gewerkschaften sind im *Generalrat der Partei* durch die Delegierten ihrer nationalen Föderationen vertreten.

2. Die angeschlossenen Gewerkschaften zahlen Parteibeiträge nach der Zahl ihrer Mitglieder.

3. Uns entgeht für Belgien jedes Verständnis individueller Anschliessung, welche nicht kollektive Anschliessung wäre.

4. Wie oben erwähnt, bilden 9/10 der dem Grundsatz des Klassenkampfes zustimmenden Gewerkschaften einen Bestandteil der Partei und haben im Generalrat gemeinsame Beratungen mit den politischen Organisationen. Anderseits ist die Partei in der Gewerkschaftskommission durch zwei Delegierten vertreten und zwei Vertreter der Gewerkschaftskommission gehören zum Generalrat der Partei.

5. Die angeschlossenen Gewerkschaften beschäftigen sich offenbar mit sozialistischer Politik und zwar behauptet eine grosse Anzahl nicht angeschlossener Gewerkschaften, die auf dem Boden des Klassenkampfes stehen, für die sozialistische Propaganda mehr getan zu haben als ihre angeschlossenen Kollegen.

G. MAES, Sekretär.

ANTWORT DER TCHECO-SLAVISCHEN SOCIALDEMOCRATISCHEN PARTEI BŒHMENS.

1° Die tchechoslavische Sozialdemokratische Partei steht in engstem Zusammenschlusse mit den Gewerkschaften. Die Gewerkschaften sind getragen vom sozialdemokratischen Geiste und bilden das Rückgrat der Partei. Jeder Sozialdemokrat muss gewerkschaftlich organisiert sein.

2° Nein, formell nicht.

3° Ja. Es ist dies im Organisationsstatut der Partei vorgeschrieben und wird auch eingehalten.

4° Ja. Alle grösseren Aktionen der politischen Partei sowie auch der Gewerkschaften werden gemeinsam beraten, beschlossen und auch gemeinsam durchgeführt.

5° Ja. Die gewerkschaftlichen Organisationen werden bei uns betrachtet nur als Mittel zum Ziele : die Kampflustigkeit

des Proletariats zu erhöhen, um die politische Macht zu erobern und, nach der Demokratisierung, die Sozialisierung der Produktionsmittel und der ganzen Gezellschaft durchzuführen.

NEMEC.

ANTWORT DER SOZIALISTISCHEN ARBEITERPARTEI SPANIENS

1. Uber die Beziehung unserer Partei zu den Gewerkschaften ist anzuführen, dass mit Ausnahme der Gewerkschaften, die sich unter dem Einfluss der Republikaner und der Anarchisten befinden, sind wir mit allen anderen in den best freundschaflichen Beziehungen. Unser Genosse Iglesias, der Vorsitzende des Nationalkomitees der Arbeiterpartei, ist auch Vorsitzende des *Nationalkomitees des Generalverbandes der Arbeiter* (Gewerkschaftsföderation).

2. Wenn auch in geringer Zahl sind Gewerkschaften vorhanden, die zur Socialistischen Arbeiterpartei gehören (die Mehrheit davon sind landwirtschaftliche Arbeiter), die dem Zentralkomitee Beiträge zahlen und dieselben Rechte und Pflichten haben als die sozialistischen politischen Vereine.

3. Ausser denen, die zur Partei gehören, vertreten unsere Gewerkschaften nicht das Prinzip der Anschliessung ihrer Mitglieder an die Partei. Nach deren Satzungen sind die Gewerkschaftsmitglieder frei sich einer politischen Partei nach Belieben anzuschliessen.

4. In vielen Bewegungen ist das Auftreten der sozialistischen Partei und der Gewerkschaften ein gemeinschaftliches, so die Kundgebung am 1. Mai, die Proteste gegen die Gewalttaten der Regierung bei Ausständen und bei anderer Gelegenheit, das Fordern einer Besserung der Gesetzte und viele andere Fragen vom Interesse der Arbeiterklasse im allgemeinen.

5. Unsere Gewerkschaften, im allgemeinen, sind auf gewerkschaftliche propaganda beschränkt ; jedoch in gewissen

Fällen ist ihre Propaganda oft mit der der sozialistischen Arbeiterpartei verbunden. Beinahe in allen Satzungen der sozialistischen Vereine wird den Mitgliedern die Verpflichtung auferlegt ihren Fachorganisation beizutreten. Es muss erinnert werden, dass viele Gewerkschaften gegründet worden sind dank der Initiative und der Arbeit der Sozialisten.

Pablo IGLESIAS Marino GARCIA CORTÈS,
Sekretär.

ANTWORT DER SOZIALISTISCHEN PARTEI ITALIENS

1. Die Sektionen oder das Zentralkomitee der Partei waren bisweilen selbst die Gründer oder sie haben bisweilen zur Gründung der Gewerkschaften mitgeholfen. Es gibt sozusagen keine Gewerkschaft, keine Arbeitskammer oder Fachorganisation, die nicht von Mitgliedern der sozialistischen Partei angeführt und gestützt werden. Jedoch gibt es keine *offizielle* Verbindung der Partei mit den Gewerkschaften.

Bis zum Jahre 1904 gehörten die Gewerkschaften (und die Genossenschaften) der Partei als Sektionen derselben an. Die Auflösung von 1904 (Auflösung aller Sektionen der Partei wegen einer strengen Reaktion) nötigte uns zu dieser Zeit die Partei aus solchen Sektionen zu bilden, dass im Falle eine Auflösung das Proletariat nicht grosser Gefahr ausgesetzt wäre. Die Sektionen sind deshalb ausschliesslich aus *individuellen Anhängern* zusammengesetzt. Die Gewerkschaften und Genossenschaften gehörten seitdem offiziell nicht zur Partei.

Seit zwei oder drei Jahren macht sich eine entgegengezetzte Richtung bemerkbar, gleichfalls als Folge der Rückwirkung des « Syndikalismus ». In vielen Provinzen werden zu den sozialistischen Kongressen die ökonomischen Organisationen (Gewerkschaften und Genossenschaften) eingeladen. In der Provinz Mantua ging man noch weiter. Man gründete daselbs eine « sozialistische Partei der Provinz Mantua »,

die aus einer Landesföderation und aus sozialistischen Verbänden (politische, der Partei gehörenden) und mehreren Landesföderationen der Gewerkschaften, der Genossenschaften und der Mutualitätsvereine besteht.

Statt sich dieser neuen Orientierung zu widersetzen, begrüsste sie der Parteivorstand mit Freude und nannte sie einen Versuch, den man mit Interesse befolgen muss.

2. Auf diese Frage antwortete ich bereits in § 1.

3. Die Gewerkschaftsmitglieder sind nicht gezwungen der Partei beizutreten, da die Gewerkschaften bis hierher sich nicht offiziell sozialistisch erklärt haben.

Im Gegenteil müssen die Mitglieder der sozialistischen Partei ihren respectiven Gewerkschaften angeschlossen sein. Diese Regel, durch einen nationalen Kongress bestimmt, wird allgemein auch befolgt.

4. Der Parteivorstand bestimmte, dass jedesmal wenn er einberufen werden wird (2 mal jährlich) zu dieser Versammlung die *Arbeitskonföderation*, die Zentralorganisation aller Gewerkschaften Italiens, einzurufen. Einige gemeinschaftliche Versammlungen haben schon stattgefunden.

5. Die Gewerkschaften machen oft und zwar kann man sagen *immer* sozialistische Propaganda unter ihren Mitgliedern, da ein grosser Teil der Gewerkschaften von Sozialisten angeführt wird. Ausserdem bei Versammlungen und Streiken werden sozialistische Redner eingeladen und man bedient sich sozialistischer Zeitungen.

MORGARI, Sekretär.

ANTWORT DER ARBEITERSPARTEI NORWEGENS

1. Die Gewerkschaften halten bei den Wahlen immer mit der politischen Partei zusammen.

2. Ja. Die Gewerkschaften sind überwiegend sozialistisch. Die meisten Gewerkschaften sind direkt unserer politischen

Partei angeschlossen und zahlen der Partei Beiträge. (Die Gewerkschaften zahlen auch oft Beiträge für die Wahlagitation der Partei.)

3. Nein.

4. Sondern die Vorstände der Gewerkschaften haben Vertreter in den Vorständen der Partei, und die Partei ist in der Zentralorganisation der Gewerkschaften vertreten.

5. Ja. Die Mitglieder der Gewerkschaften agitieren dauerhaft unter ihren Arbeitskameraden. Bei den Wahlen und der Arbeit um unsere Presse auszubreiten, sind die Mitglieder der Gewerkschaften die tüchtigsten Agitatoren.

Magnus NILSSEN,
Sekretar.

ANTWORT DER « INDEPENDENT LABOUR PARTY » (GROSSBRITANIEN)

1° Die *Independent Labour Party* ist der *Labour Party* angeschlossen, welche eine Föderation der Trade-Unions, der Genossenschaften und der sozialistischen politischen Verbände bildet;

2° Die *Independent Labour Party* besteht aus individuellen Mitgliedern und nicht aus verbündeten Organisationen. Unser Mitgliedsausweis wird den Sozialisten nur individuell erteilt. Unsere Verbindung mit den Trade-Unions geschieht durch Vermittelung der *Labour Party*, der wir, wie sie, angeschlossen sind;

3° Die Mitglieder der Trade-Unions sind nicht gezwungen Mitglieder der *Independent Labour Party* zu sein und, obwohl die Mitglieder der *Independent Labour Party* nicht verpflichtet sind Mitglieder Trade-Unions zu werden, hegt man die Erwartung, dass sie es seien und in unseren Verbänden verhält man sich ungünstig zu Arbeitern, die ihrer Fachorganisation nicht angeschlossen sind.

4° Die Labour Party hat Beratungssitzungen mit der *Gene-*

ralföderation der Trade-Unions und dem *Parlamentausschuss des Kongress der Trade-Unions*,— die zwei bezeichnende Organisationen des Trade-Unionismus sind. Diese gemeinsame permanente Organisation wird « Joint Board » (Gemeinsames Bureau) genannt.

5° Nein. Die Trade-Unions Grossbritaniens machen keine spezifisch sozialistische Propaganda unter ihren Mitgliedern, obwohl aus den Statuten mehrerer Trade-Unions hervorgeht, dass sie dem Sozialismus zustimmen. Viele sozialistischer Reden werden von der Höhe der gewerkschaftlichen Tribünen gesprochen und ähnliche Kundgebungen kommen vor unter Aufsicht der Trade-Unions.

FRANCIS JOHNSON, Sekretär.

ANTWORT DER « LABOUR PARTY » GROSSBRITANIENS

1° Die Labour Party ist eine Föderation von sozialistischen Verbänden und gewerkschaftlichen Organisationen.

2° Die nationalen Trade-Unions, inwiefern von den Lokalbranchen unterschieden, sind der Labour Party angeschlossen und zahlen Beiträge von 15 Shillings für jede 1,000 Mitglieder. Ausserdem zahlt jedes Mitglied jährlich zwei Pence für die Ausgaben der Parlamentsgruppe.

3° Die Trade-Unions sind direkt angeschlossen und die Mitglieder derselben samt den Mitgliedern der sozialistischen Organisationen bilden die Gesamtmitgliederzahl der Labour Party.

4° Unsere jährliche Parteitage sind Versammlungen zur Beratung über politische Fragen von Interesse der beiden Sektionen, an denen die Delegierten der angeschlossenen Verbände teilnehmen im Verhältnis von 1 Delegierte für je 1,000 Mitglieder.

5° In besondern Fällen befassen sich die Trade-Unions mit sozialistischer Propaganda, da manche auf der Basis sozialistischer Prinzipien gegründet worden sind.

J.-S. MIDDLETON, J. RAMSAY MACDONALD.

ANTWORT DER SOZIALISTISCHEN PARTEI IN IRLAND.

1. Unsere Partei hatte niemals Beziehungen zu den Trade-Unions, weder direkt noch indirekt ;

2. Die Trade-Unions sind der Partei nicht angeschlossen und zahlen dieser keine Beiträge ;

3. Nein. Die Trade-Unions sind nur mit ihren Mutualitätsvereinen (Krankheitsfürsorge, Sterbefälle, Beistand) befasst und sind der Arbeiterfrage im allgemeinen wenig oder gar nicht ergeben ;

4. Nein.

5. Die Trade-Unions in unserem Lande wollen keine Politik in ihren Organisationen und Diskussionen über Fragen, als da Sozialismus ist, werden streng untersagt. Die Genossen des Kontinents werden einige Schwierigkeit haben sich den grossen Unterschied zwischen ihren Gewerkschaften und den irländischen klar zu machen. In diesem Lande sind die meisten Trade-Unionisten Gegner des Sozialismus und die Leiter der Gewerkschaften die entschiedensten Feinde sozialistischer Propaganda. Die Trade-Unions gestatten zwar nicht eine Erörterung politischer Fragen in ihren Versammlungen. Sie beschränken ihre Tätigkeit — mit Ausnahme gelegentlicher Streiks für die Lohnerhöhung — beinahe vollständig darauf, ihren Mitgliedern bei Erkrankung eine Entschädigung und eine Unterstützung zu Bestattung im Todesfalle zu besorgen. Sozialistische Resolutionen wurden bereits vor einiger Zeit von den Kongressen der Trade-Unions angenommen, aber solche Resolutionen werden von den Anhängern ebenso von den Gegnern derselben nur als platonische Wünsche betrachtet, unverstanden und wenig eingeschätzt von der Masse der Mitglieder, und werden nur mit Rücksicht auf die Persönlichkeit der Delegierten, die sie verfasst haben, angenommen.

D.-J. CULLEN, Sekretar.

ANTWORT DER BULGARISCHEN SOZIALDEMOKRATISCHEN PARTEI

1° Die Beziehungen zwischen unserer politischen Partei und den Fachorganisationen sind die zweier selbsständiger Organisationen, das heisst :

2° Dass die Gewerkschaften, obwohl sich unter dem Einfluss der Partei befindend, derselben als Verbände nicht angeschlossen sind und keine Verpflichtung haben ihr irgend welche Beiträge zu zahlen ;

3° Dass die Gewerkschaftsmitglieder nicht angehalten sind, Mitglieder unserer Partei zu sein, aber

4° Dass oft gemeinschaftliche Versammlungen der Leiter der Gewerkschaften mit dem Zentralkomitee der Partei stattfinden, um über Fragen vom Interesse der beiden Organisationen zu beraten.

5° Dass fortwährend sozialistische Propaganda unter den Mitgliedern der Gewerkschaften gemacht wird. Es gibt zwar socialistische Vereine, die zu diesem Propagandazwecke gegründet wurden und unsere besten Genossen nehmen eine leitende Stellung in allen Gewerkschaften ein. Mit einem Worte, die Gewerkschaften sind durch *ideelle* und *persönliche* Bande mit unserer Partei verbunden.

Der Sekretär : G. BOZVELIEFF.

ANTWORT DER NIEDERLAENDISCHEN ARBEITERPARTEI.

1° Formelle Beziehungen zwischen der politischen Partei und den Gewerkschaften gibt es nicht ;

2° Die Gewerkschaften sind der politischen Partei nicht angeschlossen;

3° Nein. Solche Vorschrift existiert nicht, obwohl vornehmlich die Führer der den Klassenkampf annerkennenden Gewerkschaften beinahe ausnahmslos Mitglieder der politischen Partei sind ;

4° Nein. Zu wiederholten Malen fanden Zusammenkünfte statt zwischen dem Niederländischen Gewerkschaftverbande und der Parteileitung. Das Vorgehen zu Gunsten des zehnstündigen Arbeitstags, das Verbot der Nachtarbeit und des eingreifenden Schutzes der jugendlichen Arbeiter wurde gemeinsam vereinbart. Am 2 Marz 1907 wurde einen gemeinschaftlichen Kongress einberufen, um Massnahmen zu bestimmen behufs Verbreitung dieser Ideen. Diese Art gemeinsamer Arbeit war nur möglich als die Gewerkschaften sich durch die Gründung des *Niederländischen Gewerkschaftsverbandes* von dem anarchistischen Einflusse befreit hatten.

5° Die Gewerkschaften sind nicht direkt mit der sozialistischen Propaganda befasst, aber sie stimmen dem Klassenkampfe zu und verkünden dieseWahrheit,— wenn nicht durch mündlichePropaganda,so doch wenigstens durch Taten —dass nur der Sozialismus imstande ist die Wünsche der Arbeiterklasse zu erfüllen. Es muss hinzugefügt werden, dass zwecks der Propaganda zu Gunsten des allgemeinen Wahlrechts eine Uebereinkunft zwischen der Partei und einigen Gewerkschaften wie der *Verband der Gemeindearbeiter, Verein der Handels und Bureau Angestellten* vereinbart wurde.

Diese Organisation konstituiert samt der Partei das *Niederländische Komitee für das allgemeine Wahlrecht,* das jedes Jahr zu Gunsten seiner Reforme eine Kundgebung veranstaltet, an der die Mehrheit der Gewerkschaften und deren Verbände teilnehmen.

VAN KUYKHOF (Sekretär).

Bericht und Resolution über die Beziehungen zwischen den sozialistischen politischen Parteien und den Gewerkschaften, bewerkstelligt im Auftrage der **Belgischen Arbeiterpartei**, van Louis De Brouckère.

Neunzehn Resolutionen unserer internationalen Kongresse beschäftigen sich mit den Gewerkschaften und lassen dieselben innerhalb gewisser Grenze an dem Werke der Internationale teilnehmen. Die Frage der Wechselbeziehungen zwischen der gewerkschaftlichen Organisation und den Parteien des Proletariats sind jedoch noch niemals ausdrücklich auf die Tagesordnung gesetzt worden. Es hat den Anschein, als hätte man diese ernste Aufgabe wohl immer im Auge gehabt, ohne dieselbe aber je direkt in Angriff nehmen zu wollen.

Dieser scheinbare Widerspruch lässt sich aber leicht erklären. Auf der einen Seite erheischen die tausend Einzelheiten des täglichen Kampes in jedem Augenblicke, und täglich mehr und mehr die vereinte Tätigkeit aller Arbeitervereine. Aber die langsame Ausbildung, der noch rudimentäre Entwicklungszustand der Gewerkschaften andererseits, gestatteten nicht, die Rolle, welche ihnen in einer vollständigen Organisation des Proletariats zugedacht war, mit Klarheit und Sicherheit zu erkennen.

Im Jahre 89 war die gewerkschaftliche Macht, mit Ausnahme von England, überall noch im Entstehen begriffen. Aber seither hat die sich siegreich in der ganzen gewerblichen Welt befestigt. Damals zählte man nur einige wenige, isolierte und faktisch machtlose Verbände ausserhalb der sehr kleinen Anzahl der privilegierten Vereine.

Heute dagegen kämpfen unter dem Banner mächtiger Zentralen wahre Armeen, welche die Arbeiter eines ganzen Landes und aller Berufe umfassen. Das Anwachsen war rasch im Laufe der letzten Dekade des 19. Jahrhunderts und geradezu wunderbar im ersten Lustrum des XX. Erst 1890

bildete sich die Generalkommission der deutschen Gewerschaften. Sie vereinigte im folgenden Jahre 277,000 Anhänger, 680,000 im Jahre 1900, 1,344,000 in 1905. Von 46 tausend im Jahre 92 wuchsen die Anhänger der österreichischen Kommission auf 119 tausend im Jahre 1900 und auf 323 tausend im Jahre 1905. In fünf Jahren ist die Mitgliederzahl der Gewerkschaften in Frankreich mindestens auf das Doppelte, in den Vereinigten Staaten auf das Vierfache gestiegen. Bei 9 Millionen Mann sind heute den Gewerkschaftlischen Vereinen jeder Art einverleibt (1), während es vor 15 Jahren nicht einmal 3 Millionen waren, von denen der grösste Teil auf die vereinigten Königreiche entfiel. Die Fortschritte der Organisation und der Kampftätigkeit waren noch bedeutender als diejenigen des Zifferbestandes. Ueberall

(1) Der 3. internationale Bericht über die Gewerkschafts-Bewegung (Berlin 1907) gibt nachstehend den Gesamtstand der Verbände in den verschiedenen Ländern :

England	1,866,755
Belgien	148,483
Dänemark	92,091
Schweden	114 935
Norwegen	18.600
Deutschland	1,822.343
Oesterreich	322,049
Ungarn	71,173
Serbien	5.074
Bulgarien	8.300
	4,469,803
Hierzu kommen :	
Italien (in den Arbeitskammern)	347,839
Spanien (General-Union de Trabajadores)	36,557
Holland (beiläufig)	30.000
Schweiz	59,200
Frankreich (beiläufig)	800,000
Vereinigte Staaten	2,500 000
Andere Länder (zus. beiläufig)	500,000
	8,742,949

weicht der Lokalismus zurück; die starken nationalen Vereine haben untereinander regelmässige internationale Beziehungen hergestellt, und in den meisten Ländern vereinigt eine gut organisierte Centrale die Bemühungen aller Berufe zu einem gemeinsamen Ziele. Ueberall wurden auch die Beiträge erhöht, regelmässige und kundige Generalstäbe aufgestellt, die Kampfweisen neu gestaltet. Die Arbeitgeber stehen nun vor einer disziplinierten und kampfgewohnten Arbeiterschaft, mit welcher sie rechnen müssten.

Eine so gewaltige Organisation musste notwendigerweise einen tiefgehenden Einfluss auf die übrigen Arbeitervereine ausüben. Die Berührungspunkte haben sich vervielfältigt, aus zufälligen wurden sie ständige. In der Folge entstanden tiefe gegenseitige Durchdringungen, sodass sich jetzt Parteien und Gewerkschaften auf allen Punkten des proletarischen Kampfplatzes begegnen. Sie können daher nicht länger ihre Tätigkeit unabhängig von einander ausüben. Sie sind genötigt, ihre Anstrengungen zu vereinigen, sich zu verständigen, wenn sie sich nicht beständig schädigen und bekämpfen wollen. Die Stunde ist endlich da, wo die Einigkeit unter den Arbeitern, welche in einigen Ländern mit Erfolg zu Stande gekommen ist, überall möglich und notwendig werden wird.



Viele Genossen sehen aber den Aufschwung, der sich so vollzieht, nicht ohne Misbehagen. Sie widerstehen sich demselben mit aller Macht und geben nur dann nach, wenn sie nicht anders können. Sie fürchten, dass die Einigkeit schliesslich die Gewerkschaften und die Partei schwächen könnte. Sie würden lieber jede Organisation auf ein besonderes Gebiet beschränkt sehen. Man möchte im Allgemeinen das Gebiet des Kampfes der Arbeiter teilen und jederseits die Grenzen tunlichst achten.

Zum Unglücke für diese Auffassung verwandeln sich jedoch die Arbeiterkämpfe immer mehr und mehr in einen einzigen,

den Klassenkampf, der seiner Natur gemäss unteilbar ist. So haben sich alle Grenzen, die man ziehen wollte, als künstlich aufgestellt und falsch erwiesen und hat man in der Praxis dieselben nie beachtet.

Zuerst sagte man : die ökonomische Tätigkeit gehört den Gewerkschaften an, die politische Wirksamkeit der Partei. Diese Formel wird noch aus alter Gewohnheit wiederholt, noch Niemand wird sie mehr ernstlich verteidigen wollen, denn die politische Bedeutung der Gewerkschaften fällt Jedem auf, der sich die Mühe nimmt, zuzusehen.

Weiters sagte man : den Berufsverbänden gehört der tägliche Kampf auf dem Gebiete des Berufes und eine gewisse praktische Arbeiterpolitik ; den sozialistischen Gruppen die allgemeine Politik des Proletariats. Niemals hat man aber eine einigermassen sichere Richtschnur aufzustellen vermocht, um diese beiden Arten von Politik von einander zu unterscheiden.

Auch die Teilung der Aufgaben, wie man sie heute versteht, ist gleichfalls verschieden.Genosse Molkenbuhr bestimmte sie auf den Kongresse zu Mannheim wie folgt : « *Meiner Ansicht nach,sagt er,haben Partei und Gewerkschaften ganz getrennte Gebiete in der Arbeiterbewegung, auf denen sie vorgehen. Die Gewerkschaften haben es sich sur Aufgabe gemacht, die Lage der Arbeiterklasse innerhalb der heutigen Gesellschaft zu verbessern. Die Partei hat auf politischem Gebiete alles das zu erringen, was durch die Gesetzgebung errungen werden muss, um gleichzeitig die Sozialisierung der Gesellschaft anzustreben. Das Arbeitsgebiet ist geteilt, und es ist dringend notwendig, dass die Organisationen sich dem anpassen* (1).»

Aber es folgt aus dem Texte selbst, dass die beiden Gebiete ineinander übergreifen, da dasjenige, was auf dem Wege der

---

(1) Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemocratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Mannheim. Berlin, 1906 p. 311.

Gesetzgebung gewonnen werden kann, doch auch die Lage der Arbeiterklasse in der gegenwärtigen Gesellschaft verbessert, und es wird nun allgemein zugegeben, dass sich die Gewerkschaften auch mit der Gesetzgebung zum Mindesten in Bezug auf die Arbeiter befassen müssen.

Jeder dieser Versuche der Klassifikation spricht vergebens der Wirksamkeit der Gewerkschaften einen grösseren Kreis zu, als es der vorausgehende getan. Kein einziger vermag sie genau zu umschreiben, keiner trägt der neuen Geschichte des Proletariats genügend Rechnung und will erfassen, wie weit die Methoden der Gewerkschaften sich umgewandelt und ausgebreitet haben. Wir wollen diese Umwandlung eingehender betrachten; neben der Ausbildung der sozialistischen Kampfsweise selbst wirft sie ein helles Licht auf das Problem, welches vor uns liegt.

I

Die moderne Gewerkschaftstaktik gleicht derjenigen von vormals ebenso wenig, als die weitgehenden, hunderttausende von Anhängern der verschiedensten Industrien umfassenden Verbände den alten Kammern gleichen, deren Aufgaben weder den Gesichtskreis ihres Dorfes, noch die Grenzen ihres Faches überschritten. Der korporative Eigennutz ist heute veraltet. Ich will damit nicht behaupten, dass er sich nirgends mehr offenbart, noch dass es auch nur ein einziges Land gebe, wo er keine Spur gelassen. Ich will nur sagen, dass neben seinen zahlreichen Ueberbleibseln und über ihnen, jetzt eine gewerkschaftliche Klassentätigkeit von weit höherer Bedeutung und Wirksamkeit bekräftigt. Die alten partikularistischen Gepflogenheiten haben überall Schriffbruch gelitten. Sie haben die Proletarier nur zu Enttäuschungen geführt. Daher begegnet man ihnen nirgends mehr in ihrer ursprünglichen Reinheit. Es verdient jedoch, hervorgehoben zu werden, dass die Arbeiter dort am wenigsten positive Erfolge erzielt haben, wo sie sich von ihnen am wenigsten losgemacht haben. In

dieser Hinsicht ist das Beispiel der Vereinigten Staaten besonders bezeichnend.

*
* *

Die meisten Unionen haben sich dort in der gewaltigen *American Federation of Labor* vergesellschaftlicht; doch war dies nur ein Scheinopfer zu Ehren der Arbeitersolidarität. Dem Prinzip des Sympathiestreiks wird dort sehr kalt begegnet, ja Mitchell, der vorzüglichste gewerkschaftliche Schriftsteller, der ist nicht einmal sehr sicher, dass derselbe moralisch zu rechtfertigen sei. Die finanzielle Aushilfe der Gewerkschaften untereinander würde dort selten in grossem Massstabe geübt. Die Uebung des *boykott* und *label*, welche auf den ersten Blick viel mehr vom Klassenbewusstsein eingegeben erscheint, wurde andererseits oft verfälscht und ihrem eigentlichen Zwecke entfremdet. Im Uebrigen beurteilen — abgesehen von glücklichen Ausnahmen und den Bemühungen einer im Wachsen begriffenen Minorität — die Leader ihre Bewegung ganz richtig, wenn sie wiederholen, wie sie es gewöhnlich tun, dass die Unionen geschäftliche Unternehmungen sind, die mit dem Gefühle nichts zu schaffen haben. Notwendigerweise hat die beständige Sorge, Vorteile für ihre Profession zu erlangen, die Arbeiter zur Praxis des sozialen Friedens und zur Uebereinstimmung der Klassen geführt.

Viele von ihnen betrachten den Arbeitsgeber als einen Teilhaber, mit welchem man bisweilen einen Lohnstreit hat, den man aber möglichst viel Geld verdienen lassen muss, damit er freiwillig bessere Löhne bezahlt. Und so kann man sehen, wie die Häupter der Unionen zusammen mit den Milliardären, wie Carnegie und Hanna, in der *National Civic Federation* sitzen, deren Zweck die Verbrüderung aller guten Bürger ist.

Welches waren nun die Folgen dieser beklagenswerten Irrtümer? Die hohen Löhne mögen bisweilen in dieser Beziehung irreführen und viele behaupten, dass die Arbeiter

jenerseits des Ozeans reicher und glücklicher als hüben sind, weil sie die Chimären verlassen und sich der praktischen Wirklichkeiten zugewandt haben. Eine kleine Zahl von Ziffern wird genügen, um uns in dieser Hinsicht aufzuklären.

*
* *

Ich habe in der folgenden Tabelle einige Daten zusamengestellt, welche der Statistik der Fabriken entnommen sind. Unter Bruttoertrag is der Wert der erzeugten Waaren beim Austritte aus der Fabrik zu verstehen ; Reinwert ergibt sich nach Abzug des Wertes des Rohmaterials, des verwendeten Zubehörs, der Maschinenabnutzung u.s.w.

	Brutto-Ertrag	Netto-Ertrag	Zalh der Arbeiter	Reinertrag pro Arbeiter	Gesammtlohn	Lohn pro Kopf	Verhältnis des Lohnes zum Netto-Ertrag
1850	1,019,106,616	447,385,423	957,059	467	236,755,464	247	53 °/o
1860	1,885,861,676	823,960,913	1,311,246	628	378,878,966	289	46 °/o
1870	4,232,325.442	1,720,351,937	2,053,996	837	775,584,343	378	45 °/o
1880	5,369,579,191	1,889,047,464	2,732,595	691	947.953,795	502	50 °/o
1890	9,372,378,843	4,014,734,442	4,251,535	940	1,891,209,696	444	47 °/o
1900	13,010,036,514	5,368,732,940	5,314,539	1,012	2,327,295,545	433	43 °/o

(Alle Summen verstehen sich in Dollars.)

Das Verhältnis zwischen Lohn und Produkt ist demnach im Abnehmen begriffen. Ausserdem ist zu beachten, dass der Arbeiter im Detailladen einkauft und daher der unzählbaren Schaar der Zwischenhandler schwere Abgaben leisten muss. Die offiziellen Belege tun dar, dass diese Abgabe stetig wächt. Die Detailpreise der Bedarfsartikel sind, ausgedrückt im Funktion von Engro-Preisen, seit 1890 bis 1900 nm 7 1/2 °/₀ gestiegen. Wenn man diese Tatsache berücksichtigt, so gelangt man zu dem Schlusse, dass die Fähigkeit des amerikanischen Fabrikarbeiters, sein eigenes Erzeugnis zu kaufen, in der Zwischenzeit der beiden letzten Schätzungen um ein Sechstel abgenommen hat.

*
* *

Zum Mindesten — wird man sagen — sind die Löhne in den Vereinigten Staaten höher als anderwärts, sebst in Anbetracht der höheren Preise. In der Tat ist der Lohn höher, aber es folgt daraus nicht, dass die Lage des Arbeiters besser wäre. Hievon kann man sich überzeugen, wenn man nach der folgenden, einem neuerschienen Werke von Werner Sombart (1) entnommen Tabelle die Verwendung des Einkommens einer Arbeiterfamilie in Amerika und in Deutschland vergleicht.

---

(1) Warum gibt es in den Vereinigten Staaten keinen Sozialismus (Tübingen 1906, 122.)

ERHEBUNGEN	Auf 100 der Ausgaben verwenden die Arbeiter: auf die Nahrung	auf Wohnung Heiz. & Beleichtung	auf Kleidung	für sonstige Ausgaben verbleiben
Amerikanische Erhebung von 1902, 11,156 gewöhnliche Familien	43.13	24.81	12.95	20.11
Idem (2,567 besonderes beobachtete Familien)	42.54	19.98	14.04	23.44
Erhebung von Massachusetts in 1902	49.01	18.11	12.81	20.07
Erhebung aus der Umgebung von Karlsruhe, Tuchs 1904	47.1	11.0	12.5	29.4
Erhebung zu Berlin, Hirschberger 1904	47.34	20.31	8.11	23.95
Erhebehung May (1897 für Gesamt Deutschland)	48.44	14.50	13.00	24.06
Erhebung zu Nuremberg (Adolf Braun 1901)	42.82	18.73	8.50	29.95

(Hierbei sind die zu Hause genossenen alkoholischen Getränke nicht inbegriffen.)

Um diese Ziffern zu verstehen, muss man sich gegenwärtig halten, dass jeder Lohn in zwei Teile zerfällt. Der erste, weitaus grössere umfasst dasjenige, was erforderlich ist, damit der Arbeiter seine Arbeitskraft erhalte ; man kann ihn als Produktionskosten der Arbeitskraft bezeichnen. Der zweite Teil des Lohnes ist dasjenige was übrig bleibt, nachdem der Proletarier seinen Unterhalt, wie den einer Arbeitsmaschine gesichert hat. Dies stellt den Reinertrag der Proletarier-Existenz dar und kann zum Leben und nicht blos zum Erhalten der Existenz verwendet werden. Nach dem Werte dieses zweiten Teiles des Lohnes lässt sich die bessere oder schlechtere Lage des Arbeiters bemessen. Er versteht sich von selbst, dass im Verhältnisse zu diesem Lohnteile auch der Prozentanteil des Lohnes steigt, welcher nicht für die Kosten

der Nahrung, Wohnung und Bekleidung in Anspruch genommen wird. Beide Ziffern sind nicht zu verwechseln, aber sie haben eine offenbare Wechselbeziehung zu einander. Engel gab es schon vor mehr als 50 Jahren den verfügbaren Prozentanteil als das sichere Mass der Prosperität einer Arbeiterklasse an. Er hat gezeigt, dass derselbe regelmässig mit dem Lohne steigt, und seine Arbeiten haben dieser Regel den vollen Wert eines Gesetztes verliehen (1).

Das Gesetz Engel's erleidet nun hier eine bemerkenswerte Ausnahme. Mit einem Lohne, der tatsächlich doppelt so hoch ist als derjenige des deutschen Arbeiters, verfügt der amerikanische Arbeiter nur über einen verhaltnismässig geringfügigeren Ueberschuss und weist daher eine weniger günstige Lage auf. Alles was er mehr erhält, als sein deutscher Genosse, muss er darauf verwenden, um sich zu seiner Arbeit geeignet zu erhalten. Denn ihre vervollkomnenere Technik ermöglicht den Arbeitsgebern die Arbeit zu erhöhen und dem Manne vollständiger dasjenige abzupressen, was er an Kraft und Aufmerksamheit besitzt, und der Arbeiter der Vereinigten Staaten kann diese intensivere Anstrengung notgedrungen nur durch eine andere Lebensweise aufrechterhalten, welche reichlicher sein muss, als dejenige seines europäischen Bruders. Wenn er einen bessern Lohn erzielt, so geschieht dies nur im genauen Verhältnisse zum höheren Nutzen seines Hernn. Der Arbeitgeber billigt ihm alles in allem nur jene Vorteile zu, welche ein intelligenter und einsichtiger Landwirt seinem Pferde oder seiner Kuh gewährt — aber nichts weiter. Es bleibt ihm weniger als dem Proletarier diesseits des Wassers, um ein menschliches Leben zu führen. Er hat — und ich bemerke, dass meine persönliche Empfindung hierin mit der Statistik übereinstimmt, — weniger Kraft und Geld, um sich zu zerstreuen, weniger Ruhe, weniger Erholung und

---

(1) Siehe insbesondere *Die Lebenskosten Belgischer Arbeiter-Familien* (Bull. de l'Institut International de Statistique, tome IX, Rome 1895.) Es muss bemerkt werden, dass er eine etwas abweichende Definition dieses Ueberschusses gibt.

Freude. Er hat nur mehr Nahrung und Bequemlichkeit, die er im Dienste des Kapitalismus im Arbeit umwandeln muss. Nur ein bedauernswertes Proletariat kann ein solches Schicksal beneiden und das Mastschwein zu seinem Ideale annehmen.

* * *

Es gewährt übrigens einen Trost zu konstatieren, dass es den Arbeiter der alten Welt immer weniger reizt. Die Statistik der Auswanderung nach der grossen Republik ist höchst lehrreich. Einst waren es die Bestens, welche auswanderten. Engländer, Deutsche, gute Handwerker, zog es sie hier wegen der hohen Löhne und des reichlicheren Lebens. Aber seitdem sich das soziale Regime der Vereinigten Staaten vollständig und mit allen seinen Konsequenzen vollzogen, hat das Lockmittel der amerikanischen Löhne an Macht verloren. Jene, welche heute hinübergehen, sind ausschliesslich die elendsten unseres alten Europas, italienische Landleute, vom Hunger vertrieben, polnische oder lithauische Juden, die vor der Tyrannei des Zaren flüchten, unglückliche Ungarn und Rumäner, und noch Andere, welche von den äussersten Enden der gesitteten Welt kommen und noch wenig von ihrer ursprünglichen Barbarei befreit sind. Nur diese wollen ihr Los gegen die Untertänigkeit gegenüber Rockefeller und Morgan vertauschen.

Uebrigens sind auch die hohen Löhne selbst in Gefahr. Seit 1890 sind sie im Fallen begriffen. Man bewilligt nicht einmal mehr dem Arbeiter seine gute Erhaltung als Produktionsmaschine. Dieses Fallen steht in merklichem Gegensatze zur offenbaren Erhöhung, welche die Wirksamkeit der Gewerkschaften fast überall sonst erzielt hat.

Die Geschichte der Löhne in den Vereinigten Staaten zeigt, dass dieselben jedesmal bedeutend gestiegen sind, so oft sich das Proletariat mit grossem Ansturme in den Klassenkampf geworfen hat, so 48 anlässlich der ersten organisierenden Bewegung, nach 66, als die *National Labor Union* noch nicht in dem kleinbürgerlichen Reformismus untergegangen war und der Geist der Internationale die

Geister entzündete; gegen 86, als sich die bewundernswerte Bewegung für den Achtstundentag mit ihren Streiken vollzog; allein seit 1890, da der Konservatismus der *American Federation of Labor* herrscht, haben die Löhne nur scheinbar zugenommen Die Arbeitgeber haben wohl ihren Arbeitern von Zeit zu Zeit die verlangte Lohnerhöhung bewilligt, doch benützen sie gleichzeitig ihre politische und moralische Herrschaft, um die Preise der Erzeugnisse auf dem Wege der Schutzpolitik, der Truste, der Monopole der Transportmittel und selbst des allzuoft in den Dienst des Kapitalismus gestellten Label noch weit mehr zu erhöhen.

Im folgenden geben wir nach einer offiziellen Verlautbarung die vergleichende Bewegung der Löhne und Preise seit 15 Jahren. (1)

	Verhältniszal der beschäftigten Arbeiter	Arbeitsstunden per Woche	Stunden-verdienst.	Wochen-verdienst	Wochenlohn aller Arbeiter	Detail-Lebensmittelpreise	Kaufkraft des Stunden-lohnes	Kaufkraft des Woch.-lohnes
1890. . . .	94,8	100,7	100,3	101,0	95,7	102,4	97,9	98,6
1891. . . .	97,3	100,5	100,3	100,8	98,1	103,8	96,6	97,1
1892. . . .	99,2	100,5	100,8	101,3	100,5	101,9	98,9	99,4
1893. . . .	99,4	100,3	100,9	101,2	100,6	104,4	96,6	96,9
1894. . . .	94,1	99,8	97,9	97,7	91,9	99,7	98,2	98,0
1895. . . .	96,4	100,1	98,3	98,4	94,9	97,8	100,5	100,6
1896. . . .	98,6	99,8	99,7	99.5	98,1	95,5	104,4	104,2
1897. . . .	100,9	99,6	99,6	99,2	100,1	96,3	103,4	103,0
1898. . . .	106,4	99,7	100,2	99,9	106,3	98,7	101,5	101,2
1999. . . .	112,1	99,2	102,0	101,1	113,4	99,5	102,5	101,7
1900. . . .	115,6	98,7	105,5	104,2	120,3	101,1	104,4	103,0
1901. . . .	119,1	98,1	108,0	105,9	126,1	105,2	102,7	100,7
1902. . . .	123,6	97,3	112,2	109,2	135,0	110,9	101,2	98,5
1903. . . .	126,5	96,6	116,3	112,3	142,1	110,3	105,4	101,8
1904. . . .	125,7	95,9	117,0	112,2	141,0	111,7	104,7	100,4
1905. . . .	133,6	95,9	118,9	114,0	152,3	112,4	105,8	101,4

(Alle Quantitäten sind ausgedrückt in °/₀ ihres Mittelwertes während der Periode 1890-1900).

(1) *Bulletin of the Bureau of Labor*, Washington. 1906.

Der wahre Wochenlohn scheint demnach während dieses Zeitraumes ungefähr der gleiche geblieben zu sein. 1905 war er etwas (0,2 °/₀) unter seinem mittleren Werte der vorausgegangenen Dekade.

Aber die offizielle Statistik ist ihrer Natur nach optimistisch. Man hat die Lebenskosten des Arbeiters nach dem Stande der Lebensmittel berechnet, während der Preis der Kleider, Wohnungen u. s. w. weit mehr in die Höhe gegangen ist. Man hat der immer häufiger auftretenden Arbeitslosigkeit keinerlei Rechnung getragen. Bei näherem Zusehen und mit Hilfe von Berechnungen, deren Einzelheiten hier füglich übergangen werden können, konstatiert man ein Sinken um wenigstens 5 °/₀, wahrscheinlicher aber noch von 8 °/₀. Gleichzeitig stieg der Reichtum des Landes auf das Doppelte und die Erzeugnisse der Industries vermehrten sich um mehr als die Hälfte. Dies ist das Ergebnis eines engherzigen Syndikalismus von 15 Jahren und des Zusammenwirkens der Klassen!

* * *

Man darf aber durchaus nich glauben, dass wenn die Masse des arbeitenden Proletariats in den Vereinigten Staaten seine Lage sich verschlechtern sah, die Gewerkschaftsmitglieder, die Elite, die Aristokratie der Arbeit wenigstens besser gefahren ist. Mit Ausnahme der durch die wunderbare Entwickelung des Bauwesens besonders begünstigten Bauindustrie war dem durchaus nicht so. In Wirklichkeit und entgegen einer verbreiteten Meinung ist der Abstand zwischen den Löhnen in den Vereinigten Staaten geringer als in Europa. Um diese Arbeit nicht durch zu grossen Zifferaufwand zu beschweren, will ich mich begnügen, zum Erweise meiner Behauptungen nur eine einzige charakteristische Tatsache anzuführen.

---

(1) Louis De Brouckère : « Les Salaires Américains », *Journal des Correspondances*, Bruxelles, Janvier 1907.

In Belgien, wo etwas mehr als ein Viertel der Arbeiterbevölkerung weniger als 2 Franken pro Tag verdiente, verdienen etwas mehr als ein Sechstel zum Mindesten das Doppelte, d.i. mehr als 4 Franken. (Gewerbliche Schätzung von 1895.)

Von 176.418 amerikanischen, in der grossen Erhebung von 1901 begriffenen Arbeitern, verdienen etwa der neunte Teil weniger als 1 1/2 Dollar pro Tag ; weniger als ein Siebentel verdienen das Doppelte oder noch mehr. Ausserhalb der Bau-Industrie gab es deren nur ein zwölftel.

So ist es eine Wahrheit, dass, die Arbeiter durch ihre selbstsüchtige Isolirung die einzige Macht, über welche sie dem Brotherrn gegenüber verfügen, verlieren, und dass sich die Uebereinstimmung der Klassen schliesslich immer gegen das Proletariat wendet.

II

Ich hoffe, dass man mir mit Rücksicht auf die Wichtigkeit des Gegenstandes diese lange Auseinandersetzung verzeihen wird. Es war notwendig, nachzuweizen, dass die Arbeiterklasse, wenn sie sich mit den Machenschaften eines konservativen und engherzigen Syndikalismus abgibt, in ihren Lebensbedingungen getroffen wird. Wir werden dann die Art des Fortschrittes, den die neuen Methoden bringen, besser beurteilen. Diese beschränkten sich nicht darauf, das Proletariat durch Verstärkung seines Klassenbewusstseins für seine endliche Befreiung vorzubereiten, sondern sie begründen zugleich seine Aktionskraft in der modernen Gesellschaft und lassen es teilweise Verbesserungen erlangen. Man muss stets darauf bedacht sein, dass hier eine und dieselbe Anstrengung die Gegenwart sichert und die Zukunft vorbereitet. Bei der Frage der Gewerkschaften, wie bei allen andern Fragen, besteht die wahre Art, praktisch zu sein, darin, einen erhöhten Standpunkt einzunehmen und — wie ein Volksausdruck sagt, — weiter zu sehen als bis zur Nasenspitze.

Welches sind nun die Methoden, deren Annahme aus den gewerblichen Vereinigungen einen der wichtigsten Faktoren der zeitgenössischen Arbeiter Organisation gemacht haben?

Ich werde dieselben in zwei grosse Kategorien teilen, deren Unterscheidung übrigens vielmehr auf der Notwendigkeit des Aufbaues als auf der Natur der Sache beruhen. In die erstere werde ich diejenigen verstehen, welche nur die Entwicklung, oder wenn man will, die Anpassung der alten Methoden darstellen. Die zweite Kategorie wird alle fast ganz neuen Kampfweisen umfassen. Ich werde mich in diesem Abschnitte nur mit den verjüngten Kampfmethoden befassen. Ihr Studium wird uns dartun, wie der Sozialismus jetzt als ein zum Siege notwendiges Element selbst bei den Kämpfen interveniert, die auf dem alten professionellen Kampfplatze geliefert werden.

*
* *

Wir befinden uns nicht mehr in der Zeit, da einige Arbeiter, mit ihrem Lohne oder ihrer Behandlung unzufrieden, ihre Werkzeuge aus der Hand legten, ohne sich mit Jemanden zu beraten, und nur auf sich allein zählten, um ihren Anforderungen zum Siege zu verhelfen. Solche krampfhafte Anstrengungen würden elend an der Kraft der jetzigen grossen Firmen zerschellen. Die Aufwiegler wären rasch durch Streikbrecher ersetzt, selbst wenn dieselben von weither geholt werden müssten, und sie wären für immer durch systematische und geschikte Anwendung des *black-listing* der Arbeit beraubt.

Daher erinnern unsere grossen Arbeiterkämpfe in Nichts mehr an diese ersten spontanen Bewegungen eine Erhebung der Arbeiter. Der Streikende handelt nicht mehr allein, die ganze Aktion beschränkt sich nicht mehr auf einen engen Kreis. Die ganze Klasse tritt ins Spiel.

Alle ernsten Gewerkschaften haben heute eine reglementäre Entschädigung für den Fall des Streikes. Daraus folgt notwendigerweise dass nur die Gewerkschaft und nicht diese oder jene Gruppe seiner Mitglieder das Recht haben über das Einstellen

oder die Wiederaufnahme der Arbeit zu verfügen, da sonst die Geldmittel der Gesamtheit der Unbesonnenheit oder dem Eigensinn Einiger preisgegeben wären. Und nachdem andererseits die Unionen eine steigende Neigung zur Rationalisirung aufweisen, so gehört doch schlieslich das Recht der Entscheidung der ganzen Profession an. Diese Unterordnung des individuellen Willens unter das allgemeine Interesse wird übrigens durch tiefliegendere Gründe als einfache finanzlelle Erwägungen geboten. Eine weitverzweigte Verbindung, welche mit zahlreichen Arbeitsgebern zu tun hat, kann nur dann einen dauernden Einfluss bewahren, wenn ihre Haltung eine beständige und regelmässige ist. Ein Arbeitgeber wird sich weigern den geforderten Lohn zu bezahlen, wenn er sieht,dass man sich bei seinen Konkurrenten mit einem geringeren Lohnsatze begnügt. Und weshalb wollte man bei X. den Kampf fortsetzen, wenn man in derselben Streitfrage und unter den nämlichen Umständen bei Y. bereits nachgegeben? Der Verband muss daher höchst notwendigerweise seinen Mitgliedern die Einstellung der Arbeit, selbst wenn sie dieselbe wollen, überall dort untersagen wo die Vorschriften der Gewerkschaft beobachtet werden. Ebenso muss sie ihnen die Verpflichtung zur Arbeitseinstellung überall dort auferlegen,wo diese Vorschriften nicht beachtet werden, auch dann wenn sie persönlich sich die Folgen eines Kampfes lieber nicht aussetzen wollen. Auch die Beendigung des Streikes könnte nicht der Entscheidung der direkt Interessierten überlassen werden. Die Gewerkschaft wird für sie verhandeln, Frieden schliessen oder die Fortsetzung des Kampfes entscheiden. Die Gewerkschaft begründet daher, gerade in Folge seiner Ausdehnung durch das enge Zuzammenziehen der Bande, welche alle Arbeiter desselben Gewerbes umschlingen, Verpflichtungen zur Disciplin und zur Aufopferung für die gemeinsame Sache, deren Erfüllung bisweilen einen wahren Heldenmut erfordern kann. Die Uebung des Sympathie-General-Streike und die Verallgemeinerung des Lockout, beide so charakteristisch für die grossen gegenwärti-

gen Lohnkaempfe, machen sie noch viel notwendiger und setzen oft die Pflichten der Solidaritaet weit ueber die Grenzen des Gewerbes hinaus. Heute werden zahlreiche Arbeiter in den Kampf mitgerissen, laufen die groessten Gefahren, setzen sich dem Hunger, der Rache des Brotherrn, nicht selten einer Verurteilung oder Kugel eines Polizisten aus, ohne dass ihr Lohn dadurch auch nur um einen Pfennig erhoeht wuerde. Nach der Statistik der deutschen Gewerkschaften sind 25 °/₀ von denen, welche seit 1899 bis 1905 gegen die Arbeitgeber ins Feld gerueckt sind, Ausgesperrte. Hiernach kann man beurteilen, wie betraechtlich die Gesammtverhaeltniszahl derjenigen ist, von denen ich hier spreche.

Der Streikender wird demnach der Verteidiger der Vorschriften der Gewerkschaften, oder allgemeiner und richtiger gesprochen, der Verteidiger des gewerblichen Rechtes, wie es durch die Arbeiterverbindung geschaffen wird. Er ist ein *Vorkaempfer des Rechtes*, der im Notfalle im Stande sein muss, sein rein persoenliches Interesse zu Grabe zu tragen und jedesmal ins Gefecht zu ruecken wenn er gerufen wird. Er kaempft fuer dasjenige was die Menschen am meisten zur Begeisterung entflammt : fuer den Triumph seiner Auffassung der Gerechtigkeit.

Gewiss ist sein *gewerbliches Recht* nicht immer das Arbeiterrecht. Bisweilen ist er mehr der Vorkaempfer seines Gewerbes, als derjenige seiner Klasse. Und doch beruft er sich meistens auf seine ganze Klasse Es ist ein besonderes Kennzeichen der Entwickelung des Streikes, dass derselbe aus einem Atelier- ein Industrie-Streik wird, welcher alle oft sehr verschiedenen Handwerker mitreisst, welche in denselben Betrieben beschaeftigt sind. Dies ist sogar eine der gluecklichsten Formerscheinungen seiner sympathischen Ausdehnung. Eine Organisation der Arbeiter dehnt sich notwendigerweise im selben Masse aus wie der Streik, sie trachtet immer groessere Gruppen verwandter Gewerben zu vereinigen. Und das beanspruchte Recht erweitert sich im selben Masse.

*
* *

Aber die Solitaritaet im Streik hoert nicht an den Grenzen des Gewerbes, ja selbst nicht an jenen der Industrie auf. Zahlreich sind die Faelle von Sympathie-Streiken, welche fuer Genossen einer ganz anderen Profession unternommen worden sind, oder von grossen Industrie-Kämpfen fuer welche ganz verschiedenartige Industrien mit einander in Verbindung getreten sind.

Uebriegens kann zur Zeit eines Streikes Klassenhülfe ohne Arbeitseinstellung und unter tausend verschiedenen Formen geübt werden, die kaum erst erwaehnt werden müssen. Man verlautbart allgemein, dass man am Kampforte in neuen Dienst treten möge. Die Arbeiter der gleichen Fabriken weigern sich, für das in Streikzustand befindliche Etablissements zu arbeiten, oder die Lücken auszufüllen, welche sein Stillstand auf dem Markte reisst. Die Erzeugnisse des widerspenstigen Arbeitsgebers werden mit Bann belegt, werden nicht mehr transportiert, noch verarbeitet und auch nicht konsumiert. Die Hülfe aeussert sich weiters durch Geldunterstuetzungen, freiwillige Beiträge der Arbeiter aller Gewerbe. Ich habe berechnet, dass die letzteren sich in Belgien waehrend der Zeit vom 1. September 1906 bis 1. Juni 1907 auf nahezu hundert tausend Franken per Monat belaufen haben. Ihre Gesammthöhe erreicht daher zum Mindesten diejenige der Beitraege an die gewerblichen Widerstandskassen, bei denen die Aussicht auf einen direkten und persoenlichen Nutzen vorliegt. Hier muss auch die Auswanderung der Kinder erwaehnt werden, welche in mehreren jüngeren Faellen mit Erfolg versucht worden ist, sowie auch die moralische Unterstuetzung nicht vergessen werden darf : die oeffentliche Meinung,deren Interesse durch Meetings wachgerufen wird. Der Druck der Regierung wird ueberwacht, angezeigt, die Regierung wird in den Kammern interpelliert, aufgefordert, das Recht der Arbeiter zu achten. Alle diese Akta

der proletarischen Solidaritaet waren einst nur Nebensachen, die den Streik begleiteten ; nun aber werden sie aber taeglich mehr und mehr die Hauptache.

Durch ihre ganze Klasse aufrecht erhalten, und in der Erkenntnis, dass ein Triumph im Kampfe nur durch diese Unterstuetzung selbst moeglich ist, koennen die Streikenden nur mehr für solche Forderungen kaempfen, welche die Zustimmung des ganzen Proletariates erlangen, welche der Gerechtigkeit entsprechen und seine Sonderbemühungen müssen infolge dessen darauf gerichtet werden, in einem grossen Streben der Gesamtheit aufzugehen.

Andererseits sehen wir die Idee des Massenstreiks mit jedem Tage deutlicher hervortreten. Er begegnet im Prinzipe keinem Widerspruche mehr ; jedermann erkennt seine Notwendigkeit in gewissen Fällen an. Nun ist er aber nur fuer die Verteidigung der ganzen Klasse denkbar. Der Streik als gewerkschaftlicher Kampfmittel par excellence wird auf diese Weise im Zeitpunkte seiner Entwickelung die Handlung, welche die Anstrengungen aller Arbeiter fuer den Sieg ihres gemeinsamen Gedankens, des neuen Rechtes, durch welches sie getragen werden, vereinigt.

* * *

Man kann fortwaehrend bemerken, dass die gewerkschaftlichen Forderungen immer mehr und mehr einen allgemeinen Charakter annehmen und Klassenforderungen werden. Sidney und Beatrice Webb, welche ihre Entwickelung in England studiert haben, zeigen, dass die *einschraenkenden Vorschriften* der Unions immer mehr im Rueckgange, die *allgemeinen Vorschriften* im Vordringen sind. Zu den ersteren gehoeren die Beschraenkung der Lehrlings-Zahl, der Ausschluss gewisser Kategorien von Arbeitern, das Verbot gewisse Maschinen oder Vorgaenge anzuwenden, die Einschraenkung der Produktion, diese verschleierte Form der Sabotage. Sie zeigen alle zwei gemeinsame Merkmale. Das eine ist, dass sie eines

beschränkten Arbeiterverbandes den ruhigen und ausschliesslichen Besitz einer besonders eintraeglichen oder angenehmen Arbeit sichern sollen. Das andere ist, dass sie der Gesamtheit des Proletariates schädlich sind, welches durch die Einschraenkung des Arbeitsmarktes oder durch den Preisaufschlag der Produkte geschaedigt werden Sie ziehen daher notwendigerweise einen heimlichen oder offenen Kampf unter den Proletariern nach sich, welcher die Folge eines offenbaren Interessenstreites ist.

Nun wird die einschraenkende Kampfweise ebenso durch die Erfahrung als durch die Arbeitersolidaritaet verurteilt. Saemtliche Gewerbe welche ihre alten Vorrechte durch solche Mittel haben aufrecht erhalten wollen, sind besiegt worden, oder stehen vor der Niederlage. Man widersetzt sich nicht ohne weiteres der noetigen Umgestaltung der Produktionsweise und man kann sich auch nicht ungestraft seiner Klasse vereinzelt oder feindlich gegenueber stellen. Uebrigens ist es von Interesse, nebenbei festzustellen, dass diese selbstsüchtigen Kampfmittel nicht von der Arbeiterschaft erfunden worden sind, und dass die rueckschrittlichen Vereinigungen lediglich den Ueberlieferungen folgen, welche ihnen von den buergerlichen Zünften des Mittelalters vererbt worden sind.

In absolutem Gegensatze zu diesen Ueberbleibseln, diesen Erbstuecken der herrschenden Klasse — befinden sich die generalen Vorschriften, deren Aufstellung die Gewerkschaften immer mehr ihre Taetigkeit widmen. Die Webb zaehlen darunter das Lohn-Minimum, den Normalarbeitstag, gewisse Vorsichts- und Gesundheitsmassregeln. Man koennte noch die Abschaffung der Geldstrafen und das Recht des Gewerkschaft hinzufuegen, bei den Atelier-Vorschriften zu interveniren. Die Forderung dieser generalen Vorschriften schafft unter den Gewerben niemals unueberwindliche, noch dauernde Meinungsverschiedenheiten. Wenn ein Gewerbe eine solche Regel schaffen koennte, so folgt daraus keine Schaedigung irgend eines anderen Gewerbes, im Gegenteile, sie haben eine Moeglichkeit gewonnen, dieselbe auch ihrerseits zu

schaffen. Hier koennen sich daher alle Arbeiter zu vereintem Handeln zusammenschaaren. Die Gemeinschaft des Zweckes begründet diejenige der Anstrengung.

Indessen behalten die Hauptnormen eine bestimmende Richtung, um für alle Kategorien von Arbeitern dieselben zu werden. So wurde allenthalben der Achtstundentag die Parole der Proletarier. Unmittelbar beauspruchen alle Gewerkschaften ihn nicht von den Arbeitsgebern, viele sind erst so weit, einen Arbeitstag von 9, 10, ja 11 Stunden zu erzielen, aber jener wird allgemein als Normalarbeitstag betrachtet und man ist entschlossen dereinst dafür einzutreten. Der erforderte Minimallohn ist erheblich verschieden für die besonderen Fache, und dennoch auch hier ein offenkundiges Streben nach einheitlicher Forderung, die- einer gemäss dem Preise der Waaren und der Bemessung des seitens des Gesamtproletariates erforderten Unterhalts festzusetzenden nationalen Minimalnorme.

Der Syndicalismus zieht somit heute die grossen Linien eines Klassenprogrammes und seine Taetigkeit ist in dem Masse fruchtbringend, als er bestrebt ist, dieses Programm zu realisieren, so wie er egoistisch bleibt, wird er ohnmachtig.

Der gewerkschaftliche Kampf muss ein Klassenkampf sein, sonst bleibt er unfruchtbar.

III.

An diesem Punkte meiner Darlegungen, tritt eine Sache klar hervor : die moderne Gewerkschaft hat nur dann Existenzberechtigung, wenn sie sich auf das Gebiet des Klassenkampfes begibt. Mit anderen Worten, es muss sozialistisch wirken.

Vergebens wuerde man behaupten, dass diese beiden Ausdrücke nicht gleichbedeutend seien. Gibt es denn zwei Klassenkämpfe, wollte man etwa behaupten, dass die Taetigkeit des Sozialismus in einen Klassenkampf schlechtweg und in einen politischen Klassenkampf zerfaellt ? Eine solche Unterscheidung haette die Verfasser des Kommunistischen

Manifestes nicht wenig ueberrascht, welche es mit Recht als eine klare Evidenz ansahen, dass jeder Klassenkampf notwendigerweise politisch sein muesse. Es hiesse den Sozialismus erbaermlich schwaechen, wenn man in ihm nur eine Schule oder eine Kapelle erblicken wollte. Er ist die bewusste Anstrengung des Proletariats zwecks der Entwickelung seiner Macht als Klasse. Und in dem Augenblicke, da die Gewerkschaften in diesem Sinne taetig sind, sind sie notwendigerweise sozialistisch

Im Grunde genommen, ist diess wohl auch die Ansicht derjenigen Genossen, welche für die gewerkschaftliche Neutralität sprechen.

Aber sie ziehen es vor, dass die Gewerkschaften sozialistisch seien, ohne es zu wissen. Sie sagen, die taegliche sozialistische Taetigkeit werde die Mitglieder aufklaeren, viel besser denn irgendwelche Erklaerung oder Vorfuehrung der Grundsaetze, und die Mitglieder, welche glauben nur die Erringung einiger unmittelbarer Vorteile zu verfolgen, werden allmählig ihren Geist viel weiteren Auffassungen auftun. So soll der gewerbliche Verband, ohne sich fuer oder gegen eine Lehre auszusprechen, einzig und allein durch die Erfahrung, welche sie bietet, zum grossen Werbeplatze der sozialistischen Partei werden.

Zugegeben, die Schule der Erfahrung ist gewiss die beste von allen und sie ist die schliesslich stets, in der sich das Proletariat heranbildet. Aber man muss den Leuten behiflich sein, aus den Tatsachen die Lehren zu ziehen, welche daraus folgen. Es wäre wohl eine sehr schlechte Art und Weise, Unterricht in der Naturwissenschaft so zu geben, dass man den Schueler ohne Lehrer und Buecher in einem Laboratorium sich selbst uberlaesst. Und um selbst durch Erfahrung die Gesetze der Schwere zu lernen, ist es nicht gerade ganz ohne Nutzen, in die Lehren von Galilei und Newton eingeweiht zu zein.

Wenn jeder Proletarier aus sich selbst heraus und ohne die Hilfe einer methodischen Propaganda, den Wert des

Klassenkampfes kennen lernen müsste, so wuerde er sehr Gefahr laufen, diese wertwolle Kenntnis erst zu spaet und zu seinem Schaden zu erlangen. Es heisst das Funktionieren einer modernen Fabrik schlecht beurteilen, wenn man glaubt, dass das Interesse aller dort Arbeitenden stets und sofort solidarisch erscheint. Die Webb zaehlen die verschiedenen Arbeiter-Kategorien auf, welche in einer grossen Baumwollspinnerei beschäftigt sind, untersuchen ihre verschiedenen wirtschaftlichen Konditionen, so wie die verschiedenen Lagen, in denen sie sich gegenueber ihrem Arbeitgeber befinden, und schliessen daraus auf die Unmoeglichkeit, sie in eine einheitliche Organisation mit gemeinsamen Endzwecken zu bringen. Wenn auch ihre Vordersaetze richtig sind, so sind aber ihre Schlussfolgerungen falsch. Denn in verschiedenen Laendern, und insbesondere in Deutschland, bestehen einheitliche Verbände ganzer Industrien.

Warum? Weil in Deutschland die sozialistische Propaganda der gewerkschaftlichen Bewegung voraus gegangen ist, die Arbeiter an die Wahrung ihrer gemeinsamen Interessen gewöhnt hat, selbst wenn dieselben in den Einzelnheiten den äusseren Schein der Widersprüche annehmen. Waehrend es in England, nach einem Jahrhundert von reinem Syndikalismus, nicht moeglich war, die bestehenden fünf oder sechs Baumwollspinnerverbände in ein einziges aufgehen zu lassen, und die « Amalgamated Society of Engineers » in fast allen Zweigen der Metallindustrie Konkurrenz-unions begegnet, besitzt Deutschland eine einzige Verbindung der Textilindustrie. Es ist endlich der deutsche Sozialismus, welchem die Verbindung der Gewerkschaften ihren festen Zusammenhang und ihre glaenzende Siege verdankt.

Wären die Mitglieder nicht auf solche Weise herangebildet worden, hätte man dann den Partikularismus der Gewerkschaften so leicht zurueckdraengen und seine einschraenkenden Massregeln, deren traurige Folgen wir soeben festgestellt, herabdruecken koennen ? Das brutale Interesse, die Vorurteile, kurzsichtiger Eigennutz, ueben

jederzeit auf die Menschen aller Klassen einen grossen Einfluss aus, und alle diese finsteren Maechte sind unablaessig bestrebt die Gewerkschaften zu den alten Irrtuemern zurueckzu fuehren. Wenn die Arbeit nicht geht, sieht man mit Mismut einen neuen Ankoemmling, einen fremden, der an dem bischen Arbeit Teil nimmt, welcher vorhanden ist, und die Versuchung, ihn durch alle moeglichen Mittel zu verdraengen ist sehr stark. Wenn eine Maschine einen Arm abgeschnitten hat, geht die erste, sehr natuerliche Bewegung dahin, sich ihrer Verwendung zu widersetzen und es bedarf einer starken Dosis von Vernunft, Kaltbluetigkeit, Solidaritaet, einer sehr klaren Erfassung des sozialen Problems um blos zu den wirksamen, aber indirekten und weitsichtigen Mitteln zu greifen, welche die moderne Kampfweise diktiert. Wo wuerde dann der Proletarier diese Seelenstaerke schoepfen, wenn nicht in einem festwurzelndenGlauben an die Befreiung seiner Klasse, in einer starken sozialistischen Ueberzeugung ?

Und ist es beim Streikenden, den wir kurz vorher sich in einen heftigen Kampf haben begeben sehen, dessen Fruechte seiner Klasse, und nicht ihm zufallen werden, die Sorge um die kleinen taeglichen Vorteile, welche ihm Kraft geben, mit einem Tagelohne eine Woche lang sein Auskommen zu finden, jede wie immer geartete Arbeit anzunehmen und eher auszuwandern, als nachzugeben ?

Wuerde der Arbeiter ueberhaupt auch nur ein treues Mitglied des Verbandes bleiben, wenn in ihm nicht das Bewusstsein der Gemeinschaft seiner Klasse, schon wach geworden waere ? Fuer die grosse Mehrheit der Proletarier ist der Kampf gegen den Arbeitgeber hart und gefaehrlich. Er muss dabei sein Geld und oft sogar seine Sicherheit opfern, sich die Entlassung, kurz tausend Gefahren aussetzen. Wird man von ihm die noetige Disziplin und den Opfermut verlangen, wenn man ihm nur die ungewisse Moeglichkeit zeigt, seinen geringen Lohn um einige Pfennige zu erhoehen ? Diese Lockung wuerde fuer einige Gewerbe, oder besondere Distrikte genuegen, wo der Kampf unter besonders guensti-

gen Bedingungen auftritt und wo ein leichter Sieg gewiss ist. Vielleicht wird sie auch waehrend der Zeit besonders hoher Prosperitaet genuegen, wenn die Gefahren weniger zahlreich sind, und der Lohn reichlicher Aber leider dauern die Perioden des Gedeihens nicht, die Marktlage unterliegt dem Wechsel und ein Gewerbe, welches heute bevorzugt wird, ist es morgen nicht mehr. Werden dann die Verbände die Kleinprofitsucher festhalten koennen? Diejenigen welche fuer 10 Pfennige Gewinn zum Arbeiterheere stossen, werden dasselbe gewiss wieder verlassen, wenn dabei 15 Pfennige zu verlieren sind. Jene aber, welche kaempfen um ihre Klasse zu befreien, werden auch in schwierigen Zeiten treu zu den Fahnen halten. Seit Langem arbeitet man im Schosse der Verbände mit unablaessiger Zaehigkeit an der Erhoehung der Beitraege, um die Kassen zu fuellen. Man hat tausendfaeltig Recht, denn das Geld ist der Nerv eines jeden Krieges. Aber der Wert des Mannes ist seine Seele. Ein Heer muss gute Waffen und reichliche Munition besitzen, noch mehr aber entschlossene und begeisterte Streiter. Die geistreichste Organisation, die vollkommensten Werkzeuge, werden niemals den Mut noch die Opferwilligkeit ersetzen.

Diese Wahrheiten bestaetigen sich in allen Kaempfen der Menschen, aber sie gelten noch viel mehr fuer die Kaempfe der Gewerkschaften. Kein Verband, selbst nicht das maechtigste, kann die Lohnherrn einzig durch die Macht seines Reichthums besiegen; denn wenn ihm selbst Millionen zur Verfuegung staenden, so wird es den Herrn moeglich sein, ihm zehnfach Millionen entgegen zu stellen. Die groesste Staerke liegt in der Willigkeit der Mitglieder, fuer die Sache aller, im Notfalle, eher das Elend zu ertragen, in der Begeisterung, welche ihnen das erhabene Ideal einfloesst, fuer welches sie kämpfen.

Sozialistischer Ueberzeugung sein ist fuer den Arbeiter keineswegs ein Luxus, wie die Sonntagskleider, welche er an Feiertagen anzieht, um spazieren zu gehen und damit zu prunken. Sie gleichen dem Arbeitskleide, von dem er sich

nicht trennt und die ihm fuer die harte taegliche Arbeit unerlaesslich sind.

* * *

An dieser Stelle muss ich mit einer Formel beschaeftigen, welche seit einigen Jahren sehr in Schwung gekommen ist. Die Gewerkschaften — heisst es — sollen Interessen- und nicht Meinungsverbindungen sein,

Wenn darunter verstanden werden soll, dass es zum Eintritte in eine Gewerkschaft genuegen soll, wenn man Arbeiter ist, dass es nicht noetig sei, irgend ein Glaubensbekenntnis abzulegen, so bin ich vollkommen damit einverstanden. Es hiesse den Standpunkt der Verteidiger des sozialistischen Syndikalismus gewaltig verkennen, wenn man glauben wuerde, dass sie den Eintritt in die gewerblichen Verbände von einer Pruefung abhaengig machen und nur jene zulassen moechten, welche einen genuegend orthodoxen Sozialismus an den Tag gelegt haben. Sie wollen sich nur als eine mit Bewusstsein erfuellte Minderheit von den grossen Arbeiterverbänden lossagen, welche noch ohne Klarheit und ohne allgemeinen Gedanken im Kampfe stehen. Diese Minderheit muss es verstehen sich der Klassendisziplin zu fuegen, welche sie predigt, und sie wird im Schosse der Unions selbst daran arbeiten, die Einzelnen aufzuklaeren und die gemeinsame Aktion in die Bahn des Klassenkampfes zu leiten. Wenn aber dieses Ziel erreicht ist, warum es verheimlichen, warum wuerden die Verbände nicht laut verkuenden, was zur Wirklichkeit geworden, naemlich dass sie sozialistische Schoepfungen sind sowohl nach ihrer Inspiration als auch nach ihrer Kampfweise und Idee? Diese Erklaerung bildet natuerlich kein Hinderniss fuer den Eintritt Aller Wir verlangen, dass man alle jenen zulasse, welche im guten Glauben verlangen werden, Schulter an Schulter mit den Bruedern ihrer Klasse kaempfen und dass man nur die Stoerenfriede und Verraeter ausschliesse. Es handelt sich nicht darum zu verlan-

gen, dass die sozialistische Erziehung der Mitglieder zum Voraus schon gemacht sei, sondern darum, an derselben offen und freimuetig durch Wort und Tat zu arbeiten So verstehen es alle diejenigen, welche den sozialistischen Syndikalismus verteidigen. Kautsky, welcher schon so lange dafuer eintritt, dass die deutschen Gewerkschaften nicht zur Neutralitaet uebertreten,schreibt hierueber folgendes : « Wenn der Verteidiger der Neutralisirung der Gewerkschaffen nur verlangen wuerden, dass dieselben allen Arbeitern des Gewerbes, ohne Ruecksicht auf ihre politische oder religiöse Ueberzeugung offen stehen sollten, wuerde man sich sofort einigen koennen. Aber dann haette man in diesen sozialistischen Gewerkschaften, welche sich zu allen Zeiten von den christlichen und liberalen Verbänden dadurch unterschieden haben, dass sie von ihren Mitgliedern keinerlei politisches oder religiöses Glaubens-Bekenntnis verlangt haben,keine neuen Grundsaetze getragen. » (1)

Diesen Standpunkt haben meines Wissens auch die sozialischen Gewerkschaften der anderen Laender eingenommen. Ein Beispiel in Belgien aus ganz neuester Zeit zeigt dies deutlich. Es war juengst in Bruessel eine provinziale Wahl. Dem radikalen Kandidaten trat ein Arbeiter entgegen, welcher unter dem Banner der « Christene Volkspartij (christliche Volkspartei) kaempfte, welche gewoehnlich die Partei der wilden christlichen Demokraten genannt wird. Dieser Kandidat war nun Mitglied der sozialistischen Gewerkschaft der Lithographie. Niemand hat ihm seine Haltung zum Vorwurf gemacht, oder dachte daran, ihn zum Wechsel seiner Ueberzeugungen zu verhalten. Nur hoffen wir, dass einige Jahre Arbeiterkampfes zu seiner Bekehrung fuehren werden.

Die sozialistische Gewerkschaft ist demnach wesentlich eine Interessen-Verbindung, welche alle jene ruft, die als Arbei-

(1) KARL KAUTSKY. *Politique et Syndicat*, traduit de l'Allemand par Camille Polak, Paris Giard et Brière, 1903, p. 19.

ter gleichartige Interessen haben, und ihre Pforten weit auftut. Es ist aber gleichzeitig eine Vereinigung der Anschauungen und als solche hat es, als Körperschaft eine Meinung, ohne dieselbe jedem seiner Mitglieder aufdrängen zu wollen. Es handelt nach den Grundsätzen, deren Werth ihm durch die proletarische Erfahrung dargetan worden ist, und welche die sozialistischen sind. Es stellt seine Macht in den Dienst seiner Grundsätze und ist bemueht dieselben auszubreiten, nochmals gesagt, nicht als unantastbare Dogmen, sondern als das der Verbesserung fähige Ergebnis des proletarischen Denkens. Jedes Mitglied der Gewerkschaften behält das Recht, die Meinung der Mehrheit zu besprechen und, im Notfalle, zu modifizieren.

Die sozialistische Gewerkschaft ist demnach tolerant, ohne meinungslos zu sein. Sie steht der Prüfung offen, will sich aber nicht ganz von allen Doktrinen lossagen, weil sie der Ansicht ist, dass zum Handeln auch Denken erforderlich sei, und dass man von allgemeinen Grundsätzen geleitet werden muss, wenn man ein so wichtiges und erhabenes Ziel verfolgt, wie dies die Befreiung der Arbeiterklasse ist. Der Gegensatz, den man zwischen Interessen- und Meinungsverbindungen aufstellen möchte, ist im Grunde genommen ebenso nichtig wie der längst veraltete Gegensatz zwischen Gedanken und Tat.

Die ganz aussergeistige Verbindung aller Arbeiter könnte nichts anderes bedeuten, als eine Verbindung im Stumpfsinn und in der Unbeweglichkeit. Wenn sie aber durch ein hohes Ideal beherscht ist, so wird der Verband tätig, fruchtbar und dauerhaft. Die Gewerkschaften müssen sozialistisch sein, um die Arbeiter besser zu vereinigen.

* * *

Ich hatte schon die Gelegenheit wahrzunehmen, dass der «Neutralismus» vieler unserer Freunde einfach nur scheinbar ist. Sie lassen ganz wohl zu, dass die sozialistische Gewerk-

schaft ihre Mitglieder erziehe, und wären selbst untröstlich, wenn sie dies nicht tun würde. Als Beweis hierfür möge die folgende Stelle eines Zusatz-Antrages von Kautsky dienen, welches auf dem letzten Mannheimer Parteitage von allen deutschen Neutralisten angenommen worden ist : « *Um aber jene Einheitlichkeit des Denkens und Handelns von Partei und Gewerkschaft zu sichern, die ein unentbehrliches Erfordernis für den siegreichen Fortgang des proletarischen Klassenkampfes bildet, ist es unbedingt notwendig dass die Gewerkschaftliche Bewegung von dem Geiste der Sozialdemokratie erfüllt werde* ».

Aber sie wollten dass man von der Sache sprechen möge ohne sie beim Namen zu nennen. Ich traue dieser zu geschickten Propaganda ganz und gar nicht. Die Worte haben ihre Bedeutung, und wenn man den Ausdruck verwirrt, so verdunkelt man schliesslich den Gedanken. Ich wünsche, dass man das Ding beim rechten Namen nenne und die Freimütigkeit hat auf dem Gebiete der Propaganda noch weit mehr unleugbaren Wert, als auf jedem andern. Durch die Weglassung des Wortes « Sozialismus » ist man gezwungen, sich des Nachweises der Notwendigkeit der Einheit im Denken und Handeln zwischen Partei und Gewerkschaft zu enthalten, von der man indessen überzeugt ist. Dies bleibt gewissermassen das Geheimnis der Leitung, die Masse wird an ein Ziel geführt, welches man ihr nicht klar enthüllt. Es wäre zu beklagen, denn diese esoterischen Umgänge auch in unsere Bewegung Eingang fänden. Wir dürfen nicht vergessen, dass die Befreiung der Arbeiter deren eigenes und nicht das Werk einer kleinen Freimaurergesellschaft von Eingeweihten sein wird.

Welche Nutzen soll es bieten, wenn man von Sozialismus nur im Umschweifungen redet, wie die braven Leute vom Teufel? Man will — heisst es — die Arbeiter nicht erschrecken, welche die bürgerlichen Vorurteile noch nicht abgelegt haben, und andererseits den Lohnherrn nicht einen Beweggrund

mehr zur Bekämpfung der Verbindungen geben, welche sie ohnehin mit scheelen Augen ansieht.

Jene, welche es für genügend halten, den Gewerkschaften nur das sozialistische Aushängeschild abzunehmen, um die Feindseligkeit der Kapitalisten zu schmälern, setzen bei ihren Gegnern eine Naivität voraus, die sie nie gezeigt haben. Nicht nur das Wort ist es was die Lohnherrn fürchten, sondern vor allem die ganze Klasse. Wenn sich der Verband bei den Lohnherren in Gunst setzen oder dieselben doch nur mehr oder weniger indifferent erhalten will, so muss sie in *Wirklichkeit* neutral sein, d.h. sich ausschliesslich auf die Verteidigung ihrer gewerblichen Interessen beschränken und unmittelbare und *vernünftige* Verbesserungen fordern ; sie darf keinen Klassenhass gegen die Arbeitgeber hegen. Alles dies würde sie bald dahin bringen, deren mehr oder weniger bewusste Verbündete zu werden. Nur um diesen Preis wird man sie in Ruhe lassen. Aber sie wird dann ohnmächtig geworden sein.

Wenn sie aber im Gegenteile eine wirkliche Macht bewahren will, wo muss sie sich wohl auf den Gebiete des Klassen-Kampfes erhalten, die Gemeinschaft mit den Genossen der andern Gewerbe pflegen, an allen grossen Massenbewegungen des Proletariats teilnehmen; anstatt den Lockungen des Lohnherrn, des Geistlichen oder Woltäters nachzugeben, muss sie eine streitbare Verbindung bleiben und ihren Mitgliedern kraftvoll den Geist des Kampfes gegen das ganze kapitalistische System einflössen. Und wenn sie wirklich so — abgesehen vom Namen — eine sozialistische Gewerkschaft geworden sein wird, glaubt man, dass der Arbeitgeber, der Pfarrer und der Philantrop darauf verzichten werden, sie zu bekämpfen, weil sie sich hinter einem falschen Namen versteckt hat. Der Wolf im Schafspelze konnte die unschuldigen Lämmer täuschen, aber der emanzipirte Arbeiter wird nie, selbst wenn er eine Kapuzinerkutte anhat, den fuchsschlauen Lohnherrn zu täuschen vermögen.

Hat nun die einfache Erklärung der Neutralität genügt,

um die Feindseeligkeit der Arbeitgeber zu beseitigen? In Deutschland, wo die Gewerkschaften offiziell neutral sind, richtet sich gegen dieselben der furchtbarste Verband der Arbeitgeber, der überhaupt besteht. In Belgien fiel eine der Arbeiterpartei nicht angeschlossene Gewerkschaft dem grössten Lock-out zum Opfer, der je im Lande vorfiel. Erfahrung und Vernunft stimmen über die Erfolglosigkeit dieser Vogel-Strauss-Politik überein. Die Kampfgewerkschaft findet hinter ihrem neutralistischen Aushängeschilde keinen besseren Versteck als der Strauss unter seinem Flügel.

Jene, welche glauben, dass die Gewerkschaften die Zahl ihrer Anhänger dadurch vermindern würden, dass sie stolz ihren Sozialismus bekennten, stellen nur eine Behauptung auf, welche den Tatsachen nicht entspricht. Im Nachstehenden geben wir uebrigens, nach dem letzten internationalen Berichte ueber die Gewerkschaftsbewegung, die Verhältniszahl der organisierten Arbeiterschaft der Industrie, des Handels und Verkehrs in jenen Ländern, bezüglich deren es möglich war, genaue Angaben zu erhalten.

Dänemark	49.11 %
England	26 %
Schweden.	24 %
Deutschland	23.93 %
Ungarn	15. 9 %
Oesterreich	13 %
Belgien -	9.51 %
Bulgarien	6 %
Norwegen	4.8 %

Dänemark, wo der sozialistische Charakter der Gewerkschaften so klar gekennzeichnet ist, steht an der Spitze. Schweden, wo die Gewerkschaften gleichfalls ihre Tendenzen offen bekennen, hält mit Deutschland gleichen Schritt. Oesterreich und Belgien halten allerdings keinen besonders guten Rang ein; aber dies beweisst nur, dass es für die Gewerkschaften nicht genügt, sozialistisch zu sein, um zu gedeihen, sowie dass

die gewerbliche Organisation in armen Ländern besonders schwierig ist. Oesterreich hat übrigens seit einigen Jahren noch merklichere Fortschritte gemacht als Deutschland. Der Wiener Distrikt mit seinen 321 tausend Arbeitern zählt 30 °/₀ organisierte. Und in Belgien selbst ist die organisierte Arbeiterarmee seit drei Jahren um 47 °/₀ vermehrt worden. Man begreift übrigens, dass die Proletarier, welche Mut genug besitzen, um sich in einen Kampf mit dem Kapitalisten einzulassen, vor einer Bezeichnung nicht zurückschrecken, welche besonders Sympathie bei der Arbeiterklasse erweckt.

* * *

Noch mehr als das Fernbleiben der Zaghaften, fürchten die Neutralisten deren abgesonderte Organisation unter dem Hirtenstabe des Kapitalismus. Und in der Tat gehört die Schaffung der christlichen, gelben, antisozialistischen und zahmen Gewerkschaften aller Art zu den fruchtbarsten Waffen, welche die Lohnherrn gegen die kämpfenden Verbände anwenden. Aber man wird dieser Klasse auch nicht durch ein einfaches Formopfer ausweichen können. Man hat ihr uebrigens nirgends ausweichen koennen, und es ist nicht abgesehen, dass man ihr sobald wird aus dem Wege gehen können.

Der Grundsatz der ganzen kapitalistischen Politik gegenüber dem Proletariate ist der, dasselbe unter seiner geistigen Vormundschaft zu erhalten und sein Gehirn mit dem ganzen alten bürgerlichen Ideenkrame vollzupropfen. Besonders heute, wo der Stand der sozialen Entwickelung den Herrn nicht mehr gestattet, die Arbeiterklasse vollständig von jeder sozialen Tätigkeit zurückzuhalten, wird diese Taktik zur Erhaltung der bestehenden Ordnung gebieterisch notwendig. Wenn die Arbeiter vom Koalitions- und Stimmrechte einstimmig und zu ihrem gemeinsamen Nutzen Gebrauch machen würden, so wäre die Herrschaft der Bourgeoisie sehr gefährdet. Sie wird daher ein für sie so vernichtendes Ereignis nur dann eintreten lassen, wenn es ihr ganz unmöglich geworden sein

wird, dasselbe zu vermeiden. Darin liegt der Grund, warum wir verurteilt sind, Arbeiterparteien zu haben, welche ebenso lange unterjocht bleiben werden, als der Kapitalismus irgend welchen moralischen Einfluss bewahren wird, und auch ebenso lange zahme Gewerkschaften zu sehen.

Man darf mir nicht etwa das Beispiel Englands entgegen halten, welches weder Gelbe noch Christliche oder Antisozialisten hat. Vor allem existieren solche Gewerkschaften tatsächlich in Grossbritannien. Sie bilden die *National Free Labour Association.* Allerdings ist ihre Macht sehr beschränkt. Dies aber nur deshalb, weil der Kapitalismus bisher für die Verteidigung seiner wesentlichen Grundsätze in den alten Generalstaben der Trade-unions genügende Unterstützung gefunden hat, welche Unions selbst mit konservativem Liberalismus durchtränkt sind. Wennn die Strömung anhält, welche heute diese mächtigen Verbande dazu traegt, ihre Haltung besonders zu betonen, um ihre Aktion wirkungsfähiger zu gestalten, so wird man wohl sehen, ob sich nicht die Organisation der Gelben und der Streikbrecher oder eine andere ähnliche Verbindung entwickelt.

Zum Mindesten erwiedern die Neutralisten, gestattet uns unser Vorgehen, auf die christlichen Gewerkschaften einzuwirken und dieselben allmählig dem Einflusse der Herren zu entziehen. Indem wir die Arbeiter, welche sich darin festspinnen liessen, nicht erschrecken, werden wir mit ihnen Verträge abschliessen und sie zu einer gemeinsamen Klassentätigkeit heranziehen können, und schliesslich aus ihnen gute Kämpfer für die Sache des Proletariates bilden Jedermann weiss, dass die deutschen Gewerkschafen ihre Neutralität besonders mit Rücksicht auf diese Verbände betont haben.

Ich will nicht leugnen, dass die Kartelle ihr gutes haben koennen. In gewissen Fällen, wenn das Arbeiterbewusstsein durch irgend ein grosses Ereignis heftig aufgerüttelt wird, kann es sich ereignen, dass den Mitgliedern der gelben Verbände dass Klassenbewusstsein plötzlich wach wird und sie unseren Reihen zuführt. Solche Bündnisse, welche durch

keinerlei Preisgebung der Prinzipien oder Kampfweise, erkauft werden, vollziehen sich übrigens auch anderswo, in den Ländern der sozialistischen Gewerkschaften. Aber ausser diesen kurzen Augenblicken wird eine gemeinsame Aktion sehr schwer sein. Es ist im allgemeinen viel leichter, die Genossen unter dem Joche zu überzeugen, indem man ihnen zeigt, welche Resultate man durch den Kampf erreicht, als sie zu einem Systemwechsel zu bewegen, bei dem sie etwas von dem ihrigen aufopfern sollen.

Zu welchen Ergebnissen ist man nun in Deutschland gelangt, seitdem man doch diese Vorsöhnungstaktik übt und sich neutral erklärt hat, um den Christlichen zu gefallen, welche ihren Verbänden einen streng sektären Character gaben. Das Wachstum der christlichen Verbänden war enorm. Von 139,770 im Jahre 1902 ist die Zahl ihrer Mitglieder 1903 auf 179,779 und 1905 auf 265,063 gestiegen. In der Schweiz, wo die Versöhnungspolitik noch weiter getrieben worden ist, waren deren Ergebnisse jammervoll. Man wird hierüber nach den folgenden Auszügen aus dem Aufsatze urteilen können, welchen der Genosse F. Thies, Sekretär der Verbindung der gewerblichen Gewerkschaftbewegung in den internationalen Berichten über die Gewerkschaftbewegung für 1904 niedergelegt hat.

« Um die Gewerkschaftsorganisation mehr zu fördern und allen Berufsarbeitern die Möglichkeit zu geben, ihren Fachorganisationen beizutreten, war eine Bewegung ins Leben gerufen worden für die Neutralität der Gewerkschaften. Als Vater dieser Bewegung ist der schweizerische Arbeitersekretär Greulich zu nennen.

Auf seine Initiative hin wurden auf dem Arbeitertag in Luzern im Jahre 1899 eine Anzahl Thesen angenommen, in welchen gesagt wird, dass die Gewerkschaftsorganisation in der Schweiz als solche politisch und religiös neutral sein müsse, unbeschadet der politischen und religiösen Gesinnung jedes einzelnen Gewerkschaftsmitgliedes, die es in anderen Vereinen zum Ausdruck bringen könne.

Auf dem Kongress des Gewerkschaftsbundes vom Jahre 1900 in Winterthur wurden auch die Statuten des Gewerkschaftsbundes in diesem Sinne revidiert.

Laut § 1 der neuen Bundesstatuten setzt sich der Gewerkschaftsbund zum Zweck, für seine Angehörigen das Recht der Mitwirkung bei Aufstellung des Arbeitsvertrages und der Arbeitsbedingungen zu erringen und auszuüben; ihre Lebenshaltung zu wahren und zu heben; ihre sittlichen Güter und ihr Menschenrecht zu verteidigen und zu mehren; sie in die Lage zu setzen, am wachsenden Retchtum der Gesellschaft gebührend teilzunehmen und als selbsttätiges Glied an der Weiterentwickelung der Gesellschaft zu arbeiten.

Zur Erreichung dieser Zwecke (§ 2) soll der Allgemeine Schweizer Gewerkschaftsbund alle gewerkschaftlichen und beruflichen Arbeiterorganisationen der Schweiz umfassen, um durch die Mittel zweckbewusster Zentralisation die Kraft der Verbände und Lokalvereine zu mehren und die Solidarität der ganzen Arbeiterklasse der Schweiz zu verwirklichen.

Die Hoffnungen, die sich an diese Neutralitätserklärung knüpften, haben sich nicht erfüllt. Der grösste Teil der Führer der christlichen, oder richtiger, katholischen Arbeitervereine hat nicht nur nicht für Eintritt ihrer Mitglieder; die Berufsarbeiter sind, in den Gewerkschaftsbund gewirkt, sondern im Gegenteil eine rege Propaganda entfaltet für Schaffung christlicher Gewerkschaften, besonders an Orten, wo unsere Gewerkschaften schon Fuss gefasst hatten. Die Neutralitätsfrage hat deshalb auch unter der schweizerischen Arbeiterschaft viel Staub aufgewirbelt. » (1)

Um die Bedeutung dieses letzten Absatzes wohl zu verstehen, müssen wir daran erinnern, dass die Gründung von neuen christlichdemokratischen Gewerkschaften unter Verletzung des gegebenen Versprechens erfolgt ist.

«...Immer mehr bricht sich deshalb auch bei uns die Erkennt-

---

(1) Zweiter Internatiohaler Bericht über die Gewerksehafts bewehung 1904 Berlin 1906, S. 114-115. Die letzten Zeilen sind vcn uns unterstrichen.

Bahn, dass die gewerkschaftliche und politische Arbeiterorganisation der Schweiz Hand in Hand arbeiten muss. Und diese Erkenntnis zeigt sich in der praktischen Betätigung, indem auch unsere Gewerkschaften es nicht versäumen, in Gemeinschaft mit der politischen Partei der Sozialpolitik, dem Ausbau der Arbeiterschutzgesetzgebung ihr Augenmerk zuzuwenden, und dafür zu wirken, dass in die gesetzgebenden Körperschaften Vertreter der arbeitenden Klasse gewählt werden ». (1)

Endlich wollen wir noch die folgenden paar Zeilen des Berichtes für 1905 anführen :

« Nach Angaben, deren Richtigkeit wir nicht garantieren können, soll er (der Verband christlich-sozialer Arbeiterorganisationen) ca. 20,000 Mitglieder zählen ; es bestehen Gewerkschaften in 7 Branchen, Holzarbeiter 16, Metallarbeiter 20, Textilarbeiter 14, Bauarbeiter 3, städtische Arbeiter 2; Ortskartelle bestehen in 10 Orten.

Diese Zahlen sprechen eine deutliche Sprache für diejenigen, welche sich vor 6—8 Jahren von der Neutralität der Gewerkschaften so Grosses versprachen ». (2)

Es ist zu hoffen, dass sie auch jene zum Nachdenken bringen werden, welche diese Neutralität ausserhalb der Schweiz predigen.

IV.

Die Resultate, welche die Gewerkschaften durch Verheimlichung ihrer wahren Farben glauben erlangen zu können,sind daher sehr schwach, und bei näherem Zuzehen ganz und gar illusorisch. Es bleiben nur die gewissen Uebelstände : der Zweck wird weniger klar wahrgenommen, das Prinzip der Tätigkeit wird schwankend und wirr ; endlich läuft man Gefahr eine wahre Gleichgiltigkeit gegen alle Lehren eingeprägt zu finden, welche erniedrigend und lähmend wirkt.

---

(1) Ebd. S. III, a. u. b.

(2) Dritter Internationaler Bericht über die Gewerkschaftsbewegung. S. 120.

Aber noch ein entscheidenderer Einspruch lässt sich gegen diese Taktik erheben, nämlich der, dass sie mit den allerjüngsten Funktionen der gewerblichen Verbände unvereinbar ist, welche nicht die am wenigsten wichtgen sind. Diese zerreissen allerorts die neutralische Maske, wie die folgende Untersuchung ergeben wird.

*
* *

Es gibt heute keine grosse Gewerkschaften mehr, die sich nicht für die Votierung gewisser Gesetze interessieren würden. Die Trade-Unions hatten, lange vor Schaffung des *Labour Representation Committee* ein Organ, « das parlamentarische Komitee, durch welches sie ihren Einfluss auf die Gesetzgebung ausübten. Die französischen Gewerkschaften handeln, trotz der Missachtung, welche sie gegen alles an den Tag legen, was den Parlamentarismus betrifft, beständig in dem Sinne, die Votierung gewisser Massregeln zu bestimmen, oder diejenige anderer zu verhindern. Nach der grossen Bewegung des 1. Mai 1906 schrieb die *Voix du Peuple*, ihr offizielles Organ, dass die Abstimmung über die Sonntagsruhe das bedeutendste Ergebnis dieser kraftvollen Aktion gewesen sei. Die deutschen Gewerkschaften machen die Verbesserung der Arbeiter-Gesetzgebung zu einem der offiziellen Gegenstände ihrer Tätigkeit und auch die American Federation of Labor hat ihrerseits ihr parlamentarisches Programm. Es bedarf keiner besonderen Erwähnung, dass die Gewerkschaften, welche sich zum Sozialismus bekennen, ebenfalls eine ausserordentliche Wichtigkeit auf die Abänderung unserer Gesetze legen.

Eine solche Einstimmigkeit, ungeachtet der tiefgreifenden Unterschiede zwischen den einzelnen Lehren und Methoden, beweist, dass wir hier einer der wahrhaft allgemeinen und wesentlichen Eigenschaften der zeitgenössischen gewerkschaftlichen Aktion gegenüberstehen. Es war übrigens gewiss, dass die gewerblichen Verbindungen, in dem Augenblicke, da

sie dazu gelangten, Forderungen, welche dem ganzen Proletariate gemeinsam sind, zu verteidigen — und wir wissen, dass dies mehr deutlicher Endzweck ist — auch daran denken müssten, ihnen die Weihe und Stetigkeit zu verleihen, welche in der heutigen Gesellschaft einzig nur ein Gesetz gewähren kann.

Es wäre aber sehr irrig zu glauben, dass die Bestrebungen der Gewerkschaften bezüglich dieses Gegenstandes sich auf das übrigens unbestimmte und ungenügend umschriebene Gebiet der Arbeitsgesetzgebung beschränken. Das Verbot des Koalitionsrechtes hat sie ganz besonders mit fast allen Abschnitten unserer Gesetzbücher bekannt gemacht und es ist bekannt, wie erbittert dieser Kampf seit einigen Jahren geworden ist. Jetzt, da die Arbeiterklasse lernt, von der Vereinigung und dem Streike einen vernünftigen Gebrauch zu machen, verteidigt der Kapitalismus sein Leben, indem er es durch tausenderlei indirekte und heuchlerische Massregeln versucht, deren Uebung zu beeinträchtigen und deren Wert zu schwächen.

In den Vereinigten Staaten besteht der skandalöse Misbrauch der Spezialvorschrift, welcher in Wirklichkeit nur durch eine tiefgehende Reform der gerichtlichen Organisation und des Strafverfahrens abgeholfen werden könnte. In England hat ein neueres Gezetz die neue Rechtsprechung der Lordkammer, welche einige der verwickeltsten Parteien des auch sonst so verwickelten englischen Rechtes anbelangt, anscheinend nur provisorisch verbessert.

In Frankreich hält die ganze Herde der Bourgeoisie unter der Führung Briand's die Disziplinarstatuten der Beamten dem Rechte der Arbeiter, sich frei zu vereinigen, entgegen. In Holland verbietet das Gesetz auf Grund noch ganz anderer Prinzipien den Eisenbahnstreik. In Belgien besteht der Artikel 310, verschärft durch eine Reihe skandalöser Richtersprüche, neben alten Polizerverordnungen aus dem Kaiserreiche, deren eigentlicher Sinn verdreht wird, um die Arbeiter gegen ihren Willen zum Verbleiben bei der Arbeit zu nötigen.

In Deutschland gibt es den vergoldeten Maulkorb. Diese Liste könnte noch lange fortgezetzt werden, ehe sie vollständig wird. Dazu kommen noch alle sogenannten fortschrittlichen Gesetzesvorlagen, welche dem Arbeiter an Stelle des Streikrechtes den obligatorischen Schiedsspruch und für die Möglichkeit, sich in völliger Unabhängigkeit zu verbinden, die gesetzliche Einreichung bieten Selbst die leidenschaftlichsten Gegner der Politik in den Verbänden werden nicht glauben, dass man den Kampf gegen diese Massregeln aufgeben solle, welche auf tausend verschiedenen Wegen zu demselben perfiden Ziele führen. Dieses Mal hat das Gesetz die Offensive ergriffen. Die Gewerkschaftler dachten vielleicht daran, es in Ruhe zu lassen, aber es hat nicht Gleiches mit Gleichem vergelten wollen. Es war daher wohl notwendig, dass sie es unternehmen, das Gesetz von den verschiedenen Feinden zu reinigen, die sich dort festgesetzt haben.

*
* *

Aber auch noch viele andere Erwägungen haben kürzlich die Gewerkschaften zum Entschlusse gebracht, den Kreis ihrer gesetzgeberischen Fürsorge zu erweitern. Sie interessieren sich für den Betrieb der öffentlichen Arbeiten, die Regelung der Steuern, welche von Proletariern bezahlt und im Interesse der Herrschenden verwendet werden ; für die Zolltarife, welche den Arbeitsmarkt umstürzen und das Mass der Lebensbedingungen gründlich ändern können Sie interssieren sich für den gewerblichen Unterricht, und in natürlicher Folge für das ganze System des öffentlichen Unterrichtes, an der Zuzammensetzung des Heeres, deren ganze Last von ihnen getragen und welche auf den Markt, auf den Geldumlauf, die Lokalisation der Industrie und auf den Ueberfluss an Arbeitskraft zurückwirkt, endlich für die äussere Politik mit ihren tausend wirtschaflichen Rückschlägen.

Beschäftigungen dieser Art wären bei den kleinen Gewerkschaftsversammlungen von einst, bei irgend einer armen

Schneider-oder Maurer-Kammer lächerlich erschienen. Diese hatten eine vollständig begrenzte und eingeschränkte Aufgabe. Um die Löhne zu erhöhen, mussten sie sich an bestimmte und bekannte Personen wenden, und wenn sie sich zufällig an das Parlament wenden mussten, wie es die ersten englischen Unions gewöhnlich taten, so geschah dies, um ein ganz besonderes Reglement für ihr Gewerbe, und manchmal selbst nur für ihre Gegend, zu erhalten. Aber dieselben Gründe, welche den Ortsverbänden durch die nationale Gewerkschaft, und die ausschliesslich gewerbliche Aktion durch die Vereinigung der Gewerbe haben ersetzen lassen, haben die Arbeiter dazu gebracht, über die Mauern ihrer Fabrik zu blicken. Die Erzeugung nimmt mehr und mehr einen sozialen Charakter an, jede Privatunternehmung ist täglich mehr und mehr in ein Netz von Einrichtungen und Diensten eingeschlossen, von denen sie abhängt, und welche alle einen mehr oder weniger öffentlichen Charkter haben, in gewissem Masse vom Staate und dem Gesetze abhängen : als Eisenbahnen, Kanäle, Häfen, Schiffahrt, Posten, Telegraphen, Märkte, Wechselverkehr, Kredit, Banken, Handelsauskünfte, Auskünfte technischer oder statistischer Art, gewerblicher Unterricht, Versicherungen aller Art, Abgabe von Licht oder Maschimenkraft. Bei jedem Arbeitskonflikte tritt alles dies in einem gewissen Grade ein. Ein Streik, welcher über den Lohnherrn hätte siegen können, wird durch die Bank niedergeschlagen, welche den Arbeitsgebern einen unbeschränkten Kredit eröffnen wird. Eine Gewerbeschule kann zur Streikbrecherlieferantin werden.

Ein in der Fabrik eingetretener Unglücksfall wird durch eine dem Etablissement fremde Gesellschaft entschädigt, und die Gewerkschaft wird sich gegen ihre Habsucht auflehnen müssen. Bei all diesen Umständen und bei tausend anderen und ähnlichen wird sich die gesetzgeberische Aktion als die notwendige Verlängerung des direkten Kampfes für die Löhne aufdrägen.

Daher ist nicht eine einzige, auf die Programme der Sozia-

listen geschriebene gesetzgeberische Reform ohne gewerkschaftliches Interesse. Der englische Trade-unionistische Kongress hat sich mit der Home-rule-Frage beschäftigt, und die Ameriean Federation of Labor fordert das Stimmrecht für die Frauen. Vergebens hat man eine proletarische Geschäftspolitik umgrenzen wollen, aus der die Unions nicht heraustreten sollten. Sie treten aus ihr tatsächlich jedesmal heraus, mitgezogen durch die offenbare Verbindung, welche zwischen allen Formen des sozialen Lebens besteht. Was möchte man von dieser Geschäftspolitik ausschliessen, was schlägt nicht auf die Bedingungen der Arbeit zurück. Etwa die Geistespflege, den Fortschritt der Wissenschaften, das Aufblühen der Künste?

Aber alles diese beeinflusst die Produkte und die Löhne ganz unermesslich. Die fortgeschrittenen Neutralisten der belgischen Verbände erkennen dieses so wohl an, dass sie jüngst zu Gunsten des obligatorischen Unterrichtes manifestierten. Man darf aber ganz gewiss nicht die Verteidigung oder Eroberung des Stimmrechtes aller modernen Freiheiten ausschliessen wollen, für welche so viele Verbände schon in die schwersten Opfer gewilligt haben; denn diese sind für die Arbeiter von Lebenswichtigkeit. Ohne Freiheit, ohne menschliche Würde gibt es keine wahre Verbindung, keine Gewerkschaft. Es hiesse, sich von der gewerblichen Bewegung eine klägliche Vorstellung machen, wenn man dieselbe mit der Verdummung und Knechtschaft vereinbar glaubte.

Dies führt uns zu einer noch wichtigeren Wahrnehmung. Wenn die gewerbliche Organisation sich selbst ein gesetzgeberisches Programm gibt, welches sich ebenso weit erstreckt, als dasjenige des Sozialismus selbst, und damit identisch ist; wenn die Gesetze ihnen an derselben Stelle weh tun, so folgt daraus, dass ihr die ganze kapitalistische Ordnung im selben Grade feindlich ist, und dass sie dazu sich hingezogen fühlt, dieselbe in gleichem Masse zu bekämpfen. *Die gewerkschaftliche Bewegung, welche erst nur gegen die Lohnherren ge-*

richtet war, ist es jetzt gegen den bürgerlichen Staat und wider die ganze gegenwärtige soziale Ordnung.

* * *

Was wird bei alldem aus der Neutralität ? Die Verbindungen unterstützen in allen Punkten die Politik der Sozialistischen Partei und bekämpfen infolge dessen diejenige der entgegensetzten Parteien. Eine Partei stützen und wider ihre Gegener kämpfen, heisst meines Wissens, nicht neutral sein.

Man versucht es indessen den Schein zu wahren, indem man einen Kunstgriff anwendet, dessen Schlauheit seine äusserste Schwäche nur schlecht verbirgt. Gewiss, gibt man zu, die Forderungen der Gewerkschaften gehen oft zusammen mit denen des Sozialismus, aber die gewerkschaftlichen Vereine können indessen neutral bleiben und sich der *Parteipolitik* enthalten. Hiemit scheint man die Wahlpolitik zu meinen. Aber auch das können die Gewerkschaften nicht tun ohne sich selbst zu verstümmeln und auf die ihnen gewordene Sendung zu verzichten.

Ist es nicht im höchsten Grade belehrend, zu konstatieren, dass alle Verbände, welche sich nicht offen oder heimlich der sozialistischen Partei anschliessen, selbst gegen ihren Willen und im Widerspruche mit ihren teuersten Ueberlieferungen, aber durch die Logik der Dinge unwiderstehlich getrieben wurden, eine mehr oder minder vollkommene Wahlorganisation zu schaffen.

So die englischen Gewerkschaften, deren Lösungswort so lange, so beharrlich « no politics in the unions », gewesen, um welche doch 1900 mit sozialistischen Verbänden das « Labour representation committee » bilden, dessen Grundelemente sie sind. Der Zweck dieses « committee » wird in den Statuten also umschrieben : « Durch gemeinsames Vergehen die Wahl von Parlamentskandidaten zu sichern, welche von einer affilierten Gruppe ihres Bezirkes, gewählt und entschlossen sind, eine besondere Gruppe im Parlamente zu bilden, eine eigene Politik über die Arbeiterfragen zu haben, sich zu weigern,

mit irgend einer Fraktion der liberalen oder conservativen Partei zusammen zu gehen, und niemals einen Kandidaten zu bekämpfen, welcher vom Committee bezeichnet worden ist. Alle Kandidaten des Committee verpflichten sich, die Statuten der Gruppen und deren Entscheidungen über die Verwirklichung des Endzweckes der Statuten, zu befolgen, und sich bei den Wahlen ausschiesslich als Arbeiterkandidaten vorzustellen. » Dieses Committee, welches seit den glänzenden Erfolgen bei den letzten Wahlen eine wirkliche Arbeiterpartei geworden, zählt sogar mehr anhängende Verbände als die « General-Federation of Trade-Unions » (1), welche das eigentliche gewerkschaftliche Zentrum bildet. Dies lässt annehmen, dass ihnen die Wahlen jetzt mehr am Herzen liegen, als die intergewerbliche Aktion.

Auch die amerikanischen Gewerkschaften der grossen « Federation » haben ihre Wahlmaschinen, da sie den Kandidaten bestimmte Fragen vorlegen und eifrig dafür tätig sind, dass die Arbeiter ihre Stimmen nur Jenen geben, welche befriedigend darauf antworten.

Im Nachstehenden geben wir jene Fragen an, welche im Jahre 1904 den Kandidaten für die Staatgesetzgebung gestellt worden sind.

1. Frage. — Werden Sie, wann Sie gewählt werden, fur jene Kandidaten zum Bundes-Senate stimmen, welche schriftlich versprochen haben werden, das Regieren mit obrigkeitlichen Befehleinjonction (*) *abzuschaffen, ferner für den 8 Stunden-*

(1) Sie haben im Ganzen beiläufig 900.000 Anhänger (im Jahre 1905) gegen 501,299 für die Anhänger der « General federation of Trade-Unions ». Der Trade-Unions Kongress, auf dem man die politischen Fragen bespricht und die Arbeiter-Gesetzgebung zum Fortschreiten und zum Abschlusse zu bringen ohne aber an den Wahlen teilzunehmen, zählt 1.400,000 Unionisten. Viele Unionen, die wichtigsten und die fortschrittlichen hängen den 3 Organisationen an.

(*) Bekanntlich ist die « injonction » der Vorgang, durch welche die amerikanischen Richter vermeinen, die Streike brechen zu können.

tag bei den für Rechnung der Bundesregierung auszuführenden Arbeiten, ebenso für die Initiative und das beratende Bundes-Referendum, dessen Bestimmungen mit von uns hier formulierten — mit Ausnahme solcher Einzelheiten übereinstimmen, welche vom Gesetzgebungs-Comitee der American Federation of Labor *und der National Grange gebilligt werden könnten?*

2. Frage. — Werden Sie, wann Sie gewählt werden, dafür stimmen, dass man den Senatoren, welche Sie wählen werden, einen Auftrag, nämlich den erteilen solle, die vorerwähnten Massregeln zu votieren?

3. Frage. — Werden Sie, wann Sie gewählt werden, zur Erlassung eines Gesetzes mitwirken, auf Grund dessen fünf vom Hundert der Staatswähler — nach den Ziffern der letzten Gouvernor-Wahl berechnet — eine besondere Wahl für ein Referendum über den Antrag verlangen könne den Vertretern des Staates im Senate den Vereinigten Staaten ein Mandat zu erteilen, falls der eine von ihnen, oder beide sich den von der Gesetzgebung erteilten Mandate nicht fügen würde?

4. Frage. — Versprechen Sie, dass Sie für den Fall, als Sie gewählt werden zur Durchbringung eines Gesetzes mitwirken werden, welches die erforderlichen Bestimmungen zur Verifikation der Unterschriften der nationalen Petitionen regelt, sowie eines Gesetzes, dass man zu einem Referendum schreiten könne, wenn der Kongress ein solches beschlossen hat, und dessen Einzelheiten den hier beigefügten Bestimmungen entsprechen — dies unter dem Vorbehalte von Aenderungen im Einzelnen, welche von dem Gesetzgebungs-Comitee der A. F. of L. und der Nationale Grange zugelassen werden?

Man wird bemerken, dass sich alle diese Fragen auf das Referendum beziehen, daher vielmehr auf die politische Organisation als auf die Arbeitergesetzgebung. Uebrigens scheint dieser Vorgang der Wahlbefragungen, wie man es voraussehen könnte, nur Enttäuschungen ergeben zu haben. Er war naiv genug, die Kandidaten der bürgerlichen Kandidaten mit der Verteidigung der Interessen der Arbeiter zu betrauen. Daher spricht man heute von der direkten Teilnhame an den Wahlen,

und es ist sehr wahrscheinlich, dass die amerikanischen Gewerkschaften, sowie diejenigen Englands, bald ihre Arbeiter-Kandidaten haben werden.

Und man kann endlich auch ohne Widersprüche behaupten, dass sich die *Confédération du Travail* Frankreichs auf dem gleichen Wege befindet. Sie entsendet zu den öffentlichen Gewalten nocht nicht offizielle Machthaber, wohl aber schon halboffizielle Abgeordnete. Es ist bekannt, dass zahlreiche Kollegen einen grossen Teil ihrer Zeit in den Wandelgängen der Kammer und in den Bureaux der Minister verbringen, um den ihre Mitglieder interessirenden Massregeln zum Siege zu verhelfen.Die Gewerkschaften werden endlich wohl erkennen, dass es ihnen mehr Sicherheit gewähren würde, wenn ihre Vertrauensmänner im Sitzungssaale selbst, unter der Kontrolle aller und durch die Oeffentlichkeit sicher gemacht, handeln würden. Sie werden bemerken, dass die Sprechzimmer-Politik im Ganzen genommen weniger wert ist, als diejenige der Parlamente.

Wir wollen hoffen, dass sie an diesem Tage die Einigkeit der Arbeiter sichern werden, indem sie ihre Wahlbemühungen mit denen der Partei vereinigen werden.

* * *

Im Ganzen scheint es, dass die Gewerkschaften, dort wo sie nicht eine proletarische Partei finden, zu der sie Vertrauen haben können, sich schliesslich eine solche selbst schaffen, so unerlässlich notwendig ist ihnen eine solche unabhängige Tätigkeit der Arbeiter für die Verteidigung ihres geseztgeberischen Programms. Wenn anders die gewerblichen Verbindungen sozialistisch sind, so arbeiten sie zusammen mit den politischen Gruppen am Siege der Kandidaten ihrer Klasse und in Deutschland ist dies — ungeachtet der Neutralitäts-Erklärungen, auch nicht anders. Kautsky verrät uns in dieser Beziehung ein köstliches und höchst bezeichnendes

Detail. Die Gewerkschaft der Bergarbeiter war eine der ersten, welche das Banner der Neutralität erhoben hatte ; in der nämlichen Nummer seines offiziellen Blattes, wo man bestrebt war, diese Haltung zu rechtfertigen, ist der Leitartikel der Verteidigung der Kandidatur Sachse's gewidmet, welcher von der Partei für den Reichtag vorgeschlagen war. Natürlich empfahl man der Wahl der Arbeiter nicht den Sozialisten Sachse, sondern den Bergarbeiter Sachse, den Verteidiger der Arbeiter. Man muss zugeben, dass diese Unterscheidung sehr fein ist.

Die Unterstützung, welche die sozialistische und die scheinneutralen Gewerkschaften der Partei bei den Wahlen gewähren, kann nicht ganz bedingungslos, aus purer Sympathie und als Geschenk erfolgen. Unsere Verbände würden sonst schlechter daran sein als die Gewerkschaften, welche direkt in den Wahlkampf eingreifen und durch Männer vertreten sind, welche ihnen gegenüber bestimmte Verpflichtungen eingegangen sind. Die Gewerkschaft muss daher sicher sein, dass die Abgeordneten, denen sie zur Wahl verholfen ein Programm verteidigen werden, welches sie billigt, und dass sie einen Weg verfolgen werden, mit welchem sie einverstanden ist ; dass sie in den täglichen Kämpfen auf ihrer Seite sein, ihren Forderungen zum Siege verhelfen und sich ihrem Wunsche entsprechend verhalten werden. In Deutschland findet sie heute die genügende Sicherheit in dem grossen moralischen Einflusse, welche sie auf die Partei ausübt, sowie in der Personaleinheit, in Folge daran ihre vorzüglichsten Streiter in Reichstage sitzen. Uebrigens folgen die Sicherheiten aus den Statuten des Arbeiterverbands selbst, welche den Gewerkschaften das Recht zuerkannt, um bei der Bezeichnung der Kandidaten, bei der Kontrolle der Vertreter, sowie bei allen Parteiaktionen mitzusprechen. Ueberall besteh- daher — unerkannter oder doch offiziöser Weise — ein wirkliches Zusammenarbeiten der beiden grossen Arten proletarischer Verbände.

Und schliesslich ist es doch wohl Parteipolitik, welche alle

Gewerkschaften der Arbeiterklasse verfolgen, mögen sie nun patente Sozialisten sein oder Sozialisten ohne es zu wollen, oder selbst indifferent oder gar dem Sozialismus feindlich.

Die gewerkschaftliche Politik von der Wahlpolitik trennen, heisst übrigens die Macht der Vertretungskörper von der vertretenen Macht, oder richtiger gesagt, von einem ansehnlichen Teile derselben unabhängig machen wollen.

Nicht im Parlamente vollzieht sich der politische Kampf, sondern das Proletariat liefert selbst täglich im ganzen Lande durch die tausenderlei Formen seiner Klassentätigkeit die wahre Schlacht. Dazu dient ihm die Organisation, welche seine Machtstellung im Staate erhöht und die leitenden Kreise nötigt, mehr mit ihm zu rechnen. Es hat den Streik, welcher gewissermassen immer politisch ist, wenn er Forderungen der Klasse zum vorzüglichen Gegenstande hat. Er hat weiters die grossen Bedingungen der öffentlischen Meinung, Meetings, Demonstrationen, Petionen aller Art, welche einen so unbestreitbaren Einfluss in unseren demokratischen Staaten und selbst anderwärts besitzen. Endlich stehen ihm die öffentlichen Unruhen und Volkaufstände zu Gebote, deren Rolle, was man auch davon halten möge, noch immer nicht ausgespielt ist. Im Parlamente tut man Nichts anderes, als die erhaltenen Ergebnisse feststellen und sie in Gesetze übertragen, welchen jeden Augenblick das schwankende Gleichgewicht der vorhandenen sozialen Gewalten zur Schau tragen. Sie sind etwa wie die Vertäge, Vereinbarungen jeder Art, welche im Laufe eines Krieges in jedem Augenblicke abgeschlossen werden. Aus diesem Grunde ist übrigens die parlamentarische Aktion unerlässlich, denn genau genommen, lässt sich ein Krieg nicht ohne Vertrag, ein Kampf nicht ohne Verhandlungen denken. Und die Rolle der letzteren wird immer mehr und mehr wichtig, je wohldurchdachter und länger andauernd die Feindseligkeiten werden.

Wenn man sich die wahre Bestimmung des Parlamentes gegenwärtig hält, so wird die Unterscheidung zwischen der praktischen Politik der Arbeiterklasse und der Parteipolitik vom

Standpunkte der letzteren als ebenso falsch und gefährlich erscheinen, als vom Standpunkt der Gewerkschaft. Sie führt zu Nichts weniger, als dazu, aus der Partei eine blosse Wahlvereinigung zu machen, auf welche die Unterhandlungen sich stützen. Nun das ist leeres Wortgeklaube, schlechte Redeübung, byzantinischer Streit der Sekten und Fraktiönchen, kurz parlamentarischer Blödsinn, wie Marx gesagt haben würde.

Glücklicherweise enschliesst sicht die Partei keineswegs, in dieses blosse Wortgefecht zu verfallen. Sie will eine wirkliche politische Macht, und nicht ein blosses Gleichnis sein und führt gleichzeitig mit dem Wahlkampfe jene wirkliche politische Schlacht, von der ich oben gesprochen. Als Beweis dafür will ich nur die wachsende Aufmerksamkeit anführen, mit welcher sie den Generalstreik studiert, dessen Androhung oder Ausführung den besitzenden Klassen schon mehr als einmal wichtige Konzessionen entrissen, und in welchen man sich immer mehr und mehr gewöhnt, die letzte Garantie des Rechtes der Proletarier und das vorzüglichste revolutionäre Hülfsmittel des Proletariates zu erblicken. Der anarchisierende Unverstand einiger hat hierüber lange Zeit Misverständnisse wach erhalten, welche jetzt langsam schwinden. Man versteht jetzt besser, dass Generalstreik und allgemeines Stimmrecht, direkte und parlamentarische Aktion weit davon sich zueinander als Gegensätze zu verhalten, sich gegenseitig ergänzen und gewissermassen mit einander verbinden. Ohne das Stimmrecht wäre der politische, d. i. der Streik mit allgemeinen Zielen nur eine stetig erneuerte Bewegung, welche, endlich die Kraft des Proletariates schwächen und ermüden würde, ohne ihm jemals ein dauerndes Resultat zu sichern. Ohne den immer empfindlichen, gut verbreiteten und sorgfältig als ein letztes Hülfsmittel in Reserve gehaltenen Streik wäre das Stimmrecht nur eine Kinderklapper, welche uns die Bourgeoisie mit einem Rucke entreissen würde, sobald es sie wirklich beeinträchtigen würde. Eines auf das andere gestützt, geben diese beiden Kampfwerkzeuge dem Protetariate eine starke und ruhige Macht, welche es mit ganz geringen Erschüt-

terungen zur Erfüllung seiner Bestimmung führen kann.

Diese enge Wechselbeziehung, welche am Ende unserer Untersuchung zwischen dem Streike und der Wahlaktion zu Tage tritt, zwischen dem, was man als das vorzüglichste Mittel der Gewerkschaften ansah, und der wesentlichsten Waffe der Partei ; diese Wechselbeziehung, sage ich, zeigt endlich in ihrer ganzen Tragweite, wie notwendig die Vereinigung der gewerblichen Verbände mit der sozialistischen Organisation sei. Die Partei bedarf der Gewerkschaften zur Führung ihrer Aktionspolitik ebenso, wie die Gewerkschaften der Partei für ihren parlamentarischen Kampf bedürfen. Auf allen Gebieten zeigt sich die Macht der Proletarier durch die Gesamtheit der Arbeiterverbände, nicht aber durch eine einzige derselben.

Was bleibt nun noch von den Grenzen übrig, welche man zwischen ihnen hat ziehen wollen ? Was sollte der Partei allein angehören ? Die Fürsorge für den Endzweck ? Ich kann mir denselben nicht unabhängig von der täglichen Wirksamkeit, wie eine Sache vorstellen, deren Kommen man geduldig abwartet, indem man sich darauf beschränkt von ihr einstweilen zu sprechen. Ich habe nachgewiesen, dass die Gewerkschaften, ebenso wie die Partei eines hohen Ideals, einer klaren und sicheren Erfassung des ferneren Zieles bedürfen, nach welchem alle Anstrengungen des Proletariats hinstreben. Wenn die beiden Organisationen den ganzen Weg entlang mit einander gehen sollen, wenn sich ihre Einigkeit mit jedem Schritte vermeht, so ist es nicht abzusehen, warum sie sich für die letzte Anstrengung, am Ende ihrer Reise trennen sollten Denken wir an die folgenden Worte Liebknecht's, die 1893 gesprochen.

« *Wie soltte die Umwandlung der Gesellschaft — oder, um das schreckliche französische Wort zu gebrauchen — die soziale Revolution ohne die gewerkschaftliche Organisation der Arbeiter gedacht werden ?*

In England genügt, dank der Entwicklung der Trade-unions eine Verfügung der Arbeiter-Regierung, um jeden Betrieb,

ohne Unterbrechung seiner ökonomischen Tätigkeit, sofort in die Hände der Arbeiter übergehen zu lassen ; dieses, weil die Masse der Arbeiter gewerkschaftlich organisiert ist. In Deutschland dagegen, woselbst nur ein kleiner Teil der Arbeiter vergewerkschaftlicht ist — die politische Organisierung kann hiefür keinen Ersatz bieten — würde eine Arbeiterregierung auf ausserordentliche Schwierigkeiten und Hindernisse stossen.

» *Darum bedürfen wir der Gewerkschaften, und hätten wir keine, so müssten wir welche schaffen im Interesse der Arbeiterbewegung, im Interesse der sozialitischen politischen Bewegung.*

» *Die Arbeiterbewegung kann mit ausschliesslich gewerkschaftlichen Organisationen allein nicht zum Ziele führen. Auch nicht mit rein politischen Organisationen allein. Beide Formen der Organisation sind sich gegenseitig unentbehrlich. Wenn die Engländer unsere politischen, und wenn wir die gewerkschaftlichen Organisationen der Engländer hätten, so hätten wir in England und in Deutschiand den Sieg davongetragen und wir hätten heute die Macht in Händen.* (1) »

Kann man übrigens annehmen, dass die Gewerkschaften keinen Anteil am « Endkampfe » nehmen werden, wenn man ihnen eine Rolle beim Generalstreik anweist ?

V.

Wenn die Gewerkschaften und die Partei sich mit verschiedenen Dingen zu beschäftigen hätten, so könnten sie sich ruhig neben einander entwickeln, indem sie gelegentlich freundschaftliche oder gutnachbarliche Beziehungen mit einander unterhalten, ohne dass die einen sich sonderlich damit zu befassen hätten, was die andere treibt. Aber ich

---

(1) Rede gehallen zu Bielefeld am 29 Oktober 1893, zitiert nach Edgar Milhand : « *La Démocratie Sccialiste Allemande* ». Paris 1903, p. 401.

habe in Breite auseinander gesetzt, dass die Entwicklung des Klassenkampfes selbst sie dazu zwingt sich immer mehr mit denselben Angelegenheiten und in weitem Masse mit denselben Mitteln zu beschätigen. Sodass sie sich in jedem Augenblicke begegnen, an derselben Aufgabe arbeitend, und ganz notwendiger Weise ihre Anstrengungen in gegenseitigen Einklang bringen müssen.

Wem wird die Leitung der Ausstände zufallen? Der Gewerkschaft, wird man sagen, welche ganz direkt dazu berufen erscheint. Dies ist unzweifelhaft richtig, aber man wird vielleicht in der Kammer interpellieren, der unzeitigen Anwendung der Truppe begegnen, oder die skandalösen Verurteilungen oder den Druck der Behörde zur Anzeige bringen müssen. Vielleicht wäre der Streit durch ein Gesetz zu lösen, wie dies für den Streik im Ruhrgebiete der Fall gewesen ist

Für alle diese Dinge ist wieder die Partei besser ausgerüstet. Sie wird daher eintreten, und wenn sie mittut, so wird sie wohl auch mitreden dürfen. Tatsächlich zeigt sich diese Mitwirkung fast immer unter der einen oder anderen Form.

Werden die Demonstrationen des 1. Mai, welche in so ergreifender Weise die politische Einigkeit des Weltproletariates dartun, durch die Partei veranstaltet werden? Sie hat in ihren internationalen Kongressen dazu den Anstoss gegeben und kann nicht ohne die grösste Schädiguug ein Mittel preisgeben, welches so kraftvoll für zwei Sachen streitet, die ihr am meisten am Herzen liegen: den gesetzlichen Achtstundentag und den Weltfrieden. Aber auch die Gewerkschaften, andererseits, wollen mit aller Macht die acht Stunden erringen und den Frieden sichern. Ueberdies fallen ihnen die Anordnungen in Absehung auf die Arbeitseinstellung zu, die Entlassungen, Streiks und Lock-outs, welche dieselbe nach sich ziehen könnte, nehmen ihre Geldmittel in Anspruch. Der erste Mai wäre im Ganzen sinnlos, ohne die Mitwirkung der Partei, und unmöglich ohne diejenige der Gewerkschaften. Auch hier ist dies Zusammenarbeiten die

einzige vernünftige Lösung und zwar jene, welche in der ungeheuren Mehrheit der Fälle Recht behält.

Wer soll den Wahlkampf für die Schiedsgerichte, Industrie Räte und andere ähnliche Einrichtungen führen? Diese befassen sich mit Fragen, welche der unmittelbaren Zuständigkeit der gewerklichen Organisation zufallen und dieselbe kann ihnen ihr Interesse nicht entziehen. Aber auch die Partei kann dies nicht tun, denn diese Waffen stehen oft in Wechselbeziehung mit den eigentlich politischen. Man muss sich auch hier wieder über ein gemeinsames Vorgehen verständigen.

Und die grossen Kundgebungen der öffentlichen Meinung, deren Führung eine der hauptsächlichsten Seinsgründe der Partei sind. Nirgends haben die Gewerkschaften auf dieselben verzichten wollen, und diese sind es, welche sehr häufig am meisten zu ihrem Erfolge beitragen Ihre Rolle bei den Wahlen wurde bereits dargetan. Es bedarf keiner besonderen Erwähnung, welchen Anteil sie überall dort an der antimilitaristischen Propaganda nehmen, wo sieselbe ernstlich organisiert wird. Und in den Tagen des Massenstreiks ist es wiederum das übereinstimmende Zusammenwirken aller proletarischen Verbindungen, welches allein zu einem guten Ende zu führen vermag.

Ueberall daher notwendige Verständigung, Zusammenarbeiten, welches die Notwendigkeit herbeifürt sich vor dem Handeln zu besprechen, regelmässige Beziehungen zu unterhalten und die Art und Weise festzustellen, wie man allfällige Streitigkeiten zu entscheiden habe. Nichts ist leichter dort, wo Gewerkschaften und Parteien vereint sind und zwei Teile eines Ganzen bilden. Aber dort, wo sie sich von einander unabhängig erklären, ist es interessant zu sehen, wie sich die Beziehungen dennoch durch die Macht der Ereignisse herstellen, und wie sich endlich ein organisches Band bildet. Wir müssen nochmals auf das so interessante Beispiel Deutschlands zurückkommen. Dieses grosse gewerbbetreibende Volk bietet die dreifältige Erscheinung einer

mächtigen gewerblichen Organisation, einer starken Partei und der seit langem einstimmigen Erklärung seiner Streiter, dass eine ganz genaue Trennung nötig sei. Wir werden im folgenden sehen, was das Leben, stärker als alle Voraus-Theorien, von dieser Auffassung übrig gelassen hat.

* * *

Die zweiteilige Organisation wurde bekanntlich im Jahre 1890 errichtet, und man darf bei der Beurteilung ihres Wesens niemals ausser Acht lassen, dass der vorzüglichste, zu ihren Gunsten angeführte Beweggrund die *gesetzliche Notwendigkeit* war, den Verbänden jeden politischen Zweck zurück zu benehmen, um dieselben nicht zu einem ohnmächtigen Lokalismus verurteilt zu sehen. Diese gesetzliche Notwendigkeit besteht übrigens teilweise auch heute noch.

Anfangs hielt man an dem Grundsatze der absoluten Teilung mit unbeugsamer Strenge fest. So erklärte auf dem Parteitage zu Köln im Jahre 1893 Legien, unter Aufführung einer zwischen ihm als Präsidenten der Generalkommission der Gewerkschaften (was er noch heute ist) und dem Secretär des sozialistischen Parteivorstandes gewechselten, süss-sauerlichen Korrespondenz : « Ich habe mit Auer eine Korrespondenz geführt, welche ja an und für sich einen persönlichen Character trägt, weil Parteivorstand und Generalkommission nicht mit einander in *Verbindung treten können* ».

Im Jahre 1900 schien es, als ob dieser Zustand sich noch durch die neue von Bebel unterstützte Bewegung verschärfen wollte, welcher die Gewerkschaften, sowie dies in der Schweiz der Fall ist, immer mehr und mehr zu neutralisiren dachte, damit sich die christlich-demokratischen Arbeiter und die Konservativen in ihrem Schosse ebenso wohlfühlen möchten, wie die Sozialisten. Im Jahre 1901 weigerte sich die Partei auf dem Parteitage zu Lübeck in vollster Bestätigung des Satzes von der Trennung, die Streikbrecher auszusliessen und

beschloss mit Einstimmigkeit weniger 3 Stimmen die höchstbezeichnende Resolution, deren wesentlichen Teile wir im folgenden wiedergeben :

»Der Parteitag als Vertreter der in der Sozialdemokratie organisierten klassenbewussten deutschen Arbeiterschaft stimmt mit den auf dem Boden des Klassenkampses stehenden Gewerkschaften, als den wirtschaftlichen Organisationen der Arbeiterklasse, überein in der rückhaltlosen Verurteilung des Streikbruches.

Der Parteitag erkennt auch an, dass die Gewerkschaften im Interesse ihrer Selbsterhaltung und der Erfüllung ihrer Aufgaben den Streikbruch mit aller Energie bekämpfen und ahnden müssen, dass aber die Führung dieses Kampfes und die Wahl der Kampsmittel in erster Linie den Gewerkschaften überlassen bleiben muss.

Dagegen lehnt der Parteitag es ab, in jedem Streitfall zu den Beschlüssen der Gewerkschaften über ihre Organisation und Taktik Stellung zu nehmen oder von solchen Beschlüssen oder dem Verhalten der gewerkschaftlich organisierten Parteigenossen dazu die Zugehörigkeit zur Gesammtpartei abhängig zu machen.

Der Parteitag spricht die Ueberzeugung aus, dass die schiedsrichterlichen Instanzen bei ihrem Votum sich von der ehrlichen Absicht haben leiten lassen, Recht zu finden und Recht zu sprechen. Es wird rücksichtlich der Neuheit des Falles anerkannt, dass diesen Instanzen aus ihrem Votum ein Vorwurf nicht zu machen ist.

Der Parteitag muss es den örtlichen Partei-Organisationen überlassen, zu entscheiden, mit welchen Mitteln sie den Zentralverband der Maurer in seinem Vorgehen gegen die Hamburger Akkordmaurer unterstützen können, und namentlich in wie weit sie ein Zusammenarbeiten mit Ihnen in ihren Partei-Organisationen für möglich halten.»

*
* *

Aber vom daran folgenden Jahre an begann sich die Strömung kund zu geben, welche die beiden Organisationen zu einem immer engeren Zusammenarbeiten treiben sollte. Der 1902 in Stuttgart vereinigte gewerkschaftliche Kongress beschloss mit 463,109 Stimmen gegen 200,276 die Versetzung der allgemeinen Commission von Hamburg nach Berlin. Die Rede, welche Sassenbach zur Unterstützung dieses Antrages hielt, berief sich zuerst auf die Tatsache, dass in Berlin 23 Gewerkschaften ansässig wären, wogegen in Hamburg nur 22 sässen, sowie auch einige andere ziemlich unbedeutende Zweckmässigkeitsgründe. Hierauf folgte der wesentlichste Grund. Er fügte hinzu ·

« Ein weit wichtigerer Grund dürfte, sein, das Berlin der Mittelpunkt des ganzen politischen Lebens Deutschlands ist, dass in Berlin die gesetzgebenden Körperschaften des deutschen Reiches und auch diejenigen Behörden ihren Sitz haben, die für die Ausführung der erlassenen Gesetze sorgen. Es wäre ja lächerlich, wenn ich Ihnen beweisen wollte, dass wir als Gewerkschaftler genötigt sind, einen Einfluss auf die Gesetzgebung auszuüben, davon hat man hier als von etwas Selbstverständlichem geredet. Dass es ebensalls angebracht ist, über die Ausführung der Gesetze zu wachen, wird auch keiner bezweifeln, und dass man dies am Sitze einer Behörde am besten kann, ist selbstverständlich. Da Berlin der Sitz der Reichsgesetzgebung ist, ist es auch der Sitz der politischen Parteien Deutschlands, auch der Sitz der Arbeiterpartei, der Sozialdemokratie. Um aber die verschiedenen Wünsche, die wir an die Reichsgesetzgebung haben, vertreten zu lassen, auch um unsere Klagen an der einflussreichsten Stelle vorbringen zu können, bedürfen wir der Hilfe der Partei und der Hilfe ihrer Abgeordneten. Um ein Hand-in-Hand-arbeiten zu erleichtern, wäre es wünschenswert, dass zwischen den leitenden Personen der Gewerkschaftsbewegung

und den leitenden Personen der politischen Bewegung respektive den Reichstagsabgeordneten ein häufiger persönlicher Verkehr stattfindet. Dieses war bisher nicht möglich, alles musste schriftlich erledigt werden oder durch Entsendung eines Vertreters, also immerhin eines einzelnen Mannes, nach Berlin. Gemeinsame Beratungen, die jedenfalls bedeutungsvoller gewesen wären, konnten nicht stattfinden. Wenn bei solchen Gesetzesvorlagen, die die Gewerkschaften interessieren, gemeinsame Beratungen der Generalkommission und des Gewerkschaftsausschusses mit den Reichstagsabgeordneten stattfinden könnten, würden die Gewerkschaften nur Vorteil davon haben. Nun kann sich aber auch im Laufe der Reichstagsverhandlungen die Situation verschieben, eine Gesetzesvorlage kann so umgearbeitet werden, dass sich unsere Abgeordneten endlich fragen müssen, ob sie jetzt noch dem Gesetze ihre Zustimmung geben können oder nicht. Hier wäre es dringend wünschenswert, wenn die Gewerkschaften imstande wären, in einer gemeinsamen Besprechung ihre Meinung darüber zu äussern. »

Die Zeit liegt schon fern, da man meinte, dass die Generalkommission und der Parteivorstand « keine Beziehungen mit einander unterhalten könnten ». Die Generalkommission verlässt nun die Stadt, an welche sie durch alle Bande der Vergangenheit geknüpft war, das stärkste Zentrum der gewerkschaftlichen Bewegung, um der parlamentarischen Fraktion näher zu sein.

In der Folge sollten sich die Ereignisse überstürzen. Diejenigen der letzteren Jahre sind zu bekannt, als dass ich an dieser Stelle deren Geschichte entwickeln müsste. Man weiss, wie der Kampf wegen der Frage des 1. Mai, und dann der ernstere Kampf um den politischen Massenstreik, ausbrach; wie die beiden Zweige der Arbeitermacht, nachdem sie sich auf den Kongressen zu Köln und zu Jena gewissermassen Trotz geboten, erkannten, dass es Torheit wäre offen gegen einander zu kämpfen, sowie unmöglich, länger ohne Einigkeit zu handeln.

Beide sind aus demselben bewussten und kämpfenden Proletariate zusammengesetzt. Könnte man die Proletarier dem Dilemma aussetzen, entweder durch Befolgung des Parteibeschlusses die gewerkschaftliche Disziplin zu verletzen, oder aber die Parteidisziplin durch Befolgung der gewerkschaftlichen Weisungen? Diess hätte eine folgenschwere Lockerung aller Bande zur Folge gehabt und die Arbeiter hätten schliesslich die alten Rahmen zerbrochen, welche anstatt eines Aktionsmittels ein Hindernis für die Bewegung geworden wären. Dann fanden jene bekannten gemeinsamen Beratungen der beiden höheren Ausschüsse statt, welche Von Elm noch kurz nach dem Kölner Kongresse in Vorschlag zu bringen zauderte, so sehr schienen sie zu dieser — immerhin nicht so fernliegenden — Zeit eine gefährliche Neuerung zu sein. Darauf folgte der Kongress von Mannheim, welcher seine hohe Bedeutung dem Umstande verdankte, dass man daselbst zwischen den beiden Organisation Frieden machte. Die Tagesordnung Bebels, wie sie nach Zuzätzen und Unterzuzätzen von Legien-Kautsky und anderen, nach Wortgefechten an jeder Stelle endlich beschlossen wurde, ist von hohem Interesse. Wir wollen diese Urkunde im folgenden wiedergeben:

I

„Der Parteitag bestätigt den Jenaer Parteitagsbeschluss zum politischen Massenstreik und hält nach der Feststellung, dass der Beschluss des Kölner Gewerkschaftskongresses nicht im Widerspruch steht mit dem Jenaer Beschluss, allen Streit über den Sinn des Kölner Beschlusses für erledigt.

Der Parteitag empfiehlt nochmals besonders nachdrücklich die Beschlüsse zur Nachachtung, die die Stärkung und Ausbreitung der Parteiorganisation, die Verbreitung der Parteipresse und den Beitritt der Parteigenossen zu den Gewerkschaften und der Gewerkschaftsmitglieder zur Parteiorganisation fordern.

Sobald der Parteivorstand die Notwendigkeit eines politischen Massenstreiks für gegeben erachtet, hat derselbe sich mit der Generalkommission der Gewerkschaften in Verbindung zu setzen und alle Massnahmen zu ergreifen, die erforderlich sind, um die Aktion erfolgreich durchzuführen.»

II

»Die Gewerkschaften sind unumgänglich notwendig für die Hebung der Klassenlage der Arbeiter innerhalb der bürgerlichen Gesellschaft. Dieselben sind nicht minder notwendig wie die sozialdemokratische Partei, die den Kampf für die Hebung der Arbeiterklasse und ihre Gleichberechtigung mit den anderen Klassen der Gesellschaft auf politischem Gebiet zu führen hat, im weiteren aber über diese ihre nächste Ausgabe hinaus die Befreiung der Arbeiterklasse von jeder Unterdrückung und Ausbeutung durch Aufhebung des Lohnsystems und die Organisation einer auf der sozialen Gleichheit aller beruhenden Erzeugungs- und Austauschweise, also der sozialistischen Gesellschaft, erstrebt. Ein Ziel, das auch der klassenbewusste Arbeiter der Gewerkschaft notwendig erstreben muss. Beide Organisationen sind also in ihren Kämpfen auf gegenseitige Verständigung und Zusammenwirken angewiesen.

Um bei Aktionen, die die Interessen der Gewerkschaften und der Partei gleichmässig berühren, ein einheitliches Vorgehen herbeizuführen, sollen die Zentralleitungen der beiden Organisationen sich zu verständigen suchen.

Um aber jene Einheitlichkeit des Denkens und Handelns von Partei und Gewerkschaft zu sichern, die ein unentbehrliches Erfordernis für den siegreichen Fortgang des proletarischen Klassenkampfes bildet, ist es unbedingt notwendig, dass die gewerkschaftliche Bewegung von dem Geiste der Sozialdemokratie erfüllt werde. Es ist daher Pflicht eines jeden Parteigenossen, in diesem Sinne zu wirken.»

* * *

Einheit des Gedankens und der Tat! Kann man sich eine vollkommene Verbindung vorstellen, als diejenige, welche der letzte Absatz (Zusatz Kautsky) für notwendig, unerlässlich für den Fortschritt und den Erfolg des proletarischen Klassenkampfes erklärt ! Alles, was die Anhänger der sozialistischen Gewerkschaft behaupten,wird dadurch bestätigt. Von 1892 bis 1906,von Köln bis Mannheim im hat man den ganzen Abstand überschritten, welcher zwischen der absoluten Trennung und dem vollkommenen Zusammenwirken besteht.

Allerdings lassen die Debatten einen etwas anderen Eindruck als der Beschluss,mit welchem der Kongress endet. Man hat noch viel über gesonderte Gebiete, Unabhängigkeit und selbst von Neutralität gesprochen. Aber es scheint, dass dies viel mehr geschehen ist, um alte scharfe Erklärungen durch ihre Auslegung su mildern, als um sie durch ihre Ausführung Aufrecht erhalten zu wollen. Wenn man unter dem stets unerbittlichen Drucke der Tatsachen zu einem Meinungswechsel gezwungen wird, so entspricht es der Natur der Menschen, dass sie darnach trachten,den neu aufgenommenen Ideen den Anschein der eben verlassenen zu geben, indem man sie in dieselben Worte kleidet.

Wenn auch der Beschluss den Wunsch nach einem engen Zusammengehen der Gewerkschaften und der Partei betont hat, so schafft oder sieht er nur ein unvollkommenes Mittel vor, dasselbe zu sichern. Die Kommission und der Parteivorstand sollen jedesmal, so oft eine gemeinsames Interesse in Spiel kommt, versuchen, sich ins Einvernehmen zu setzen. Was soll aber geschehen, wenn ein solches Einvernehmen nicht zu Stande kommt. Wer wird unter ihnen entscheiden, und was soll geschehen? Ein solcher Vorgang ist nur möglich, wen zwei Mächte mit einander verknüpft sind. Können sie sich nicht einigen, so handelt jede einfach wie sie will. In gegebenem Falle aber können die Organisationen nicht ihre

Aktionsfreiheit wieder aufnehmen, da sie eigentlich nur die beiden Köpfe desselben proletarischen Körpers sind, und dieser Körper nicht zwei verschiedene Meinungen haben kann.

Hier besteht eine offenbare Schwierigkeit, und man wird früher oder später an die Mittel, dieselbe zu beseitigen, denken müssen. Von verschiedenen Seiten hat man den Vorschlag gemacht, dass man dem leitenden Parteivorstand Vertreter der Gewerkschaft und wieder der Generalkommission Vertreter der Partei beiordnen wolle. Der ausgedehnte Wahlbezirk von Potsdam-Spandau Osthavelland, einer der Tätigsten, der grösste von Berlin und von ganz Deutschland, hat in Mannheim selbst eine von Karl Liebknecht verteidigte Resolution formuliert, doch hat man hierüber nicht abgestimmt, indem man dieselbe zweifellos für verfrüht hielt; diese Resolution schlug vor, ausser den regelmässigen gemeinsamen Sitzungen der beiden und der Kreuz-Vertretung nach dem dänischen System, einen Vollzugs-Ausschuss aus der Mitte der beiden Organisationen zu wählen und so oft dies nötig sein würde, den gemeinsamen Kongress der Gewerkschaften und der Partei nach dem Muster der internationalen Kongresse einzuberufen. Und man kann hoffen dass diese — heute noch utopistisch geltende — Lösung morgen zur Wirklichkeit geworden sein wird, welche nach der moralischen endlich auch die organische Einheit sichern wird.

VI

Damit bin ich endlich am Schlusse meiner Aufgabe angelangt. Ich habe die unumgängliche Notwendigkeit der proletarischen Einheit von dreifachem Gesichtspunkte der *Lehre*, der *Aktion* und der *Organisation* nachgewiesen. Ich verlange, dass der Kongress sie verkünde und alle seine Anhänger verpflichte, an ihrer Verwirklichung zu arbeiten.

Ich gehe nicht weiter. Ich verlange nicht von ihm, dass

er sich über die Form ausspreche, unter welcher diese Einheit verwirklicht werden soll. In dieser Beziehung ist die weiteste Selbständigkeit am Platze. Besonders in Ansehung der Arbeiterorganisation muss man den Umständen der historischen Entwickelung einen jedes Volkes seinen Ueberlieferungen um den Zwischenfällen seines Klassenkampfes weitgehendste Rechnung tragen. Die abstrakt im Vorhinein entworfenen Füllformen sind noch jedesmal unter dem Drucke des Lebens zersprungen. Der Tag wird ohne Zweifel kommen, wo man für die einheitliche Organisation einige allgemeine Regeln wird aufstellen können, aber er ist noch nicht da. Dieses kommt besonders daher, dass es bisher noch nicht möglich war, die Gesammtheit der Tatsachen genügend systematisch zu untersuchen.

Welches sind in den einzelnen Gegenden der gewerblichen Welt die Beziehungen zwischen den Gewerkschaften und der Parteien, wie veranstalten sie ihre notwendige Gemeinarbeit, welchen Einfluss üben sie gegenseitig auf einander aus ? Das internationale Bureau überreicht diesem Kongresse eine ernste Sammlung von Daten über diese Gegenstände. Aber diese summarischen Angaben können nicht genügen.

Einige Texte der Vorschriften, einzelne allgemeine Angaben über die Vorgänge in den grossen Organisationszentren können uns nicht alles aufklären. Viel mehr ist es notwendig zu wissen, wie die Gewerkschaften und politischen Verbände sich im täglichen Leben zu einänder verhalten, die Bande zu kennen, welche durch die örtlichen Vereine, Kartels, Arbeitsbörsen, Trade-councils u. s. w. geschlungen werden, deren politische Rolle überall sehr beträchtlich gewesen zu sein scheint, und welche so manchenorts mehr oder minder mit den Parteigruppen lange vorher verbunden hatte, ehe im Mittelpunkte die gewerkschätliche und die socialistische Organisation mit einander in Berührung getreten sind. Die so wertvollen Aufschlüsse über diesen Anblick des Arbeiterkampfes sind heute zerstreut, in tausend örtlichen Veröffentlichungen verloren, praktisch unzugänglich.

Es bedarf zu ihrer Vereinigung einer weitgehenden Untersuchung, welche überall dort systematisch geführt werden müsste, wo der Einfluss der Internationale besteht : der Vorstand kann dieselbe nur auf Grund eines Kongressbeschlusses unternehmen, welcher ihm die nötige Vollmacht verleiht. Die Urkunden, welche man solcherart bis zum nächsten Kongresse sammeln könnte, würden ermöglichen, diese Aufgabe mit Erfolg zu prüfen und ihre Lösung weiter zu verfolgen.

* * *

Der Kongress muss endlich auch daran praktisch arbeiten, die Einigkeit unter den Arbeitern auf dem internationalen Gebiete herzustellen. Die Gewerkschaften wurden jedesmal zu den internationalen Kongressen zugelassen. Ich verlange, dass dieselben mehr als jemals aufgefordert werden sollen, an ihnen teilzunehmen und dass sie Wirksamkeit der Unterstützung, welche sie uns gewähren noch erhöhen, indem sie in der Zwischenzeit zwischen den Kongressen mit dem Internationalen Bureau in Fühlung bleiben. Auch die gewerkschaftliche Internationale von Berlin darf der allgemeinen Bewegung der Arbeiterklasse nicht fern bleiben. Ich verlange Einstellung regelmässiger Beziehungen zwischen ihr und dem Bureau von Brüssel um unter allen Umständen das wirksame Zusammenarbeiten dieser beiden grossen Organisationen herbeizuführen.

In Folge dessen schlage ich die folgende Resolution vor, welche vom ausserordentlichen Kongresse der Belgischen Arbeiter Partei am 30 Juli dieses Jahres einstimmig angenommen worden ist :

RESOLUTION

Der Kongress erinnert an die Beschlüsse der früheren internationalen Kongresse, welche einstimmig die gewerkschaftliche Organisation als absolut unerlässlich angesehen und allen bewussten Arbeitern zur Pflicht gemacht haben, an ihr teilzunehmen, und mit allen Kräften zu ihrer Entwickelung beizutragen.

I

Er erklärt, dass eben der Fortschritt der kapitalistischen Ordnung, die wachsende Konzentration der Produktion, die starke Vereinigung der Klasse der Arbeitgeber, die steigernde Abhängigkeit einer jeden Unternehmung von der Gesammtheit der bürgerlichen Ordnung — eine gewerkschaftliche Tätigkeit zur Ohnmacht verdammen müssen, wenn dieselbe ausschliesslich auf der Sorge für die Interessen dės Gewerbes und die Verständigung mit den Arbeitgebern, auf den Grundsätzen des Verbandsegoïsmus und des sozialen Friedens aufgebaut ist. Er erklärt, dass die gewerkschaftliche Organisation ihren Mitgliedern nur dann eine wahre Verbesserung ihres Loses zusichern kann, wenn sie ihre Tätigkeit und ihre Propaganda dem Grundsatze des Klassenkampfes, also dem Prinzip des internationalen Sozialismus, anpasst.

Er fordert demgemäss die Arbeiter auf, die Gewerkschaften von den Grundsätzen des Internationalen Sozialismus durchdringen zu lassen. Er fordert von ihnen, dass sie in diesem Sinne im Schosse der bestehenden Verbände arbeiten, es wären diese denn Werkzeuge der Verknechtung in den Händen irgend einer Fraktion der Bourgeoisie, und die immer bedauerliche Schaffung von Konkurrenz-Organisationen zu vermeiden. Er erachtet es für seine Aufgabe, die Organisationen, welche dem Klassenkampfe noch fern bleiben, eines Besseren zu belehren und sie soweit als möglich einem bewussten und erklärten Sozialismus in die Arme zu führen.

II

Der Kongress ist der Ansicht, dass die soziale Lage die Gewerkschaften nötigt, ihre politische Wirksamkeit immer mehr und mehr auszudehnen, um dieselbe nicht unfruchtbar werden zu lassen. Er glaubt daher, dass es immer mehr und mehr dringend notwendig wird, dass zwischen der sozialistischen Partei und den Gewerkschaften eine vollständige Einheit des Denkens und Handelns herrsche. Beide müssen daher ihre Bemühungen in Uebereinstimmung bringen, was nur wirklich durch die Anknüpfung organischer Bande zwischen den mannigfachen Arbeiterorganisationen möglich ist.

III

Der Kongress richtet an alle Gewerkschaften, welche den durch die Konferenz zu Brüssel 1899 aufgestellten, und durch den Pariser Kongress von 1900 genehmigten Bestimmungen entsprechen, die Einladung, sich bei den internationalen Kongressen vertreten zu lassen und sich mit dem Internationalen Bureau in Verbindung zu erhalten. Er beauftragt das letztere sich mit dem Internationalen Sekretariat der Gewerkschaften zu Berlin behufs gegenseitiger Auskünftserteilung über die Organisation und die Bewegung der Arbeiter in Verbindung zu setzen.

VI

Der Kongress beauftragt das Internationale Bureau alle Urkunden zu sammeln, welche dem Studium der Beziehungen zwischen den Gewerkschaften und den sozialistischen Parteien aller Länder erleichtern könnten, und hierüber dem nächten Kongresse Bericht zu erstatten.

LOUIS DE BROUCKÈRE.

Vorschlag der **Bureaus** :

Das Bureau beantragt diese Frage auf die Tagesordnung zu setzen.

V

Die Kolonialfrage

—

A) Bericht des Genossen Van Kol, namens der **Sozialdemokratischen Arbeiterpartei Hollands.**

Die Kolonialpolitik Hollands

Der Internationale Socialistische Kongress zu Paris (1900) hat die verschiedenen sozialistischen Parteien ersucht, sich überall wo angänglich mit dem Studium der *Kolonialalfrage* zu befassen. Dem Kongresse zu *Amsterdam* (1904) wurden zwei Berichte über die Kolonialpolitik im allgemeinen unterbreitet. Aber in der Sitzung vom 10. November 1906 bestimmte das Internationale Sozialistische Bureau, angesichts des Stuttgarter Kongresses, die nationalen Sektionen, deren Länder Kolonien besitzen,*um einen Bericht* zu bitten *über die Ausbeutung der herrschenden Klassen in den Kolonien ihres Landes.»*

Um mich streng an dem hier zu behandelnden Hauptgegenstande zu halten, werde ich jeden Versuch einer allgemeinen Uebersicht, die anderweitig Behandlung fand, beiseite lassen, um nur, von der ausgiebig erörterten Kolonialpolitik *Hollands* zu sprechen. Eine dauernder Versuch von mehr als drei Jahrhunderte hat es zur ältesten der modernen Kolonien gemacht (Spanien und Portugal haben ihr Kolonialreich zusammenbrechen sehen). Es kann also vorzugsweise angenommen wernen als Basis für dieses Studiums von bedingter Kürze. Nach einer gedrängten geschichtlichen Schilderung der Bezie-

hungen der herrschenden Klassen zu ihren überseeischen Bezitzungen und den erlangten Vorteile, werde ich beschreiben, was die holländische Regierung für die ökonomische Entwickelung der Kolonien getan hat und umgekehrt, den Einfluss dieser Kolonien auf die ökonomische Entwickelung Hollands. Ich werde versuchen die Vorteile und Nachteile, die aus den kolonialen Besitzungen für die herrschenden Klassen erwachsen, in Zahlen auszudrücken. Da in Zentralamerika (Guyana und die Antillen) der Einfluss der holländischen Kolonien sich weniger fühlen lässt, so werde ich nur von den Besitzungen in *Ostindien* im indischen Archipel sprechen.

1. — Gedraengte Zusammenfassung unserer Kolonialpolitik

Mehrere Verfasser, die die grossen Perioden der Kolonialgeschikte beschreiben, sprechen von der « holländischen Periode », von der Zeit da dieses kleine Land das Meer beherrschte, ein ungeheueres Reich erobert und den grössten Handel und Schiffahrt der gazen Welt betrieben hatte. Diese glorreiche Periode Hollands während des 16. Jahrhunderts war von nicht langer Dauer. England in Kriegen und auf industriellen Gebiete unterlegen, verringerte sich ihr Gebiet rapid und nahm fortwährend ab, seit der französischen Invasion durch Napoleon I. Gegenwärtig hängt der Besitz ihrer Kolonren, die 40 Millionen Einwohner zählen. nur von dem guten Willen der Grossemächte oder vielmehr von deren gegenseiter Eifersucht ab. Aber es gelang den herrschenden Klassen Hollands bis in die letzten Jahre aus ihren fernen Bezitzungen grosse Vorteile zu ziehen, ein Beispiel, das einzig ist in der Geschichte der Kolonialpolitik.

A). — Die Periode der ostindischen Gesellschaft.

Etwa zwei Jahrhunderte (1602-1795) diente Holland als Kolonialmacht allein dem Interesse dieser *Handelsgeselschaft*,

« deren Triebfeder Profit and deren Leitstern Habgier war. » Ihre beinahe souveräne Macht benutzte sie nur um ihr absolutes Monopol des Handels und der Schiffahrt durch Gewalt, oft durch grenzlose Grausamkeit beizubehalten. Indem sie von den Eingeborenen die « Pflichtbeiträge » d. h. unentgeltige Lieferungen von Reis, Kaffee, Pfeffer, Faser, Djatiholz, Indigo u. s. w. erpressten, indem man sie « Zwangslieferungen » zu spötischen Preisen abzwang, konnte die Gesellschaft ihre Lager und Schiffe füllen, ihre Dividende höhern und durch Raub und Schmuggel ihre Beamte bereichern. Dieses legalisierte vielfältige Raub- und Erpressungssystem, den die Einwohner ausgeliefert waren, veramte die Bevolkerung, vernichtete deren Industrie und erstickte im Keimen die ökonomische Entwickelung der eroberten Länder.

Glücklicherweise verfiel diese privilegierte Gesellschaft ihrem Niedergange, gegen das Ende des 18. Jahrhunderts.Die fortwährende Kriege um die Beibehaltung ihres Monopols, die schändliche Verwaltung ihrer Finanzen,die zügellose Spekulation ihrer Aktionäre führten sie zu ihrem Niedergange,und liessen sie unter der Wucht ihrer Schulden unterliegen und der Staat müsste das klägliche Erbe übernehmen.

Oft übertreibt allgemein die öffentliche Meinung deren Einfluss auf die Industrie, auf den Handel und die Schiffahrt Hollands. Der Import nationaler Produkte war unbedeutend ; der Export der Kolonialen Produkte war von 1597bis 1795 nur von 640 Millionen Fr. oder im Durchschnitt jährlich Fr. 3,2 Millionen, niemals aber über 42 Milionen hinausging. Selbst in den besten Jahren war die Zahl der nach Indien auslaufenden Schiffe nicht höher als 30 bis 40, zu einer Zeit da die Handelsmarine Hollands aus wenigstens 10,000 Schiffen bestand. Keineswegs also waren die Dividende der Aktionäre und der Gewinn der Spekulanten vorheilhaft für das Wohl der Nation. Holland brachte sie kein Glück und für die Kolonien war sie ein Fluch In 1795 ergriff die Holländische Regierung die Zügel, um sie vor einem Zusammenbruch zu retten.

B — Unter der Herrschaft des Staates.

Nach einem kurzen Kampfe zwischen dem Freiheitsregime und dem Ausbeutungssystem, behielt letzteres die Oberhand. Es wurde eine Kommission ernannt, um ein System zu ersinnen, « das mehr Vorteile dem holländischen Handel und mehr Gewinn der mutterländischen Finanz gewährte».Das Interesse der Eingeborenen wurde einfach mit Füssen getreten. Der Javaner wurde der freien Verfügung über seine Arbeitskraft beraubt und konnte nicht die Früchte seiner Arbeit geniessen. Er musste sich erdrückender Frohnarbeit fügen und man zwang ihn seinen Herrscher durch widerwilligen Anbau zu bereichen. Die Bildung der Niederländischen Handelsgesellschaft (Nederlandsche Handelsmaatschappij) im Jahre 1824 mit König Wilhelm als Hauptaktionär und das Konsignationssystem (1830) hinderten zu Gunsten eines privilegierten Gesindels jede Freiheit des Handels und der Schiffahrt. Das « Kultursystem » von van den Bosch (1834), « dieses ungestüme System, das auf die Ausziehung möglichst grosser Beute vom Javaner Landarbeiter ausgeht » zwang ihn Zucker, Indigo, Kaffee, Thee, Tabak, u. s. w. zu spöttischen Preisen von einigen Centimes pro Tag zu kultivieren. In weniger als 35 Jahre erpresste man von ihm für mehr als 1620 Millionen Kolonialprodukte. Diese Millionen retteten Holland vor dem drohenden Bankrot und vergrösserten den persönlichen Reichtum des Königs, die Eingeborenen aber wurden ganz dem schrecklichen Hunger ausgeliefert

Diese Kolonialverwaltung, die nur zu Nutzen des Königs und seiner Satelliten war, ermöglichte, dass Wilhelm in seinem lächerlichen Starrsinn beharrte und sich nach der Revolution von 1830 der Unabhängigkeit Belgiens widersetzte, aber keineswegs ist dem niederländischen Volke, das unter dem Regime der Autokratie lebt, daraus Vorteile erwachsen. Erst die Revolution von 1848 machte die Verwaltung der kolo-

nialen Finanzen von dem guten Willen des Königs los und legte sie in Händen des neuen Gesetzgebers, des bürgerlichen Parlamentes.

C. — *Die Kolonien in Gewalt der Bourgeoisie.*

Einmal im Besitz des Schlüssels zum kolonialen Reichtum, verlor die Bourgeoisle keine Zeit. Die Ausbeutung war ebenso grausam als zuvor. Von 1848 bis 1877 gelang es ihr unter dem Namen von « bijdragen » (Beiträge) zum Staatseinkommen die unheheuere Summe von 1,290 Millionen von den Kolonien abzuziehen und, unzufrieden ob dieser enormen Beute, wusste sie sich noch über 100 Millionen anzueignen, indem man den Eingeborenen die Rentenzahlung erdichteter Schulden aufbürdete, als durch die Deckung der Kolonialbudgets Defizite entstanden waren Ausser im Kaffeebau ist sonst in Java jede Zwangsarbeit verschwunden.

Aber dank diesem schonungslosen Regime vermochte die Regierung, allein während 1851 bis 1905, durch Vermittelung der obenerwähnten « niederländischen Handelsgesellschaft » Produkte im Betrag von 4,500 Millionen Fr. in Holland verkaufen zu lassen. Aber der Jahresbetrag verminderte sich allmählich. Er betraf 137 im Jahreszehnt 1851/60, 116 in 1871/80 und 52 Millionen während der Jahre 1901/05. Der Verfall des Landbaues, die Verringerung der Vorteile des « System van den Bosch » brachten mit, dass das meiste Staatskultivieren aufhörte. Die Konkurrenz Brasiliens hat die Kaffeeproduktion in solcher Weise herabgesetzt (von 75 bis 99 und 9 Millionen Fr. in gleichdauernden Perioden), dass diese Produkte nur noch einen kleinen Teil des Kolonialgewinns bilden und die « bijdragen » haben über Geldmangel sie zu zahlen untergehen müssen. Der kostspielige Krieg in Norden von Sumatra um die Einverleibung von Athjeh, welcher bereits ein Viertel Jahrhundert dauert und der Hunderte von Millionen kostete, ruinierte vollends das Staatsvermögen und man wurde Anhänger einer *ethischen politik* (d. h. einer

anständigen), als nichts mehr zu nehmen war. Trotz der Einheimsung von Zwangssteuern, trotz der äussersten Knappheit im Ausgabebudget, schwanden die Kreditorensolde. Die Wonnetage von Aranjuez sind lange vorbei. Mit den Millionen aus der Zwangsarbeit hat die Bourgeoisie einen Teil (318 Millionen Fr.) der Staatsschulden amortisiert ; sie errichtete Festungen ; baute Eisenbahnen (495 Millionen), Kanäle, Häfen ; verbesserte ihr ökonomisches Werkzeug. Dieses Geld ist wenigstens nicht ganz verloren.

Ein anderes Motiv für den Abstand von diesem Kultursystem, welches verursachte, dass Java viele Jahre hindurch als die « Melkkuh » der holländischen Regierung galt, war der wachsende Einfluss der Grosskapitalisten auf die Verwaltung der Kolonlen. Eifersüchtig über den grossen Gewinn des Staates an den Kolonien und das Bedürfnis fühlend, durch direkte Ausbeutung der reichen Gegenden ihre Kapitale fruchtbar zu machen, forderten sie freien Lauf für ihre Ausbeutung. Sie behielten bald die Oberhand. Der Regierungsanbau machte bald Platz für Privatunternehmungen. Die Agrargesetze von 1870 ermöglichten, dass sie fruchtbaren Ackerboden an sich rissen ; grosse mineralreiche Gegenden wurden ihnen überlassen ; subsidierte Schiffahrtgesellschaften und Konzessionen zur Errichtung von Eisenbahnen und Stadtbahnen gaben ihrer Tätigheit freien Aufschwung. Der Goldstrom würde fortdauernd zufliessen, aber er würde seinen Lauf nach einer anderen Richtung einnehmen.

Die auf rein kapitalistischer Grundlage beruhende *industrielle Periode* im niederländischen Ostindien wird sich Eingang verschaffen in das landwirtschaftliche Gebiet. Die holländische Bourgeoisie wird ein neues Gebiet finden, wo sie Geld aufgabeln wird. Der Ausbeutung der Regierung wird die kapitalistische Ausbeutung in den Kolonien nachfolgen. Die Erschöpfung wird nicht weniger tatkräftig sein, wenn sie auch andere Formen annehmen würde. Sie würde für die Eingeborenen umsomehr verhängnisvoll sein, da die Entwickelung

der *kapitalistischen Ausbeutung* sich mit unerhörter Rapidität emporschwang.

II. — Die Kapitalistische Entwickelung der Kolonien.

Ich werde diese folgerecht auf dem Gebiete der Landwirtschaft und der Industrie, des Handels, der Bergwerke und der Transportmittel skizzieren, um hernach die kapitalistische Tendenz der gegenwärtigen Kolonialpolitik zu zeigen.

A. — Landwirtschaft und Industrie.

Bereits in vormaliger Zeit hatte die indische Regierung 1.100.000 Hektar des Bodens (gleich 1/3 der Oberfläche Hollands und 1/12 der Oberfläche Javas) an Privatpersonen verkauft, welche auch manche souveräne Rechte erhielten. Durch Agrargesetze im Jahre 1870 und in den folgenden Jahren wurde ihr das Recht zugestanden, den dem Staat gehörenden Grund und Boden in 75 jähriger erbrechtlicher Pacht zu vergeben ; auf diese Weise wurde in 1881 97 Tausend und in 1903 nicht weniger als 437 tausend Hektar vermietet. Für die Zuckerrohranlagen (unbebaut während 1882 und 1891) pachteten die ausländischen Industriellen im Jahre 1886 = 11,600 — im 1906 = 113,600 oder beinahe zehnfachen Boden. Die Produktion eines Hektars verdoppelte sich in diesen 20 Jahren, während jede der 133 Fabriken gegenwärtig jährlich 3, 5 Mal mehr Zucker produziert als mit zehn Jahren zurück, was die Konzentration des Kapitals und die Vervollkommnung der Maschinen aufweist. Der Ertrag der Ernte ist von wenigstens 170 Millionen Franken und allein für das Jahr 1904 kann der Gewinn auf 62 Millionen Fr. berechnet werden.

Der Aufschwung des *Kaffeebaues* wurde durch die Konkurrenz Brasiliens gehindert, der des *Indigo* durch die chemischen Produkte Europas; aber die Produktion der *Chinarinde*

steigerte im Verhältnis von 100 zu 992 in 20 Jahren. Der *Theeexport* wurde vervierfacht während der letzten 10 Jahre. Die *Tabakernte* auf den europäischen Plantagen in Java und Sumatra wurde in 20 Jahren von 17 auf 50 Millionen Kilogramm erhöht und war 1905 im Betrag von wenigstens 164 Millionen Franken. Der Durchschnittswert des Anbaues von Zucker, Tabak, Kaffee, Indigo, Chinarinde, Thee und Reis der in Händen der Ausländer befindlichen Unternehmungen betraf in den letzien Jahren ungefähr 354 Millionen Franken, ein viel grösserer Ertrag als zur Zeit des Systems des Regierungsanbaues. Hiezu hat es den ausländischen Kapitalisten niemals an Stütze der Regierung gemangelt, aber um die Schaffung einer grossen Industrie möglich zu machen, die durch und für die Eingeborenen verwaltet werde, wurde noch nichts getan, obwohl für die ökonomische Entwickelung eines Landes mit einer dichten Bevölkerung und einer primitiven Landwirtschaft ohne jeglicher industrieller Produktion diese Verwaltung durchaus unentbehrlich ist.

B. — Der Handel in den Kolonien.

In einem Lande, dessen Einwohner jahrhundertelang zuerst der gewissenlosen Habgierde der Händler und später der Lüsternheit einer Raubregierung und hierauf dem Gelddurst unersättlicher Kapitalisten verteidigungslos preisgegeben worden war, musste die Stärke des Ankaufs, musste der Handel sehr gering sein. Ein Handel, welcher darauf basiert, Waare zu Spottpreisen zu erhalten oder sie durch Gewalt zu nehmen, muss ein Volk verarmen und in Java hauptsächlich, gestaltete sich der Handel unter den schädlichsten Formen für die Eingeborenen. Allgemein muss jedes Land als Import an Waaren oder Geld) beiläufig den Wert seines Exportes erhalten. In den holländischen Kolonien war das niemals der Fall; ein grosser Teil kam niemals zurück; er bildete den Tribut der Herrscher jenerseits der Welt.

Sowohl während der Suprematie der indischen Gesellschaft

als während der Herrschaft der Regierung waren die Importe minim im Vergleich mit dem grossen Importe der kolonialen Produkte. In unseren Tagen war der Betrag der Importe (Geld inbegriffen) nach Java 258 in 1904 gegen einen Export in einem Gesamtwert von 358, was ein jährliches Defizit von 100 Millionen Frs. hinterliess. Für das gesamte Ostindien waren diese Ziffern von 433 und 616 Millionen, was ein Defizit von nicht weniger als 183 Millionen ergab; während den Jahren 1890 bis 1905 erreichte dieses Ausschleppen die Summe von 1440 Millionen oder 1 1/2 Milliard.

Von den *Importen* auf Rechnung von Privatpersonen bilden die Manufakturen den bedeutendste Teil (23 % des Gesamten) und wenn man Töpferwaren, Spezereien, Zündhölzer, Petroleum, Reis, Trockenfische u. s. w. mitrechnet, so erhält man einen Gesamtbetrag von ungefähr 210 Millionen Fr., die zu Nutzen der Eingeborenen dienen. Das Ueberige, hauptsächlich Maschinen für die Zuckerfabrikation, Esswaren, Getränke, Papiere, Dünger, Materialien für Eisenbahnen und Bauarbeiten und Kriegesgeräte, die hauptsächlich dem Interesse des Ausländer dienen und bereits einen grossen Teil (ungefähr 1/3) der Importe bilden. Für seinen eigenen Bedarf produziert der Javaner beinahe nur Reis, Mais und andere Nahrung von geringem Wert. Die Reisernte ist die Hauptquelle der Einkünfte der 29 Millionen Einwohner von Java, aber der Ertrag giebt nur 11/12 davon, was für eine mässige Nahrung erforderlich ist und betrifft im Durchschnitt nur 360 Millionen Fr., kaum soviel als der Wert des Tabaks, Zuckers, Kaffees u. s. w. die durch einen Haufen europäischer Industrielle aus den Kolonien exportiert wird. Dividiert man den Gesamtbetrag der nach Java importierten Produkte durch die Zahl der Einwohner, so erhält man im Durchschnitt für die Jahre 1881/85=10.60; 1891/95=9.90 und 1904=7.90 Fr. per Kopf eines Einwohners, eine lächerliche Ziffer, die sich noch verringert, wenn man den ausschliesslich für den Gebrauch einiger Tausende Europäer dienenden Teil des Einfuhrs davon abzieht. Ein zivilisiertes Volk, das, sozusagen

gar keine Textilindusrrie besitzt und das nur über Fr. 2 10 per Einwohner für Manufacturen verfügt, ist wahrlich arm und kann kein gutes Absatz gebiet sein weder für Handel noch für Industrie.

Während der Import abnahm, steigerte der Export um 42 °/₀ in dem Jahreszehnt (1893 bis 1903), dank der europäischen Industrie. Nach genauer Berechnung war es mir möglich zu einer Globalschätzung des Exporthandels wie seitens der Eingeborenen so seitens der Eindringling zu gelangen, — letztere, eine Minderheit von höchstens 1 °/₀ der Bevölkerung, exportierten 3. 3 Mal mehr als die übrigen 99 °/₀

Wäre die Kolonialverwaltung eine gerechtere, so würde sie durch Begünstigung der Landwirtschaft und der Industrie der Eingeborenen deren Aufkaufsvermögen vergrössert haben und dadurch indirekt viel mehr zur Verbesserung des holländischen Handels und der Industrie beigetragen haben, da dann es auf eine weniger verarmte Kundschaft angewiesen wäre, als die, welche sich jetzt dort befindet. Der gesamte Handel in *Java* ist gegenwärtig (1900/1904) von nur 21 Fr. auf jeden Einwohner, kaum 1/80 des Betrages von Holland selbst, 1/30 von Belgien, 1/4 von Spanien, 1/3 von Japan, und im Vergleich, mit den anderen Kolonien, nur 4/5 in des Handels 2/5 der Philippinischen Insel und 1/30 des Handels in Kuba.

Der Import ist selbst für den geringsten Bedarf unzureichend und die Produktion der Eingeborenen ungenügend, um mehr zu kaufen. Java ist und wird arm bleiben, solange kein Ende gemacht werde diesem fortwährenden Aderlassen, diesem Raub seiner Reichtümer, was auch Bergwerksbetrieb im festzustellen ist.

C. — Der Bergwerksbetrieb

Es war ein Glück für die Kolonie, dass wenigtens der Zinnwerksbetrieb grösstenteils in Händen des Staates blieb. Der Verdienst des Staates während 1907 kann auf 46 Millionenen Fr. berechnet werden, die sonst den Kapitalisten zuge-

fallen und vom Lande ausgewandert wären.Die *Kohlenminen*, die keinen grossen Wert haben, stehen auch zum grossen Teil in Betrieb der Gemeinden.aber, der Betrieb von Diamant- Gold- und Silberbergwerken wurde der Initiative von Privatpersonen überlassen. Ausser in 2 oder 3 Fällen, ist der Ertrag dieser letzteren nicht gross ; ihre Hoffnungen sind nicht verwirklicht worden, jedoch Verwirrer und Spekulanlen aller Art fanden darin eine Quelle für Schmugglergewinn.

Ganz anders waren die Resultate der Petroleumproduktion, für welche der ungeheuere Reichtum des Unterbodens von Java und Sumatra bereits seit Jahren bekannt war. Die Produktion steigerte von 1895,1904 von 67 bis 1.033 Millionen Liter zu einem jährlichen Betrag von 200 Millionen Fr.Keine Industrie in Indien hat in kurzer Zeit ein so rein kapitalistisches Gepräge angenommen als die Petroleumindustrie : zwei grosse Gesellschaften besitzen das alleinige Monopol ; eine Allianz mit der mächtigen « Schell Compagnie » wurde geschlossen ; es wird beabsichtigt ein Kapital von 600 Millionen zu bilden und einen Vertrag mit der Standard Oil Company abzuschliessen, um gemeinsam einen Weltteil zu beherrschen. Der Gewinn ist ungeheuer (15.8 Mill. in 1905) und eine mehr verständliche Regierung würde diese ungeheueren Oelgebiete nicht konzessionniert haben, welche man nach Erschöpfung deren Reichtümer im zerstörtem Zustande lassen wird. Sie hätte diese Millionen nicht nach weiten Ländern auswandern lassen sollen, beinah ohne Profit für die Gemeinde.

D. Transportmittel

Bereits weit zurück in der Vergangenheit, war der indische Archipel der Schauplatz eines lebhaften Handels zwischen den Eingeborenen, wobei haupsächlich die Javaner sich als kühné Seefahrer zeigten. Dies alles ist jetzt verschwunden ; die grosse Seefahrt ist ganz und die Küstenschiffahrt grösstenteils in Händen der Ausländer. Den Platz der Segelschiffe haben die Dampschiffe eingenommen und die Gesamtkapazität der*Schiffe* wurde in 20 Jahren verdoppelt. Die holländischen

Schiffahrtgesellschaften wurden auf Kosten der Eingeborenen mit 1.700.000 Fr. jährlich subsidiert ; Seehäfen wurden erbaut, unterseeische Kabel gelegt, nicht soviel in Interesse der Einwohner der Kolonie als um die ausländischen Kapitale mehr fruchtbar zu machen.

Es ist selbst noch fraglich, ob der *Eisenbahnbau* in vielen Fällen nicht mehr zu Gunsten der Grossindustrie und um den Europäern Dividende und einträgliche Aemter zu verschaffen gedient hätte, als um die Interessen der Eingeborenen zu wahren, die gar keine Produkte für den Massentransport haben. Die Länge der Eisenbahnstrecke vergrössete sich in 20 Jahren um 150 °/₀ und beträgt jetzt (inbegriffen die Tramways) 5,000 Kilometer ; 1/7 der Eisenbahnen und aller Tramways (ausgenommen die Militäristrecke bis Athjeh) sind an Privatpersonen vergeben, welch die besten Strecken in Händen haben. Der Reingewinn per Kilometer ist für Staatsbahnen von 5,500 und von 18,300 für die anderen.

Der grössere Teil des Geldes, das für den Bau und die Ausrüstung von Eisenbahnen nötig ist, geht nach Europa. Die Preise der einheimischen Produkte sind keineswegs gestiegen, die Löhne verblieben niedrig und deshalb gelang kein Mittel, das die ökonomische Entwickelung diesses Landes fördern könnte, welche zu genau ihre kapitalistische Tendenz aufzeigt.

B. — Die kapitalistische Tendenz.

Trotz den schönen wortreichen Devisen, ist keineswegs die « Liebe zu den Eingeborenen » der Beweggrund der herrschenden Klassen in den Kolonien. Der Durst nach Gewinn ist ihr einziger Beweggrund, Gewinn gleich welcher Art, gleich in welchem Lande. Wenn die Goldgruben von Sibirien, die Guanoschichten von Peru, die Bergwerke von Alaska und die Eisenbahnen in Arabien, oder die Spekulation mit den Yankees, Jungles oder Kängurus mehr Gewinn und weniger Arbeit versprächen, würde das holländische Kapital

den Handel und die Industrie von Java aufgegeben haben. « *Das Kapital hat kein Vaterland* ».

Die holländischen Kapitalisten sandten nur einen Teil des Ueberflusses den Kolonien, aber dieser Teil ist genügend wichtig. Für sie ist die grosse Bedeutung der Kolonien nicht im Verkauf der Produkte ihrer Industrie, auch nicht im Handel und Transport ; ihr Hauptziel besteht darin, ihre Kapitale in der Kolonien am günstigsten zu verwenden. Allein das Kapital des anonymen Gesellschaften für Bergwerke, Landwirtschaft, Industrie, Transportmittel beträgt bereits 1860 Millionen Fr. Wenn man hierzu noch die Betriebe in individueller Verwaltung beirechnet, wird der Betrag nicht unter *2 Milliarden Fr.* sein. Samt den Aktionen der amerikanischen Eisenbahnen und der indischen Staatfonds bildet dies angelegte Geld einen grossen Teil des Nationalgutes.

Die Vergeltung ist nicht ausgeblieben. In 1905 war ihr Profitsertrag wie folgt : in den Zuckerplantagen — 52 0 ; in im Tabaksbau — 62, 4 ; im Eisenbahnwesen 18,3 ; in den Bankgeschäften — 15, 0 ; in den Schifffahrtsgesellschaften — 6,9 ; im Petroleum — 18,0 ; in den Goldminen — 13,5 u. s. w. Das Lösegeld, das die Kolonien den europäischen Kapitalisten in einem einzigen Jahre gezahlt haben, beträgt also nicht weniger *als 186 Millionen Fr.* Und diese Wucherer verdammen mit schönem Geberdenspiel die ehemaligen « bijdragen » (Beiträge zum niederländischen Staatsgut) die kaum 1/8 dieses Tributs forderten ; sie verwünschen von Herzen das Kultursystem, das selbst in der schonungslosesten Periode, im Durchschnitt 1/5 davon nahm, was jetzt das ausländische Kapital ohne beinahe bemerkbar zu werden von dem auf deren Gnade ergebenen Eingeborenen hinweggerafft unter der heuchlerischen Devise der « ethischen Politik » d. h. der Sittlichkeit und der Uneigenützigkeit.

Sie sind es, die die Koloniale Expansion ansporneu. Jede Minderung der Koloniallast welche für unsere Schultern so bedrückend ist, scheint ihnen ein Verbrechen, da dadurch ihnen weniger Chancen zur kapitalistischen Ausbeutung gege-

ben wird. Das Kolonialregime Hollands trieb Java ins Elend ; die anderen Inseln wurden vernachlässigt, sobald es keine Bergwerke zur Ausbeutung und keinen Tabak zum Ernten gab ; aber wäre dieses Voor Nutzen für das Mutterland? Von welchem Einfluss war der Besitz dieser Kolonien für die ökonomische Entwicklung Hollands, für dessen Wohl in der Vergangenheit und in der Gegenwart ?

3 — Der Einfluss der Kolonien auf die ökonomische Entwickelung Hollands.

An den Mündungen des Rheins und der Maas, auf einen auf den Seewogen eroberten Boden lebte ehemals ein reges Volk, das auf fetter Weide Viehzucht betrieb, einen tüchtigen Seehandel durch viele Manufakturen fürte. Es war Lieferant und Vermittler Europas lange bevor, ehe es noch einen Zoll Kolonien besass Während des XVII Jahrunderts, hatten die Vereinigten Niederlande, das Holland von heute, einen unerhörten Aufschwung genommen, um aber bereits Mitte den XVIII Jahrhunderts im Niedergange zu verfallen, trotz der ungeheueren Ausdehnung seines Kolonialreichs. Erst in der zweiten Hälfte des XIX Jahrhunderts, zur Zeit da der Besitz von Kolonien für jedes Volk am wenigsten vorteilhaft war, wurde ein Aufleben bemerkbar. Eine flüchtige Uebersicht zeigt bereits, das die Vorteile des kolonialen Besitztums für das Mutterland oft übertrieben sind. Die *Landwirtschaft,* die Viehzucht und der Fischfang, die Hauptexistenzmittel Hollands, waren von dem Einfluss der Kolonien nur sehr gering betroffen. Wir werden sehen, wie es sich mit dem Handel, der Schiffahrt und der Industrie verhält.

A. — Der Handel Hollands.

Holland war von immer und ist heute noch ein der ersten Länder für den Welthandel. Mit einer Bevölkerung von 0,37 °/° der Weltbevölkerung, beträgt dessen Handel 0,63 °/₀ des Welt-

handels und es nimmt in der Liste den ersten Rang (berechnet nach jedem Einwohner) ein. Unmittelbar darauf folgen *Belgien* und die *Schweiz*, ohne Besitz von Kolonien, hierauf (an 4. Stelle) *England* mit seinen grossen Kolonien aber auch mit einer stark entwickelten Industrie. Hauptsächlich nach 1870, als die Industrie in Deutschland einen Aufschwung nahm, da blühte auch der Gesamthandel in Holland und nahm in 35 Jahren um 375 % zu, aber die Bevölkerung steigerte nur um 55 %. Während der Gesamthandel sich in dieser Zeit um 7700 Million oder um 210 Million jährlich vergrösserte, hat der Handel in den Kolonien nur um 14 bis 15 Millionen zugenommen. Das zeigt zur Genüge, dass der Aufschwung des Handels durch den Besitztum in Indien als durch die geographische Lage und die historische Entwickelung verursacht wurde.

Schon zu den Zeiten der Römer, führten die Bataver und die Friesländer einen regen Handel. Unter Karl dem Grossen entwickelte sich die Weberei und unter der Herrschaft der holländischen Grafschaften, waren blühende Märkte geschafft. Nach den Kreuzzügen wurde viel Handel betrieben nach dem baltischen Meere, mit Russland, Spanien und der Levante ; diesen Ländern lieferten die Niederlande Schiffe und Kaufleute. England tauschte im Niederlande ihre Wolle gegen Korn ein und 2/3 des französischen Handels geschah durch unsere Vermittlung. Längs des Rheins wurde der älteste noch anhaltendste Handel mit Deutschland betrieben und der Grosshandel herrschte dort schon zur Zeit der Grafschaften von Burgund (XV Jahrhundert), welcher als Keimen eines weltlichen Handels- und Industrie galt.

Der Verfall Belgiens gegen das Ende des XV Jahrhunderts begünstigte den holländischen Handel, welcher besonders dank den Bürgerkriegen, die die Nachbarländer verheerten, einen grossen Aufschwung nahm, während der hartnäckige Kampf mit Spanien Energie erweckte und die Gewalt den Weg nach Amerika und Indien bannte. Bereits vor 1600 schrieb man : «Die Holländer sind wie die Bienen ; wie diese den

Honig aus verschiedenen Blumen ziehen, so ziehen jene den Reichtum ans verscheidenen Ländern ». Amsterdam wurde die « Kornhalle » Europas genannt. Mehr als 160,000 Matrosen segelten über allen Meeren mit 15 à 20,000 Schiffen der Handelsmarine und leisteten einen jährlichen Waarentransport im Werte von einer Milliarde.

Aber Holland konnte sich nicht auf der Höhe dieser Prosperität erhalten; bereits in der zweiten Hälfte des XVII. Jahrhunderts bemerkte man den treibenden Keim eines Niederganges. Die Folge daraus war der Tarifkrieg mit Colbert (1664), der Navigationsvertrag mit Cromwell (1667), der Verfall des Handels auf baltischem Meere und mittelländische Meere. Vergebens kämpften sie heldisch während mehr als 60 Jahren mit England und Frankreich für die Oberherrschaft auf der See. Holland hat den Kopf beugen müssen und ihren Platz den mächtigen Gegnern überlassen. Während der Gesamthandel Hollands im Verhaltnis von 5 : 1 zu England im Jahre 1650 stand, war dieses Verhältnis nur von 6 : 7 in 1750 und im Jahre 1792 von 2 : 5 und verblieb auf diesem Niveau bis zu unseren Tagen (7 : 17 in 1904). Bereits vor dem Frieden zu Utrecht (1713) wurde das Geld vom Handel zurückgezogen, um es in Renten und Spekulationen zu unterbringen. Der Verlust, der durch unaufhörliche Kriege erlitten wurde, der Rückstand der Industrie näherte Holland mehr und mehr dem Verfall. Das Kontinentalsystem Napoleon I. versetzte ihm den letzten Schlag. Es erholte sich erst in den letzten 300 Jahren, obwohl es die Kolonien seit 1814 zurückbesitzt.

Weder die Ostindische Gesellschaft noch das Kultursystem war ein wichtiger Faktor des holländischen Handels und zwar zu unsersn Tagen spielt der Kolonialhandel nur eine sekondäre Rolle.

Nur ein Teil des Kolonialexports wird nach Holland gesandt : mehr als die Hälfte der exportierten Quantität von Chinarinde, Tabak, Reis, Kaffee, Muskatblumen geht nach dem Mutterlande für eine Durchschnittssumme von 115 Millionen

Fr. jährlich. Aber man ist gezwungen ausserhalb für mehr als 220 Milliomen aufzukaufen. Und von diesen aus Holland importierten Produkten bildet der *Tabak* den grössten Wert, der auf dem hundertjährigen Markt von Amsterdam einen besseren Absatz findet, in Erwartung dass die japanische Regie ihre Aufmerksamkeit darauf richtet und ihn aufkauft. Auch der Kaffeemarkt scheint in den letzten Jahren bedroht.

Die anderen kolonialen Produkte, z. B. Indigo, Arak, Muskatnüsse, Djatieholz, Maïs, Cacao, Pfeffer u. s. w. schickt man nach den ausländischen Märkten von 15 °/₀ bis 50 °/₀, kaum für 50 Millionen Franken, etwa 1/7 des Gesamtimports Hollands Aber an Zucker 175 Millionen) und Petroleum (38 Millionen Fr.) ist beinah nichts nach Niederlanden angelangt, um der Markt rege zu erhalten. Von dem Gesamtimport Hollands in Jahre 1905 im Werte von 5 370 Millionen kamen von den Kolonien nur 830 Millionen und das nur bis man anderswo einen vorheilhaften Absatz gefunden haben werde, denn es ist keineswegs wahr, dass der Handel der Fahne nachgeht. Das ist der Fall für alle Länder, die kraftlos sind Schutzzölle einzuführen, welche, andererseits, den ganzen Handel Niederlands niedergerissen hätten.

Von dem Gesamtbetrag der *Exporte Hollands* geht kaum 1/30 nach Ostindien, 146 Millionen auf 4.150 exportierten. Stahl, Eisen und Maschinereien kommen nur für 30 und die Manufaturen für 46 Millionen oder 32 °/₀ der dort importierten Produkte in Betracht. Der Export nach den Kolonien ist fortwährend im Rückgang bestrebt. Er war in 1857/66 = 11, 4°/₀, in 1877/86 = 6,1 und 1897/1905 = 3,7 °/₀ der Gesamtheit der exportierten Waaren. Der holländische Handel deckt nur um 31 °/₀ den Bedarf von Java. Die immer zunehmende Konkurrenz der anderen Länder, hauptsächlisch Englands und Japans ist Ursache davon. Von Standpunkte guter Absatzmärkt für Waaren hat Niederland ein viel grösseres Interesse an den Verkauf in den Vereinigten Staaten, in Russland, in Belgien und England, und während Ostindien in 1905 nur 3,5 °/₀ der

Exporte aufnahm, betrug der Export nach Preussen 50,6 °/₀ oder etwa um 15 Mal mehr.

Ein Anwachsen des Handels in den drei letztgenannten Ländern um nur 10 °/₀,würde die Hälfte des ganzen kolonialen Handels repräsentieren und in sechs Jahren (von 1898 bis 1904) war die Zunahme des Gesamthandels Hollands von 7,250 bis 9,520 Millionen oder mehr um 2,270 Millionen, was schon über das Doppelte des Gesamthandels (988 in 1905) zwischen Holland und seinen Kolonien hinausgeht. Einige Ziffern genügen, um die untergeordnete Rolle des holländischen Kolonialhandels im Welthandel ins Gedächnis zu rufen. Wenn wir die Summe des Handels aller Kolonien der Welt durch 100 darstellen, so beträgt der Teil der *englischen* Kolonien = 89,0; der *französischen* = 8,6; der *amerikanischen* = 5,7 und der *holländischen* = 5,2 °/₀.

Da der holländische Handel nur 15 °/₀ des weltlichen Handels bildet, so beträgt der Anteil der renommierten holländischen Kolonien kaum 0,78 °/₀o der 1/128 des Ganzen. Ausser diesen Kolonien bleibt also dem Initiativgeiste meiner Landsleute noch ein grosses Gebiet offen.

B. — Die Handelsmarine Hollands.

Die Geschichte der *Seefahrt,* die keinem anderen Zwecke dient als dem Transport der Waaren und Passagiere, ist allgemeinen eng mit dem Handel verbunden. Eine lange Küstenlinie, tiefe Flussmündungen, deren geographische Lage und ein wichtiges jeder Berührung mit dem Meere entbehrenden « Hinterlandes »,hätte Holland durch die Eigentümlichkeit seines Landes und seiner Leute zur See- und Meereschiffahrt bestimmt. Und jedoch ist Holland weit davon, noch jetzt den Rang zu bewahren, den es im XVII Jahrhundert einnahm, als es genannt wurde : « der Seemann Europas ».

Es war noch im Jahre 1830 die 2. Seemacht, nur noch von England überragt; jetzt nimmt es nur den 12. Rang ein, trotz dem wichtigen Handel ihrer Häfen, der nur durch den Handel

Englands und der Vereinigten Staaten übertroffen wird. Von den 32 Millionen Tonnen, die 1905 in den holländischen Häfen eintrafen (davon 2/3 in Rotterdam, wo der Kolonialhandel unwichtig, sondern der Transithandel sehr gross ist) segelte nur 1/50 unter der dreifarbigen Fahne. In den letzten zehn Jahren kann man eine Besserung konstatieren : die *Handelsflotte* erfuhr eine Zunahme von 835 *tausend* Kubikmeter im Jahre 1896 bis 1218 tausend im Jahre 1906 oder von 46 %, während die Kapazität eines jeden Dampfschiffes in 30 Jahren von 2,167 bis 3,726 cm., oder um 71 % steigerte.

Die Seefahrt Holland blühte bereits in entferntesten Zeiten und entwickelte sich rasch, nachdem es die Konkurrenz der Hansa im Norden, Spaniens im Süden besiegt hatte. Noch im XVII das stärkste der Welt, musste es England den Platz überlassen. Nach dem Falle Napoleon 1. konnte der Schutz des Königs Wilhelm es nicht aufleben und als der Dampf in die Marine seinen Eingang machte, konnte sich Holland nicht an die neuen Forderungen anpassen; erst nach 1890 nahm es einen neuen Aufschwung. Die Kolonien kommen hier gar nicht in Betracht, denn von Schiffen, die im Jahre 1905 in den Häfen ein- und ausliefen, nimmt Indien nur 0,9 % ein. Wo bleibt also der Einfluss der Kolonien auf die Schifffahrt Hollands.

Statt gleich anderen Ländern Handel zu betreiben, waren von allen Schiffen, die in die Kolonien einliefen nur 15,6 % und von der Zahl der auslaufenden Schiffe nur 29,4 % die unter der nationalen Fahne segelten, während die englische Fahne auf 49.0 % gehisst war. Die Seefahrt nach den Kolonien beschäftigt nur 1/30 der bereits rückgangigen holländischen Marine, was genügend zeigt, dass die Bedeutung der Kolonien auch von diesem Standpunkte aus nur von geringer Bedeutung ist.

C. — *Der Einfluss der Kolonien auf die Industrie Hollands.*

Obwohl von jedem Tausend Personen, die im Betrieb und Gewerbe beschäftig sind, die *Industrie* in Holland 338 beschäf-

tigt (gegen 374 in Deutschland. 382 in Belgien, 407 in der Schweiz und 560 in England) ist Holland kein industrielles Land; die kleine Industrie ist überwiegend und die darin engagierten Kapitale sind unbedeutend.

In den verlaufenen Jahrhunderten spielte Holland eine grosse Rolle auf industriellem Gebiete. Die Geschichte erwähnt den Schiffbau der Batavei, die Milchindustrie der Zeiten der Römer, die Tuchwebereien seit dem XI. Jahrhundert samt den Bierbrauerein, den Töpfereien u. s. w. Von Belgien durch die spanischen Armeen und von Frankreich durch den Erlass von Nantes verjagt, verlegten die Industriellen ihre Betriebe und Kapitalien und bereits im XVII. Jahrhundert waren dort die Bedingungen geschaffen für eine Grossindustrie. Hauptsächlich die Textilindustrie erreichte da eine wunderbare Höhe; auch die Fell —, Seil —, Segel —, Industrie—, ebenso die Zuckerraffinerein, die Oelmühlen und die Fabrikation der Steingutes, der Kunstgegenstände und des Papieres fanden hier einen günstigen. Gegen 1700 erreicht Holland den Scheitelpunkt ihres industriellen Ruhmes, aber der Verfall war angekündigt.

Der Wettbewerb der anderen Länder, in denen der Frieden sich eingestellt hatte, liess nach und nach alle blühende Industrien verschwinden, und die Hindernisse an den Grenzen bereiteten ihren Ruin, der noch beschleunigt wurde durch politische Unruhen, durch Landbewerb, durch die Last der erdrückenden Kriege und Zölle. Als die französische Revolution ausbrach, da befand sich Holland bereits im vollständigen ökonomischen Verfall und Napoleon I. zerstörte auch noch die Reste der Industrie, des Handels und der Seefahrt, die ehemals mit so viel Erfolg einander gebunden waren und sich gegenseitig stützen und den Reichtum Hollands bewirkten. « Es wurde », sagt *H. Roland Holst* in ihrem Buche « *Kapitaal en Arbeid in Nederland* » ein Volk von Monopolisten, Rentnern und Bettler, — ein Land sozialer Kontraste ohne Klassenbewegung, des Kapitals ohne Arbeit und der Armut ohne Empörung ».

Und dies alles am Vorabend einer durch Einführung der Dampfmaschine und der wunderbaren technischen Erfindungen verursachten Umwälzung der Industrie. Während England und Frankreich sich der neuen Produktionsform angepasst hatten, blieb Holland noch rückstellig, und wurde zum verteidigüngslosen Opfer besser bewaffneter Konkurrenten. Bald beherrschte England den Weltmarkt und der Handel wurde zum Vassalen der Industrie. Die Vereinigung des Nordens und des Südens der Niederlande hatte einen schlechten Einfluss auf die Entwickelung der Industrie in Holland und nur erst nach dem Abfall von 1830 begannen sie sich sehr langsam auf dem Wege des Fortschrittes zu bewegen. Es geschah durch die Verfassung von 1848, die dem König das Recht genommen hat und es der Bourgeoisie gegeben, welche dieses Recht ausnützte zur Ausbesserung des Eisenbahnwesens, der Kanäle und Häfen, ihres ökonomischen Werkzeuges; es musste eine landwirtschaftliche Krise eintreten, um durch Schaffung neuer Industrien den Grund und Boden mehr produktiv zu machen, um die Existenzbedingungen zu schaffen für die kapitalistische Grossindustrie. Das geschah aber, ohne dass die Kolonien dabei von Betracht wären.

Die Hauptindustrien, so des Kartoffelmehls, der Butter, des Bieres, der Schokolade, der Hefe, des Alkohols, der Margarine, der Pappe, der Käse, der kondensierten Milch u s. w. die gegenwärtig für den Export arbeiten, haben nichts oder beinahe nichts zu tun mit dem kolonialen Besitztum; für den Export der Maschinen und der Fabrikationen muss man eine Ausnahme machen Der Wuchs des industriellen Kapitals, ebenso die Zunahme der Dampfmaschinen und der Zahl der Arbeiter ist nicht durch den kolonialen Besitztum bewirkt worden.

Die holländische Industrie erfuhr Zeiten der Prosperität bevor dem Besitztum der Kolonien, sie hatte Perioden des Rückganges trotz ihrem grossen kolonialen Besitztum, und überhaupt in unseren Tagen, wo in den Kolonien offene Türe gelassen wird für Fabrikanten der ganzen Welt, kann ihr

Einfluss nicht gross sein. Ja war es denn je ? *Frankreich* und *Spanien* besassen während Jahrhunderte ungeheuere Kolonien, doch aber eine geringe Industrie; nur nach deren Verlust richtete sich das industrielle Spanien wieder auf. *Belgien* und die *Schweiz* hatten nie Kolonien und wurden industrielle Länder *par excellence*, während weder *Deutchland* noch die *Vereinigten Staaten Amerikas* ihren Schwindel erregenden Aufschwung ihrem kolonialen Besistzum verdanken. Ebenso waren für *England* und *Holland* andere Ursachen vorherrschend.

Auch das Interesse Hollands an dem *Verkauf* industrieller Produkte in den Kolonien wird sehr übertrieben. Es sendet dahin Materialien zur Militärrüstung und zum Eisenbahnbau, die man am häufigsten in Deutschland und England fabriziert; dann noch manche Getränke und Esswaren, Kleider, Porzellan, chemische Dünger, Maschinen, Fabrikationen u. s. w. aber auf jedem Gebiete muss es eine eifrige Konkurrenz führen mit der Industrie anderer Länder. Der Gesamtbetrag aller in Indien verkauften niederländischen Produkte ist nicht höher als sechzig Millionen Fr. anzusetzen, kaum 1/10 des Gesamtexports dieser Artikel und nicht zwar 1/50 des Gesamtexportes Hollands. Von den Hauptartikeln unseres Exports wird daher nur ein ganz kleiner Teil nach Indien untergebracht ; allein Produkte der Textilindustrie machen eine Ausnahme.

Noch bis 1886 pflegte Holland mehr Fabrikationen aufzukaufen, als es zu verkaufen vermag; seit diesem Jahre hat die Situation geändert und jetzt nimmt es, mit 137 Millionen in 1905, eine Haupstelle im Exporte ein. Welche Rolle haben dabei die Kolonien eingenommen ? Während des Jahres 1904 sandte Holland nach Indien Faser und baumwollene Waaren, Wolle und Seide im Betrag von 40, während mehr als 97 Millionen nach anderen Ländern gingen. Von den in den Kolonien importierten Fabrikationen in Gesamtbetrag von 88 Millionen waren also nur höchstens 46 0/0 niederländischer Herkunft, denn ein Teil davon hat vielleicht nur Holland passiert, eine

Tatsache, die die offizielle Statistik Hollands nicht in Betracht zieht *England* importierte 44 0/0 des Gesamten, also beinah ebensoviel und hauptsächlich hat der Export an Wolle während der letzten Jahre bedeutend zugenommen, in Erwartung dass Japan mit eingreift und die beiden Konkurrente beseitigt.

Es ist also zu hoffen, dass die Textilindustrie in Holland sich mehr und mehr von der Abhängigkeit der Kolonien befreien wird, was bereits der Fall ist; ihre Produktion steigerte rapid obwohl die Expeditionen nach Indien stationär blieben. Der Absatz im Inneren der Niederlande steigerte schon bis zur Hälfte der Fabrikation und neue Kundschaft wird in anderen Ländern gesucht und gefunden. Von viel grösserem Einfluss als das koloniale Absatzgebiet ist für diese energischen Erwerbsleute der Preis der Rohwolle in Amerika, der Kohlen in Deutschland oder der Preis der Produkte auf dem Weltmarkte. Also selbst auf diesem Gebiete dürfte man nicht sehr auf die kolonialen Besitzungen bauen.

Auf andere wichtige Branchen der nationalen Industrie können die Kolonien in jeder Hinsicht keinen Einfluss haben; um nicht von der Landwirtschaft zu sprechen, die 1/3 der Bevölkerung ernährt, will ich beispielweise nur die *Kohlenminen* und den *Meerfischfang* anführen. Die rohen Produkte der Minen von Limburg gaben in 1905 einen Wert von 3,1 und der Fischfang nur auf der Nordsee 25,2 Millionen oder insgesamt 28,3 Millionen die absolut mehr als 24,000 Arbeiter ernähren, beinahe ebensoviel (ich werde es späterhin zeigen) als die Arbeiter in den Betrieben für den Export nach den Kolonien. Von diesem Gesichtspunkt aus betrachtet, ist für die Prosperität unseres Volkes das uns umgebende Meer und die Schätze des Bodens unter unseren Füssen mehr befördernd, als alle Kolonien, deren Eroberung so viel Blut und Tränen kostet und deren Verdienste ausschliesslich zu Gunsten einer kleinen Zahl holländischer und ausländischer Kapitalisten dienen. Es bleibt also noch übrig von den Vorteilen und Nachteilen

der kolonialen Besitzungen für die besitzenden Klassen und für die Arbeiterklassen zu sprechen und davon eine kurze Schlussfolgerung zu ziehen, ohne diesmal auf die Rechte und Interessen der herrschenden Klassen einzugehen, auf die der Amsterdamer Bericht Bezug hatte.

IV. — Die Vorteile und Nachteile der Kolonien.

A. — Für die herrschenden Klassen.

Die Kolonialvorteile der herrschenden Klassen bestehen aus der Beziehung von Gehältern und Pensionen, aus der Einnahme von Renten und Dividende und davon eine Anhäufung der Kapitale.

Kaum mit einem Vierteljahrundert zurück, machte das industrielle Kapital Hollands seinen Einzug in die Kolonien, zuerst in die Landwirtschaft und dann in die Bergwerkindustrie. Man bildete bald anonyme Gesellschaften, die die Teilnahme einer grösseren Anzahl zu ermöglichen und so wurde vom holländischen Kapital das koloniale Kapital zum überwiegenden Teil. Von den mindestens 30 Milliarden betreffenden Nationaleigentume wurde 1/14 in die kolonialen Unternehmungen gesteckt, wenn auch ein kleiner Teil davon vom Auslande kommt. Unsere Finanzmänner sind durch die Leichtigkeit angezogen, mit welcher die Regierung Konzessionen für die Bergwerke an ihre Günstlinge verteilt, durch die Stütze, die den Eigentümern der Tabaks-und Zuckerplantagen gewährt wurde, durch die Chancen ungeheuerer Profite, die beinah ohne jegliche Mühe und Arbeit erworben werden. Vom Reingewinn von 130 Millionen, der während der letzten Jahren von Zucker, Tabak und Petroleum angeworben wurde, kommt nur eine geringe Summe in die Staatskasse ; die Regierung hatte nur Einsicht für das Interesse der Grosskapitalisten.

Es würde interessant sein zu erfahren, wie viele Millionen

Holland von seinen Kolonien bisher bekommen hat. Ein Teil wurde (während XIX Jahrhunderts) der Staatskasse überwiesen; ein anderer (unbedeutender) wurde in die niederländische Industrie gesteckt. Einige Brocken wurden für philanthropische Zwecke ausgegeben; viele für Luxus verwendet, aber hauptsächlich durch Börsenspekulation vergeudet. Sie hatte sich durch die in Indien mühelos angehäuften Reichtümer aufgedrungen.

Kaum entstanden, liess die ostindische Gesellschaft eine zügellose Agiotage auftauchen, die je nach dem blinden Hasardspiel manche Schwingungen erlitt. Darauf folgten die Werte Westindiens und ebenso die Staatsobligationen Hollands. Man erwarb Reichtum an Tulpenzwiebel, man schaffte auf dem Papier Gesellschaften von Moskau und Abyssinien; das John Law in Frankreich anstachelte Spielfieber fand ein günstiges Gebiet in Holland, wo Amsterdam die grösste Börse des Jahrhunderts war. Die Errichtung der « Handel Maatschappij » gab ebenso als das Konsignationssystem neue Spielgelegenheit und der Kaffeehandel mit den sehr variierenden Preisen fand ein günstiges Terrain für wütende Spekulationen, die, nach jeder Flut oder Ebbe des Kurses, Reiche und Bettler erstehen liess. Indem auf der Börse fiktive Quantitäten verkauft wurden, hat der reele Handel Platz machen müssen für einen Papiertausch und selbst die Industrien zahlen ihr Tribut den Finanzmännern, welche ihr « Einlagerecht » teuer bezahlen lassen, bis sie das durch Ersparnis der kleinen ihre Sparkassen füllende Gold ablassen. Der Produzent unternimmt, arbeitet und verliert; der Spekulant geniesst und verdient ohne sein Bureau zu verlassen. Die Spinne bleibt im Zenter ihres Gewebes, welches die ganze Erdkugel umschlingt; sie erwartet die unglücklichen Fliegen, die sich in die Schlinge ziehen lassen, um ihren letzten Bluttropfen aufzusaugen. Und in wenigen Ländern ist das Börsenspiel ein so allgemeines Gebrechen als in dem nebeligen Holland, wo die Börse so viele Opfer machte und fortwährend macht. Es ist schwer den Einfluss des kolonialen Rechtums auf dieses nationale

Gebrechen zu ermessen, aber niemand wird leugnen können, dass in diesem Lande der Rentner die Spekulation unbedingt auftauchen musste.

Holland war seit langer Zeit, wie England nun zu werden im Begriff ist, ein Land, wo die Kapitalisten von ihrer Rente leben und je mehr Dividende oder Renten über die Grenzen gelangen, um je weniger wird der Geist der Initiative, da der Geschmack für industrielle Unternehmungen Arbeit und Energie beansprucht. Das koloniale Kapital, das in Indien so mühelos angehäuft wird, floss nich zu den produktiven Kräften des Landes, sondern suchte sich einen mehr fruchtbaren Boden, in den Eisenbahnen Süd-und Nordamerikas, in den Minen von Transvaal, in den russischen Fonds oder von Peru. Selbst englischen Konkurrenten, die die nationale Industrie töten wollten, wurde in Erwägung der höchsten Renten häufig Geld ausgeliehen. Man gewährte Kredit den Schiffahrtsgesellschaften, welche in Begriff waren, die Vaterlandsindustrie niederzumachen.

Das sind die Gründe, weshalb die Handelsbilanz Hollands ganz im Gegenteil zu der Indiens — in 1905 einen Importswert (Speziellhandel) von 1250 Millionen mehr als der Wert des Exports repräsentiert. Diese Differenz von 30 % wird zu Teil durch Transport und Versicherungskosten zurückgezahlt werden, aber grösstenteils durch baares Geld, welches aus den Renten und Dividende der Deponierung der Kapitale in den Kolonien und im Auslande herrührt. Aber viel schlimmer, alle diese Millionen, die man nach weiten Ländern schickt, sind von der Nationalwirtschaft zurückgezogen worden und verlangsammern die ökonomische Entwickelung Hollands. Es wurde ein Land vortrefflicher Spekulanten und seine besitzende Klasse, in wieweit sie von der Agiotage lebt, bekümmert sich mehr um den Kurs der Amsterdamer Börse als um das Wohl der Kolonien.

Ein Teil der herrschenden Klassen hat ein mehr direktes Interesse an dem Besitz der Kolonien. Das sind — ausser den

bereits genannten kapitalistischen Unternehmern — auch noch diejenigen, die dort ein Amt vernehmen im Dienste der Regierung oder im Privatdienste.

B. — Aemter und Stellungen.

Von den Zivilbeamten in Ostindien, in deren Zahl auch Notäre, Aerzte, u. s. w., waren in 1900 ungefähr 7500 Europäer, die ein jährliches Gehalt von ungefähr 63 Millionen beziehen. Aber mehrere von ihnen, hauptsächlich zwischen den Metizen, würden dort ein Gebiet für ihre Tätigkeit finden können auch wenn die holländische Fahne durch andere Farben vertreten wäre. *In der Armee und in der Flotte* findet man ungefähr 1650 Offiziere, die ein Gehalt von ungefähr 13 Millionen beziehen, während der Sold der 16,000 europäischen Soldaten und Matrosen von einer Höhe ist, die sie Kolonien nicht wünschen lassen darf. Zwischen den Soldaten gibt es immer 15 bis 20 °/₀ Ausländer und da sie alle Freiwillige sind, so könnten sie nach Belieben in Diensten einer jeglichen Kolonialmacht treten. Die Gehälter der grossen Beamten sind übermässig in einem so armen Lande. Bei der Zivilregierung sind die Löhne der Weissen im durchschnittlichen 5 mal höher als die der eingeborenen Beamten. Und alle diese Holländer kommen in die Kolonien, um sie wieder zu verlassen, nachdem sie aus der Quelle genügend geschöpft haben, und es bleibt ihnen nur so viel die Erinnerung davon als dass sie *Pension* einzuziehen haben. Sie betreffen bereits 23 Millionen und werden grösstenteils in Europa ausgegeben. Auch sie tragen viel bei zum Erschöpfen und zur Grundrichtung der Kolonie und hindern die Schaffung einer besseren Zukunft für die Kolonien, für deren ökonomische Entwickelung Kapital unentbehrlich ist. Dasselbe gilt für die Beamten im Dienste der Privatindustrie.

Ihre Gesamtzahl betrug in 1900 ungefähr 13.000 Personen, deren Mehrzahl von schlecht bezahlten Metizen und Arbeitern, die allenfalls einen entsprechenden Lohn verdienen könnten.

Es ist schwer, das Totaleinkommen dieser Beamten der Landwirtschaft, der Industrie, des Handels, u. s. w. genau anzugeben, da die Regierung immer noch unterlassen hat, eine Steuer auf das Einkommen zu erheben, aber eine Globalziffer von 27 bis 30 Millionen wird der Wahrheit sehr nahe sein. Aber wie viele von den einigen Tausenden obenerwähnter Europäer haben ein wirkliches Lebensinteresse an der Oberherrschaft Niederlands ?

Keineswegs die Deutschen, Schweizer, weder die Armenier noch die Metizen, die von einer Kreuzung verschiedener Rassen in Indien geboren wurden, bilden die Holländer reinen Blutes kaum 1/10 der Gesamtzahl. Und ausschliesslich zwischen diesen die rechilich bezahlten Beamten, die Verwalter der Bergwerke und Plantagen, die Direktoren der Bank- und Handelsgesell schaften. Alle würden sie in verschiedenen Ländern der Welt für eine gleiche Arbeit einen gleichen, vielleicht auch höreren Lohn erhalten.

Die Bourgeoisie ist nur zu sehr geneigt, wenn das Interesse des Handels, der Industrie oder der Kolonien in Betracht kommt, nur die Interessen *ihrer* Klasse zu erwägen, also nur eines beschränkten Kreises. Höher als die Interessen der herrschenden und besitzenden Klassen stehen die Interessen des niederländischen Volkes im allgemeinen und der Arbeiterklasse insbesondere. Und letztere ist immer ausgesetzt die Kosten zu tragen, die Gefahren der kolonialen Politik zu erfahren, deren Ehre und Verdienste an die kapitalistische Klasse gehen.

C. — Ertrag und Schaden für die Arbeiterklasse

Einiger Gewinn ist freilich mit den kolonialen Besitzungen für die Arbeiterklasse Hollands verbunden. ebenso empörende Ausgaben für den Militarismus, indem in dieser Weise manchen Arbeitern Arbeit verschafft wird. Trotz der Schwierigkeit der Aufgabe habe ich versucht die Nutzen der Kolonien für die Lohnarbeiter in Ziffern umzusetzen. Ich

werde nur nicht auf die Einzelheiten dieser Berechnung eingehen, um das Gesamtresultat anzugeben.

Während des XVII und XVIII Jahrhunderts, zu den Zeiten der *Kompagnie*, füllten die den Kolonien entwendeten Millionen die Taschen der Aktionäre, der Spekulanten und der ehrlosen Beamten ; von diesem Geldregen sind nur einige Tropfen einem kleinen Teile der Volksmasse herabgefallen.

Während des XIX Jahrhunderts ging der Goldfluss des Kultursystemes, obwohl teilweise vergeudet, dem Nationalschatz zu ; mit diesem Gelde errichtete man Eisenbahnen, man baute Häfen, man amortisierte die Reichsschulden, was in Holland die allgemeine Last der Steuer erleichterte. Dagegen hat das Land die morale Pflicht wenigstens teilweise die erpressenen Millionen zurückzuerstatten. In 1905 musste der Gesetzgeber dem durch unser Versehen verarmten Javaner zu Hilfe kommen mit einer Summe von 84 Millionen, welcher bald viele andere werden folgen müssen. Da wird unser schlechtes Steuersystem sich als schwere Last fühlbar machen auf dem Rücken derer, die am wenigsten von dem bereits ein halbes Jahrhundert währenden Raub genossen haben, auf dem Rücken der Arbeiterklasse.

Um zu erfahren, welchen Gewinn die Kolonien zur gegenwärtigen Zeit der *Arbeiterklasse* bringen, bin ich zu den folgenden Resultaten gelangt:

48 °/₀ der Arbeiter sind in der Landwirtschart, im Fischfang, in der Bauarbeit, im Unterricht, im Staatsdienst oder in liberalen Professionen beschäftigt und haben keineswegs irgendwelchen Vorzug an unseren kolonialen Besitzungen. In der Schifffahrt, in den Eisenbahnen, in den Banken, im Handel und in der Industrie, die als für den Export nach Indien beschäftigten Arbeiter angenommen werden können, beträgt deren Gesamtzahl nur mehr als 25700, sagen wir, was sehr hoch angenommen ist, 30000 mit einem durchschnittlichen Lohn von jährlich 1,080 Fr.

Gegenüber den Millionen, die den Kolonien seitens der Kapitalisten und durch die Löhne der Bourgeoisie entzogen wurden,

bekommen die holländischen Arbeiter nur 31 bis 35 Millionen als Lohn für ihre Arbeit; ein Lohn, den sie ebenso leicht, vielleicht auch mehr verdienen könnten, wenn die dreifarbige Fahne auch niemals im indischen Archipel gehisst worden wäre als Zeichen der Oberherrschaft.

Als Produzierer hat demnach der Arbeiter ein geringes Interesse an dem kolonialen Besitztum, als Konsument sind seine Profite ebenso unbedeutend, da der Preis der kolonialen Produkte Indiens keineswegs durch Indien beeinflusst werden, das von keiner Wichtigkeit ist auf dem Weltmarkt. Solange die Freiheit des Handels beibehalten werden wird, kann die Handhabung der Kolonien, welche den Kapitalisten so lieb ist, die Arbeiterklasse indifferent lassen, und gegensätzlich zu den geringen Vorteilen entstehen für sie grosse *Nachteile*, sogar drohende Gefahr.

Durch ungeheueren Verdienst in den Kolonien angelockt, hat man in der Vergangenheit Holland Kapitale entzogen, die, wenn sie in Holland geblieben wären, der Landwirtschaft und der Industrie eine intensivere Kraft gegeben hätten. Für die Zukunft ist wahrscheinlich, dass der niedere Lohn der Eingeborenen veranlassen wird, einige Industrien nach dort zu verlegen und so wird man den Arbeitern hier Brot und Arbeit entziehen. Die Defizite des Budgets in Indien, die gradweise Verarmung der Bevölkerung, wird die Gesetzgebung zwingen, fortwährend aus der Nationalkasse zu schöpfen, was die Steuern erhöht. Und wenn unsere Kolonien, ein von den Grossmächten äusserst begierige Beute, Holland in einen Krieg hineinschleppen würden, dann wird das Prolitariat sein Blut vergiessen müssen, weil die herschenden Klassen dort ihr Kapital fruchtbar machen wollten.

Die unaufhörliche Ausbeutung des Landes und der Völker des indischen Archipels säet dort Elend, erzeugt nur Gunst und Profit den Kapitalisten, aber den Arbeiterklassen brachte es keineswegs Vorteile; und wird ihnen, womöglich in sehr naher Zukunft nur Trübsinn und Sorge verschaffen. Und

von diesem Gesichspunkte betrachtet, musste folgende Frage genau erörtert werden ;

Wenn das holländische Proletariat das Für und Gegen in Wage hält, wenn es an die schwebende Gefahr denkt, müsse es — ja oder nein — die Beibehaltung der Kolonien fordern ?

V. — Schlussfolgerung

Indem ich am Ende dieser Studien angelangt bin und mich hauptsächllch an Tatsachen und Ziffern gehalten, wird es mir möglich sein eine Schlussfolgerung zu ziehen über die ökonomischen Nutzen der Kolonien für ein kleines Volk wie *Holland* Diese Schlussfolgerung ist die folgende :

Holland hat sich die hundertjahrelange Beraubung eines ihm unterstellten Landes und deren Einwohner zu Schulden kommen lassen ; auch wohl zur Zeit der Gesellschaft und der Zwangsarbeit, ebenso während der modernen kapitalistischen Periode beging es Raub und Plünderung ohne Gleichen in der Kolonialgechichte. Die äusserst hochgetriebene Ausbeutung, das Ausschleppen von Millionen hinderte die Entwickelung, der Landwirtschaft, der Industrie und des Handels der Eingeborenen in dem eroberten Lande und schaffte in diesem Lande, das so reich und fruchtbar ist, ein Volk, das in äusserster Not lebt. Der unersättliche Durst nach Gold trieb sie ungeheuere Reichtümer nach Holland einzubringen, ohne der ökonomischen Entwickelung des Mutterlandes dadurch nützlich zu zein.

Es ist ein anschaulicher Irrtum, dass Holland sich im *Welthandel* nur dank seinen Kolonien beibehalten könne ; das Kolonialprodukt *par excellence,* der Zucker, hat bereits die Märkte Hollands verlassen und ohne den Tabaksverkauf in Amsterdam würde der Kolonialhandel nicht was grosses sein, ja beinah unbedeutend im Vergleich mit dem Gesamthandel. Im Völkerkampf auf dem Handelsgebiete wird der Sieg nicht auf Seiten des Volkes,das auf industriellem Gebiete

den Vorsprung nehmen wird. Solange man die «offene Türe« beibehalten wird ist der kolonialen Besitztum für den holländischen Handel beinah wertlos.

Trotz den in verschiedenen Weltteilen zerstreuten Kolonialstrecken, verlor die holländische Schiffahrt ihr Uebergewicht durch die Konkurrenz der Stärkeren und durch den Mangel an Ausdehung und Energie. Die ehemaligen « Weltlieferanten » lassen in ihre eigenen Häfen eine erdrückende Mehrheit von ausländischen Schiffen eingehen und die Zahl der nach Indien segelnden Dampfschiffe ist unbedeutend.

Was die *Industrie* Hollands anbetrifft, so ist der indische Archipel von keine Bedeutung weder für die Lieferung von Rohstoffen noch als Absatzstelle für Produkte. Nur Manufakturen finden da eine genügend wichtige Klientur ; aber die Exportindustrien spielen nur eine sekondäre Rolle und die Konkurrenz Englands, Japans, Deutschlands und der Vereinigten Staate droht sie fortwährend zu verringern. Seit 1850 hat Holland den Handel, die Schifffahrt, die Industrie aller Länder auf vollständig gleichem Fusse stellen müssen ; kein Vorrecht wurde und kann dem Interesse der Eingeborenen, der nationalen Erzeugnisse, zu teil werden. Ein neuer Rückgang ist demnach wahrscheinlich, da die Industrie Japans sich mit Schwindel erregender Schnelligkeit entwickelt und das Deutschland ohne Hilfe seiner Kolonien sich mit Energie nach neuen Märkten wirft. Und sobald die Regierung ihr Versprechen, die Einführung einer grossen einheimischen Industrie zu begünstigen erfüllen wird, wird der Absatz in den Kolonien langsam aber sicherlich verschwinden.

In welchem Grad die von Indien erlangten Millionen *Kapitale für die ökonomische Entwickelung* Hollands lieferten, ist schwer zu konstatieren; aber wahrscheinlich ist mehr Kapital von Holland entzogen worden angespornt durch dem grösseren Gewinn in den Kolonien, welcher in Luxus und Spekulationen aufging.

Die Gesamtheit der Nation profitierte demnach sehr wenig von dem hundertjährigen Besitze der Kolonien, sondern es ist

augenscheinlich, dass sie grossen Verdieste an eine Minderheit der herrschenden und besitzenden Klassen gab, wie ich es bereits in Ziffern nachgewiesen habe.

Aber auch von diesem *kolonialen Kapitale* gehen die Dividende mehr und mehr nach anderen Ländern, da die Zahl und der Einfluss der ausländischen Betriebsgesellschaften mit jedem Tage zunimmt.

Mit mehr Gewissheit konnte Holland auf das Einkommen *der Staats-und Militär beamten* rechnen und ebenso der *Angestellten* der verschiedenen Unternehmungen ; von diesem Gelde wird wenigstens ein wichtiger Teil in unserem Lande ausgegeben. Aber heutzutage, da für die Energie fähiger junger Leute die ganze Welt offen ist, hat man nicht nötig, Kolonien zu erobern, um diese Beschäftigung zu finden und niemand wird leugnen, dass alle einträglichen Stellen für die Arbeiterklasse geschlossen sind, weil sie den Emporkömmlingen der Bourgeoisie zufallen.

Dem holländischen Proletariate, das von der Arbeit seiner Hände zu leben angewiesen ist bringen die Kolonien sicherlich einige Vorteile, aber sie sind sehr gering und betreffen nur eine kleine Arbeiterzahl, kaum 1/50 der Gesamtheit Für die grosse Masse der Arbeiterklasse haben die Kolonien keinen Wert. Im Gegenteil bilden sie eine Gefahr für die Zukunft, eine Last, die gegenwärtig mit jedem Tage schwerer wird. Die koloniale Expansion,die von der Bourgeoisie so eifrig verlangt werden die Arbeiter, in ihrem Interesse und im Interesse ihrer Brüder der Eingeborenen, verdammen ; vom Gesichtspunkte des Proletariats das Für und das Gegen erwägend, wird die Frage der Beibehaltung der Kolonien schwierig eine bejahende Antwort erhalten. Die Interessen der Kapitalistischen und Arbeiterklassen stehen in augenscheinlichem Gegensatze und auch auf dem Gebiete der kolonialen Politik dürfte der Klassenkampf gekämpft werden.

Die Kolonien mögen nützlich zwar unentbehrlich sein für Länder, die zu eng wurden für deren Einwohner, für die industrielle Produktion oder für deren Kapitale; wenn eine

Vollblütigkeit ersteht. Aber das ist nicht der Fall im kleinen Niederlande! Zwar für Deutschland, das so gross ist und sich so rapid entwickelt sind Kolonien noch nicht von Notwendigkeit, wenn sie es überhaupt werden. Die deutsche Regierung hat keineswegs die industrielle Entwickelung des Landes in Sicht, sondern wenn ungeheure Territorien an sich gerissen hatte waren es ganz andere Beweggründe, militarische, imperialistische und kapitalistische. Und es ist für die Sache noch bezeichnender, dass zwar England, ein Kolonialreich *par excellence*, ein Reich, das in der Geschichte niemals war, das 1/5 der ganzen Erde einnimmt, rührt die Herkunft 95 °/₀ des Nationaleinkommens *nicht* von den Kolonien, sondern von Arbeit seiner Arbeiter in den Fabriken, in seinen Häfen und seinen Bergwerken.

Es ist keineswegs wahr, wie viele es prätendieren, dass der Fortbestand Hollands von seinen Kolonien abhängt, und dass die Interessen einiger kolonialen Kapitalisten ein nationalen Interesse ist. Das niederländische Volk wurde von seiner Geschichte betrogen, die eine Last schwerer Pflichten auf seine Schultern aufgelegt; zwar für im kolonialen Besitztum herrschende Klasse ist die Wonnezeit verflossen, die Zeit der Lasten und der Mühe beginnt. Holland kann und wird ohne die Kolonien leben und es ist selbst fraglich, ob es nicht unter besseren Bedingungen jetzt leben würde, zur Eroberung von Kolonien.

Die Vergangenheit hat uns gefesselt und wird sich vielleicht rächen; aber in der Gegenwart würde die Arbeiterklasse keinen Grund haben, Kolonien zu wünschen, wenn man sie nicht hätte, denn die Beibehaltung unseres kolonialen Reiches ist von keinem nationalen Interesse, destoweniger von Arbeiterinteresse, sondern einzig und allein von *kapitalistischem Interesse.*

Haag, den 27 Mai 1907.

H. van Kol.

B) Bericht der « **Socialdemocratic Federation** » Grossbritaniens.

(Die Zerstörung Indiens durch die britische Verwaltung.)

Das britische Reich in Indien ist ein unumstösslicher weltgeschichtlicher Beweis der Oberherrschaft eines kleinen Haufen von Fremdlingen in einem unheueren Staatsgebiete. Die Eroberung und Verwaltung des Landes war ausnahmsweise und obwohl das Ergebnis ausser den besonderen Fällen nur zu Gunsten der Eroberer ausfiel, behaupteten wir Engländer stets nur im Interesse der unterjochten Völker gehandelt zu haben. In der Tat ist und bleibt Indien zweifellos das klassische Beispiel der unheilvollen Folgen eines zügellosen Kapitalismus auf kolonialen Gebiete. Es ist deshalb von grösster Wichtigkeit, dass die internationale sozialdemokratische Partei vollständig unterrichtet sei über alles was geschehen ist und welch schweres Unheil der zeitliche Erfolg des fremden Despotismus einer Bevölkerung von mindestens 300 Millionen menschlicher Wesen brachte, welche von der Willkür eines Haufen von Insulanern abhangen,deren Heimat und Standort tausende von Meilen entfernt ist von ihren eroberten Besitzungen.

Zuerst wurde Indien nicht von den Engländern selbst für das Reich erobert, sondern von den Hindus unter englischer Anführung, welche die inneren Streite der Eingeborenen sich zum Vorteil zu machen wussten. Als den Portugiesen nachfolgend,die Engländer zum ersten Male zwecks Handelsbetrieb in Indien landeten, waren sie verblendet von dem Reichtum und der Pracht der Fürsten, mit denen sie Freundschaft anknüpften und die sie um Schutz baten. Zum Beginn ihres Verkehrs in diesem Teile Asiens war Indien ein grosses und reiches Land, mit dem seit Jahrhunderten die Völker des Westens einen Handelsverkehr zustande bringen wollten.

Wenn für die Entwickelungstufe eines Volkes der erreichte Stand der Wissenschaft (*), der Kunst, der Baukunst, der Landwirtschaft, der Industrie, der Heilkunde, der Gesetzgebung, der Philosophie und der Religion massgebend ist, so hielten die grossen indischen Staaten der damaligen Zeit den Vergleich aus mit den meisten aufgeklärten und zivilisierten Völkern Europas, und kein europaischer Monarch konnte sich seiner Ueberlegenheit rühmen über Akber, Aurungzib, Shah-Jehan oder Sivaji und kaum ist ein europaischer Finanzminister zu nennen, der mit den ostindischen Rajahs Toder Mul und und Nana Furvana zu vergleichen wäre. Kaum erinnern wir uns noch jetzt inwieweit in vielen Hinsichten sich wissenschaftliche und andere Ideen der grossen indischen Halbinsel im Westen ausbreiteten. Tritt man der Frage näher, was denn diese Anarchie war, die nach der Behauptung der anglo-indischen Bureaukraten unserer Tage überall vor der englischen Oberherrschaft geherrscht haben soll, so wird man bald gewahr, dass der einzige Grund dieser pessimistischen Behauptung der Wunsch ist, die Ueberlegenheit europäischer Methoden unredlicherweise anzupreisen.

(*) Diejenigen die eine tiefere Einsicht in Bezug auf die Arbeiten der Hindus in den verschiedenen Zweigen wünschen, könnten eine ausgezeichnete Abhandlung finden, die nach den Dokumenten und europäischen Feststellungen im « Hindu Superiority » von Har Bila Sarda geschrieben und veröffentlicht im englischen durch Aymere im November 1906. In seinem löblichen Wunsch die Reputation seiner Rasse und seines Landes zu unterhalten, hat der Verfasser vielleicht unter einem sehr optimistischen Gesichtspunkte die Fähigkeiten seiner Landsleute betrachtet ; aber die in diesem Werke von über 450 Seiten angeführen Zitate und Tatsachen bringen ein für allemal zum Schweigen die Dummen und Unwissenden, die über Inferiorität der Hindus lachen. Ich erinnere mich, dass noch keine grosse Zahl von Jahren verflossen ist seit der Zeit wo ich englische Geschäftsleute und Reisende von den Japanern mit derselben verachtungswerten Superiorität sprechen hörte.

Man kann mit Sicherheit sagen, dass niemals die Zustände in Indien mehr anarchisch waren, als während eines grossen Teiles des Mittelalters die Zustände in Frankreich, in Deutschland, in den Niederlanden und in Italien. Die Thugs und Dacoiten waren zu keiner Zeit weder gefährlicher noch grausamer als die Räuberbanden und Abenteurer, die zu dieser Zeit durch die schönsten Gegenden Europas frei umherstreiften. Die Erpressungen der Fürsten und Feudalherren waren in vielen Fällen ungeheurer als die schwersten Erhebungen von Abgaben seitens der Rajahs und der Nababs. Die Kirchensteuer waren gewiss nicht weniger lästig als die Tributerhebung der Krahmin. Nadir Shah's Plünderung von Delphi war entsetzlich, aber nicht weniger entsetzlich als die Plünderung von Rom des Konnetable von Bourbon. Und es wäre sehr gewagt heissen, dass das famose Regime der *Pax Romana* mit dieser Schmach der versklavten Staaten und der fortwährenden Drainierung ihrer Opfer nach dem *Mutterlande* für die Bevölkerungsmassen als besser zu bezeichnen als das Ungestüm und der Druck zur Zeit der Kreuzzüge. Der Fortschritt nahm von je seinen Lauf und das was man häufig Anarchie zu rufen pflegt war nichts als ein Präludium zu einem neuen mehr tätigem Leben.

Es ist sehr möglich, dass die europäische Intervention in Indien die Ursache sei, dass eine ähnliche Entwickelung nicht mit dem Abbrechen des mongolischen Reichs in Delhi stattgefunden hat.

Jedenfalls haben die Europäer kein Recht zu beteuern, dass sie dem Lande Nutzen gebracht haben, bis es nicht überzeugt ist, dass die Volksmassen wirklich im besseren Zustande sind, als sie unter ihrer einheimischen Herrschaft waren. Hier ist das Verdienstzeugnis aller Regierungen, ob einheimische oder Ausländer. Sichern, sie ja oder nicht, der Gesamtheit des beherrschten Volkes einen Zuwachs an Wohlfahrt?

Von allen westlichen Völkern haben die Engländer wenigstens die Befähigung in das nationale Leben einzudringen und die Entwickelung einer Anzahl der asiatischen Völker, die in

einer verhältnismässig kurzen Zeit unter einer ausländischen Regierung, aber dessen Wachsen, seit tausender Jahren sich unter solchen ungleichen Bedingungen entwickelt hat, dass eine Anstrengung unserer Vernunft notwendig ist, um zur Epoche des gemeinschaftlichen Ausgangpunktes der beiden Zivilisationen zurückkommen zu können.

Vor 50 Jahren, als intimere Beziehungen zwischen den Europäeren und den Hindus bestanden, da schrieb Mannstuart-Elphistone folgendermassen: «Die Engländer in Indien » haben weniger als man glauben könnte Gelegenheit sich » über den Charakter der Eingeborenen eine Meinung zu » bilden. In England selbst gibt es wenige Leute, die vieles » von dem Charakter ihrer eigenen Landsleute wüssten, die » nicht zu ihrer Klasse gehören, und auch das wissen sie nur » aus der Lektüre von Zeitungsbeschreibungen und Publika- » tionen, was für Indien nicht der Fall ist. Auch ist zu » erwägen, das die Religion und Sitten dieses Landes unsere » Einmischung in die intimen Angelegenheiten der Eingebore- » nen und einen häufigen Verkehr wie einen freien Meinungs- » wechsel ausschliessen. Wir wissen nichts als vom Hören- » sagen von der Gestaltung des Familienlebens und ignorieren » die vielen Lebensgewohnheiten, wo das eigenartige Wesen » im günstigsten Lichte erscheint.»

Missionäre anderer Religion, Richter, Agenten der Polizei und des Zollamtes und selbst Diplomaten betrachten den Eingeborenen unter dem Gesichtswinkel seiner tugendhaftesten Eigenschaften; ja sie haben keine Möglichkeit einen anderen Gesichtspunkt einzunehmen, da er ihnen nur unter dem Einfluss der Leidenschaft oder der Befangenheit mit einem persönlichen Interesse zugänglich ist. Unsere Beobachtung richtet sich nach unserer Währung. Manchen ungünstigen Aeusserungen kann entgegengehalten werden dass die, welche die Hindus länger kannten, immer der besten Meinung waren; aber diese Lobsprüche beziehen sich eher auf die menschliche Natur als auf die Hindus, denn das ist ebenfalls auf ein jedes Volk bezüglich. Es ist wahrscheinlicher zu sagen, dass alle die, die aus

Indien zurückkehrten, besserer Meinung sind über dieses Volk nachdem sie es mit den meist bewunderten verglichen haben.

Wenige dürften es wagen dem Monntstuart-Elphinston weder Fachkenntnisse noch die Richtigkeit seiner Einschätzung abzusprechen.

Was vormals wahr gewesen, ist es jetzt um so mehr. Der gefahrvolle Unsinn, den die anglo-indischen Pensionäre an die Presse in England und Indien in Bezug auf die Feigheit, die Unwissenheit, das Knechtische und die Unfähigkeit der Hindus übermittelten haben zum alleinigen Zwecke einen unheilvollen Despotismus ansupreisen, der, wenn auch weniger brutal als derjenige, unter dem Russland zu leiden hat, ist nicht desto weniger unredlich schadenvoll. Die vielen Rassen und Völker Indiens sind immer noch fähig grosse Werke zu vollziehen auf jedem Gebiete der menschlichen Tätigkeit.

Ueberall wo sie freien Zutritt haben, entfalten sie eine grosse Begabung; und es ist absurd zu behaupten, dass grosse Staaten, die Tausende von Jahren hindurch ihre eigene Angelegenheiten zu regeln, Einfälle und Missgeschicke, denen andere weniger starke Völker unterlagen wären, abzuwehren und zu überwinden vermocht hatten, unfähig sein würden, eine eigene Regierung zu bilden, wenn man einige zuwiderliche Ausländer von ihrer Mitte entfernt oder gar fortjagt.

Die früheren Eindringlinge und Eroberer von Hindustan hatten sich grösstenteils im eroberten Lande niedergelassen und die wichtigsten bürgerlichen und militärischen Posten den Eingeborenen anvertraut und ihre Begabung für alle Verwaltungsämter gepflegt. Begabte Männer, wie gering ihre Abstammung auch war, konnten die Erlangung hoher Amtsbekleidung in Diensten eines mohamedanischen Monarchen anstreben und zwar standen sie an der Spitze wichtiger Reiche der Hindus. Die Bevölkerung war da nicht fortwährend überschwemmt von Strömen von Eindringlingen, die niemals daran denken, sich im Lande ein Heim zu schaffen und die Produkte des Landes nach anderen Ländern fortwährend ausschleppen. Aber mit der englischen Oberherrschaft hat das

alte System vollständdig geändert. Die grossen Kämpfe von Plassy, Assaye, Wandiwash, Seringapatam und Gujerat hatten zur Folge, dass den 225 Millionen Hindus jede Polizei- und Verwaltungskontrolle in ihrem Lande entzogen wurde, die grossen Staaten der Eingeborenen fortdauernd der Gnade einer despotischen Gewalt zu unterstellen, trotz der nominellen Selbstständigkeit, die sie immer beibehalten hatten. Zur Zeit der Empörung der Cypaies und noch vor fünfzig Jahren war dieses System der strengen Oberherrschaft nicht so ganz ins Praktische durchgeführt als seitdem. Und die Herrschaftsanmassung der berühmten ostindischen Gesellschaft die bis 1854 währte, war bei weitem zugänglicher und einsichtsvoller für die Interessen der Bevölkerung als die Regierung der Krone. Keine der durch die verstorbene Königin, der Kaiserin Indiens, zu Gunsten der Rechte der Hindus feierlich gesicherten Garantien, war jemals vollständig beobachtet und hinsichtlich der Kontrolle über ihre Angelegenheiten befinden sich die Eingeborenen heute, nach 150 Jahren britischer Oberherrschaft, in einer Lage, die nie vormals so schlecht gewesen. Hie und da mag es einem Hindu gelingen durch Toleranz sich in den Bürgerdienst einzuschleichen oder erhält irgend eine Pension von der Regierung als Belohnung für eine eine besondere Servilität einen Sitz im Verwaltungsrat, wo sie durchaus kein Ansehen erlangen; aber es sind das nur die Regel bestätigenden Ausnahmen.

Es resultiert aus dem dem Unterhause vor einigen Jahren unterbreiteten und mit grosser Mühe erlangtem Berichte des verschiedenen John Bright—die Umständen haben inzwischen nichts an dem geändert, — dass von den 390000 Beamten die ein jährliches Gehalt beziehen von über 1000 Rupies, 28000 Engländer zählen und nur 11000 sind Eingeborenen, also ein Verhältnis von über 5 zu 2. Was das Gehalt anbetrifft, so bezogen die Engländer über das Fünffache der Eingeborenen. Von den 960 Zivilämtern der indischen Kontrolverwaltung sind 900 von den Engländern eingenommen und 60 nur von den Eingeborenen. Die Hindus haben kein

Verständnis für die ihnen auferlegten Taxen und haben nicht mitzubestimmen bei der Verwendung ihrer eigenen Finanzmittel. Die gesamte Zivilregierung ist gegenwärtig Männern anvertraut, die vollständig ausserhalb des Volkes kommen, das sie beherrschen, kein ständiges Interesse haben für das Wohl des Volkes und die im Alter von 45 bis 55 Jahren mit, fetten Pensionen sich in ihrem Mutterlande befinden, das sie in der Zwischenzeit oft besuchen. Tatsächlich wird Indien gegenwärtig ununterbrochen durch eine Instanz von Lakaien fregiert, welche von ihrer Heimat mit leerem Beutel fort ahren, dann mit vollen Koffren zurückkehren und gewöhnlich ebensowenig Sympathie für die Eingeborenen als sie aufrichtige Kenntnisse haben über deren Sitten und Gewohnheiten.

Diese Distriktoffiziere wie man sie nennt, sind die wahren Herrsher in Indien. Sie verfügen über das Wohl der Millionen von Einwohnern. Heutzutage kommen sie nach Indien kaum völlig herangebilde durch eine Erziehung in einer ganz eigenartige Gesellschaft, kaum die Sprachen der Eingeborenen beherrschend, überzeugt von ihrer eigenen Ueberlegenheit und in mancher Beziehung so von Vorurteilen durchdrungen dass niemand von ihnen sich nach langen Jahren davon zu befreien vermag. Hierbei die Liste der Obliegenheiten eines Distriktoffizieres in einer tropischen Gegend, mitten unter einer fremden Bevölkerung.

Er ist gleichzeitig :

Zollbeamter;

Verwalter der Güter des Distrikts ;

Richter zwischen Eigentümer und Mieter ;

Ministerieller Offizier an den Gerichtshöfen ;

Schatzmeister und Buchhalter im Distrikt ;

Verwalter der Accisien in Distrikt;

Präsident des Amtes des lokalen Komittees für die Tarifbestimmungen ;

Schiedsrichter in allen Fragen der Indemnität im Falle der Expropriation zu öffentlichen Zwecken.

Agent der Regierung in allen lokalen Prozessen wo sie eine der Parteien ist,

Schiedsrichter für öffentliche Arbeiten ;

Verwalter des Eigentums Minderjäriger ;

Magistrat, Polizei-Magistrat und Kriminalrichter ;

Polizeichef ;

Gemeindeverwaltungsrat.

Was soll daraus nun folgen? Kein menschliches Wesen,mag es die Allfähigkeit eines wunderhaften Crichton oder die Geduld eines Hadrian besitzen, würde von selbst diese Arbeit mit Erfolg vollziehen können. Die Folge davon ist, dass die Arbeit in Händen dieser ärgsten Klasse von Eingeborenen steht, welche bestrebt sind, die Rolle der Goldwölfe zu spielen bei der regierenden weissen Minorität Manchmal gab es Verwalter von Ausnahme befähigungen, die in früher Jugend nach Indien gelandet,mit der Lebensweise des Volkes bekannt wurden und fähig waren, ihre Untergeordneten zu verwalten. Aber das waren nur Ausnahmefälle und zwar unter dem Rajah der vormaligen ostindischen Gesellschaft; heutzutage sind folche Fälle unbekannt. Uebereinstimmend wird Zeugnis abgelegt, dass die europaïschen Beamten immer weniger befähigt sind, das ihnen unterstellte Volk zu begreifen. Die wichtigste Arbeit wird demnach unwillig in Eile verrichtet und naturgemäss ist eine solche Arbeit eine schlechte Arbeit.

Soweit die ausländische Zivilverwaltung.Die Militärverwaltung ist eine ähnliche In letzter Instanz entscheidet bei uns Engländern das Schwert der Obrigkeit. Vor mehreren Jahren da spazierte ein hoher anglo-indischer Beamter mit einem hohen Afghanoberst an den Thor von Peichaver und suchte diesen für die Nutzen englischer Oberherrschaft in Indien und der stehenden grossen Armeen zu begeistern. « Ihre Macht in Indien, antwortete kaltblütig der Chan, besteht aus 70,000 gut bewafneten Leuten. » Gegenwärtig übersteigt die europäische Militärmacht diese Zahl; und die Eingeborenen Armee unter der Aufführung der europäischen Offiziere höheren Grades

betrifft samt den Reservisten seit der Empörung 180,000 Leute ohne Artillerie.

Die Kosten für die Aushaltung dieser Armee, die von den Einkünften Indiens erhoben werden, beträgt gegenwärtig 19 Millionen Pfund Sterlings, eine Taxe die die arme Bevölkerung um somehr gewuchtiger belastet, da ein grosser Teil davon in Zahlung von Gehältern an Ausländern aufgeht.

Die Anhänger einer europäischen Domination behaupten, dass diese Armee trotz der dadurch bedingten schweren Last dennoch billig anerworben wäre, da durch deren Gegenwart Friede von einem Ende Hindostan bis zum anderen gesichert ist.

Aber die Schrecken des Friedens sind selbst in dem westlichen Gegenden oft viel schlimmer als die Schrecken des Krieges und für Indien ist dies unglücklicherweise eine ausgemachte Wahrheit. Die Lebens- und die Geisteskraft eines Fünftels der menschlichen Rasse wird von diesem despotischen Frieden niedergemacht. Die schönen Künste sind im Rückgang verfallen; einheimische Kultur ist ausgerottet; die Landwirtschaft ist im fortdauerdem Rückgang begriffen.

Alles was den Schein des Patriotismus oder eines Nationalgefühls trägt wird niedergemacht, und deren Anhänger verfolgt und eingekerkert. Die Bekanntmachung der Missgriffe der englischen Wirtschaft gilt als Verrat und jedes legitime Vorgehen zwecks Widerstand der Gewaltherrschaft wird als eine gefährliche Verschwörung betrachtet.

Der Friede ist nicht wert, um einen solchen Preis erkauft zu werden, selbst wenn er eine zunehmende Prosperität mitgebracht hätte. Ein solcher Friede, der aber Hand in Hand geht mit einer fortwährenden Verarmung der Volksmassen ist nur als ein verachtenswertes und ruinierendes System aufzufassen.

Es ist wahr, dass Indien von vielen Völkern und Rassen bewohnt wird; es ist wahr, dass dadurch manche Ursachen zum Rassenstreite und Religionskämpfen entsteht; es ist auch wahr, dass die auf britischen einheimischen Gebieten zer-

streute Minderheit von 60 Millionen Mahomedanern sich manchmal einbildet, Ursache zu haben, der grossen Mehrheit von 240 oder 250 Millionnen von Hindus grosse Unrechte vorzuwerfen.

Der Ausbruch eines verderblichen Krieges wäre daher sehr möglich, wenn wir uns zurückgezogen haben würden. Aber wenn dem auch so wäre, gibt es doch in der Welt mehr schreckliche Schicksale als kämpfend zu sterben, und die langsame Erschöpfung von Millionen menschlicher Wesen ist viel entsetzlicher als die schrecklichsten Blutgemetzel auf einem Schlachtfelde.

Am wunderbarsten ist, dass Indien, beherrscht von einer kostenvollen und jedenfalls unsympathischen Verwaltung, sich festzuhalten vermag, und dass bei den existierenden Bedingungen den Hindus noch anhaltend eine grosse Auszeichnung anf vielen Stufen des menschlichen Gedankens und Wissens zu teil wird.

Nun man könnte uns vorhalten : sehen Sie die Folgen der Einführung einer europäischen Verwaltung in Indien. Die anglo-indischen Grosstädte Calcutta, Bombay, Madras, Agra, Delhi, machen den günstigen Eindruck von Reichtum und Herrlichkeit und dürften zwischen den schonsten Grosstädten des Westens den ersten Rang einnehmen. Wunderwolle, gut erbaute und ausgezeichnet ausgerüstete Eisenbahnen führen den Reisenden von einem Ende des Reichs zum anderen, und bieten dem Reisenden nicht nur die grössten Vorteile, sondern auch einen besten, billigen, schnellen Waren- transport ermöglichen; es gilt als Möglichkeit Lebensmittel aus den Distrikten, wo die Ernte in Ueberfülle verhanden ist nach den Gegenden überzuführen, wo die Ernte von der Dürre vernichtet wurde.

Bewässerungsarbeiten in hohem Massstabe wenn auch von minderen Wert als das System der Wasserverorgung unter der besseren einheimischen Verwaltung wurden soweit als möglich vorwärts getrieben, um den Hunger in Folge einer

Dürre in den in Betracht kommenden Teilen des Territoriums praktisch unmöglich zu machen. Die Verholzung geschieht in sorgfältiger und systematischer Weise, so dass man fortdauernd die Gefahr entblösster Gegenden ausmeidet, wie man in Ländern, die als vortgeschritten gelten, wie man beispielweise die Vereinigten Staaten sehen kann. Massnahmen sind getroffen worden, dass in einer Hungersperiode, Unterstützungmassregel unmittelbar beginnen sollen und dass die betroffenen Bevölkerungsmassen für nützliche Arbeiten unweit ihrer eigenen Residenz beschäftigt werden. Die epidemischen Krankheiten werden mit wissenschaftlicher Erfarung bekämpft, welche früher völlig unbekannt war, und die besten Grundsätze der Hygiene, die man für die tropischen Länder kennt, werden überall wo möglich angewandt.

Ausserdem sind viele unheilvollen Zustände der alten einheimischen Gesellschaft gänzlich umgeworfen. Die Thugs sind seit drei Jahrhunderten aufgehoben. Die « Suttie » ist seit langer Zeit verschwunden, selten wird von den Dacoiten gesprochen. Die Gerichtsbarkeit ist unbestechlich und die Folter ist heute beinahe unbekannt. Wenn auch den Hindus höhere Regierungstellen nicht zugänglich sind, haben sie jedoch alle Leichtigkeit eine höhere eurpäische Bildung zu erhalten ; was ihnen vorher nicht gewährt wurde. Allgemein ist die Freihet der Presse, des Versammlungs-und Vereinsrechts bewilligt worden, welche vormals kein ausländischer Fürst gestattet haben würde.

Wenn nicht alle, so sind doch manche dieser Angaben wahr. Die Engländer haben in Indien einen fortdauerenden Frieden und viele Wohltaten der westlichen Zivilisation eingeführt. Würde ihr Einfluss sich darauf beschränkt haben, ein solches Werk zu realisieren, was der Fall war für einige Agenten der alten *Ostindischen Gesellschaft*, die die Bevölkerung kannten und von ihr gekannt und geliebt waren ; hätten ihre Bemühungen den schlechten Seiten der indischen Verwaltung Abhilfe zubringen bezweckt, was in mehr als einem der grossen unabhängigen Staate mit viel Erfolg geschehen ist; hätten

sie anerkannt, dass der Fortschritt nicht eine vollständige Europäisierung erfordert. sondern eine sympathische Mitarbeitung der Weissen von wahrhafter Fähigkeit, die vollständig im Klaren wären über die Sitten und Gebräuche der Eingeborenen und aufgehört hätten, in einem ausschliesslich europäischen Milieu zu leben, und der Hindus selbst; mit einem Worte, hätten sie Indien stets vom hinduschen Standpunkte betrachtet, so ist unleugbar, dass das Land davon grossen Profit gezogen haben würde. Aber trotz alledem, wenn die ökonomischen Bedingungen dieselben geblieben wären, würde Indien immer so hoffnungslos verarmt als heutzutage. Der Globalwert aller Produktion im englischen Indien betrifft für 250 Millionen menschlicher Wesen kaum 1 Pfund Sterling per Kopf. Der verstorbene William Digby taxierte sie nur auf 12 Sh. 6 Pence. Nie herrschte dort vormals eine solche abscheuliche Armut auf einer so grossen Oberfläche. Herr Digby, der Verwalter einer grossen Monopolgesellschaft war, sich also unter besonderen Bedingungen befand, um gut informiert zu sein, kalkulierte, die Ryots (1), ausser den ständigen Niederlassungen, haben für das Jahr nur die Hälfte der Nahrung ihrer Grossväter und ein Drittel ihrer Urgrossväter. Und jedoch ist die Anforderung der Grundsteuer eine aufgenötigte und muss der Regierung mit baarem Gelde gezahlt werden bevor die Ernte eingescheuert ist! Also, ausser anderen Misständen liefert unser System die ganze ländliche Bevölkerung in Händen der einheimischen Verleiher, allein von denen das nötige Geld für die Steuerentrichtung zu erhalten ist und darauf seufzen wir heuchlerisch über die wucherischen Forderungen der Leute, die auf Getreide leihen.

Berücksichtigt man hierzu, dass die Verbesserungen, die der Ryot an seinem Anbau anbringt, einer neuen Steuer verfallen, dass im brittischen Territorium auch das Brachland

---

(1) Ryot ist der Name, dem man in Indien den Bauern giebt, die den Grund und Boden bearbeiten.

ebenzo schwer als das bebaute Land besteuert wird und dass der Aufschub während einer Hungerszeit unbedeutend ist, so ist die zerstörende Wirkung unseres ruinierenden Systems für die verunglückten Landwirtschaftler, die 4/5 der Hindu-Bevölkerung ausmachen, leicht erfasslich. Was die Geldleiher anbetrifft, so ist es gewiss, dass wenn die einheimischen Wucherer verweigern würden, Geld auf Getreide anszuleihen, die Regierung in Indien auf der Stelle bankrott sein würde.

Indes wird behauptet, dass der Begriff der Verarmung absurd sei dort, wo man ein Zunehmen der Bevölkerung konstatiert und ein deutscher Sozialdemokrat, Eduard Bernstein, der sich zum Hauptwortführer des Departements des englischen Indiens machte, nachdem Herr Paul Leroy-Beaulieu den Kampfplatz verlassen hatte, behauptet, dass auf diesem und anderem Gebiete für Indien die britische Verwaltung von Nutzen wäre. Dasselbe Argument wurde vor 1847 in Bezug auf Irland angeführt. Die Bevölkerung dieser Insel stieg rapid, also sollte die Bevölkerung immer wohlhabender werden, trotz aller Abwesenheit der Eigentümer und trotz alledem was von Drainierung aller Rechtümer nach Grossbritanien erzählt wird. Jedoch ward es in diesem Jahre von einem schrecklichen Unglückfall heimgesucht, während dessen Millionen Einwohner umkamen oder das Vaterland verliessen, und dann entdeckte man dass selbst Adam Smith gesagt hatte, « die Armut scheint die Reproduktion zu begünstigen ». Nicht allein erscheint sie günstig, sondern sie ist es sicher ; Russland ist eben sogut als Irland und Indien ein Beweis hierfür. Die Bevölkerung ist im englischen Indien zahlreicher als anderswo, aber der Masstab der Subsistenzmittel ist im fortwährenden Abnehmen begriffen Wie lange wir warten müssen bis in diesem Lande ein schwerer Unglückfall eintritt, das lässt sich nicht sagen. Aber man kann mit Bestimmtheit sagen, dass diese Zeit nicht in sehr weiter Zukunft liegt.

Der Beweis zunehmender Armut ist absolut schlüssig. Nach den offiziellen Berichten ist es überzeugend festgestellt, dass die immer zunehmende Dimensionen der Bevölkerung

mit jedem Jahrr immer wenige Nahrung haben und die Vermutung des Herrn Digby erhält in dieser Beziehung eine vollständige Bestäligung. Allein die Periode der direkt britischen Verwaltung seit dem Aufstand in 1857 bringt eine schüssige Ueberzeugung mit, dass seit dem Statthalter Lord Lawrence bis zu den Herren C. I. O'Donnel, Smeaton und Thornburn die vollständige Resultatlosigkeit unserer Herrschaft in ökonomischer Beziehung handgreifend ist. Niemand hat die Verarmung in so klarer Weise erwiesen als Sir William Hunter, der mehrere Jahre vor seinem Tode als litterarischer Anwalt der britischen Herrschaft auftrat und welcher gestand, dass schon 1880 wenigsten 40 Millionen unserer indischen Bevölkerung im permanenten Hungerszustand leben ; seitdem hat sich die Lage nur noch verschlimmert.

Man muss nicht weit suchen,um die Motive dieser fortwährenden Verminderung der Schätze und der Vernichtung des Wohlstandes zu finden, ja dieses Motiv ist für die ganze Bevölkerung angebracht, die unter die britische Herrschaft gestellt ist. Rasse, Farbe, Religion, haben in dieser Beziehung mit der Sache wenig zu tun. Alle sind sie Opfer der schrecklichen Folgen einer Drainierung der Produkte zu Nutzen Englands, ohne jede kommerzielle Vergeltung. Diese Drainierung, dieser ökonomische Tribut, wovon beinahe alle von uns eroberten Länder leiden, ist besonders für den Fall Niederindiens zutreffend. Bei allen möglichen Zugeständnissen ist es klar erwiesen, dass im Vergleich des Exportes Indiens mit dessen Import der Betrag, das Uebermass der Exporte, für die es keine kommerzielle Vergeltung gibt, jährlich mehr 35 Millionen Pfund Sterlings betrifft, eine Summe, die um 50 °/₀ die Gesamteinnahme überschritt, die die Regierung von ganz englischen Indien zieht.(*)

(*) Meistenteils befolgt der Leser selten die in den Text eingeschalteten Berechnungen. Deshalb ziehe ich vor die Ziffern betreffend den Handel in Indien in einer Fussnote zu

Diese Drainierung geht unaufsteigender Weise und folglich seit der englischen Verwaltung fortwährend Unglück brachte. Das will sagen, dass das von der Natur mit grossen Bequemlichkeiten zum Produzieren, von Reichtümern aller Art begabte Indien hat immer bis zum Tode bluten müssen, um Pensionen, Renten, Abgaben, Dividende und Tantièmes an die Klasse der Kapitalisten und der Grundeigentümer und an deren Parasiten in England zu bezahlen. Man stellt in den Schuldschein alles was unter Einkommensteuerbelastungen Indiens und der Hindus möglich ist, die jeder Vertretung in Indien und in Grossbritanien entbehren, und demnach keine Möglichkeit haben Beschwerden zu führen. Es ist mehr als zweifelhaft, das die Spanier, zwar in dem schönen Tagen der mitleidslosesten Erpressung, hätten jemals von ihren amerikanischen Besitzungen etwas erfordert, das sich diesen furchtbaren Tribut annähert. Wenn man zu diesem Aderlassen von 35 Millionen Pfund Sterling jährlich den jährlichen Be-

---

geben. Man muss sich es gut vergegenwärtigen, dass kein Vergleich zwischen diesem Lande und den Vereinigten Staaten eingestellt werden kann. Der Ueberschag der Exporte der Vereinigten Staaten kann und ist in Wirklichkeit als unansehlicher Import der Engagemente und anderer ausländischer Kreditbriefe oder als Unterbringung im Auslande aufzuweisen, welche in diesem Falle nicht als kommerzielle Irrgänge erscheinen. Es ist festgestellt, dass die Schulden Indiens nicht erstattet werden, sondern sich anhäufen und es ist festgestellt, dass es ausserhalb weder Geld anlegte noch anlegt. Folglich ist der Reinbetrag des Ueberschusses der Exporte über die Importe wohl durch den Gesamtbetrag der Produkte, die aus Indien ohne kommerzielle Kompensierung drainiert werden, darzustellen. Dieser Gesamtbetrag des Ueberschusses der Exporte für die letzten drei Jahre war wie aus den offiziellen Berichten resultiert für 1903-04, 24.961,773 Pfund Sterlings und für 1904-05 20.144.132 Pfund Sterlings oder im Durchschnitt 21,500.000 Pfund Sterlings. Aber das ist bei weitem nicht der Betrag der Drainierung. Um die wahren Ziffern zu erhalten und in richtigen Bilanz zu brin-

trag für die Dienste der Europäer in Indien darin auch 75.000 Soldaten der weissen Rasse, eine Summe die mehrere Millionen Pfund Sterlings beträgt, beifügt, so ist es klar, dass die wahre Ursache der schrecklichen Verarmung des Landes und des forwährend eintretenden Hungers in einen oder anderen Punkte des Territoriums auf der Hand liegt.

Obwohl der Hunger in einen grösseren Masstabe als das Resultat der Drainierung der Reichtümer nach England anzusehen, ist ist die Einbildung der besitzenden englischen Klassen, die diesen ungeheueren Tribut erheben und ihren Leuten alle Aemter der Halbinsel zu Teil werden lassen, dass sie eine besondere lobenswerte Tat begehen, indem sie jedes Jahr Indien 500,000 Pfund Sterling entwenden unter den 25 Milliarden Franken oder mehr aus den unbezahlten Produkten, die sie während des vergangenen Jahrhunderts erpressten. Kein Wunder daher, dass bei diesen Bedingungen sich die ländliche Bevölkerung in der bereits geschilderten

---

gen. müssen wir die Art Einschätzung an den indischen Verladungshäfen genau erwägend wenigstens noch 15 % dem Betrag der Exporte beifügen und um eine gleiche Summe den Betrag die Importe an den Abladepunkten schmälern, für den Gewinn und die Kosten der Versicherung und der Fracht. Stellt man diese Berechnungen fur die erwähnten Jahre an, so resultiert daraus, dass eine Summe von 14 Millionen Pfund Sterlings zu der durchschnittlichen Exportüberschätzung von 21.000.000 hinzurechnen ist. Diese wahre Ausschleppung der Reichtümer aus Indien stellt also einen Jahresbetrag von 35 Millionen Pfund Sterling dar. In Wirklichkeit beläuft sich diese Summe auf viel mehr.

Zweifellos ist ein grosser Teil des in Indien zurückgehaltenen Goldes und Geldes in einer stärkeren Proportion als ihr Importhandel im Vergleich mit der importierten Reichtümern den sich nicht unter direkt englischer Kontrole befindenden einheimischen und angrenzenden Staaten zufliesst, obwohl die Summe ihrer Importe und Exporte in den Zahlen bezuglich des Betrags des ausschliesslich Territorium, einbegriffen sind.

verzweifelnden Lage befänden, dass die unter der Last der Zölle und der Schulden erdrückten «Ryots» ausser den infolge der Bewässerung fruchtbarsten Gegenden alle verkaufbaren Gegenstände die der Grund und Boden produziert, verbrauchen oder verkaufen, den Mist der Tiere als Brennmaterial benutzten, und den Boden nicht zurückgeben, was sie ihm entnehmen. Jedes Zunehmen der Bevölkerung ist auch ein Zunehmen der Gefahr.« Die Ernten folgen ohne Unterbrechung in der Weise, dass die Landwirtschaft in Indien eine einfache Prozedur des Erschöpfens des Grund und Bodens geworden ist. Selbst in manchen Teilen des Landes,die künstlich bewässert werden und wo man das Wasser verschwenderisch und ohne Dünger gebraucht, hat das Getreide zu wachsen aufgehört. Ein erschöpfendes landwirtschaftliches Systems und eine wachsende Bevölkerung muss naturgemäss zur Vernichtung führen. Ein Herabsetzen der Steuer würde zu gegenwärtiger Zeit nur die unvermeidliche Katastrophe für kurze Zeit verschieben » So schrieb ungefähr vor 30 Jahren der berühmte Agronom Sir James Caird in einem Berichte, den zu erstatten er beauftragt war als Spezialkommissar der Famine. Die « Katastrophe » die er vorgesehen hat, ist nicht mehr weit.

Bei diesen Zuständen von England Geld auf Zinsen auszuborgen, um neue Eisenbahnen zu bauen, ist nichts mehr als Mittel die Drainierung mehr intensiv zu machen und die Zahl der Leitungsröhre zum Erwerb von Reichtümern für die Ausländer zu verdoppeln.

Neue Unternehmungen für Bewässerungsarbeiten, immer mittels Anleihen können kein gutes ständiges Resultat haben so lange die Drainierung der Produkte ohne Vergeltung im immer grösseren Massstabe vor sich geht. Dieses Ausschleppen und ebenso die übermässige Zahl der europaïschen Beamten,die ungeheuere Gehälter oder hohe Zahlung beziehen, wird sicherlich den Ruin, herbeiführen, was man auch alles unternehmen möge Es gibt zwei besondere Teilen in Indien : das englische Indien mit ihren schönen europäischen Stadtvierteln und mit deren frechen Luxus, bereichert durch die

Verarmung des Landes, und das wirkliche Indien, das in einer solchen schrecklichen Not steckt, welche zwar unter dem kapitalistischen Regime des XXe Jahrhunderts unerhört ist.

Aber gegenwärtig ist die Situation so unhaltbar geworden, dass die arbeitswilligen, nüchternen und geduldigen Hindus selbst zu fühlen beginnen, inwieweit eine Aenderung ihrer Lage vorgenommen werden muss.

Die gebildeten Klassen fangen an zu begreifen, welches Loos die ökonomische und soziale Willkürherrschaft der Europäer allen denen erwartet, die den von der britischen Regierung und keineswegs durch einen Satz der Naturkräfte verursachten Notzustand gewissentlich und notgedrungen zu erleiden haben. Gewiss, Hungerszeiten in Indien gab es auch vor unserer Eroberung; aber ein permanenter Hunger, wie man unsererzeits hier und da im Lande wüten sieht, war unter der Herrschaft der Hindus oder der Mohamedaner völlig unbekannt. Die schwarze Pest kannte man seit Jahrhunderte als eine epidemische Krankheit; aber von einer einheimischer Geisel, die alltäglich unzählige Opfer hinwegrafft hat man nie sprechen gehört bis zum Tage, da wir, während des vergangenen Jahrunderts, nach Hindustan alle Wohltaten der europäischen Zivilisation eingeführt hatten.

Diese schreckliche Krankheit und deren Unheil wird wahrscheinlich mehr als irgend eine Ursache dazu beitragen, die Gesellschaft der Eingeborenen aufzulösen und die Massen der Hindus gegen uns zu empören. Zur Zeit, da ich diese Zeilen schreibe, verursacht allein die Pest im Lande mehr als 75,000 Todesfälle in einer Woche. Es ist hervorzuheben, dass alle gefährlichen Krankheiten und hauptsächlich die Pest der Armut entspringen. Dieses Unheil findet die besten Ruhestätte in den heissen Ländern, die von der Armut befallen werden. Besondere Beweisführungen für die wachsende Armut in Indien als die verheissungsvolle Beständigkeit dieses Unheils sind erübrigt. Die Eingeborenen sind von einer Panik ergriffen und selbst die Verhütungsmassnahmen, die von den europäischen Aerzten und ihren Assistenten getroffen werden,

um deren Ausbreitung zu verhüten, tragen nur noch dazu bei den Despotismus der Fremden noch mehr verhasst zu machen, da sie sich gegen die beliebtesten Sitten des Landes vergreifen. Das ist die Ironie der Ereignisse, wenn sich einmal ein Reich auf dem Wege des Niederganges befindet. Alle Anstregungen der ungewissenhaften anglo-indischen Presse in Indien und England die alten Missfühlungen zwischen Mohomedanern und Hindus aufzuwühlen wird von geringem Einfluss sein gegenüber der Unzufriedenheit und dem Hass, welche die Pest und die Massnahmen zu deren Bekämpfung hervorgerufen haben.

Inzwischen erstand eine neue Fühlung in der öffentlichen Meinung : Meetinge und Proteste gegen den britischen Missgriff wurden immermehr von Ausnahme zur Regel, überall macht sich eine Unzufriedenheit fühlbar, selbst in dem geduldsamen Bengalen, nimmt allmählich die politische Agitation zu, das gleiche gilt für Punjab und das maharattische Gebiet; unterdessen wird eine erfolgreiche Propaganda geführt für den Boykott ausländischer Waaren, — offenbar englischer Waaren — zu Gunsten der indischen und asiatischen Waare.

Allmählich aber untrüglich beginnt man in Indien die ökonomische Situation nach reelen Wert einzuschätzen. Das « Indien für Indier » lässt sich systematisch vernehmen. Selbst am « Indischen National Kongresse », der alljährlich stattfindet und der seine Loyalität für die britische Regierung beteuert, ist eine fortgeschrittene Partei gebildet worden, welche unzweifelhaft die vollständige Unabhängigkeit Indiens als die einzige Hoffnung für die Zukunft betrachtet. Diese Partei gewinnt Tag für Tag an Kräften und die überzeugtesten Mitglieder haben die Verpflichtung angenommen unter keiner Bedingung den fremden « Rajahs » zu dienen oder behilflich zu sein. Die Hindus, die England besuchen, gehen in ihren Zukunftsplänen noch weiter. Das Beispiel Japans ermutigt sie; wenn das kleine japanische Reich mit geringer Hilfe seitens Europas, in vierzig Jahren sich an die Spitze der Völker zu stellen vermag, so ist mit Gewissheit anzunehmen, dass

Indien mit 300 Millionen Einwohnern und mit ihren kriegerischen Stämmen, deren Zahl mehr als das Doppelte der ganzen Bevölkerung Japans ausmacht, im Stande sein wird auch ohne Waffen, aber durch ein wirksames und einheitliches Vorgehen die 200,000 Europäer und Eurasier(*) fortzutreiben, die gegenwärtig ihr Schicksal despotisch beherrschen und ihre Zukunft vernichten

Durch friedliche Mittel ist jetzt keine Besserung mehr zu hoffen. Mit 30 oder 20 Jahren zurück war es vielleicht noch möglich, fur Indien einen Weg zu einer neuen Aera und Prosperität zu eröffnen, indem die englische Verwaltung durch eine einheimische Regierung unter englischer Direktion ersetzt und die Drainierung abgesperrt worden wäre Aber noch neulich haben die beiden kapitalistischen Parteien Englands ihre Entschlossenheit bekundet ihr unheilvolles und angemasstes Herrschen weiter zu führen Herr John Morley, ein angeblich radikaler Beamter handelt gegenüber den Hindus mit ebenso wenigem politischem Takt als der verstorbene torystische Staatwalter Lord Curzon, welcher nach der einstimmigen Ansicht der Europäer und der Eingeborenen als der schlechteste Generalgovernor von Hindustan renommiert war.

In Gegenwart der wachsenden Unzufriedenheit und der feindseligen Kundgebungen, sucht man gegenwärtig für die Beibehaltung unserer Oberherrschaft dieselben Mittel anzuwenden, die anfangs zu deren Einführung benutzt worden waren, d. h. innerliche Feindseligkeiten hervorzurufen. Selbst die offiziellen Organe verspüren keine Schande, den muselmanischen Fanatismus gegen die Hindus anzurufen, um die wachsende Agitation gegen den unerträglichen ökonomischen und sozialen Druck einer fremden Rasse zu schwächen. Aber diese schändliche Politik wird machtlos sein; weder das Treiben der Muselmänner, noch die gewehre und Kanonen der

(1) Mischlinge von Europäern und Asiaten.

Europäer werden im Stande sein einen fremden in aller Beziehung unheilvollen Despotismus ständig anzuhalten. Die kapitalistische Herrschaft der Weissen, die bereits dem Niedergange verurteilt ist, wird in naher Zukunft als ein quälendes und grässliches Schreckbild von kurzer Dauer für den glorreichen und langen Bestand Indiens erscheinen Nach dem Rückzug der Engländer werden die Hindus den Lauf ihrer internationalen Entwickelung wieder aufnehmen, Schulter an Schulter mit den auf dem Wege des Fortschritts marchierenden Nationen.

Aber Indien liefert nur einen schlagenden Beweis der zerstörenden Folgen des europäischen Kapitalismus für die unterjochten Rassen. Andere Völker, inwieweit durch die Umstände begünstigt, waren gleich England durch ihr Benehmen für die Entwickelung weniger zivilisierter Völker schädlich. Frankreich, England, Portugal, Belgien und gegenwärtig die Vereinigten Staaten und Deutschland haben dasselbe System, wenn auch in kleineren Massstabe in Anwendung gebracht. Es ist Aufgabe der Internationalen Sozialistischen Partei der ganzen Welt, die die leidenden Klassen repräsentiert, welche zumal sie auch deren Einführung mitgeholfen, sich niemals die Gewaltherrschaft zu Nutzen machten, alle Mittel in Bewegung zu setzen, mitzuhelfen und zu organisieren, um die verderbliche Oberherrschaft des Kapitalismus abzuschaffen und die Befreiung der ganzen Menschheit ohne Unterschied von Rasse, Farbe der Religion herbeizuführen.

1. Mai 1907.

H. M HYNDMAN.

P. S. — Nachdem die vorhergehenden Seiten dem Drucke übergeben waren, nahmen die Zustände in Indien noch eine mehr kritische Wendung an. Nicht nur die schwarze Pest stiftet überall Verheerung an, sondern selbst nach den die Tatsachen meist unwahrheitsgemäss entstellenden offiziellen

Berichten erreicht die Sterblichkeit gegenwärtig monatlich die Ziffer von 400,000 Todenfälle ! Das ist besonders für Punjab der Fall. Die Verhaftung und Verbannung des Herrn Lala Lajpat Raï ohne Gerichtsurteil und ohne jegliche Rechtfertigung dieser Massnahmen hat ein bitteres Gefühl der Entrüstung bei den gebildeten Klassen der Hindus in der ganzen Halbinsel hervorgerufen. Herr Lajpat Raï ist ein Mann, der sein Leben und Vermögen seinen durch das schwere Missgeschick des Hungers und Erdbebens heimgesuchten Landsleuten geweiht hat. Zur Zeit seiner Verhaftung war er gerade dabei beschäftigt, wie es der Abgeordnete O'Donnel, vormaliger Beamter des anglo-indischen Zivilamts desselben Distrikts, klar aufwies, einen vollkommen legitimen, mässigen und vernünftigen Protest gegen das Verfahren der Regierung zu organisieren, welche die Grundsteuer so hoch getrieben hat, dass dadurch eine Hungersnot entstand und Zahlung für den Grund und Boden forderten, den die Bauern von Punjab als ihr Eigenthum betrachteten und der im Augenblicke da er als deren Eigentum in Anspruch genommen wurde absichtlich von Steurn befreit worden ist.

Das alles is absolut bewiesen. Aber der radikale Philosoph Herr John Morley rechtfertigte im Unterhause als Staatssekretär Indiens im Namen einer liberalen Regierung das infame moskowitische Verfahren und Lajpat Raï schmachtet im Gefängnis. Folglich, in England wie in anderen Ländern, zeigen die Liberalen und Radikalen, inwieweit Im Grunde sie feige Tyrannen sind. Die indische Regierung machte keinen Versuch sich gegen die gewuchtige Beschuldigung meinerseits und seitens anderen, die die Lage gründlich kennen, dass die blutige Zerstörung Indiens absichtlich vorgenommen wird, zu verteidigen. Selbst die Mitglieder der anglo-indischen Regierung bezeigten, dass die Drainierung der indischen Produkte ohne Vergeltung ; der hohe Zinsfuss der Grundsteuer und die Art wie sie erhoben werden selbst bevor das Getreide reif ist und die Salzbesteuerung wenn auch reduziert, ist eine direkte Ursache der Krankheit der Tiere, die keine Stoffe zur

Lebenserhaltung geniessen ; nicht allein von Gegnern der britischen Verwaltung, sage ich, sondern auch von deren Anwalten wurde bezeigt, dass diese Expressungen direkte Ursachen sind der schrecklichen Verarmung des indischen Volks und der Sterbefälle durch die Pest.

Indessen nimmt die « Beuruhigung » im ganzen Lande fortdauernd zu und hochgestellte Personen, die 40 Jahre hindurch Erfahrungen bei den Hindus anstellten, unterrichteten die Regierung über das nahe Ende unserer Oberherrschaft in Indien, falls das gegenwärtige System nicht eine vollständige Aenderung erfahren soll. Es ist überflüssig, dass ich hier mich lange darüber auseinandersetze, welche Folgen die Rückwirkung der Zerstörung unserer Macht in Indien für die mittele Klasse unserer Insel mitbringen wird. Es genügt zu sagen, dass sie für die nicht Produzierenden in England eine unmittelbare Verringerung der Einkommen um mehr als 35 Millilionen Pfund Sterlings jährlich bildet.

H. M. H.

c) Die Kolonialfrage im Belgien

Die Belgische Arbeiterpartei beauftragte vier ihrer Mitglieder dem ausserordentlichen Kongresse, der sich mit den Vorbereitungsarbeiten zum Stuttgarter Internationalen Kongresse beschäftigte, über die sehr verwickelte Kongofrage zu rapportieren.

Da die Annexion des unabhängigen Kongostaates auf der Tagesordnung stand, hat dieses Problem die voherrschende stellung in den Debatten eingenommen.

Hector Denis war beauftragt über das Prinzip der kapitalistischen Kolonisation in ökonomischer, kommerzieller un finanzieller Beleuchtung des Problems zu berichten.

La Fontaine stellte sich zur Aufgabe die Situation des

Kongo vom Standpunkte des Internationalen Rechtes klarzulegen.

Furnemont fasste einen Bericht ab über das belgische Kolonialurkundeprojekt der klerikalen Regierung.

Und endlich behandelte Vandervelde die Aktualitätsfrage : welche Stellung dürfte die Sozialistische Partei im Interresse Belgiens und der Eingeborenen in der Frage der Einverleibung des Kongostaates einnehmen.

Das Prinzip der Kolonisation

Der Bericht des Gen. Hector Denis über das Prinzip der Kolonisation ist ganz in Uebereinstimmung mit den Resolutionen der Internationalen Kongresse. Er fasst das Kolonialproblem nicht von spezifisch belgischem Standpunkte auf und er beantragte folgende Resolution, die einstimmig angenommen wurde :

« Der Kongress verwirft das Prinzip der kapitalistischen Kolonisation, das die unentbehrlichen Rechte der Menschheit dem Interesse und dem Bestand des Staates unterordnet, also die Eingeborenen in den intertropischen Kolonialanlagen durch Gewalt und Zwangarbeit zum Werkzeug und Mittel der Erwerbssucht macht, sehr oft deren Reihen lichtet und, ergriffen vom einem Fieber in den Kolonien Reichtümer anzuhäufen, die normalen und humanen Bedingungen der Entwickelung primitiver Völker zu Zivilisation fortwährend verkenn.

Der Kongress betrachtet als eine über alle Interessen und Forderungen der zivilisierten Völker gehende Solidaritätspflicht, die vereinbarte und gemeinschaftliche Verpflichtung zu tragen für die Erhebung primitiver Völkerstämme, vermittels aller durch deren historische Entwickelung anerworbenen Bestandteile und Vorteile der Zivilisation, und alle Energie der Menschheit zuzuführen. »

Der Kongostaat vom Internationalen Standpunkte

Der Bericht des Genossen Lafontaine lautete :

Vom Standpunkte des internationalen Rechts ist die Bildung des unabhängigen Kongostaates ein unvergleichlicher Fall in der Weltgeschichte.

In der Tat. Das Gebiet, das jetzt diesen Staat bildet, war weder von einem Herrscher noch von direkt bevollmächtigten Vorgesetzten eines herrschenden Staates, noch von fremder Bevölkerung im Besitz genomenen, sondern von einer Forschungs-und Kulturgesselleschaft, von der internationalen Afrikagesellschaft.

Diese Gesellschaft wurde infolge einer geographischen Konferenz zu Brüssel im jahre 1876 gegründet. Sie wurde 1878 durch ein Komitee für die Erforschung des Oberkongos und endlich, 1882, durch die internationale Kongo-Gesellschaft ersetzt.

Seitdem stand es in Frage, ob einer solchen Gesellschaft souveräne Rechte gegeben werden mag. Verschiedene zu Rat herangezogene Verfasser, namentlich Sir Travers Twis und Herr Egide Arntz sprachen sich dafür aus.

Am 22 April 1884 anerkannte die Regierung der Vereinigten Staaten Nordamerikas die Fahne der Internationalen Assoziation gleich der einer befreundeten Regierung. Ebenso das deutsche Reich am 8 November 1884 und dann folgten ihrem Beispiele Grossbritanien, Italien, Oesterreich-Ungarn, Niederland, Spanien, Frankreich, Russland, Schweden-Norwegen, Portugal, Belgien.

Während die Annerkennung fortdauerte wurde, auf Einladung Deutschlands und Frankreichs, in Berlin eine internationale Konferenz vom 15 November 1884 bis zum 26 Februar 1885 abgehalten. Sie stellte sich zur Aufgabe die Handelsverfassung in Zentralafrika zu vereinbaren und die folgende Punkte gemeinsam zu regeln : 1. Die Handelsfreiheit am Gebiet und an den Mündungen des Kongo. 2. Die Anwendung

auf das Kongo und auf den Niger der Grundsätze, die von dem Wiener Kongresse angesichts der Bewährung der Freiheit des Handels auf mehreren internationalen Flüssen angenommen wurden, und die späterhin bezüglich der Donau Anwendung fanden. 3. Bestimmung der festzusetzenden Formalitäten, damit die neue Besitznahme an den Küsten Afrikas als wirklicher Bestandteil betrachtet werde.

Wie man sieht, war die internationale Konferenz zu Berlin nicht speziell mit der internationalen Kongo-Association befasst. Die einzige offizielle Intervention dieser Association bestand darin, dem allgemeinen Berliner Act als selbständige Macht beizutreten, ohne dass dieser Beitritt den mindesten Einspruch seitens der anderen vertretenen Mächte erhoben hätte.

Am 21 April 1885 bewarb sich die Regierung von den Kammern um die Ermächtigung für den König « das Haupt des durch die internationale Kongoassoziation in Afrika gegründeten Staaten » zu werden. Diese Bevollmächtigung wurde durch die Abstimmungen von 28 and 30 April erteilt.

Am 1. August und anderweitig notifizierte König Leopold II den Mächten, dass hinfort die Besitzungen der Internationalen Kongoassoziation den unabhängigen Kongostaat bilden und dass im Einvernehmen mit dieser Assoziation, er sich den Titel eines Oberhauptes dieses Staates beilegt.

Trotz der Kontroverse, die in Bezug hierauf erstand, ist es sicher, dass einstimmige Einwilligung der Grossmächte den grundgelegten Modus für die Schaffung des unabhängigen Kongostaates sanktionierte. Im internationalen Rechte gibt es strikte Regel: kein internationaler Kodex wurde festgestellt und die Uebereinnstimmung der Staate genügt, um dieses Recht zu schaffen.

* * *

Der unabhängige Kongostaat ist eine absolutistische Monarchie. Es konnte schwerlich anders sein, denn es ist nicht möglich

gegenwärtig den Negern Afrikas politische Rechte zu bewilligen, und die weisse Bevölkerung im Kongogebiete wird aus Personen zusammengesetzt, von denen keine Bürger des neuen Staates sind. Diese seltsame Lage folgert aus der Tatsache der Aufschichtung einer europäischen Zivilisation auf eine Bevölkerung, die unfähig ist, sich auf der Stelle zu assimilieren.

Jedenfalls rührt jede Vollmacht in unabhängigem Kongostaat von dem Staatshaupt her. Aber unter gewissen Gesichtspunkten kann er sie nicht in absolutistischer Weise ausüben, nämlich aus Gründen internationaler Beschränkungen.

Im allgemeinen Berliner Vertrag wird zuerst festgesetzt, dass « dem Handel aller Völker vollständige Freiheit gegeben wird. » Es folgert daraus, dass der Beherrscher des Kongo weder Einfuhrzoll noch Transitzoll einführen kann, dass jeder Differenzialtarif ebenso jede Monopolkonzession oder Vorrecht im Handel verboten ist, dass nur Taxen erhoben werden können als ein billiger Ersatz der nützlichen Ausgaben für den Handel.

Es wird ausserdem ausbedingt, dass « die Ausländer gleiche Behandlung und gleiche Rechte wie die Staatsangehörigen geniessen werden betreffend den Schutz ihrer Person und ihrer Eigentümer, für den Erwerb und die Uebertragung beweglicher und unbeweglicher Eigentümer und freien Gewerbebetrieb »

Endlich kann die Regelung und die Auffsicht der Kongoschiffahrt einer internationalen Kommission überwiesen werden, welche eingesetzt wird, sobald fünf Mächte, die den Vertrag unterzeichnet haben, ihre Delegierten wählen. Tatsächlich kam diese Kommission nicht zu Stande.

Zu bemerken ist, dass diese erwähnten Verfügungen nicht nur auf den unabhängigen Kongostaat Bezug haben, sondern auf alle Gebiete, die das vertragsmässig genannte Kongobassin bilden.

*
* *

Zu Gunsten der Internationalen Kongoassoziation, wird in den Anerkennungsverträgen überall für jeden Staat das Recht ausbedingt, auf dem Kongogebiete für deren Bürger ein Konsulargericht einzusetzen im Falle, dass das Kongogericht nicht « genügend » ausreichen würde.

Deshalb war die erste Sorge des unabhängigen Kongostaates durch einen Erlass vom 7 Januar 1896 Kriminalgerichte und am folgenden 14. Mai Zivil-und Handelsgerichte einzusetzen.

Es folgt daraus die wichtigste Frage : wer wird da Richter sein, ob die Kongogerichte genügend oder ungenügend sind? Es unterliegt keinem Zweifel, dass der unabhängige Kongostaat den von den anderen Staaten ernannten Konsulen das Exequatur verweigern können wird Aber diese könnten das Recht beanspruchen, nach dem Artikel 12 des allgemeinen Berliner Vertrags, die durch diese Lage geschafften Differenzen zur Vermittelung einer oder mehreren befreundeten Mächte oder einem Schiedsgericht vorzulegen.

*
* *

Der algem eine Berliner Vertrag enthält ausserdem Anordnungen in Bezug auf den Schutz der Eingeborenen und den Sklavenhandel.

Alle verinteressierten Mächte « verpflichten sich über die Beibehaltung der eingeborenen Bevölkerung und über die Ausbesserung ihrer geistigen und materiellen Existenzbedingungen zu wachen, zur Aufhebung der Sklaverei und hauptsächlich des Handels mit den Schwarzen. »

Demzufolge « werden sie alle religiöse, wissenschaftliche und wohltätige Anstalte und Unternehmungen, die zum Zwecke der Belehrung der Eingeborenen und ihnen die Vorteile der Zivilisation einzuprägen, gebildet werden, ohne

Unterschied der Nationalität und des Kultus schützen und zu fördern. »

Ausserdem werden die Mächte darüber wachen, dass deren Gebiete weder als Absatz noch als Durchgangspunkt für den Sklavenhandel irgend einer Rasse dienen sollten und dass sie alle Mittel anwenden werden, um diesem Handel ein Ende zu machen und um diejenigen, die sich damit beschäftigen, zu bestrafen.

* * *

Dass war die Pflicht, die dem unabhängigen Kongostaat durch die internationalen Verträge auferlegt wurde. Die Nichtbeachtung derselben würde eine kollektive Intervention der Mächte herbeiführen können, die diese Verträge unterzeichnet haben oder ihnen beigetreten sind. Betreffs der Zwangsmassnahmen, die zu treffen sein würden, gibt es keine internationale Regel, um sie zu bestimmen. Man kennt diese zwingenden Massnahmen,insofern sie zu wiederholten Malen gegen die Türkei und China angewandt worden sind.

Aber wie ist es in Wirklichkeit !

Es ist ganz sicher, dass diese Verpflichtungen mit der Uebermittlung der Oberherrschaft diesem Staate zufallen werden, der Uebernehmer, Empfänger oder Erbe des unabhängigen Kongostaates werden wird.

* * *

Gegenwärtig da das Projekt der Zurüknahme des Kongo durch Belgien orörtert wird, entsteht die Frage, wie dürfte die Situation dieses Gebietes vom Standpunkte des Internationalen Rechts aufzufassen sein.

Andere Länder sind bereits von der Situation eines unabhängigen Staates in die einer einem souveränen Staat beigeordneten Kolonie übergangen. Das war der Fall mit Transvaal und Oranien. Von nun an können diese beiden

Staate keine Verträge mit keiner ausländischen Macht abschliessen. Nur Grossbritanien kann für sie Unterhandlungen führen. In diesen Stand wird auch das Kongogebiet versetztwerden.

Von verschiedener Bedeutung aber sind der Kolonien, die von europäischen Bürgern bevölkert sind, wie z. B. Australien, Kanada und die Kolonien in Südafrika und die von Beauftragten aus dem Mutterlande verwaltenten Kolonien, z B. das englische Indien,Tonkin, Anam.Man kann die Lage der ersten mit der eines emanzipierten Minderjährigen und der anderen mit der eines unemanzipierten Minderjährigen vergleichen.

Er ist sicher, dass die Gründung des Unabhängigen Kongostaates die erzieherisch and zivilisierende Vormundschaft der niederen Völker Zentralafrikas bezweckte. Das wurde von der geographischen Konferenz in Juli 1876, deutlich festgesetzt, welche die von ihr gegründete Assoziation beauftrage das schwarze Kontinent auszuforschen und zu zivilisieren und nich dieses Kontinent auszubeuten.

Unter Vormundschaft wird allgemein ein Familienra verstanden.

Die internationale Familie das ist die Gesellschaft der Nationen : aus deren Mitte ist ein Rat zu bestimmen.

Diese in den Länder mit einer wilden Bevölkerung befolgte Kolonisation muss ein ganz besonderes Gepräge, ein internationales Gepräge, erhalten.

Daraus resultiert, dass Belgien ein ganz besonderes Kolonialreich, als sonst gegründet wurde, schaffen müsste und dieses Reich hätte der unabhängige Kongostaat bilden sollen.

Die Tatsache, dass die Mission Belgiens bei den Schwarzen die Mission eines Vormundes sein wird, wird überhaupt vom finanziellen Standpunkt bedenkliche Folgen haben. Die Kapitale und Leute, die sich nach diesen Gegenden begeben, haben sicherlich Anrecht auf eine entsprechende Belohnung wie ein Verwalter oder Ausleiher Anrecht haben würde für

die einem Minderjährigen erwiesenen Dienste eine Belohnung zu erhalten. Aber der Staat, der die Vormundschaft niederer Rassen übernimmt, hat kein Anrecht auf Belohnung, die Vormundschaft ist vorzüglich unentgeltlich : die Finanzen einer solchen Kolonie müssen ausschliesslich zu Gunsten allein der Kolonie verwaltet werden. Der Vorteil des Mutterlandes wird die Versorgung mit Stellungen in den Kolonien vieler ihrer Söhne und die Schaffung von Handelsbeziehungen mit den Kolonien sein. Das ist die einzige Belohnung, auf die es Anrecht hat.

Da das kolonisierende Land einen öffentlichen internationalen Dienst leisten wird, so folgt daraus, dass ausserdem die finanzielle Lage des kolonisierten Landes unter ständiger Aufsicht der etwaigen Pfründe der Kolonie diesem Rat zur Prüfung vorgelegt werden wird.

Es versteht sich von selbst, dass die Vormundschaftsmission dem kolonisierenden Lande, wenn es sich verschuldet haben wird, entzogen werden kann, jedoch dieses Land kann fordern, dass eine verwickelte Angelegenheit einem Vermittler oder einem Schiedesgericht unterbreitet werde.

Der neue Begriff, den wir der Entwildungkolonisation im Gegensatz zu der Bevölkerungs-und Ausbeutungskolonisation beilegen, ist unserer Meinung nach der wesentliche Bestandteil, der die Intervention der Völker bei den niederen oder wilden Völkerstämmen rechtfertigt. Dieser Begriff muss die Grundlage einer jeden menschlichen Kolonialpolitik sein. Das ist die gleichzeitige Bestrebung die geistigen Fähigkeiten der Menschen und die schafflichen Reichtümer der Erde zum höchsten Nutzen der ganzen Menschheit der Welt zu verwenden.

Die Koloniale Gesetzgebung

Folgendermassen schildert der Bericht des Gen. Furnemont den Charakterzug der *kolonialen Gesetzgebung* nach den Gelüsten der belgischen Kapitalisten :

« Die Vorlage betreffend die Regierung der belgischen Kolonien ist am 7 August 1901 im Bureau der Kammer niedergelegt worden. Sie dürfte eine Einleitung sein zur künftigen Einverleibung der afrikanischen Kolonien, aber sie wurde in allgemeiner und vager Form dargestellt, was eine langwährige Prüfung gestatten würde, während der die Afrikaausbeuter ungeheuere Profite darauszuschlagen fortfahren würden, die sie in einigen jahren skandalös bereicherten.

Die Indifferenz der öffentlichen Meinung, die übrigens schlecht aufgeklärt war, brachte mit, dass die Gesetzesvorlage einer Zentralkommission überwiesen wurde, welche dafür sorgte, sich niemals zu versammeln. Am 3. Juni 1906 veröffenlichte der souveräne König einen denkwürdigen und unglaublichen Brief, in welchem er dem Lande seinen unsinnigen Traum einer despotischen Selbstherrschaft verkündete, was eine Interpellation hervorrief und die Frage der Einverleibung bedeutend vorrückte.

Jedoch die Freunde des Unabhängigen Staates, die in der Spezialkommission zur Prüfung der Gesetzesvorlage sitzen, liessen von ihrer Obstruktionspolitik nicht ab.

Die Prüfung der Kolonialgesetzgebung wäre nach ihrer Meinung, unabhängig von jedem Vorschlag zur Einverleibung. Weshalb nur allein vom Kongo sprechen? Die koloniale Zukunft unseres Vaterlandes hätte grenzlose Aussicht, und wäre ein gewissenvolles,gründliches und ergründetes Studium aller kolonialen Gesetze notwendig, um das zukünftige Reich unserer überseeischen Besitzungen zu gestalten.

Heute ist es ganz anders. Die Regierung meldet, dass sie am Ende der Session eine Vorlage einbringen wird betreffend die Annexion des Kongo und die Zentralkommission wird beauftragt werden, die Klausel zu prüfen zur selben Zeit als sie die Prüfung der Kolonialurkunde befolgen wird. Das hat also wohl auf den Kongo Bezug, nur auf den Kongo, da die Meinung gegenwärtig geteilt ist, ohne dass unserem Lande die geringste Hoffnung bliebe, sich das kleinste Teilchen zu annektieren.

*
* *

Man kann dieses Projekt abschlüssig einschätzen. Es kann als unwahrscheinlicher Vorschlag einer Regierung von Lakaien zur Abdankung eines Volks, das sich der Bewahrung seiner Rechte rühmt.

Das würde die Einführung des autokratischsten Regimes, das die Geschichte je erwähnt, zur Folge haben.

Es ist unglaublich, aber durch die Prüfung der Texte geht die Wirklichkeit hervor, dass auf die Verstärkung der Rechte Leopold II. im Kongostaat abgeschen ist.

Das Projekt erteilt dem König — dem König der Belgier —dem Haupt eines konstitutionellen Staates :

Die ausübende Gewalt (Art. 1.);

Die gesetzgebende Gewalt (Art. 1 und 2);

Die administrative Gewalt (Art. 7);

Die richterliche Gewalt (Art. 6 und 7);

Die militärische Gewalt (Art. 6 und 8);

Die finanzielle Gewalt (Art. 3, 4 und 5).

Was man beabsichtigt ist ein Trennungssystem ähnlich dem, das unsere Konstitution zwischen dem Staat und der Kirche eingeführt hat.

Man wird den Kongo von Belgien absondern, damit desen Beherrscher darüber vollständig als Gewaltherscher verfügen kann; aber um dass Belgien scheinbar die Oberherrschaft habe, wird es gut bezahlen können.

*
* *

Wir sagten, dass die Gesetzesvorlage die absolutistische Gewalt des Königs zu verstärken beabsichtigt.

In den Tat. Unter dem gegenwärtigen Regime kann der Kongostaat keine Anleihen machen ohne die Ermächtigung Belgiens. Man weiss, wie diese Schwierigkeit verschiedene Male ungangen wurde, aber dessenungeachtet besteht jedoch

eine Einschränkung. Mit der neuen Gesetzesvorlage verschwindet sie.

Der Kongostaat wird hinfort nach seinem Gefallen Anleihen abschliessen können, einmal los von der Pflicht sich an uns zu wenden, um den Verpflichtungen nachzukommen. So dass das Recht ohne unsere Genehmigung Anleihen abzuschliessen dem Kongo nicht zugestanden war, als es für uns noch ein fremder Staat war, aber die belgische Einbürgerung wird es ihm als Taufegeschenk bringen.

* * *

Gegen diese unerhörten Ansprüche sträubte sich endlich auch das Gefühl gewisser Klerikale. Doch sind sie nur eine logische Folge der Begriffe im Milieu der Kongobeherrscher.

Sagte da nicht Leopold II cynisch :

« *Manche möchten das was sie eine verantwortliche Regierung nennen, um besonders die Person des Staatshabers zu decken. Dieser Wunsch, so sehr er auch löblich sei, ist aber kaum durchführbar. Meine Erfahrung erlaubt mir nicht dies zu bestätigen...*

« *Noch ist ein Parlament der Eingeborenen unzulässlich und is est gar nicht besser begreiflich, in wieweit für den Kongo dessen Unterstellung den belgischen Institutionen, wenn auch besonderen, vorteilhaft wäre? (Brief vom 3. Juni 1906).*

Und Herr Delbeke, nun Minister, die Stimmung der gespreizten Plattheit der höfischen Kongoskamarille wiedergebend, machte diese einfältige Erklärung : « Man muss ausmeiden, das Kongogebiet von dem belgischen Parlamente verwalten zu lassen. Sonst wäre es mehr ratsam es sogleich England zu überlassen ! »

Also keine verantwortliche Regierung ; keine wenn auch besondere belgischen Institutionen ; keine Kontrole des Parlaments! Das sind die schönen Grundsätze, die die Gesetzesvorlage der Regierung in die Praxis umsetzen will.

Artikel 10 der Gesetzesvorlage geht noch weiter ; diese

übermässigen Rechte, diese Vorreche eines Satrapen kann der König auch noch dem Generalgouverneur der Kolonie übergeben, der im Angenblicke die Ausführung der Dekrete aufheben kann und selbst die gesetzgeberische Macht besitzt, Anordnungen zu treffen.

*
* *

Die Artikel 110 bis 117 der belgischen Verfassung regeln die finanzielle Vollmacht der Parlaments.

Die Abstimmung über die Steuereinführung ist ein der Vorrechte, dem die freien Völker am meisten Wichtigkeit beilegen.

Unter dem Vorwand der Kolonie die finanzielle Selbstständigkeit zu überlassen, will die klerikale Regierung den belgischen gesetzgebenden Körperschaften das Recht nehmen, das Budget der Kolonie zu bestimmen,

Die finanzielle Selbstständigkeit besteht darin, dass die Kolonie von ihrem Einkommen leben muss. Aber, wenn ein Defizit entstehen soll, so wird Belgien dazwischentreten.

Man sagte, dass eine Milliarde nötig sei, um den Kongo mit Werkzeugen zu versehen. Belgien wird sie hergeben. Als Vergeltung dürfde es wenigstens deren Verwendung zu verwalten haben.

Unsere Kolonialpolitiker wollen davon nichts wissen. « Das Budget der Einnahmen und Ausgaben des kolonialen Besitztums wird jedes Jahr durch den König bestimmt. »

Der König wird Anleihen machen, wird — nach wohlbekanntem Muster — Konzessionen an Grund und Boden, für Bergwerke, für Kautschukwälder u. s. w. vergeben.

Belgien wird mitstimmen... und zahlen.

*
* *

Und die Bürgschaft? Die spenden wir reichlich.

Die Gesetzesvorlage verordnet :

1. Ein Kolonialministerium.

2. Einen Kolonialrat.
3. Einen jährlichen Bericht den Gesetzgebeden Körperschaften.

Den Kolonialminister ernennt der König. Sein einziges Amt wird im Gegenzeichnen der königlichen Aktenstücke bestehen. Er wird keine Befugniss eines konstitutionellen Ministers besitzen, aber er wird Gehalt beziehen. Er würde, sagt die Begründung mit einer abtakelnden Offenheit, « der Agent des Königs » sein.

Eine klerikale Zeitung fragte sich, womit die Situation eines künftigen Kolonialminister von der eines Kongo-Staatssekretärs » verschieden ist, welcher gegenwärtig « absolut vom Konig abhängt ».

Wir fragen uns dasselbe.

Der Generalrat(art.15) besteht aus vier Mitgliederen, die vom König ernannt werden

Nach der Begründung, besteht ihr Amt darin, uber verschiedene Fragen « die der König vorlegt » « Rat » zu erteilen.

Der järliche Bericht über die Verwaltung der kolonialen Besitzungen wird der Kammer und dem Senat erstattet. Das Budget wird in einen « Anhang » mitgeteilt. Es mag theoritisch erörtert werden, aber nichts dürfte geändert werden.

Und das ist das Allerschönste : « Anderweitig werden die Anfragen und Interpellationen betreffend die kolonialen Besitzungen in der Kammer zur Verhandlung gelangen nur wenn der Minister der Kolonien dazu seine Zustimmung gibt. »

Und das ist alle Kontrole, die für den belgischen Parlement aufbewahrt wird.

Es ist uns nicht bekannt, welcher Sklavensinn die Palementsmitglieder blendet. Aber das belgische Volk und dessen gewissenhafter Vertreter, die Arbeitenpartei, wird naturgemäss diese Verrüktheit bekämpfen.

Konservative Staatsmänner sind wie wir erschreckt vor dem Geiste, der die hohen Kongosphären beherrscht : sie fordern gleich uns, dass das belgische Parlament wenigstens

in Bezug auf Anleihen und Verteilung von wichtigen Konze sionen die Oberhand bewahren soll.

*
* *

Die Lage der Eingeborenen im Kongo erregt die Entrüstung aller Nationen und aller fühlenden Menschen. Der E. H. Vermeersch ist in dieser Hinsicht mit Herrn Felicien Cattier and mit der « Kongo Reform Association » einverstanden.

Die beantragte Konialgesetzgebung erwägt nicht im geringsten das Interesse der eingeborenen Bevölkerung.

Noch ist kein Parlament der Eingeborenen zulässlich, sagte ironisch Leopold II. Ich kenne Manche, die den Vergleich nicht aushalten würden. Die Neger aber sind unserer Zivilisation zugänglich Es gibt Neger im französichen Parlament. In Brasilien und in der Liberiarepublik haben die Schwarzen von ihrer Parlamentsbefähigung Zeugnis abgelegt. Für den Kongostaat ist man noch nicht soweit, das ist sicher. Ist das ein Grund, dass man sie systematisch von der Verwaltung ihres Landes entfernt ?

Er ist wahr, dass die im Kongo wohnenden Belgier unter demselben Verdacht stehen.

*
* *

Und jedoch dürfte da die Mehrheit dieser Leute, die sich dort für die fortwährende Bereicherung einiger Grosskapitalisten mühen, nicht beanspruchen, das Mutterland möge sich einigermasssen um ihre Lage im schwarzen Kontinent bekümmern ?

Die Gesetzvorlagen erwähnt nichts von der konstitutionnellen Garantie der belgischen Einsiedler, die sie als Belgier besitzen, und die ihnen, allein weil dahin gelangt, vermeintlich nicht verlustig werden können.

Nur der König oder sein Abgesandter organisiert durch Erlass und ohne Kontrole die Zivil- und Militärgerichte.

Die Unverletzbarkeit der Wohnung, die individuelle Freiheit, die *Habeas Corpus* Akte, das alles kann mit einem Federstrich vernichtet werden.

Ich spreche nicht von anderen konstitutionellen Freiheiten, die damit in Anhang stehen. Man weiss, dass in diesem mysteriösem Lande alles ein toder Buchstabe war und man kennt das Los derer, die gewagt haben zu reden.

Eine stille wie im Grabe herrscht in den Monarchien, sagte Robaulx : eine Grabesstille herrscht auch in den Kolonien, und man fordert, dass Belgien sich zum Mitschuldigen macht.

Die Antwort des belgischen Volkes wird heissen : « Niemals ! »

Deshalb beehre ich mich dem Kongress die folgende Resolution vorzuschlagen :

« Der Kongress der Arbeiterpartei protestiert entschieden gegen die Regierungsvorlage betreffend den Kongo, die den unbeschränkten königlichen Absolutismus verkündet.

» Beauftragt die sozialistischen Deputierten das Votum einer dem modernen Begriffen entsprechenden Gesetzgebung zu verfolgen, die nämlich auszubedingen hat :

1. Die Achtung der Budgetrechte des belgischen Parlaments.

2 Die Besserung der Lage der Eingeborenen und deren Teilnahme in einem bestimmten Massstabe an der Verwaltung der Kolonie.

3. Die Vollständigkeit der konstitutionellen Rechte der belgischen Ansiedler im Kongo.

Die Stellungsnahme der belgischen Sozialisten.

Der Bericht des Gen. Vandervelde untersuchte die drei Eventualitäten von Morgen : dass Abbrechen jeglicher Beziehungen zwischen Belgien und dem Kongostaate.— Die Bei-

behaltung des « Statu quo ». — Die Annexion des Kongo an Belgien.

Die Mehrheit des Kongresses stimmte zu Gunsten der Internationalisierung des Kongo und in erweiterter Beziehung aller Kolonien, weil der Begriff der Gesamtaktion, der Vormundschaft über die zurückgebliebenen Völker wünschendwerter ist als der Begriff einer getrennten Aktion mit den daraus folgenden unvermeidlichen Antagonismus und im grossen Masstabe die Verwickelung vermindert. Ausserdem vom Gesichtspunkte der Lage der Eingeborenen erscheint diese Lösung als eine bessere Garantie zum Vorteil der Menschheit, und der Kongress stimmte die folgende Resolution :

» *Der Kongress*

» *In Erwägung, dass die Sozialisten sich nicht den kolonialen Unternehmungen der kapitalistischen Regierungen anschliessen können, ohne einen Teil der Verantwortung zu tragen für die Ausbeutung, der die einheimischen Völker in den kapitalistischen Kolonien zum Opfer fallen ;*

In fernerer Erwägung, dass die Prinzipienerklärung der Arbeiterpartei den Sozialisten zur Pflicht macht sich zum Anwalt aller Unterdrückten ohne Unterschied von Rasse zu machen ;

Bestimmt, dass die sozialistischen Abgeordneten, falls sie nicht gegen die Vorlage der Annexion des Kongo stimmen, sich den zu verschiedener Gelegenheit von den sozialistischen nationalen und internationalen Kongressen bekräftigten Prinzipien widersetzt haben würden.

Zeigt den Arbeitern das abscheuliche Regiment der Plünderung und Leibeigenschaft an, das gegenwärtig im Kongo wütet ;

Und — in Voraussetzung einer Annexion — fordert die sozialistischen Abgeordneten auf, unablässlich für die Sicherstellung der Anrechte des belgischen Parlaments, für die Abschaffung des Absolutismus und der Zwangarbeit, für die Einführung einer Regierungsform von wirksamen Beistand für die einheimischen Bevölkerungen.

Der Kongress beauftragt den Generalrat der Partei im Lande eine eingreifende Agitation hervorzurufen, um die öffenliche Meinung gegen die Annexion des Kongo aufzurichten.»

D) Bericht von PAUL LOUIS, in Namen der **Sozialistischen Partei** (Französische Sektion).

Der von Frankreich delegierte Berichterstatter hat durchaus nicht die Absicht, hier die Kolonialpolitik, in allen ihren Einzelheiten, wie sie seit einem Viertel-Jahrhundert von den Leitern der Republik ausgeübt wurde, zu veranschaulichen. Es ist weder eine gelehrte wissenschaftliche Abhandlung, die man von ihm erwartet, noch eine Diskussion über die Stellung welche das Proletariat genommen hat, oder im Bezug auf die exotische Ausdehnung nehmen müsste. Diese Aufgabe wäre vielmehr Angelegenheit des Berichterstatters des Internationalen Kongresses.

Man nimmt sich vor, hier in aller Kürze die folgenden Punkte historischer Taten, in Anbetracht der historischen Angaben, und die aus diesen historischen Fundamenten zu ziehenden Lektionen, verhandeln, und mit denen, sicherlich, konkurrieren, welche ihnen aus den Berichten anderer Länder geliefert oder zu verstehen gegeben werden.

1° *Bedeutung des französischen Kolonialgebietes ;*

2° *Gründe des Kolonialismus Frankreichs ;*

3° *Stellung des Parlaments und der führenden Klasse zu den asiatischen und afrikanischen Erorberungen u. s. w. ;*

4° *Kosten der französischen Kolonien ;*

5° *Nutzen der Kolonien ;*

6° *Der Kolonialismus und die äussere Politik Frankreichs ;*

7° *Wie die Ausbeutung der Ansiedler dazu beiträgt, die ökonomische Anarchie zu unterhalten und zu verschlimmern.*

I

Die koloniale Ausdehnung ist heutzutage in diesem oder jenem Staate keine besondere Erscheinung. Sie ist gewissermassen eine der Charakteristiken der zeitgemässen Geschichte geworden und sie erscheint daher wie eine der organischen Kundgebungen der kapitalistischen Welt.

In der Ausdehnung der ausländischen Besitzungen die bezeichnend für das Ende des 19. Jahrhunderts war, hat Frankreich einen grossen Platz eingenommen; nachdem es lange sein erstes Kaiserreich gegen Mitte des 18. Jarhunderts verloren, hat es sich wieder zu einem zweiten unter der dritten Republik vereinigt.

In Jahre 1880 besass es, von seiner alten Herrschaft her : *die indischen Besitzungen, die Reunion, Martinique, Guadeloupe, St-Pierre de Miguelon, Guiana*, im ganzen 850,000 Personen. Aus dem Zeitabschnitt der Juli-Monarchie und des Kaiserreiches besass es : *Algerien, Mayotte,* die Besitzungen der *Guinea* und der mehr oder weniger besetzten Elfenbeinküste, das Protektorat der *Somaliküste, Neu-Kaledonien,* einige Inseln im *Ocean, Cambodge* und *Cochin-China, Senegal,* im ganzen ein wenig mehr als 9 Millionen Seelen.

Gegenwärtig schätzt man die Gesamthöhe seiner ausländischen Besitzungen auf 52 Millionen.

Es hat sich eine gewaltige Besitzung in Afrika, Tunis, im Fouta-Djallon, im Congo, und am Tchad-See geschaffen. Die Einnahme von Tunis führt auf das Jahr 1880, die vom Sudan auf 1880 bis 1893, die vom Congo auf 1884 und die vom Dahomey auf 1893 zurück; aber in Wirklichkeit ist die Eroberung an jedem Tag gewesen. Madagaskar ist im Jahre 1896 endgültig unterjocht worden und seine Bevölkerung wird auf 2 1/2 Millionen geschätzt.

Das Indisch-chinesische Kaiserreich, dessen Kern Cochin-China war, hat sich im Jahre 1884-85 hauptsächlich nach Tonkin, Anam und Laos ausgedehnt; aber durch neuerdings

gemachte Conventionen, deren letzte aus dem Jahre 1907 datiert, hat man es noch vergrössert. Der wirkliche Bestand seiner Bevölkerung zählt 18 Millionen Einwohner.

Die französischen Kolonisten sind jedoch noch nicht zufrieden; früher begehrten sie Aegypten, Tripolis, Yunnam. Heute versuchen sie das Land zum Einfall in Marokko hinzureissen.

Derart gestaltet sich in grossen Zügen die Geschichte der gegenwärtigen französichen Kolonisation. Die Zahl kolonialer Untertanen der Republik übersteigt sozusagen diejenige der Bürger im richtigen Sinne des Wortes genommen.

II

Bis auf gewisse Unterschiede sind die Gründe der französischen Kolonisation, denen der englischen und deutschen identisch. Die Staatsmänner und Kenner der führenden Klasse haben seit einem Viertel-Jahrhundert unaufhörlich ihren mehr oder weniger markierten Despotismus verbreitet. Ferry sagte damals wo seine Politik im Parlament von einem zahlreichen Teil bekämpft wurde zu seinen Gegnern : « Soll aus Frankreich eine Schweiz werden ? » indem er so die weltliche Rolle eines Landes mit der Ausdehnung seiner fernen Besitzungen verglich. Bei Leroy-Beaulieu finden wir einen anderen Ausspruch, der auch von demselben Prinzipe ausgeht. Da sie von allen Regierungen der Republik verweigert wurde, so muss man daraus die Formel aufstellen : « Das nationale Bewustsein weiss, dass die Kolonisation allein diese grosse Bahn der Tätigkeit, der Lage, dieses wichtige Idealsfeld, das ein nicht hinfälliges Volk nicht vollständig vorübergehen lassen kann, aufrecht erhalten kann. » Fügen wir die Lehre hinzu, welche die Pflichten der Zivilisation erfordert, die Verpflichtigung der zivilisierten Völker, gegenüber denjenigen die es weniger sind, die Uberlegenheit der Europäer und der Franzosen im einzelnen,und die Phraseologie, welche bei jeder neuen Expedition die Ehre der beteiligten und oft schlecht beteiligten Fahne, ertönen lässt. Das sind die anerkannten, von der

französichen Kolonisation, proklamierten Gründe. Der einzig derjenige den man angibt, ist der kapitalistische Grund, welcher das nötige Band verrät, dass zwischen dem individualistischen System und dem Kolonialismus besteht. Frankreich hat keine Uberbevölkerung zu verzeichnen; man wandert aus unserem Lande nicht aus, man wandert dahin ein. Frankreich verkauft seine Produkte nach auswärts, um die chronische Ueberproduktion, die aus der ökonomischen Anarchie hervorgeht, auszugleichen. Die besitzende Klasse hat bei sich wie auch anderweitig wegen deren Fortbestand kolonisieren müssen. Auf die Gefahr hin umzukommen unter Aufhäufung ihrer erzeugten Produkte, hat sie sich fortreissen lassen mit gezogenem Schwert Kunden und Käufer zu suchen.

III.

Diese ganze französische Kolonisation ist durch den Krieg bewirkt und unterhalten worden.

Das Eindringen auf friedlichem Wege ist nur eine Sage. Man findet es in der ausländischen Geschichte Frankreichs eben so wenig als in der Englands und Deutschlands. Und die Unterdrückungen der Aufstände sind dort nicht seltener als anders wo. Tunis wurde durch eine Truppen-Landung angeeignet. Der Sudan ist erst nach manigfaltigen Feldzügen, nach tragischen Episoden, wie die der Kolonne Bonnier in Tombouctou, nach wiederholten Blutbädern, die man vergebens zu verheimlichen suchte, erworben worden.

Die in 1881-85 fallende Eroberung Tonkin's die 100 Millionen, hat in der Armee grosse Lücken verursacht. Dahomey kostete viele harte Opfer. Madagaskar fordete 3.000 Tote u.s.w.

Und trotzdem blieb die Mehrheit der Stimmen, die das Expeditions-Budget gewährte, von bewunderungswerter Standhaftigkeit. Für die Einrichtung Tonkins im Jahre 1883:370 Stimmen; 1884:354; 1885:374. Für diejenige Madagaskars im Jahre 1885-372 und 1894:377, für diejenige

Dahomey's 1892:314 Stimmen und für diejenige des Sudan's 1892:387.

IV

Wieviel kosten die französischen Kolonien ?

Ihre Ausgaben, wenigstens die mit welchen die Nation belastet wurde, sind von Jahr zu Jahr mit unglaublicher Schnelligkeit gewachsen.

Im Jahre 1820 war der Anschlag 5 Millionen und es handelte sich nur darum alte Kolonien zu versorgen. Wenn man Algier beiseite lässt belief sich derselbe im Jahre 1850 auf 20 Millionen, im Jahre 1870 auf 26 1/2 und im Jahre 1880 auf 31 1/2 Millionen. Er hat sich darauf vervierfacht, indem er sich in den letzten Jahren auf 115 Millionen belief. Aber dieses ist nur die Provisionen, denen man 40 Millionen im jeden Betriebsjahr für Zuschläge hinzufügen muss. Ferner muss man die Special-Unkosten jeder Expedition, die von 10 bis 100 millionen steigen, besonders dieselben wurden so zu Staatsschulden aufführen und lasten auf den Generationen.

In der Gesammtsumme von 115 Millionen beanspruchen hauptsächlich die nicht produktiven Ausgaben,wie die für die Erhaltung der Truppen, den grössten Teil. Die erreichen 89 Millionen (West-Afrika 6 1/2 Millionen,Congo 2 1/2, Indo-China 10, Madagaskar 8 1/2, für die Bezahlung des wirklichen Bestandes.) Die Kosten für das Militär des Kaiserreichs Indo-China sind nicht geringer, alles inbegriffen, 40 Millionen; es ist anzumerken, dass Frankreich dort 34 000 Mann unterhält.

Die bürgerliche Bureaukratie ist nicht weniger belästigend als der Militarismus, unter Vorbehalt der Masse. Das Beamtentum hat sich in allen französischen Besitzungen mit bewundernswerter Schnelligkeit entwickelt. Guadeloupe hat allein 1,152 Beamte verschiedener Art ; Martinique 975, Reunion 904; die öffentlichen Arbeiten dagenen sind auf den gehörigen Teil vermindert. Die französische Kolonisation ist trozdem die kostspieligste der Welt.

V

Der moderne Staat beschäftigte sich vor allem damit sich neue Absatzwege zu schaffen, indem er kolonialen Zubehör schuf. Während langer Zeit hat man geglaubt, dass der Handel der Fahne folgen müsse, dass es genügte eine Gegend zu erobern um sodann das Monopol seines Marktes zu erhalten.

Bei genauerer Betrachtung hat man die Unrichtigkeit dieser These anerkennen müssen. Frankreichs Statistiken zeigen uns ferner ihre Falschheit. Den kommerziellen Nutzen, den es aus seinen abhängenden Gebieten zieht, sind in keinem proportionellem Verhältnis zu Ausgaben die diese erfordern.

Frankreich ist weit davon entfernt allen Nutzen seiner Kolonien aufzuhaufen. Auf einem Durchschnitt von 750 Millionen, welche den Gesamt-Austausch seiner Besitzungen für die Zeitperiode 1900-1905 darstellen, ist Frankreich nicht zur Hälfte beteiligt. Das Ausland macht ihm ruinierende, aber auf jedem Fall siegreiche Konkurrenz. Im Jahre 1903 kauften und verkauften die Engländer, die Deutschen, die Belgier, die Schweizer, die Amerikaner, die Japaneser von und dem französischen Kolonialreiche für 407 Millionen ; Frankreich aber für 386. Fremde Esswaren für 220 Millionen fanden dort Absatz ; Frankreich figuriert nur mit 226 Millionen.

Betrachten wir einige besondere Fälle. Die ausländische Einfuhr an der Elfenbeinküste ist 7 Millionen gegen 5 Millionen der französischen. In Guinea ist sie die doppelte der Französischen ; in Dahomey ist sie eine vierfache. Indo-China ist hauptsächtich China, Japan und dem Vereinigten Königreich tributpflichtig. Demnach kann man sagen, dass der Kolonialismus für Frankreich keine besondere Vorteile bietet. Höchstens kann man annehmen, dass gewisse Kapitalisten daraus Nutzen schöpfen während die Masse der Nation zahlt ohne etwas zu erhalten.

VI

Die Erhöhung fiskalischer Steuern und der Staatsschuld ist jedoch nicht der einzige Nachteil, den die Kolonisation dem französischen Volke auferlegt. Es hat Unrecht zur Erhaltung des Militarismus und bejammernswerter, barbarischer Gefühle, die der Militarismus notwendigerweise zur Folge hat, beizusteuern. Es verwickelt die äussern Schwierigkeiten Frankreichs, indem es ihm übermässige Grenzen auf den anderen Kontinenten auferlegt, ferner weil es gefährliche Nachbarschaften gibt, und indem es die Gefahr eines Weltkonflikts verdoppelt. Jahre hindurch bis zur Krise in Fachoda haben sich Frankreich und England mit bösen Blicken gemessen. Die Krise in Marokko hat auf beiden Seiten den Fluss der Streitigkeiten aufgerüttelt, der zu schlummern schien. Tripolis und Tunis haben damals Frankreich und Italien entzweit. Wenn morgen ein Krieg ausbricht, so wird er sich sicher in Europa vollziehen, aber anderswo wird sein Grund zu suchen sein. Die kolonialen Gelüste haben den Schritt über alte europäische Lüsternheiten genommen.

Daher muss man sich nicht verwundern, wenn der Kolonialismus in Frankreich wie überall, mit der vorhergehenden These, Stützpunkte, Beweismittel oder einen Vorwand zu neuen Rüstungen geliefert hat.

VII

Die Haltung der Sozialisten Frankreichs in Bezug auf die koloniale Frage ist unwandelbar gewesen. Der Sozialismus ist dem Kolonialismus, welcher auf der Zwang-Eroberung beruht und die Unterwerfung asiatischer und afrikanischer Völker organisiert, notgedrungen feindlich gesinnt.

Es steht ihm wahrhaftig nicht zu, sich mit Erfolg der ausländischen Ausdehnung die mit einem unbeugsamen Verhängnis, vom ökonomischen Regime zu widersetzen. Könnte er

ihn von jetzt ab hemmen, so wäre er schon Herr des Staates. Aber er muss sich die Ursachen, die Methoden und die Wirkungen daran selbst zuschreiben.

Dem französischen Socialismus hat niemals diese Aufgabe gefehlt, ebenso wie er niemals gezögert hat die Skandale in's Licht zu stellen, die sich überall an ausländische Unternehmungen knüpfen. Es bleibt ihm heute die Last der Krisis anzudeuten, welche die Verwertung der anhängigen Gebiete in der Metropole nach sich zieht, der Widerspruch, der zwischen der Kolonial-These der Schaffung von Absätzen und der Wirklichkeit zeitgemässer Ereignisse, da gewisse französische Kolonien von jetzt ab dem Ackerbau, dem Weinbau, und der Viehzucht der Metropole eine erdrückende Konkurrenz bieten.

So steuert der Kolonialismus dazu bei die Weltrevolution zu beschleunigen, indem er den Antagonismus erbittert, der im Grunde des kapitalistischen Systems wurzelt.

Frankreich ist da, um wunderbar diese Behauptung zu illustrieren.

Vorschlag des **Bureaus** :

Das Bureau bringt dem Kongress im Vorschlag diese Frage auf die Tagesordnung zu setzen.

VI

Die Einwanderung und Auswanderung auslaendischer Arbeiter

—

A) Bericht und Resolution der **Socialist Party** der Vereinigten Staaten :

« Unter einem stark hochentwickelten kapitalistischen System ist die Uebersiedelung von Arbeitern von einem Lande nach

dem anderen unvermeidlich ; der internationale Mechanismus der Produktion und des Austausches setzt einen internationalen Arbeitsmarkt voraus.

Die Flut der Arbeiterwanderung, die dem modernen Produktionswesen entspringt, wächst mit dem Wachstum der kapitalistischen Institutionen und mit der steigerenden Intensität des internationalen Klassenkampfes. Die Auswanderer sind in den meisten Fällen Leute, die sich von ökonomischer Unterdrückung oder politischer oder religiöser Intoleranz und Verfolgung befreien wollen.

Aber in vielen Fällen wird die Auswanderung von Arbeitern künstlich von Eisenbahn— und Dampsschiffgesellschaften stimuliert, oder ist sie von Landspekulanten und anderen kapitalistischen Gründern angespornt, die durch falsche und erlogene Versprechungen viele Arbeiter nach anderen Ländern locken.

Die Opfer dieser Schwindler geben nicht selten ihre Arbeit auf, verlassen Heim und Freunde, lassen ihre ohnehin geringen Ersparnisse in Reisekosten aufgehen, nur um sich schweren und nicht erwarteten Beschwerden ausgesetzt und oft in grosser Not zu sehen.

Beide dieser Arten von Ein- und Auswanderung sind jedoch sorgsam zu unterscheiden, von dem absichtlichen Import ausländischer Arbeitskräfte durch die kapitalistische Klasse, der erfolgt, um die Konkurrenz zwischen den Arbeitern zu erhöhen, um deren Löhne zu erniedrigen und um die Macht ihrer Organisation zu brechen.

Diese importierten Arbeiter, ob sie individuell oder kontraktlich in anderen kapitalistischen Ländern angeworben oder ob sie in Mengen importiert werden von Ländern, die bis jetzt von der kapitalistischen Produktionsweise und dem daraus resultirenden Klassenkampfe kaum berührt wurden, liefern die stets bereite Armee von Streikebrechern und sind in der Regel der sozialistischen und Gewerkschaftspropaganda nicht zugänglich.

Gerechtigkeit und Klugheit zugleich diktieren den Arbeitern

eines jeden Landes die unfreiwilligen und unglücklichen Einwanderer ihrer eigenen Klasse mit demselben Geiste der Solidarität und Brüderschaft zu behandeln, wie die eingeborenen Mitarbeiter, während der Selbstschutz sie zwingt, dem Import unorganisirter und nicht zu organisirender Arbeitskräfte Widerstand zu leisten.

In völliger Erkenntnis der vorhergehenden Betrachtungen erklärt es deshalb der Kongress als die Pflicht sämtlicher Sozialisten und organisierten Arbeiter aller Länder :

RESOLUTION

ERSTENS : den BONA FIDE eingewanderten Arbeitern in ihren ersten Kämpfen auf dem neuen Boden mit Rat und Tat beizustehen, und helfend unter die Arme zu greifen; sie über die Grundsätze des Sozialismus und der Gewerkschaftsbewegung aufzuklären ; sie in ihre respektiven Organisationen aufzunehmen und sie in die Reihen der Arbeiterbewegung ihres Adoptivvaterlandes so schnell als möglich zu empfangen.

ZWEITENS : Die Wirkungen der irreführenden Vorspiegelungen kapitalistischer Gründer und Spekulanten durch die Veröffentlichung und weite Verbreitung der wahren Tatsachen, wie die Zustände und Lage der Arbeiter im Lande, zu nichte zu machen. Dies kann speziell durch das Internationale Sozialistische Bureau geschehen.

DRITTENS : Mit allen zu Gebote stehenden Mitteln den kapitalistischen Import billiger ausländischer Arbeitskräfte zu bekämpfen, da solche unerwünschte Einwanderer dazu bestimmt sind, die Arbeiterorganisationen zu vernichten, die Löhne zu reduzieren und die Lage der arbeitenden Klasse zu verschlechtern, und den Vormarsch des Sozialismus zu hemmen.

Der Kongress ersucht alle sozialistischen Vertreter in den Parlamenten der verschiedenen Länder, in diesem Sinne Gesetzesvorlagen einzubringen und ebenfalls für den Erlass von Gesetzen einzutreten, welche allen eingewanderten Arbeitern alle

bürgerlichen und politischen Rechte, die sie verlangen können, in ihrem neuen Vaterlande in möglich vollstem Umfange zu gewähren. Der Kongress überlässt es den einzelnen National-Organisationen, die hier vertretenen Prinzipien in ihren eigenen Ländern, je nach Nothwendigkeit und nach der Lage der Dinge, anzuwenden ».

B) Ergänzender Antrag zur vorgehenden Resolution, formuliert von A. Lee und angenommen im Nationalkomitee der **Socialist Party** der Vereinigten Staaten :

»In Erwägung, dass sich in den Vereinigten Staaten grosse Arbeitermassen befinden, die sich bis zu einem gewissen Grade von der Masse der weissen Arbeiter durch Sprache, Sitten und Gebräuche oder durch Rasse, Religion und gegenseitige Abneigung unterscheiden :

»dass zu erwarten ist, dass solche fremde Elemente noch weiterhin in derselben Menge und vielleicht in wachsender Zahl sich vorfinden werden, trotz aller Einwanderungsgesetze die in Kraft zu setzen und durchzuführen gerecht, zweckmässig und durchführbar erscheinen mag ;

»in fernerer Erwägung, dass das Bestehen gegenseitiger Abneigung zwischen verschiedenen Teilen der Arbeiterschaft eines Landes die Interessen der ganzen Klasse und der einzelnen Teile schädigt, sie schwächt in dem notwendigen Kampfe gegen den Kapitalismus zur Erlangung von Verbesserungen ihrer Lage in der Gegenwart und zur Befreiung von der Klassenherrschaft in der Zukunft ;

»wurde von dem Nationalkomitee der sozialdemokratischen Partei beschlossen, dass es Pflicht aller Parteigenossen und Freunde der Partei in ihrer Eigenschaft als Sozialisten, als Mitglieder von Organisationen wie als Bürger ist :

»1. für alle Bewohner der Vereinigten Staaten ohne Rücksicht auf Rasse und Herkunft gleiche bürgerliche und

politische Rechte zu fordern und zu sichern einschliesslich des Rechtes der Naturalisation für jedermann und der Nutzniessung von Schulen und anderen öffentlichen Institutionen unter gleichen Bedingungen ;

„2. zu fördern die Einreihung der Arbeiter fremder Rassen in die politischen und gewerkschaftlichen Organisationen der Arbeiterschaft, sowie die Pflege gegenseitigen Einverständnisses und brüderlicher Beziehungen zwischen ihnen und der Masse der eingeborenen weissen Arbeiter ;

„3. mit allen Mitteln die Assimilation all dieser fremden Elemente auf der Basis gleicher Interessen als Lohnarbeiter zu unterstützen und jeden Appell an das nationale, religiöse oder Rassenvorurteil gegen sie oder unter ihnen zurükzuweisen.»

c) Referat des Genossen Lux, nebst Zusatzantrag im Namen der **Belgischen Arbeiter-Partei** :

Es kann nicht davon die Rede sein, dem Wanderzuge derjenigen Arbeiter-Kategorien eine starre unüberschreitbare Schranke zu setzen, deren Lebensbedürfnisse unter dem Einflusse ihrer natürlichen Hingebung und bestimmten sozialen Verhältnissen nicht denselben Aufschwung genommen haben, wie die Lebensbedürfnisse anderer, als einer vorgeschritteneren Zivilisation angehörig angesehener Kategorien. Wollte man diess tun, so hiesse die Werktätigkeit der Zivilisation verhindern und absichtlich die wirtschaftliche, geistige und sittliche Befreiung von Völkern beeinträchtigen, deren Entwickelung, im Gegenteile gefördert werden sollte.

Allein wenn der Socialismus, — wie es neulich die Tagesordnung der Amsterdamer Kommission ausgesprochen — die Aufgabe hat, jede gesetzgeberische Massregel zu verurteilen, welche die Einschränkung der Auswanderung im Gefolge hat, so ist es andernseits auch seine Pflicht, Mittel und Wege ausfindig zu machen, um zu verhindern, dass Arbeiter, welche

einer kärglichere Lebensweise gewohnt und um die Wahrung der Menschenwürde weniger besorgt sind, einen schädlichen Einfluss auf die Lage derjenigen ausüben, welche in der Lage waren, bessere Existenzbedingungen zu erringen.

Alle gezetzgeberischen Massregeln welche die Einschränkung der Ausnützung der Arbeit durch das Kapital bewirken, alle Einrichtungen, welche dahin zielen, die Vorsicht ins Werk zu setzen und unerlässlich zu machen, werden zur Erreichung dieses Zieles beitragen. Die gesetzliche Festsetzung des Arbeitstages für die Jugend, die Regelung der häuslichen Arbeit,die obligatorische Krankenversicherung, Unfalls-Versicherung, die Versicherung für die Arbeitsunfähigkeit und das Alter, die Versicherung gegen Arbeitslosigheit, die staatliche Gründung von Pensionskassen für Witwen und Waisen werden ganz gewiss die Verminderung der Konkurrenz zum Gefolge haben, welche solche Arbeiter, die ihre Kraft verschleudern wollen und nicht an den kommenden Tag denken, denjenigen bieten können, welche einen höheren Gesichtspunkt einnehmen. Auch die immer weiter ausgedehnte Anwendung des kollectiven Arbeits-Vertrages, welche sich zur obligatorischen Gewerkschaft fortbewegt, wird eine Waffe im Kampfe gegen die Entwertung der Arbeitskraft sein.

Zu den Austrengungen, welche nach dieser Richtung hin zu machen sind, kämen noch die auf dem Amsterdamer Kongresse empfohlenen Massregeln : Das Einschreiten der sozialistischen Abgeordneten in den Vertretungskörpern, damit die Regierungen die zahlreichen, bei der Auswanderung stattfindenden Misbräuche durch eine strenge und wirksame Uberwachung bekämpfen ; die Einbringung von Gesetzesvorlagen, welche fordern, dass die ausgewanderten Arbeiter so bald als möglich in den Ländern, dahin sie gehen, die politischen und bürgerlichen Rechte erhalten,und andererseits ihre Rechte sofort wieder erlangen, sobald sie in ihr Vaterland zurückkehren; die Einwirkung auf die Gewerkschaften, damit dieselben die Aufnahme von Fremden so leicht

als möglich gestalten; die Einsetzung eines Auskunfts-Dienstes durch das Internationale Bureau um genaue Auskünfte über die wirtschaftlichen Verhältnisse des Landes zu erteilen, nach denen die Kapitalisten die Auswanderung zu leiten bemüht sind.

*
* *

Der Kongress der belgischen Abeiterpartei schliesst sich der Tagesordnung der Socialist Party der Vereinigten Staaten, mit der nachstehenden Ergänzung, an :

« Verurteilt alle Massregeln, welche dazu dienen sollen die im guten Glauben einwandernden Arbeiter abzuhalten, als unwirksam und gefährlich ;

Fordert die sozialistischen Abgeordneten aller Länder auf, für die einwandernden Arbeiter Gleichheit des Rechtes in Bezug auf soziale Gesetzgebung zu verlangen ; ladet die gewerkschaftlichen Verbände ein, ihre Uebertrittskarten zu vermehren, welche den einwandernden Arbeitern die Gleichberechtigung bei den gewerblichen Verbänden erteilt, bei denen sie einzutreten gehalten sind »

D) Bericht der **Argentinischen Sozialistischen Partei :**

Die herrschende argentinische Klasse, bestehend aus den grossen ländlichen Besitzern, hat in Argentinien das verwirklicht, was Marx die systematische Kolonisation nennt, das heisst, diese setzt der direkten Besitzergreifung des Landes durch die Arbeiter Widerstand entgegen, indem sie dasselbe seitens der Spekulanten für einen unnatürlichen Spottpreis an sich reissen lässt, und zur Auswanderung der Proletarier kraft der öffentlichen Gelder aufwiegelt.

In dieser Absicht verfügt die Regierung über ein Auswanderungsbureau, das dem Fremdlinge eine glänzende Zukunft, welche ihn in diesem Lande erwartet, in Aussicht zu stellen

und an Gesellschaften für die Auswanderer so und soviel pro Kopf zu bezahlen hat. Dieses System findet heutzutage in der offiziellen Welt warme Verteidiger.

Andererseits gehen gewisse europäische Regierungen mehr oder weniger imperalistisch- phantastischen Plänen nach, indem sie die Auswanderung auf bestimmte Punkte hinlenken, ohne daran zu denken, was der Arbeiter dort finden wird.

Wenn es wünschenswert ist, einen ausländischen Kontingent zu erhalten, der tatsächlich die Lage der arbeitenden Klasse erhöht, so sind andererseits diejenigen Kniffe zu verurteilen, welche auf künstliche Strömungen hinzielen, hervorgerufen durch die kapitalistische und politische Ausbeutung.

Es ist daher erforderlich, dass das internationale Proletariat eine Bewegung ins Leben ruft, die dahin zielt, den Handlungen der bürgerlichen Regierungen hinsichtlich der Aus- und Einwanderung entgegenzuarbeiten. In den jungen Ländern muss die Arbeiterpartei gegen jede öffentliche Ausgabe sich sträuben, die dazu bestimmt ist, die Einwanderung auf künstliche Art und Weise zu fördern, und in den europäischen Staaten ist zu verlangen, dass die Agenturen ausländischer Propaganda einer strengen Aufsicht unterworfen werden, sowohl was die Ehrenhaftigkeit ihres Verfahrens als die Genauigkeit ihrer Auskünfte betrifft. Im allgemeinen muss die unparteiische, genaue Auskunft der Arbeiter derjenigen der Regierung, die immer auf systematischer Tendenz beruht und oft falsch ist, gegenübergestellt werden.

Wir beginnen diese Aufgabe, indem wir Ihnen die folgende Auskünfte, welche die Republik Argentinien angehen, übermitteln.

Der mittlere Lohn eines arbeitenden Handwerkers beträgt 3 Nacionales täglich, d. h. 6 fr. 60. (Der Kurs des Goldes ist seitens der Regierung auf 127,27 °/₀ festgesetzt worden). Der mittlere Lohn der gewöhnlichen Arbeiter beträgt 2 Nacionales = 4 fr. 40. Die erstgenannten arbeiten 9 1/2 bis 10 Stunden täglich; die letzteren haben keine festgesetzte Arbeitszeit.

Die erhöhten Abgaben auf die Verbrauchsartikel machen das Leben teurer als in Europa. Ein Kilogramm Brot kostet 0.30 bis 0.35, ein kilogramm Fleisch 0.50 und mehr. Die Wohnungsbedingungen in der Stadt sind im allgemeinen sehr schlecht; die bestbezahlten Arbeiter mieten nur ein Zimmer für sich und ihre Familie. Der Mietpreis eines solchen schwankt zwischen 12 und 20 Nacionales monatlich, beträgt also etwa 26 bis 40 Franken. Auf dem Lande ist es noch schlimmer; dort ist man auf Wohnungen, für das zur Erntezeit erforderliche Arbeiterheer, nicht vorbereitet. Sehr häufig entsteht auf diese Weise Beschäftigungslosigkeit von tausenden von Arbeitern.

Sehen wir uns nun einmal nach der gesetzlichen Stellung des Arbeiters in der argentinischen Republik um.

Die modernen Lehren haben als unantastbare Wahrheit erwiesen, dass die juridische Organisation eines Volkes von seinen oekonomischen Bedingungen, die wiederum auf seiner sozialen Organisation fussen, abhängt. Unsere juridische Lage indessen ist noch nicht in völligem Einklang mit der ökonomischen Entwicklung gebracht, und man beobachtet zwischen beiden noch das Fehlen der vollständigen Harmonie. Das Gesetz unseres Landes, welches die Zivilverbindungen regelt, ist immobilisiert in Urteilen und alten Würdigungen. Es befolgt buchstäblich die Lehren des römischen Rechtes, und hat daher nichts mit unseren augenblicklichen ökonomisch Bedingungen gemein. Die Universitätsprofessoren behaupten,dass die Grundfesten des Zivilrechts unwandelbar seien und sie, als Anhänger des alten Regimes, preisen diese Unantastbarkeit der Lehren. Die Lage des Arbeiters und des Armen ist nach unserem Gesetze wenig vorteilhaft. Dies geht vor allem aus dem Kapitel von der « Vermietung » hervor. Die ausübende Macht,die den Vermietung von Gütern zusteht, steht im krassen Gegensatz mit den verschiedenen Schwierigkeiten, welche dieselben Gesetzen den Arbeitern im allgemeinen machen. Das Gesetz spricht den erstgenannten zur Sicherstellung ihres Ausstandes das Recht zu, alle Produkte,

die aus der vermieteten Sache erzeugt werden, zurüchzuhalten; als Gegenstände, welche in den gemieteten Räumen sich befinden, gehören dem Vermieter, vorausgesetzt dass die sich darin befindlichen Gegenstände dem Mieter angehören. Das gleiche Gesetz stellt den dem Mieter gewährten Kredit sicher, indem es den Vermieter zum Eigentümer macht aller im Hause oder zur Bearbeitung des ländlichen Besitzes dienenden Möbel, selbst wenn sie nicht dem Mieter gehören, d.h. auf bleibende Dauer oder nur zum vorübergehenden Gebrauch eingeführt worden sind. Um den Kapitalisten zu schützen, unterwirft das Gesetz sogar die Dinge dem Vermieter, die nicht Besitztum des Mieters sind.

Jetzt wollen wir sehen, wie man Gesetze macht, wenn es sich nicht mehr ums Kapital, sondern um die Arbeit handelt. « Derjenige welcher eine Arbeit ausführt », sagt das Gesetz, « kann den Preis dafür verlangen, selbst wenn ein solcher nicht im Voraus vereinbart worden war, vorausgesetzt dass die Arbeit die seines Berufs ist und seinen gewohnheitsmässigen Gewerbe entspricht. In diesem Falle wird der übliche Preis, so als er durch die Schiedsrichter festgestellt worden war, bezahlt ». Man begreift leicht, welche verzögernden Folgen dieser Zustand der Dinge mit sich bringt. Der Arbeiter muss zuerst das Bestehen eines Vertrags nachweisen, kann aber das Eigentum des Lohnherrn erst verlangen, nachdem der Preis seiner Arbeit von Sachverständigen eingeschätzt worden ist.

Was die besonderen Gesetze betrifft, welche die Bedingen der arbeitenden Klasse verbessern wollen, so kann man versichern, dass bis jetzt noch kein solches zu Gunsten des Proletariats seitens des Parlamentes angenommen worden ist. Die nach und nach seitens der europäischen Völker erhaltenen Verbesserungen, sind in der Republik Argentinien völlig unbekannt. Wir haben keine Verordnung für die industrielle Arbeit; aus diesem Grunde haben wir in das Mindestprogramm der Partei eingeschlossen, das Arbeitsverbot für Kinder unter 14 Jahren; der Sechsstundentag für jugendliche Arbeiter im Alter von 14 bis 18 Jahre, 8 Stunden für die Erwachsenen beider Geschlechter;

das Arbeitsverbot für Frauen in den Industriezweigen, die ihrer Gesundheit und ihrem guten Rufe schaden können; das Verbot nächtlicher Arbeit in den Industrien, in denen es nicht durchaus erforderlich ist; eine wöchentliche Ruhe von 36 Stunden, die Aufhebung der nach Anzahl der Stücke bezahlten Arbeit : die Verantwortlichheit des Lohngebers bei Arbeitsunfällen. Des weiteren gibt es keinerlei Gesetze für die Gesundheitspflege und Sicherheit der Arbeit; darum haben wir Verordnungen, welche die Gesundheitspflege in den Werkstätten, Hütten u. w. regeln.

Mit einem Wort, die juridischen Einrichtungen haben eine vollständige Umänderung nötig, erforderlich durch die schnelle Umwälzung derökonomischen Bedingungen während der letzten Jahre.

Eine andere Frage, welche auf die Naturalisation der Fremden Bezug hat, interessiert die sozialistische Partei sehr. Die argentinischen Gesetze begünstigen die Naturalisation. Die verlangte Frist, nach welcher man berechtigt ist, sie zu erwerben, ist verhältnissmässig kurz; die Handlung selbst geht sehr schnell von statten. Trotzdem machen die Ausländer weinig Gebrauch davon. Ursache hiervon sind verschiedene Umstände. Einmal gehen viele Fremde mit Widerwillen daran, ihre Nationalität aufzugeben; ausserdem können sie die Naturalisation, seit Bekanntmachung des Fremdenausweisungsgesetzes, nicht mehr so leicht als vormals erhalten. Die Polizei macht Schwierigkeiten, und sie besitzt in dieser Hinsicht mehr Befugnisse als die Richter.

Letztere stellen die Naturalisationskarte nur dann aus, wenn die in Frage stehende Person ein Leumundszeugniss eines Polizeikommissares vorweisen kann. Um in Bezitz eines solchen Zeugnisses zu gelangen,darf man kein Anhänger einer Lehre seim, welche dem ökonomisch-politischen Regime aller kapitalistischen Gesellschaften, entgegengesetzt wäre.

Die argentinische sozialistische Partei hat eine rührige und energische Propagaganda entwickelt, um die Schwierigkeiten zu heben. Sie hat gekämpft, um die seitens der Regierung

ergriffenen Massregeln, die in offenem Widerspruch mit der Konstitution stehen, einzuschränken. Uebrigens war diese Propaganda von keinem günstigen Resultate begleitet. Eine grosse Anzahl fremder Proletarier glauben, dass die Erwerbung der politischen Rechte in Argentinien, sie nicht so sehr zu interessieren habe, als die Beibehaltung der Vorteile, welche ihnen das Treubleiben am Heimatlande sichert.

Wir denken daher, dass es notwentig ist, eine Agitation unter den europäischen Staaten ins Leben zu rufen, die viele Auswanderer nach hier schicken, um eine Abänderung der jetzigen Gesetzgebung in dieser Frage zu erwirken. Wir glauben, dass es für den Sozialismus nur ein obligatorisches Staatsbürgerrecht, ähnlich dem Kommunalvorbild, das durch die österreichische Gesetzgebung angenommen wurde, geben kann.

Ehe dieses Projekt zur Wirklichkeit wird in der zivilisierten Welt, muss erreicht werden, dass jemand, der freiwillig die Naturalisation in einem Lande erwirbt, nicht seiner natürlichen Rechte im Heimatlande verlustig geht, sobald er dahin zurückkehrt.

Einige Verfassungen bestimmen, dass das im Ausland erworbene Staatsbürgerrecht mit dem Verlassen des betreffenden Staatsgebietes seine Gültigkeit verliere. Andere betrachten den naturalisierten Bürger als dem Eingeborenen ebenbürtig. In gewissen Fällen sind die Bürger verpflichtet, den Militärdienst und andere öffentliche Pflichten zu erfüllen, trotzdem sie die Naturalisation in einem andern Lande erworben haben. Bei uns tritt der Verlust der politischen Rechte mit dem Beginn der Naturalisation in anderen Staaten ein. Fast alle Nationen geben den Erwerb des Staatsbürgerrechtes in besonderen Fällen zu, wenn sie z. B. durch Abwesenheit oder Heirat verloren gegangen ist; aber keine gibt dies zu, wenn es freiwillig erworben wurde.

Was ist zu tun, um künftighin Konflikte zwischen den verschiedenen Regierungen zu vermindern? Nichts besseres gäbe es unserer Ansicht nach, als die Regierungen zur Abänderung

dieses öffentlichen Rechtes zu bewegen: einmal erworben, in einem Staate, das Bürgerrecht, obligatorisch oder freiwillig, wird der Interessent, bei seiner Rückkehr in sein Heimatland, das Recht haben, sein altes Staatsrecht oder das neuerworbene anzuerkennen. Selbstredend wird er den Gesetzen derjenigen Nationen unterworfen sein, für welche er sich entschieden hat. Die Annahmeerklärung kann auf schriftlichem Wege oder anderweitig erfolgen. Durch eine ähnliche Rechtsentscheidung würde die juridische Stellung der Personen ohne Staatsangehörigkeit und derjenigen mit zwei oder mehreren, geregelt sein: und das was zu Streitigkeiten zwischen Nationen führen oder für die Individuen hinsichtlich des Rücktritts von ihren politischen und bürgerlichen Rechten, schädlich wirken könnte, würde fur immer verschwinden.

Wir beehren uns dem Kongress folgende RESOLUTION zu unterbreiten .

Der Kongress erklärt, dass eine Propaganda, welche die seitens der Regierungen zum Vorteile der kapitalitischen Klasse und zum Nachteile der arbeitenden künstlich gepflegte Auswanderung begrenzt, absolut erforderlich ist. Die falschen Auskünfte taüschen, indem sie ein Wohlergehen in Aussicht stellen, welches nicht besteht.

Der Kongress erklärt, das es von Vorteil wäre, wenn die Vertreter der Partei in der Kammer dahin wirken würden, dass das Gesetz dem in dem Einwanderungslande naturalisierten Bürger, sobald er ins Mutterland zurückkehrt, anheimstellt, das Staatsbürgerrecht zu wählen, das ihm zusagt.

Für die Argentinische Sozialistische Partei :
A.-S. LORENZO, Generalsecretär.

Vorschlag des **Bureaus :**

Das Bureau bringt dem Kongress in Vorschlag diese Frage auf die Tagesordnung zu setzen.

VII

Die Arbeitsgesetzgebung

—

RESOLUTION

der **Socialdemocratic Federation** (Great Britain)

« *Der Kongress bevollmächtigt das Bureau die notwendigen Schritte zu tun, um die Gesetzesvorlagen betreffend den Arbeiterschutz zu vereinbaren in der Absicht diesen Vorlagen den Nachdruck zu geben, indem man sie zu gleicher Zeit allen gesetzgebenden Körperschaften unterbreitet* »

Vorschlag des **Bureaus:**

Zu verweisen an die Interparlamentarische Kommission.

VIII

Die Demokratisirung des Wahlrechts und das Frauenwahlrecht

—

A) Bericht und Antrag der « **Sozialdemokratischen Frauen** » Deutschlands

Der Kampf für die volle Demokratisirung des Wahlrechts für die sozialistischen bezw. Arbeiterparteien der weitaus meisten Länder wird immer mehr in den Mittelpunkt ihrer gegenwärtigen praktischen politischen Aufgaben gerückt. Mit

der Entwicklung und Zuspitzung des Kampfes der Klassen empfindet das Proletariat in einer Reihe von Staaten immer schärfer die Notwendigkeit, durch die vollste Demokratisirung des Wahlrechts die Beseitigung aller rechtlichen Bestimmungen herbeizuführen, welche einen bedeutenden Teil seiner grossjährigen Mitglieder des Wahlrechtes berauben oder die proletarischen Stimmen in ihrer Gesamtheit nicht zu ihrer vollen unmittelbaren Wirkung kommen zu lassen; mit andern Worten es hindern, alle seine majorenen Streitkräfte mit dem grössten Erfolg in den politischen Kampf rufen zu können In anderen Staaten wieder steigt mit der Entwickelung und Zuspitzung des Klassenkampfes für das Proletariat die Notwendigkeit, Verschlechterungen des Wahlrechts abwehren zu müssen. Angesichts dieser Situation scheint es den deutschen Genossinnen geboten, dass der Internationale Kongress in Stuttgart sich mit der Frage des proletarischen Wahlrechtskampfes beschäftigt, als mit einer der wichtigsten, praktischen Forderungen der Gegenwart für das sozialistische Proletariat aller Länder, Finnland ausgenomen. Dadurch würde dieser Kampf überall nicht nur neue, kräftige Impulse erhalten, sondern auch bei aller Berücksichtigung der verschiedenen, geschichtlichen Lage in den einzelnen Ländern—betreffs der grundsätzlichen Forderungen, um die es geht,eine Einheitlichkeit, die seine Wucht und seinen Erfolg vergrössern würde.

Die deutschen Genossinnen nennen an erster Stelle der zu erhebenden Forderungen selbstverständlich die auf Einführung des allgemeinen, gleichen, geheimen und direkten Wahlrechts für alle grossjährigen Staatsangehörigen *ohne Unterschied des Geschlechts* und die Einführung des Proporzes.

Wenn sie dabei die darin enthaltene Forderung des *Frauenwahlrechts* besonders betonen und mit dem gebührenden Nachdruck vertreten wissen wollen, so werden sie von folgenden Gesichtspunkten geleitet. Mit der fortschreitenden Einbeziehung der Proletarierinnen in die Industrie und der Verschärfung des Klassenkampfes wächst für das Proletariat die Notwendigkeit auch seine weiblichen Glieder gleich gerüstet

und gleich wehrtüchtig wie die Männer in seine Heere einzureihen und gegen den Feind führen zu können. Die proletarische Rechtlosigkeit des weiblichen Geschlechts lähmt die politische Kampfesaktion der Hälfte des Proletariats und setzt ausserdem durch ihre unvermeidliche Begleiterscheinung — die politische Rückständigkeit — die Kampfestüchtigkeit desselben herab, davon zu schweigen, dass diese Rückständigkeit breite Schichten proletarischer Frauen im Lager ihrer und unserer Feinde festhält Mit der Verschärfung des Klassenkampfes steigt aber auch in allen Ländern die Neigung der besitzenden und herrschenden Klassen ein beschränktes Frauenwahlrecht einzuführen und dadurch seine reaktionären Wirkungen, die Erfolge des von dem männlichen Proletariat richtig benutzten Wahlrechts zu nichte zu machen oder wenigstens aufzuhalten. Es sei an die Einführung des beschränkten Frauenwahlrechts zu den kommunalen Verwaltungskörpern in Norwegen erinnert, an die Erklärungen klerikaler und konservativer Politiker in Belgien und Deutschland, an die Verhandlungen über das Frauenwahlrecht in der italienischen Kammer, an die sehr starke Frauenstimmrechtsbewegung in England, die sich im wesentlichen um die Einführung eines beschränkten Frauenwahlrechtes dreht und sicherlich mit einem solchen zufrieden sein würde. Die Einführung eines Zensus - Frauenwahlrecht bedeutet aber nicht die Gleichberechtigung des weiblichen Geschlechts, sondern nur die Gleichberechtigung des weiblichen Besitzes, und in der Wirkung mithin eine Stärkung der Macht der besitzenden Klassen, eine Stärkung, welche die weitere Demokratisirung des Wahlrechts zu Gunsten der proletarichen Frauen und Männer in die Ferne rücken würde. Den Gefahren, welche die Einführung eines beschränkten Frauenwahlrechts für den proletarischen Klassenkampf in sich schliesst, kann am erfolgreichsten begegnet werden durch eine kraftvolle Agitation für dasselbe allgemeine Wahlrecht aller grossjährigen Staatsangehörigen ohne Unterschied des Geschlechts. Davon abgesehen ist auf der gegenwärtigen Stufe der sozialen Entwicklung, welche durch

ausgedehnte und stetig zunehmende Frauenarbeit auf allen Gebieten charakteristisch wird, die Zuerkennung vollen Bürgerrechtes an das weibliche Geschlecht ein Akt geschichlicher Einsicht und selbstverständlicher Gerechtigkeit, ein Akt der Berücksichtigung sozialer Lebensnotwendigkeit für Millionen erwerbstätiger Frauen. Die an Umfang und Bedeutung wachsende, bürgerliche Frauenbewegung in allen Kulturländern beweist dies. Nach der Auffassung der deutschen Genossinnen, gebieten prinzipielle und taktische Gründe den Sozialisten aller Länder in den Kampf für die Gleichberechtigung des weiblichen Geschlechts — wie für irgend eine andere Schicht politisch und sozial Entrechteten — sich nicht von einer bürgerlichen Partei übertreffen zu lassen, auch von der bürgerlichen Frauenbewegung nicht, die im letzten Grunde weit weniger für allgemeines Frauenrecht als für Damenrecht kämpft.

Aeusserst wichtig ist es ausserdem, dass das Proletariat überall den Kampf für die Herabsetzung des Wahlmündigkeitsalters auf das 21. Lebensjahr aufnimmt. Zwei Umstände begründen das.

Die Proletarier werden in sehr jugendlichem Alter zur Erwerbsarbeit, zur wirtschaftlichen Selbstständigkeit gezwungen, weit früher als der bourgeois Nachwuchs werden sie als Selbstständige allen Wirkungen des politischen Lebens unterworfen und dadurch auch zum politischen Intresse und zur politischen Reife erzogen. Andererseits aber sinkt mit der steigenden Intensität der Ausbeutung das durchschnittliche Lebensalter der Proletarier erschreckend. Die Berichte der Gewerbeinspektoren, statistische Dokumente etc. lassen über beide Tatsachen keinen Zweifel. Der frühe Beginn der wirtschaftlichen Mündigkeit der Proletarier, wie das vorzeitige Ende ihrer politischen Betätigung begründen gleich eindringlich die Notwendigkeit, den Kampf für ihre frühere politische Mündigkeit mit aller Entschiedenheit zu führen.

Von immer grösserer Tragweite wird die Einführung der Proporzionalwahlen für das Proletariat. Je mehr die Industrie

aus ihren bisherigen Zentren hinauswandert in baüerliche Gegenden, je mehr klassenbewuste Proletarier ihr aus den bisherigen Hochburgen des modernen Wirtschaftslebens und der sozialistischen Bewegung dorthin folgen müssen, desto mehr sozialistische Stimmen werden zersplittert und verlieren ihre unmittelbar wirkende Kraft zur Sicherung von Mandaten solange der Proporz nicht eingeführt ist. Solange das nicht der Fall ist, gilt das Gleiche längere Zeit von den Stimmen, die die sozialistische Partei in den sich neu entwickelnden industriellen Zentren, wie in dem ländlichen Proletariat gewinnt.

Die deutschen Genossinnen sehen davon ab, alle übrigen, bekannten Gründe darzulegen, welche für die Einführung des Proporzes sprechen, ebenso wie von einer Aufzählung und Begründung weiterer Forderungen, welche die sozialistischen Parteien behufs voller Demokratisierung des Wahlrechts erheben müssen : Neueinteilung der Wahlkreise, Festsetzung des Sonntags als Wahltag, Aufhebung der politischen Aechtung beim Bezug sogenannter Armenunterstützung u.s.w., u.s w.

Ihrer Ansicht nach kann es sich nicht darum handlen, dass der Internationale Kongress zu Stuttgart betreffs der Demokratisirung des Wahlrechts Prinzipien ausspricht, über welche in der ganzen sozialistischen Welt keine Meinungsverschiedenheit bestehen dürfte. Sie erwarten vielmehr, dass der Kongress der gegenwärtigen, geschichtlichen Situation und dem Intresse des Proletariats gemäss das Seine dazu tut, die Prinzipien aus der Theorie in die Praxis umzusetzen durch den zielbewusten, einheitlichen Kampf der von unserer grundsätzlichen Auffassung getragen und geleitet wird.

ANTRAG

Im Auftrage der deutschen Genossinnen beantragt also die Unterzeichnete, auf die Tagesordnung des Internationalen Sozialisten-und Gewerkschaftskongresses zu Stuttgart den folgenden Punkt zu setzen :

« *Der Kampf des Proletariats für die volle Demokratisierung des Wahlrechts* ».

OTTILIE BAADER
Berlin S. W. 68, Linden-Strasse 3.
Vertrauensperson der Sozialdem. Frauen Deutschlands.

B) Bericht und Antrag der « **Socialdemokratischen Frauen** » Oesterreichs

Die immer weitere Ausbreitung der Grossindustrie und der mit ihr verbundenen industriellen Frauenarbeit, ebenso wie die fortschreitende Demokratisierung des Wahlrechtes in allen Kulturländern, macht dessen Ausdehnung auf die Frauen immer mehr zu einer Frage von aktueller Bedeutung. Es genügt nicht mehr, dass die internationale Sozialdemokratie sich wiederholt prinzipiell für die Erringung des Frauenstimmrechtes ausgesprochen hat, sondern es tut nun dringend not, dass allerorts und besonders in den vorgeschrittensten Ländern für die politische Gleichberechtigung der Frauen eine ebenso kraftvolle und unermüdliche Propaganda entfaltet werde, wie sie für das Wahlrecht der Männer überall von der Sozialdemokratie betrieben wurde und, wo es an diesem Recht noch fehlt, betrieben wird

Angesichts der Tatsache, dass für die Parlamente einiger europäischer Staaten das Wahlrecht aller Männer seit mehreren Jahrzehnten eingeführt ist, ohne dass von der Sozialdemokratie ein Kampf unternommen worden wäre, um dieses Recht auf die Frauen auszudehnen, und in Erwägung, dass bürgerliche Parteien verschiedener Länder anfangen, sich dieser Forderung zu bemächtigen und das Wahlrecht der Frauen, das wir als die notwendige Ergänzung des allgemeinen Wahlrechtes ansehen, als ein Privilegium der besitzenden Klassen einzuführen und so die schwererrungene politische Gleichberechtigung aller Volksschichten wieder zunichte zu machen, halten wir eine erhöhte Propaganda für die politische

Gleichberechtigung der Geschlechter in den Kreisen der Arbeiterschaft für unaufschiebbar.

Wir sind überzeugt, dass wenn der internationale Sozialistenkongress zu Stuttgart sich mit dieser Frage eingehend befassen und den Genossen aller Länder Gelegenheit geben würde, ihre Meinungen und Erfahrungen auf diesem Gebiete auszutauschen, dies ein vorzügliches Mittel wäre, um die Propaganda für das Frauenwahlrecht allerorts zu befeuern und zu vertiefen. Darum beantragt die unterzeichnete Frauenorganisation :

ANTRAG

Das internationale sozialistische Bureau möge das Frauenstimmrecht als selbstständigen Punkt auf die Tagesordnung des internationalen Sozialistenkongresses zu Stuttgart setzen.

Für die Sozialdemokratischen Frauen Oesterreichs
Adelheid Popp
Wien XIX Hofzeile 14

Vorschlag des **Bureaus** :

Das Bureau beantragt die Frage des Frauenwahlrechts auf die Tagesordnung zu setzen.

IX

Die Internationale Hülfssprache

A) Sozialistischer Verein « Vorwaerts » Johannesburg

Der Sozialdemocratische Arbeiterverein « Vorwaerts » in Johannesburg (gegründet 1896, ältester sozialdemocratischer Verein Süd-Afrikas, Mitgliederzahl 300)sendet Ihnen hiermit

die herzlichsten Grüsse,und bittet Sie auch dem nächsten Internationalen Sozialistenkongress in Stuttgart unsere Grüsse und Glückwünsche zu übermitteln.

Unser Verein wird am Kongress voraussichtlich durch einen oder zwei Delegierten vertreten sein, die wir eben noch zu wählen im Begriffe sind.

Wir sind der Ueberzeugung, dass unsere Delegierten ein gewichtiges Wort sprechen könnten über zwei so bedeutende Fragen wie die Rassen-und Einwandererfrage, die am nächsten Kongresse diskutiert werden. Leben wir doch in Südafrika in einem Lande, in dem dieser Punkt in seiner ganzen Schwere und täglich vor Augen stehen.

Wir stellen Ihrem Bureau den *Antrag,* dass die Frage einer « *internationalen Sprache* » am Kongresse zu Stuttgart diskutiert werde, was wir folgendermassen kurz begründen :

Wir, im Auslande lebenden, deutschsprechenden Sozialdemokraten, die wir ganz besonders in dieser Stadt mitten in einem Conglomerat von Sprachen leben, empfinden es äusserst hemmend, nicht eine leicht erfassbare Sprache zu besitzen, mittels deren wir uns den Genossen anderer sprachen leicht verständlich machen könnten, wodurch die Agitation für den Sozialismus ungemein erleichtert würde. Die Förderung der internationalen Solidarität besässe in einer gemeinsamen Weltsprache ein eminentes Hülfsmittel. Ebenso würde eine solche auch die Arbeit an den Internationalen Kongressen sehr erleichtern.

Wenn wir die Forderung einer solchen Sprache stellen, so wollen wir es dem Kongresse überlassen, was für eine Sprache dies sein sollte. Der Fortschritt der « Esperanto Sprache » lehrt uns aber, dass diese Sprache das Verständigungsmittel der Sozialisten der ganzen Welt werden könne.

I. A. des Vereins « Vorwaerts »
O. Blanck (Vice Präsident).
E. Koch. (Schriftführer).

B) Beschlussformel der gen. Prof. Monseur, angenommen durch die **Belgische Arbeiterpartei.**

In Erwägung, dass die wachsende Kompliziertheit der Beziehungen aller Art zwischen den verschienenen Völkern die Anwendung einer Hülfssprache im internationalen Gebrauch erfordert ;

In Erwägung, dass keine natürliche Sprache diese Rolle übernehmen kann, sei es wegen deren grammatische oder graphische Schwierigkeiten, oder aus Gründen der übermässigen Vorrechte, die man dem Volke, dessen Sprache erwählt würde, darbietet ;

In Erwägung, dass die forwährend realsierten Fortschritte in der Ausarbeitung künstlicher Sprachen anzunehmen gestatten, sei es, dass die Lösung bereits gefunden wäre, oder dass diese Lösung nicht lange ausbleiben werde ;

Erachtet der Kongress, dass in einem der nächsten internationalen Kongresse, die sozialistische Partei der Delegation für die Annahme einer Internationalen Sprache beitreten müsse. »

Vorschlag der **Bureaus** :

Das Bureau beantragt, in Erwägung dass diese Frage noch ungenügend reif ist, dieselbe nicht auf die Tagesordnung zu setzen.

X

Die sozialistischen Schulen

Resolution der « **Sozialistischen Sonntags=schulvereine** » (Grossbritanien).

Der Kongress einpfielt das Gründen von Sozialistischen Sonntagsschulen zur Förderung der Sozialistischen Bewegung.

I

The approval of the Resolutions or the International Socialist Bureau

—

The Bureau has, since he was created, carried following proposals, which have still actuality :

1° A resolution taken at the first sitting of the « Bureau » (dec. 30th 1901).

Denouncing the oppression of the Poles by Prussia

« The Socialist International Bureau, in its conference of
» December 30th 1901 at Brussels, in the name of the prole-
» tarian classes of all countries, proclaims its most indignant
» protestation, against the germanisation policy as adopted in
» Poland by Prussia which does not shrink from the most
» barbarous proceedings, resorting to forcible means to make
» the Polish population give up their native tongue.

» The Bureau at the same time denounces the hypocrisy
» and duplicity of the capitalist classes professing the absolute
» indignation against English barbarity in Transvaal, and
» approving and accountenancing on the other hand the most
» disgraceful political oppression of their government over
» the Poles in Germany.

» The International Bureau urges the Polish working
» classes to seek protection, from the oppressors of their
» national and intellectual as well as their economical life, in
» the socialdemocracy, and devote all their efforts to the
» triomph of socialism, which shall alone be the means of

» bringing about their absolute freedom together with mate-
» rial and intellectual equality between classes. »

2° *Resolution voted at the 3rd Sitting of the Bureau*

(July 20th 1903).

The protection of foreign workmen

« The Bureau, considering that the question started by the
» Belgian delegation is on the order of the day of the Amster-
» dam Congress, it lies with the latter to solve the same by a
» general resolution;

» Considering moreover, that the delegates unanimously
» reprobate the propositions of law as made by some natio-
» nalist Deputies intended to outlaw the working classes
» from neighbouring countries, invites the socialist manda-
» tories of the countries concerned — in the case of those
» propositions being brought on the order of the day before
» the Amsterdam Congress — to inquire in one accord into
» ths efficacious means to have those measures rejected. »

3° *Resolution voted at the 4th Sitting of the Bureau*

(Febr. 7th 1904)

The Expulsion of foreign workmen employed in Argentine

« The International Socialist Bureau indignantly protests
» against expulsion,on the plea of political offence, from any
» country; and denounces in particular the conduct of the
» Argentine government decreeing laws for the circumstance
» for the wholesale expulsion of socialist residents. »

4th *Resolution voted at the 4th Sitting of the Bureau*
(Febr. 7th 1904)

The Persecution of Russian Socialists in Germany

« The International Socialist Bureau protests with energy
» against the persecutions suffered by Russian Socialists in
» Germany at the hands of the police and government.
» Severely condemns the policy of Germany demeaning
» itself to disgracing services in becoming the instrument of
» Russian despotism.
» Congratulates the German and Italian socialists on their
» efficacious interference in behalf of the militating Russians
» persecuted by czarism.
» Invites the socialist parties of all countries to avail
» themselves of every opportunity to combat the influence of
» czarism, which is striving to gain more and more field in the
» Western countries constituting a permanent threat to demo-
» cracy and civilisation. »

5th *Resolution voted at the 4th Sitting of the Bureau*
(February 7th 1904).

In behalf of the independency of the Balkan nations and against massacres

« The International Socialist Bureau expresses its sympa-
» thy to all nations which struggle for their independence in
» the Balkan countries:
» Protests with energy against the massacres in Mace-
» donia;
» Claims, with a view to reestablishing and maintaining
» peace, complete autonomy of Macedonia, together with the
» granting of right to existence and to development for all
» national groups of that country. »

6th *Resolution voted at the 5th Sitting of the Bureau*
(January 5th, 1905)

Socialist Unification in all countries

» The Bureau congratulates the socialist parties of the
» various countries, who took measures with a view to
» bringing about socialist unification ; on the important
» results of which it invites the attention of all nations which
» until now have neglected to take the necessary measures
» for the execution of the resolution of Amsterdam. »

7th *Resolution voted at the 7th Sitting of the « Bureau »* (4-5 March 1906) *and completed by the London resolution, voted by the Interparliamentary Commission* (July, 16-19th 1906).

Against menaces of war

I. S. B. « As soon as a situation shall be presented
» which, openly or secretly, may give rise to an apprehension
» of a conflict between two or more governments, and render
» a war between them possible or probable, the socialist
» parties of the countries concerned shall at once, and upon
» the invitation of the International Socialist Bureau, enter
» into direct communications with a view to determine upon
» a concerted mode of action on the part of the socialists and
» workingmen of the interested countries in order to prevent
» the war.

» At the same time, the parties of the other countries shall
» be advised by the secretary of the Bureau, and a meeting
» of the International Socialist Bureau shall be held as soon
» thereafter as possible for the purpose of devising the most
» appropriate measures to be taken by the entire interna-

» tional Socialist movement and the organized working class,
» to prevent the war. »

I. C. » In the conditions and circumstances thus
» foreseen of any danger threatening international peace, the
» Interparliamentary Commission shall meet at once, at the
» same time and place with the I. S. B. »

*
* *

We have not received any amendment concerning this question.

*
* *

Resolution of the **Bureau** :

The Bureau proposes to the Congress to adopt the resolutions jointly and severally, at first because they were worked out by the delegates of the affiliated parties, secondly, in order not to lose time.

II

The Regulations of the Congress, of the Bureau, and of the Interparliamentary Commission.

A) The regulations of the Congresses and the Bureau :

« I. — Those admitted to the International Socialist Con-
» gresses are :

» A. All associations which adhere to the essential
» principles of Socialism : socialisation of the means of pro-

» duction and exchange, international union and action of the » workers ; conquest of public powers by the proletariat, » organized as a class-party ;

» B. All the labour organizations which accept the » principles of class struggle and recognize the necessity of » political action (legislative and parliamentary) but do not » participate directly in the political movement. (Interna- » tional Congress held in Paris 1900) ;

» II. — A. The parties and organizations of each country » or nation constitute one section which itself decides upon » the admission of all other parties and organizations of the » countries or nations concerned.

» The parties and organizations not admitted by the » section have the right of appeal to the International Socialist » Bureau, which decides in the last resort.

» B. The National Committee of each section or in default » of it the secretary of each affiliated party will transmit to » the socialist groups and other affiliated organizations the » invitations to attend the International Congress and the » resolutions taken by the International Socialist Bureau.

» The texts of all resolutions must be in possession of the » Bureau fully three months before the date fixed for the » meeting of the International Congress and be distributed a » month after receipt.

» No new resolution whatever will be accepted, distributed » or discussed unless it is in accordance with this rule, except » matters in which urgency is admitted. The International » Socialist Bureau is alone competent to decide on the » question of urgency, but the amendments or resolutions » must be drawn up and submitted to the International Bu- » reau which will decide if the amendments are acceptable or » not, and are not attempts to put forward new resolutions in » the shape of amendments.

» III. — The manner of voting at International Congresses » is established by the following rules :

» A. Voting is per head, and per national section, when » three represented nations demand it.

» B. Each section will have a number of votes varying » from two to twenty according to a list which will be issued » for the first time by the International Socialist Bureau » 1906-07. This list will be periodically revised when the » circumstances require it.

» C. The division of votes for each nation will be fixed :

» a) According to the number of paying members taking » into consideration the number of the inhabitants ;

» b) According to the importance of the nationality ;

» c) According to the strength of the trade union and » cooperative and socialist organizations ;

» d) According to the political power of the socialist party » or parties.

» The affiliation of the paying members will be proved by » such documents or accounts the Bureau may ask for.

» D. The sections divide the votes which have been allot» ted to them. If the whole of the parties or organizations, » forming the section, can not agree on the division of votes, » it will be decided by the International Socialist Bureau.

» IV. — An International Socialist Bureau, based on the » representation of the national sections of the International » Congresses, shall continue their functions. Each section can » send two delegates to the Bureau. The delegates may be » replaced by substitutes, mandated by the affiliated » parties. The national secretaries of the Interparliamentary » Commission will act as *assistant delegates* and may, in this » capacity, attend the meetings of the International Socialist » Bureau.

» V. — The Bureau has a permanent secretary whose » functions were determinated by the Paris Congress in 1900. » The secretary has his residence in Brussels and the Belgian » delegation shall act as Executive Committee ;

» VI. — The contributions of each affiliated party shall

» fall due each year in January, according to a scale, esta-
» blished periodically by the Bureau. »

1) Amendment proposed by the **Independent Labour Party** (Great Britain)

« *That the Standing Orders of the International Congress be amended so as to make it clear that a* Bona Fide *Trade Union or combination of Unions, is entitled to membership in the congress, with all the rights and privileges thereof, as a section of the International Working Class Movement provided that Union or combination, has declared in favour of political action in alliance with Socialist parties* ».

Resolution of the **Bureau :**

The Bureau proposes to the Congress not to carry this amendment which is in formal contradiction to the resolution of the Conference of Brussels, ratified by the Congress of Paris 1900.

2) Amendment of the **Italian Socialist Party** in Switserland.

« The Congress of the Italian Socialist Party in Switserland-
» party which is affiliated to the Socialist Party of Italy and
» in this manner to the I. S. B. — proposes to adopt a
» *member-card* or *identity-card*, identical for all parties
» affiliated to the I. S. B., issued by the Bureau and valid in
» the same degree in all countries. »

Proposition of the **Bureau :**

The Bureau proposes to reject this amendment which presupposes a centralised international organisation that does not exist.

B) The Statutes of the Interparliamentary Commission.

ART. 1. — The Inter-Parliamentary Committee I. C.) was founded on the 20th August 1904 by the Amsterdam International Socialist Congress, pursuant to the following resolutions of the International Congresses of London and Paris :

> The International Socialist Committee shall demand of the National-Socialist Parliamentary Groups the formation of a special Inter-Parliamentary Committee, so as to facilitate unity of action on the great international political and economic questions. This Committee is to be affiliated to the International Socialist Bureau.
>
> (Paris Congress, 1900.)

> An Inter-Parliamentary Conference has been established, composed of one delegate of each nationality. Its object is the unification of parliamentary work in all countries.[Communications to be addressed to Edouard Vaillant.]
>
> (London Congress, 1896.)

ART. 2 — The year begins on September 1st, and closes on August 31st.

ART. 3. — Members of the I. C. are :

The parliamentary groups of the Parties, affiliated to the International Socialist Bureau, and having applied for the membership of the I. C. When such application is made, the parliamentary group appoints one of its members as secretary-correspondent. Each parliamentary group is considered as representing the Party to which it belongs.

ART. 4 — The office of secretary of the I. C. will be filled by the secretary of the I. S. B.

ART. 5 — Every parliamentary group acts as an information

Bureau which, according to its means, supplies the information required by the members of the C., concerning the parliamentary activity and the legislation in the different countries, as also relating to their economic position.

ART. 6. — The finances of the I. C. consist of the obligatory and voluntary contributions of its members. The obligatory contribution of each Party is 4 sh. forevery deputy it sends to parliament.

ART 7. — One ordinary assembly will be held every year, following the meeting of the Bureau, an assembly to which will be admitted all the members of the parliamentary groups, affiliated to the I. C.

This conference appoints the place where the next will be held.

ART. 8. — There will also be extraordinary conferences, at which each parliamentary group may be represented by one or more delegates.

ART. 9. — Such an extraordinary conference is to be called when desired by 5 parliamentary groups.

Such an extraordinary assembly will be called at the same time and place as the meeting of the International Socialist Bureau as soon as secret or public events occasion fear of conflicts between governments and make war possible or probable, in order to arrange and discuss the common and combined means of action by Labour and Socialism to oppose and to prevent war.

ART. 10. — The International Socialist Bureau is entitled to be represented at every meeting of the I. C., to take part in its discussions, to propose resolutions and to a consultative vote.

ART. 11. — The voting system shall be similar to that adopted by the International Socialist Bureau.

ART. 12. — The rules, as also eventual modifications, shall only be valid when the International Socialist Bureau has approved of the same.

Resolution of the **Bureau :**

The Bureau proposes to adopt these regulations jointly and severally, for they have been worked out by the delegates of the affiliated parties.

III

Militarism and International Conflicts

—

A) Resolution proposed in name of the **German Socialdemocratic Party,** by A. Bebel.

Wars between States, in which the present capitalistic order subsists, are generally the consequences of the rivalry of the different nations on the markets of the world, as every nation endeavours not only to assure for itself the use of its own markets, but also acquire new ones. The subjection of foreign peoples and the confiscation of their land are the principal means for the attainment of that result.

Wars are favoured by the prejudice of each people against all others, which is systematically cultivated among civilised people in the interests of the dominating classes.

Wars are consequently the result of the very nature of capitalism ; they will only cease when capitalism is abolished or when the enormous sacrifices in men and money, exacted by the development of the military technique and the revolt, provoked thereby, shall have driven the civilized nations to suppress system.

The working class especially, who furnish the combatants for the wars, and carry the material burdens caused by

them, is the natural ennemy of war. Wars are in direct opposition of the aim of the working class: the creation of a new economic order, based on socialist principles, which will make the solidarity of all nations a reality.

The Congress, therefore, considers it the duty of all workingmen, and particularly of the representatives of the working class in Parliaments, to fight against all increase of armaments, either on land or sea, by refusing to governments the means wherewith to carry out these policies, by pointing out the class character of bourgeois society, and the causes which lead the capitalistic class to cultivate national antagonisms.

The Congress considers the democratic organisation of the military powers of the nation, which should include all men capable of bearing arms, an important means of preventing the attacks of one nation upon another, and of facilitating the disappearance of national antagonisms.

When war appears to be imminent, the working class of the countries immediately concerned and their representatives in parliament are in duty bound to do all that lies in their power, using all such means that they should deem most efficacious for the purpose to prevent the breaking out of the war, and should war break out notwithstanding all their endeavours to prevent it, they should make all possible efforts to secure its speedy termination.

B) Resolution presented by the **Socialist Party** (French Section)

I. — The Congress again confirms the resolutions of the former international congresses:

1) For action against militarism and imperialism which are but organized arm-noughting of the state for the maintenance of the working classesunder the economical and political yoke of the capitalist class;

2) To remind the working class of every country that no

government can threaten the independence of a foreign nation without outrage against that nation, its working class as well as the international working class; that the threatened nation and its working class have the imperious duty to protect their independence and autonomy against this attempt, and the right to rely on the help of the working class of every other country; that the antimilitarist and solely defensive policy of the Socialist Party call upon it to pursue with this view the military disarmament of the bourgeois class and the arming of the working class by the general armament of the people.

II. — The Congress, confirming the decisions of the preceding international congresses and of the International Bureau, considers the International Solidarity of the Proletariat and of the Socialists of every nation as their first duty;

Reminds them that every year, on the 1st of May, they manifest for this solidarity and for its first necessary consequence, the maintenance of International Peace.

And invites them, at the moment when, in presence of the growing Russian revolution, with tzarism at bay, and of the neighbouring imperialisms who seek to aid it; when in front of capitalist and incessant colonial enterprises and piracies, the International Bureau and the Interpaliamentary Conference have been obliged with the consent of the socialist parties of every country, to take the necessary steps to assemble their delegates and to give them the means, in case of a threatening international conflict, to decide on the measures to be taken in order to forestall and prevent it.

Invites them to render the effect of these decisions possible by means of a plan prepared, ordered and combined by the national and international labor socialist organization which shall put forward in every country, and especially in the countries concerned and according to the circumstances of the moment, the whole energy and the whole effort of the working class and of the Socialist Party for the forestallment and prevention of war by every means, beginning with parliament-

ary intervention, public agitation, popular manifestation, even to a general labour strike and insurrection.

c) Report with amendment presented by Léon Troclet, in the name of the **Belgian Labour Party**.

It is important, in order to well set out the question, to remember the resolutions on the International conflicts which have been voted by the Bureau and the Interparliamentary Commission; however, these resolutions do not point out any preventive means.

Most certainly, socialist acquiescence will be unanimous when it will be a question of struggling against the dangers of putting men in barracks, of lessening the personal and financial expenses of militarism, of rejecting the war-budgets of the actual governements, of protesting against the use made of soldiers during strikes.

But it is when the preventive means to war will have to be determined that the deep divergencies of views will come to light.

In 1891, a proposition was made at the International congress of Brussels, a proposition thus worded :

« *The International Congress of the Socialist Labour Party declares that the Socialists of all countries will reply to the proposition of a war by an appeal to the people to proclaim a general strike.* »

Thirteen nationalities voted against this proposition. Three only upheld it.

Two years after, at the International Congress of Zurich, the author of the proposition of 1891 still mentioned a general strike, but this means was only given as accessory.

The principal means was « *the military strike* ».

Here is the exact text of his proposition :

« *The Congress invites the International Labour Party to*

keep ready to reply immediately to a declaration of war by the Governements by means of a general strike, everywhere the workmen can exert an influence on the war and in the above mentioned countries, by means of a military strike.»

This proposition had the same fate as the first one at the Congress of Brussels.

The Congress of Zurich accepted with a great majority an amended proposition of the German Social-democratic Party saying that the Socialist mandataries must reject all military credits, protest against permanent armies, ask for disarming, second the associations having for their object Universal Peace and propagate these ideas in the armies.

The idea of 1893 has been taken up again by Hervé in two different forms. At pages 170 and 171 of his book entitled « Leur Patrie » he says :

« *Two tactics imperatively lay claim to the attention of the internationalist party. The first is the simpler, indeed it is simplicity itself : at the moment of mobilisation, the reservists would join their regiments, allow themselves to be armed, and, once armed, would not only refuse to march, but would seize the public powers and the instruments of labor, the managment of which they would make over to the Labour office of the locality.* »

As Hervé soon puts this first tactic aside because it meets with nearly unsurmountable difficultees, we will be satisfied with signaling it and pass to the second.

« *Another tactic happily presents itself to the internationalist Socialists, which meets with fewer difficulties; it may be condensed in a few words :* « *Desertion of the comrades serving under the banners and strike of the reservists.* »

For Hervé « it belongs to the Socialist party to decide in its Congresses between the two tactics » he has pointed out .

It is important to show that the second tactic is quite as

simple as the first and that the subtile and prompt manner with which its author has rejected the first is not of a nature to make us easy as to the possibility of executing the second.

If it were true that we should absolutely make a choice, we would rather tend towards the first tactic which would at least give us the hope of having the weapons in our hands.

On reading the development of his proposition. astonishment is felt at its grand simplicity, but little by little, when thinking it over, one is seized with doubt at the idea that such a tactic might meet with numerous followers.

In the census of the socialist votes in every country is made, the conclusion will be that in Central and Western Europe we dispose of about one fifth of the electors. If we have on our side one fifth or even one quarter of valid citizens, if one quarter of the soldiers do not answer the call of mobilisation, the latter are then « disseminated », concealed « without arms » at their comrades.

The bourgeois society still holds in hand the police-force of every country, in some countries the militia or other perfect class army, plus three quarters of the regular army.

The deserters will be simply seized one after the other.

Those who will refuse to march will be shot, without any more ado, as to the others they will be dealt with according to the tactic attributed to Peter the Great, who always made the rebel soldiers march in the first ranks. A military strike will only be possible when the majority of citizens will be won over to socialism. But at that moment we shall probably dispose of the majority in public powers and it will be much easier not to declare war. Besides, as has already been said at Zurich, with the system of military strikes, the most socialist country would be delivered up defenceless to the most retardative country.

Domela Nieuwenhuis himself strongly protested against this thesis, declaring : « *When we spreak of a military strike, we do not mean the men on active service who would be immediate-*

ly crushed but the reserves who would remainpeaceably at their home. »

This contradiction on an essential point of the execution of this tactic clearly shows a considerable hesitation in the thought of those who propose this means.

It is well known that the excuse to desertion is this: « What does it matter to me whether I am French, English, German, Austrian, Italian, Belgian or anything else. I proletarian, have nothing to gain,nothing to lose. » Now, curious thing, Hervé tranquilizes especially the small shop keepers and the country people who are proprietors. They would not be massacred, their stock would not be taken from them, their parcel of ground would not be touched because in the 20th century, a war between Europeans is regulated by the laws of nations, the vanquished are no longer butchered and property is left to the landlords.....

Evidently, for the little proprietor of the Yonne, to be an English, Belgian or French citizen comes to the same thing. There are only slight differences The question is to know whether the proletarians, who according to the genius of each country, have succeeded after years of efforts and of syndical, cooperative and political organization,in acquiring a few slight advantages, would find them again on the morrow of the annexation, or whether, if they found others in compensation, whether they would attach to these the same value as to those which they had conquered by their struggles. The truth is that « Internationalism » does not mean the radical suppression of nationalities such as political or historical circumstances have constituted them.

Internationalism signifies, according to us, unison, immediate federation of autonomous nations. In the manner as each individual needs a certain autonomy to give free course to the full development of his individuality, the agglomerations of population also need a certain independence to bring out all the power of their originality and of their particular genius to the common work of the realization of the socialist regime.

Would not, opposing this, be a reactionary proceeding !

It is very certain that for the little country land-owners, who find their living on their land, it is indifferent to them whether they are Belgian, French or anything else.

The only thing that would not suit them would be, to be invaded by an Asiatic nation such as Turkey for instance.

Thus the theorist of these sentiments on the question of native-land does not totally suppress the patriotic idea, but at divers intervals, proposes changing the actual countries for a larger one, « Europe », from which he would of course cut off Turkey. As to Russia, it would very much depend on the turn the present revolution would take. The European country would be different, but there would still be countries, which proves once again that seeking after the absolute always obliges the seekers to stop on the road.

We cannot close this report without giving the opinion the «Belgian Young Socialist Guards » have unanimously adopted in their last Whitsuntide congress. One of the delegates proposed the following text : « *The socialist parties and the unions of every country must in all cases be opposed to war. The most decisive means to carry out this opposition are a general strike and a refusal of mobilisation.* »

But the Congress of Young Guards would not adopt this thesis without an important corrective, which contains the following amendment : « *It is therefore urgent to see the different socialist organizations of the world study the tactic to be follewed in case of conflict so as to know* whether it is possible *to organize this resistance to war simultaneously in the conflicting countries.* »

This admendment thus was a sort of preambular question.

The Labour Party has therefore unanimously voted to the resolution of the *German Socialdemocratic Party* completed by the French *resolution* to which might be added the following *amendment :*

« *By this resolution the Congress of Stuttgart does not wish to limit the choice of all the means to be eventually employed. The*

circumstances of time and place and especially the positive power of the proletariat at the decisive moment are the only agents that can decide the question of the possibility of intervention, and give serious indications as to the choice of means to be employed. »

D) Resolution proposed by the **Socialdemocratic Federation** (GREAT-BRITAIN).

To make a declaration of international Social Democratic policy on general principles, and to instruct the Bureau to issue recommendations as to the particular lines of action to be followed in event of any crisis arising which threatens a breach of international peace.

Proposition of the **Bureau :**

The Bureau proposes to place this question on the order of the day.

IV

The Relations between the political socialist Parties and the Trade-Unions

—

A) In consequence of a decision of the Bureau (9th of June 1907) the Secretary sent a circular to the affiliated parties in order to obtain from them officiai notes on the relations between political parties and trade-unions of their country. This circular related following questions :

1. What relations has your political party with the trade-unions ?

2. Are the trade-unions, as groups, affiliated to your political party? Are they paying dues to the party?

3. If trade-unions are not directly affiliated as groups, are their members obliged to be also members of the party?

4. Have the central committees of political parties and trade-unions joint meetings, to examine questions concerning both?

5. Is any socialist propaganda made by trade-unions among their members?

The Secretary had received the following replies, on the 1th of August:

REPLY OF THE GERMAN SOCIAL DEMOCRATIC PARTY

Irt. The relations between the party and the Trade Union are of the best. The leaders of the Trade Union are with hardly any exception known comrades.

2nd. The unions are autonomous. They are not affiliated to the party and they do not pay any due.

3rd. The members of the unions need not be members of the party.

4th. The committees of the two organisations have assemblies in common, likewith the comittees of the local organisations.

5th. The unions do not officially make any socialist politics, but they do in the public assemblies and in the union press.

PFANNKUCH, Secretary.

REPLY OF THE SOCIAL DEMOCRATIC PARTY OF HUNGARY

We might answer yes to all your questions, but we must explain the situation. In Hungaria, the whole political party is in reality composed of Trade Unions. The political and

labour unions cannot by the ministerial notice 1505 of the year 1875 found any branches. The unions can only exert an action when their statutes have been approved by the minister of the Interior. But the latter is in the habit of rejecting the statutes with the remark that the Unions have not been created to attain the end indicated in the Statutes, but that they have intentions which are dangerous for the State. As we have no law on coalition, we are in the hands of the minister's arbitrary will, and we have not yet succeeded in founding a political union.

The party exists on the basis of the statutes of organisation adopted at the Congress of 1906.

According to these statutes, which have not yet been submitted to the minister, the party is composed of local organizations, which constitute, in each department a committee organization and these assemblies form then a district organization.

The local organizations are composed or trustworthy men of each of the professional organizations called « free organizations », existing in the town in question.

It is also worthy of notice that before the year 1902, the unions had not the right to create branches (local groups, paying offices) so that in Hungary there were only isolated and local unions.

The trade and national unions, which work with statutes approved by the minister as well as the local groups of the unions cannot engage in politics. In this manner, the organized labourers were obliged to create free organizations, which work without autorised statutes and as it were in secret. These free organizations thus constitute the basis of the political movement.

The members of these organizations are the members of the party and pay a weekly subscription, « party subscription » of 2 heller.

As the above named organizations exist without authorization from the authority, the totality of the members of the

syndicates cannot be forced to ay subscriptions to the party. This subscription is mostly paid by those labourers who are convinced social-democrats and who want to uphold the party. It often happens that free organizations cash the subscription due to the party, and that people who are indifferent to politics or the enemies of workmen, denounce the Union or local groups to the authorities. Through these denunciations the unions or local groups are very often dissolved. It is in this manner that during the last five months more than 200 local groups have been dissolved or else their demand of recognizance has not even been taken into consideration.

At the head of the pollitical movement is the « Direction » of the Hungarian social-democratic party and at the head of the syndical movement the Hungarian Trade-Union council. It very often happens that the direction of the party and the Trade-Union council have a meeting in common in order to agree upon the common question or the conduct of a common action. The free organizations only busy themselves about the propagation of the socialist idea to their members. The syndicates dare not put it into practice for the reasons given, that they cannot busy themselves with politics.

To enlighten the indifferent to politics and to awaken in them sympathy for the political movements of the social-democratic party, we give lectures on social sciences in the unions.

HOROWITZ, Secretary.

REPLY OF THE POLISH SOCIALIST PARTY (P. P. S.)

General remarks. The trade union movement in Poland is of very recent date. It began after the great strike of October 1905. It comprises three types of professional organizations :

1st) *The neutral unions,* whose action is based on the struggle of classes and which are propagated by the P. P. S.

2nd) The *unions affiliated* to the Social democratic party of Poland and of Lithuania or to the Bund.

3rd) The *Yellow union* (Nationalists and « Christian Democrats »).

The replies, which follow, concern therefore the relations between our party and the unions of type Nr. 1.

1st) *The Socialist Polish Party* has formed a Commission of organization of unions. It is affiliated to the party and is composed of members of the party. Its aim is to organize the unions, to bind them together, and to help them in general by giving them competent advisers. The unions form democratic and autonomous organizations.

The influences of the Party are therefore of exclusively moral order. At the time when the unions will have developed and will be able to get on alone, the Commission will have come to the end of its task.

2nd) The unions are not affiliated and do not pay dues to to the party.

3rd) The unions are neutral in as much as they group all the labourers accepting the principle of the struggle of classes. The members of the unions are therefore not obliged to be members of our party or of any other party whatsoever.

4th) Meetings in common between the political parties and the unions take place every time that an agreement on questions concerning the two organizations is necessary.

5th) The unions have accepted a declaration of principle which has in view the necessity of a parrallel action of the workingmen in political parties and which points out as the final aim of these two efforts, the integral emancipation of the working class.

REPLY OF THE SOCIAL-DEMOCRATIC FEDERATION (GREAT-BRITAIN)

1.—Although from its formation in March, 1881, the S. D. F. has strongly opposed the abstention of the older Trade

Unions from politics, and has still more strongly objected to the very close alliance wich some of its leading members have made with the Capitalist-Liberal Party, resulting in high office and even Cabinet rank for those who have thus deliberately betrayed the interests of their fellows and supporters of the working class; nevertheless, we have never at any time failed to help in every way possible, personally and pecuniarily, every strike which has taken place since 1881 (even in spite of our doubting the value of the mere strike as a weapon against organised capitalism), and our organisation has invariably agitated in favour of every Parliamentary measure accepted by the Trade Unions which could at all help the Trade Unionists and the workers at large. All this was most handsomely acknowledged by Mr. George Barnes, M. P. at a great public meeting held at Hanley during the Trade Unions Congress there two years ago. Our relations with the Trade Unions may therefore be described as friendly whenever they take action against capitalists, and appreciative of their increasing tendency towards Socialism. We always recommend all workers to join the Trade Union of their trade.

2. — No.

3. — No.

4. — Joint committees of the S. D. F. and the Trade Unions are frequently formed to organise concerted action as regards such questions as the Unemployed, May Day Celebration, State Maintenance of Children, etc , etc., and the relations thus established have been growing, for many years, increasingly cordial. The members of the S. D. F. were chiefly instrumental in forming-up some of the largest, most successful and most influential of the newer Trade Unions, whose delegates in their turn have secured the support, by large majorities, of Socialist resolutions introduced and passed at successive annual Trade Union Congresses. These resolutions must shortly pass beyond the phase of mere « pious opinion » and indeed are even already producing practical effects.

5. — No Socialist propaganda is officially carried on by the

Trade Unions, but as quite seventy-five per cent of the members of the S. D. F. are also Trade unionists in their respective trades, by their agency Socialist thought is steadily permeating the ranks of Trade Unionism As also the older leaders, brought up entirely in the bourgeois school of thought and action die, or are superannuated, there can be no doubt whatever that they will be succeeded by Socialists, and in fact they are being so replaced at the present time. Trade Union Socialist leaders, of course, will then use the Trade Union organisation to spread Socialism. So far as they have been elected to executive office, they do this even now.

H. W. LEE, Secretary.

REPLY OF THE BELGIAN LABOUR PARTY

1° The trade unions, based on the struggle of classes, form in an immense majority, part of the *Syndical Commission of the Labor Party and of the Independent Trade-unions* and the 9/10ths of these unions in fact constitute,with the cooperative and political groups, the *Belgian Labour Party.* Lately, the union of the diamond workers has detached itself from the said central organization and, for paltry motives, has constituted a new central commission to which, happily, only a few unimportant unions which are under the direct influence of the diamond workers and a few vague anarchist groups equally unimportant, adhere. The unions which constitute the Labor Party are represented at the *General Council of the party* by delegates of their national Federation.

2° The unions affiliated pay subscriptions as groups at so much per member.

3° In Belgium we do not understand personal affiliation without its being collective affiliation.

4° As I said here above, 9/10ths of the unions based on the struggle of classes form integral part of the party and therefore deliberate in the bosom of the General Council with the dele-

ates of the Policical Federations. On another hand, two delegates of the Party are members of the Committee of the Syndical Commission and two delegates of thė Syndical Commission are members of the General Council of the Party. The relations are thus organic.

5° The affiliated unions evidently make socialist politics and a great number of non-affiliated unions, based on the principle of the struggle of classes, even pretend that they make more socialist propagation than their affiliated colleagues.

G. MAES, Secretary.

REPLY OF THE SOCIAL DEMOCRATIC TCHECO-SLAVISH PARTY OF BOHEMIA.

Ist.) The socialdemocratic Tcheco-Slavish party is on the most intimate terms with the unions. The latter are penetrated with the Socialist idea and constitute the backbone of the party. Every Socialdemocrat must be a member of his union.

2nd.) The unions are not formally members of the party and do not pay any subscription.

3rd.) But the organised members must be members of the party. This stipulation is found in the statutes of organisation of the party and it is seen to their application.

4th.) The trade-union and party committees meet together. The organization of all great political and industrial movements is discussed and decided in common to realize what has been resolved upon.

5th.) Yes, the union busy themselves with politics. The industrial organizations are considered in our country as a means to obtain the end, to intensify the direction of the struggle of the proletariat which considers it as its duty to become masters of the political power and to realise, after the democratization, the socialization of the means of production and of all society.

NEMEC.

REPLY OF THE SOCIALIST LABOR PARTY OF SPAIN

First question : As to the relations of our party with the industrial organizations, it may be brought to notice that, with the exception of the unions who are under the influence of the republicans or of the anarchists, we have with all the others excellent relations of friendship. Our friend Iglesias, who is the president of the national Committee of the Socialist Labor Party also presides the national Committee of *The General Union of Laborers* (Confederation of unions).

Second question. Though in small numbers, there are unions who adhere to the Socialist Labor party (most of them are composed of field-laborers), who pay subscriptions to the Central Committees and enjoy the same rights and have the same duties as the socialist political groups.

Third question. Our unions, with the exception of those who adhere to the Party, do not oblige their members to adhere to the Party. By their Statutes, the organized members remain free to adhere to any political party they like.

Fourth question. There are many movements such as the manifestation of the first of May, protestations against the violence of the governments in cases of strike or in any other conjuncture, demands of legislative amoliorations and all the questions which interest the laboring class in general, — in which cases the Committees of the Socialist Party and of the unions, the national unions as well as the local ones — act in concert.

Fifth qnestion. Our professional associations generally confine themselves to syndical politics ; however, sometimes, in certain cases, their members unite these politics to those of the Socialist Labour Party. In nearly all the statutes of the socialist groups, there is stipulated the obligation for the members to adhere to their trade-Union. The fact that the

greater part of the unions have been founded through the initiative and work of the socialists, must not be overlooked.

PABLO IGLESIAS. MARIANO GRACIA CORTES
Secretary.

REPLY OF THE ITALIAN SOCIALIST PARTY

1) The Party, whether in its sections or its Central Committee, has sometimes been the creator, and sometimes helped in the creation, of Trade Unions. There exist, so to speak, no trade Union, no Chambers of Labour or Trade-Union federations, which are not managed and supported by members of the Socialist Party. Nevertheless, no official connection exists between Party and Trade-Unions.

Up to the year 1894 the Trade-Unions (and the cooperatives) belonged to the Party as sections of it. The dissolution of 1904 (of all sections of the Party on account of a strong reaction) obliged us at this time to constitute the Party in sections, so that in case of dissolution, the proletariat would not be in grave danger. For this reason, the sections are composed exclusively of individual adherents. The Trade-Unions and cooperatives then are no longer official adherents of the Party.

For the last two or three years, a contrary movement has developed, the reason being also the repercussion of Syndicalism. In many provinces, where there are Socialist congresses, the economic organisations (Trade Unions and Cooperatives) are invited. In the province of Mantova still more has been done. There a Socialist Party has been constituted for the Province of Mantova, composed of a provincial federation and of socialist groups (political and affiliated to the Party), and of several Provincial federations : that of Trade-Unions, that of Cooperatives, and that of mutual aid societies.

The Party management, instead of opposing this new exten-

sion, has greeted it with pleasure, calling it an experiment which should be followed with interest.

2) I have already replied to this question in § 1.

3) The organised working men are not obliged to belong to the Party, because, up to the present, the Unions have not officially declared themselves socialist.

On the other hand the Socialists who belong to the Party are obliged to belong to their respective Union. This rule of conduct was made at a national congress and generally it is observed.

4) The Direction of the Party has decided that each time that it is convoked (twice a year), the Central Committee of the Confederation of Labour shall also be convoked to the meeting. To this latter organisation, all the Unions of Italy are affiliated. Many meetings in common have already been held.

5) The Unions often, one might even say always, disseminate socialist ideas amongst their members, for the greatest part of the Unions are managed by Socialists. Besides this, at meetings and during strikes, Socialist speakers are called in and socialist newspapers are used.

MORGARI, Secretary.

ANSWER OF THE NORVEGIAN LABOUR PARTY

1. The trades unions always cast their ballots in harmony with the Party.

2. Yes. The trades unions are nearly all socialist. Most of them are affiliated with our Party and pay dues to it. Very often they even pay contributions for the electoral propaganda of the Party.

3. No.

4. But the committees of the trades unions have delegates to the committees of the Party, likewise the Party has delegates to the central organisation of the trades unions.

5. Yes. The members of trades unions are continually making propaganda among their fellow-workers. In elections and in the work of circulating our press, the members of trades unions are the most devoted agitators.

MAGNUS NILLSEN,
Secretary.

REPLY OF THE LABOUR PARTY (GREAT BRITAIN)

1. — The Labour Party is a Federation of Socialist Societies and Trade Union organisations.

2. — National Trade Unions — as distinct from local branches — are affiliated to the Labour Party and pay affiliaion fees at the rate of 15 s. per 1,000 members, together with contributions for the maintenance of the Parliamentary Party at the rate of 2 d. per member per year.

3. — Trade Unions are directly affiliated, their membership forming, together with the membership of the Socialist organisations, the membership of the Labour Party.

4. — Our Annual Conferences are meetings of delegates, elected by our affiliated Societies in the proportion of one per 1,000 members for the consideration of political matters, closely concerning both sections.

5. — In some cases Socialist propaganda is conducted by the Trade Unions, several of them embracing the Socialist basis in their rules.

J. S. MIDDLETON for J. RAMSAY MAC DONALD.

REPLY OF THE SOCIALIST PARTY OF IRELAND

1° This Party has never had any relations, direct or indirect, with the trade-unions.

2° The trade-unions are not affiliated, nor are they paying dues to this Party.

3° No. And we are not aware of any trade-union which imposes such an obligation on its members.

4° No. The trade-unions are mainly concerned with the administration of their « sick and burial » or benevolent branches, and devotes little or no attention to the consideration of the labour question generally.

5° No. The trade-unions of this country are wedded to the « no politics in the Union » cry, and the discussion of such a topic as socialism would be strictly prohibited.

Our continental comrades will find it difficult to understand with any degree of clearness, the enormous difference that exists between their trade-unions and those that prevail in Ireland. On the continent, we understand, the majority of trade-unionists are socialists; in this country, the overwhelming bulk of trade-unionists are opposed to socialism ; and the most bitter opponents of socialist propaganda are to be found in the trade-union officials. The trade-unions do not even allow political questions to be *discussed* at their meetings. They confine their activities almost entirely, with the exception of a very occasionnal strike for higher wages — to providing for their members, sick pay in the case of illness, and burial donation in the case of death. Socialist resolutions have been carried time after time at the Trades-Congresses ; but such resolutions are regarded, by their supporters as well as their opponents, as being nothing more than pious opinions,— neither understood nor appreciated by the rank and file of the unions — and carried simply because of the personality of the delegates submitting such resolutions.

D. J. CULLEN, Secretary.

REPLY OF THE I. L. P. (Great Britain)

Question N° 1. — The Independent Labour Party is affiliated to the Labour Party which is a Federation of Trade-Unions, Co-operative Societies and Socialist Societies for political action.

Question N° 2. — The Independent Labour Party consists of individual members and not of federated organisations.

Our membership is only open to Socialists individually. Our association with the Trade Unions comes through the Labour Party, with which both we and they are affiliated.

Question N° 3. — Members of Trade Unions are not obliged to be members of the Independant Labour Party and although members of the Independent Labour Party are not obliged to be members of Trade Unions, they are expected to be, and our branches look with disfavour on men working in a trade to the Union of which they do not belong.

Question N° 4. — Yes. The Labour Party holds consultative meetings with the general Federation of Trade Unions and the Parliamentary Committee of the Trades Congress, which are the two distinctive National Trades Union Organisations. The joint organisation is permanent and is called the Joint Board.

Question N° 5. — The Trade-Unions in Great Britain do not carry on any specific Socialist propaganda among their members, although several of the Unions state in their Constitution that they believe in Socialism. Many Socialist speeches are made from Trade Union Platforms and demonstrations held under the auspices of Trade Unions.

Francis JOHNSON,
Secretary.

REPLY OF THE SOCIALIST LABOR PARTY OF UNITED STATES

I. — Our political party, the Socialist Labor Party, stands upon the Marxian principle that « only the economic organization of Labor is capable of setting on foot a true political party of Labor ». It follows from this that a true political party of Labor must be predicated upon a true economic organisation. The efforts of our party have been to set up such an economic organization. The economic organization in America have been and still are mainly caricatures of bourgeois organiza-

tions, preaching the brotherhood of Capital and Labor ; setting up craft against craft, creed against creed, race and nationality against race and nationality ; and captained by Labor-lieutenants of the capitalist class. In view of this fact, there was not in America a national economic organization with which our party could affiliate until 1896, when, due to S. L. P. efforts, the Socialist Trade and Labor Alliance was organized. With the said S. T. & L. A. the Socialist Labor Party was affiliated to the extent of receiving delegates from the S. T. & L. A. at the S. L. P. conventions, and of having its delegates seated at the conventions of the S. T. & L. A.

Nine years later, in 1905, the S. T. & L. A. joined other similar economic organisations of the West and formed the « Industrial Workers of the World » — a true economic organisation of Labor. The close affiliation that existed between our party and the economic or trade unions organisation through the S. T. & L. A. ceased upon the organization of the said I. W. W. Our party has not since been in official relations with any economic organization of Labor, although the party supports the I. W. W. by the Party's press, the Party's literature and the Party's agitation.

II. — No economic organization or trades union, is affiliated with our party to-day. None pays dues to it and none ever did.

III.— There is no economic organization, or trades union, in the land that obliges its memberhip to be members of our, or of any other party.

IV. — There are no central committees of political parties and of economic organizations that hold joint meetings on any question.

V.— A systematic Socialist propaganda by an economic organization itself among its own members among the working class generally is carried on almost solely by the I. W. W. A few other economic organisations, such as the Brewers and some of the Jewish trades also make some propaganda in that direction.

Frank BOHN, secretary.

REPLY OF THE SOCIALIST PARTY OF CANADA

1. Our party has no relations whatever with the trade-unions.

2. They are not affiliated, still less do they from pay dues.

3. Then are not obliged, but some of them do.

4. No.

5. No.

Remarks. — This party does not interfere with the trade-unions in any way as we condider union a purely capitalistic institution which has its being in, and because of, the capitalist system.

The union, as we krow it, is merely an agreement between the sellers of any particular species of the commodity labor-power, say bricklaying or mining for instance.

The unions is this city at last election organised an Independent Labor Party and ran candidates against us.

J. G. MORGAN, Dom. sec.

REPLY OF THE LABOUR SOCIAL DEMOCRATIC PARTY OF BULGARIA

1. The relations between our party and the trade-unions are those of two autonomous organisations, that is to say ;

2. That the Trade-unions, although under the influence of the party, are not affiliated as groups, and are not obliged to pay to it any due whatsoever ;

3. That the Trade-unionists are not held to be members of our political party, but ;

4. That the leaders of trade-unions are often of the common assemblies with the Central Committee of the Party to come to understandings on the questions that effect the organisations ;

5. That a socialist propaganda is always made among the members of the trade-unions. There are even socialist circles, created at the end of this propaganda, and they are our most valiant comrades who are at the head fo the trade-unions. In

one word they are the bonds of ideas and persons that unite the trade-unions to our party.

The Secretary, BOSVELIEFF.

REPLY OF THE SOCIAL DEMOCRATIC PARTY OF HOLLAND

1. There are no formal relations between the political party and the trade-unions.

2. The trade-unions are not affiliated to the political party.

3. No, there exists no such rules although principally the leaders of the trade-unions, based on the class struggle, are nearly all, without exception, members of the political party.

4. Yes, there have been on several occasions interviews between the committee of the *Federation of Dutch trade-unions* and the Committee of the party. The agitation in favour ot the introduction of the 10 hours day, the suppression of night work, and the most efficacious protections of infancy, are done in common accord.

On the 2nd of March 1907 a common Congress was convoked to take useful steps for the diffusion of these ideas. This form of collaboration was only possible when the trade-unions freed themselves trom anarchist influence, by the creation of the Dutch *Federation of Trade-Unions.*

5. The trade-unions do not make direct propaganda for Socialism, but they practice the class struggle, and they bring to light this truth, if not in word, then at least by acts — that socialism alone can bring satisfaction to the desires of the working class. It must be added that for the propaganda in favour of the S. U., there exists a convention between the party and some trade-unions as the union of Municipal workmen, the union of employees in commerce and offices. These organisations constitute with the party, the Dutch Committee for U S., which every year makes a Demonstration in favour of this reform, in which the most of the trade-unions and their sections take part.

VAN KUYKHOFF, Secretary.

B) Report on the relations between socialist political parties and trade-unions, presented in name of the **Belgian Labour Party**, by Louis DE BROUCKÈRE.

Nineteen resolutions of our Congresses are concerned with the Trade-Union, and imply, in a certain measure, their cooperation with the work of the Internationale. The relations between the Trade-Unions and the proletarian parties have never, however, been explicitly dealt with. It appears that this grave problem has always been contemplated without any desire to face it.

This apparent contradiction may be explained without any difficulty. On the one hand, the thousand details of the daily struggle necessitated at every moment, and more and more every day, the combined action of all the labour groups. But the feeble development, on the other hand, the still rudimentary state of the trade unions did not allow of discerning, with precision and certainty, the part which had devolved upon them to play in an organisation of the whole of the proletariat. The problem was not solved because the elements of a positive solution were not brought together.

In '89 indeed, the power of the trade-unions was as yet unborn, every-where except in England. But since then it has victoriously asserted itself in every part of the industrial world. There were then only a few isolated groups and those without any real strength, with the exception of a very few privileged trades. To-day, veritable armies are ranged under the banner of all trades. The growth was rapid in the course of the last decade of the 19th Century and prodigious during the first five years of the 20th.

It was only in 1890 that the General Commission of Trade-Unions was created in Germany; it grouped together, in the following year, 277.000 adherents, 680,900 in 1900, 1,344,000

in 1905. From 46 thousand in '92, those affiliated to the Austrian Commission became 119 thousand in 1900 and 323 thousand in 1905. In five years, the effective Trade-Union organisation has at least doubled in France, quadrupled in the United-States.

Nearly 9 millions of men are now enrolled in the trade unions af all kinds (1), allthough 15 years ago there were only 3 millions of whom more than half were concentrated in the United Kingdom. The progress and tactics of the organisation have been still more increased than its numerical strength. Everywhere localism is falling behind, the strong national unions have established between them international relations, and in most countries, well organised central groups co-ordi-

---

(1) The 3rd international report on the Trade-Union movement (Berlin 1907) gives the following totals of the members in different countries :

England	1,866,755
Belgium	148,483
Denmark	92,091
Sweden	114 935
Norway	18.600
Germany	1,822.343
Austria	322,049
Hungary	71,173
Serbia	5.074
Bulgaria	8,300
	4,469,803

To these must be added :

Italy (in the Labour Chambers)	347,839
Spain (Union General de Trabajadores)	36,557
Holland (about)	30.000
Switzerland	59,200
France (about)	800,000
United States (about)	2,500 000
Other Countries (at least)	500,000
Say a Total of about	8,742,949

nate the efforts of all the trades towards one common object. Everywhere the membership-dues have been increased, competent and regular staffs created and new fighting methods adopted. The masters are now confronted with a thoroughly disciplined and effective labour force, with which they are obliged to reckon.

An organisation so formidable cannot exist without exercising a profound influence on all other labour groups. Contracs have multiplied; from accidental they have become permanent.

So much so that parties and unions meet now on all points of the proletarian battle feeld. It is therefore impossible for them to pursue their action any longer independent of each other. They must combine their efforts, and come to understandings to avoid constant mutual annoyance and conflict. The time has indeed arrived when unity in matters of labour, realised already successfully in some countries, will become possible and necessary everywhere.

* * *

Many comrades however, do not look upon the evolution which is taking place in this direction without apprehension. They oppose it with all their might and only yield in so far as they are obliged. They fear that in the end unity will weaken unions and the party. They would prefer to see each organisation confine its efforts to its own district. They want, in fact, to divide the ground of the labour struggles, and compel a mutual respect for boundaries. Unfortunately for the succes of this idea the labour struggle, the classe struggle, indivisible by its very nature. Thus all the frontiers that it was designed to set up, have been found to be conventional, artificial and, in practice, have never been taken notice of.

It was said firstly : « economic action belongs to the unions, political action to the party. » The formula is still repeated by force of old custom, but nobody would any longer

undertake to seriously defend it, for the political role of the unions is clear, to all who take the trouble to turn their eyes towards it. Then it was said : for the Trade-unions, the daily struggle on the industrial ground, and a certain practical labour politics ; for the socialist groups, the general politics of the proletariat », but it has never been proposed in any certain way to distinguish these two political principles the one from the other. The division of duties, as it is to-day conceived, is again different. Comrade Molkenbuhr indicated it in these terms at the Congress of Mannheim : « In my opinion » he said, « the Party and the Unions have quite distinct departments in the labour movement. The Unions have taken upon themselves the task of ameliorating the condition of the working classes in present society. The party has in the political domain, to do all that can be done by legislation and, at the same time, to pursue the socialisation of Society. The field of work is divided, and it is an imperious necessity that the organisations should adapt themselves to it » (1) But it is clear, from the text itself, that these two domains encroach upon each other, for what can be done by legislation, improves I imagine, the position of the working classes in present society, and it is now universally admitted that the Unions must occupy themselves with, at least, labour legislation.

Each of these attempts of classification vainly accords to the action of the Unions a more extensive domain than a former one gave it. None of them succeeds in circumscribing it, none takes sufficiently into account the recent history of the proletariat and will not see to what extent Trade-Union methods are transformed and extended. Let us look at this transformation more closely in conjunction with the evolution of the socialistic tactics themselves. It throws a new light upon the question before us.

(1) Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Mannheim, Berlin, 1906 p. 311.

I.

The modern Trade-Union tactics no more resemble those of former times than the vast federation, grouping together hundreds of thousands of members, closely allied with the most varied Industries, resemble the old « Chambers » whose work never extended either beyond their villages or the limits of their trade. The corporative selfishness has to-day passed away. I do not mean that it is nowhere manifested, nor that, its trace may not be found in a single country. I mean simply that by the side of its numerous survivals, and above them, there asserts itself now a Trade-Union practice of a much higher standard and of much greater efficiency. The old separate proceedings have become bankrupt everywhere. They have only led the proletariat into error. Nor are they anywhere to be met with in their preventive purity. But it is worthy of remark that it is just where workmen have the least broken with them, that they obtain the least positive results. In this respect, the United States is singularly characteristic.

* * *

Most of the unions have joined in the powerful *American Federation of Labor*, but have only by that made a formal sacrifice to labour solidarity. The principle of the Strike of sympathy is there very coldly received. The principal Union writer, Mitchell, is not even very sure that it may be morally justifiable (!?) ; and financial mutual aid of trade to trade has rarely been practiced there on a large scale. The pratice of *boycott* and of *label*, which appears at first sight more inspired by class conscience, has on the other hand been often wrong and turned from its purpose. In fact, in spite of fortunate exceptions and the efforts of a growing socialist minority, the Leaders justly appreciate their movement, when they repeat,

as they like to do, that the Unions are business enterprises in which sentiment counts for nothing. As a necessary consequence, the exclusive preoccupation of obtaining advantages for their trade alone has led the workers into practices of social peace and of class agreement. Many of them consider the Employer as an associate, with whom one disputes sometimes about the settlement of accounts, but who must be forced to get much money that he may the more willingly pay good wages. And Union chiefs may be seen, seated side by side with great Millionnaires, with the Carnegies and the Hannas, in the *National Civic Federation*, whose aim is to make all good citizens fraternise. What have been the results of these deplorable errors ? The high American wages are sometimes illusive in this respect, and many people state, that in leaving behind chimeras and attaching themselves to practical realities, the workers on the other side of the water are richer and happier. A few figures will suffice to enlighten us in this respect.

***

I have placed together in the following table some information borrowed from the Statistics of manufactures. By *gross produce* must be understood the value of goods manufactured on their coming out of the factory. By *net produce* this value diminished by that of first materials, of accessory material used during the manufacture, and of the wear of machines.

	Gross Produce	Net Produce	Number of workmen	Net produce per workman	Total Wage	Wage per workman	Relation of Wage to Net produce
1850	1,019,106,616	447,385,423	957,059	467	236,755,464	247	53 %
1860	1,885,861,676	823,960,913	1,311,246	628	378,878,966	289	46 %
1870	4,232,325.442	1,720,351,937	2,053,996	837	775,584,343	378	45 %
1880	5,369,579,191	1,889,047,464	2,732,595	691	947 953,795	502	50 %
1890	9,372,378,843	4,014,734,442	4,251,535	940	1,891,209,696	444	47 %
1900	13,010,036,514	5,368,732,940	5,314,539	1,012	2,327,295,545	433	43 %

(All the sums are expressed in Dollars.)

The relation of wages to products shows a diminishing course. Besides it must not be forgotten that the workman is served from the retail counter and not on the product leaving the factory, and he pays a heavy sum to the innumerable army of intermediaries. Now the official documents show that this sum is always on the increase : the retail prices of objects of popular consumption, expressed in function of wholesale prices, have increased by 7 1/2 °/₀ from 1890 to 1900 If you take account of this fact you will arrive at the conclusion that the *ability of the worker on American manufactures, to redeem his own product, has diminished by 6 in the interval between the two last Census.*

* * *

At least, it will be said, wages are higher in the United States than elsewhere, even if account is taken of the most considerable prices. The pay is indeed higher, but from that it does not result that the position of the workman is better. An account of this will be rendered in comparing the employment of the resources of the workman's family in America and in Germany, according to a table which I borrow from a recent work of Werner Sombart. (1)

---

(1) Warum gibt er in den Vereinigten Staaten keinen Sozialismus (Tübingen 1900, p. 122).

INQUIRIES	Out of 100 expenses the working families devote: to nourishment	to rent (fire and light incl.)	to dress	remainder for other expenses
American Inquiry of 1902 11,156 normal families	43.13	24.81	12.95	20.11
The same(2,567 families specially studied)	42.54	19.98	14.04	23.44
Massachusetts Inquiry in 1902	49.01	18.11	12.81	20.07
Inquiry in the environs of Karlsruhe, Tuchs 1904	47.1	11.0	12.5	29.4
Inquiry at Berlin, Hirschberberger 1904	47.34	20.31	8.11	23.95
Inquiry May (1899 for the whole of Germany)	48.44	14.50	13.00	24.06
Inquiry at Nuremberg (Adolf Braun 1901)	42.82	18.73	8.50	29.95

(Not comprising alcoholic drinks consumed at home.)

In order to properly interpret the figures, it must be remembered that every wage may be set out in two works. The former, by much the most important, is that which is indispensable to the worker to renew spent forces : this will be, if you will, the cost of production of the working hand. The second is formed of that which remains when the proletarian has assured his up-keep as a working machine : this will be able to be employed to live, and not merely to maintain life itself.

The better, or at least good position of the worker can be appreciated, according to the value of this second part. It goes without saying therefore that the greater it is, the greater will be the percentage of the wage not spent for nourishment, rent and clothes. These two quantities are quite separate, but are

evidently correlated. Engel has already given, more than half a century ago, the percentage disposable as the certain measure of the prosperity of a working class. He showed that it grew regularly with the wage and his works have given to this rule all the value of a law. (1) Now the law of Engel is here subjected to a remarkable exception. With an actual wage about twice as large as that of the German workman, the American worker has only at his disposition an excess relatively less, and thus betrays a situation less favourable. All that he receives more than his German comrade he must devote to keeping himself in a state of efficiency for the prosecution of his work. That is to say, that a more perfect technique allows the employers to intensefy the task given, to express more completely by a man all the attention, energy and force that he has, and that the United States workman cannot sustain this more intense effort except under the imperious condition of living otherwise, and more lavishly than his European brother. If he obtains better pay, it is only in the precise degree in which he assures his master a better profit. The employer, in fact,concedes to in the kind of advantage that an intelligent and advised farmer gives to his horse or his cow and nothing beyond. Less remains to him to live his human life than to the pro'etarian on this side of the water.

He has — and I must add that my personal impression is in this respect in accord with the Statistics — less of force and money for amusement and recreation, less sleep, less pleasure, and less joy. He has merely more nourishment and mocfort to be transformed into lábour in the service of capitalism. It would be a sad proletariat which would envy such a lot, which would make an ideal of a fattened pig.

---

(1) See specially *Die Lebenskosten Belgischer Arbeiter-Familien* (Bull. de l'Institut international de Statistique, Tome IX Rome 1895) It should be noted that he gaye a slightly different definition of this excess.

*
* *

It is at any rate consoling to know that less and less does it tempt the workman from the old world. Emigration statistics in the direction of the great republic are higly instructive. Formerly it was the best who went away. English and Germans, having a good trade in their hands, attracted over there by fat pay, and a broader life. But since the social regime of the United States has completely developed in all its consequences, it is much less powerful. Those who go there to-day are the most miserable of our old Europe Italian peasants chased away by famine, Polish, Lithuanian, Jews chased away by the tyranny of the Czar, Hungarians, miserable Rumanians, and others still coming from the confines of the civilised world, still scarely emerged from a state of primitive barbarism. These only are content to exchange their lot for that of subjects of Messers Rockfeller and Morgan.

Besides, the high wages themselves are compromised. Since 1890 they have been falling, and the worker is no longer accorded good support even as a producting machine. This diminution is in marked contrast with the notable rise that the action of the Unions has produced almost everywhere else.

The history of wages in the United States shows that they have notably increased each time time that the proletariat has thrown itself with force into the class struggle : about 48, when from the first growth of organisation; after 66, when the *National Labor Union* had not yet fallen into middle class reforms and the International spirit overexcited their energies; towards 86 when the admirable movement for the 8 hours day was prosecuted with innumerable strikes. But since 1890, since the conservatism of the *American Federation of Labor* has been dominating, wages have only been raised in appearance. The Employers still gave from time to time to their workmen the increases that they had asked for, but at the

same time they took advantage of their moral and political domination to raise much more the price of products by the means of protectionism, trust, monopoly of communications and even of *label* too often employed in the service of capitalism. So that with more money, the workman cannot in the end buy as many goods. Here is, according to an official publication the comparative cost of wages and prices for fifteen years.(1)

	Relative number of workmen occupied	Hours of work by week	Earning by hour	Earnings by week	Weekly salary of all workmen	Price of food in detail	Purchase power of earnings: Hours	Purchase power of earnings: Weekly
1890. . . .	94,8	100,7	100,3	101,0	95,7	102,4	97,9	98,6
1891. . . .	97,3	100,5	100,3	100,8	98,1	103,8	96,6	97,1
1892. . . .	99,2	100,5	100,8	101,3	100,5	101,9	98,9	99,4
1893. . . .	99,4	100,3	100,9	101,2	100,6	104,4	96,6	96,9
1894. . . .	94,1	99,8	97,9	97,7	91,9	99,7	98,2	98,0
1895. . . .	96,4	100,1	98,3	98,4	94,9	97,8	100,5	100,6
1896. . . .	98,6	99,8	99,7	99.5	98,1	95,5	104,4	104,2
1897. . . .	100,9	99,6	99,6	99,2	100,1	96,3	103,4	103,0
1898. . . .	106,4	99,7	100,2	99,9	106,3	98,7	101,5	101,2
1999. . . .	112,1	99,2	102,0	101,1	113,4	99,5	102,5	101,7
1900. . . .	115,6	98,7	105,5	104,2	120,3	101,1	104,4	103,0
1901. . . .	119,1	98,1	108,0	105,9	126,1	105,2	102,7	100,7
1902. . . .	123,6	97,3	112,2	109,2	135,0	110,9	101,2	98,5
1903. . . .	126,5	96,6	116,3	112,3	142,1	110,3	105,4	101,8
1904. . . .	125,7	95,9	117,0	112,2	141,0	111,7	104,7	100,4
1905. . . .	133,6	95,9	118,9	114,0	152,3	112,4	105,8	101,4

(All the quantities are expressed in per cent of their average value during the Period 1890-1900).

The actual weekly wage appears then to have remained almost constant during this period. It was in 1905 very slightly below (0,2 °/₀) its average value during the preceding decade.

(1) *Bulletin of the Bureau of Labor,* Washington. 1906.

But the official statistics are naturally optimistic. The price of the working life has been calculated according to the price of victuals, while the cost of clothing, rent etc., has risen much more. Account has not been taken of the ever greater frequency of unemployment.

In looking at it closely, and thanks to the calculations on the details of which I do not wish to insist, an actual fall of 5 °/₀ at least, and more probably of 8 °/₀ is to be seen. During this time, the wealth of the country doubled, and industrial products incrased by more than half. (2) Such is the fruit of fifteen years of narrow Trade-Unionism and collaboration of classes.

*
* *

And let it not be believed that if the ensemble of the industrial proletariat of the United States has seen its condition becoming worse, the Union men, the elite, the aristocracy of labour has improved its lot. It does not appear to have been so, except in the building industry, favoured by the prodigious development of constructions. In fact, and contrary to a widely spread opinion, the change in wages is less in the United States than in Europe.

In order not to burden my task by a too large tables of figures, I shall content myself in quoting, in support of my statements, a single characteristic fact.

In Belgium, where a little more than a quarter of the working population was earning less than two francs a day, there was a little more than a sixth gaining at least the double, that is more than four francs. (Industrial Census of 1896).

Out of 176,418 American workers, comprised in the great inquiry of 1901, about a ninth earn less than a Dollar and a half a day, less than a seventh earn the double or more. Out-

(2) Louis De Brouckère « Les Salaires Américains » Journal des Correspondances, Bruxelles, Janvier 1907.

side of the building industry, there were not even a twelfth who earn so much.

So true is it that in isolating themselves in their egoism, the workers lose the only force that they have at their disposal against the employers, and that the collaboration of the classes always turns in the end against the proletariat.

II

I hope that I shall be pardoned the length of this digression in consideration of its importance. It was necessary to show by figures that when the working class sticks to the practices of a conservative and narrow Unionism, it is in the end punished for its error, lamed even in in its wage and its conditions of life. We shall then be able to appreciate better the character of the progress that the new methods bring with them. They do not limit themselves, in developing the class conscience, to better preparing the proletariat in view of its final emancipation, but they thus found its power of action in modern society and make it gain partial reforms. It must always be remembered that the same effort assures the present and prepares the future. In Trade Union matters, as in all others, the true way of being practical is not to stand still, and to know how, as the popular is saying, to look further than the end of your nose.

Which are the methods, whose adoption has made the trade unions one of the essential factors of the contemporaneous indus trial organisations? I will make two categories of it, whose distinction is founded, on the necessity of my statement much more than on the nature of the things. I will place in the first those which are only developments, or if you prefer it, those which start on old methods. The second will comprise all the proceedings of the struggle allmost entirely new. I shall only concern myself in this parapraph with the revised tactics. The study thereof will show us how Socialism entervenes now as

a necessary element for victory itself in the struggles made according to old union methods.

*
* *

We are no longer in the times when some workers, discontent with their pay, or with the manner in which they were treated, lay down their tools without consulting anybody and counting only upon themselves for bringing their complaints to a successful issue. Such spasmodic efforts were only miserably broken against the power of present great enterprises. Those who thus mutinied would be quickly replaced by others, even if it were necessary to recruit them from far, and they would be deprived for ever of a job by the systematic and learned application of *blacklisting*.

Thus our great labour struggles do not recall in any way these first spontaneous movements of the labour of old. It is no longer by himself alone that the striker acts, the whole action is no longer concentrated in a restricted circle. The whole class is set to work.

All the serious Trade-Union have now, according to regulations, a provision for Strikes. This involves of course this necessary consequence that the Trade Union alone and not this or that group of members has the right to decree cessation or re-commencement of work, for the resources of all would, without that, be at the mercy of the thoughtlessness or whim of a few. And as, on the other hand, the unions have a growing tendency to become national, it is, in the end, to the whole profession that the right of decision belongs.

Deeper reasons, moreover, than these simple financial conditions require the subordination of individual wills to the general interest. An extended grouping which has to do with numerous employers, can only exercise a durable influence if it maintains a stable and regular course of conduct. An employer will scarcely consent to pay the wages claimed if he finds that at his competitors, the workers are satisfied with a

lower Tariff. And how can the struggle be maintained at X, when, in the same conflict and the circumstances being alike, they have already given way at Y's ? The association must then by an imperious necessity prohibit its members quitting work, even if they wish it, everywhere where the union rules are observed. It must also impose the obligation upon them of laying down their tools every where this rule is not recognised, even if they should personally prefer not to run the chances of a battle. The termination of the conflict could not be left to the discretion of those directly interested It is the Trade Union which will treat for them, will make peace or decide upon the continuance of the war.

Thus, by its very extension, whilst tightening the bonds which unite all the workers of the same trade, the Trade Union creates for its adherents obligations of discipline and devotion to the common cause for the accomplishment of which a veritable heroism is sometime required. The practice of the strike of Sympathy and the generalisation of the lock-out,both so characteristic of the great modern struggles,render them still more imperiously necessary and often extend the duties of solidarity far beyond the limits of the trade. Numerous workers are now engaged in the battle, run the gravest risks, expose themselves to hunger, to the revenge of the employer,sometimes to the sentence of a judge, or the club or revolver of policeman, without their pay being increased by a halfpenny.According to the Statistics of the German Unions, 25 °/₀ of those who have taken up cudgels against the employers from 1899 is 1905 are of the locked-out. By that one can judge how considerable the proportion must be of those of whom I speak here.

The striker becomes then in fact, the defender of the Union rules, or to express the same thing in more general and more exact terms, the defender of the professional right such as it is formulated by the workers organisation. He is a *soldier for the right* who must know how, at need, to subordinate his strictly personal interest and stand fire whenever

he is required to do so. He fights for that which can best exalt the enthusiasm of men, for the triumph of his conception of justice.

Certainly his *professional right* is not always the *workers right*. He is sometimes the champion of his trade rather than the champion of his class. But it is, however, for his whole class, that he makes claims more and more often. One of the characteristics of strike evolution is that from corporative, it becomes industrial, including all the trades, often very different, employed in the same establishment : it is even one of the most happy formulas of its sympathetic extension. The Labour organisation extends naturally in the same measure as the strike, it tends to unite the groups of related trades always becoming vaster and vaster. And the right demanded broadens in proportion.

* * *

But solidarity in the strike no longer stops at the frontiers of the trade, nor even of the industry. One might quote many cases of strikes of sympathy, undertaken in the interests of comrades belonging to a quite different profession, or of great industrial battles, in view of which very different industries had made a coalition.

Class aid in time of strike can also be exercised without necessarily involving the cessation of work, and under a thousand different forms that it is scarcely necessary to recall. Every where a warning is issued against accepting occupation in the locality on strike. The workers in similar factories refuse to produce for the establishment on strike or to fill up the market wants produced by the stop. The products of the recalcitrant employer are boycotted, they are neither transported nor consumed nor used Further, help is shown by pecuniary help, the volontary contributions of workers in all trades. I have calculated that these latter amounted in Belgium to nearly one hundred thousand Francs a month

during the period between the 1-st September 1906 and the 1-st of June 1907 ; their total then reaches at least that of the payments into the professional resistance funds in the hope of a direct and personal advantage. We must cite also the exodus of the children, tried successfully on many recent occasions, and not forget the moral support that public opinion interested by meetings, manifestations, by proletarian journals; Government pressure watched, denounced, rendered more difficult ; Government questioned in the House, and called upon to respect the rights of the workers. All these acts of proletarian solidarity were only recently accessories and the accompaniment of the strike ; they tend every day more and more to become essential to it.

Supported by all their class, scarcely being able to hope to triumph in the battle except by this support, the strikers can no longer struggle except only for the claims which received the assent of the whole of the proletariat, which conformed to its justice, and particular aspirations must, by that itself, tend to melt into a great aspiration of the whole.

On the other hand we see every day the idea of the general strike becoming more precise It scarcely needs any longer adversaries on principle, everybody recognises it necessity in certain cases. Now it is only conceivable for the defence of the whole class. The strike, the Trade Union means par excellence, becomes thus at the end of its evolution the act which combines the effort of all the workers for the triumph of their common thought, the new right by which they are supported.

* * *

It is a fact of current observation that the Union claims are assuming a growing character of generality, are becoming the claims of class. Sidney and Beatrice Webb,who have minutely studied its evolution in England,show that the *restrictive rules* of unions are constantly falling out and the *general rules* are constantly being adopted. Amongst the former are the limita-

tion in the number of apprentices, the exclusion of certain categories of workers, the prohibition of the employment of certain machines or certain proceedings,the restriction of production, this embryon form of slop work. They present two common characteristics. The one is claiming to assure to a restricted corporation of workers the peaceable possession and monopoly of a work, particularly fruitful or pleasant. The other to be prejudicial to the whole of the proletariat,wronged by the limitation of the labour marked or by the rise in the price in products. They involve, then, necessarily a tacit or an open struggle between the proletarians, the result of an evident opposition of interests.

Now restrictive tactics are condemned by experience as much as by Labour Solidarity. All trades that have wished to maintain their old priveleges by these means,have been beaten or are on the point of being so. Their unions have almost always come out of the battle weakened, sometimes disorganised, even totally destroyed.Opposition has not been made in vain to the necessary transformation in the mode of production, nor has an attitude of isolation or hostility towards the class been taken up in vain. It is, too, interesting to note in passing that these selfish practises have never been conceived by the working class and that the retrograde unions have only followed the traditions which were left them by the bourgeois corporations of the middle ages.

In distinct contrast with these survivals, with the inherited proceedings of the ruling class, are found the *general rules* to the establishment of which the Unions always devote a great portion of their activity. The Webbs place in the latter category the minimum of wages, the normal working day, certain precautionary or hygienic measures. To these might be added the suppression of fines and the right of the Union to intervene in discipline of the workshop. The claim of these general rules never creates amongst the professions irreducible disagreements nor even lasting ones. When a trade succeeds in establishing one, no prejudice to the others results from it; they

have, on the contrary, one more chance of being able to establish it in their turn. All the workers can then unite here in a combined action. The unity of the aim creates the unity of interest and effort.

The general rules have,too, a tendency to become the same for all the categories of workmen. Thus the 8 hours day has become the rallyingword of the proletarians everywhere. All the associations do not immediately claim it from the employer, many of them have still to obtain that of 9, of 10, or even of 11 hours, but nearly all consider it as the normal day, and are very decided to obtain it some day. The minimum of wage which is claimed varies considerably from one speciality to another,but here also a tendency is manifested towards a common claim, that of a national minimum calculated according to the price of the goods and the standard of life to which the proletariat in its totality may judge that it has a right.

Trade-Unions thus sketches to-day the great lines of a class program, and it is in this proportion in which it endeavours to realise it that its action is fruitful; when it restores itself to selfish preoccupations, it becomes powerless.

The trade-union struggle must be a class struggle, or it will be barren of result.

III

It would be vainly upheld that these two expressions are not synonyms. Should there be by chance two class struggles, — would it be claimed that the socialist action differs from the class struggle-just in this that it is political ? This distinction would have much surpised the authors of the *Communist Manifesto*, those who considered, and rightly, as palpably evident, that every class stuggle is necessarily political. Socialism would be miserably curtailed if people only saw in it a school or a chapel It is the conscious effort of the proletariat to organise its class power. And from the moment that the Unions work in this sense, they are, most necessarily, socialists.

At bottom, that is just the opinion of those of our comrades who preach Union Neutrality.

But they prefer that the Union should be socialist without knowing it. Daily action will enlighten the members, they say, better than any sermon or declaration of principles would do, and whilst believing that they are only prosecuting the conquest of some immediate advantage, they will slowly train their minds to vaster conceptions. So, that without declaring themselves for or against any doctrine and even by virtue of the expression which it gives, the professional association will become the great recruiting centre of the socialist party.

Let it be so. The school of experience is assuredly the best of all and it is always by that in the end, that the proletariat is formed. But still one should help the people to draw from the facts the instruction they contain. It would be a deplorable way of teaching physics to leave the people in a laboratory without either master or book. And to learn even experimentally the laws of gravitation, it is not absolutely useless to be initiated into the theories of Galilei and Newton.

If every proletarian had to learn by himself and without any one to help him, by means of a methodical propaganda, the virtues of the class struggle, he would risk only acquiring too late, and at his own expense, this precious knowledge. The functioning of a modern factory must be very badly known if it is believed that the interest of all those who work in it, is apparent always and at first sight as joint. The Webbs enunciate the different categories of workers employed in a great cotton factory, analyse their different economic conditions, the diffenent situations they stand vis-a-vis the employers and conclude that it is impossible to unite them in a single organisation having in view a common aim. Their arguments would be equally strong if they took as example another kind of factory. If their premisses are just, their conclusion is false, since, in different countries, and especially in Germany, single organisations of this kind, industrial organisations exist.

But why ? Because in Germany the socialist propaganda preceded the Trade Union movement, and accustomed the workers to perceive their common interests, even when they are hidden under opposing details. Whilst in England, after a century and more of pure Syndicalism, they could not melt into one the 5 or 6 cotton federations, and the « Amalgamated Sociely of Engineers » still meets with competing unions in almost all branches of Metallurgy. Germany has a unique federation of the texiile industry. It is definitely to German socialism that the Trade-Union owes its strong cohesion and brilliant victories.

If the education of the members had not thus been accomplished, one could not have got together so easily the corporative particularism and restricted to a minimum, the restrictive measures the baneful results of which we have just noted. Brutal interest, prejudices, short-sighted selfishness, always exercise a great influence upon the men of every class and all these forces tend increasingly to lead the Unions into old errors.

When there is scarcely any work going, you may see with chagrin, a new comer, a stranger partake of the little work offering itself, and the attempts to get him out of the way are used for the purpose. When the machine cuts the arms, the first movement, the most natural, is to set himself against his employer, and a strong dose of reason, of cold blood, of joint action, a very clear view of the social problem are necessary to have recource only to the efficacious means, yet indirect and long in their working, that the modern tactics advise.

Where then should the proletariat get the strength of soul, if it is not from a profound faith in the destiny of its class, from a strong socialist conviction.

And the striker, whom we have just seen engaging in a rude battle from which his class and not himself will get the fruit, is it care for the little daily profits that will make a hero of him, which will give him the strength to live for a week on

a day's pay, to accept any job, to leave his country rather than yield ?

Would the worker always remain a faithful member of the union if the conscience of the unity of his class had not already been born in him ? For the great majority of the proletarians, the struggle against the employer is difficult and dangerous. He must sacrifice his money, and often his security, must expose himself to the risk of dismissal, and to a thousand dangers. Will one get from him the discipline and the spirit of sacrifice necessary, if only the uncertain chance of increasing his humble pay by a few sous is presented to him? This bait will suffice for some trade or some special districts, where the struggle presents itself under specially favourable conditions, where an easy victory is assured. Perhaps it will still suffice during periods of exceptional prosperity, when the bad risks to be ran are a little less numerous, and the pence to be earned a little more plentiful. But the periods of prosperity scarcely last, alas. The conjuncture is liable to change, and a trade privileged today ceases to be so tomorrow. Will these associations then keep the seekers after little profits? Those who join the Labour army to earn 2 sous will abandon it, doubtless, when there are 3 sous to be lost. Those who struggle for the emancipation of their class will remain faithful to the flag in difficult times.

Work has been going on for a long time in the unions with unwearying tenacity, to increase subscriptions to fill the coffers. They are perfectly right, for money is the sinews of every war. But the value of the men is the soul of it. An army has need of good arms and abundant ammunition, but many more determined and enthusiastic soldiers are necessary. The most learned organisation, the most perfect machine will never supply courage, and the spirit of sacrifice

These truths are verified in all the struggles in which men engage, but they are valid more particularly for the Union battles. No association, however powerful it may be, can conquer the employers by the mere force of its wealth, for, if

it had millions, it would be always possible for the masters to oppose it with tens of millions. The greatest force lies in the will of members to suffer misery when needed for the cause of all, in the spirit of enthusiasm that the exalted ideal for which they fight inspire them with.

Socialist convictions are not a luxury for the worker like Sunday clothes, that he puts on on days of rest to knock about and put the best side out. They are like the working clothes from which he is scarcely ever separated, which are indispensable for him to accomplish the hard task of every day.

* * *

I must give my attention here to a formula, much in fashion for some years. The Unions, it says, must be groupings of interest, and not groupings of opinion.

If by that it is meant that to enter, it is sufficient to be a worker, that it is not necessary to subscribe to any creed, we are fully in accord. The position taken by those wo defend socialist syndicalism would be badly understood if it were imagined that they wished to establish an entry examination to the Trade-Unions, and only admit those who shall have passed the test of a socialism sufficiently orthodox. They do not wish more that a conscious minority separate from the great labour organisations, still confusedly engaged in the struggle without conceptions of the whole. This minority must know how to submit itself to the discipline of class that it preaches, and it is in the very bosom of the unions that it will work to enlighten the individuals and to direct common action in the way of the struggle of the classes. But this result arrived at, why should one dissimulate it, why should the associations not loudly declare that which has become a reality, what are socialist works, inspiration, tactics and thought?

This declaration does not put any obstacle in the way of the entry of all. We ask that all those may be admitted who will-

ingly ask to struggle side by side with their class brothers, that one only should put aside traitors and mischief makers. It is not a question of exacting that the socialist education of members should be made in advance, but of working to do it openly and frankly, by word and deed. It is thus that those who defend the socialist syndicalism understand it. Here is what Kautsky writes on this subject — he who for so long has led the campaign against the German unions adopting neutrality: « If the defenders of the neutralisation of the unions, only asked that they should be open to all the workmen of the trade, whatever may be their political or religious beliefs, one would immediately fall into line with them. But then one would not have introduced new principles into these socialist unions, which from all time have distinguished themselves from Christian und Liberal organisations in that they did not exact from their members any profession of religious or political faith. » (1) This is the position that the socialist unions of other countries have to my knowledge always held. A quite recent example taken from Belgium shows it clearly. There was recently at Brussels a provincial election. A workman, fighting under the banner of the Christene Volkspartij (Christian popular party), commonly called the party of not domesticated Christian democrats, opposed the radical candidate. Now this candidate was a member of the socialist unions of Lithographers. Nobody reproached him for his attitude nor tried to change his convictions. We hope only that some years of fighting labour life will convert him.

The socialist union is then essentially a grouping of interests making appeal to all those who have as producers similar interests opening wide its gates. But it is also a grouping of opinions in this sense that, as a body, it has an opinion without imposing a servile respect for it on each of its mem-

---

(1) Karl Kautsky. *Politique et Syndicat*, traduit de l'Allemand par C. Polak. Paris, Giard et Brière, 1903, p. 19.

bers. It acts according to the principles whose value to proleterian experience has demonstrated,and which are the socialist principles. It puts its power at the service of these principles, and propagates them not as intangible dogmas once again,but as the perfectible product of the thought of the proletariat. Every union man reserves the right to discuss the opinion of the majority and to modify it, if it needs it.

The socialist union is then tolerant without being neutral. It is open to examination but does not wish to act with indifference to all the doctrines, because it believes that for action, thought is necessary and that when one pursues an important and exalted aim like the emancipation of the working class general principles must be followed. The contradiction that it is wished to establish between the grouping of interest and the grouping of opinion,is at bottom vain as the old fashioned contradiction between thought and action.

The union of all the workers outside of any thought would only be an union in torpor and immobility. Dominated, on the contrary by a high ideal, the union becomes fruitful and lasting. It is to *better* unite the workers, that the unions must become socialist.

* * *

I have already had occasion to observe that the neutrality of many of our friends is purely apparent. They quite admit that the union may conduct the socialist education of its members and would even be sorry if it did not do it. I only want for proof this passage of an amendment of Kautsky, voted by all the German neutrals at the last Mannheim conference : « To assure this unity of thought and action between the party and the unions which constitutes an imperious necessity for the struggle of the proletarian class, it is absolutely necessary that *the trade-union movement shall be animated by the spirit of social democracy.* »

But they would like, in speaking of the matter, that one

should abstain from calling it by name. I distrust this kind of not very clever propaganda. Words have their value, and in confusing the expression, one easily gets to obscure the idea. I like a spade being called a spade, and frankness has undeniable virtues in the domain of propaganda, more than in any other. By the omission of the word socialism, one abstains more over forcibly from showing this necessity of the unity of thought and action between the party and the union, of which one is however convinced. That remains in some way the secret of those directing, the mass is directed towards an end that is not revealed to it clearly. It would be deplorable that these esoteric habits should be introduced into our movement. Let us not forget that the emancipation of the workers will be a work of the workers themselves, and not of a little freemasonry of initiated.

And when one would only designate socialism by circumlocutions as good people do for the devil, what advantage can one hope to get from it ? It is desired, they say, not to frighten the workers still scarcely disengaged from bourgeois prejudices, and not to give to employers another motive for fighting the association that they already look upon askance.

Those who think that it will suffice to take away from the unions the socialist label in order to diminish the hostility of capitalism, attribute to their adversaries a naivete that they have never shown. It is not the word only that the employers hold in horror : it is above all the class.

If the union wishes to attract their favours or more or less their indifference,it will be necessary that it is neutral in reality, that is to say, that it limits itself exclusively to the defence of the interests of its profession, that it only demands immediate and reasonable improvements, that it has not against the employers class hostility which would involve its soon becoming their more or less conscious ally. At this price only, it will be left in peace. But it will become powerless.

If on the contrary it wishes to preserve a real force, it will

be necessary that it keeps to the ground of the class struggle, practises joint action with the comrades of other professions, participates in all the great joint movements of the proletariat, that instead of letting themselves be enticed away by the employer, the parson, or the philanthropist, it remains a fighting organisation and strongly impregnates its members with the fighting spirit against the whole capitalist system. And when it is thus truly a socialist union, less the name, is it really thought that the employer, the parson and the philanthropist will give up fighting it because it is decked out in a false title ? The fox clothed in a sheep skin could deceive the good faith of candid sheep, but the emancipated workman, were he decked out in a capucine's gown, will never get rid of the malice of the subtle reynard of an employer.

Now then has the simple declaration of neutrality been enough to appease the hostility of the employers? In Germany where the union are officially neutral, they find themselves face to face with the most formidable employers organisation perhaps in the world ; in Belgium, it is an organisation not adhering to the Labour Party which has been the victim of the most considerable lock-out that this country has known. Experience is in accord with good sense in proclaiming the vanity of this ostrichlike policy : the fighting union is no longer hidden behind its neutral banner, than ostrich is behind its wing.

Those who think that in proudly asserting their socialism, the union would diminish the number of their adherents, are only saying something not borne out by facts. Here is, according to the last international report of the trade union movement, what was the proportion of workmen organised in industry, in commerce and in transport in the countries from which precise information could be obtained :

Denmark	49.11 °/₀
England	26 °/₀
Sweden	24 °/₀

Germany	23.93 %
Hungary	15.9 %
Austria	13 %
Belgium	9.51 %
Bulgaria	6 %
Norway	4.8 %

Denmark, where the socialist character of the organisations is clearly marked, takes the lead; Sweden, where trades unionism asserts also quite openly its tendencies, keeps itself on a level with Germany; Austria and Belgium, it is true, figure badly, but that only proves, that is not sufficient for trade union to be socialist to prosper, and that in poor countries professional organisation is more particularly difficult. Besides Austria has for some years made progress still more marked than that of Germany. The district of Vienna, with its three hundred and twenty one thousand workers, count 30 % of trade-unionistes. And even in Belgium, the organised army of workkers has increased its members by 47 % in three years. It may be seen then that proletarians sufficiently courageous to engage in the battle against the employers, do not recoil before an appellation which specially excites sympathy amongst the working class.

* * *

The neutrals fear still more than the abstension of the timid their separate organisation under the capitalist crosier. Amongst the weapons employed by the employers against the fighting organisation, the creation of christian trade unions, yellow anti-socialists, belonging to every denomination, is indeed particularly formidable.

But it will not be avoided by a simple sacrifice of form. Nor indeed has it been avoided anywhere, and it is scarcely thought that it can so quickly be avoided.

The principle itself of all the politics of capitalism against the proletariat is to keep it under its intellectual tutelage and

to impregnate its brain with all the old bourgeois ideals. To day especially that the circumstances of social evolution no longer allow the members to hold the labour class quite apart from social activity, these tactics become absolutely necessary for the maintenance of established order. If the workers unanimously used to their common profit the right of coalition and suffrage, the right of citizenship would be greatly compromised. It will only allow such an event to take place, when it has become absolutely impossible to avoid it. This is the reason for which we are condemned to have parties of workmen enslaved as long as capitalism keeps any normal supremacy, and quite as long to take cognisance of the domesticated trade-unions.

Let not England be set up as an example — England which is said to have neither yellow, christian, nor anti-socialists In the first place, trade-unions of this kind do exist in the British Isles. They form the *National free labour association.* I admit their strength is most limited. But it is only because Capitalism has up to the present found enough support for the defense of its essential principles in the old staffs of the trade-unions themselves, totally impregnated with conservative liberalism. Let the current which to-day makes these powerful associations accentuate their attitude, to make their action more efficacious, persist, and you will see very well whether the organisations of yellows, and strike-breakers, or any other like corporation does not develop.

At least the neutrals reply, our tactics allow us to act on the christian trade-unions and to draw them away gradually from the influence of the masters. In not frightening the workers in these unions, we shall succeed in forming cartels with them, and including them in a common class action, and in the end make good soldiers of them in the proletarian cause. Nobody is ignorant of the fact that specially in view of these alliances, the German organisations have accentuated their neutrality.

I do not wish to deny that the cartels may be useful. In certain special cases, when the Labour conscience is over-excited

by some great event,it may happen that class instinct may be brusquely awakened amongst these enrolled in the yellow organisations, and that they may come over to our side. Such alliance which is not bought by any sacrifice of Principle or Tactics may take place also in the countries of socialist trade unionism. But apart from these short moments,a common action will be difficult. It will be generally much easier to convince comrades under the yoke by showing them the results obtained by the struggle and leading them to a change of system, in sacrificing a little of their own.

What have been the results since these tactics of conciliation have been followed in Germany,whenever neutrality has been declared to please the christian who gave to their groups a narrow sectarian character. The growth of christian organisations has been enormous.From 139,770 in1 902 the number of their members increased to 179,779 in 1903 and to 265,032 in 1905. In Switzerland where the alliance policy has been pushed further still,the results have been deplorable. One can judge of them, by the following extracts from the work,inserted by comrade Thies, secretary of the federation of trade-unions in the International report of the trade-union movement for 1904. I quote them in preference to any other document because of their official character.

« A lively propaganda for the neutrality of trade-unions, made by the Labour Secretary Greulich,seeks to lead the workers of every profession to trade-union organisation.

To aid this purpose, the labour secretary made to the Labour Congress of Lucerne in 1899 certain propositions which were adopted and which clearly declare that the trade-union movement in Switzerland in necessary neutral in relation to politics and religion, every member of a trade union being able to satisfy his political and religious needs in special unions.

At the Congress of Wintertur in 1900, the trade-union federation also revised its statutes in this sense.

In the first article of these new statutes, the *Swiss Federa-*

tion of Trade-unions declares that its purpose is : to acquire for its members the right of cooperating in the labour contract and of influencing terms, both improving the material position of members and defending their moral and manhood rights and placing them in a position to participate in the growing riches of society and of working as an independent member for its progress and development.

The means (art. 2) of arriving at this end are, the trade-union organisations of all the workers of Switzerland, and especially the centralisation of all the unions and local federations by the realisation of a joint action, efficacious for the whole working class.

But the hopes of neutrality that were entertained in creating this program, were not realised. The chief of the Christian Labour Societies (or rather catholic) instead of inviting their members, professional workmen, to adhere to the trade-union federation started a lively propaganda for the creation of Christian trade-unions (especially in all the localities where our trade-unions began to spread). Thus does the question of neutrality excite great controversy amongst the Swiss workmen. » (1)

In order to understand well the meaning of this last paragraph, it should be remembered that the founding of new democratic and christian trade-unions was accomplished in violation of the promise given

« It is recognised more and more that in Switserland also the political and trade-union organisations must assist each other. Joint practical action has already begun. The trade-unions in common with the political party try to realise an efficiacious spcial policy, especially a protective legislation

(1) Second International report on the trade-union movement 1904. Berlin 1906. French ed. p. 106 English edition p. 107. The italics are ours.

for workers by means of the representation of the working class in legislative bodies. » (1)

Let us lastly quote these few lines of the report for 1905.

« According to the information that we have received, but for the corrections of which we cannot guarantee, it (the Federation of Christian social organisation) has about twenty thousand members in the trade unions of 7 professions.

These figures must prove their mistake to those who six or eight years ago put all their hope upon the neutrality of the trades-unions. (2)

Let us hope that they will cause those to reflect who, outside of Switzerland, preach this neutrality.

IV

The advantages which the unions would claim to obtain in hiding their true colours are thus very fragile and even to be regarded as almost quite illusory.Certain inconveniences remain: the purpose less clearly percieved, the principle of actlon hesitating and confused, the risk of seeing implanted a real indifference to all doctrines, an indifference blinding and paralysing.

But a more desisive objection rises against these tactics. It is that they are incompatible with the most recent funcfions of the unions, which are not the least important. They cause the neutral mask to be dropped, as the examination that we are going to make of them will show us.

* * *

There are scarcely any large trade-unions now-a-days which do not take an interest in the voting of certaln laws.

---

(1) The same report, French ed, p. 111. English ed. p. 113.

(2) Third international report on the Trade-Union movement 1905. Fr. ed. p. 107. English ed. p. 105.

The English trade-unions had much before the creation of the *Labour representation Committee* an organ (Parliamentary Committee) by which they exercised their influence on legislation. The French Trade-unions, in spite of all the disdain that the *Confédération du Travail* attaches to all which touches parliamentarism, are continually acting with a view of fixing the vote for certain measures or of preventing the vote for certain others. After the great movemenf of the 1st May 1906, the *Voix du Peuple*, their official paper, wrote that the greatest result of this vigorous action had been the vote for Sunday rest. The German trade-unions make the improvement in Labour legislation one of the official objects of their activity, and the *American Federation of Labor* on its side has its parliamentary program. There is no need for me to say that the associations, calling themselves socialist, attach extreme importance to the transformation of their codes.

Such unanimity in spite of the profound differences in doctrine and method shows that we find ourselves here before one of the truly general and essential characteristics of contemporaneous trade-union action. Besides it was evident that from the moment that the trade groups came to defend on common claims for all the prolerariat — and we know that this is their tendency more and more marked — they have been compelled to think of securing for themselves the consecration and stability that only a law can give in modern society.

But we should be greatly decieved if we imagined that the aspirations ot the trade-unions in this matter are limited to the vague and badly defined domain of Labour legislation The defence of the right of coalition specially has put them into contact with nearly all the chapters of our legislation, and it is known how pronounced this struggle has become for some years past. Now that the working class learns to make a rational use of association and strike, capitalism defends its life by trying a thousand indirect and hypocritical

measures for frustrating their exercise and enfeebling their effect. In the United States, it is the scandalous abuse of the injunction which could not be truly remedied except by a profound reform of the judicial organisation and criminal procedure. In England it is the new jurisprudence of the House of Lords to which a recent law appears only to have brought a provisional remedy and which effects some of the most intricate parts of British law which is so confused in all its branches.

In France, it is the whole bourgeois herd conducted by M. Briand that opposes the statute of the functionaries to the right of workers to freely band together. It is the Dutch law prohibiting railway strikes by virtue of principles still quite various. It is Art. 310 made worse in Belgium by a series of scandalous judgments, of old police regulations of the empire turned from their sense to compel workers to remain at their work spite of their will. It is the *gilded muzzle* in Germany. The list could be drawn out for a long time without being complete. To these should be added all the so-called progressive proposals which offer the workman obligatory arbitration in the place of the right of strike, legal brigading instead of the right of making trade-unions quite independently.

The most ardent adversaries of the policy in the Unions will not even imagine that one can desert the fight against these measures, which in a thousand different ways tend to the same perfidious end. It is the law this time which has taken the offensive. The trade-unionists thought perhaps of leaving it at rest, but it did not wish to do the same. It was very necessary that they should undertake to clean the code of so many different enemies therein hidden.

* * *

Many other considerations have recently determined the unions to still broaden the circle of their legislative preoccupation. They interest themselves in the exploitation of the public services, in the regime of taxes paid by the proletarian

and expended in the interests of ruling classes, in the tariff of duties which can upset the labour market and profoundly change the standard of life, in technical instruction and by a natural connection in the whole system of public instruction, in the military organisation the whole weight of which falls upon the workers and which is used specially against them. In colonial politics which echoes on the market, in the circulation of capital, in the localisation of industry and the abundance of handwork, in the foreign politics that have a thousand economic reverberations.

Preoccupation of the kind will have appeared ridiculous to to the little trade-unionist assemblies of former times, to any poor chambers of tailors or masons. They had before them a perfectly limited and restricted task. To raise the wages, they had to act on certain known persons and if by chance they had to apply to Parliament, as the first English Unions used to do, it was to obtain a quite special regulation particular to their profession, and sometimes even to their district. But the same reasons which have caused the local unions to be replaced by the National Trade-Union, and exclusive professional action by the alliance of trades, have led the workers to look beyond the walls which shut in their factories. Production takes a character more and more potent, each particular enterprise is shut in more every day in a net-work of institutions and services, on which it depends for its existence and which all have a character more or less public, which are tributaries in a certain measure of the State and the law : railways, canals, harbours, navigation services, posts, telegraphs, markets, exchange, credit, banks, commercial information, insurances of all kinds, distribution of light, of motor force. In every Labour conflict, all that comes in, in some degree. A strike which could have triumphed over the employers, will be vanquished by the bank that will open an unlimited credit to the employers. A professional school only become a purveyor of scabs. The accident happening at the factory will be indemnified by a company foreign to the establishment, and it is

against its rapacity that the trades-union will have to rise. Now in each of these circumstances and in a thousand other analogous ones, legislative action will obtrude itself[1] as the necessary prolongation of the direct struggle for wages.

It is not one of the legislative reforms inscribed upon the socialist program which may not be of trades-union interest. The English trades-union Congress occupied itself with Home rule and the *American Federation of Labor* claims the right of Suffrage for women. It is in vain that a delimitation has been sought for proletarian politics outside of which the unions could not go. They always come outside of it in fact, drawn by the evident connection between all forms of social life. What would you exclude from politics, which would not react upon Labour conditions? Should is be that which concerns the cultivation of mind, the progress of sciences, the expansion of arts? But all that influences immensely production and wages. The most neutral of the Belgian associations recognise this so well that they recently manifested in favour of compulsory education. And let it not be said that the defence or the acquirement of the right of suffrage, of all modern liberties for which so many organisation have already made heavy sacrifices, for they are for the workers of vital importance; without liberty, without human dignity, there is no true association, no trade unionism. One would have a very poor conception of trade-union action if it were seen to be compatible with servility or stupidity.

And this leads us to a statement still more important. If the Trade-Union organisation makes for itself a legislative program, stretching as far as socialism itself, identical with it, if the codes wound it in the same places, it is then that the whole capitalist order becomes hostile to it in the same degree and that it is involved in fighting it in the same measure. *The trade-union struggle, which at first was only directed against the employers, is now directed against the bourgeois state and the whole present social organisation.*

*
* *

What will become of neutrality in all this ? The unions support all the points of the politics of the socialist party, and in consequence combat those of the opposite parties. To support a party and fight against its adversaries that is not, I know, being neutral. An attempt however is made to save appearances by an artifice, whose ingeniousness badly hides its great fragility. Certainly, it may be conceded, the claims of trade-unionism are often confounded with those of socialism, but the union groups can however remain neutral by abstaining from party politics. It seems clear that by that « electoral politics » are understood. This however, the unions cannot do without injuring themselves and renouncing the mission that has devolved upon them.

It is not higly instructive to note that all those who are not attached avowedly or secretly to the socialist party,have been led reluctantly and in contradiction to their dearest traditions, but pushed on invincibly by the logic of things, to create a more or less perfect electoral organisation ?

It is the British Trade-unions,whose watchword was so long and so obstinately « No politics in the unions » that founded in 1900, with the socialist groups, the *Labour representation Committee* of which they are constituent elements. The purpose of this Committee is thus defined by the Statute :

« To secure, by united action, the election to Parliament of candidates promoted, in the first instance, by an Affiliated Society or Societies in the constituency, who undertake to form or join a distinct group in Parliament, with its own whips and its own policy on Labour questions, to abstain strictly from identifying themselves with or promoting the interests of any section of the Liberal or Conservative parties, and not to oppose any other candidate recognised by this

Committee. All such candidates shall pledge themselves to accept this Constitution, to abide by the decisions of the Group in carrying out the aims of this Constitution and to appear before their constituencies under the title of Labour candidates only.»

This Committee which has been formed, since the last elections which brought it such brilliant successes, a veritable Labour Party, counts even more Union adherents than the *General Federation of Trade-Unions* (1), which constitutes the centre of Trades Unionism properly so-called. This leads us to believe that they have electoral action at heart more than inter-professional action.

The American Trade-Unions of the great Federation have also their electoral machines since they asked the candidates precise questions, and make active propaganda so that the workmen may vote only for those who reply favourably to them.

We transcribe as an information following questions which were put in 1904 to the state legislative candidates :

Question n° 1. — *If elected, will you vote only for such candidate or candidates for the United States Senate as have promised in writing to vote to abolish government by injunction, to install the eighthour day in government contract work and advisory referendum, the details to conform to the measures we herewith enclose, subject to such minor changes in last men-*

(1) They have a total of about 900.000 adherents (in 1905) against 501.299 for the Unions adherents to the « *General Federation of Trades-Unions* ». The Trade-Unions Congress where Parliamentary questions are discussed and where a Parliamentary commission is nominated for the avancement and realisation of Labour legislation but without taking part in the elections, includes 1.400.000 Unionists. Many Unions, the most important and the most progressive, belong to the three organisations.

tioned system as may be agreed to by the Legislative Committees of the A. F. of L. and the National Grange?

Question n° 2. — *If elected will you vote to instruct the hold-over Senators-instruct them to vote for the above-described measures?*

Question n° 3. — *If elected, will you help to enact a statute whereby five per cent of the voters of the state calculated on the basis the last vote for governor, may call a special election for a referendum vote on a proposition to instruct United States Senators, if one or both of them shall fail to obey the Legislature's instruction?*

Question n° 4. — *Do you promise that, if elected, you will help to enact a statute that shall supply the machinery for verifying signatures to national petitions, and the taking of a referendum vote when so decided by Congress, the details to conform to the measure we herewith submit, subject to such minor changes as may be agreed to by the Legislative Committees of the A. F. of L. and the National Grange*?

It will be stated that nearly all the questions deal with the referendum, accordingly, with the political organisation rather than with the labour legislation.

This system of electoral interrogation seems besides, as would have heen expected to have resulted only in disillusion. It was simple enough to entrust the bourgeois candidates with the defence of the labourers interests. Now, direct participation in the elections is being discussed ; and it is very probably that the American Unions, like the English one, will very soon have their labour candidates.

And one can maintain without paradox that the *Confédération du Travail* (labour confederation) of France is acting on similar lines. It does not yet send to the Public Governing bodies official representatives, but it sends already officious delegates. It is a well known fact that a number of its militant members are obliged to pass a good deal of their time in the

Parliament and in the ministerial offices. The unions will end by acknowledging that they would have better guarantees if their confidential agents acted in the hall of sessions itself, under the control of all, secure in the publicity of action. They will observe that taken all in all, the politics of the lobbies are much inferior to those of the parliamentary politics. Let us hope that at that moment, they will ensure the unity of Labour by uniting their electoral efforts with those of the party.

* * *

It seems indeed that everywhere trade unions do not meet with a proletarian party, which has their confidence, they end in creating one, so much is an autonomous electoral action of the workers indispensable to them for the defence of their legislative program. When on the other hand the unions are socialist, they work with the political groups for the triumph of the class candidates. And in Germany, it is not otherwise in spite of declarations of neutrality. Kautsky reveals on this subject a savoury and very characteristic detail. The Miners Trades Union is one of the first that raised the Neutralist banner ; now, in the same copy of its official organ in which they are obliged to justify this attitude, the principal article is consecrated to the defence of the candidature of Sachse, elected to the Reichtag by the party. It is not clear that the socialist Sachse, who is recommended in this article for the suffrages of the workers, is the miner Sachse, the defender of the workmen ! If will be confessed that the shade of difference is delicate.

The electoral support that the socialist unions and pseudo-neutrals give to the party, cannot be without condition of any sort, by simple sympathy and as gratuitous gift. Our groups would,without that,find themselves in a situation very inferior to that of the trade unions, intervening directly in the electoral struggles and which are represented by men having definite

engagements on their account. The union must then be assured that those whom it helps to elect, will defend the program that it makes and follows tatics that it approves, that they will be its allies in the daily struggles, will help in the success of its claims, will conduct themselves conformably to its desires. In Germany, it finds now-a-days sufficient the guarantees that the great moral influence that it exercises on the party gives it and the personal union by which its principal fighters have seats in the group of the Reichtag. Elsewhere the guarantees are the result of the Statutes themselves of the Labour organisation, which gives to the trades unions the right of intervening in the nomination of candidates, in the control of the representatives as in all the acts of the party. Everywhere then, in an official or officious way, there is a veritabie collaboration between the two great orders of proletarian groups.

It is then definitely a *party politics* that ALL the unions of the working class follow, whether they are socialist in an avowed fashion, whether they are socialist without wishing to say so, or whether they are even indifferent or hostile to socialism.

* * *

To wish to seperate trade union politics from electoral politics would be like wishing to render the representation of the power independant of the power represented, or to be more exact, of a notable part of the latter.

Parliament is no the place where the political battle is waged, it is the proletariat which carries it on daily, in every district of the country and in a thousant different forms of its class activity. For this purpose it has the organisation which augments its civic power and obliges those in power to reckon more and more with it. It has the strikes, always in a certain degree political when it puts to the front class claims. Besides this, it has its great movements of opinion, meetings, demonstrations, petitions of all kinds which exercise so indis-

putable an influence in our democracies and even elsewhere. It has indeed the risings and insurrections whose role, whatever one may think of it, is far from being ended. In Parliament the results obtained can only be confirmed, translated into laws which mark at every moment the changing equilibrium of the social forces present. They are a little like protocols, treatises, conventions of every sort which are concluded at every moment in the course of a war. It is there too that the Parliamentary action is indispensable for, when you look at it, no war can be conceived of without treaty, no struggle without negociations. And the part that these latter play, is becoming more and more important in proportion as the hostilities are being prosecuted more learnedly and more prolonged.

If you remember the true function of Parliamentarism, the distinction between the practical politics of the labour class and party politics will appear as false and dangerous from the point of view of the latter as of that of the trade unions. It tends to nothing less than to make of the party a pure electoral organism, something which should negociate without having forces at its disposal for the support of its negociations. Now this is vain verbage, an exercise of rhetorician in place of eloquence, a Byzantine dispute of sects and coteries, Parliamentary cretinism as Marx would have called it.

The party, fortunately, nowhere resolved itself into this pure logomachy. It intends to be a real political force, not a simple symbol,and at the same time with the electoral struggle, it conducts in the country this true political battle of which I have just spoken. I want nothing more for proof than the growing attention with which it studies this general strike, the menace or the putting into practice of which has already more than once drawn from the possessing classes important concessions, and in which one becomes accustomed more and more to see the supreme garantee of proletarian right and the revolutionary means par excellence of the proletariat. The anarchical naivetes of some have long maintained on this subject misun-

derstandings which are slowly disappearing. It is better understood that far from opposing each other, general strike and universal suffrage, direct action and parliamentary action are complementary and that in a way, the one involves the other. Without the right of voting the political strike, that is the strike with general aims, would only be an agitation ceaselessly renewed which would enervate and weary at last the proletarian force without securing for it ever any stable result. Without strike which is always painful, well prepared and carefully kept in reserve as a last resource, the right of suffrage would only be a toy that the bourgeois would take away from us by a single jest on the day on which it would really give trouble. Dependant the one on the other, these two instruments of struggle give the proletariat an energetic and tranquil power which can lead it with a minimum of agitation to the accomplishment of its destinies.

This narrow correlation which, according to our analysis, appears between strike and electoral action, between what one would consider as the means par excellence of the trade unions and the essential weapons of the Party, shows indeed in all its importance the necessary union of the professional organisation and of the socialist organisation. The Party has need of the Trade-Unions to lead its political action as the Trade-Unions have need of the party for their Parliamentary struggle. In all the domains it is by all the Labour groups, not by one of them, that the proletarian power is expressed.

What remains of the boundaries that it was claimed might be made between them. What would belong properly to the party ? The preoccupation of the final aim ? I cannot conceive it as independant of daily action, as a thing for whose coming one should patiently wait whilst limiting oneself to talking about it till it comes. I have shown that Trade-Unions have as much need of a high ideal as the party, of a sure and clear view of the distant aim towards which all the efforts of the proletariat converge. If the two organisations must march in agreement the whole length of the way, if their union

grows in proportion as they advance, one cannot see why they would have to separate for the last effort of the journey. Let us think of these words of Liebknecht, spoken in 1893 :

« How is the transformation of society — or rather let us employ the terrible French word *La Révolution sociale* — how is it conceivable without the Trade-Union organisation of the workers ? In England, thanks to the development of the Trade-Unions, a decree of the Labour government would be sufficient to transmit immediately, without interruption of the economic activity, every production into the hands of the organised workers because the mass of the workers is organised by Trade-Unions. In Germany where a small fraction only of the workers is so organised — the political organisation cannot here be an equivalent — a proletarian government would run against difficulties and extraordinary obstacles.

It is for this reason that we have need of trade unions and if we have not, we should create them in the interest of the labour movement, in the interest of the political social movement. The Labour movement, with pure trade union organisations,cannot lead to the realisation of the purpose ; a Labour movement with organisation purely political cannot lead to the realisation of the purpose. The two forms of organisations are indispensable to each other. If the English had our political organisation, and we had their Trade union organisation, in England and in Germany we should have been victorious and we should have had the power in our hands. »(1)

Can one suppose that the Trade Unions would not have any part in the final struggle if this includes general strike ?

---

(1) Rede gehalten zu Bielefeld am 29 Oktober 1893, in Edgard Milhaud, « La démocratie socialiste allemande » Paris 1903 p. 401.

V

If the Trade Unions and the Party had to concern themselves with different things,they could develop peaceably side by side, entertaining relations of friendship or of good neighbours without the one concerning itself any more with that which the other can do. But I have shown at length that the development of the class struggle itsell leads them more and more to concern themselves with the same thing and in a large measure by the same means. So much so that every time that they are always meeting, engaged in the same task, and must necessarily join efforts. On whom is the direction of the strikes incumbent ? On the trade-unions, it will be said, directly authorised. Doubtless, but it will be necessary to question the Chambers, to hinder the sending of troops, to denounce scandalous convictions, administrative pressure, perhaps the voting of a law would be the solution of the conflict as it has been for the Ruhr strike. For all these things, the Party is specially equiped. It will intervene then and it will be very necessary that having its part in the action, it shall have a word to say. In fact, this collaboration almost always happens under one form or another.

The demonstrations of the 1st of May wich mark in so striking a fashion the political unity of the proletariat of the world — are they to be organised by the party ? It has taken the initiative in this direction in its international congresses and it cannot, without great injury, abandon a means so powerfull in the struggle for two things which they have so closely at heart : the legal eight hours day and the peace of the world. But the Trade Unions on the other hand wish with all their energy to acquire eight hours and to assure peace. The courses to be taken in view of cessation from work are incumbent upon them,and the discharges,strikes and lockouts that it entails, enlist their resources. The 1st of May

would be quite absurd without the help of the party and impossiblewithout the aid of the Trade Unions.Here again collaboration is the only rational solution, and that which prevails in the great majority of cases. Who will conduct the electoral struggle for the Trade Councils, industrial councils and other analogous organisations? They treat questions which are of the immediate competence of the professional organisation and this latter cannot separate itself from them. Nor can the party, for these elections are often in direct correlation of those which are mor eproperly political.Once more,joint action is necessary.

And the great manifestions of public opinion, whose direction is one of the principal « raisons d'être » of the party ! Nowhere are the unions separated from them, but are very often those who contribute the most of their success. I have already shown their electoral role Is it necessary for me to recall the part that they take in the anti-militarist propaganda everywhere this is seriously organised? And when the days of the general strike come, it is again the joint action of all the proletarian organisations which alone can conduct it to good.

In evertthing then, necessary entente, collaboration involving the necessity of joining before action, of having regular relations and of regulating the way in which one may split differences that may occur. Nothing is easier when the Trade Unions and the Party are united, constituting two portions of the same whole. But where they declare themselves independent of each other, it is interesting to see how relations are established by the force of events and how an organic connection is created in the end. Again we must return to the example of Germany which is so interesting. This great industrial nation presents this triple characteristic of having a powerful professional organisation, a strong party, and of having for a long time proclaimed, by the voice of its leaders, almost unanimous, the necessity of a strict separation. We are going to see what life, stronger than theories made in advance, has left to remain of this conception.

*
* *

It was, as you know, in 1890 that the dualist organisation was estabilished. And it must never be left out of sight in considering its character that the principal argument called forth in its favour,was the legal necessity of taking away from the unions every political aim for fear of condemning them to a powerless localism. This legal necessity partially exists still to-day.

In the beginning this principle of absolute separation was maintained with inflexible vigour. Thus at the party conference at Cologne in 1893 Legien, quoting the correspondence of a bitter-sweet character exchanged between himself, then as now, President of the General Commission of Trade Unions and Auer, Secretary of the Central Committee of the Social-Democratic Party, declares : « This correspondence has in it a personal character because the Central Party Committee and the General Commission *cannot entertain relations with each other !* »

In 1900 this situation appeared to have been still more accentuated by the development of a new movement, supported by Bebel and which claimed to neutralise the Trade Unions more and more,as much so as in Switzerland,to the point that the Christian democrats and Conservatives would find themselves there as much at ease as the socialist workers. In 1901 at the Lübeck conference the party,confirming more than ever the arguments of absolute separation, refused to exclude the black legs or scabs and voted unanimously (with the exception of three votes) a very characteristic resolution, the essential parts of which we reproduce :

» The Congress, representing the German Labour class organised by its class conscience in social democracy, is quite in accord with the trade unions placing themselves on the ground of the class struggle,as economic organisations of the

Labour class, to condemn without reserve strike breaking.

» This Congress equally recognises that the Trade Unions, in the interest of their conservation and of the accomplishment of their duties, must combat and reprove with all possible energy the breaking of the strike, but that the care of conducting this struggle and of choosing these means of combat must above all be left to the Trade Unions themselves.

But the Congress refuses to take part in all cases of conflict about the decisions of the Trade Unions concerning their organisations and tactics, so as to make the right of belonging to the party in its whole depend upon these decisions or upon the attitude taken towards them by members of the party organised in Trade Unions. »

But from the following year onwards, the current which must push these two organisations towards a closer and closer collaboration, began to show itself. The trades unions Congress, which met at Stuttgart in 1902 voted for the transfer of the General Commission from Hamburg to Berlin by 463,109 votes against 200,276. The speech of Sassenbach, in support of the proposition, brought out at first this fact that 23 trades unions were in Berlin whilst 22 only were localised at Hamburg and some other rather thin arguments for the occasion. Then came the essential reason. And he added :

« A motive much graver is that Berlin is the centre of all political life of Germany, and that the legislative bodies of the Empire and the bodies looking after the execution of the laws voted which depend upon them, are situated there. It would be a joke if I should wish to demonstrate to you that we, as trade Unionists, must try to exercise an influence on legislation. It must be spoken of here as a thing apparent. It is no longer contestable that we have to watch over the execution of the laws and it goes without saying that this task can be accomplished best in the seat of the administration itself. Because Berlin is the seat of the legislative power it is also that of the political parties, also the seat of the Labour party,

of the Social democracy. To present the different wishes that we have to present to the imperial legislative power and to be able to get our claims through to the powers, the help of the party and that of its representatives is necessary. To be able to work hand in hand, it would be desirable that there should be established the most intimate personal relationship between the directing personalities of the Trade-Unions movement and the directing personalities of the political movement, that is to say, the representatives. That was not possible till now. All arrangements should be made in writing, or by the sending of a delegate, one man only, to Berlin. *Deliberation in common* which should have often been of the greatest importance, could not take place. If, when Bills are proposed which interest Trade-Union, deliberations in common should take place between the General Commission, the Trade Unions Committee and the representatives, the Trade Unions could only derive advantages from them. It may also happen that in the course of the deliberation of the Reichstag, the situation may be entirely modified that a Bill may be altered to a point, and our representatives would have to ask themselves in the end if they can still vote for it. In these cases, it would be extremely desirable that the trades-Unions should be able to give their opinion on this point in a general meeting ».

The time is already distant when it was thought that the General Commission and the Directing Committee of the Party could not have relations with one another. The General Commisson now abandons the town, where they held all their followers of the past, the most intense simpathy of the Trades-Unions movement in order to be closer to the parliamentary fraction.

Events then had to hasten. Those of the last few years are too well known to make it necessary that I should retrace their history here. It is known how the conflict broke out on the question of the 1st of May, then last graver conflict on the General political strike. Now, after being in a way defied at the Congresses of Berlin and Jena, the two branches of the Labour

power recognised the absurdity it would be to enter upon an open struggle and the impossibility of acting any longer in disagreement. It is the same same fighting conscious Proletariat of which both are composed. Could the workers be placed in this dilemma or fail in the trades union discipline in following the decision of the party, or fail in the discipline of the party whilst obeying the trades-union orders ? That would have been a fatal upset, and the workers would have ended by breaking through the old ranks now become an obstacle to the whole movement instead of being the means of action.

It is then that the famous deliberations in common took place, that Von Elm still hesitated to propose on the morrow of the Cologne Congress, such a dangerous innovation did they appear even at this recent date. Then comes the Mannheim Congress which owes its great importance to the signing of peace between the two organisations. The Resolution of Bebel, as it was finally carried after havingbe en amended, sub-amended by Legien, Kaustky and others, discussed word for word, is of great interest. We will reproduce here this last document.

I

« The Congress confirms the resolution of Jena on the subject of the general political strike, and considers, after the declaration that it is not in contradiction to the resolution of the Cologne Trades-union Congress, that all discussion of the significance of the Cologne resolution is terminated.

The Congress considers once more as particularly worthy of attention the resolution which invites the reinforcement and extension of the party organisation, the propagation of the Labour press, which claims the entry of party members in the Trade-Unions and the trade-unionists in the organisation of the party.

As soon as the Central Committee of the party considers it necessary to proclaim a general political strike, it shall come in contact with the Central Committee of the Trade-Unions in order to take such measures which may assure success to the action.

II

The Trades-Unions are absolutely necessary for the raising of the position of the workers in Bourgeois Society They are not less necessary than the Social Democratic party, which has to prosecute the struggle on the political ground for the raising of the working class and to put it on a level with the other social classes, and which then acts for, above and beyond the immediate aim, the enfranchisement of the working class from every sort of domination and all exploitation by the abolition of the wages system and the organisation of production and exchange based on the equality of all interested, for in short a Socialist Society. That is an aim which must as necessarily be prosecuted by the. trades-union worker animated by class consciousness. The two organisations are thus led in their battles, to an entente and to a reciprocal cooperation.

To conduct the movements which place at stake the interests of the Trade-unions and of the Party, the central bodies of the two organisations must try to place themselves in agreement.

To secure the unity of thought and action between the party and the trades-unions, which constitutes an absolute necessity for the triumphal progress of the struggle of the proletarian class, it is absolutely necessary that the trades-union movement should be animated by the spirit of Social Democracy. It is then the duty of the members of the party to work in this sense. »

*
* *

Unity of thought and action ! Can one deem of a more perfect association than that which the last paragraph (Kautsky amendment) declares necessary, indispensable to the progress

and success of the proletarian class ! All that which the adherents to socialist trade-unionism affirm, is confirmed by that. From 1893 to 1906, from Cologne to Mannheim, all the distance of absolute separation has been covered to perfect cooperation.

I very well know that the impression that the discussions leave is a little different from that which is experienced from the resolution by which they terminate. Much has been said of that separate and independent domain, and even of neutrality. But it seems that this is rather to soften, in interpreting them, the old trenchant declarations, than to confirm them whilst recalling them. When under the constraint of facts, always pitiless, one is obliged to change one's opinion, it is human to give to new ideas the appearance of those one leaves behind, by clothing them in the same words.

If the resolution affirms the desire for a close cooperation of the trade-unions and the party, it does not organise it however, or only foresees a quite rudimentary means of securing it.

The « commission » and the « committee » will have, each time a common interest is at stake, to try to agree. But what will happen when they do not succeed ? Who will decide between them and what will happen ?

This way of acting is possible, when two powers, that nothing necessarily finds together, negociate. If they cannot agree, they simply go their own ways.

But here the organisations having come together can't go their own ways, as they are only, in fact, two heads of the same and only proletarian body, and this body cannot be taken at one and the same time in two different senses.

Here is an evident difficulty, and it will be very necessary sooner or later to advise on the means of solving it. It has been proposed in different quarters to add some representatives of the trades-unions to the central Committee of the

party and delegates of the party to the General Commission of the Trades-unions.

The vast electoral district of Potsdam-Spardam-Osthavelland, one of the most active, the greatest of Berlin and of the whole of Germany, formulated at Mannheim even a resolution defended by Karl Liebknecht (but which was not voted upon, doubtless judging it premature) which proposed besides the common regular sittings of the two central bodies and the cross representation according to the Danish system, a committee of action, composed of those elected from the two organisations and, finally the meeting of the common congress of the trades-unions and the party on the model of the international Congress, whenever it may be necessary.

And it may be seriously hoped that this solution, held to-day to be utopian, will become to morrow reality, assuring indeed, organic unity, after moral unity.

VI

I am at last at the end of my task. I have shown the inevitable necessity of proletarian unity from the triple point of view of *doctrine*, *action*, and *organisation*. I ask the Congress to proclaim and to make it incumbent on all its adherents to work for its realisation.

I am not going beyond. I do not ask it to say under what form this unity must be realised. In this respect it is best to leave the broadest autonomy. In the matter of labour organisation especially, the greatest account must be taken of the historical development of each nation, of its traditions and incidents of the class struggle. The limits, abstractly made in advance, have always broken under pressure of life. The day will doubtless come when in the matter of unity of organisation, some general rules can be laid down, but that has not yet come. This is due especially to the fact that it has been hitherto impossible to study in a sufficiently systematic manner the whole of the facts.

What are in the different countries of the industrial world, the relations between the trade unions and the parties, how do they organise their necessary collaboration, what influence have they on each other ? The International Bureau presents to this Congress a first collection of indications on this subject. But these summary indications cannot suffice. Some texts of rule, some indications of general order on which happens in the great organisation centres, cannot greatly enlighten us. What is necessary, is the precise knowledge of the way in which the trade-unions and political groups properly so-called, act towards each other in daily life, what are the bonds which bind by the intermediary of local meetings, cartels, trade councils, etc., etc.. the role of which, in fact, appears to have been very considerable everywhere, and which in many places, had more or less united with the party groups much before, at the centre, the industrial organisation and the socialist organisation came into contact. The information so precious, relative to this respect of the labour struggle is always dispersed, lost in a thousand local publications practically inaccessible. In order to collect them, a vast enquiry would have to be systematically prosecuted everywhere the influence of the International extends. The Bureau can only undertake it if a vote of the Congress arms it with the necessary authority. The documents that might be got together from here to our next Congress would allow of our taking up the examination of the problem with profit and to push the solution of it further on.

* * *

The Congress then must work practically to establish labour unity on the International ground The Trades-unions have always been admitted to the International Congresses. I ask that they shall be called to participate in them more than ever, and that they may augment the efficiency of the cooperation that they lend to us in keeping in touch with the

International Socialist Bureau in the interval of the Congresses. The Trade-union International established at Berlin cannot any longer keep apart from the general movement of the working class. I ask that regular relations may be established between them and the Brussels Bureau to lead to, in every circumstance, the efficacious cooperation of the two great organisations.

*
* *

I propose in consequence following resolution, adopted by the extraordinary Congress of the Belgian Labour Party on the 30th of June 1907.

RESOLUTION

The Congress calls to mind the decisions of the anterior International Congresses which have unanimously considered trade union organisation as absolutely indispensable and have imposed on all labourers the imperious duty of adhering to it and of not sparing any effort to develop it.

I

It affirms that the very progress of the capitalist regime, the increasing concentration of productive forces, the strong class-organisation of the employers, the growing dependency of each entreprise on the whole of the bourgeois order, condemns to powerlessness a syndical action which would be based upon the exclusive preoccupation of the interests of trade and on the agreement with the masters on the principles of corporative egotism and of social peace. It affirms that syndical organisation can no longer ensure to its members any real bettering of their conditions unless they conform its action and its influence to the principle of the struggle of

classes, that is to say, to the principle of international socialism.

It therefore exhorts the labourers to penetrate the professional associations with the principles of International Socialism. It asks them to work with this object in the very bosom of the existing unions, unless the latter are servile instuments in the hands of some fraction of the capitalist-class, and to avoid the ever regrettable creation of competitive organisations. It considers, as the end to which it must attain, the conversion of the groups, which are still refractory to the struggle of classes, and to lead them as much as possible towards a conscious and declared socialism.

II

The Congress esteems that the social conjuncture obliges the Unions to extend always more their political action if they do not wish to see their efforts becoming fruitless. It is of opinion that is therefore more and more imperously necessary that there be a perfect unity of thought and action between the socialist party and the unions. Their efforts must be concerted, which is only possible by the establishment of organic, relations between all forms of labour groups.

III

The Congress invites all the unions who find themselves in the conditions foreseen by the Brussels Conference of 1899, ratified by the Congress of Paris in 1900, to send delegates to the International Congresses and to keep in touch with the International Bureau. The latter will enter into relationship with the International Office of trades unions in Berlin for the exchange of all informations concerning labour organisation and labour movement.

IV

The Congress relies on the International Bureau to assemble all documents which can facilitate the study of the relations

between the professional organisations and the socialist parties in all countries, and to present a report on this subject at the next congress.

Proposal of the **Bureau :**

The Bureau proposes to place this question on the order of the day.

V

The Colonial Question

—

A) Report from comrade VAN KOL in name of the **Socialdemocratic Labour Party of Holland.**

The Colonial Politics of Hollands (1)

The International Socialist Congress of Paris (1900) has invited the different socialist parties to study the colonial question, wherever the economical conditions were favourable. At the congress of Amsterdam 1904, two reports have been presented about colonial politics in general, while the *International Socialist Bureau* has decided in its plenary assembly of the 10th November 1906, to ask for the Congress at Stuttgart, of those national sections whose country possesses colonies, a report about colonial exploitation carried on by their reigning classes.

Wishing to keep myself strictly to the special subject at hand, I will leave aside all the general surveys already formerly given, to speak only about the colonial politics of

(1) The copy of this English text was furnished by our Dutch Comrades.

Holland, so rich in documents. An experience of more than three centuries has made of it the oldest of modern colonies (Spain and Portugal having seen the fall of their colonial empire). This experience therefore may serve as basis for this study. After a concise historical explanation, showing the profits drawn by the ruling classes from their possessions over-sea, I will describe what the Dutch Government has done for the economic development of its colonies, and, on the other side, the influence which the colonies have had on the economic evolution in Holland. I will try to put in ciphers the profits and disadvantages for the working classes. The influence of the Dutch colonies in Central America (Guyana and the Antilles) making itself less felt, I will only speak of the possession in East India and Insulinde.

I. Short survey of our colonial history.

In describing the great periods of colonial history, many authors speak of the «Dutch period», of the time when the little country reigned over the seas, had conquered an immense empire, and was the greatest merchant and navigator of the world. That glorious period of Holland during the 10th century was not of long duration. Beaten by England in the wars and on the field of industry, its domain shrunk rapidly, and diminished still more after the French invasion, in the time of Napoleon I. At the actual hour, the possession of its colonies, counting 40 millions inhabitants, depends only on the good will of the Powers. But during the last years, the ruling classes in Holland have been able to draw enormous profits from their distant possessions, an unique exemple in the history of colonial politics.

A. — *The period of the East Indian Company.*

During more than two centuries (1602-1765), Holland has been a colonial power, solely for the profit of that Company of

merchants who had only lucre for motive and cupidity for guide. Their almost sovereign power served but to maintain by force, often with boundless cruelty, their absolute monopoly of trade and navigation. By claiming from the natives the « contingents », that is to say, the gratuitous delivery of rice, coffee, djati wood, indigo etc., by compelling them to «forced deliveries» at ridiculous prices, the Company knew how to fill its factories and ships, to raise its dividends and to enrich its functionaries by theft and smuggling. This legalized system of rape and robbery empoverished the population, victim of all sorts of swindle, deprived of the fruits of its labor, destroyed its industry and choked in the bud the economic evolution of the conquered countries.

Fortunately, towards the end of the 18th century, the privileged company fell in full decay. The incessant wars for the continuance of its monopoly, the dishonest management of its finances, a frenetic speculation in its shares made it succumb under the weight of its debts, and the state had to take in hand its pitiful inheritance.

Public opinion often exagerates the influence of this Cy on the industry, the trade and the navigation of Holland. The import of national products was little ; the export of colonial products was, from 1597 till 1795, but 640 million francs, that is, upon an average frs 3,2 million a year, never surpassing 42 millions. Even during the most prosperous years, the number of ships bound for the Indies never surpassed 30 or 40, and that in a time when the mercantile fleet of Holland counted at least 10,000 ships. The advantages for the nation therefore were by no means in proportion to the dividends of the shareholders and the profits of the speculators. To Holland, it brought no luck, and for the colonies, it was a malediction. In 1795, the Dutch government took the reins in hand to save it from bankruptcy.

B. Under management of the State

After a short struggle between the system of liberty and the system of exploitation, the latter won the cause. A committee was appointed to devise an organization « which would yield the greatest profits to the merchants of Holland, and the largest gain to the finances of the country ; the interest of the natives was simply trampled upon. The Javanese had not the free disposition of his own hands and did not enjoy the fruit of his labour. He had to submit to the heaviest duty services and was obliged to enrich his sovereign by « forced culture. The constitution, in 1824, of the « Dutch Trading Cy » (Nederlandsche Handelsmaatschappij) of which king William I was the principal shareholder, and the « system of consignation » (1830) prevented all liberty of trade and navigation, to the profit of a privileged band. The system of culture « of Van den Bosch » (1834), that violent attempt to press as much profit as possible from the Javanese agriculturist, forced him to cultivate sugar, indigo, coffee, tea, tabacco, etc. at ridiculous wages of a few farthings a day. In less than 35 years, they extorted from him more than 1620 million francs of colonial products, millions that have saved Holland from the threatening bankrupcy, and enlarged the personal treasure of the king, but abandoned the natives to terrible famines.

This colonial system only profited the king and his satellites, gave William the means to persevere in his ridiculous obstinacy in opposing after the revolution to the independence of Belgium, but it procured no advantages to the Dutch people, living under the system of autocracy. The revolution of 1848 was necessary to remove the administration of the colonial finances from the arbitrariness of the king into the hands of the new legislator, the bourgeois Parliament.

C. The colonies in the power of the « Bourgeoisie »

The « Bourgeoisie », in its turn in possession of the key of the colonial treasure, lost no time. The exploitation went on as fierce as ever. During the years 1848 till 1877, it succeeded in drawing from the colonies, under the name of « bijdragen » (contributions) to the public revenues, the enormous sum of 1290 millions, and not satisfied with this immense profit, it succeeded in appropriating more than 100 millions by letting the natives pay the interest of imaginary debts, when the colonial balance had given place to deficits. Except the culture of coffee, the forced cultures have now disappeared from Java.

But thanks to this inexorable system, the government has been able to sell in Holland, only during the years 1851 till 1905, through the agency of the *Dutch Trading Company* (mentioned above) products of a value of 4500 million francs. But the annual value diminished with 137 in the decade 1851-1860, 116 in 1871-1880 and 52 in the years 1901-1905. The decline of the cultures, the decrease of the system « van den Bosch » caused the greater part of the government cultures to be abandoned. The competition of Brasil has diminished the production of coffee (from frs 75 to 99 and 9 millions in the same periods) in such a manner that it forms but a small part of the colonial revenues and that the « Bijdragen » have dissappeared by want of money to pay them. The expensive war in the north of Sumatra, for the annexation of Atjeh, a war which lastes already a quarter of a century and costed hundreds of millions, ended by ruining the finances. Then, the « ethic » politics, that is to say, honest politics came in fashion, because there was nothing left to be stolen, and notwithstanding an always tighter squeezing of the screw of the taxes, notwithstanding the utmost economy in the budget of expenses, the

profits have disappeared. The happy days of Aranjuez are passed. With the millions extorted from the forced cultures, the bourgeois class has paid a part (frs 318 millions) of the national debt ; it has built fortifications ; by digging canals, constructing railways (495 millions) and sea ports, it has ameliorated its economic organization.

Another cause for dropping this system of culture, which made Java for so many years « a milk cow » for the dutch government — was the growing influence of the great capitalists on the government of the colonies. Jealous of the enormous profits the state drew from its colonies, feeling the need of making their capitals yield more rent by the direct exploitation of these rich countries, the bourgeois claimed full liberty for their entreprises. They soon gained their cause. The government cultures made room for private undertakings ; the agrarian laws of 1870 made it possible for them to monopolise uncultured grounds; immense countries, rich in minerals, were given them ; subsidized navigation companies and concessions for constructing railways and tramways gave free scope to their activity. The golden tide would continue its course, but it would dig its bed in another direction.

For the Dutch East Indies, the *industrial period* founded on purely capitalistic basis, would make its entrance in these still agrarian countries. The dutch middle class would find a new domain to make its money yield profit ; after the governmental exploitation would come the capitalistic exploitation of the colonies. The swindle would take other forms, would be less cruel and brutal, but none the less effectual. It would be still more fatal to the natives, for the development of the capitalistic exploitation grew with wonderful rapidity.

II. — The capitalistic evolution of the colonies

I will sketch it successively on the domain of agriculture and of industry, of trade, of the mines and of the means of communication, to demonstrate afterwards the capitalistic tendency of the actual colonial politics.

A. — *Agriculture and industry*

Already in former times, the government of the Indies had sold 1,100,000 hectares of ground (a surface as large as 1/3 of Holland and 1/12 of Java) to private persons, even giving them some sovereign rights. By the agrarian laws of 1870, and later, it had obtained the right of giving grounds, belonging to the property of the State in emphyteutic rent for 75 years; in 1881 they had given in this manner 97 thousand, in 1903 no less than 437 thousand hectares. For the plantation of *sugar cane* (left free between 1882 and 1891), foreign strangers had taken a lease in 1886 = of 11.600, in 1906 = of 113.600, that is almost 10 times more land. The produce on hectare was doubled in these twenty years, whilst each of the 133 factories produces now-a-days yearly 3.5 times more sugar than 10 years ago, which proves the concentration of the capitals and the improvement of the machines. The value of the harvest is at least 170 millions of francs and the profits for them, only in the year 1904, may be calculated at fr. 62 millions.

The flight of the *coffee* culture was incumbered by the competition of Brasil, that of the *indigo* by the chemical products of Europe; but the production of *quinquina* increased in a proportion of 100 to 992 in 20 years, the export of tea was quadrupled during the 10 last years. The harvest of tobacco on the European plantations of Java and Sumatra increased in 20 years from 17 to 50 millions kgr. representing in 1905 a value of no less than 164 millions of francs. The average value of the cultures of sugar, tobacco, coffee, indigo, quinquina, tea and rice on the plantations in possession of foreigners amounts in the last years to about 354 millions of francs, a value much greater than in the time of the system of governmental culture. To attain this, the protection of the government has never been wanting to the foreign capitalists, but to render possible the creation of a great industry directed

by and for the native, nothing has been done as yet, though this be indispensable for the economical evolution of a country with a dense population, living on a primitive agriculture and deprived of nearly all industrial production.

B. — The trade of the colonies

The buying power in trade must be very small in a country where the inhabitants have for centuries been delivered defenseless, first to the greedines of remorseless merchants, then to the covetousness of a greedy government and afterwards to the thirst of gain of insatiable capitalists. Trade, when it consists in obtaining by fear the produces to ridiculous prices, or taking them by force,must impoverish a people, and onJava especially, trade took the most improfitable form for the natives.As a general rule, each country must receive in imports (goods or money) about the value of its export. In the Dutch colonies this was never the case, a great part never came back, forming the tribute paid to the dominaters living at the other side of the world.

During the supremacy of the Indian company, as well as during the governmental system,the importations were very small compared to the great exportation of the colonial products. In our days, the sum of the importations (money included) was 258 in 1904, to an exportation of the total value of 358, having an annual *deficit* of a 100 millions of francs. For the whole East Indies,these were 433 and 616 millions a deficit of no less than 183 millions; during the years 1890 till 1905, this drainage has reached the sum of 1440 millions, that is, one milliard and a half.

Of the *importations* on account of private persons, the manufactures form the most important article (23 0/0 of the whole), and when we and to this the pottery, mercery, matches, petroleum, rice and dried-fish etc. we arrive to a total of about frs 210 millions, serving to the wants of the natives. The rest, especially the machines for the sugar

manufactories, the eatables, drinks, papers, compost, materials for the railways and public works as well as the war implements serve especially for the intrests of the Europeans, and form already a great part (about 1/3) of the import. To provide their own wants, the Javanese do not produce much more than rice, Indian corn and other victuals of very small importance. The harvest of rice is the principal source of revenue of the 29 million inhabitants of Java, but gives only 11/12 of what they want for their simple nourishment, and on an average, is not worth more than 360 millions of francs, scarcely the value of the tobacco, sugar, coffee, etc., exported from the colonies by a handful of European manufacturers. Dividing the total of the products imported on Java by the number of inhabitants, we find on an average for the years 1881/85 = 10.60; 1891/95 = 9.90 and 1904 = 7.90 francs a head, ridiculous ciphers, which would become smaller still if we took in account that part of the imports which serves only for the wants of a few millions of Europeans.

A civilised people, that has so to say no textile industry that disposes only of fr. 2.10 a head for its manufactures, is poor indeed and cannot be a good debouchee, neither for trade nor for industry. Whilst the importation diminished, the exportation augmented with 42 0/0 in ten years (1893-1903), thanks to the European industry. After detailed calculations, I have been able to make a rough estimate of the part of the export-trade done on account of the natives, and of that of the usurpers, the latter, forming a minority of at more most 1 °/₀ and exporting 3.3 times more than the remaiming 99 0/0.

A more judicious colonial administration would have protected the agriculture and industry of the natives, and by this,fortifying their power of acquisition,would indirectly have done more to protect the dutch trade and industry, by giving it a less impoverised clientship than that which now lives yonder. The *total trade of Java* amounts actually (1900/04) but to fr. 21 a head, scarcely 1/80 of that of Holland itself, 1/30 of that of Belgium, 1/4 of that of Spain, 1/3 of that of

Japan, or to compare with other colonies, but 4/5 of the trade of Indo-China, 2/5 of the Philippines and 1/30 of that of Cuba.

The importation is too little to satisfy even the smallest wants and the native industry insufficient to buy more. Java is poor and will remain poor as long as no stop is put to that perpetual extortion, to that plunder of its riches, which may also be stated for :

C. — *The exploitation of the mines*

It was a blessing for the colony that the exploitation of the tin mines at least remained for the greater part in the hands of government. During the year 1907, the profit for the state may be calculated at fr. 46 millions, which else would have gone to the capitalists and have left the country. The *coal* mines, being of no great importance, are also for the greater part worked by the community, but the exploitation of the *gold, silver* and *diamond* mines is left to the initiative of private persons. Except 2 or 3, the produce of the latter is not great; the expectations have not been realised, only the jobbers and speculators of all kinds have found therein a source of interloping gain. Quite different have been the results obtained by the production of oil for the richness of which the subsoil of Javaa nd Sumatra had been famous since many years. The production augmented from 1895 till 1904 from 64 to 1,033 million litres, of a yearly value of more than fr. 200 millions. No other industry in the Indies has taken in a short time such a downright capitalistic character than that of the oil : two great companies possess a monopoly, discarding all others; a contract has been made with the migthy « Shell company ». They want to form a capital of 600 millions and a contract will be made with the Standard Oil company to rule together a great part of the world. The profits are enormous (15,8 millions in 1905) and a more far-sighted government would not have parted for nothing with those immense oleaginous grounds, which will be left to decay when

the richness will be exhausted. It ought not to have been allowed to let these millions go to distant countries, almost without any profit to State the community.

D. — Means of conveyance

Already in a far away past, the Indian Archipelago was the scene of action of a levely traffic among the natives, in which especially the Javanese showed themselves to be bold navigators. All that has disappeared ; the main trade is quiet and the coasting trade for the greater part is in the hands of foreigners. The sailing vessels have been obliged to make place for steamers. And the total tonnage of the ships has been doubled in twenty years. Dutch navigation companies have received yearly subsidies of 1,700,000 francs to the charge of the natives ; sea ports have been constructed, submarine cables have been placed, not so much in behalf of the inhabitants of the colonies as to make the foreign capitalists yield more profit.

It is even doubtful if the construction of the *railways* has not in many cases turned rather to favorise the great industry aud so procure dividends and lucrative places to the Europeans, than to guard the interests of the natives who have scarcely any products to transport by wholesale. The length of the railroads augmented with 150 °/₀ in twenty years and is now (the tramways included) of 5,000 kilom.; 1/7 of the railways and all the tramways (except the military line of Atjeh) are let to private persons who have the best lines, the netto revenue by kilom., being 5,500 francs for the railways of the State and 18,300 francs for the others.

The greater part of the money, wanted for the construction and the materials of those railways, goes to Europe.

The prices of the native products have not run up, the salaries remained low and so an attempt, which might have favorised the economical evolution of those countries, does not succeed because it showed too much its capitalistic tendency.

E. — Capitalistical tendency

Notwithstanding the most magnificent redundant devices, it is not at all «the love for the natives», which is the mover of the reigning classes of the colonies. The pursuit of gain is the only motive, gain made no matter how, obtained no matter where. If the gold mines of Siberia, the guano layers of Peru, the mines of Alaska or the railways in Araby, or even the speculation in Yankees, Jungles or Kangourous promised more gain, obtained with less labour, the Dutch capital would have turned its back on the trade and industry of Java. Capital has no fatherland.

The Dutch capitalists sent but a part of their abundance to the colonies, but that part is rather important. The great signification of the colonies for them is not so much the sale of the products of their industry, neither the trade nor the transport; their principal aim is to invest their capitals profitably in the colonies. Only the capital of the joint-stock mine companies, the agriculture, the industry, the means of transport and the banks amount already to fr. 1860 millions. Adding to this the enterprises managed privately, this sum will not stay under 2 milliards francs. With the shares of american railways and of the Russian State, those investments form a great part of the national fortune.

The reward has not been waited for in vain.

In 1905 the benefits have been calculated as follows: for the plantations of sugar = 52.0; for those of tobacco = 62.4; for the railways = 18.3; the banks = 15.0; the navigation companies = 6.9; the oil undertakings = 18.0; the gold mines 13.5 etc. etc. In consequence the ransom paid by the colonies to the European capitalists in this one year amounts to no less than *186 million francs*. And all these swindlers curse with a pious gesture the « bijdragen » (contributions to the Dutch treasury) of former times, which claimed scarcely 1/8 of that tribute; they execrate from the bottom of their

hearts the system of the cultures, which never, even in the most unmerciful periods, took on an average more than 1/5 of that which nowadays the foreign capital takes unobservedly, in silence, from the natives that are dependent from their goodwill under the hypocritical device of « ethical politics », that is to say : Moral and free of every egoitism.

Those are the persons who incite to the expansion of the colonies. Every reduction of the colonial duty, already too heavy for our shoulders, seems to them a crime, diminishing for them the occasions of capitalistic exploitation. On Java, the dutch colonial regime has sown misery ; the other islands have been neglected as long as there were no mines to work in or no tobacco to gather ; but could this system, fatal to the Indies, have been advantageous for the native country? Which influence has the possession of those colonies had on the economical development of Holland, on its well-being in the past and the present?

III — The influence of the Colonies on the economical development of Holland

Near the mouths of the Rhine and the Meuse, on a soil conquered on the waves of the Ocean lived in former times an energetic people, rearing cattle on the fertile meadows, carrying on a lively trade over sea, based on numerous manufactures, the purveyor and transporter of Europe, long before ever having possessed an inch of colony. In the XVIIth century, the Republic of the United Provinces, the actual Holland, had rapidly reached an unheard of prosperity, to fall already in decline towards the middle of the XVIIIth century, notwithstanding the enormous extension of its colonial Empire. It is only in the second half of the XIXth century that it seemed to revive, in a time when the colonial possession had for every nation very little advantage. This brief survey suffices to prove that the benefits of the native country are often exag-

gerated. For the *agriculture*, for the rearing of cattle and for the fishing, the principal means of existence in Holland, the influence of the colonies can only be very little. We will see what it has been for trade, navigation and industry.

A. — The trade of Holland

Holland has always been and is still one of the principal commercial nations of the world. With a population of 0.37 % of that of the world, its traffic amounts to 0.68 % of the trade of the world (calculated per inhabitant), standing first on the list. Immediately after come Belgium and Switzerland that have no colonies, then (in the fourth place) England with its immense colonies, but also with a strongly developed industry. Especially after 1870,when the industry of Germany took its flight, the total trade of Holland took an enormous extension, augmenting with 375 % in 35 years, while the population increased but to 55 %. Whilst the total traffic of those years increased to 7,700 millions, that is 210 millions a year, that of the colonies augmented but with 14 or 15 millions, which proves sufficiently that it was less the possession of the Indies than the geographical situation and the historical evolution which made its trade prosperous.

Already in the times of the Romans, the Batavians and the Frisians carried on a lively trade. Under Charlemagne, the art of weaving developed and during the reigns of the Counts of Holland, several flourishting markets sprang up. After the Crusades, a great deal of trade was carried on between the Baltic, Russia, Spain and the Levant countries, which the Netherlands furnished with ships and merchants. England exchanged there its wool for corn and 2/3 of the french commerce passed through our hands. Along the Rhine, the most ancient and still yet the liveliest trade was carried on with Germany, and the wholesale trade existed there already in the time of the Counts of Burgundy (XVth century),

the germ of a universal trade supported by a universal industry.

The decline of Belgium towards the end of the XVth century favourised the dutch trade, which took especially a large flight, thanks to the civil wars which ravaged the surrounding countries,whilst the tenacious struggle with Spain awoke the energy and opened by force the way to America and the Indies.Already before 1600,it was written : «the Dutch people are like the bees; they suck their honey from all kinds of flowers, they draw their riches from all countries ». Amsterdam was « the store house » of Europe. More than 160,000 sailors sailed over all the seas on 15 à 20,000 ships of the mercantile marine and transported yearly a milliard worth of merchandises.

But Holland could not maintain itself on this summit of prosperity : already in the second half of the XVIIth century, germs of decline were remarked which rapidly increased. The tarif war with Colbert (1664), the navigation act of Cromwell (1667), the decline of the trade on the Baltic and the Mediterranean were the causes thereof. But all in vain, it struggled heroiccally for more than 60 years against England and France for the sovereignty of the sea. Holland had to bow its head and yield the place to its mightier rivals. Whilst the total trade of Holland stood in proportion of 5.1 with England in 1650, it was but 6 : 7 in 1750 and 2 : 5 in 1792. It remained in that level till our days with 7 : 17 in 1904. Already before the peace of Utrecht (1713),money was withdrawn from trade and invested in shares or speculations. The losses suffered through the incessant wars, the decline of the industry made Holland decay more. And the continental system of Napoleon I gave it the finishing stroke. It only raised again in the last 30 years, notwithstanding of its getting again in possession of the colonies in 1814.

Neither the Indian company nor the system of culture have been an important factor in the dutch trade and still in our days,the traffic with the colonies plays but a secondary part.

A part only of the export of the colonies is sent over to Holland: more than half of the exported quantity of quinquina, tobacco, tea, rice, coffee and nutmeg goes to the mother country, for an average sum of 115 millions a year. But — for more than 220 millions must be bought elsewhere. And of these products imported in Holland, the tobacco has the greatedst value, finding on the secular market of Amsterdam a better sale than elsewhere,as long as the Japanese government has not cast its eyes on it to buy it. The coffee market also seems to be threatened these last years.

Of the other colonial products f i. indigo, arrack, nutmeg, djati wood, maïs, cacao, pepper etc. etc. between 15 °/₀ and 50 °/₀ are sent to foreign markets, to an amount of scarcely 50 millions of francs, 1/7 of the total of these importations in Holland. But of the sugar (175 millions),of the oil (38 millions of francs, almost nothing comes in the Netherlands to enliven the market. Of the total of imports in Holland in 1905, estimated at 5.370 millions there come from the colonies but 830 millions, and this as long as one has not found elsewhere more advantageous outlet, for it is not true at all that the trade follows the flag. It is the case with all the countries too weak to be able to have recourse to protection, which, on the other hand, would ruin all the trade of the Netherlands. Of the total of the exportations of Holland, scarcely 1/30 goes to the East Indies, 146 millions of 4,150 exported. Steel, iron and machines count for 30 and the manufactures for 46 millions or 32 °/₀ of the produces, yonder imported. The exportation to the colonies has a strong tendency to decline. It formed in 1857/66 = 11.4 °/° — in 1877/86 = 6,1 and in 1897/1905 = 3,7 °/₀ of the total of the exported merchandises. The dutch trade provides but for 31 °/₀ in the wants of Java, on account of the ever stronger competition of the other countries, especially of England and of Japan. As an outlet or market for their goods, the Netherlands have a much greater interest in the sale in the United States, or Russia, Belgium and England, and whilst the East-Indies took but

3.5 % in 1905, Germany took 50.6 % of the exportations, that is 15 times more.

The augmentation of the traffic with the three last countries with 10 % would be already more than the half of the whole colonial trade, and in six years (1090-1904 , the augmentation of the Dutch trade was from 7.250 to 9,520 millions, i. e. 2,270 mill. more, which is already two times more than the trade between Holland and its colonies. In order to show the subaltern part that the colonial trade plays in the world-trade, we will give some ciphers. Supposing the total of the colonial world-trade be 100, the English part is 89.0, the French one 8. 6, the American one 5 7, and the Dutch one 5,2 %.

But the colonial trade being only 15 % of the world-trade, the dutch colonies take only 0.78 % i. e. 1/120 of the whole. There is also a great space open to the commercial spirit of my countrymen.

B. — The Dutch fleet of merchantmen

The story of the navigation, which transports only merchandise and travellors over the water, is generally strong connected with trade. By its very long coats, its great and deep rivers, its geographical position and an important «hinterland» nearly deprived from any sea, Holland is destined to navigation, but it is no more in that degree, as in list the 17th. century, the merchantman of Europe

In 1830, Holland was still the second naval force, only surpassed by England; now it takes number 12 on the list of naval nations, in spite of the important transit-trade of its sea-ports, only surpassed by England and the United-States. Of the 32 millions of tons, entered in the Dutch ports in 1905 (of which 2/3 in Rotterdam, where the colonial trade is without importance, but the transit-trade enormous', only 1/50 was under the Dutch flag. In the last 10 years, the fleet of merchantmen augmented with 835 thousand cubic meters in

1896 till 1210 thousand in 1906, also with 46 °/₀, while the tonnage of steamers augmented in 30 years with 2,167 till 3,826 cubic meters, i e. 71 °/₀.

The navigation in Holland was already in the remotest times very flourishing and developped greatly after surpassing the competition of the Hansa cities in North-Europa and Spain in South Europe. In the 17th century, it was the greatest in the world, but had to retreat before the Englishmen, who ever since rule the waves. After the fall of Napoleon I, the protection of King William I couldn't make it revive and as steam was used in the navy, Holland didn't kwow how to make profit of it ; it recovered only after 1890. The colonies are not, in any way, connected with it, for only 0,9 °/₀ of the ships, visiting the Dutch ports in 1905, went to or from India. Where is the influence of the colonies on the Dutch navy?

Obliged to compete with other countries, of all the ships of those colonial ports, only 15,6 °/₀ and on the number who set sail from India only 29,4°/₀ were sailing under the Dutch flag while the English flag was hoisted on 49 °/₀ The navigation in the colonies takes only 1/30 part of the Dutch navy which is not yet very prosperous. This statment proves that *the significance* of the colonies is of very little importance in this respect.

C. The influence of the colonies on the Dutch industry

Though of every thousand of workmen and employees, the Dutch industry takes 338 in business (Germany 374, Belgium 382, Switzerland 407 and England 560), Holland is not an industry-land ; the small industry is predominant and the used capitals of litlle importance.

In former centuries, Dutch industry was of greater importance. Its story tells us of ships, built by the Bataves, of the butter and cheese industry of the Romans, of the weavings since the 11th century and of the breweries etc. Factories were eshablished in Holland after the Spanish war and the

revocation of the Edict of Nantes, and in the 17th century Holland was ready for great industry.

Especially the textile industry was important, just as leather, rope and sail-factories, sugar-refineries, Delft-wares and paper manufactories. About 1700 Holland had reached the culminating-point, but it was also near its fall.

The competition with other countries, living in peace, diminished the former so very flourishing industry and the political troubles, the jealousy of the different provinces, the enormous amount of the expenses of war and of the custom duties destroyed the industry altogether. In the beginning of the french revolution, Holland was already in an absolute econominical dissolution, when Napoleon I destroyed the rest of the industry, trade and navigation which in former centuries was so earnestly connected to produce enormous richess for Holland. Holland had become, says H. Roland Holst in her book « Kapitaal en Arbeid in Nederland », a nation of monopolisers, annuitants and beggars, a country of social contrasts without classmovement, of capital without work and misery without murmuring ».

And that just before the great industrial revolution, the using of the steam followed by the marvellous technical inventions. England and France produced already by the new machines, but Holland was still using the former ones, a defenceless prey for its competitors. England was soon the first on the world-market and trade was subjected to industry The junction of the Northern and Southern Netherlands proved to be a bad thing for Holland, and only after 1830 the industry came in better condition. As the constitution of 1849 placed the power in the hands of the « bourgeoisie », it made a nice profit by building railways and harbours ; the agricultural crisis was necessary for new industries which could draw more profit out of the agricultural products and make nice conditions for the great capitalists. But that all happened without colonies.

The principal industries which export at present time are : flour of potatoes, butter, beer, chocolate, gin, margarine, paper,

cheese, condensed milk, which have nothing to do with the colonial possessions : there is an exception for machines, and drapery. The reason of the augmentation of the industrial capitals, of the engines and the number of workmen on the factories, must also not be sought in the colonial possessions.

The Dutch industry knew, before the possession of India, times of great flourishment, and passed also during its large colonial possession, bad times. Just now, while all the harbours are open for the wares of all countries of the world, it cannot be of great intrest for the Dutch industry. Has it already been perhaps? France and Spain had, during several centuries, great colonies, but no great industry : only after losing its colonial possession, the spanish industry became flourishing : Belgium and Switzerhand never had colonies and industry is very great in those countries, while Germany and the United States have not acquired their great industry by colonial possessions. The same happened for England and Holland. Even for sale of industrial articles, the importance of the Dutch colonies has often been overrated. Holland exports only ammunitions and railway-materials, often made in Germany or in England, then some liquors, clothes, Delftwares, chemicals, machines, drapery. etc. but every where other countries are in competition with Holland for those wares. The value of all those industrial Dutch articles sold in India is not more than about sixty million francs, being 1/10 of the whole exportation of those articles and even not 1/50 of the whole exportation of Holland. Of all our principal industrial-products, only a very little part is for India, except textile articles.

Until 1886 Holland bought more drapery than it sold ; since that year, Dutch textile-industry has grown and now it is with an about 137 millions (in 1905) value one of the most important export-factors. Which is the part of the colonies ? In 1904 Holland exported to India coton, woollen and silk drapery amounting 40 millions and to other countries 97 millions. Of the drapery imported in the colonies for about 88 millions

only 4,6 °/₀ were made in Holland, the other part (54 °/₀) was transit. England only imported 44 °/° of the whole and expecially on the coton it makes progress untill Japan comes and expels both.

On the other important branches of national industry, the colonies cannot have any influence; not speaking about agriculture, of which 1/3 of the Dutch people lives, I will only mention the coal-mines and the sea-fishery. The bruto production of the mines in Limburg was 3,1 mill. and the fishing on the Noord-Zee and Zuidersee was 25,2 millions i. e. 28,3 millions, feeding about 24,000 men, which in the same number of workman fed by the colonial export-industry. So much be said that the richness of the ground and the produce of fishery give more than the possession of colonies which costed many lives and much money and the profits whereof are only for some Dutch and foreign capitalists.

Remains only to speak about profits and prejudices of the colonial possession for the possessing classes and the labour classes, coming to a short conclusion, without speaking now about the rights and interests of the natives with which the Report of Amsterdam treats.

IV. — The profits and prejudices of the possession of colonies.

a) For the ruling classes.

The ruling classes make profit out of the salaries, pensions, out of the rents and dividends, and the augmentation of capital.

About twenty-five years ago, Dutch industrious capital entered the colonies — at first agriculture, then mines. Shareholder societies were founded and also much of national capital was used in India.

Estimating the national richness at 30 milliards, about 1/14

is used for Indian Societies. Our financiers are attracted by the easy manner on which Dutch governement gives to its favourites concessions for mines, and supports tobacco and sugar-planters,and by the hope of making great profits without any work or trouble. About 130 millions are obtained by sugar, tobacco, oil and a very little amount goes to the exchequer ; the government looks only for the interest of the great capitalists.

It would be interesting to know how much milliards Holland took already from its colonies. One part (during the 19th century) went to the exchequer ; another (not great) was for the Dutch industry; a little amount was spent on philantrophical purpose : more for luxury, but the greatest part was wasted in the exchange, by speculation. This speculation was the consequence of the enormous capitals, obtained in India by no work.

It begun already with the East-India Company,which made market-price of its shares, fluctuated by the different supply; the shares came in the same conditions as the Dutch Public funds. Capitals were invested in tulipe-bulbs, in Moscow and Abessynian societies; the rage for play erected by John Law in France, was very soon introduced in Holland and in Amsterdam, the greatest exchange of that century. The erection of the Handelsmaatschappy gave more occasion for gambling and the coffee-market, with its various prices, was a very nice occasion for gambling. It made capitalists and beggars in one day, according to the market-price. Selling fictitious quantities, the ware-trade became a gamble play with shares, and even the manufacturers were in hands of those gamblers. The producer works and makes profits or loses, but the speculator has not to leave his office, doesn't rise anything and makes profits : he is as the spider in its web, which is quietly awaiting flies and sucks the last drop of blood. It is very difficult to know the influence of the colonial capitals upon this national vice, but nobody can deny that speculation can only grow in a country of capitalists.

Holland is already since a long time, England is slowly becoming a land where the capitalists live on their rents, and the greater the rent and dividends, the slower spirit and energy. The colonial capitals, so easy obtained, were not invested in national production but in railways of N. or S. America, in mines of Transvaal or Russian or Peruvianshares. Often money was given to English manufacturers to help them to oppress the industry of their own country. Credit was given to foreign lines to oppress the Dutch lines.

And so we can understand how the commercial report of Holland gives in 1905 a value of 1,250 millions more forimport than for export. This difference of 30 °/₀ is to be found in capitals invested in colonial and foreign societies. But the trouble is that all those capitals are withdrawn from the national economy, and the capitalist is more interested by the share-prices on the Exchange than by the good conditions of the colonies.

Only one part of the possessing classes is interested in the colonies. It the employees of governement and of particular entreprises.

B. Offices and conditions

The civil service with clerks, physicians, etc., included in 1900 about 7500 Europeans, earning about 63 millions. But they would also earn their livelihood if the Dutch flag was removed by another. In army and navy, there are about 1650 officers eaning about 13 millions, while the 16000 soldiers and sailors have not so much that they desire colonies. There are in the army constantly 15-20 °/₀ foreigners, and as they are volunteers, they would also be in foreign military service. The pays of the High Dignitaries are enormous for that poor country. In the european government, the pays are 5 times higher than for the natives. And every Dutchman goes away as soon as he has enough and sails to Holland to consume his pension : the amounts of the pensions is already

23 millions and for the greater part spent in Europe. They also destroy the richnes of India by withdrawing money from that economical poor country. The same with happens particular societies.

The employees of particular societies in 1900 were about 13000 persons; the greater part would earn the same wages in English as in Dutch colonial possessions. The number of all those employees is difficult to be given for Government does not tax the revenues, but a number of 27-20 millions is not to large. But how much of those Europeans are interested in the colonial possessions of Holland ? Neither the Germans, nor the Swiss, nor the Englishmen, nor the Armenians, nor the mongrels, nor the Dutchmen amounting 1/10 of the total number. Only the high dignitaries as well as the Directors of mines and plantations, etc., are interested in colonial possessions. All the other would also work under a foreign flag, if not better.

The beourgeoisie, speaking about colonies, industry, trade, etc., only regards its own interest, the interest of its own class. But higher than that interest is the interest of the people of Netherland, and that people is constantly condemned to take all trouble and misfortune, while profit is for the possessing class.

C. — Profits and prejudices for the working class

Some profits are connected with the possession of our colonies, even as militarism gives a livelihood to some workmen. Though it be rather difficult, I have tried to translate in ciphers the benefit which the labourers draw from colonial possession, but I only state a global calculation. During the XVIIth and XVIIIth century, the time of the Company, the millions withdrawn from by the colonies filled the pockets of speculators, of high dignitaries, only some drops of this gold-rain fell on the people. During the XIXth century, the gold-rain fell constantly on the Exchequer ; railways

and ports were built, the national debt diminished. But in 1905, the legislator has been obliged to give 84 millions back, which shall be followed by several other millions. So the trouble of all those things will press upon the shoulders of the working men, who had the least profit of all.

I have calculated how much the workmen have earned by our colonial possession and I found the following :

48 °/₀ of labourers work in agriculture, fishery, etc., in State-service or otherwise and have no profit in colonial possession. In the navigation, railway, banks, trade and industry, the number of workmen for Indian export is about 25700, let us say 30000 with a salary of about 1080 francs a year, which is a high cipher.

Looking upon the millions withdrawn from India by the capitalist and sons of the bourgeois, the total of 31 till 35 millions salary of workmen is without importance : a salary which they should have had if the Dutch flag never had dangled above Insulinde.

As a producer, the interest of the workman is also nothing : as a consumer, the colonies give also little profit, for the prices of colonial ware are not fined by India, which is of no importance on the world-market, as long as free trade is maintained. Colonial possession glorified by the Dutch capitalists is indifferent to the working class, for the risk of trouble and and misfortune is greater than profit.

Seduced by the enormous colonial profits, enormous capitals have been withdrawn from Holland which could have revived Dutch industry and agriculture. In future, it is probable that the industry in India, based on low wages, will become a dreadful competition for our working men.

But the deficits in the colonial estimation shall constantly draw millions and millions from the exchequer, which will augment the taxes. The continual expansion of our colonies makes it difficult to defend them and by the building of new ships, the workingmen have to pay for the bourgeois imperialism. And if the colonies provoke war, the workingman, the

poor, has to give his life for the profit of the bourgeois. The exploitation of the country and the people of Insulinde was miserable. Favours were only given to the capitalists, but for the workingman the colonies are not at all necessary,and in future, they will only give trouble and misfortune. And considering the question from this side also, we ask only following :

« Is it necessary for the Dutch Proletariat, looking at the well and woe, the pro and contra, and thinking of the dangers, to maintain the possession of the colonies ? »

V. Conclusion

Coming to the end of my study, it will be possible to make a conclusion for the economical usefulness of colonies for such a litte country as Holland is. That conclusion is :

Holland is guiltyof a robbing, during several centuries,of land subdued to its power ; as well during the time of the E. India-Company as during the capitalistic period, it has robbed as there is no example in colonial history. That system of robbing, of withdrawing millions and millions from the country, has destroyed the agriculture, the industry and the native-trade, and made the people as poor as possible. Always pushed on by an unquenchable gold-thirst, enormous capitals now are in Holland, without any use for the development of national economy.

It is a very wrong notion that Holland cannot be without its colonies; the best colonial product, sugar, is no more be found on Dutch markets, and without the tobacco-market in Amsterdam, the colonial trade would be is of no importance, looking to other countries.

In the struggle between the countries for commercial dominion, the question is not the possession and size of their colonies, but the victory will be to the most industrious people. And by the open door trade, the colonial pessession is without interest for the Dutch merchant.

Dutch navigation is no, more as it is was called, the Sailor of Europe, though Holland possesses great colonies; but the competition with stronger peoples and the want of energy make that a very great number of foreign ships come in Dutch ports and the number of Dutch vessels for India is very small.

As for industry, India doesn't give the necessary elements nor do we find there a market for our products. Only the manufactured objects are asked but for other articles, the colonies are in the second rang, constantly diminishing by the competition of England, Japan, Germany and the United-States. Since 1850, Holland has been obliged to give the same rights to manufacturers, sailors. etc. of all countries; no privilege has been obtained for Dutchmen. A new competition is the development of Japan, and Germany, without colonies overuns our possessions. If governement gives favourable conditions for a native industry, Dutch imports will completaly disappear.

The colonial capitals have done nothing for the evolution of Dutch economy. So the community has not had any profit in colonial possessions which was only for a few. But the dividends of that capital and this profit go also to other countries and the number of foreign societies grows every day. Holland can be only sure about the revenues of the fonctionnaries and of the employees, money which for is also a great part is spent in Holland. But while the whole world is open to young men, we needn't have colonies.

For the Dutch proletariat, the profit of colonial possessions is not remarkable, for it concerns only 1/50 of all workingmen. It is for the others of no importance; on the contrary, it is a great danger for the future — every day it gives more trouble. The colonial expansion — so vehemently wished by the bourgeoisie, is only for their interest : looking from the workingman's point of view and thinking about the well and woe, it is rather difficult to say that colonial possessions are necessary. The capitalistic and labour interests are in con-

flict, and there also will be a very great economical struggle.

Colonies may be of a great utility for countries with too much population, with a very great industrial production. Holland doesn't want them at all. Even for Germany, it so not necessary to have colonies although Germany is much greater, more developped.

It is also not true that Holland dies or lives with its colonies and that this possession is a national interest. The Dutch people is the dupe of history, which placed a great burden on his shoulders ; even for the ruling classes, the time of profits is passed ; troubles and misfortune will begin. Holland can live and will live without colonies, and it is the question if it would not be in better condition if it had never had colonies.

Passed time binds us and will perhaps vindicate itself, but in the present, the class of workingmen has no reason to desire our colonial possessions if they were not ; for the maintenance of colonial possession is not a national interest, not a labour interest, but only an capitalistic interest.

H. VAN KOL

B) Report of the «Social Democratic Federation»

(Great Britain)

—

« Ruin of India by British Rule »

The British Empire in India is the most striking example in the history of the world of the domination of a vast territory & population by a small minority of an alien race. Both the conquest & the administration of the country have been exceptional, and although the work has been carried on, save in a few directions, wholly in the interest of the conquerors, we English have persistently contended that we have been acting really in the interests of the subdued peoples. As a matter of fact, India is, & will probably remain, the classic instance of the ruinous effect of unrestrained capitalism in Colonial affairs. It is very important, therefore, that the International Social-Democratic Party should thoroughly understand what has been done,and how baneful the temporary success of a foreign despotism enforced by a set of islanders, whose little starting-point and head-quarters lay thousands of miles from their conquered possessions, has been to a population at least 300.000.000 human beings.

To begin with, India was conquered for the Empire not by the English themselves but by Indians under English leadership, and by taking advantage of Indian disputes. When the

English, following upon the Portuguese, first landed in India for the purpose of commerce, they were almost overwhelmed by the wealth and magnificence of the potentates whose friendship they asked for and whose protection they craved. At the time their connection with this part of Asia began, India was a great and rich country whose trade had been sought after for centuries by the peoples of the West. If civilisation is to be gauged by the standard attained in science (*), art, architecture, agriculture, industry, medicine, laws, philosophy & religion, then the great States of India at that period were well worthy of comparison with the most enlightened and cultured parts of Europe & no European monarch could be reckoned as in any way superior to Akber, Aurungzib, Shah Jehan, or Sivaji; while it would be hard to name any European Minister of Finance equal to the Hindoo Rajahs Toder Mull and Nana Furvana. We still scarcely know how far we ourselves have been influenced in many departments by the science and thought which spread westward from the great Indian Peninsula. Even when full account also is taken of that « anarchy » of which nowadays we hear so much from Anglo-Indian bureaucrats, as having everywhere prevailed prior to English rule, we discover that

(*) Those who wish to go farther into the question of Hindoo achievement in various directions will find an admirable summary, largely drawn from European statements and admissions, in « Hindu Superiority » by Har Bilas Sarda published in English at Ajmere in November 1906. In his laudable anxiety to uphold the reputation of his race and country the author may, perhaps, take a somewhat optimist view of the capacity of his own people; but the quotations given & the facts adduced in this book of more than 450 pages ought to silence for ever the foolish and ignorant sneerers at Hindoo inferiority. It is not so very many years ago that I remember hearing the Japanese spoken of with similar lofty contempt by English traders and travellers.

there is little basis for all this pessimism of the past beyond the eagerness to exalt, however dishonestly, the superiority of European methods.

It is safe to say that never was the condition of India more anarchical than that of France, Germany, the Low Countries and Italy during a great portion of the Midlle Ages. Thugs and dacoits were at no time more dangerous or more cruel than the bands of robbers and freebooters who roamed at will in those days through some of the finest regions of Europe. The exactions of the feudal nobles and chieftains were in many cases worse than the heaviest demands made by Rajahs or Nawabs ; the dues to the Church were certainly not less onerous than the tithes to the Brahmins. Nadir Shah 's sack of Delhi was horrible ; but not worse than the Constable de Bourbon's sack of Rome. Yet he would be a bold man who should urge that the Pax Romana with its blight of the great slave-worked estates and constant drain of wealth to the Metropolis was better for the mass of the people than even the turbulence and oppression of the period of the Crusades. Progress was going on al the time, & we can now see that what has often been called anarchy was but the commencement of a new and more vigorous life. It may be that European interference checked a similar development in India following upon the gradual break-up of the Mogul Empire of Delhi. At any rate, Europeans have no right to claim that they have benefited the country, until evidence has been given that the mass of the people are really better off than they were, or than they are, under native rule. That is the test of the merit of all governments, home or foreign. Do they or do they not secure increased welfare for the body of the people governed ?

Englishmen of all Western peoples are perhaps the least qualified to enter into & fully comprehend the national life & development of a number of Asiatic nations, bound together

for a comparatively short time under our alien rule; but whose growth for thousands of years has gone on in conditions so entirely dissimilar that it requires an effort of the mind to reach back to the period when the two civilisations had a common starting-point.

Writing fifty years ago when the relations between Europeans & Indians were closer than they are to-day Mountstuart Elphinstone expressed himself as follows : — « Englishmen in India have less opportunity than might be expected of forming opinions of the native character. Even in England few know much of the people beyond their own class, and what they do know they learn from newspapers & publications of a description which does not exist in India. In that country, also, religion and manners put bars to our intimacy with the natives and limit the number of transactions as well as the free communication of opinions. We know nothing of the interior of families but by report, and have no share in those numerous occurrences of life in which the amiable parts of character are most exhibited. Missionaries of a different religion, judges, police magistrates, officers of revenue or customs, & even diplomatists, do not see the most virtuous portion of a native, nor any portion unless when influenced by passion or occupied by some personal interest. What we do see we judge by our standard. It might be argued in opposition to many unfavourable testimonies that those who have known the Indians longest have always the best opinion of them ; but this is rather a compliment to human nature than to them, since it is true of every other people. It is more to the point that all persons who have retired from India, think better of the people they have left, after comparing them with others even of the most justly-admired nations ».

Few would venture to dispute Mountstuart Elphinstone's knowledge of his subject or the justice of this statement.

What was true then is still more true now. The pernicious nonsense supplied by Anglo-Indian pensioners & others to the press in India & in England concerning Indian cowardice, ignorance, slavishness & incapacity is written wholly & solely with the object of upholding a nefarious despotism; which, though less openly brutal, is more insidiously harmful even than that of Russia. The numerous races & peoples of India are still capable of great work in every field of human endeavour. Wherever they are allowed a free outlet they display the highest faculties; & it is absurd to contend that great States which managed their own business capably for thousands of years, which outlived and recovered from invasions & disasters that might have crushed less vigorous countries, would be unable to control their own affairs successfully if a handful of unsympathetic foreigners were withdrawn, or driven out, from their midst.

Previous invaders and conquerors of Hindostan mostly settled in the conquered territory & invariably employed the natives in the highest posts civil & military. Native ability was made use of in every department of the administration. Men of capacity, however humble their birth, might & did rise to be the highest functionaries of a Mohammedan monarch or became the heads of considerable Hindoo Empires themselves. The people were thus not crushed down by successive waves of interlopers who never make their homes in the country and drain away its produce steadily to a foreign land. But under English rule the old system has been completely changed. The result of the great battles of Plassey, Assaye, Wandiwash, Seringapatam & Gugerat has been to deprive 225,000.000 of Indians ofa ll control over the policy and administration of their own country and to put even the great Native States, which still retain a nominal independence, increasingly at the mercy of the same despotic

power. Up to the time of the mutiny even, to half-a-century ago this system of complete domination was not so fully worked out as it has been since ; & the rule of the famous East India Company which lasted till 1858 was far lighter & more considerate of the interests of the population than has been the Government of the Crown. Not a single one of the solemn pledges given by the late Queen of England & Empress of India, in favour of justice to Indians, has ever been fulfilled and the Indians find themselves to-dav, after 150 years of British domination, in a far wore position, in regard to having any control over their own affairs, than they have ever yet been. Here and there an Indian is allowed to creep into the Civil Service on sufferance, or specially servile persons are rewarded by the Government with seats on the Legislative Councils, where they have no authority whatsoever ; these, however are but exceptions which prove the rule.

According to an official return to the House of Commons, obtained many years ago, with great difficulty, by the late Mr John Bright, the conditions not having materially changed in the meantime, out of 39,000 officials who drew a salary of more than 1.000 rupees a year 28.000 were Englishmen & only 11.000 natives, or in the ratio of more than five to two. The Englishmen, however, received on the average in salaries more than five to one what the natives are paid. Of 960 civil offices which really control the civil administration of India, 900 are occupied by Englishmen and only 60 by natives. The Indians have no control whatsoever over their own taxation, nor any voice at all in the expenditure of their own revenues. The entire civil government is now carried on by men who live lives quite remote from the people they govern, who have no permanent interest in their well-being & who return home, which they have frequently visited in the meantime, at forty-five or fifty-five years of age with

large pensions. India is, in fact, now administered by successive relays of English carpet-baggers, men who go out with carpet-bags & return with chests, having ordinarily as little real sympathy with the natives as they have any deep knowledge of their habits & customs.

These District Officers,as they are called, are the real rulers of India. They have the well-being of millions upon millions of people at their disposal. They land in India, nowadays, already fullgrown young men, brought up & educated in a totally different society, by no means well-versed in the native languages, convinced of their own great superiority, and prejudiced on many points to a degree which even the best of them cannot materially overcome for years.

And these are the duties which the District Officer has to perform in a tropical country among a strange people: He is

Collector of the Land Revenue.
Registrar of the landed property in the District.
Judge between landlord & tenant.
Ministerial officer of the Courts of Justice.
Treasurer & Accountant of the District.
Administrator of the District Excise.
Ex officio President of the Local Rates Committee.
Referee for all questions of compensation for lands taken up for public purposes.
Agent for the Government in all local suits to which it is a party.
Referee in local public works.
Manager of estates of minors.
Magistrate, Police Magistrate and Criminal Judge.
Head of Police.
Ex officio President of Municipalities.

Now what does this all mean ? No human being, had he the versatility of an admirable Crichton and the endurance of a

Hadrian, could possibly do this work efficiently himself. Consequently, the business falls into the hands of that worst class of natives, who are eager to play the part of jackals to the governing white minority. There have here and there been administrators of exceptional genius who, having landed early in India, became habituated to the ways of the people & were able to exercise reasonable supervision over their subordinates. But these cases were exceptional even under the Raj of the old East India Company: to-day they are almost unknown. According to practically universal testimony, European officials are becoming less & less capable of thoroughly understanding the people they are sent out to govern. The most important work also is perforce. done in a hurry and such work is necessarily bad work.

Such is the alien civil administration. The military is like unto it. In the last resort we English hold India by the sword. A well known Anglo-Indian official of high rank, walking with a great Afghan chieftain, many years ago, on the ramparts of Peshawur, held forth to him on the importance of the British power in India & the overwhelming forces it could bring to bear. « Your power in India » replied the Khan coolly » is 70.000 men well armed ». The European forces in India are now somewhat in excess of this and the native army, officered in all the higher grades by Europeans amounts, including reserves, to 180,000 men, without artillery since the mutiny. The cost of this army is entirely thrown upon the revenues of India and amounts to upwards of 19.000,000 £ a year — a terribly heavy tax in itself on a very poor population, and the heavier that so large a proportion is paid away in salaries to foreigners.

It is claimed by the supporters of European domination that this army, though admittedly entailing heavy charges, is cheaply purchased; seeing that by its presence peace is

ensured from one end of Hindostan to the other. But the horrors of peace, even in the Western World, are often worse than the horrors of war, and in India this is unfortunately still more apparent. The vigour & intelligence of one-fifth of the human race is being kept down by this despotic peace. Beautiful arts are falling into decay. Native culture is being crushed out. Agriculture is steadily deteriorating. Anything in the shape of patriotism or national feeling is discouraged, & its advocates are persecuted & imprisoned. Denunciation of the wrongs of British rule is treason & legitimate combination to resist tyranny is a pernicious plot. Peace is not worth having at such a price, even if accompanied by increasing wealth. But when such peace goes hand in hand with growing impoverishment for the mass of the people, then clearly we are face to face with an utterly ruinous & hateful system.

It is true that India is inhabited by many races & peoples ; true that there exist between them many racial & religious causes of quarrel ; true, also, that the Mohammedan minority of 60,000.000 or so scattered throughout British & Native territory conceives at times that it has grave wrongs to adjust against the vast Hindoo majority of some 240,000.000 or 250,000.000. Internecine war is, therefore, quite possible, should we withdraw. But, even so, there are more terrible fates in the world than to die fighting, and the slow starvation of tens of millions of human beings is far worse than any slaughter on the battlefield yet heard of. The marvel is that India, overborne as she is by excessive, costly and unsympathetic administration in every direction, is able to hold her own at all, & that Indians under existing conditions ever show that high distinction in so many branches of human thought & learning that they unquestionably display.

But it may be urged : Look at the results of European management as applied to India. The great cities of Anglo-

India, Calcutta, Bombay, Madras, Agra, Delhi give an impression of wealth & magnificence worthy to be ranked with anything that can be seen in the West. Fine railways admirably built and handsomely equipped conduct the traveller from one end of the Empire to the other ; affording not only the best convenience for passengers but enabling transport of goods to be conducted with ease, cheapness, & rapidity thus, also, putting it in the power of districts which have a surplus of food to provide for the shortcomings of those where drought & short harvests prevail. Irrigation works on a large scale, though not equalling the complete systems of water provision which existed under the best of the old native rulers, are being pushed forward as rapidly as possibly, and rendering famine from drought practically impossible in those parts of the country where their influence is directly felt. Afforestation is being carried on under careful & systematic control, so that the harmful denudation of large districts observable in countries supposed to be much more advanced, such as the United States, is permanently averted. Elaborate arrangements have been made whereby in periods of famine relief works are at once started & the afflicted people are employed on useful enterprises close to their own homes. Disease, epidemic & endemic alike, is treated with a thoroughness & knowledge previously unheard of ; while the best known principles of sanitation in tropical climates are applied wherever possible.

Not only so but many drawbacks of the ancient native society have been swept away. Thugs have been suppressed for three generations. Suttee was put down as long ago' Dacoity & highway robbery are rarely heard of. Justice is administered without corruption, and torture is now almost unknown. Indians, if not admitted to prominent posts in the government, have opportunities in the way of acquiring the

higher European education never at their disposal before. The press is in the main fairly free and rights of speech and combination are allowed which no foreign prince certainly has ever consented to before.

Much of this if, not the whole of it, is correct. The English have introduced into India continuous peace and many of the advantages of Western civilisation. Had their influence then been confined to such work as was done by a few of the old East India Company's servants, who knew, were known & were loved by the people ; had they restricted their efforts to remedying admitted evils in Indian administration, as was done to some extent very successfully in more than one of the great independent States ; had they recognised that what was needed for improvement was not complete Europeanisation but sympathetic cooperation of really capable white men, thoroughly versed in Indian habits & customs and divorced from constant life among Europeans, with the Indian themselves ; had they in short regarded India always from the Indian standpoint : it is undeniable that great benefit might have resulted to the country. But, all this notwithstanding, had the economic relations remained the same, India would still have been as desperately impoverished as she is to-day.

The total gross value of all the produce of British India for 225.000.000 of hnman beings cannot be put at the outside at more than 1 £ per head. The late Mr. William Digby put it at not more than 12/6 per head. No such dire poverty over so large an area was ever before known on the planet. And the impoverishment is increasing. Mr. Digby, himself an official of one of the great Famine Agencies, & with special opportunities for obtaining information, calculated that the ryots in the Districts outside the permanent settlement get only one half as much to eat in the year as their grandfathers did. and only one-third as much as their great-grandfathers did, Yet, in

spite of such facts, the land tax is exacted with the greatest stringency & must be be paid to the Government in coin before the crops are garnered! Thus, apart from other drawbacks, our system forces almost the entire agricultural population into the hands of the native money-lenders, from whom alone money to meet the tax can be obtained; & then we hypocritically lament the usurious disposition of the men who lend on the crops! When it is remembered that every improvement which a ryot makes in his holding he is taxed for; that fallow land in British territory is taxed as high as cultivated land; & that little allowance is made for famine periods, it is easy to comprehend the crushing effect of our ruinous system upon the miserable agriculturists, who constitute four-fifths of the Indian population. But for the money-lenders-if, that is to say, the native usurers refused to lend on growing crops — the Government of India would at once be bankrupt.

It is argued, however, that, as population is increasing, the idea of impoverishment on any large scale is absurd and a German Social-Democrat, Mr. Edward Bernstein, who has been acting as advocate-in-chief on the continent for the British India Office, in place of M. Paul Leroy-Beaulieu retired from the field, contends on this & other grounds that English government in India has been beneficial. The same argument was used in relation to Ireland prior to 1847. Population was rapidly increasing in that island; therefore the people of of Ireland must begetting richer in spite of all the absentee proprietors & of all the talk about the drain of wealth to Great Britain. In that year, however, came the cataclysm, in the course of which millions of people perished or were expatriated; & it was then discovered that Adam Smith himself had said that « poverty seems favourable to generation ». Not only seems but is; as Russia can testify as well as Ireland & India. There are more people in British India than ever there were,

but they are living on an ever - falling standard of subsistence. How long we shall have to wait until the cataclysm comes in this case it is difficult to say ; but is certainly not far off.

The evidence as to increasing poverty is absolutely conclusive. According to official report after official report it is clearly established that an increasing proportion of the population is yearly getting less & less to eat, & Mr. Digby's contention is in the main verified. Taking only the period of direct British rule since the Mutiny in 1857, we have conclusive evidence from Viceroy Lord Lawrence down to Mr. C. J. O' Donnell, Mr. Smeaton & Mr Thorburn that, economically at any rate, our rule is a complete failure. None indeed has put the matter more clearly as to the impoverishment than Sir William Hunter, who for many years prior to his death had filled the post of literary advocate-general of British domination, & who admitted that even in 1880 no fewer than forty millions of our Indian population lived in permanent starvation. Matters have become very much worse since.

The reason for this continuous depletion of wealth & destruction of well-being is not far to seek. And this reason applies to the entire population under British control. Here, at any rate, race, colour, religion make no difference. All are subject to the same terrible disadvantage of the drain of produce away from India on English account without any commercial return.

This drain, or economic tribute, from which most conquered dependencies suffer, is specially severe in the case of India. Making every possible allowance, it is clearly established that, comparing the Indian Exports & the Indian Imports, the overplus of Exports for which there is no commercial return now amounts to more than 35.000.000 £ a year, or considerably in excess of fifty per cent more than the total Land Revenue

obtained from all British India (*). This drain has been going on in an increasing ratio, & necessarily with deepening effect, ever since the British occupation. It means that India, naturally a country with the greatest possibilities for wealth-production in every department, is being steadily bled to death, in order to pay pensions, interest, home charges, dividends & remittances in Great Britain to the capitalist & landlord classes with their hangers-on Wherever it is possible to throw a charge upon the Indian revenues this is at once done &, as the Indians are wholly unrepresented either in India or in Great Britain, they are unable to complain effectively in any way whatever. It is very doubtful whether the Spaniards ever exacted anything approaching to this tremendous tribute from their American possessions, even in the hey-day of their ruthless extortions. When to this drain of 35.000.000 £ annually is added the amount paid for the services of Europeans in India, including the 75.000 white soldiers, which runs up to many millions

(*) Ordinary readers rarely follow calculations in the text. I prefer therefore to put the figures of the Indian trade in a note. It must be borne in mind that no analogy whatever exists between such a country as the United States & India. The excêss of Exports from the United States may be & as a matter of fact are represented by the unseen import of bonded & other indebtedness redeemed from abroad, or by investments in foreign countries, which, also, would not in this case appear in the trade returns. It is certain that India's debts are not being repaid but being added to, & it is equally certain that she has made & is making no investments abroad. Consequently, the actual net surplus of exports from India over exports into India, the exports & imports of treasure being duly taken account of, represent the total amount of the actual drain of produce from India without commercial return. Now the total excess of exports for the last three years as given in the corrected official returns are for 1902-3 £ 18.570.811; for 1903-4 £ 24 961.773 and for 19045-

sterling, it is clear we need look no farther for the real cause of India's frightful impoverishment & the continous famine and plague which now steadily prevail in some part or other of our territory.

Yet when famine on a larger scale comes, as the inevitable result of this terrible drain of wealth to England, the possessing classes in Great Britain itself, who receive this huge tribute and fill the appointments in India with their relatives, consider they are performing a deed of wondrous beneficence if they return to India 500.000 £ in one year out of the 1 000.000.000 £ or more they have taken out of the country in unpaid-for produce during the past fifty years. No wonder that under such circumstances the agricultural population is drifting into the hopeless position already referred to. The poor ryots overtaxed & heavily indebted » except in the richer irrigated » lands eat or sell every saleable article the land produces, use » the manure of the cattle for fuel, & return nothing to the

---

£ 20.144.132 or an average of £ 21.500.000. But this is far from being the amount of the drain. In order to arrive at the true figures & in order to balance correctly, we have (as the estimate of values is made at the Indian ports) to add at least fifteen per cent to the total of the exports in order to make up for a similar amount for profit, insurance & freight charged on the imports at the points of debarcation. If this is done in regard to the three years named. it will be found that upwards of £ 14.000.000 on the average should be added to the £ 21.000.000 of excess exports Thus the real yearly drain of wealth from India represents at least 35.000.000 £. In fact it is much more ; as there can be no doubt whatsoever that much of the treasure retained in India on balance of treasure imported, as well as more than their proportion of trade imports. goes to the Native & Border States which are not under direct British control though their imports as well as their exports are calculated in with the figures of purely British territory.

» soil in proportion to what is taken away. Every increase of
» population increases the danger. Crop follows crop without
» intermission, so that Indian agriculture is becoming simply
» a process of exhaustion. Even in some tracts of canal-irrigated
» land, where water is lavishly used without manure, crops
« have ceased to grow. An exhausting agriculture & an increa-
» sing population must come to a dead-lock. No reduction of
» the assessment can be more than a posponement of the ine-
» vitable catastrophe ». This was written by the cclebrated agriculturist Sir James Caird in his report as Special Famine Commissioner nearly thirty years ago. His predictions are being fulfilled under our eyes. The « catastrophe » he foresaw is close at hand.

To borrow money at interest from England in these conditions, in order to build more railways, is only to intensify the drain & multiply the number of syphons to suck out wealth for foreigners. Even to create more irrigation works, likewise with borrowed money, can have no permanently good effect, so long as the drain of produce without return goes on upon a greater scale. That drain & the excessive employment of Europeans in India at heavy rates of pay render ruin certain whatever else may be done. There are two Indias : Anglo-India with fine European quarters & luxurious arrangements battening upon the wholesale impoverishment of the country ; and India proper, undergoing misery such as has never been seen on a like scale elsewhere, even under twentieth century capitalism.

But now matters are becoming so unendurable that the industrious, thrifty, patient Indians themselves are beginning to feel that some change must be made in their lot. The educated classes are beginning to understand what European tyranny, economic & social, means to all who are brought under it, & to know that their impoverishment is occasioned by British rule & not by the forces of nature. Famines occured

in India before our conquest; but continous famine such as now afflicts some part of India every year was wholly unknown under Hindoo or Mohammedan rule. Black plague has been known as an epidemic in India for centuries; but black plague as an endemic pestilence working death all through the year had never been heard of till we brought to Hindostan, within the past generation,the full blessings of European civilisation.

This horrible disease with its ravages bids fair to do more to break up native society & to turn the mass of Indians against us than anything else. At the time of writing the mortality in India by plague alone is at the rate of 90.000 a week. Now plague is above all other dangerous sicknesses the disease of poverty. Where in hot countries there is great poverty, there the plague finds its most congenial habitat. No other proof of the increasing poverty of India is needed than the increasing fatality & persistence of this scourge. The natives are panic-stricken, & the very measures of scientific precaution taken by European doctors & their subordinates to prevent its spread, involving as they do constant interference with the most cherished & even sacred native customs, render the foreign despot more hateful than he was before. Such is the irony of events, when once an Empire has entered upon the downgrade. All the efforts of the unscrupulous Anglo-Indian press in India & at home to stir up the old ill-feeling between Mohammedans & Hindoos will have little influence as against the discontent & hatred engendered by the manufactured plague & the methods used for its suppression.

Meanwhile, too, a new spirit is being displayed in the towns. Meetings & protests against British mistakes are becoming rather the rule than the exception, when discontent is felt, even in patient Bengal. There is movement & stir in Bengal on political grounds; in Punjab & the

Mahratta country on economic grounds ; while all over India a propaganda in favour of boycotting European, meaning of course English, goods in favour of Indian & Asiatic goods is going steadily forward. Slowly but surely the economic situation of India is being appreciated & the cry of « India for the Indians » is being systematically raised. Even at the « Indian National Congress », which meets every year, and which strongly protests its loyalty to the British Government, an advanced party has been formed, which undoubtedly looks to complete independence for India as the only hope of the future. This party is gaining strength daily and the more determined of its members have taken a vow never in any circumstances to serve under or to aid the foreign Raj. Indians visiting England are even more outspoken as to the future. They take courage from the example of Japan & argue that if it has been possible for little Japan to place herself in the front rank of the nations within a space of forty years, with very little assistance from Europeans, it is surely quite possible for India with her 300.000.000 of people, and her fighting races, whose numbers alone are fully treble the entire population of Japan, to take courage by her example &, even unarmed, to sweep out of Hindostan by one great & simultaneous effort the 200.000 of Europeans & Eurasians who at present despotically control her fortunes & are ruining her future.

There is no longer any hope of improvement by peaceful or constitutional means. Thirty years, perhaps even twenty years, ago it was still possible to have so reorganised British administration, by reestablishing native rule under British leadership and by stanching the drain, as to give India full outlet towards a new and prosperous period. But, lately, both capitalist factions in England have shown a firm determination to continue in the course of wrong-doing and

tyranny. M[r] John Morley, the sham Radical placeman acts as Secretary of State with even less of real sympathy or statesmanship towards Indians than the late Viceroy the Tory Lord Curzon who, by common consent of Europeans and natives of all grades in India, was the worst Governor-General Hindostan ever had. Attempts are even being made at the present time, in view of the growing discontent and threatening demonstrations against our system, to maintain our domination, as it was originally established, by stirring up internecine animosities. Even official organs are not ashamed openly to appeal to the fanaticism of Mohammedans against Hindus for the special purpose of weakening the rising agitation against unendurable economic, social and race oppression. But this shameful policy will be unsuccessful and neither Moslem bigotry nor European rifles and artillery can permanently maintain a foreign despotism which has proved a failure in every direction. White capitalist rule, now doomed to an early overthrow, will seem but a short and hideous nightmare in the long and glorious life of India. Upon the withdrawal of the English the Indians will begin afresh their old career of internal development, side by side with the other progressive peoples of the world.

But India is only the most conspicuous instance of the ruinous effect of European capitalism upon subject races. Other nations, so far as their opportunities permitted, have been as injurious in their dealing with the less-developed peoples as the British. France, Italy, Portugal, Spain, Belgium and now the United States and Germany have carried on the same system on a smaller scale. It is for the International Social-Democratic Party of the World, representing the classes that gain nothing whatever from the tyranny which, hitherto, while suffering under, they have helped to uphold, to organise and assist any efforts that may be made to destroy

for ever the pernicious domination of capitalism in all its forms, and to bring about the emancipation of all mankind regardless of race, colour or creed.

May 1st, 1907.

H. M. HYNDMAN.

P. S. — Since the above paper was in type, affairs in India have assumed a more critical aspect. Not only is the black plague extending its ravages, but even by official accounts, which, of course, minimise matters as far as possible, the mortality has now mounted up to just 500 000 every month! This, so far, is chiefly in the Punjab. The arrest & deportation of Mr. Lala Lajpat Rai,without even the form of a trial,or any justification whatever for such a proceeding, has aroused a bitter feeling of indignation among the educated classes of India from one end of the Peninsula to the other. Mr. Lajpat Rai is a man who has devoted his life and his fortune to the service of his poorer countrymen when suffering from the disasters of famine and earthquake. He was engaged at the time of his arrest, as Mr. O. Donnell, M P., a late member of the Anglo-Indian Civil Service in this very district, has clearly shown, upon a perfectly legitimate, sober and reasoning protest against the action of the Government in raising the Land Tax to famine point, and in exacting payment for lands, reclaimed by the Punjabi peasants, which had been specially exempted from assessment at the time of their reclamation. All this has been proved to demonstration. But Mr. John Morley, the philosophic Radical, speaking as Secretary of State for India on behalf the Liberal Government, has justified his infamous Muscovite methods in the House of Commons, and Mr Lajpat Rai is being slowly done to death in gaol. Thus, in England as in other countries, the Liberals and Radicals are again showing what cowardly tyrants at bottom they are. No

attempt has been made by the government of India to defend itself against the overwhelming charges of the deliberate bleeding to death of India, formulated against it by myself and others who thoroughly know the facts. It has been distinctly shown by members of the Anglo-Indian Government themselves that the terrible drain of produce from India for nothing; the excessive demands for the Land Tax as well as the manner in which it is collected in cash before the crop is grown; and the Salt Tax which, though reduced, still acts as the direct promoter of disease for men and cattle due to insuficient consumption of this necessary of life : it is being proved, I say, not by the adversaries of British rule but by its supporters, that these shameful extortions are the direct cause of the frightful impoverishment and plague mortality of the Indian people. The so-called « unrest » is meanwhile extending throughout the country, and men in high place, who have had 40 years experience among the Indians themselves, have warned the Government that,unless a complete change of system is made, the end of our rule in India is close at hand. What the economic effect of that collapse would be on the middle classes of this island, it is not necessary for me to describe at length here. Enough to say that it would mean an immediate deduction from the incomes of the non-produters of Great Britain of not less than £ 35,000,000 a year.

c) The Colonial question in Belgium

The *Belgian Labour Party* has delegated three of its members to lay before its extraordinary Congress of June the 30 th, preparatory to the International Congress of Stuttgart, the very complex question of the Congo.

The taking over of the Independent State of the Congo being on the order of the day, it is especially this aspect to the problem which dominated the discussion.

Hector Denis was chosen to expose the principle of capitalist colonisation as well as the economical commercial and financial aspect of the problem.

La Fontaine's mission was to trace the situation of the Congo as regards international law.

Furnémont made a report on the project of the Belgian Colonial Charter deposited by the Clerical Government.

And lastly Vandervelde has treated the question of actuality : what attitude must the Socialist party take up in the interest of Belgium and in the interest of the natives, in the question of the taking over of the Congo.

The principle of Colonisation

The report of Hector Denis on the principle of Colonisation is in absolute conformity with the resolutions already voted by the International Congresses. He does not examine the colonial problem in a specifically Belgian standpoint and concludes with the following resolution which has been unanimously adopted :

The congress condemns the principle of capitalist colonization which places the indefectible rights of Humanity below the reason of state which, in the intertropical colonies of plantations, by use of force and obligatory labour, turns the natives into a means, into instruments of lucre, tending to their annihilation, and which, in the haste of enjoying the

colonial riches, takes no heed of the normal and human conditions of the evolution of primitive nations towards civilization.

The congress:

Affirms as a duty of solidarity and of justice superior to all the interests and to all the revendications of civilized nations, their common and collective obligation to labour for the elevation of primitive nations with all the elements and for all the advantages, which their own historical development has caused them to acquire, and to make all the energies converge towards Humanity.

The International position of the Congo question

The report of La Fontaine is drawn up as follows :

« Considering the question by the stand-point of International law, the formation of the Independent State of Congo is a case which is unique in the history of the world.

Indeed, the territory which actually constitutes this State, has neither been occupied by a sovereign, nor by mandataries directly delegated by a Sovereign State, nor by emigrated population, but by an association of exploration and of civilization, the International African Association.

This association was created after the geographical Conference which assembled in Brussels in 1876.

In 1878 the Committee of Studies of the Higher Congo and lastly in 1882 the International Association of the Congo took its place.

The question then was to know whether such an association could possess Sovereign rights : divers autorities who were consulted and especially Sir Travers Twis and M. Egide Arntz answered in the affirmative.

On the 22nd of April 1884, the government of the United-States of North America recognised the banner of the International Association as equal to that of a friendly government.

The empire of Germany did the same on the 8th November 1884 and one after the other Great Britain, Italy, Austria',

Hungary, Holland, Spain, France, Russia, Norway and Sweden, Portugal, Denmark and Belgium followed their example.

While these recognizances were going on, an International conference assembled in Berlin, on the invitation of Germany and of France, from the 15th of November 1884 to the 26th of February 1885. Its object was to regulate the commercial regimen of central Africa and to establish an agreement on the following points : Ist. On free trade in the basin and mouths of the Congo ; 2nd. On the application to the Congo State and to the Niger of the principles adopted by the Congress of Vienna, with a view to consecrate the freedom of navigation on several International rivers, principles which were applied later on to the Danube ; 3nd. Definition of the formalities to be observed so that fresh occupations of the African Coast sould be considered as effective.

As may be noticed, the International Conference of Berlin did not specially have as object the International Association of the Congo. The only official intervention of this association consisted in adhering to the general Act of Berlin as a power, and this adhesion did not give rise to the least protestation from the other powers represented.

On the 21st of April 1885, the Belgian Government sollicited from the Houses of Parliament the authorization for the king to become « the Head of the State founded in Africa by the International Association of the Congo ». This authorization was given by the votes of the 28th and 30th of the following April.

On the 1th August and afterwards, king Leopold II notified to the powers that the possessions of the International Association of the Congo would henceforth form the Independent State of the Congo and that, by agreement with this association, be took the title of Sovereign of this State .

Notwithstanding controversies which have arisen on this subject, it this certain that the unanimous consent of the great powers has sanctionned the manner which was inaugu-

rated for the formation of the Independent State of the Congo. No strict rules on this subject exist in international law ; no international code has been promulgated and the unanimous consent of the States is sufficient to create the right.

*
* *

The Independent State of the Congo is an absolute monarchy : it seems difficult that it could be otherwise, for it is not actually possible to give to the african negroes any political rights and the white population, on the territory of the Congo, is composed of persons none of whom are citizens of the new State. This curious situation is due to the fact of the superposition of a European civilisation to a population, which is incapable of assimilating it immediately.

However it be, all the powers, in the Independent State of the Congo, emanate from the Sovereign But, on certain standpoints, he cannot exert them in an absolute manner, precisely in reason of international restrictions.

« The general Act of Berlin first stipulates that the commerce of all nations will enjoy complete liberty ». The result is that the Congolese monarchy can establish neither entrance-rights nor transit rights, differential treatment is forbidden, as as well all concessions of monopolies or privileges in commercial matters, and only taxes can be levied as an equitable compensation for expenses useful for commerce.

It is stipulated on the other hand that « foreigners shall enjoy, for the protection of their persons and of their goods, for the acquisition and the transmission of their furniture and landed properties and for the exercise of their profession, of same treatment and of the same rights as the nationals.»

Lastly, the regulating and overseeing of the navigation of the Congo may be entrusted to an international commission, which will be constituted as soon as the five powers who have signed the General Act will have named their delegates. This ocmmission has never been constituted.

It is worthy of notice that the preceding dispositions are not only applicable to the Independent State of the Congo but to all the territories which form what been called, the conventional basin of the Congo.

*
* *

The recognizance treaties for the benefit of the International Association of the Congo, have all stipulated the right, for each of the states, to establish on Congolese territory a consular justice for their nationals, in case the Congolese justice should not be sufficiently organised.

It is for this reason that the first care of the Independent State of the Congo has been to organise criminal justice by a decree of the 7th of January 1886 and civil commercial justice by an ordnance of the 14th May following.

The most important question which attaches itself to this matter is to know who will be judge of the sufficiency or insufficiency of Congolese justice. There is no doubt that the Independent State of the Congo will be able to refuse the exequatur to the Consuls,named by the other States. These will, however, have the right, by the terms of article 12 of the general Act of Berlin, of submitting the case resulting from this situation to the mediation of one or of several friendly States or to a court of justice acting as an arbiter.

*
* *

The General Act of Berlin contains besides dispositions relative to the protection of natives and to the slave-trade.

All the interested powers promise to watch over the conservation of the native populations and the bettering of their moral and material conditions of life, and to concur to the suppression of slavery and especially of slave-trade.Consequently « they will protect and favorize,without distinction of nationality and of religion, all religions, scientific and charitable

enterprises and institutions, created aud organized to these ends or tending to instruct the natives and to make them understand and appreciate the advantages of civilisation. »

Moreover, the powers will take care that their territories are not made use of either as a market or a means of transit for the slave-trade of any race and they will use « all the means in their power to put an end to this commerce and to punish all offenders in this respect ».

* * *

Such are the obligations imposed to the Independent State of the Congo by the International treaties. The non-observation of these treaties could only give rise to a collective intervention of the powers who have signed these treaties or who have adhered to them. As to the nature of the coercive measures which might be taken, there exists no international rule to determine them. Those which have been employed on several occasions against Turkey and China are well known.

But, who is right ?

What is certain is, that all these obligations will pass over, with the transmission of sovereignty, to the State who will be the receiver, donee or heir of the Independent State of the Congo.

* * *

In presence of the project of taking over of the Congo by Belgium, the question is to know what will henceforth be, with respect to International law, the situation of this country.

Other countries have already passed from the situation of Independent State to that of colony attached to a Sovereign State : such was the case with the Transvaal and the Orange Free States. Henceforth these two countries may no longer conclude any treaty with any foreign power : Great Britain alone can act for them. The same thing will happen with the Congo.

But, there is need to distinguish between colonies peopled by citizens of European origin, such as those of Australia, Canada, the South Africa colonies, and colonies administered by mandataries from the mother-country such as India, Tonkin, Annam. The situation of the former may be compared to that of an emancipated minor and that of the second to a non emancipated minor.

It seems certain that the foundation of the Independent State of the Congo has had as its aim the educating and civilizing tutorage of the inferior populations of Central Africa. This was indicated by the Geographical Conference of 1876 which gave as object to the Association it created, the exploration and civilization of the Black Continent and not a business object.

Who says tutorage says family-council. The International family is the Society of nations : it is in its bosom that such a council should be chosen. Therefore quite a special character, and international character, should be given to colonization carried out in countries possessing a barbarous population.

Belgium should establish in the Congo a colonial regimen, quite different from those in use elsewhere; it is such a regimen that the Independent State ought to have organized.

The fact that the mission of Belgium in the Black Country will be a mission of tutorage will especially have grave consequences in a financial point of view. The capitals and the men, who go to these countries, have evidently a right to a just remuneration, as a manager or lender would have the right to obtain a remuneration for services rendered to a minor. But the State which assumes the tutorage of the inferior races has no right to any remuneration, tutorage being absolutely gratuitous : the finances of such a colony must be exclusively used for the profit of the colony itself. The advantage of the mother-country will be to obtain situations in the colony for many of her children and to

create commercial relations between the colony and herself. This is all the profit to which she has a right.

From the fact that the colonizing country exerts an international public duty, the financial situation of the colonized country will be under the constant supervision of the council chosen by the nations and the affectation of the eventual profits realized by the colony will be submitted to the appreciation of this council.

It is also evident that the tutorial mission could be withdrawn from the colonizing country which would have shown itself unworthy of it, the latter country having however the right to have the case submitted to a mediator or a court of arbitrage.

The new conception of a civilizing colonization which we give, in opposition to the peopling and spoliating colonization is according to us, the essential element which justifies the intervention of nations among inferior or savage people. This conception must be at the basis of all really humane colonial policy. It is the only one which, all over the surface of the planet tends to giving a maximum value both to the intellectual aptitudes of men and to the material riches of the soil for the collective good of the human species.»

The Colonial legislation

This is how the report of Furnémont characterizes colonial legislation which is the ideal of the Belgian capitalists :

« The project of law on the government of the colonial possessions of Belgium was deposited on the 7th of August 1901 before the House of representatives. It should have constituted the preface of a future annexion of the African Colony, but it presented itself under a general and vague form which permitted a very long examination, during which the beneficiaries of the African work would continue to realize the enormous profits which have scandalously enriched them in a few years.

The indifference of public opinion, badly enlightened, allowed the project of law to be sent back to a central section which took the greatest care never to meet.

The 3rd of June 1906, the Sovereign King published a memorable and extraordinary letter in which he made known to the country his foolish ideals of despotic absolutism, and he provoked an interpellation which made the question of taking over the Congo make rapid strides.

However the friends of the Independent State, who are members of the Special Commission whose duty it is to examine the project of law, continued their policy of obstructionism.

The examination of colonial legislation was according to them, independent of the project of taking over of the Congo. Why only speak of the Congo State ? The colonial future of our Countrv was limitlessly open, and a thorough, conscientious, and minute study of all colonial laws would not be superfluous to prepare the future regimen of our possessions beyond the seas.

To day all is changed. The government announces that, before the end of the actual session, it will bring forward the project of annexion of the Congo and the Special Commission will be entrusted with the examination of the clauses and at the same time, it will continue the study of the colonial charter. This then does really relate to the Congo, and only to the Congo, since the world is at present so shared up that our country has not the least hope of being able to annex the slightest bit.

* * *

This project of law can be rapidly dealt with. It constitutes in the twentieth century the most unrealistic proposition of abdication that was ever made by a government of valets to a nation, which prides itself on being proud of its rights.

It would have as result the setting up of the most autocratic regimen ever mentioned by history.

It is hard to believe it, but the examination of the texts justify however the reality of it : it strengthens the rights actually possessed by Leopold II on the Congo States.

It confers on, the king — on the *king of the Belgians* — head of a constitutional and representative state :

The executive power (art. 1) ;
The legislative power (art. 1 and 2) ;
The administrative power (art. 7) ;
The judiciary power (art. 6 and 9) ;
The military power (art. 6 and 8) ;
The financial power (art. 3, 4 and 5).

What is wanted is a system of separation somewhat similar to that which our constitution establishes between the State and the Church.

The Congo will be separated from Belgium, to enable the Sovereign to dispose of it in a nearly entirely absolute manner ; but so has to recognise the appearance of the sovereignty of Belgium, the latter — will be able to generously pay.

* * *

We have said that the project of law added still more strength to the absolute powers of the Sovereign.

It is a fact that under the actual regimen the State of the Congo cannot raise a loan without the sanction of Belgium. It is well known how this difficulty was several times turned, but it is no less true that the restriction exists. It disappears with the new project of law.

The State of the Congo will henceforth be able to raise loans as it pleases, and afterwards to turn to us to fulfil its engagements. So that the Congo did not possess this right of raising loans without our authorization when it was for us a foreign State, but our letters of naturalization will give it this right as a baptismal present.

*
* *

These monstrous pretensions have at last even raised against them the consciences of some of the conservatives. And yet they are only the logical consequence of the state of mind which reigns in the directing congolese circles.

Did not Leopold II cynically say : « Some would like what they call a responsible government, especially in view of covering the person of the head of the State. Does this wish, praiseworthy though it be, be realizable ? My experience does not allow me to affirm it. » A parliament of natives cannot yet be conceived and it is difficult to see what the Congo would actually gain by being submitted to Belgian institutions, even special ones. » (Letter of the 3rd of June 1906). And Mr Delbeke, now a minister, making himself the echo of the court platitude in which grovel the members of the congolese « camarilla », made this stupefying declaration : «We must avoid having the Congo administered by the Belgian Parliament. Else it would be better to hand it over at once to England! «

Therefore, no responsible governement, no Belgian institutions, even special ones, no control, no Parliament! Such are the fine principles the government project of law tends to put into practice. Article 10 of the project of law goes further still. These exhorbitant rights, these tyrannical prerogatives, the king can delegate them to the governor general of the colony who may « momentarily suspend the execution of the decrees and himself take dispositions which will have force of law.

*
* *

Articles from 110 to 117 of the Belgian Constitution regulate the financial powers of Parliament. The vote of taxes is one of the prerogatives to which free nations attach the greatest importance. With the excuse of giving financial autonomy to the

colony, the clerical government wants to take away from the Belgian Houses of Parliament the fixing of the budget of the Colony.

Financial autonomy consists in this, that the colony must live on its own resources. But in case of a deficit, Belgium will intervene.

It has been said that £ 40.000.000 were necessary to equip the Congo, Belgium will find the money. The least that could be given in exchange would be the right to overlook the manner in which it would be applied.

« No », reply our colonials. « The budget of receipts and expenses of colonial possessions is drawn up every year by the King. »

The King will raise the loans, will grant — on the well-known conditions — the concessions of lands, mines, forests, caoutchouc, etc.

Belgium will sing... and pay.

*
* *

And the guarantees?

The project of law institutes 3 of them :

1st. A minister of the Colonies

2nd. A Colonial council.

3rd. An annual report to the Houses of Parliament.

The minister of the Colonies is named by the King.

His only function would be to countersign the King's Acts. *He would not possess any of the attributions of a constitutional minister*, but he would get the same salary. He would be, say with disarming candour the explanatory motives, the « Sovereign's agent ».

A clerical paper was asking in what the situation of the future minister of the colonies would differ from that of the « Secretary of State for the Congo » who is at present in a state absolutely dependent on the Sovereign ».

That is just what we want to know.

The Colonial Council (art. 15) is composed of four members named by the king.

Its attributions, say the explanatory motives, consist in giving « advice » on the questions « which are submitted to it by the King ».

The annual report on the administration of the colonial possessions is presented to the Houses of Parliament. The Budget is communicated « in the form of an annex».It may be theoretically discussed, but in no way be changed.

And this beats all : « At other times questions and interpellations relative to the colonial possessions will only be set on the order of the day of the Houses of Parliament if the Minister of the Colonies consents to it. » And that is all the control reserved to the Belgian Parliament.

We do not know to what degree of servility the parliamentaries have gone down to. But the Belgian nation and its conscient organ, the Labor Party, owe it to themselves to struggle against these follies.

Even Conservative statesmen are as fearful as we are of the mentality which reigns in the high Congolese spheres : they ask, as we do, that, at least, the Belgian Parliament should keep the power as to the raising of loans and the granting of important concessions.



The situation of the natives in the Congo raises the indignation of all nations and of all good-hearted men. The R. F. Vermeersch agrees on this point with M. Félicien Cattier and with the « Congo Reform Association ».

The proposed colonial legislation takes into no account the native population. « A parliament of natives can hardly yet be conceived » says Leopold II ironically. I know some who would not gain in being compared, but negroes are accessible to our civilisation. There are negroes in the French Parlia-

ment. The blacks have proved their parliamentary aptitudes in Brazil and in the republic of Liberia.

It is certain that the Congo natives have not yet reached this point, but is it a reason for systematically peeping them away from the administration of their country ? It is true that the Belgians residing in the Congo are held in the same suspicion.

*
*

And yet, have not most of those who have toiled over there to further enrich a few big capitalists deserved that the mother-country should better a little their lot on the black continent ?

The project of law does not in any way ensure to Belgians residing in the Congo the constitutional guarantees inherent to the quality of Belgian, which I do not imagine they have foregone by going over there.

It is the King or his delegate who organizes by decree — without control — civil justice and repressive military justice.

The inviolability of the home, individual liberty, the « habeas corpus » can be suppressed with one stroke of the pen — I do not mention the other constitutional liberties which are attached to political life. It is well known that they have always been a dead letter in that mysterious land. The fate is know of those who dared to speak.

« The silence of tombs reigns on monarchies », said de Robaulx : it reigns also in the colonies, and Belgium is requested to become an accomplice.

The reply of the Belgian nation will be : Never ! I beg to therefore propose to the Congress the following resolution :

« *The Congress of the Labour Party energetically protests against the project of law relative to the Goverment of the Congo, which proclaims royal absolutism unreserved and without limit.*

Gives power to the socialist deputies to pursue the vote of a

legislation in conformity with modern ideas and which conse crates above all :

1st *The respect of the financial rights of the Belgian Parliament.*

2nd *The amelioration of the lot of the natives and their participation, in a measure to be hereafter determined, in the administration of the colony.*

3nd *The integrity of the constitutional rights of the Belgians residing in the Congo.*

This resolution has been voted with unanimity.

The Attitude of Belgian Socialists

The report of Vandervelde examined the three solutions which may be in question to morrow : the rupture of all the ties existing between Belgium and the Congo State. The maintenance of the *statu quo*. The taking over of the Congo by Belgium.

The majority of the Congres voted in favour of the internationalization of the Congo and by way of extension, of all the colonies, because the conception of collective action, of the tutorage of backword nations, is superior to the conception of separate action, withits inevitable antagonisms and because it also diminishes to a great extent the cases of conflicts — Besides, on the standpoint of the fate of the natives, this solution has seemed a beter guarantee of humanity. The Congress has adopted the following order of the day:

The Congress,

Considering that socialists cannot associate themselves with the colonial entreprises of the capitalist governments without accepting a part of responsibility in the spoliation of which the native population are evidently victims in capitalist colonies ;

Considering, on another hand, that the declaration of principles of the Labour party makes it a duty to socialists to

take up the defence of all those who are oppressed, without distinction of races ;

Declares that the socialist mandataries, by not voting against the project of annexion of the Congo, would go against the principles affirmed, in several circumstances, by the socialist national and international congresses ;

Denounces to the labourers the abominable regime of spoliation and of slavery actually in force in the Congo ;

And — in the hypothesis of the taking over of the Congo — invites the socialist mandataries to struggle unceasingly to ensure the recognition of the rights of the Belgian Parliament, the abolition of absolutism and of forced labour, the establishment of a regimen of efficacious protection of the native populations.

The Congress devolves upon the General Council of the Party the duty of raising an intense agitation in the whole country against the taking over of the Congo State.

D) Report of PAUL LOUIS, in name of the **Socialist Party** (French Section).

French Colonialism

The reporter nominated by France has no intention of setting out here, in all its details, the Colonial Politics followed by the successive governments of the Republic during a third of a century. Nor is it a doctrinal aperçu that is expected from him, nor a discussion of the attitude that the proletariat has taken up or should take up with regard to the exotic expansion. This duty will belong rather to the Reporter of the International Congress.

It is proposed here to treat briefly the following points as historic premises, these historic premises and the lessons to

be drawn from them being certainly in agreement with those furnished or suggested by other countries :

1° Importance of the French Colonial Domains.

2° Causes of French Colonisation.

3° Attitude of Parliament and the ruling classes towards Asiatic and African and other Conquests.

4° Cost of French Colonisation,

5° Profits of Colonisation.

6° The Colonialism and the Foreign Policy of France.

7° How the exploitation of the Colonists tends to entertain and aggravate economic anarchy.

I

Colonial expansion is not, in our days, a phenomenon peculiar to this or that state. It has become in one way or another one of the charactistics of contemporary history, and appears as one of the manifestations of the capitalist world.

In the development of exotic possessions which marked the end of 19th century, France has had a large share. After having lost its first distant empire in the middle of the 18th Century, it reconstituted a second under the 3rd Republic.

In 1880 it retained of its old domains : the establishment of India, Reunion, Martinique, Guadeloupe, St-Pierre de Miquelon, Guyane, say 850,000 persons. From the period of the July Monarchy and of the Empire, it held Algeria, Mayotte, the Etablissements of Guinea and of the Ivory Coasts, more or less unoccupied it is true, the protectorate of the Somalis, New Caledonia, some Islands of Ocean, Cambodge and Cochinchina, Senegal, say a little more than 9 millions individuals.

At the present moment, its exotic individuals are valued at nearly 52 millions.

A vast domain has been formed in Africa, from Tunis to Fouta Djallon, to the Congo and to Lake Tchad ? The occupa-

tion of Tunis goes back to 1880, that of the Soudan to 1880-1893, that of the Congo to 1884, that of Dahomey to 1893; but in reality the conquest has been daily going on. Madagascar was definitely subjugated in 1896, its population being estimated at two millions and a half.

The Empire of Indo China, of which the kern was Cochin-China has extended to Tonkin, Annam and Laos from 1884 to 1885 principally, but recent conventions with Siam — the last was that of 1907 — has still further enlarged it. Its actual population is 18 millions.

The French colonialists are notyet satisfied; they hadformerly hankered after Egypt, Tripoli and Annam. But yesterday, they tried to get the country to penetrate Marocco.

Such is, on broad lines, the history of French contemporaneous colonisation. The number of colonial subjects of the Republic exceeds that of the national properly so-called.

II

With certain differences, the causes of French colonisation are identical with those of English and German Colonisation. Statesmen and Publicists of the ruling class have not ceased for a quarter of a century to develop its Imperialism more or less marked. Ferry at the moment when his Politics were combatted in Parliament by a numerous faction, said to his opponents: « Do you want France to become a Switzerland?» thus measuring the world-role of a country by the extent of its distant possessions. With M. Leroy-Beaulieu we find another argument, but founded on the same principle. This formula must be given since it has been refused by every Government of the Republic. « The national conscience knows that only Colonisation can keep open the vast career of activity and expansion, this necessary ideal field, which a nation, that is not in its decay, cannot completely do without ?»

And the doctrine which evokes the duties of civilisation, the obligations of policed nations as set against those who are less

so, the superiority of Europeans and French particularly, and the phraseology which, with every new expedition,is heard in honour of the Flag engaged, and often badly engaged. Here are the avowed and proclaimed reasons for French Colonisation. The only true reason and that which comes to the tip of the tongue, is the Capitalist reason, which betrays the bond that exists between the individual regime and colonialism. France has no surplus population to get rid of, there is no emigration from our country; people emigrate to it. But France has products to sell outside, to meetthe chronic overproduction which is the result of economic anarchy. The owning Class, for itself as elsewhere, has been obliged to colonise under penalty of decay. Not to perish, before its time, under its heaped up manufacturies, it has been led to look for customers, buyers, sword in hand.

III

All this French colonisation has been carried out by War and maintained by it.

Pacific penetration is only a myth. It is no more to be found in the exotic history of France than in that of England and Germany. And the repressions of revolt are not rarer than elsewhere. Tunis was confiscated by a landing of troops The Soudan was only acquired after a multitude of campains, tragic episodes as that of the Bonnies column at Tombuctou, reiterated massacres, that one vainly tries to put aside. The conquest of Tonkin, which cost a hundred millions from 1881 to 1885, made broad furrows in the army. Dahomey imposed heavy sacrifices : Madagascar meant three thousand deaths.

And in spite of all, the majorities which voted the expedition Budgets remained admirably stable : 370 votes in 1883, for the Tonkin grants, 354 in 1884, 374 in 1885. For those of Madagascar 372 votes in 1884 and 377 in 1894 ; for those of Dahomey 372 votes in 1892 ; for those of the Soudan 387 in 1892.

IV

How much do the French Colonies cost ?

Their expenses, those at least which have been charged to the nation, have increased, from year to year, with an astounding rapidity.

In 1820, it was only a question of providing for the old colonies ; the talk was of 5 millions. If Algeria be left aside, it amounted to 20 millions in 1850. 26 1/2 millions in 1870. 31 1/2 in 1880. Since then, it has almost quadrupled within the last few years, totalling 115 millions. But these are only provisions to which 40 millions must be added for supplementary credit.

Besides these must be put aside the special expenses of each colonial expedition, which have run up to tens and hundreds of millions and which are incorporated with the National Debt and continue to be a burden upon generations.

In the total of 115 millions, these are besides the unproductive expenses, those of the maintenance of troups which forms the largest part.

They reach 89 millions (West Africa 6 1/2 — Congo 2 1/2 — Indo China 10 — Madagascar 8 1/2 only for the pay of the troops). The military cost of the Indo-Chinee Empire is not less, all included, than 40 millions; but on this account France maintains 34,000 men .

In all its proportions bureaucracy is not less burdensome than militarism, fonctionarism has developed in the French possessions with marvellous celeritity.

Guadeloupe needs for itself alone 1,152 employees of all ranks ; Martinique 995 ; Reunion 904 ; Public Works on the other hand, are reduced to an inconsistent part In spite of everything French colonisation is the most expensive of the world.

V

The modern State, in creating colonial annexations, thinks before everything of furnishing itself with new markets. But it is seriously mistaken. For a long time, it was thought that commerce must follow the flag, that the country had only to be conquered to obtain then the monopoly of its market. One had, in the light of facts, to recognise the illegitimate nature of this statement. The statistics of France will show us once more the fallacy. The commercial profits which it derives from its Dependencies are out of proportion to the expenditure they exact.

France is far from being the recipient of all the profits of its possessions for the period 1900-1905. France does not come in for a half. The foreigner competes with it ruinously and in any case victoriously. In 1903 the Englishmen, Germans, Belgians, the Swiss, the Americans, the Japanes, bought and sold to the extent of 407 millions on account of the French colonial Empire : France up to 386; they sold articles for food for 220 millions for France, 226.

Let us take some particular cases. Foreign importation amounts to 7 millions on the Ivory Coast against 5 millions French importation; in Guinea it is double of the French importation ; in Dahomey it is quadruple.

Indo-China is especially tributary to China, Japan, The United Kingdom. One might say then that Colonialism does no good to France. Rather certain capitalists turn it to their own profit. The mass of the nation pays, but receives nothing.

VI.

But the increase of the fiscal taxes and of the national debt is not the only injury that Colonisation inflicts upon the French people. It has the great evil of maintaining militarism and the deplorable and barbarous sentiments that militarism necessarily engenders. It complicates the external difficulties of

France and imposes upon it limitless frontiers in other continents whilst giving it dangerous neighbours and multiplying the chances of armed conflict in the world. For years up to the morrow of the Fachoda crisis, France and England regarded each other jealous. The Moroccan crisis has reawakened on both sides causes of quarrels which seemed forgotten. Tripoli and Tunis have formerly broiled France and Italy. If a war breaks out to morrow, it is in Europe that it will take place, but it will have had it origin elsewhere. The colonial cupidities have stolen a march upon the old European cupidities. It is therefore not surprising that in France as everywhere, recent events have furnished colonialism some props, an argument or a pretext for new armaments.

VII

The attitude of French Socialists with regard to the colonial question has been unmoved. Socialism is strongly hostile to Colonialism, which rests on violent conquest and organises the subjection of the Asiatic and African peoples. It cannot, it is true, oppose succesfully the exoctic expansion which results with an inflexible fatality from the economic regime itself. For if it could check from now onwards, it it would already be master of State.

But the causes, the methods, the effects must be described. French socialism has never failed in this work, nor hesitated to expose the scandals which attach to distant enterprises every where. There remains for it day to signal the aggravations of the crisis that the improving of the dependencies engenders at home, the contradiction which exists between the colonialist argument for markets and the reality of daily events, certain French colonies competing at present in a staggering manner with home agriculture, vine-culture and cattle breeding.

It is thus that Colonialism tends to precipitate world revolution, by exasperating the antagonisms which lie at the root

of capitalism : France is able to illustrate marvellously the truth of this assertion.

Proposal of the **Bureau :**

The Bureau proposes to the Congress to place this question the order of the day.

VI

Immigration and Emigration

—

A) Report and resolution of the **Socialist Party** (United States)

Under a highly developed system of capitalism the migration of workingmen from country to country is unavoidable : the international mechanism of production and exchange presupposes an international market of labor.

The tide of labor migration thus engendered by the inherent forces of the modern system of production is growing with the growth of capitalist institutions and the increasing intensity of the international class struggle. It is made up in most cases of workingmen forced to expatriate themselves by economic oppression or political or racial intolerance and persecution.

But in many cases the migration of workingmen is artificially stimulated by steamship and railroad companies, land speculators and other capitalist promoters, who, by means of false accounts and lying promises, lure large numbers of workingmen into new countries.

The victims of these swindles frequently abandon their work, homes and friends, and exhaust their scanty savings in

travel only to find themselves suffering untold hardships and privations and sometimes facing literal starvation in the new country.

Both these forms of migration must, however, be carefully distinguished from the deliberate importation of foreign labor by the capitalist class for the purpose of increasing the competition between the workingmen of the importing country, lowering their wages and breaking the power of their organizations.

Such imported laborers, whether individually hired by contract in other capitalist countries or imported in masses from countries as yet hardly touched by the capitalist mode of production and the resultant class struggle, supply an ever-ready army of strike breakers, and are as a rule inaccessible to the Socialist and trade union propaganda.

Justice and wisdom alike dictate to the workingmen of every country to treat the involuntary and unfortunate immigrants of their class with the same spirit of solidarity and brotherhood as they treat their native fellow workers, while their sense of self-preservation compels them to resist the importation of unorganized and unorganizable foreign labor.

Fully recognizing the above consideration, the Congress, therefore, declares it to be the duty of the Socialists and organized workingmen of all countries :

RESOLUTION

1. To advise and assist the bona fide workingmen immigrants in their first struggles on the new soil ; to educate them to the principles of Socialism and trade unionism ; to receive them in their respective organizations and to enlist them in the labor movement of the country of their adoption as speedily as possible.

2. To counteract the efforts of misleading representations of capitalist promoters by the publication and wide circulation

of truthful reports of the labor conditions of their respective countries, especially through the medium of the International Bureau.

3. To combat with all means at their command the wilful importation of cheap foreign labor calculated to destroy labor organizations, to lower the standard of living of the working class, and to retard the ultimate realization of Socialism.

The Congress calls upon the Socialist representatives in the Parliaments of the various countries to introduce legislation along the general lines laid down in this resolution, as well as legislation tending to secure to immigrated workingmen full civil and political rights in the countries of their adoption as speedily as possible. The congress leaves it to the various national organizations, to apply the principles herein announced to the specific needs and conditions of their respective countries.

B) Complemental resolution of A. LEE, adopted by the **National Committee of the Socialist Party** (United States).

Whereas, there are in the United States large numbers of working people who are to some extent separated by differences of language, customs and habits, or by racial, religious or other antipathies, from the mass of native white workers;

Whereas, it is to be expected that such alien elements will continue to exist in large and perhaps increasing proportions, notwithstanding any immigration laws which it may be just, prudent and practicable to enact and enforce, and

Whereas, the existence of mutual antip athies between different portions of the working class of the country is inju-

rious to the interests of the whole class and of every portion of it, weakening them in their necessary struggle with the capitalists for present improvement of their condition and for ultimate emancipation from classe rule ; therefore be it.

Resolved, by the National Committee of the Socialist Party, that it is the duty of all party members and sympathisers, in their activity as Socialists, as members of labor organisations, and as citizens :

1. To seek to procure and protect for all residents in the United States, regardless of race or nativity, full and equal civil and political rights, including the right of naturalization for all and admission on equal terms to the benefits of the schools and other public institutions ;

2. To promote the enrollment of workers of alien race or nativity in the political and industrial organizations of the working class and the cultivation of a mutual good understanding and fraternal relations between them and the mass of native white workers.

3. By all means to further the assimilation of all such alien elements on a basis of common interest as wage workers, and to rebuke all appeals to racial, national or religious prejudice against or among them.»

c) Report of Lux. in name of the **Belgian Labour Party,** with an amendment.

It is not possible to oppose a rigid and impassible barrier to the migralion movement of those labourers, whose wants, under influence of a determinated physical conjuncture and of determined social conditions, have not been developed like those of other classes of labourers, who are considered as belonging to a more progressive civilization. If you would act so, you would retard the growth of civilization and thwart

volontarily the economic, intellectual and moral emancipation of the classes, whose development ought to be favoured.

But if Socialism, as was declared by the resolution of Amsterdam, has to condemn all legislative measure, which could have as a consequence to prevent immigration, its duty also would be to seek the measures preventing workers, living a lower life, to excercise a disastrous influence on the situation of those whose standard of life is better.

All legislative measures, which would have as a consequence to restrain capitalist exploitation, all institutions whose aim it is to organise compulsory insurance must be approved. Legal limitation of hours of labour, regulation of home work, compulsory insurance of disease, accident, invalidity, and old age, insurance for the unemployed, state pensions for widows and orphans will have as a consequence the diminishing of the competition of the workers who, unconscious of the future, would waste their labour strength. The increasing introduction of collective contracts, which prepares the compulsory trade-union, will be the weapon to combat the depreciation of wages. To this we add the measures which were recommended in Amsterdam : intervention of the socialist representatives in Parliament, in order to oblige governments to control immigration abuses ; introduction of laws giving full civil and political rights to immigrants in their new country and liberty for them to take again their former right; acceptation of all labourers « bona fide » in the unions ; organization of an information service hy the International Bureau, giving precise information of the countries where capitalists import workers.

The congress of the Belgian « Labour Party » has accepted the resolution of the « Socialist Party » of United States, but completed by the following amendment.

Considers as ineffectual and dangerous all measures which would have as a consequence to remove immigrant labourers « bonafide »:

Invites the socialist members of Parliaments to demand for

immigrating labourers equality of rights in matters of social legislation :

Invites the unions to multiply the number of transfer cards, giving to immigrant labourers equality of rights in the unions wherein they have to enter.

D) Report of the **Socialist Party** of Argentine

The governing Argentine class, formed by the large rural-landlords, has realized in the Argentine, what Marx calls a systematic colonisation, that is to say, that which sets obstacles to the direct occupation of the land by the labourers by allowing it to be clutched by the speculators at ridiculous and fictitious prices etc.; encouraging the emigration of the proletariat by means of the public funds.

To this end, the government disposes of an emigration office, whose work consists in showing to strangers a brilliant perspective of the future which expects him in this country and in paying to companies the emigrants at so much a head. This system actualy possesses warm upholders in official circles.

On the other hand, certain European governments, obeying to more or less fantastical plans of imperialism, encourage emigration towards determined points, without taking into account what the labourer will find there.

If it is desirable to receive a foreign contingent which really raises the situation of the working class, the schemes having for object the establishment of artificial currents, incited by capitalist and political greed, must be severely condemned.

It is therefore necessary the International proletariat should create a movement, tending to thwart the action of the middle-class government in matters of emigration and immigration. In young countries, the labor Party must systematically be antagonistic to all public expenses meant to artificially favor immigration, and in European states it must be required that

the agencies of foreign propogation be submitted to a severe supervision, as to the honesty of their proceedings and as to the exactness of their informations. In general, the labor information, impartial and exact, must be opposed to the government information, which always has a systematic tendency and which is often false.

We begin this task by communicating to you the following information, as regards the working class of the Argentine Republic :

The average salary of manual labourers is of 3 nacionales a day, that is to say Frs. 6,60 (the rate of gold fixed by the government being of 127,27 p. c.) The average salary of ordinary workmen is 2 nacionales, viz : Frs. 4,40. The former work from 9 1/2 hours to 10 hours a day ; the latter hardly have any fixed limits. The taxation of the articles of consumption makes living dearer than in Europe. The kilogram of bread is worth from 0,30 to 0,35 ; the kilogr. of meat 0,50 and over. The dwelling conditions in the town are generally very bad, the best remunerated workmen only hire one room for them selves and their familly, the price of a room varies from 12 to 20 nacionales a month, viz ; from 26 to 40 francs. In the country, it is still worse. The country is not ready to shelter the army of workmen that is needed each year for the harvest.

Thus a « disoccupation » has often happened a stoppage of work for thousands of labourers.

Let us examine now the legal position of the labourer in the Argentine Republic.

Modern doctrines have established, as an uncontrovertible truth, that the juridical organization of a nation depends on its economical conditions, basis of a social organisation. Our juridical situation however does not yet concord with the economical development, and a complete want of harmony may be observed between them. The Code of our country governing civil relations is immobilised in very ancient judgments and appreciations. It follows exactly the percepts of

Roman Law and consequently disagrees with our actual economical conditions. The professors of the university, admirers of the ancien regimens, maintain that the foundations of civil law are immutable and glorify this immobility of the precepts. The situation of the labourer and of the poor is in our Code not very advantageous, it is especially obvious in the chapter entitled « On hire ». The executive action allowed to proprietors of estates has a guarantee of the accomplishment of the contract contrasts in a striking manner with the difficulties of every kind, which these same laws oppose generally to the givers of labour to workmen. To the first as guarantee of payment,the Code allows the right of retaining all the products resulting from the things leased and all the objects which being in the rented apartments belong to the landlord ; it being understood that the objects which were there belong to the taker. The same Code guarantees the credit given to the taker by transforming the landlord into proprietor of all the furniture which is in the house or in use for working the rural estate, even when they do not belong to the tenant and have only been introduced for determined period or for transient use. To take the defense of the capitalists, the Code brings within the privilege of the landlord even the things which do not belong to the tenant.

Now, let us examine how the legislation acts when labour and not capital is in question : He that executes a work, says the Code, can ask the price of it even when such a price has not been agreed upon beforehand as long as this work be that of his profession or be within his habitual work. In this case, the work is taxed at the customary price, as indicated by the arbitrators. All the dilatory consequences of this state of things may be easily deducted. The workmen must first prove the existence of the contract, and he can only have the goods of the lessee seized when the price of his work will have been determined by the experts.

As to the special laws which ameliores the condition of the working class, it can be certified that up to the present none

has been voted by parliament in favour of the proletariat. The ameliorations introduced little by little by the European nations, are still unknown in the Argentine Republic. We have no fixed rules for industrial labour; it is for this reason that we have included in the minimum program of the Party the forbidding of work to children under 14 years of age; the 6 hours' day for young people from 14 to 18, of 8 hours for the adults of both sexes; the prohibition of women's work in the industries, which may be injurious to their health and their morality; of night work in the industries where it is not absolutely necessary; the weekly rest of 36 hours; the suppression of piece-work; the responsibility of the proprietor in accidents resulting from the work. There are no laws either for the hygiene or the security of work; it is for this reason that we have asked for bye-laws regulating the hygiene of works, workshops etc.

Altogether, the juridical institutions need being completely transformed as necessitated by rapid modification of the economical conditions of these last years.

Another question relating to the naturalisation of strangers is of great interest to the socialist party. The Argentine laws favor naturalisation. The length of time needed to have the right to acquire it is relatively short, the procedure is concise and rapid. Notwithstanding this, foreigners do not take advantage of it in great numbers. There are several causes for this. On the one hand, many strangers feel a repugnance to abandon their nationality; on the other hand, they cannot obtain the naturalisation as easily as formerly, since the prumulgation of the law for the expulsion of foreigners. The police opposes difficulties and possesses on this law more attributions than the judges. The latter do not deliver naturalisation card unless the person presents a certificate of good conduct, delivered by a commissary of police. To deserve this certificate, no doctrine must be professed contrary to the special political — economical regimen of all capitalist societies.

The Argentine Socialist Party has made an active and energetic campaign in order to get over these difficulties. It

has struggled for the restriction of the measures taken by the government a short time ago, measures which absolutely disagree with the Constitution.

This campaign has, however, not given a favourable result. A great number of foreign proletarians esteem that the acquisition of political rights in the Argentine does not interest them so much as the conservation of the prerogatives which they possess by keeping to their original nationality.

We think therefore, that it is necessary to raise agitation in the European states, which send us the greatest number of emigrants, so as to obtain a reform of the present legislation on the matter. We believe that Socialism can only accept obligatory citizenship according to the type admitted by the Austrian legislation. Before this project becomes a realaty, in the civilized world, it would be useful to obtain legally that the voluntary acquisition of the naturalization in a country should not deprive of the natural rights of the country of origin when the citizen goes back to it.

A few legislations declare that the right of citizenship acquired in a foreign country disappears after abandoning of the territory. Others place the naturalized citizen on the same level of civic condition as the native. In certain cases, the citizens are bound to fulfil the military service and other public duties, alth ough they have obtained the naturalization in another country. In our country, the loss of political rights begins with the naturalization in other states.

Nearly all nations admit the acquisition of citizenship in special cases, when it has been foregone by absence or by mariage, for instance, but no legislation admits citizenship when it has been voluntarily acquired.

Waht can be done to avoid future conflicts among the different legislations ? Nothing would be better, according to us, than to obtain from the respective governments the reform of this public right ; if the interested party has acquired citizenship in another country, whether obligatory or voluntary, we will have the right when he goes back to his country of

origin to choose between the keeping to his new or the returning to his former nationality, and he will therefore be submitted to the laws of the nation which he will have chosen. The demand of option shall be made by means of a written application or otherwise. By such a legislation, the juridical situation of subjects without nationality or of those who have two or more would change; and what might be a cause of conflict between nations and prejudiciable to individuals in reason of the loss of their politicial and civic rights, would disappear for ever.

We therefore have the pleasure of submitting to the Congress the *FOLLOWING RESOLUTIONS:*

The Congress declares that a propaganda is absolutely necessary in order to check the emigration artificially fostered by the governments for the benefit of the capitalist class, and to the disadvantage of the working class, which is misled by false information as to a prosperity which does not exist.

The Congress declares that it is useful that Parliamentary representatives of the Party should endeavour to reform legislation so, that naturalised citizens in the immigration countries can choose that citizenship which they prefer on returning to their native countrv.

For the Argentine Socialist Party:

A.-S. LORENZO,

General Secretary.

Proposal of the **Bureau**:

The Bureau proposes to place this question on the order of day.

Labour Legislation

—

Resolution of the **Socialdemocratic Federation** (Great-Britain)

« *The Congress will instruct the Bureau to take steps to coordinate labour legislative proposals in order to strengthen such demands by introducing them simultaneously in all legislative assemblies.* »

Proposal of the **Bureau :**

The Bureau proposes to transfer this question to the Inter-parliamentary Commission.

VIII

The Democratization of Vote and Womensuffrage

A) Report and proposal of the **Socialist Women of Germany**

BASIS. — The struggle for the complete democratising of the suffrage is in most countries becoming a more and more important point in the immediate practical political tasks of

the Socialist and Labour parties. With the development and sharpening of the war of the classes the proletariat in a great many States feels more and more the necessity of doing away with, by democratising the suffrage, all those laws which rob a considerable number of its adult members of their vote, or which prevent the united proletarian votes from carrying their ull weight — in other words, prevent the proletariat from calling all its adult army most effectually into the political battlefield. In other States, again, with the development and sharpening of the classwar, arises for the proletariat the necessity of staving off attempts to take away what suffrage t already possesses. In face of this situation the organised socialist women of Germany think it advisable, that the international Congress at Stuttgart should occupy itself with the question of the proletarian suffrage-war, as one of the most important questions for the Socialist proletariat of all countries, Finland excepted. Through this, the suffrage-war would gain not only a new, strong stimulus, but also, with all due consideration for the difference of the historic position in the various countries, a unity with regard to the demands, based on principles, which are at stake — a unity which would greatly increase its force.

The Socialist women of Germany of course mention as foremost among these demands the introduction of universal, equal, secret and direct suffrage for all adult citizens, *without difference of sex*, and the introduction of the proportional system of election.

That they lay special stress on the herein contained demand for *women's suffrage*, and wish the same to be duly emphasised, is due to the following considerations : With the constant increase of the drawing of proletarian women into industrial life, and with the intensification of the class-war, the necessity increases for the proletariat to enroll its female members, equally well armed with the men, into its army, and to lead them against the enemy. The political illegality of women paralyses the political fighting activity of half the

proletariat, besides diminishing through its necessary accompaniment — political undevelopment—its fighting capacity, not to mention the fact that this undevelopment holds back wide circles of proletarian women in the camp of their and our enemies, but in all countries increases, with the intensification of the class-war, the desire of the possessing and ruling classes to introduce a *limited women's suffrage*, and by means of its reactionary effect to annul or at least postpone the successes of the rightly-used vote of the male proletariat. One need only think in this connection of the introduction of the limited women's suffrage for the communal administrative bodies in Norway, of the stand taken up by Clerical and Conservative politicians in Belgium and Germany, of the debates on women's suffrage in the Italian Chamber, of the strong women's suffrage movement in England, which for the most part deals with the introduction of a *limited women's suffrage*, and would certainly be satisfied with that. But the introduction of a limited women's suffrage would not mean equal rights for the female sex, but only equal rights for female ownership of property, and its effect would be to strengthen the power of the possessing classes, to do which would be to postpone still further the democratising of the franchise in favour of the proletarian men and women. The dangers to the proletarian class war which the introduction of a limited women's suffrage contains can be most successfully met by an energetic agitation for universal suffrage for adult citizens of both sexes. Apart from this, at the present stage of social development, which is characterised by the steady increase of women's work in all branches, the granting to the female sex the full rights of citizenship would be an act of historic insight and common justice, a taking into account of what for millions of wage-earning women is a social necessity. The middle-class women's movement, which is growing in size and importance in all civilised countries proves this. The German Socialist women feel that reasons based both, on principles and tactics, make it imperative for

the Soclalists of all lands, in the fight for the equality of the female sex—as for the equality of any other persons deprived of their social and political rights—not to let themselves be overtopped by any bourgeois party, not even by the bourgeois women's movement, which is really fighting much less for "women's suffrage" than for "ladies' suffrage."

It is also immensely important for the proletariat everywhere to engage in the fight for the lowering of the age of obtaining the suffrage to the twenty-first year. This for two reasons : Proletarians are forced at an early age to wagework, to economic independence; they are, as independent persons, subject much earlier than the bourgeois youth to all the effects of political events, and are thus educated to political interest and brought to political ripeness. On the other hand, with the increasing intensity of exploitation, the average length of the proletarian's life diminishes alarmingly. Factory inspectors' reports, statistics, etc., leave no room for doubt of this fact. The early beginning of the economic majority of the proletarians, as well as the premature end of their political activity, both forcibly show the necessity for them to take up the fight for their earlier political majority with all energy.

Of ever-increasing importance for the proletariat is the introduction of the proportional system of election The more industry spreads from its former centres into rural districts, the more class-conscious proletarians have to follow it there from the modern strongholds of industrial life and of the Socialist movement—the more Socialist votes are split up, and therefore lose their direct effect of winning seats, as long as the proportional system is not introduced. As long as this is not the case, the same will apply for a long time to the votes which the Socialist party wins in the newly-developing industrial centres and among the country proletariat.

The Socialist women of Germany need not mention all the other well-known reasons in favour of the proportional system, nor need they here go into the other demands which

the Socialist parties must make in order to attain the complete democratising of the suffrage : such as the new division of the constituencies, fixing of the polling-day on a Sunday, abolition of the political ban on the receiving of so-called "poor relief," etc., etc. In their opinion it cannot merely be a question of the International Congress at Stuttgart expressing principles about the democratising of the suffrage, with regard to which there is surely no difference of opinion in the whole Socialist world. They expect that the Congress, as the present historic situation and the interest of the proletariat demand, will do its part to turn the principles into practice by means of the united, far-seeing, conscious struggle which is borne forward and inspired by our theoretic conception.

PROPOSAL

In the name of the organised Socialist women of Germany the undersigned moves that at the International Socialist and Trade Union Congress the following should be placed upon the agenda :— "The struggle of the proletariat be for the complete democratising of the suffrage."

OTTILIE BAADER,
(Representative of the Social-Democratic Women of Germany.)

Berlin, S. W., 63,
Lindenstrasse, 3.

B) Report and proposal of the **Socialist Women of Austria,**

The ever increasing development of industry and of industrial labor of women which accompanies it, as well as the growing democratization of the right of suffrage in all civili-

zed countries, transforms more and more into an important question of actuality the extension of this right to women. It is not sufficient that the international Social Democracy constantly declares itself favourable in principle to the obtention of the voting-right by women, it is of the utmost urgency that everywhere and especially in the most advanced countries a campaign should be led as vigorous as unceasing for the political equality of women, a campaign such as that which has been led by the Social-Democracy in favour of the right of vote of men wich is still being led where this has not yet been acquired.

Seeing that for the parliaments of a few European states the electoral rights for all men is an acquired thing since several decades and that Social-Democracy has never undertaken the struggle to extend this right to women also, and seeing that the middle-class parties of several countries begin to accept this reform and try to introduce the right of vote of women (which we consider as the necessary complement of universal suffrage) under the form of a privilege of the possessing classes, which would again destroy the political equality acquired at the cost of so many efforts, we esteem that a strong campaign in favour of the political equality of sexes among the working classes has become necessary

We are convinced that if the « International Socialist Congress of Stuttgart » will take up this question in an explicit manner, and give the comrades in every country a chance of exchanging opinions and of making known the result of their experience in this matter, we should have an excellent means of strengthening and pushing forward everywhere the camapaign in favour of the right of vote for women. For this reason the undersigned organization of women proposes :

PROPOSAL

That the Socialist International Bureau should set as a special point on the order of the day of the International of Stuttgart the right of suffrage of women.

For the Socialist Women of Austria :
ADELHEID POPP.
Vienna, XIX, Hofzeile,14.

Proposal of the **Bureau** :

The Bureau proposes to place the question of women' suffrage on the order of the day.

IX

The Adoption of an Auxiliary universal Language

A) Proposal of the **Socialist Union Vorwaerts** (Johannesburg)

The Social-democratic Labor Union « Vorwaerts » of Johannesburg, founded in 1896, the oldest socialdemocratic organisation of South Africa, comprised of 300 members, greets you cordially and begs you to transmit its greetings and its good wishes to the next congress of Stuttgart.

Our group, according to all previsions, will be represented at the congress by one of two delegates whom we have not yet chosen.

We are convinced that our delegates will be able to speak words af weight on two questions of great importance which the next congress proposes to discuss : the coloured men question and that of the emigrants ; for we are living in South Africa, in a country where these questions are of considerable importance and of daily actuality.

We beg to propose to the Committee to have the question of an International Language discussed at the Congress of Stuttgart and we support our proposition with the following considerations :

We, german-speaking Social-Democrats, living in foreign land, in a town which is a conglomeration of languages, feel the great inconvenience in not possessing an easily understood mode of expression. — If we had such a language, we could get on much better with our companions who speak other tongues and the propagation of the socialist idea would become much easier. The progress of International solidarity would be powerfully aided by means of this world's language, common to all and the work of the International congresses would be much lightened.

Though we ask for such a language, yet we leave to the care of the Congress the choice of the International language, we are of opinion, however, that the diffusion of Esperanto points this language out as a means of communication for the socialists of the whole world.

O. BLANCK (vice-chairmain), E. KOCH (secretary).

B) Resolution formulated by Prof. MONSEUR and adopted by the **Belgian Labour Party :**

« Whereas, The growing extension and complication of relations of all character between different peoples necessitate the employment of an auxiliary language for international use;

Whereas, No natural language can play such part, either because of its grammatical difficulties and those of spelling, or on account of the enormous privilege which thus would be given the people whose language would be chosen ;

Whereas, The progress successively realized in the elaboration of artificial languages makes reasonable the belief either that the solution has already been found, or that it will soon be found therefore.

The Congress holds that at one of its next international congresses the Socialist party should affiliate with the delegation having for its object the adoption of an internationa language.

Proposal of the **Bureau** :

The Bureau, considering that this question is not sufficiently ripe, recommends not to include it in the order of business of the Congress.

X

The socialist Schools

Resolution from **Socialist Sunday school Unions** of Great Britain

That this Conference recommends the starting of Socialist Sunday Schools as part of the International Socialist movement.

ANNEXES

—

IV

Les Rapports entre Partis et Syndicats

Nous avons encore reçu, après impression des feuilles précédentes, les réponses suivantes :

RÉPONSE DE L'INDEPENDENT LABOUR PARTY
(Grande Bretagne)

1° L'*Independent Labour Party* est affilié au *Labour Party*, qui est une fédération de trade-unions, de sociétés coopératives et de groupes socialistes d'action politique.

2° L'*Independent Labour Party* se compose de membres individuels et non d'organisations fédérées. Notre qualité de membre n'est attribuée qu'aux socialistes individuellement. Notre association avec les trade-unions a comme intermédiaire le *Labour Party* auquel nous sommes affiliés comme elles.

3° Les membres des trade-unions ne sont pas obligés d'être membres de l'*Independent Labour Party* et, bien que les membres de l'*Independent Labour Party* ne soient pas obligés d'être membres des trade-unions, on attend d'eux qu'ils le soient et nos groupes regardent avec défaveur les hommes d'une profession qui ne feraient pas partie de l'Union dont ils relèvent.

4° Le *Labour Party* a des réunions consultatives avec la *Fédération générale des trade-unions* et avec le *Comité parlementaire du congrès des trade-unions*, qui sont les deux organisations nationales caractéristiques du trade unionisme. Cette organisation mixte est permanente et elle est appelée « Joint Board », bureau mixte.

5° Non. Les trade-unions de Grande Bretagne ne font pas de propagande spécifiquement socialiste parmi leurs membres, bien que plusieurs unions disent dans leurs statuts qu'elles adhèrent au socialisme. De nombreux discours socialistes sont prononcés du haut des tribunes syndicales et des démonstrations de même caractère sont faites sous les auspices des trade-unions.

Francis JOHNSON, *secrétaire.*

RÉPONSE
DU LABOUR PARTY DE GRANDE BRETAGNE

1° Le Labour Party est une fédération de groupes socialistes et d'organisations professionnelles.

2° Les trade-unions nationales, en tant qu'elles sont distinctes des branches locales,sont affiliées au Labour Party et lui paient des cotisations à raison de 15 shillings par 1.000 membres en même temps que des contributions pour subvenir aux frais du groupe parlementaire à raison de deux pence par an et par membre.

3° Les trade-unions sont directement affiliées et leurs membres, avec les membres des organisations socialistes, forment le total des membres du Labour Party.

4° Nos conférences annuelles sont des réunions de délégués, élus par les groupes affiliés à la proportion de 1 pour 1,000 membres, pour examiner les questions politiques concernant intimmement les deux sections.

5° Dans certains cas, la propagande socialiste est menée

par les trade-unions,certaines d'entre elles ayant un règlement basé sur les principes socialistes.

J. S. MIDDLETON,
J. RAMSAY MACDONALD.

RÉPONSE DU PARTI SOCIALISTE D'IRLANDE

1° Notre parti n'a jamais eu de relations avec les trade-unions, ni directement, ni indirectement.

2° Les trade-unions ne sont pas affiliées et ne paient pas de cotisations au Parti.

3° Non. Nous ne connaissons ici aucune trade-union qui impose pareille obligation à ses membres.

4° Non. Les trade-unions s'occupent seulement de l'administration de leurs organismes de mutualités (maladie, funérailles et de bienfaisance), et se consacrent peu ou pas à la question ouvrière en général.

5° Non. Les trade-unions de ce pays ne veulent pas de politique dans leurs organisations et la discussion de sujets comme le socialisme est strictement interdite. Nos camarades du continent auront quelque difficulté à comprendre,avec une clarté suffisante, l'immense différence existant entre leurs syndicats et ceux qui dominent en Irlande. Sur le continent, croyons-nous, la majorité des trade-unionistes, sont socialistes. Dans ce pays, l'immense majorité des trade-unionistes sont des adversaires du socialisme et les ennemis les plus décidés de la propagande socialiste sont les dirigeants des syndicats. Les trade-unions ne permettent pas même la *discussion* de questions politiques dans leurs réunions. Elles confinent leur activité presque complètement — à l'exception de quelque grève très occasionnelle pour augmentation de salaire — à procurer à leurs membres une indemnité en cas de maladie et un don de funérailles en cas de mort. Des résolutions socialistes ont été votées, il y a quelque temps déjà, par des congrès des trade-unions, mais de telles résolutions

ne sont considérées, par leurs défenseurs comme par leurs adversaires, que comme des vœux platoniques, incompris et peu appréciés par la masse des membres et votés simplement eu égard à la personnalité des délégués qui en étaient les auteurs.

D. J. CULLEN, secrétaire.

RÉPONSE DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE NÉERLANDAIS

1° Il n'y a pas de relations formelles entre le Parti politique et les syndicats.

2° Les syndicats ne sont pas affiliés au parti politique.

3° Non. Il n'existe point de prescription pareille, bien que principalement les leaders des syndicats, basés sur la lutte des classes, soient presque sans exception membres du parti politique.

4° Non. Il y a eu déjà à plusieurs reprises des entrevues entre la direction de l'Union des syndicats néerlandais et la direction du Parti. L'agitation en faveur de l'introduction de la journée de 10 heures, la suppression du travail de nuit et la protection plus efficace de l'enfance est faite de commun accord. Le 2 mars 1907, un congrès commun a été convoqué pour prendre les mesures utiles à la diffusion de ces idées. Cette forme de collaboration n'a été possible que lorsque les syndicats se sont libérés de l'influence anarchiste par la création de l'*Union Néerlandaise des syndicats*.

5° Les syndicats ne font pas de propagande directe pour le socialisme. mais ils pratiquent la lutte des classes et il mettent en lumière cette vérité, — si pas par la parole, tout au moins par leurs actes, — que le socialisme seul est en état de donner satisfaction aux désirs de la classe ouvrière. Il importe d'ajouter que pour la propagande en faveur du S. U., il existe une convention entre le parti et quelques syndicats, comme

l'Union des ouvriers communaux, l'Union des employés de commerce et de bureaux. Ces organisations constituent avec le parti le Comité Néerlandais pour le S. U., qui, chaque année, fait en faveur de cette réforme une démonstration à laquelle participent la plupart des syndicats et leurs sections.

VAN KUYKHOFF, Secrétaire.

RÉPONSE DU PARTI OUVRIER SOCIALISTE DÉMOCRATE BULGARE

1° Les rapports entre notre parti et les syndicats professionnels sont ceux des deux organisations autonomes, c'est-à-dire :

2° Que les syndicats, quoique se trouvant sous l'influence du parti, ne sont pas affiliés en tant que groupes et ne sont pas obligés de lui payer des cotisations quelconques ;

3° Que les syndiqués ne sont pas tenus d'être membres de notre parti politique, mais

4° Que les directeurs des syndicats professionnels ont souvent des assemblées communes avec le Comité central du Parti pour s'entendre sur les questions qui concernent les deux organisations ;

5° Qu'une propagande socialiste se fait toujours parmi les membres des syndicats, Il y a même des cercles socialistes, créés aux fins de cette propagande, et ce sont nos plus vaillants camarades qui se trouvent à la tête de tous les syndicats. En un mot, ce sont des liens d'*idées* et de *personnes* qui unissent les syndicats à notre parti.

Le Secrétaire : C. BOZVELIEFF.

RÉPONSE DU PARTI SOCIALISTE DU CANADA

1. Notre parti n'a aucune relation avec les syndicats.
2. Ceux-ci ne sont pas affiliés au parti, et, par conséquent ne lui paient pas de cotisations.

3. Les syndiqués ne sont pas obligés d'être membres du parti, mais certains d'entre-eux le sont.

4. Non.

5. Non.

Remarque générale. — Notre parti ne s'occupe pas de trade-unionisme p. c. q. nous considérons le syndicat comme une institution purement capitaliste qui a sa raison d'être et sa cause dans le système capitaliste.

Le syndicat, comme nous le connaissons, est un simple accord entre ceux qui vendent toute espèce particulière de la marchandise-force-travail, les maçons et les mineurs p. ex.

Les syndicats de la ville de Vancouver ont organisé aux dernières élections un parti indépendant et ont posé des candidats contre nous.

J. G. MORGAN, Secrétaire.

RÉPONSE DU SOCIALIST LABOR PARTY DES ÉTATS-UNIS

Notre parti politique le « Socialist Labor Party », a été créé sur la base des principes, que seule, l'organisation économique peut mettre sur pied un véritable « Parti du Travail ».

Il en résulte qu'un semblable parti politique du travail doit être basé sur une véritable organisation économique. Les efforts de notre parti ont été de créer cette organisation économique. Les organisations économiques d'Amérique ont été, et sont encore généralement, des caricatures d'organisations bourgeoises, prêchant la fraternité du capital et du travail ; opposant profession à profession, croyance à croyance, race et nationalité à race et nationalité, et commandées par des lieutenants ouvriers de la classe capitaliste. Eu égard à ce

fait, il n'y avait pas, en Amérique, d'organisation économique nationale à laquelle notre parti pouvait s'unir avant 1896, quand, grâce aux efforts du Socialist Labor Party, on créa le *Socialist Trade and Labor Alliance*. Le Socialist Labor Party était uni à cette organisation au point de recevoir à ses congrès des délégués de la S. T. and L. A. et de renvoyer des délégués aux congrès de cette dernière organisation,

Neuf années plus tard, en 1905, le S. T. & L. A. se réunit à des organisations analogues de l'ouest et constitua les *Industrial Workers of the World*, une véritabie organisation économique du travait. L'union intime existant entre notre parti et l'organisation économique ou trade unioniste de la S. T. & L. A. cessa par l'organisation des dits I. W. of the W. Notre parti, depuis lors, n'a plus été en relations officielles avec une organisation économique quelconque du travail, bien que le parti soutint les I W. of the W. par sa presse, sa littérature et la propagande du parti.

2. Notre parti ne comprend plus de syndicats en ce moment. Ceux-ci ne lui paient et ne lui ont jamais payé de cotisations.

3. Il n'y a aucune organisation économique ou syndicat dans le pays qui oblige ses membres d'être membres de notre parti ou d'un antre.

4. Il n'y a pas de comités centraux de partis politiques et d'organisations économiques qui aient des assemblées communes pour délibérer sur des questions quelconques.

5. Seuls les *I. W. of the W.*. parmi les organisations économiques, mènent une propagande socialiste systématique parmi leurs membres et au sein de la classe ouvrière en général. Quelques rares organisations économiques comme les brasseurs et certains syndicats juifs font égalements de la propagande en ce sens.

Frank BOHN, *secrétaire*.

VI

L'émigration et l'immigration

Le Parti Socialdémocrate Allemand a publié dans les numéros 40 et 41 de la Neue Zeit, *plusieurs articles et études du plus haut intérêt sur la question de l'*IMMIGRATION. *Nous aurions voulu traduire en entier le travail de Schippel, recueil objectif de faits et de chiffres qui a paru dans le n° 41. L'envoi tardif de ce document ne nous a pas permis de donner suite à notre projet. Nous nous voyons donc obligés de renvoyer le lecteur allemand à la* Neue Zeit *et de résumer très imparfaitement cette étude en langue française et anglaise.*

Le citoyen Schippel divise son travail en 7 paragraphes : le 1er consacré aux Etats-Unis; le 2e au Canada; le 3e à l'Australie; le 4e à l'Afrique du Sud; le 5e à la France; le 6e à l'Angleterre et le 7e aux autres pays.

I. — LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Chinois. — Schippel décrit en premier lieu les diverses formes d'émigration de Chinois. Sont venus d'abord, les travailleurs des mines d'or et des fermes, ensuite, les travailleurs non qualifiés, entraînés par les compagnies de transport, enfin, les travailleurs qualifiés. Cette concurrence de

travailleurs étrangers amena une réaction. L'Etat de Californie frappa les Chinois de taxes et eut recours à des chicanes administratives. Il leur interdit, en 1858, l'entrée du territoire. Mais cette législation ne fut pas appliquée, car pareille matière relève du Gouvernement fédéral. L'extension de l'émigration entraîna les Américains dans une forte réaction anti-étrangère. En 1876, le parti démocratique commença par demander une limitation. Des enquêtes parlementaires avaient déjà eu lieu, et elles avaient eu pour conséquence de faire voter par les commissions compétentes des résolutions demandant un changement au traité entre la Chine et les Etats-Unis. En 1880, le parti républicain se rallia à la limitation et les deux gouvernements de Chine et des Etats-Unis conclurent un nouveau traité, permettant à ceux-ci de réglementer ou de suspendre, mais non d'interdire l'entrée et le séjour des « travailleurs chinois ». Les autres classes sociales ne tombaient pas sous l'application de ce texte. Le Congrès vota, en 1882, un texte interdisant toute immigration pendant 10 ans. Cet acte fut encore renforcé plus tard. On étendit l'interprétation du mot *travailleur* aux ouvriers qualifiés et non qualifiés. Cette législation eut pour résultat de réduire de 2 ou 3,000 le nombre des Chinois immigrants qui s'élevait à 22,781 en 1876 et à 39,579 en 1882. Ajoutons à tout cela les mesures des divers Etats interdisant l'occupation de Chinois par les admi-nistrations publiqnes.

L'immigration générale. — Jusqu'aux années 1880, la majeure partie des émigrants venait d'Angleterre, d'Ecosse, d'Irlande, d'Allemagne et de Suisse, de Scandinavie et de France. Aujourd'hui, ils viennent surtout de Russie, de Pologne, de Hongrie et de l'Est de l'Europe.

Voici quelques chiffres :

1842, *100,000* 1854, *427,833* 1868, *318,568* 1873, *459,803*
1874, *313,339* 1875, *227,498* 1876, *169,986* 1877, *141,857*
1878, *138.469* 1879, *177,826* 1880, *457,257* 1881, *699,431*
1882, *788,992* 1883, *603,322* 1884, *518,592* 1885, *395,346*
1886, *334,203* 1887, *490,109* 1888, *546,889* 1889, *444,427*
1890, *445,302* 1891, *560,319* 1892, *623,084* 1893, *502,917*
1894, *314,467* 1895, *279,948* 1896, *343,267* 1897, *230,832*
1898, *229,299* 1899, *311,715* 1900, *448,572* 1901, *487,918*
1902, *648,743* 1903, *857,046* 1904, *812,870*
1905, *1,026,499* 1906, *1,100,735.*

Au point de vue des origines des immigrants, voici un autre relevé :

ORIGINES	Nombre des immigrants		p. c. sur le total des immigrants	
	1885-1894	1895-1904	1885-1894	1895-1904
Grande-Bretagne et Irlande	1,189,236	560,620	26.2	12.1
Empire Allemand. .	982,940	276,106	21.6	5.9
Etats Scandinaves .	562,611	384,779	12.6	8.3
Italie	474,235	1,137,377	10.4	24.4
Autriche - Hongrfe .	476,478	1,017,216	10.4	21.8
Russie	379,241	768,598	8.3	16.6
Autres pays . . .	476,878	505,514	10.05	10.8

Pour l'année 1905, les chiffres correspondants étaient : 276,000 pour l'Autriche-Hongrie, 221,000 pour l'Italie, 185,000 pour la Russie, 87,000 pour l'Angleterre, 41,000 pour l'Allemagne. Le pour cent des illettrés immigrants était de 2 p. c. venant d'Angleterre, 8 p. c. d'Autriche-Hongrie, 27 p. c. de Russie, 47 p c. d'Italie. En 1895, le total des illettrés était de 44,914 ; en 1904, de 172,856. A remarquer aussi que le flot se

déverse de plus en plus dans les centres urbains et industriels à mesure que les terres de culture diminuent. C'est ce qui explique la lutte contre l'invasion étrangère dans les villes, et l'attitude de l'*American Federation of Labor* qui a enregistré 2 1/2 millions de syndiqués, alors qu'en 5 ans, 3 1/2 millions d'immigrants sont venus offrir leurs bras aux maîtres du pain.

L'impôt par tête a été porté de 50 cents (1882) à 4 dollars (1907); l'acte de 1875 interdit les prostitués et les condamnés non politiques ; l'acte de 1882, les immigrants privés de moyens d'existence ; l'acte de 1901, les aliénés, les candidats à la bienfaisance, ceux dont les billets de passage ont été payés par d'autres personnes ou qui ont servi d'autres passagers, ceux qui sont atteints de maladies contagieuses, les anarchistes, etc.

Les immigrants par contrat. — Cette législation est dirigée contre ceux qui ne disposent plus librement de leur force de travail et contre les sarrazins. Elle vise des cas comme ceux de 1874, quand la firme Armstrong avait enrôlé des milliers d'Italiens, — de 1883, quand une firme de Baltimore avait engagé des ouvriers belges. L'initiative de cette législation vient de l'Industrial Brotherhood de 1874 et des Chevaliers du Travail. La loi de 1885 interdit ces contrats et les annule, et elle frappe les délinquants d'une amende de 1,000 dollars. Elle rend responsables les capitaines de navires. Elle fait exception pour les artistes et les serviteurs d'étrangers résidant temporairement aux Etats-Unis, pour les ouvriers qualifiés allant travailler dans des industries non encore exploitées. La loi de 1891 interdit également les promesses d'occupation de bras par annonces de journaux et frappe comme « ouvriers contractuels » ceux qui viendraient aux Etats-Unis dans ces conditions. La revision de 1895 permet l'entrée des ouvriers quand leurs pareils ne peuvent être trouvés aux Etats-Unis.

Voici maintenant un tableau des refusés :

ANNÉE	REFUSÉS				AJOURNÉS		
	Total	Pauvres	Maladie contagieuse	Ouvriers sans contrat	Pour une année	Pour 2 années	Pour 3 années
1892 . .	2,164	1,002	80	932	637	—	—
1893 . .	1,053	431	81	518	577	—	—
1894 . .	1,389	802	15	553	417	—	—
1895 . .	2,419	1,714	—	694	177	—	—
1896 . .	2,799	2,010	2	776	238	—	—
1897 . .	1,617	1,277	1	328	263	—	—
1898 . .	3,030	2,261	256	417	199	—	—
1999 . .	3,798	2,599	348	741	263	—	—
1900 . .	4,246	2,798	393	833	356	—	—
1901 . .	3,516	2,974	309	327	363	—	—
1902 . .	4,974	3,944	709	275	465	—	—
1903 . .	8,769	5,812	1,773	1,086	547	—	—
1904 . .	7,994	4,798	1,560	1,501	300	—	479
1905 . .	1,1480	7,898	2,198	1,164	98	519	228

On tend naturellement a réserver les travaux publics aux ouvriers indigènes. La loi des Etats du 3 mars 1875, un statut de New-York de 1894, d'autres de Pensylvanie, du Massachussets, de New-Jersey, d'Illinois, etc. sont inspirés des mêmes idées.

II. — LE CANADA

Pays grand comme l'Europe avec 6 millions d'habitants ayant besoin d'immigrants, mais distinguant entre éléments désirables et non désirables.

Législation sur les Chinois. — Les Chinois, repoussés des États-Unis, se portent vers le Canada et y travaillent dans l'industrie comme dans l'agriculture. Réaction indigène. Seuls les grands capitalistes favorisent le travail à bon marché des coolies. La Colombie Britannique lève une taxe (1878) et

impose à l'employeur une licence. Si le Chinois n'a pas de livret, on le condamne durement. La loi de 1884 diminue la taxe mais augmente les chicanes. Le gouvernement Chinois réclame et la cour suprême casse cette législation comme dépassant la compétence de l'État. En 1885, on vote une loi pour toute le Dominion. L'immigrant Chinois payera 50 dollars et l'on impose un maximum de transport aux compagnies de navigation. En 1900, on porta la taxe à 100 dollars et l'on se résoud à une enquête. En 1903, nouvelle loi. Taxe d'entrée : 500 dollars. Le congrès syndical de 1906 demande l'exclusion des Chinois. Agitation identique contre les Japonais. On obtient une trêve, grâce au gouvernement japonais qui ne délivra plus de passeports.

Législation générale. — Plus de pouvoirs au gouvernement que dans le système des Etats-Unis. Statistique :

1880	38506	immigrants.
1881	47991	»
1882	112458	»
1883	133624	»
1884	103824	»
1885	79169	»

Mesures sanitaires pour navires. Le gouverneur général peut interdire la descente des « paupers ». La loi de 1902 interdit les passagers malades. La loi de 1906 exclut les idiots, les fous, les malades même curables, les pauvres, les criminels et les prostitués. Le gouverneur général a le droit d'exclure certaines classes de gens et d'exiger que l'immigrant possède une certaine somme d'argent. L'immigrant peut être expulsé au bout de deux ans de séjour avec toute sa famille, de même que celui qui, pendant cette période, a commis un crime ou a été reçu dans un hôpital ou asile. Un bureau spécial, créé dans chaque port, décide de l'admission. Les compagnies de navigation ont charge de rapatriation, même au bout de deux ans de séjour de l'immigrant.

L'immigration par contrat. — La loi de 1888 punit l'émi grant qui refuse d'exécuter le contrat. La loi de 1897 punit même l'engagement par contrat.

Travaux publics. — On n'occupe généralement que les Canadiens.

III. — AUSTRALIE.

Hostilité aux races de couleur et aux Européens pauvres ou de qualité médiocre.

Loi contre les Chinois et les Canaques. — Les entrepreneurs engagent des masses de sarrazins. Collisions sanglantes entre mineurs blancs et chinois. Acte de Victoria en 1881, frappant une taxe de 10 livres sterling par tête et limitant le nombre de ces immigrants à 1 par 100 tonnes de marchandises transportées,— de 1888 exigeant un permis et élevant à 500 la proportion des tonnes. Acte de la Nouvelle Galles du Sud de 1886, fixant cette proportion à 300 tonnes et la taxe à 100 livres. Cette législation eut tel effet qu'en 1891, le nombre des immigrants chinois ne s'élevait plus qu'à 42521 pour toutes les colonies australiennes, alors que celle de Victoria seule avait pareil contingent précédemment.

L'exploitation de l'immigration des Canaques, qui allaient travailler à la récolte du sucre au Queensland, était devenue une industrie. Une loi de 1885, interdit l'immigration à partir de 1891. Mais ce terme a été prolongé pour les contrats en cours.

En 1896, les contrats des Canaques ne purent plus être renouvelés.

La clause d'instruction. — Le Natal exigeait des immigrants qu'ils pussent écrire sous dictée en une langue européenne et cette stipulation fut renforcée en ce sens que l'examen était

rendu plus difficile. Par là, on excluait les illetrés. L'*Australie* suivit cet exemple en 1901 et exigea de l'immigrant qu'il sut écrire sous dictée cinquante mots d'une langue européenne.

Autres caractères de la législation générale.

L'*Australie* refuse, en outre, les personnes qui peuvent devenir une charge, les idiots, les malades, les condamnés non politiques, ceux qui vivent de prostitution, les ouvriers sans contrat.

Les contrats. — Sont interdites, les personnes venant sans contrat, exceptées celles qui reçoivent une autorisation ministérielle, à cause de leur compétence particulière, ainsi que les matelots dont les salaires ne sont pas inférieurs à ceux que l'on paie en Australie. Cette stipulation parut insuffisante, car en 1905, le ministre déposa un nouveau rojept, permettant aux autorités d'apprécier les termes des contrats et de refuser de ce chef les immigrants.

IV. — AFRIQUE DU SUD

Législation générale. — Le Cap et le Natal favorisent direct tement l'immigration des éléments blancs qui leur semblen- désirables, mais ils refusent ceux qui pourraient être une charge, les idiots, les prostitués, les criminels, et ceux qui n'ont pas les connaissances d'écriture et de linguistiques susmentionnées. En outre, les autorités conservent le droit de déclarer tout immigrant *non-désirable*.

Les Indous, — Le gouvernement voulut exclure du droit de vote les Indous nouveaux venus, mais le gouvernement anglais y opposa son veto. Le gouvernement exclut les Indous de la licence de faire le commerce. Le Transvaal avait même, avant la conquête, cantonné les Indous dans certains quar-

tiers, et cette stipulation resta en vigueur après la conquête. Au Natal, les Indous sans contrat ne peuvent même plus se déplacer librement.

Les Chinois. — L'auteur rappelle les derniers incidents. Les capitalistes du Rand demandent de la main-d'œuvre à bon marché et, après des luttes diverses, on impose le système suivant : Les immigrants chinois sont ouvriers sous contrat. Ce contrat doit être enregistré et couvre 3 années. Il peut être renouvelé une fois. L'immigrant ne peut retourner avant la période fixée, sous peine de restituer les frais du transport. Il ne sert qu'aux travaux des mines. Il est cantonné dans des quartiers spéciaux qu'il ne peut dépasser. L'arrivée au pouvoir des libéraux a mis fin à ce système, mais on ne dénonça pas les contrats existants.

V. — LA FRANCE

La population reste stationnaire, mais le nombre des étrangers augmente. Ceux-ci étaient 379,000 en 1851, — 740,000 en 1872, — 1,033,000 en 1901. Le pourcent a augmenté de 1,67 à 3. Le système qui a prévalu, c'est l'admission d'un pourcentage d'étrangers dans les exploitations privées et publiques (10 p. c. par décision du Conseil municipal de Paris en 1888). La loi de 1899 déclare que l'Etat n'employera qu'un pour cent de travailleurs étrangers, à fixer par l'administration. Les départements et les communes peuvent également fixer un pour cent. L'industrie sucrière ne recevra des primes que si elle occupe 70 pour cent de travailleurs français.

VI. — L'ANGLETERRE

Loi de contrôle. Les navires portant unnombre déterminé d'émigrants doivent aborder dans des ports spécifiés. Le

capitaine devra donner notification es passagers qui seront soumis aux visites sanitaires. On repousse ceux qui ne possèdent pas 5 £, les malades et les fous, ceux qui peuven tomber à charge des autorités, certains condamnés de droi commun, ceux qui ont déjà été expulsés. Ne peuvent être repoussés, ceux qui seraient victimes d'une persécution ou condamnation politique ou religieuse. Un comité spécial tranche les cas divers. Endéans les 12 mois, on peut encore expulser, notamment ceux qui auraient dû avoir recours à la bienfaisance et les vagabonds. Le droit d'expulsion appartient au seul ministre de l'intérieur. Cette législation est très élastique et tout dépend de l'appréciation. Une circulaire récente du ministre de l'intérieur a recommandé la tolérance.

Un amendement des députés ouvriers, interdisant l'importation des sarrazins, a été d'abord rejeté puis accepté à la Chambre des Communes. Les lords le rejetèrent. Les sarrazins ne peuvent donc être écartés qu'en vertu de stipulations touchant tous les émigrants.

De 1890-1900, le nombre des matelots de couleur a augmenté et le nombre des matelots anglais a été considérablement restreint. Pour réagir, on a amélioré les conditions des matelots blancs et exigé pour tous la connaissance de l'anglais.

Dans leur Congrès, les mineurs ont voté des résolutions contre l'occupation d'ouvriers étrangers, ignorant la langue anglaise. Le Congrès des Trade-Unions a voté une stipulation analogue, dictée exclusivement par le désir de garantir la sécurité des mines. Mais la *Socialdemocratic Federation* a protesté à plusieurs reprises contre la tendance à exclure les étrangers.

VII. — AUTRES PAYS

En *Suède*, le député Thorson a protesté contre la politique du gouvernement favorisant l'importation combinée d'ou-

vriers destinés à abaisser les salaires des travailleurs indigènes.

En *Norvège*, le Parti Socialiste a protesté contre l'attitude du gouvernement qui a laissé exécuter des travaux à l'étranger.

En *Roumanie*, on a copié le système français.

En *Autriche*, les communes favorisent le travailleur national.

En *Allemagne*, on accorde la préférence à l'ouvrier allemand, mais, en général, il y a liberté d'appréciation pour l'Etat ou l'autorité communale.

ANHANG

—

IV

Die Beziehungen zwischen den politischen sozialistischen Parteien und den Gewerkschaftliohen Organisationen.

Während die vorhergehenden Bogen im Drucke waren, erhielten wir noch die folgenden Antworte bezüglich unserer Umfrage :

ANTWORT DER SOZIALISTISCHEN PARTEI IN KANADA.

1. Unsere Partei hat keine Beziehungen zu den Gewerkschaften.

2. Letztere sind der Partei nicht angeschlossen und zahlen dieser folglich keine Beiträge.

3. Die Gewerkschaftsmitglieder müssen nicht Mitglieder der Partei sein ; manche sind es aber.

4. Nein.

5. Nein.

ALLGEMEINE BEMERKUNGEN.

Unsere Partei beschäftigt sich nicht mehr mit dem Trade-Unionismus, da wir die Gewerkschaften als eine rein Kapitalistische Einrichtung betrachten, die ihren Beweggrund und ihre Ursache der Kapitalistischen Ordnung hat.

Die Gewerkschaft ist nach unsere Erfahrung eine schlichte Vereinbarung unter denen, die aller Art ihrer Waare Arbeitskraft, als beispielweise der Bauarbeiter, Grubenarbeiter u. s. w., verkaufen.

Die Gewerkschaften der Stadt Vancouver haben bei den letzten Wahlen eine unabhängige Partei gebildet und gegen uns Kandidaten aufgestellt.

J. G. MORGAN.

ANTWORT DER "SOCIALIST LABOR PARTY" DER VEREINIGTEN STAATEN

1. Unsere politische Partei, die « Socialist Labor Party » wurde auf der Basis der Grundsätze gegründet,dass nur durch eine ökonomische Organisation eine wahre Arbeiterpartei festen Fuss fassen kann.

Es resultiert daraus, dass eine solche politische Arbeiterpartei auf eine wahre ökonomische Organisation fussen muss. Die Bemühungen unserer Partei gingen dahin, eine solche ökonomische Organisation Amerikas zu schaffen. Die ökonomischen Organisationen Amerikas waren und sind allgemein noch Zerrbilder bürgerlicher Organisationen, welche die Brüderlichkeit zwischen Kapital und Arbeit predigen, die eine Profession der anderen, Glaube gegen Glaube, Rasse und Nationalität gegen Rasse und Nationalität gegenübersetzen und von Arbeiterbeambten aus der kapitalistischen Klasse befehligt werden. Angesichts dieser Tatsache gab es in Amerika keine nationale ökonomische Organisation, mit der unsere Partei sich vor 1896 verbinden konnte, zur Zeit, da dank der Mühe der Socialist Labor Party die *Socialist Trade and Labor Alliance* gegründet wurde. Die « Socialist Labor Party » war so sehr mit dieser Organisation verbunden, dass in ihren Kongressen Delegierte der S. T. and L. A. vertreten waren und irerseits die Kongresse dieser Organisation durch Delegierte beschickte.

Neuen Jahre später, in 1905, trat die S. T. and L. A. mit ähnlichen ökonomischen Organisationen in Verbindung und konstituierte die *Industrial Workers of the World*, eine wahre ökonomische Arbeiterorganisation. Die intime Verbindung

unserer Partei mit der ökonomischen oder trade-unionistischen Organisation der S. T. and D. A hörte mit der Gründung der genannten I. W. of the W. auf. Seitdem hat unsere Partei keine offizielle Beziehungen zu irgendeiner ökonomischen Arbeiterorganisation gehabt, obwohl unsere Partei durch deren Presse, Litteratur und Propaganda die I. W. of the W. unterstützte.

1. Unserer Partei sind zur Zeit keine Gewerkschaften angeschlossen. Diese zahlen und zahlten der Partei niemals Beiträge.

3. Es gibt keine ökonomische oder gewerkschaftliche Organisation im Lande, die ihren Mitgliedern zur Pflicht macht, Mitglieder unserer oder einer anderen Partei zu werden.

4. Es gibt keine Zentralkomitees der politischen und ökonomischen Parteien, die gemeinschaftliche Beratungen über irgendwelche Fragen hätten.

5. Unter den ökonomisichen Organisation befasst sich nur die I. W. of the W. mit einer systematischen Propaganda in Kreisen ihrer Mitglieder und der Arbeiterklasse im allgemeinen. Etliche rare ökonomischen Organisationen als die Bierbrauer und manche jüdischen Gewerkschaften machen ebenfalls Propaganda in diesem Sinne.

FRANK BOHN, Sekretär.

VI

Ein-und Auswanderung der ausländischen Arbeiter:

Zur eingehenden Dokumentierung über diese Frage siehe u. a. die Abhandlung des Gen M. Schippel («Neue Zeit» N° 40-41 u. f.).

APPENDIX

——

VI

Immigration and Emigration

The German Social-democatic Party published in numbers 40 and 41 of the Neue Zeit, *several articles and studies of the greatest interest on the immigration question. We should like to have translated the work of Schippel in its entirity, an objective collection of facts and figures which appeared in N° 41. The late sending of this document has not allowed us to carry out our project. We are therefore obliged to refer the German reader to the Neue Zeit and to make an imperfect resume of this study in the French and English languages.*

Schippel divides his work into 7 paragraphs, the first is devoted to the United States, the second to Canada, the third to Australia, the fourth to South Afrika, the fifth to France, the sixth to England and the seventh to other countries.

I. — THE UNITED STATES OF AMERICA

a) The *Chinese Laws*. Schippel describes at first the different forms of Chinese immigration. At first come the workers in mines and on farms, then the unskilled laborers with companies of transport, lastly skilled workers. This competition of foreign workers led to a reaction. The State of California struck the Chinese with taxes and had recourse to administrative quibbles. It prohibited in 1858 their entry upon the territory. But this legislation was not applied, for such matters depend upon Federal government of all the States. The extension of immigration involved the Americans in a strong anti-foreign reaction. In 1876 the Democratic Party began by requesting a limitation. Parliamentary inquiries had already taken place Their consequence was the voting by competent commissions, resolutions demanding a change in the treaties between China and the United-States. In 1880, the Republican party rallied to the limitation and the two governments of China and the United-States concluded a new treaty permitting the latter to regulate, limit or to suspend, but not to prohibit the entry and sojourn of the Chinese workers. The other classes of Chinese did not fall under the application of this text. The Congress voted in 1882 a text prohibiting all immigration for 10 years. The act was again reenforced later. The interpretation of the word «labourer» is extended to qualified and non-qualified workers.

This legislation reduced to 2 or 3000 the number of Chinese immigrants that rose to 22781 in 1876 and to 39579 in 1882. Let us add to all that the measures of the different states prohibiting Chinese occupation by the public administrations.

b) *General immigration*. Up to the eighties most of the immigrants came from England, Scotland, Ireland, Germany, Switzerland, Scandinavia and France. To-day they come specially from Russia, Poland, Hungary and the East of Europe. Here are some figures :

1842, *100,000* 1854, *427,833* 1868, *318,568* 1873, *459,803*
1874, *313,339* 1875, *227,498* 1876, *169,986* 1877, *141,857*
1878, *138,469* 1879, *177,826* 1880, *457,257* 1881, *669,431*
1882, *788,992* 1883, *603,322* 1884, *518,592* 1885, *395,346*
1886, *334,203* 1887, *490,109* 1888, *546,889* 1889, *444,427*
1890, *455,302* 1891, *560,319* 1892, *623,084* 1893, *502,917*
1894, *314,467* 1895, *279,948* 1896, *343,267* 1897, *230,832*
1898, *229,299* 1899, *311,715* 1900, *448,572* 1901, *487,918*
1902, *648,743* 1903, *857,046* 1905, *812,870*
1905, 1,*026,499* 1906, *1,100,735.*

As to the origins of immigrants, here is another statement :

ORIGINS	Number of immigrants		percentage on the total number of immigrants	
Great Britain and Ireland	1,189,236	560,620	26.2	11.1
German Empire	982,940	276,106	21.6	5.9
Scandinavian States	562,611	384,779	12.6	8.3
Italy	474.233	1,137,377	10.4	24.4
Austria-Hungary	476,478	1,017,216	10.4	21 8
Russia	379,241	768,598	8.3	16.6
Other Countries	476,878	505,514	10.5	10 8

For the year 1905 the corresponding figures were, 276,000 for Austro-Hungary ; 221,000 for Italy ; 185,000 for Russia ; 87,000 for England ; 41,000 for Germany. The percentage of illiterate immigrants was 2 p. c. coming from England, 8 p. c, from Austro-Hungary, 27 p. c. from Russia, 47 p. c. from Italy. In 1895, the total of illiterates was 44,914, in 1904, 172,856. It is also to be remarked that the torrent increases more and more in urban and industrial centres in proportion

as agricultural land diminishes. This explains the struggle against foreign invasion in the towns, and the attitude of the *American Federation of Labor*, which during long years hard labour could enroll only 2 1/2 millions trade-unionists whilst in 5 years, 3 1/2 millions of immigrants have come to offer their services to the bread masters.

The tax per head has been raised fιom 50 cents (1882) to 4 Dollars (1907) the act of 1875 prohibits the immigration of prostitutes, and non-political criminals : the act of 1901 prohibits the immigration of aliens, persons who are likely to become under public charge, also those, whose tickets of passage have been paid for with the money of others, and those who are attacked by contagious diseases, anarchists, etc.

The immigrants under contracts. This legislation is directed against those who have no longer the liberty to dispose of their labour power as well as against scabs. It looks after cases as for instance those of 1874, when the firm Armstrong had enlisted thousands of Italians, and of 1885 when a firm of Baltimore engaged Belgian workmen. The initiative of this legislation comes from the officers of the industrial Brotherhood of 1874 and of the Knights of Labour. The law of 1885 prohibits these contracts and annuls them, and it fines the delinquents 500 dollars. It makes the captains of vessels responsible. It makes an exception for artists and their servants, foreigners residing temporarily in the United-States, for skilled workers in new industries not at present established in the U.-S. The law of 1891 prohibits also promises of employment through advertisements and fines all workers «under contract» those who come to the United-States under these conditions. The revision of 1895 allows the entry of workmen of labor of like kinds, unemployed cannot be found in the United-States.

Here is a table of the refused.

YEAR	REFUSED				ADJOURNED		
	Total	Paupers	Contagious Diseases	Workmen without Contract	For one year	For two years	For three years
1892 . .	2,164	1,002	80	932	637	—	—
1893 . .	1,053	431	81	518	577	—	—
1894 . .	1,389	802	15	553	417	—	—
1895 . .	2,419	1,714	—	694	177	—	—
1896 . .	2,799	2,010	2	776	238	—	—
1897 . .	1,617	1,277	1	328	263	—	—
1898 . .	3,030	2,261	256	417	199	—	—
1999 . .	3,798	2,599	348	741	263	—	—
1900 . .	4,246	2,798	393	833	356	—	—
1901 . .	3,516	2,974	309	327	363	—	—
1902 . .	4,974	3,944	709	275	465	—	—
1903 . .	8,769	5,812	1,773	1,086	547	—	—
1904 . .	7,994	4,798	1,560	1,501	300	—	479
1905 . .	1,1480	7,898	2,198	1,164	98	519	228

The object is of course to reserve public work for native laborers.

The law of the States of 3rd March 1895, a Statute of New York in the year 1894, and the laws of Pensylvany, of Massachusetts, of New Jersey, of Illinois, etc are inspired by the same ideas.

II. — CANADA

A Country as large as Europe, with 6 millions of inhabitants has a need of immigrants, but she devides them in desirable and « undesirable » elements.

Legislation on the Chinese. The Chinese who are refused admittance the United-States, go to Canada and work there in the industries and as agriculturers.

Native reaction. Only the great capitalists favour the cheap labour of the coolies. British Columbia raises a tax (1878) and imposes a licence on the employers. If the Chinese has no certificate he is often condemned. The law of 1884 diminishes the tax but increases the quibbles. The chinese government complains and the Supreme Court annuls this legislation as going beyond the competence of the State. In 1885 a law is voted for the whole Dominion. The Chinese immigrant has to pay 50 Dollars, and an enquiry is resolved upon. In 1903 a new law tax for entry 100 Dollars. The trades union Congress of 1906 demanded the exclusion of the Chinese. Identical agitation was raised also against the Japanese. A truce was obtained, thanks to the Japanese government, which will deliver no more passports.

General Legislation. — More power for the Government than in the United States system. Statistics.

1880 , . . .	38505	immigrants.
1881 , . . .	47991	—
1882	112458	—
1883	133624	—
1884	103824	—
1885	79169	—

Sanitary measures for ships. The governor general may prohibit the descent of paupers. The law of 1902 prohibits the admission of immigrants suffering from dangerous disease. The law of 1905 exclusedes idiots, insane and ill persons, even if curable, paupers, criminals and prostitutes. The governor General has the right to exclude certain classes of persons if they do not possess a certain sum of money. The immigrant may be expelled at the end of two years of his stay with all his family, if he hase has committed a crime or has been recieved in a Hospital or Asylum during this period. A spacial Bureau is formed in each port which decides upon the admission. The navigating companies have power of the

repatriation even at the end of two years stay of the immigrant.

Immigration under contract. — The law of 1888 punishes the immigrant who refuses to execute the contract. The law of 1897 even punished the engagement by contrat.

Public Works. — Only canadians are generally employed.

III. — AUSTRALIA

Hostility to coloured races and to paupers European or those of mediocre quality.

Law against the Chinese and Canaques. — Contractors engage masses of scabs. There occur bloody collisions between white miners and Chinese The Act of Victoria in 1881 imposing pay of 10 £. per head in order to limit the number of these immgrants to 1 per hundred tons of goods transported, the act of 1888 is exacting the permit and raises to the proportion of tons to 5oo. The Act of New South Wales of 1888 fixes this proportion at 300 tons and the tax 100 £. This legislation had such an effect that in 1901 the number of the Chinese immigrants only amounted to 42521 for all the Australian Colonies, so that Victoria alone had an equal contingent previously.

Thr exploitation of the immigration of the Canaques who went to work in the sugar harvest in Queensland had become an industry. A law of 1885 prohibits the immigration from 1891. But this term has been prolonged for contracts running.

The instruction clause. — Natal demanded that the immigrants should be able to write from dictation in a European language and this stipulation was reinforced in this sense, that the examination was made more difficult. In this way the Asiatics were excluded. Australia followed this example in 1901 and required from every immigrant that he should be able to write from dictation 50 words in any European

language. In 1906 the Contracts in the Canaques could not be again renewed.

Other characteristics of General legislation. — Australia, besides refuses the admittance of any person of whom charge must be taxen such as: idiots,ill person, non-political criminals, those who live by prostitution and workmen under contract.

The Contracts. — Persons coming under contract are prohibited admission, except those, who are authorised by the minister on account of their particular competence, and sailors, whose wages are not lower than those paid in Australia. This stipulation seemed insufficient and therefore, in 1905 the Minister entered a news poposition permitting the authorities to estimate the contracts and to refuse the immigrants by this means.

IV. — SOUTH-AFRICA

General legislation. — The Cape and Natal favoured directly the immigration of the white elements which appeared to them desirable but they refused those who were lickely to become a charge, idiots, prostitutes, criminals, and those who have no knowledge of writing and language as above mentioned. Besides the authorities reserve the right of declaring every immigrant as not desirable.

The Hindoos.— The government wishes to exclude from the right of voting the newly come Indoos but the English Government vetoed this. The government refused to grant to the Hindoos the licence to carry on trade The Transvaal had even before the conquest cantoned the Hindoos in certain quarters and this stipulation remained in force after the conquest. In Natal the Hindoos cannot move freely about under contract.

The Chinese. — The author recalls the last events. The capitalists of the Rand ask for cheap labour and after different struggles the following system is adopted : The Chinese immigrants are workers under contract. This contract must be registered and remain in force for which 3 years. It can be re-

newed once. The immigrant cannot return before the fixed period under penalty of repaying the cost of transport. He is cantoned in special quarters. The only thing he has to do is to work he cannot go beyond. The coming into power of the Liberals has put an end to this system but the existing contract is not abolished.

V. — FRANCE

The population remains stationary but the number of foreigners increases. They were 379,000 id 1881, 740,000 in 1882, 1,033,000 in 1901. The percentage has increased from 1.67 to 3. The system which has prevailed is the admission of a percentage of foreigners in private and public exploitations (10 p. c. by the decision of the municipal council of Paris in 1888). The law of 1899 declares that the state shall only employ a percentage of foreign workers, to be fixed by the administration. The departments and the municipilities can also fix a percentage. The Mining industry shall only take men if it occupies 70 p. c. of French workers.

VI. — ENGLAND

Law of Control. — The ships carrying a fixed number of immigrants must touch the specified ports. The captain must give notification of passengers who are to be submitted to medical inspection. Those are sent back who do not possess 5 L. st. the sick and lunatics, those who may fall as a charge upon authorities, certain criminals against the common law, and those who have already been expelled.

Those cannot be refused admittence who have been the victims of a persecution of a religious or political condemnation. A special committee deals whith the different cases. Within twelve months, expulsion may still take place especially of those who are said to have had recourse to charity and also vagabonds. The right of expulsion belongs only to the Home Secretary. This legislation is very elastic and depends entirely

upon the point of view taken. A recent circular of the Home Secretary has recommended tolerance. An amendment of the Labour members forbidding the importation of scabs was at first rejected and their accepted by ths House of Commons. The Lords rejected it. The blacklegs may then only be sent away under the regulations of the alien act. From 1890 to 1900 the number of coloured sailors has been increased and the number of English sailors has considerably decreased. As a reaction the conditions of the white sailors have been improved and a knowledge of English language has been exacted. In their Congresses the Miners have carried resolutions against the employment of foreign workmen who do not know the English language. The Trades-Unions Congress has voted a similar rule dictated exclusively by the desire to guarantee the security of the mines. But the Social democratic Federation has many times protested against the tendency to exclude foreigners.

VII. — OTHER COUNTRIES

In *Sweden* the deputy Thornson has protested against the policy of the government which favours the combined importation of workmen destined to lower the wages of native workers.

In *Norway* the Socialist party has protested against the attitude of the Government which has allowed work to be done abroad.

In *Roumania*, the French system has been copied.

In *Austria* the municipalities favour the national worker.

In *Germany* preference is given to the German worker but in general there is liberty of choice for the state or for the authority of the state or the municipality.

ERRATA

Ce livre a dû être composé à la hâte par suite de l'envoi tardif des textes. Il s'y est glissé notamment les coquilles typographiques suivantes :

Page 1, ligne 7, au lieu de 29, lire *29-30*.
Page 23, intercaler entre le 2° et le 4° un 3° libellé « Les syndicats ne sont pas affiliés au parti et ne lui paient aucune cotisation. »
Page 30, ligne 10, au lieu de rapports, lire *relations*.
Page 31, ligne 12 de la note, au lieu de Suède, lire *Serbie*.
Page 35, ligne 21, au lieu de Civil, lire *Civic*
Page 37, ligne 1, au lieu de on, lire *au*.
Page 37, ligne 7, au lieu de fraction, lire *fonction*.
Page 61, ligne 24, au lieu de 1906, lire *1900*.
Page 78, ligne 20, au lieu de 1892, lire *1893*.
Page 79, ligne 1, au lieu de Hambourg, lire *Lubeck*.
Page 85, ligne 10, au lieu de suffir, lire *suffire*.
Page 88, avant V, lire « Proposition du Bureau » : *Le Bureau propose de mettre cette question à l'ordre du jour*.
Page 136, ligne 8, au lieu de sire, lire *sir*.
Intervertir page 146 et page 147.
Page 162, ligne 28, au lieu de exposition, lire *expansion*.
Page 164, ligne 20, au lieu de 2/2, lire *2 1/2*.

Propositions et Projets de Résolutions

avec rapports explicatifs

PRÉSENTÉS AU

Congrès Socialiste International de Stuttgart

(18-24 Août 1907)

Edition en 3 langues du Bureau Socialiste International

Anträge und Beschlussentwürfe

nebst Begründungen

AN DEN

Internationalen Sozialistischen Kongress zu Stuttgart

(18-24 August 1907)

Dreisprachige Ausgabe des Internationalen Sozialistischen Bureaus

---

Proposals and Drafts of Resolutions

with explanatory reports

SUBMITTED TO THE

International Socialist Congress of Stuttgart

(18-24 August 1907)

Published in three languages by the International Socialist Bureau

Publications du Bureau Socialiste International

POUR LE

Congrès Socialiste International de Stuttgart

Ausgaben des Internationalen Sozialistischen Bureaus

FUER DEN

INTERNATIONALEN SOZIALISTISCHEN KONGRESS IN STUTTGART

Publications of the International Socialist Bureau

FOR THE

International Socialist Congress of Stuttgart

1° *L'Internationale Ouvrière et Socialiste :* rapports des partis affiliés, sur leur activité depuis 1904, Vol. I. 442 pp. . . . . fr. 2 50

2° *L'Internationale Ouvrière et Socialiste :* rapports, etc. Vol. II, 584 pp. 2 50

3° *Propositions et Projets de Résolutions avec rapports explicatifs. — Anträge und Beschlussentwürfe nebst Begründungen. — Proposals and Drafts of Resolutions with explanatory reports* 2 50

Imp. Vve D. BRISMÉE, rue de la Prévôté, 11, Bruxelles